



"L'entreprise publique et le marché : profit, rentabilité : l'expérience soviétique"

Lagasse, Charles-Étienne

NA	Abstract
----	-----------------

Document type : *Thèse (Dissertation)*

Référence bibliographique

Lagasse, Charles-Étienne. *L'entreprise publique et le marché : profit, rentabilité : l'expérience soviétique*. Prom. : Coppens, Pierre

UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN

CHARLES-ETIENNE LAGASSE

Docteur en Droit

L'ENTREPRISE PUBLIQUE ET LE MARCHE

PROFIT - RENTABILITE

L'EXPERIENCE SOVIETIQUE

TOME I

UNIVERSITÉ CATH. LOUVAIN
FACULTÉ DE DROIT
BIBLIOTHÈQUE

Directeur: M. Pierre COPPENS
Professeur à la Faculté de Droit

Thèse d'agrégation présentée
à la Faculté de Droit de
l'Université Catholique de Louvain

OCTOBRE 1977

LISTE DES ABREVIATIONS

<u>C.C.P.</u>	Conseil des commissaires du peuple (devenu Conseil des ministres en 1946)
<u>C.C. P.C.U.S.</u>	Comité central du parti communiste d'Union soviétique
<u>C.D.M.</u>	Conseil des ministres
<u>C.D.S.P.</u>	<u>Current Digest of Soviet Press</u>
<u>C.E.C.</u>	Comité exécutif central
<u>Direktivy...</u>	<u>Direktivy K.P.S.S. i Sovetskogo Pravitel'stva po khozjajstvennym voprosam, Mos., Gospolitizdat, 1957, 4 tomes</u>
<u>Ekon. Gazeta</u>	<u>Ekonomičeskaja Gazeta</u>
<u>Ekon. i mat.met.</u>	<u>Ekonomika i matematičeskie metody</u>
<u>Kommentarij...</u>	V.V. LAPTEV et al., <u>Kommentarij k položeniju o socialističeskom gosudarstvennom proizvodstvennom predprijatii, MOs. 1971</u>
<u>K.P.S.S....</u>	<u>K.P.S.S. v rezolucijakh i rešenijakh, Mos., 1971</u>
<u>Osnovnye...</u>	<u>Osnovnye zakonodatel'nye akty po sovetskomu gosudarstvennomu i pravu (plusieurs tomes)</u>
<u>P.C.R. (b)</u>	Parti communiste russe (bolchevique)
<u>Plan. Khoz.</u>	Planovoe Khozjajstvo
<u>Prav. S.S.</u>	Præsidium du Soviet Suprême
<u>Rev. int.dr.comp.</u>	<u>Revue internationale de droit comparé</u>
<u>R.F.Sc.Pol.</u>	<u>Revue française de Sciences politiques</u>
<u>R.T.D.Com.</u>	<u>Revue trimestrielle de droit commercial</u>
<u>Sbornik...</u>	<u>Sbornik normativnykh aktov po sovetskomu administrativnomu pravu, Mos. 1964</u>
<u>S.G.P.</u>	<u>Sovetskoe Gosudarstvo i Pravo</u>
<u>Sistematičeskoe...</u>	<u>Sistematičeskoe sobranie zakonov R.S.F.S.R., ukazov Prezidiuma Verkhovnogo soveta R.S.F.S.R. i rešenij pravitel'stva R.S.F.S.R.</u>
<u>Soč.</u>	<u>Sočinenija (Oeuvres)</u>
<u>Soc. Trud.</u>	<u>Socialističeskij Trud</u>
<u>S.P. S.S.S.R.</u>	<u>Sobranie postanovlenij S.S.S.R.</u>
<u>S.S.</u>	Soviet Suprême
<u>S.Z. S.S.S.R.</u>	<u>Sbornik Zakonov S.S.S.R.</u>
<u>Vestnik Mos. Un.</u>	<u>Vestnik Moskovskogo Universteta</u>
<u>Vestnik Stat.</u>	<u>Vestnik Statistiki</u>
<u>Vop. Ek.</u>	<u>Voprosy Ekonomiki</u>
<u>V.V.S.</u>	<u>Vedemosti Verkhovnogo Soveta</u>

Au coeur du grand débat -fort actuel- sur les moyens de diriger la croissance tout en corrigeant les inégalités qu'elle suscite, il est une question fondamentale que ni le juriste, ni l'économiste, ni l'homme politique ne peuvent éluder, à savoir celle de la fonction du droit face aux lois de l'économie.

A cet égard, des positions fort diverses ont été exprimées; leur divergence résulte en bonne partie de l'apprédation portée sur le degré de docilité des faits économiques face aux interventions de l'homme. Que celles-ci se dénomment lois, règlements, programmes de parti, elles représentent le contruit face au donné que sont les phénomènes spontanés de la vie économique.

L'on peut, l'on doit donc s'interroger: jusqu'à quel point et avec quelles conséquences un pouvoir politique peut-il imposer sa loi à celles de l'économie et, parmi elles, à celles du marché ?

Deux grand systèmes partagent le monde quant à la conception générale des structures économiques et l'on est trop souvent tenté de réfléchir à l'intérieur de chacun d'eux, prisonnier en quelque sorte d'un certain nombre de postulats du type: la collectivisation, c'est le centralisme et la bureaucratie; la propriété privée, c'est l'anarchie et l'exploitation....

Ces deux systèmes se sont en fait édifiés à partir de deux types d'appropriation des moyens de production et chacun d'eux semble draîner à sa suite une chaîne inéluctable d'attributs fort peu remis en question: le marché, le profit, la rentabilité, la décentralisation seraient ceux de la propriété privée; le centralisme, le plan, les prix obligatoires, la condamnation du profit, du taux d'intérêt, bref, la disparition des catégories marchandes, seraient ceux de la collectivisation des moyens de production.

La présente étude entend se dégager des systèmes pour poser la question des "structures compétitives" quel que soit le régime de propriété des moyens de production.

Il s'agit de montrer qu'il existe au-delà des différences d'appropriation des lois économiques de base, inéluctables et analogues en cela à d'autres lois universelles comme celle de la gravitation. Sans doute, l'économiste, le juriste, l'homme politique peuvent-ils connaître ces forces, les utiliser, voire les détourner de leur cours naturel ou en corriger certains effets néfastes mais non les nier ou les contrecarrer. Les rejeter en bloc sous prétexte qu'elles

seraient les attributs d'un système politique condamné, n'est-ce pas s'exposer à des perturbations comme à une perte d'efficacité ?

Pareille à la digue édiflée pour canaliser un courant, la construction juridique doit veiller à deux écueils: heurter de front ces forces, ce qui mettrait rapidement sa propre existence en péril; manquer de prise sur elles, ce qui lui ferait perdre son utilité.

Tout au long des chapitres qui suivent, on décèlera donc en filigrane la recherche permanente de la position optimale du droit face aux faits économiques que celui-ci veut régir. Et ce terme de droit vise autant l'organisation institutionnelle de l'économie que les procédures ou le statut des biens et des personnes. La place centrale reviendra, on s'en doute, à l'entreprise, "clé de voûte de l'interdépendance du droit et de l'économie" (1), mais aussi point de rencontre des forces en action sur le marché. C'est dire que si cet ouvrage consacre au droit une place non négligeable, c'est sous réserve d'une lecture parallèle de son contexte historique et économique. Plus qu'à l'essence du droit pour lui-même, c'est au passionnant dialogue des lois de l'homme avec celles de la nature, au corps à corps des théories avec les faits que l'étude est consacrée. Le moins qu'on puisse dire est que cette confrontation ne se conclut pas à l'honneur des idéologies. Celles-ci peuvent-elles être d'ailleurs autre chose que des constructions inhumaines et dévastatrices ? Le maintien contre toute évidence de principes sans fondement entraîne dans le domaine économique comme dans d'autres des comportements aberrants tels que la perversion des catégories marchandes. Il trouve bien vite une sanction quantifiable et mesurable dont le juriste ne peut se désintéresser. C'est pourquoi l'ouvrage fait une place si grande aux chiffres: il s'agit précisément de comptabiliser les retombées d'un système donné de règles de droit économique. C'est ainsi que si plusieurs pages traitent de l'évolution du coefficient de capital, c'est pour enregistrer les effets du statut juridique des biens de capital.

Mais pourquoi donc avoir été choisi l'U.R.S.S. comme cadre de l'analyse, pays que tant de différences fondamentales séparent des nôtres ?

(1): Cfr. Alex JACQUEMIN, Le droit économique, serviteur de l'économie ?, R.T.D.Comm., 1972, 2, p. 285.

Ce sont précisément ces différences qui ont motivé le choix: l'Union soviétique est en effet l'une des sociétés où les efforts ont été menés avec le plus de persévérance et le plus de moyens pour bannir avec le capitalisme tous les éléments qui étaient censés en être les attributs: l'objectif n'était-il pas, outre le dépérissement de l'Etat, celui des catégories marchandes par une "intégration totale des forces productives" ? Dépassant le stade de la pure idéologie, c'est très concrètement que la guerre a été menée contre tout ce qui appelait de près ou de loin l'économie de marché: le marché certes, mais, pourrait-on ajouter par boutade, l'économie elle-même, en ce compris la monnaie, l'évaluation des ressources, le "calcul économique".....

La somme de ces efforts est présentée dans cette étude sous une dénomination qui les résume: le "système administratif". Plusieurs chapitres y sont consacrés: on le définira ici comme la construction juridique et administrative qui a poussé le plus loin la prétention de se substituer aux lois naturelles de l'économie. Ce système n'est pas limité à une époque; il serait faux d'imaginer que la réforme de 1965 y ait mis un terme; il n'est pas plus confiné à un pays, aussi vaste soit-il, car il apparaît clairement qu'il existe un modèle international du système administratif.

Or, malgré la concentration des pouvoirs, malgré les moyens prodigieux de coercition dont les autorités disposaient, malgré l'accumulation des textes, des institutions et des procédures, le "système administratif", fondé sur une idéologie qui condamne le marché, a dû apprendre à coexister avec lui. Le nouveau régime de propriété s'est accommodé de la résurgence de maintes catégories honnies.

Celles-ci font-elles pour autant partie de ce noyau de forces inéluctables dont il était question plus haut ? Le conclure d'emblée serait présomptueux. Seul un examen approfondi permettra de trancher.

A quoi s'ajoute que parmi les pays socialistes, l'Union soviétique bénéficie de l'expérience la plus longue; ce qui lui vaut d'avoir traversé plusieurs étapes dans son développement. Ainsi donc, à l'intérêt d'une comparaison entre les systèmes, s'ajoute celui d'une comparaison dans le temps.

=====

Un mot encore sur la méthode: avant de démontrer, l'ouvrage veut montrer. Faire autrement serait précisément tomber dans le travers dénoncé. Les faits sont donc premiers: faits matériels à proprement parler (et là aussi les chiffres ont leur place), mais également en contrepoint ces faits intellectuels que sont le droit soviétique et les jugements de valeur des soviétiques eux-mêmes. C'est ce que permet la citation directe des auteurs, de la presse ou du parti au départ des textes originaux (2).

ERRATA ET ADDENDA

p. 15: Faire précéder la citation en exergue par la phrase:

{ "Le caractère despotique de l'administration propre au capitalisme (...) est impossible dans une société socialiste". (1).

La note (1) devient (1bis) dans le texte et en bas de page.

{ En bas de page: (1): Académicien A. RUMJANCEV, dans Kommunist, 1966, 1, p.43.

p. 16: Ajouter à la note 8: Voir encore I.E. EKHN, Sobstvennost' i èkonomièskie interesy pri socialisme, Mos., 1972, pp. 124 sv.

p. 23: 3e par., après les mots: une forme d'autonomie comptable aux entreprises, ajouter: , du moins dans les industries légère et alimentaire.

p. 41: 1er par. A partir de la 3e ligne, modifier comme suit:

{ Une fois le plan voté par le Soviet suprême, il redescend jusqu'aux unités de base sous la forme d'indices obligatoires, trimestriels jusqu'en 1948, annuels depuis cette date. Prenant comme trame ces indices, parfois fort nombreux, l'entreprise dresse alors son "plan technique, industriel et financier" (Tekhpromfinplan).

p. 43: 4e par. Après la note (80) ajouter:

{ En 1950, les organes centraux planifient la production annuelle de 3390 articles, soit deux fois plus que trois ans plus tôt (80bis).

{ En bas de page, ajouter une note (80bis): B. BRAGINSKIJ, Le système de planification pendant le premier quinquennat d'après-guerre (1946-1950), Plan. Khoz., 1971, 1, trad. angl. dans Problems of Econ., vol. XIV, 4, pp.64 sv

p. 52: Ajouter à la note (8):

{ Ses missions sont précisées par la décision du C.C. P.C.U.S. et du C.D.M. U.R.S.S. du 11.1.1963, n°51 et le décret du P.S.S. du 13.3.1963; cfr. Sbornik..., 1963, pp. 249 sv.

p. 55: Ajouter à la note (119): L'organisation concrète en est réglée par la décision du C.C. P.C.U.S. et du C.D.M. U.R.S.S. du 11.1.1963, n°47, cfr. Sbornik..., pp. 228 sv. Ce texte insiste sur la mission du Sovnarkhoze de l'U.R.S.S., à savoir une meilleure allocation des ressources.

p. 56: 2e par. 4e l. Après les mots: leurs homonymes dans les républiques, ajouter:

{ Mais comme le Gosstroj et le Sovnarkhoze ne s'occupent que de la construction et de l'industrie respectivement, les trois organes sont couronnés par un...

Après le 2e par., ajouter un nouveau par. en retrait:

{ Cette institution marque la victoire des centralistes et du complexe militaro-industriel sur Nikita KROUCHTCHEV. Celui-ci s'est en effet opposé depuis toujours à un V.S.N.Kh (125 bis). C'est très probablement lors du Praesidium secret du Comité central du 15 ou 16 février 1963 que le premier secrétaire a été contraint à ce revirement d'attitude. La création du V.S.N.Kh. s'accompagne de la promotion spectaculaire des représentants du "parti de l'acier": D.F. USTINOV, dirigeant de l'industrie de guerre, prend la tête du nouvel organe, ce qui lui vaut de commander directement au Gosplan, au Gosstroj, au Sovnarkhoze de l'U.R.S.S., au Comité des recherches scien-

tifiques (K.N.I.R.) et au ministère de la défense; il s'annexe en outre des Comités d'Etat liés à l'industrie de guerre (125ter).

Ajouter en base de page une note (125bis) et une note (125ter):

(125bis): Voir son discours du 8.5.1957 devant le Soviet suprême (Pravda 9.5.1957).

(125ter): Sur cet épisode, lire en détails Michel TATU, Le pouvoir en U.R.S.S. P., 1967, pp. 336 sv.

p. 57: Note (126): modifier comme suit:

{ Décision du C.C. P.C.U.S. et du C.D.M. du 11.1.1963, n°48, Sbornik..., pp.232 sv.

p. 60: 5e par. Ajouter la phrase suivante:

{ Toutefois, le départementalisme n'est pas mort, comme en témoignent plusieurs condamnations officielles bien après 1965 (142bis).

En bas de page, après la note (142), ajouter une note (142bis):

{ (142bis): Voir notamment certains passages de la résolution du C.C. P.C.U.S. du 12.3.1971 Sur les mesures en vue d'améliorer le travail des Soviets locaux, Izvestija, 13.3.1971.

p. 62: 4e par. 2e l. modifier la ligne comme suit:

{ républiques sont chargés d'élaborer les projets de plans de développement...

Après le 6e par., ajouter un nouveau par. en retrait:

{ Cependant, au même titre que le centralisme démocratique lui-même, la combinaison des principes sectoriel et territorial dans l'action des gosplans républicains ne fonctionne qu'à sens unique: le centralisme le plus rigoureux est la règle et les administrations centrales ne leur communiquent même pas les données relatives à leurs entreprises (144 bis).

En bas de page, ajouter une note (144bis):

{ (144bis): Voir M.L. LAVIGNE, Les économies socialistes, P., A.Colin, 1970, p. 256.

p. 66: 2e par. Après les mots: deux fonctions distinctes, ajouter:

{ (146bis).

En bas de page, ajouter une note (146bis):

{ (146bis): Voir le statut du Gosnab approuvé par la décision du C.D.M. du 15.5.1969, S.P. S.S.S.R., 1969, 13, art. 69.

p. 67: Après le 6e par., ajouter un nouveau par. en retrait:

{ Un exemple notable est celui du ministère de la construction d'appareils de précision et d'instruments de gestion: des glavki entières y sont mises en "khozrasçët" en 1969 ets'engagent dans des relations contractuelles avec les entreprises.

p. 77: 3e par. Après les mots: produire pour produire, modifier le par. comme suit:

{ C'est ainsi que dans Le développement du capitalisme en Russie, il écrit:

{ "Le développement de la production (...) principalement par les moyens de production semble paradoxal et est indubitablement une contradiction. C'est une expansion de la production sans une augmentation correspondante de la

consommation. Mais ceci est une contradiction non pas de la doctrine, mais de la vie réelle. C'est précisément la sorte de contradictions qui est inhérente au capitalisme et aux autres contradictions de ce système de société (8).

Ce qui n'a pas empêché le même LENINE d'écrire:
"La base réelle et unique... (poursuivre jusqu'à la fin du par.).

En bas de page, modifier la note (8) comme suit:

(8): Cité par BURENKOV dans Ekon. Gazeta, 26.5.1965, lequel relève d'autres citations de LENINE dans le même esprit; voir l'analyse de cet article dans Radio Free Europe Research, Comm. Area, U.R.S.S., 9.6.1965, pp. 1 sv.

p. 81: Après le 3e par., ajouter un nouveau par. en retrait:

Ce thème sera maintes fois repris et amplifié: c'est ainsi, par exemple, que Nikita KROUCHTCHEV reprochera lors du Plenum de novembre 1962 leur caractère égoïste aux revendications salariales qui amputeront l'accumulation socialiste (25bis).

En bas de page, ajouter une note (25bis):

(25bis): Sur le même thème, lire: XXX, Edinstvenno pravil'nyj put', Ekon. Gazeta, 1963, 30, pp. 36-38.

p. 84: Après la 2e l., ajouter un nouveau par. en retrait:

Le combat continue effectivement: GROMAN, membre éminent du Praesidium du Gosplan, est destitué en 1928; trois ans plus tard, lui et ses amis seront les cibles toutes trouvées des procès inventés contre les menchéviks.

p. 86: Le 2e par. de la remarque du tableau est modifié comme suit:

Après 1962, un indice synthétique fiable du coût de la vie n'est plus disponible. Cependant, divers indices épars concordent pour témoigner d'une poursuite de la hausse des prix (5% de moyenne annuelle selon certains observateurs) et d'un renforcement de la pression sur les salaires. Ainsi des chiffres fournis par M. LAVIGNE permettent de conclure à un accroissement de cette pression de 4,35% entre 1963 et 1967 (37 bis).

En bas de page, ajouter une note (37bis):

(37bis): M.LAVIGNE, Les économies socialistes, P., A.Colin, 1970, p.330.

p. 92: Après le 1er par., après les mots: Les queues s'allongent devant les magasins (46)., ajouter un nouveau par. en retrait:

A la pression sur la consommation et à la politique des revenus correspond une forte pression sur les travailleurs. La semaine de travail continue est introduite pendant l'été 1929 et les syndicats perdent leur rôle de négociateurs; après avoir développé au VIIIe Congrès fédéral des syndicats en décembre 1928 des thèses favorables à un tel rôle, leur président, P. TOMSKIJ, est désavoué par le parti, avant d'être poursuivi pour trahison. Il se suicidera en 1937 plutôt que d'être arrêté. Les syndicats ayant été fusionnés avec le commissariat du peuple au travail en 1933, les conventions collectives perdent leur raison d'être. Par ailleurs, une discipline rigoureuse s'abat sur les ouvriers, lesquels peuvent être licenciés ou sanctionnés pour des fautes ou négligences minimales" (46bis).

En bas de page, ajouter une note (46bis):

(46bis): Sur le droit du travail à cette époque, lire R. DAVID et J.HAZARD, Le droit soviétique, P., 1954, t.II, pp. 189 sv.

p. 94: Bernier par. 1.5; après les mots: tombe aux oubliettes, ajouter:

{ deux ans plus tard.

p. 95: Par.2 l.3; après les mots: l'"après-Krouchtchev, ajouter:

{ Des articles paraissent dans la presse du parti qui relativisent le dogme de la croissance prioritaire du secteur I: sans contester sa nécessité dans la phase extensive de lutte contre le sous-développement, on fait valoir qu'à partir d'un certain stade de développement, "il n'y a plus de raison de maintenir un taux de croissance disproportionné entre les secteurs I et II" (55bis).

En base de page, ajouter une note (55bis):

{ (55bis): Voir l'article de BURENKOV dans Ekon. Gazeta, 26.5.1965, cité dans Radio Free Europe Research, Comm.area, U.S.S.R., 9.6.1965, p.5.

p. 104: Par.2, l.7; après les mots: ces revenus "approchés", ajouter:

{ (71bis)

En bas de page, ajouter une note (71bis):

{ (71bis): Les résultats ainsi obtenus concordent cependant étrangement avec les données relatives aux "revenus disponibles" proprement dits calculés avec précision par certains auteurs américains, mais n'existant que pour certaines années seulement. Voir, par ex. J. CHAPMAN, Real wages in Soviet Russia since 1928, Harvard U.P., 1963; David W. BRONSON et Barbara S. SEVERIN, Le bien-être des consommateurs soviétiques; l'ère brežnevienne, Joint Economic Committee, Soviet economic prospects for the 70ies, Wash., 1973, p. 393.

p. 112: Tableau VII, col.7. Sous la rubrique "indice des prix (4)", ajouter:

{ (indice 100 pour l'année précédente)

Même col.; ajouter pour les années 1963 et 1964, les chiffres suivants:

{ 101;15
100,38

p. 113: Par.1er, l. 6; corriger le chiffre 21%; le remplacer par:

{ 22%

p. 114: Après la 2e l., ajouter un par. en retrait:

{ Pour l'évaluation du coût de la vie, l'irréalisme évident du statu quo des prix dont témoigne l'indice officiel réduit l'observateur à des estimations: divers indices permettent d'évaluer à 5% environ le taux annuel de la hausse des prix (83bis). Alors que d'autres pays socialistes se résolvent -non sans heurts- à tendre vers une certaine vérité des prix (voir la Pologne en juin 1976), l'Union soviétique semble prête à payer cher le dogme de la stabilité. C'est ainsi qu'en 1975, le soutien des seuls cours agricoles coûte au budget de l'Etat quelque 20 milliards de R.

En bas de page, ajouter une note (83bis):

{ (83bis): Chiffre repris par H. SMITH dans Les Russes, Paris, Belfond, 1976, p. 84. On trouve parfois le chiffre de 4% (cfr. The Economist, 24.4.1976).

p. 116: Dernier par. Après les mots: à cette dernière date (91), rajouter:

{ En 1976, le total des dépôts d'épargne représentait à peu près la moitié du total du chiffre d'affaires du commerce de détail.

Dans le tableau, col.5, année 1956, ajouter:

18,51

En bas de page, ajouter une note (88ter):

(88ter): Cfr. Pravda, 30.3.1971. Pour une monographie sur la corruption, lire l'ouvrage du sociologue soviétique ayant travaillé pour la police avant d'émigrer en Israël, Ilja ZEMTSOV, La corruption en Union soviétique, P., Hachette, 1976, 191 pp.

En bas de page, à la note (89), remplacer les mots: les nombreux reportages de presse, par:

H. SMITH, Les Russes, P., Belfond, 1976, chap. III.

p. 119: Après le 5e par., ajouter un nouveau par. en retrait:

N. KROUCHTCHEV reprend d'ailleurs cette thèse à son compte lorsqu'il affirme:

"Il faut créer des conditions telles que la demande croissante de la population en produits alimentaires et en biens de consommation courante soit complètement satisfaite et que la production dépasse toujours la demande" (98bis).

En bas de page, à la note (98), ~~avant=les=mots=BELECHUK=dans=~~ ajouter:

Voir aussi D.M.GENKIN; Aktual'nye voprosy pravovogo regulirovanija sovetsoj gosudarstvennoj trgovli, S.G.P., 1961, 8, p. 46.

En bas de page, ajouter une note (98bis):

(98bis): Cité dans XXX, Zakon sprosa i predloženija, Ekon.Gaz., 1964,40,p.3.

p. 122: Au 2e par. 4e l., après les mots: les logements privés, ajouter:

ou subitement augmentés du simple au double;

A la fin du 2e par. ajouter:

(101bis).

En bas de page, ajouter une note (101bis):

(101bis): Pour des exemples concrets, voir ci-après, chap. X, pp. 434 sv.

p. 124: Dans le tableau, ajouter les points suivants:

- ligne continue: 1953: 69,2

~~1963: 74,5~~

- ligne hachurée: 1940: 26

1975: 26,5

Ajouter aux sources:

Annuaire statistiques divers.

p. 128: Au dernier par., 12el., après les mots: et les cantines, ajouter:

(112bis).

En bas de page, ajouter une note (112bis):

(112bis): L'Ekonomičeskaja Gazeta de septembre 1976 donne des chiffres sur les restrictions imposées dans l'alimentation journalière.

p. 130: En bas de page, à la note (117), ajouter:

; Ilja ZEMTSOV, op.cit., pp. 37, 115 sv. Cet auteur dispose de documents confidentiels de la police; il rapporte par exemple le cas d'un suicide dû aux mauvaises conditions de logement et d'émeutes d'ouvriers sous-alimentés.

A la note (119), ajouter:

{ Sur la pénurie en matière de logement, lire R. MEDVEDEV, op.cit., pp.43 sv.

A la note (121), ajouter:

{ et Izvestija, 16.10.1969, qui fait état de deux heures pour l'achat seulement.

p. 131: Après le 3e par., ajouter un=~~neuveau~~=par. après la note (124):

{ Dans l'ensemble, le salaire moyen équivaut à quelque deux tiers du minimum vital pour une famille de quatre personnes (124bis).

En bas de page, ajouter une note (124bis):

{ (124bis): Chiffres de 1972; cfr. David W. BRONSON et Barbara S. SEVERIN, Le bien-être des consommateurs soviétiques: l'ère brejnevienne, Joint Economic Committee, Soviet economy prospects for the 70ies, Wash., 1973, p. 379.

p. 136: Après le 5e par., ajouter un=~~6e~~=par le texte suivant:

Et qu'entend LENINE par "économie marchande" ?

"Par production marchande, on entend une organisation de l'économie qui implique que les produits sont fabriqués séparément, par des producteurs isolés, qui se spécialisent chacun dans la fabrication de l'un ou l'autre produit, de telle sorte que pour la satisfaction des besoins sociaux, il faille recourir à l'achat-vente des produits (qui éviennent à cette fin des marchandises) sur un marché ..." (7bis).

On notera qu'à l'inverse de MARX et ENGELS, LENINE s'abstient de lier la production marchande à un type de propriété. C'est l'isolement mutuel des producteurs, procédant de la division sociale du travail, qui engendre les échanges marchands. Il n'empêche que les commentateurs soviétiques de cet extrait l'interpréteront en donnant aux mots "producteurs isolés" le sens de "propriétaires différents" (7ter).

En bas de page, ajouter une note (7bis):

{ (7bis): V.I. LENINE, Polnoe sobranie sočinenij, t.1er, pp. 86-87.

En bas de page, ajouter une note (7ter):

{ (7ter): Voir ainsi N.S. ANDREEV dans Tovarnoe proizvodstvo. Tovar i den'gi, Mos., 1967, pp. 3-4.

p. 159: En début de page, ajouter dans le par. en retrait:

{ "L'on ne peut créer d'intérêt sans autonomie et d'autonomie sans intérêt ou responsabilité" (77bis).

En bas de page, ajouter une note (77bis):

{ (77bis): E. EKHN, Sobstvennost' i èkonomičeskie interesy pri socializme, Mos., 1972, p. 136.

p. 162: En bas de page, ajouter à la note (92):

{ Voir de même: XXX, Zakon sprosa i predloženiya, Ekon. Gaz., 1964, 40, pp.3-4, qui introduit le concept de "conjoncture" socialiste.

p. 163: Après le 4e par, se terminant par: des branches du groupe A (95), ajouter:

Libérés de ces scrupules, nombreux sont ceux qui peuvent souscrire à

l'exhortation de V.V. NOVOZILOV:

"La loi de la valeur exerce déjà une influence salutaire dans le domaine de l'approvisionnement en biens de consommation. Il est temps de soumettre aussi à son contrôle la sphère de l'approvisionnement en moyens de production" (95bis) !

./..

Il est loin, en effet, le tyemps du mépris envers la loi de la valeur, juste bonne à être tenue en respect par le planificateur !.

En bas de page, ajouter une note (95bis):

(95bis): V.V. NOVOŽILOV, Plan i Khozrasčët, Izvesija, 2.9.1965.

p. 166: En bas de page, ajouter à la note (106):

Même référence en faveur du profit dans L. VAAG et S. ZAKHAROV dans Platnost' proizvodstvennykh fondov i pribyl' predprijatija, Vop. Ek., 1963, 4, p. 95.

p. 170: Au 1er par., après les mots: de la société (117) ? , ajouter:

MARX lui-même ne prétendait-il pas que "les besoins croissent à la mesure des moyens de les satisfaire et en fonction directe du développement de ces derniers" ? (117bis) ?

Au 1er par., après les mots: et ressources disponibles, ajouter:

(117ter)

En bas de page, ajouter une note (117bis):

(117bis): Ainsi résumé dans XXX, Zakon sprosa i predloženija, op.cit., p.3.

En bas de page, ajouter une note (117ter):

(117ter): Voir les adjurations du premier ministre Alexej KOSYGIN du début décembre 1973 en faveur des économies d'énergie, cfr. Le Soir, 4.12.1973, p.14.

p. 196: Au par. e/., après les mots: de fonds fixes, ajouter:

ou de valeurs de roulement

p. 202: Après le dernier par., ajouter un nouveau par. en retrait:

La multiplicité de ces contrôles finit par empêcher le fonctionnement normal de l'entreprise: on comprend l'irritation du directeur de cette usine de construction mécanique qui fut l'objet, en 1960, de dix-huit inspections complètes de la part d'autant d'organismes différents (72bis) !

En bas de page, ajouter une note (72bis):

(72bis): Cas cité par V.V. LAPTEV dans O dal'nejšem rassirenii khozjajstvennykh prav promyšlennykh predprijatij, S.G.P., 1961, 11, p.62.

p. 210: Au tableau, corriger la 4e col. comme suit:

1967: 35,7
1968: 40
1969: 34,8
1970: (34,9) plan
1971:
1972: 34,9
1973: 35,3
1974: 32,2

Aux sources du tableau, ajouter:

N. HASEGAWA, La politique financière et économique de l'Union soviétique, Review, 12.1975, trad. de larges extraits dans Le Courrier des pays de l'Est, 1976, 202, pp. 26 sv.

p. 218: Après le 4e par., se terminant par les mots: entre les indices, ajouter un nouveau par.:

De même, la pénalisation automatique de tous les travailleurs de l'entre-

prise -par la privation de prime- y compris ceux des sections et ateliers méritants, contredit les principes du "khozrasčët" interne" et affaiblit considérablement la stimulation au travail.

En bas de page, compléter la note (108) par:

Pour une critique similaire, voir L. VAAG et S. ZAKHAROV, La redevance sur les fonds productifs et le profit de l'entreprise, Vop. Ek., 1963, 4, pp. 88sv.

p. 220: En bas de page, à la note 116, après les mots: op.cit., pp. 25 sv., ajouter:

A. ZAJCEV et I. DRONOV, Voprosy material'nogo stimulirovanija na gosudarsvennykh predpriyatijakh, Vop. Ek., 1959, 3, pp. 59 sv.

p. 229: A la fin du 1er par., remplacer le point final par:

: c'est ainsi qu'en 1959, elle représente encore la moitié des investissements pour l'industrie soviétique, alors qu'au même moment, elle ne se chiffre qu'à 37% dans l'industrie manufacturière américaine (22bis).

p. 230: En bas de page, ajouter une note (22bis):

T. KHACATUROV, Puti povyšeniya èkonomičeskoj effektivnosti kapital'nykh vloženij, Vop. Ek., 1963, 11, p. 35.

p. 231: Au 3e par., après les mots: nullement aux rationalisations, ajouter:

Les fonds fixes ne sont pas les seuls visés: il n'est pas rare en effet de voir les administrations locales prélever arbitrairement des valeurs de roulement aux entreprises situées sur leur territoire aux fins de couvrir leurs propres besoins financiers.

Après le 4e par., se terminant par: ou des hommes politiques, ajouter un nouveau par. en retrait:

Dès 1961, cependant, un juriste tel que V.V. LAPTEV propose de stimuler les entreprises à une utilisation plus rationnelle du capital et de leur accorder le droit de louer à d'autres leurs équipements provisoirement inutilisés. Le produit de cette location irait au fonds d'amortissement (28bis).

En bas de page, ajouter une note (28bis):

(28bis): V.V. LAPTEV, O dal'nejšem rassirenii khozajstvennykh prav promyšlennykh predpriyatij, S.G.P., 1961, 11, p. 62.

p. 235: Après le 6e par., se terminant par: c'est une perte sèche (37), ajouter un nouveau par.:

Les effets du statut juridique du capital comme du privilège dont jouissent dans la stimulation matérielle les indices de production brute et de réduction des coûts se font clairement sentir: de 1940 à 1970, la part du travail vivant (v) dans les coûts tombe de 33 à 16%, alors que les pays capitalistes connaissent une évolution en sens inverse, s'expliquant par les revendications salariales et les efforts de rationalisation technique qu'elles entraînent (37bis). La composition du produit social global traduit les mêmes tendances: la part de la valeur ajoutée (revenu national) y passe en Union soviétique de 24,3 à 22,2% entre 1935 et 1961, alors qu'aux Etats-Unis, la même grandeur s'élève entre 1950 et 1960 de 41,48 à 42,75% (37ter).

p. 236: En bas de page, ajouter une note (37bis):

{ (37bis): Cfr. T. KHACATUROV, Sur les méthodes de détermination de l'efficacité des investissements, Vop. Ek., 1973, 3, p.37, cité dans Radio Free Europe research, Comm. area, 3.4.1973, n° 1757.

En bas de page, ajouter une note (37ter):

{ (37ter): Chiffres d'A. NOTKIN, dans Sootnošenie rosta obščestvennogo produkta i nacional'nogo dokhoda, Vop. Ek., 1963, 10, pp. 5,13.

p. 239: Au 2e par., après les mots: une plus-value de 12 %, modifier la suite du texte comme suit:

{ les normes d'amortissement ont été relevées le 1er janvier 1961; des normes unifiées pour les diverses branches mais diversifiées par type de capital ont été mises en vigueur à la date du 1er janvier 1963; légèrement relevées, elles restent notablement insuffisantes.

p.257: Après le 5e par. se terminant par: du discours précité (80), ajouter un nouveau par. en retrait:

{ Cependant, si elle décongestionne le centre, cette réforme encadre les organes régionaux: ainsi, en 1961, le comptoir de la Région de Moscou responsable de la distribution des biens d'équipement et des matières premières dans l'industrie chimique, traite une nomenclature de quelque 6000 articles (80bis).

En bas de page, ajouter une note (80bis):

{ (80bis): I.A. TANČUK, Pravovye formy material'no-tehničeskogo snabženija, S.G.P., 1961, 11, p. 55 (note 14).

p.263: En bas de page, ajouter à la note (100):

{ Même dénonciation chez T. KHACATUROV, dans Puti povyšeniya..., op.cit., pp. 30 sv.

p. 268: A la fin du 3e par. , ajouter:

{ Déjà, certains préconisent de substituer les incitants matériels aux vaines exhortations: au lieu de payer les entrepreneurs par tranches de travaux, différons, suggèrent-ils, le règlement des comptes jusqu'au moment de l'agrération finale (117bis).

p. 269: Après le 5e par., se terminant par: répartition des ressources, ajouter un nouveau par. en retrait:

{ Au terme du septennat, le bilan est catastrophique dans certains secteurs: les délais normaux de construction ont été dépassés en moyenne de 150% pour les constructions en béton armé, de 100% pour la construction de mines, d'usines à ciment et de haut-fourneaux et de 50% pour la construction d'usines à sucre. En 1965, près de la moitié des organisations de base dans la construction n'ont pas réalisé leur plan de construction (122).

En bas de page, ajouter une note (117bis):

{ (117bis): En ce sens: T. KHACATUROV, op.cit., p. 38.

En bas de page, compléter la note (121) par:

{ ; pour d'autres exemples de retard dans divers secteurs, cfr. T. KhACATUROV, op.cit., pp. 30 sv.

p. 270: En bas de page, faire précéder le texte de la note (122) du texte suivant:

XXX, Ekonomičeskij ežegodnik, MOs., 1967, pp. 38 sv.

p. 285: En bas de page, ajouter à la note (174):

et V.V. LAPTEV, O dal'nejšem rasširenii khozjajstvennykh prav promyšlennykh predprijatij, S.G.P., 1961, 11, pp. 59-60.

p. 294: Après le 3e par., ajouter un par. nouveau en retrait:

On notera cependant que ces relations permanentes ne visent que les administrations commerciales et quelques rares grands magasins. Certains juristes regrettent cette restriction et proposent d'élargir la procédure à d'autres magasins (7bis).

En bas de page, ajouter une note (7bis):

(7bis): Voir ainsi: D.M. GENKIN, Aktual'nye voprosy pravovogo regulirovanija sovetskoj gosudarstvennoj trgovli, S.G.P., 1961, 8, pp. 44-45.

p. 300: Après la fin du 1er par., ajouter le texte suivant:

Elle s'emploie par ailleurs à promouvoir la participation des organismes de détail dans les achats de marchandises par le commerce de gros aux entreprises (article 36).

Ainsi qu'on l'a signalé au chapitre II, le début des années soixante coïncide avec la remise en question du principe stalinien du dépassement de l'offre par la demande. On en trouve le reflet dans cette décision importante de 1960 de même que dans une décision d'application du 26 janvier 1961 du Conseil des ministres de la R.S.F.S.R.: les organismes de gros sont invités à constituer des réserves permanentes de marchandises afin de rester en mesure de satisfaire à tout moment les organismes de détail.

p. 303: Au tableau Ier, ajouter une note:

Note: En 1964, la valeur des réserves invandables représentait davantage qu'aux Etats-Unis au moment de la grande crise (Cfr. Roy MEDVEDEV, De la démocratie socialiste, P., Grasset, 1972, p. 285).

p. 307: Supprimer le dernier par., commençant par les mots: C'est parce que...

p. 308: Remplacer les 2 premières lignes par:

Un des faits majeurs de la fin des années cinquante est l'intérêt porté au fonctionnement du marché de la consommation et à l'étude de la demande.

En bas de page, ajouter à la note (40):

Pour avoir une vue de l'évolution des idées dans ce domaine, lire: XXX, Zakon sprosa i predloženiya, Ekon. Gaz., 1964, 40, pp. 3-4, qui réintroduit le concept de "conjoncture" et qui revient sur le dogme du dépassement de l'offre par la demande; voir encore: F.A. KRUTIKOV, Teoretičeskie osnovy opredelenija emkosti rynka, Moas., 1966; N.I. GOGOL' et G.L. TRAKHTENBERG, Pokupatel'nyj spros i proizvodstvo, Mos., 1966; I.I. KORŽENEVSKIJ, Osnovnye zakonomernosti razvitiya sprosa v S.S.S.R., Mos., 1966, pour qui la planification doit se faire en fonction des besoins de la population.

UNIVERSITÉ CATH. LOUVAIN

FACULTÉ DE DROIT
BIBLIOTHÈQUE

p. 309: Au 6e par., après les mots: de l'évaluation du capital, ajouter:

{ (1)

En bas de page, ajouter une note (1):

{ (1): Des tentatives ont été faites d'évaluer le coefficient de capital, mais selon que les calculs sont effectués en roubles ou en dollars, les résultats varient, à partir des mêmes données de base, de près de 50% ! (Voir: G. SOKOLOFF et G. WILD, Essai d'inventaire économique des pays de l'est, doc.fr., Travaux et recherches sur l'économie mondiale, 1969, 19.

p. 315: A la deuxième ligne, supprimer la référence à la note (1).

En bas de page, supprimer la note (1).

p. 316: Au 3e par., l. 7, après les mots: l'intensité capitaliste, ajouter:
qu'une part trop importante de la main-d'oeuvre est occupée à des tâches accessoires (46% en 1965) (4bis),

p. 317: En bas de page, ajouter une note (4bis):

{ (4bis): XXX, Ekonomičeskij ežegodnik, Mos., 1967, pp. 25 sv.

p. 326: Au tableau IV, pour la période 1961-1965, modifier les chiffres suivants:

{ capital: 143,5 K/L: 115,7 K/RN: 104,7 R.N./L: 110,5
 7,5 2,96 0,93 2,2

p. 331: Après le 5e par., se terminant par les mots: 80 instituts de recherche économique, ajouter un nouveau par.:

Il n'est jusqu'à ces biens "gratuits" que sont la terre, l'eau, l'air, le sous-sol - bref les "res communes" dans l'acception soviétique - qui ne fassent l'objet de travaux d'évaluation. Les plus traditionnalistes mêmes s'y consacrent, tel l'académicien S. STRUMILIN, qui tente d'apprécier la valeur des travaux de défrichage et d'amendement des terres russes et soviétiques (34bis).

p. 332: A la rubrique A/, remplacer ~~la première ligne par~~ les 3 premières l. par:

La comparaison de capitaux et de flux à différentes époques incite une série d'auteurs tels que T. KHACATUROV, V. SOBOL', I. MALYSEV, L. VAAG, S. ZAKHAROV, A. SUSTER et d'autres (36), sans compter les marginalistes à proposer sous des noms divers des substituts de taux d'intérêt.

Au dernier par., après le nom: A.L. LUR'E, ajouter:

{ (42bis)

En bas de page, ajouter une note (34bis):

{ (34bis): S. STRUMILIN, O cene "darovykh blag" prirody, Vop.Ek., 1967, 8 pp. 60 sv.

p. 334: En bas de page, ~~après~~ ajouter une note (42bis):

{ (42bis): A. LUR'E, Cenoobrazovanie i sravnenie različnykh variantov khozjajstvennykh meroprijatij, Vop.Ek., 1966, 7, pp. 61 sv.

p. 338: A la rubrique D/, au 2e par., après le nom: S. TURECKIJ, ajouter:

{ R. BELOUSOV.

p. 344: Après le 3e par., ajouter un nouveau par.:

Plusieurs autres réformes sont proposées dans le statut juridique des fonds fixes. Ainsi, dans le but d'améliorer l'utilisation du capital, certains juristes proposent d'octroyer aux entreprises le droit de donner en location à d'autres les équipements temporairement inutilisés (72bis).

A la rubrique B/, au 2e par., après les mots: de l'après-stalinisme, ajouter: et le parti lui-même (comme au XXIe Congrès)

En bas de page, à la note (71), après la référence: Ekon.Gazeta, 10.11.1962; ajouter:

Eščë raz o plane, pribyli i premii, Pravda, 20.9.1964;

p. 345: En bas de page, ajouter une note (72bis):

(72bis): V.V. LAPTEV, O dal'nejšem rassirenii khozjajstvennykh prav promyšlennykh predpriyatij, S.G.P., 1961, 11, p. 62.

A la note (74), après la référence Fin. S.S.S.R., 1968, p.24, ajouter:

; A. BACURIN et A. PERVUKHIN, K voprosu o pribyli pri socialisme, Vop.Ek., 1963, 9, pp. 65 sv., qui contestent l'article précité de L. VAAG et S. ZAKHAROV.

p. 346: En bas de page, à la note (77), ajouter:

; même plaidoyer dans L. VAAG et S. ZAKHAROV, op.cit., pp. 89,93,94.

p. 349: En bas de page, à la note (89), ajouter:

En ce sens, voir encore: S. ILJUSIN et A. RUTENBURG, Za bolee effektivnye formy khozjajstvovanija, Plan. Khoz., 1965, 1 et les thèses de I. MANVELOV, V. KERN, V. LISICYN, V. KANTOR, L. LEVINSON et B. TABACNIKAS.

p. 350: En bas de page, à la note (94), ajouter:

; voir aussi, du même auteur: Le plan et le khozrasčët, Comment faire coïncider les intérêts de l'entreprise avec celui de l'Etat, Izvestija, 2.9.1965.

p. 351: Après le 3e par., se terminant par: révisions périodiques des prix (98), ajouter un nouveau par. en retrait:

On citera enfin la thèse originale du directeur du premier combinat pour automobiles, pour lequel l'Etat devrait se borner à planifier les versements au budget. Une fois ces ressources garanties, s'interroge-t-il, pourquoi donc l'Etat+se administration perdrait-elle sontemps à imposer d'autres indices / (98bis) ?

En bas de page, ajouter une note (98bis):

(98bis): Voir KRAUZE, cité dans Ekonomičeskij ežegodnik, op.cit., p. 184.

p. 352: A l'avant-dernier par., remplacer le texte par le suivant:

V.V. LAPTEV est l'un des juristes les plus acharnés à défendre les droits des entreprises. Dès 1961, il rédige un véritable cahier de doléances de l'entreprise et avance une douzaine de propositions de réformes de nature à étendre les droits des entreprises. On y relève: la réduction du nombre des indices, l'allongement de la période de planification, le respect des délais dans la=pepu celle-ci; l'amélioration de l'incitation matérielle, la suppression des tutelles intempestives.

tives comme la responsabilité des autorités administratives, le droit pour les entreprises de louer leurs équipements temporairement inutilisés, l'instauration d'un marché libre demarchandises non réparties centralement et, surtout, la consécration par la loi des principes de la planification et des droits de l'entreprise (104)

p. 348: En bas de page, ajouter les notes (85bis), (86), (87) et (87bis):

(85bis): Cet article fut le point de départ d'un débat dans la presse sur les relations entre le plan et la valeur; voir les critiques adressées à LISICKIN par M. ATLAS, I. ZLOBIN, R. VINOKUR, L. KADYSEV et I. LEVITANUS dans *Čto reguliruet proizvodstvo?*, Izvestija, 17.3.1966 et réplique de L. LISICKIN et L. LEONT'EV dans Izvestija du 21.3.1966.

(86): L. LEONT'EV dans Pravda du 7.3.1965 (souligné par C.E.L.).

(87): G. KOSJACENKO, op.cit., p. 3.

(87bis): E. LIBERMAN, Plan, prjamye svjazi i rentabel'nost', Pravda, 21.11.1965 (souligné par C.E.L.).

p. 353: Après le 2e par., se terminant par les mots: tant verticales qu'horizontales, ajouter un nouveau par.:

A l'époque du XXIIe Congrès, tout un courant de juristes se prononce en faveur d'un nouveau statut légal de l'entreprise industrielle d'Etat: V.A. DOZORCEV, B.I. GEORGIEVSKIJ, Ja. A. KORF, L.M. ŠOR, A. KRYLOV, R. KHALFINA, S.N. BRATUS et V.V. LAPTEV militent notamment en ce sens; les travaux du Congrès comme le programme du parti qui y est voté reflètent pour partie leurs préoccupations.

A l'avant-dernier par., après les mots: on l'a déjà signalé, ajouter:

Pour V.V. LAPTEV et d'autres juristes, on peut s'en tenir à quatre indices que la loi énumérerait limitativement: il pourrait s'agir de la production brute et de l'assortiment, d'un indice de profit (ou de rentabilité), du nombre total de travailleurs et du fonds des salaires. En 1963, V.V. LAPTEV substitue au nombre de travailleurs un indicerelatif aux investissements (108bis). Pour le groupe de KHARKOV...

En bas de page, modifier la note (104) comme suit:

(104): V.V. LAPTEV, O dal'nejšem rassirenii khozjajsvennykh prav promyšlennykh predprijatij, S.G.P., 1961, 11, pp. 57 sv.; id., Planirovanie i prava predprijatij, Vop. Ek., 1963, 6, pp. 26 sv. Voir aussi: A. KOSYGIN et V.V. LAPTEV, op.cit., pp. 88 sv.

p. 354: A l'avant-dernier par., ajouter:

et de l'octroi aux entreprises du droit d'écoulerlibrement les produits ne faisant pas l'objet d'ordres administratifs ("narjady")(112bis).

En bas de page, ajouter une note (108bis):

(108bis): V.V. LAPTEV, O dal'nejšem... op.cit., p. 59; id., Planirovanie..., op.cit., p. 28; voir aussi: K. GORLIN et R. FRID, Bol'she samostojatel'nosti predprijatiju, Ekon. Gaz., 24.3.1961.

p. 355: En bas de page, ajouter une note (112bis):

(112bis): Cfr. V.V. LAPTEV, O dal'nejšem rassirenii ..., op.cit., p. 64.

p. 370: A l'avant-dernier par., après les mots: ou de la liquider, ajouter un nouveau par. en retrait:

Cette notion de réorganisation ne va pas sans rappeler les procédures qui gagnent du terrain dans plusieurs pays occidentaux. On citera ainsi l'ordonnance française sur la suspension provisoire des poursuites et l'apurement collectif du passif lorsque la faillite risquerait d'engendrer un trouble grave à l'économie (20bis), de même que la procédure de gestion assistée en Belgique, laquelle permet au tribunal de s'immiscer d'office dans la gestion de l'entreprise.

Après ce par., reprendre le texte initial: Le Règlement de 1965....

En bas de page, ajouter une note (20bis):

(20bis): Ordonnance n° 76-820 du 23.9.1967; pour une application et un commentaire, voir: A. JACQUEMIN, Le droit économique, serviteur de l'économie? R.T.D.Comm., 1972, 2, p. 285.

p. 372: A la fin du 1er par., ajouter:

En 1969, les autorités les appliqueront au fonds des salaires de l'ensemble du personnel (20ter).

En bas de page, ajouter une note (20ter):

(20ter): Cfr. Décision de la Commission interdépartementale près du Gosplan sur les fonds de stimulation, Ekon.Naz., 1969, 16, p. 11.

p. 399: Au 1er par., supprimer les mots qui suivent: ont été revues à la hausse et les remplacer par:

en 1965 et en 1974 (67).

Remplacer le 2e par. par le suivant:

En 1967, les dotations aux amortissements représentaient 3,4% de la valeur des fonds fixes pour les grosses réparations et 4% pour le remplacement. Il s'agit d'un chiffre moyen car les normes varient selon la nature des équipements (69).

En bas de page, faire précéder la note (67) de:

Pour 1965, voir A. EFIMOV, Infrastructure industrielle de l'U.R.S.S., Mos., éd. du P.Pogres, 1968, p. 67.

En bas de page, supprimer la note (68).

p. 403: Au 5e par., remplacer à la 1ère l. le mot: proposa par:

propose

Au 5e par., remplacer à la 6e ligne le mot: passa par:

passe

Au 6e par., remplacer à la 1ère ligne les mots: a été par: est

est

p. 404: En bas de page, remplacer le note (82) par:

(82): Cfr. décision du C.C. P.C.U.S. et du C.D.M. du 28.5.1969, S.P. S.S.S.R. 1969, 15, art. 82 et les commentaires de M.G. CENTEMIROV et G.M. LJUBARSKIJ dans Važnye rešenija partii i pravitel'stva po kapital'nomu stroitel'stvu, S.G.P., 1969, 12, pp. 70 sv.

p. 406: Au dernier par., après les mots: réformateur de 1965, ajouter:

On touche ainsi du doigt l'une des contradictions majeures de la réforme:

on affirme vouloir décentraliser la décision d'investir mais à peine un mouvement

se dessine-t-il en ce sens que les autorités centrales reprochent aux entreprises d'utiliser leurs ressources à des fins non prioritaires, non productives, non conformes, en général, aux objectifs définis par Moscou.

p. 407: Au tableau II, ajouter une colonne pour l'année 1961, une autre pour 1962 et une troisième intitulée: 1968 (réalisation):

	1961	1962	1968 (réalisation)
1.			61,5
2.	31,9	34	
3.	28,9	30,4	43,11
4.	3,8	3,6	
5.			
6.			30,06
7.			
8.			

A la colonne existante pour 1968, faire suivre cette date de la mention:
(chiffres du plan)

En bas de page, compléter les sources comme suit:

Doc.fr., N.E.D., série générale, 3611-3512; S. RASLOVLEFF, Quatre années de réforme économique en U.R.S.S, Le Courrier des Pays de l'est, 1969-1970, 124-125, p. 105.

p. 413: En bas de page, compléter la note (102) par la mention:

Voir aussi le statut du Gosnab, approuvé par le C.D.M. le 15.5.1969, S.P. S.S.S.R., 1969, 13, art.69, notamment en son art.9.

p. 421: Au 5e par., après les mots: confiée au Gosnab, ajouter:

(117bis).

En bas de page, insérer une note (117bis):

(117bis): Art.2 al.3 du statut du Gosnab précité.

p. 461: En bas de page, à la note (83), après le mot: Voir, ajouter:

décision conjointe du C.C. P.C.U.S. et C.D.M. U.R.S.S. du 5.12.1970, qui renforce le contrôle sur les Standards et pénalise encore davantage la matière;

p. 554: Au dernier par., après les mots: TEMIR-TAU, CINCIK, ajouter:

IVANOVO, SVERDLOVSK, GORKIJ...

p. 556: Après le dernier par., ajouter un nouveau par. en retrait:

Dans le domaine des techniques de gestion et d'organisation des entreprises, l'on se réfère explicitement au modèle américain. Un ouvrage comme Organisation et gestion de Germain GVICHIANI, le gendre de L. BREZNEV, est typique à cet égard (189bis).

p. 557: En bas de page, insérer un note (189bis):

(189bis): Voir Germain GVICHIANI, Organisation et gestion, Mos., éd. du Progrès, 1974.

p. 563: A la fin du par.3, ajouter:

C'est d'ailleurs l'importance croissante de la fonction de gestion par rapport à la propriété des moyens de production qui permet aux multinationales oeuvrant en U. R. S. S. de détenir un tel pouvoir. A cet égard, l'on ne peut manquer d'être frappé par l'évolution similaire qui a eu cours dans les régimes de propriété collective: comme en occident, gestion et propriété se sont dissociées au bénéfice de gestionnaires de moins en moins contrôlés par les "actionnaires" en titre de l'"Etat du peuple tout entier".

p. 567: Après le 3e par., se terminant par les mots: une concurrence défailante, ajouter un nouveau par.:

Ces principes commandent également une revision du droit "unitaire" de l'entreprise: ici encore, on récusera les schémas simplificateurs en faisant, comme les réformateurs soviétiques, le départ entre ce qui y revient à la stratégie et ce qui procède de la tactique. Ainsi paraît-il conforme à la fonction sociale de l'entreprise de soustraire à sa seule appréciation les décisions majeures concernant l'objet de la production et les investissements; en revanche, l'autonomie garderait ou reprendrait ses droits quant aux quantités, aux coûts (en ce compris les déti-sions relatives aux salaires et à la main-d'oeuvre, dans les limites éventuelles des conventions collectives) et quant aux prix. Une fois définies par la loi les parts respectives de l'intérêt général et de l'intérêt particulier, il resterait au droit à mettre en place les procédures -notamment juridictionnelles- qui en garantissent le respect par tous les agents économiques.

p. 569: Au dernier par., après les mots: à l'abri d'une réelle concurrence, ajouter:

Et il ne fait pas de doute que tant à l'est qu'à l'ouest, un seuil minimum de concentration -concentration génératrice de la "technostructure"- ne peut être évité dans bon nombre de cas en raison même de la dimension des projets et des techniques utilisées.

p. 575: Au 1er par., après les mots: science de l'organisation, ajouter:

qui fleurissent sur l'humus fertile de la concentration industrielle ?

P R E M I E R E P A R T I E

L ' E N V I R O N N E M E N T D E L ' E N T R E P R I S E



C H A P I T R E P R E M I E R

L'ENTREPRISE ET LES STRUCTURES ECONOMIQUES

"Le bureaucratisme nous étouffe; tout a sombré chez nous dans l'infect marais bureaucratique...L'administration ? De la saloperie. Les décrets ? De la saloperie ! "
(V.I. LENINE, 1922 (1)).

La place de l'entreprise dans les structures économiques soviétiques a évolué dans le temps. Par structures économiques, on entend aussi bien le statut de la propriété des moyens de production que la charpente administrative au sein de laquelle l'entreprise s'est intégrée. Comme le présent ne s'éclaire qu'à la lumière du passé, c'est à un survol de soixante années de pouvoir soviétique que sont consacrées les pages qui suivent.

Ce survol met en évidence une constante du socialisme de type soviétique, à savoir son extrême centralisation. La centralisation soviétique est la résultante de forces diverses: LENINE a décrit en des passages fort célèbres sa conception d'une économie où "tous les citoyens deviennent les employés et les ouvriers d'un seul cartel, du peuple entier, de l'Etat" (2). Selon lui, "la société tout entière ne sera plus qu'un seul bureau et qu'un seul atelier, avec égalité de travail et égalité de salaire". "Seuls les gens imbus d'une 'foi superstitieuse' petite-bourgeoise en l'Etat peuvent prendre la destruction de la machine d'Etat bourgeoise pour la destruction du centralisme" (3).

Si le centralisme soviétique trouve ses racines dans l'idéologie et dans la conception communiste d'un parti unique extrêmement centralisé, il ne faut sous-évaluer les facteurs historiques: la traditionnelle fibre centralisatrice russe, les nécessités du combat clandestin d'avant la révolution et la lutte impitoyable contre les ennemis du régime.

Cependant, la base officielle de la centralisation de l'appareil économique a été et reste de nos jours l'unicité de la propriété socialiste.

Karl MARX et Frederic ENGELS ont constamment associé appropriation collective des moyens de production et centralisation. Qu'on se remémore qu'ils écrivaient dans le Manifeste du Parti communiste: "Le prolétariat fait usage de son pouvoir politique afin d'arracher peu à peu à la bourgeoisie tout le capital, afin de centraliser tous les instruments de production dans les mains de l'Etat..." (4) et qu'ENGELS ajoutait: "La possibilité de mettre en oeuvre ces mesures (d'expropriation, note C.E.L.) et la centralisation qui en résultera seront à la mesure exacte du développement des forces productives du pays grâce au travail du prolétariat" (5).

(1): V.I. LENINE, lettre du 21.2.1922 à A.D. CIUPURA, dans Oeuvres, éd. franç. Paris-Moscou, 1959, vol. 36 p. 578.

(2): V.I. LENINE, L'Etat et la Révolution, P. 1969, p. 132.

(3): Id. ibid., pp. 133 et 69.

(4): K. MARX et Fr. ENGELS, Soçinenija, t. 4, p. 446.

(5): Fr. ENGELS, Principes du communisme, dans op.cit., t.4, p.333.

LENINE, bien entendu, fit de même, on l'a déjà souligné. Le lien entre nationalisation et centralisation apparaît dans le texte suivant: "Mais si le prolétariat et la paysannerie pauvre prennent en mains le pouvoir d'Etat (...) et unissent l'action de toutes les communes pour frapper le capital, écraser la résistance des capitalistes, remettre à toute la Nation, à toute la société, la propriété privée des chemins de fer, des fabriques, de la terre, ...etc., ne sera-ce pas là du centralisme? Ne sera-ce pas là le centralisme démocratique le plus conséquent et, qui plus est, un centralisme prolétarien?" (6).

Les auteurs soviétiques ont abondé en ce sens. Le professeur de droit administratif Ju. KOZLOV enseigne: "Le centralisme correspond au caractère communautaire de la propriété des moyens de production, il procure l'uniformité et la subordination à l'intérêt général de l'ensemble de l'activité de tous les maillons de l'appareil administratif" (7).

Et il n'est jusqu'aux réformateurs, chauds partisans d'un assouplissement de la planification, qui n'en soulignent le caractère nécessairement centralisé. Un article de la Pravda de novembre 1964, consacré aux idées de la réforme, réfute les accusations des traditionalistes selon lesquels une plus grande autonomie de l'entreprise serait la mort du centralisme, en affirmant: "Il est indispensable de souligner que le principe de la centralisation de la direction de l'économie socialiste est une nécessité objective procédant de la propriété sociale" (8).

Loin d'être une forme passagère de l'économie socialiste, "la planification centralisée est une loi objective, une des formes essentielles des rapports économiques dans une société qui repose sur la propriété socialiste"(9). Cependant, on ne trouve pas dans ces affirmations la justification de ce passage automatique du "caractère communautaire" de la propriété des moyens de production à son unification sous forme centralisée. La seule argumentation en ce sens est celle de tous les centralismes: les intérêts du centre doivent l'emporter sur ceux des particuliers ou même des collectivités locales. Seule une centralisation rigoureuse est à même de faire taire les particularismes.

D'ailleurs, le centralisme soviétique s'est-il réellement fondé sur l'unicité de la propriété? Aux côtés de la propriété étatique, la Constitution et les lois reconnaissent la propriété coopérative de moyens de production. Elles parlent, il est vrai de deux formes d'une seule et même propriété: la propriété socialiste (10). Mais à supposer même que toute divergence d'intérêts entre ville et campagne, que toute différenciation quant au mode d'appropriation disparaisse, cela implique-t-il nécessairement que la gestion de la propriété de l'"Etat du peuple tout entier" soit strictement centralisée? Des économistes socialistes mais non soviétiques tels qu'O. LANGE et Wl. BRUS

(6): V.I. LENINE, op.cit., p. 69.

(7): Ju. KOZLOV, Administrativnoe pravo, Mos. 1968, p. 23.

(8): R. BELOUSOV, Glavnoe - èkonomičeskaja effektivnost', Pravda, 13.11.1964; voir dans le même sens un éditorial de Èkonomičeskaja Gazeta, 15.9.1965, n°37, qui rattache de plus cette "nécessité objective" à l'industrie lourde.

(9): B. RAKITSKIJ, La réforme économique en U.R.S.S. vue par la presse bourgeoise, dans La réforme économique en U.R.S.S., Mos. éd. de l'A.P.N., 1966 p. 129; dans le même sens: M. KIRIČENKO, Demokratičeskij centralizm v sovetskom gosudarstvennom stroitel'stve, Mos. 1960, p. 23.

(10): Art. 5 de la Constitution de 1936.

ont remis en question récemment ce postulat séculaire (11).

Bien avant eux, la Yougoslavie a contesté le modèle centralisé de type soviétique, refusant d'identifier propriété sociale et centralisme. Ce qui lui valut les condamnations les plus farouches des autorités et des idéologues soviétiques, telle celle d'un juriste en 1960: "Les travailleurs des partis et des Etats des pays à démocratie populaire considèrent unanimement que les théories décentralistes des révisionnistes yougoslaves se trouvent en contradiction flagrante avec ce fait historique indiscutable: la croissance économique a été et va encore du morcellement économique à la concentration et à la centralisation de la production..." (12).

On peut ajouter a cela que la conception même du développement et, plus précisément, la priorité donnée à l'industrie lourde ou les restrictions sévères dont les consommateurs ont fait l'objet, conduisaient à une direction autoritaire et, partant, centralisée.

Comment la propriété socialiste a-t-elle servi de base à un nouveau type d'organisation des forces productives ? Quelles difficultés l'application des principes marxistes à des situations concrètes a-t-elle provoquées et quelles solutions la pratique leur a-t-elle trouvées ? Autant de questions qu'il faudra évoquer.

Les périodes passées en revue ne répondent pas toutes à un statut particulier de la propriété socialiste. A la variable "propriété", en effet, l'on doit ajouter un autre critère d'examen: l'oscillation des gouvernements entre deux types de structures, entre une organisation sectorielle fondée sur les ministères et les branches de l'industrie et une organisation territoriale. Ces deux variables se combineront pour déterminer six phases de l'histoire des structures économiques soviétiques.

+++++

(11): O. LANGE, On the economic theory of socialisme, B.E. Lippincott, Minneapolis, 5e éd. 1952; id, Economie politique, Paris, 1962; Wl. BRUS, Les problèmes généraux du fonctionnement de l'économie socialiste, Varsovie, 1961; Wl. BRUS et T. KOWACIK, L'économie et le socialisme selon O.LANGE, Cahiers de l'I.S.E.A., Economies et sociétés, 1970, n°1, pp. 147 sv; A. NOWICKI, L'économie généralisée et la pensée actuelle d'O. LANGE, Cahiers de l'I.S.E.A., 1961, n° 114.
(12): M. KIRICENKO, op.cit., p. 156.

PREMIERE SECTION: 1917-1920. LA REVOLUTION (1917-1918), LE COMMUNISME DE GUERRE.

A. UN PREALABLE: LA PROPRIETE SOCIALISTE.

Les premières mesures du gouvernement révolutionnaire sont de nationaliser les "hauteurs dominantes" de l'activité économique.

Les principaux actes de ces nationalisations sont les suivants:

BANQUES: la banque centrale est nationalisée le jour même de la révolution, le 7.11 (25.10) 1917, les révolutionnaires ayant tiré les leçons de l'échec de la Commune de Paris. Pour le reste, voir le décret du Comité exécutif central panrusse du 14.12.1917, Direktivy..., t.1, p. 30.

TERRES: décret du 8.11 (26.10) 1917, S.U. R.S.F.S.R., 1917, n°1, p.3; décret du 9.2. (27.1.) 1918, Direktivy..., t.1, p. 37; statut de la propriété socialiste sur la terre, Direktivy..., t.1, pp. 97 sv.

FLOTTE MARCHANDE: décret du 23.1.1918, Direktivy..., t.1, p. 34.

COMMERCE EXTERIEUR: décret du 22.4.1918, Direktivy..., t.1, p. 50

FORETS: décret du 27.5. 1918, Direktivy..., t.1, pp. 62 sv.

INDUSTRIE PETROLIERE: décret du 20.6.1918, Direktivy..., p. 77.

ENTREPRISES INDUSTRIELLES: décret du 28.6.1918, Direktivy..., t.1, p.79, qui vise les entreprises des sociétés par actions ou en commandite ayant un certain capital, dans les principaux secteurs industriels; décret du V.S.N.Kh. du 29.11.1920, S.U. R.S.F.S.R., n°93, p. 512, nationalisant toutes les entreprises employant plus de cinq personnes et une énergie motrice ou plus de dix personnes sans énergie motrice; décret du 27.10. 1921, Direktivy..., t.1, p. 274, consacrant la nationalisation des entreprises passées en fait sous le contrôle de l'Etat.

SUCRE: décret du 2.5.1918, dans Nacionalizacija promyšlennosti v S.S.S.R., Mos., 1954, p. 317 (13).

Le nombre des entreprises nationalisées, la plupart dans l'industrie lourde, évolue comme suit:

15 mai 1918: 300	31 août 1918: 3000
1er juin 1918: 500	fin 1920: 4547 (14).

Si la guerre civile et l'intervention extérieure l'accentuent violemment, le mouvement des nationalisations n'est ni homogène, ni généralisé: hormis les secteurs énumérés ci-dessus, c'est essentiellement les entreprises dont les propriétaires privés refusent de coopérer avec le nouveau régime que l'on fait passer aux mains des Comités ouvriers. Dans ces circonstances, le "contrôle ouvrier" est un moyen d'expropriation, d'ailleurs fréquemment spontané, et non une fin en soi.

(13): Sur ces nationalisations, voir aussi R. DEKKERS, Introduction au droit de l'Union soviétique et des Républiques populaires, Brux., 1963, pp. 47 sv.

(14): Chiffres de Nacionalizacija..., op.cit., pp. 44 sv. et de Ekonomičeskaja Istorija S.S.S.R., Mos., 1967, pp. 302 sv.

Cette "accumulation socialiste primitive", pour reprendre l'expression de PREOBRAZHENSKIJ, doit permettre la constitution d'un capital productif socialiste. Dès le départ, pourtant, il apparaît que l'unification immédiate de la propriété socialiste des moyens de production est impossible, la socialisation des terres se heurtant à une vive résistance paysanne.

B. LE STATUT DES ENTREPRISES.

L'année 1918 est celle de la naissance et de la liquidation de l'expérience soviétique de contrôle ouvrier. Dans le marasme provoqué par la désorganisation générale de l'économie, plusieurs entreprises autogérées se comportent néanmoins fort honorablement.

Ainsi, la filature LIKINSKIJ de Moscou fait en sept mois 10,5 millions de roubles de bénéfice et peut rembourser ses dettes (15).

Mais les Comités ouvriers sont en bonne partie d'orientation menchévik. C'est à la crainte du parti bolchévik de voir la direction des entreprises lui échapper ainsi qu'à son projet centralisateur qu'il faut attribuer le transfert du pouvoir réel des Comités ouvriers à des conseils d'administration ouvertement bolchévik.

Le débat sur la centralisation ne peut manquer non plus, d'être influencé par le statut de la propriété des moyens de production. De quelle manière une propriété unique -et, déduite-on, centralisée- peut-elle s'accommoder de la présence de cellules comptables relativement autonomes: les entreprises, les institutions financières...etc ?

Alors qu'en 1918 et durant les premiers mois de 1919 on trouve, face aux entreprises financées directement par le budget, des entreprises jouissant de moyens circulants propres et couvrant ainsi leurs dépenses par leurs recettes ou des emprunts bancaires, la situation politique contraint les autorités à renforcer la centralisation. Il s'impose, à cette époque, de parer au plus pressé. L'empirisme triomphe dans un climat de disette généralisée.

Deux décrets du 4 mars 1919 instituent un financement budgétaire pour toutes les entreprises d'Etat. Toutes leurs dépenses et recettes sont désormais portées au compte du Trésor. On annule les parts sociales des sociétés par actions, les dettes envers les créanciers privés de ces mêmes sociétés, les dettes obligataires des entreprises d'Etat et leurs arriérés fiscaux. Les fonds excédentaires portés en comptes bancaires leur sont soustraits (16).

Une centralisation rigoureuse est mise en place où discipline militaire et discipline économique ne se distinguent plus nettement. Dans le climat de guerre civile et de riposte à l'intervention étrangère, les exigences qualitati-

(15): Sur certaines de ces expériences, voir Olga A. NARKIEWICZ, The making of the Soviet apparatus, Manchester U.P., 1970, pp. 49 sv.

(16): Cfr. décrets du 4.3.1919, S.U. R.S.F.S.R., 1919, n° 10-11 et Direktivy..., t.1, pp. 114 sv.

ves de la demande ne sont, bien sûr, pas prises en considération. A vrai dire, la centralisation affecte surtout dans les faits l'industrie lourde: les entreprises du groupe A -sous la tutelle des glavki, les administrations centrales des divers secteurs industriels- se voient contraintes de livrer l'intégralité de leur production à l'Etat sans égard à leur équilibre financier ou à la destination de leurs produits. A côté d'elles, cependant, d'autres restent libres d'écouler leur production sur le marché.

Une réquisition des biens et des services ainsi qu'une répartition autoritaire des ressources provoquent bien vite un mouvement de mécontentement, plus particulièrement dans le monde paysan. L'effondrement de la production industrielle, dans cette conjoncture perturbée, est vertigineux.

C'est en 1920 que la production industrielle atteint son niveau plancher: elle est inférieure à celle de 1890, équivalant à moins de 20% de celle de 1913. Il faut attendre 1926 pour qu'elle retrouve le niveau d'avant-guerre. C'est dire qu'entre 1922 et 1926 la récupération est exceptionnelle . (17).

Les autorités soviétiques font alors preuve de réalisme et s'accordent une pause dans leur marche vers la socialisation intégrale des moyens de production. La N.E.P. (nouvelle politique économique) concrétise le reflux de la première vague révolutionnaire.

C. LES STRUCTURES ADMINISTRATIVES.

Le décret du Comité exécutif central panrusse et du Conseil des commissaires du peuple du 2 décembre 1917 (18) institue le Conseil supérieur de l'économie nationale (V.S.N.Kh.), chargé d'organiser l'économie et les finances publiques, d'en coordonner et d'en unifier les diverses activités au moyen de normes générales et d'un plan de régulation de la vie économique. A vrai dire, au V.S.N.Kh. revient le rôle de structurer la poussière d'institutions locales éparpillées qui ont vu le jour avec la prise de pouvoir des travailleurs dans les usines. Il doit mettre sur pied l'ossature économique de la nouvelle Russie. Sa fonction de direction générale de l'économie sera reprise par le Soviet truda i oborony, Conseil du travail et de la défense, sorte de comité inter-ministériel pour les affaires économiques et militaires. Il se concentre, dès lors, sur l'industrie.

Le S.T.O. est créé par le décret du 29.12.1920 (19). Mais dès novembre 1918, le Conseil de la défense des ouvriers et paysans, dirigé par LENINE, détenait les pleins pouvoirs politiques, militaires et économiques pour diriger le pays en guerre. Le V.S.N.Kh. lui est formellement subordonné lors du IIe Congrès panrusse des Soviets en décembre 1918.

(17): Sur les résultats économiques, voir les tableaux généraux fournis en annexe.

(18): Cfr. Direktivy..., t.1, p. 27, complété par le décret du C.C.P. du 8.8. 1918, Direktivy..., t. 1, pp. 84 sv.

(19): Cfr. Direktivy..., t. 1, p. 197.

Dès la fin de 1917. et au début de 1918, des Conseils régionaux et provinciaux de l'économie nationale sont mis en place: les Sovnarkhozes. Dans la confusion des années révolutionnaires, ils sont les premiers tuteurs des entreprises.

Le mot Sovnarkhoze est une agglutination de Sovet narodnogo khozjajstva, Conseil de l'économie nationale. Le statut de ces institutions et leur organisation sont comparables à ceux du V.S.N.Kh. On en compte 86 en 1920 (20).

Le V.S.N.Kh. , quant à lui, est subdivisé en deux types de départements: les départements fonctionnels (finances, statistiques, organisation...) et les départements sectoriels, dirigeant chacun certains types d'industries; il s'agit des glavki. Leur nombre varie d'une dizaine à une cinquantaine entre 1918 et 1921. On peut considérer les glavki, relais entre le pouvoir central et les entreprises, comme les embryons des futurs ministères et comme les leviers d'une centralisation qui se substitue bien vite à l'organisation territoriale que les circonstances ont provisoirement imposée.

La cellule de base est l'entreprise. Son statut changera fréquemment. Les plus grosses (dans le groupe A) dépendent directement d'une glavk. Les autres relèvent soit d'un Sovnarkhoze et d'une glavk simultanément, soit, pour celles d'intérêt local, d'un Sovnarkhoze seulement, d'un comité exécutif de province ou d'un organe économique communal (21).

+++++

SECTION II: 1921-1927. LA N.E.P. OU LE RETOUR DE LA PROPRIETE PRIVEE.

A. LE REFLUX DU MOUVEMENT DE NATIONALISATION.

La N.E.P. est un temps d'arrêt: On assiste à une vague de "dénationalisations" (22). Les autorités entament tant bien que mal une campagne d'affermage des petites et moyennes entreprises qui n'ont pas été "nationalisées" (23). Certaines concessions d'exploiter sont accordées à des sociétés étrangères, mais, dans sa majeure partie, l'industrie lourde reste aux mains de l'Etat.

(20): Cfr. Vl. KATKOFF, Soviet economy 1940-1965, Baltimore, 1961, p. 118.

(21): Cfr. décision du 10.2.1920 sur les organes économiques locaux, Direktivy... t.1, p. 152 et décision du VIIIe Congrès panrusse des Soviets du 28.12.1920 sur le même sujet, Direktivy..., T.1, pp. 188 sv. art. 2 et 3.

(22): Voir décret du Conseil des commissaires du peuple du 23.11.1920, Direktivy..., t. 1, p. 186, faisant appel aux capitaux étrangers pour les besoins de l'industrialisation; décret du 24.5.1921 sur l'échange, Direktivy..., t.1, p. 238; résolution de la Xe Conférence du parti du 27.5.1921, sur la politique économique, Direktivy...., t.1, pp. 239 sv; décret du 9.8.1921, Direktivy..., t.1, p. 254; décret du C.C.P. du 10.12.1921 permettant la dénationalisation de plusieurs entreprises de moins de 20 ouvriers; décision du IXe Congrès panrusse des Soviets du 28.12.1921, Direktivy..., t.1, pp. 295 sv.; décrets du C.C.P. des 17.5 et 7.7.1921, accordant aux particuliers le droit d'exploiter librement de petites entreprises.

(23): Voir décret du C.C.P. du 5.7.1921 et instructions d'application des 19.7.1921 et 6.4.1922 sur l'affermage des entreprises soviétiques; sur ce sujet, lire Simon ZAGORSKY, La renaissance du capitalisme dans la Russie des soviets, Paris, M.Girard, 1924, pp. 7 sv. Le terme "nationalisées" doit être compris ici comme "prises en charge par l'Etat". En effet, ce dernier est devenu juridiquement propriétaire de la quasi-totalité des entreprises.

Allant quant à lui à contre-courant de la politique d'alliance privilégiée entre classes ouvrière et paysanne, PREOBRAŽENSKIJ propose une politique d'accumulation socialiste fondée non seulement sur les surplus du secteur socialiste, mais encore sur l'appropriation systématique par l'Etat des plus-values du secteur privé et, en particulier, du secteur agricole. Une politique de prix de monopole par les entreprises industrielles et de prix agricoles sous-évalués ainsi qu'une fiscalité adéquate doivent, selon lui, assurer le financement de l'industrialisation par la classe paysanne.

Pour LENINE, la N.E.P. doit permettre au secteur socialiste de s'affirmer et de rivaliser avec le secteur privé en lui reprenant ses méthodes et procédés. Le développement économique de cette période se place d'emblée, on le constate, sous le signe de la concurrence entre deux formes de propriété.

La lutte est particulièrement âpre dans le secteur du commerce de détail: alors qu'en 1922-1923, le secteur socialisé y représentait 24,7% du chiffre d'affaires total, trois ans plus tard, il en représente 55,9%. Pour le commerce de gros, la part du secteur socialisé est en 1924-1925 de 87,9%. Quant au commerce extérieur, il est entièrement socialisé (24).

L'extrait suivant témoigne du climat de rivalité entre capital d'Etat et capital privé: "Maintenant, la lutte entre le secteur communiste et le secteur privé va se transporter sur le terrain économique, sur le marché où l'industrie nationalisée, concentrée dans les mains de l'Etat ouvrier, doit, en s'adaptant aux conditions du marché et aux méthodes de compétition y régnant, y conquérir la maîtrise décisive" (25).

La période suivante va définitivement donner à la propriété socialiste une prépondérance qui ne lui sera plus contestée.

B. LE STATUT DE L'ENTREPRISE

Le IXe Congrès panrusse des Soviets en 1921 procède au regroupement des entreprises en trusts, "unions de plusieurs entreprises de même type et complémentaires à l'échelon provincial, régional ou national" (26), chargées d'harmoniser la production et l'approvisionnement de leurs entreprises (27).

Parallèlement à la réhabilitation du marché, ces trusts acquièrent logiquement une indépendance accrue à l'égard des organes administratifs et, plus précisément, de la tutelle tâtilonne des glavki, laquelle est dénoncée.

(24): Ekonomičeskaja Istorija S.S.S.R., Mos., 1967, p. 350.

(25): Extrait de la décision du IXe Congrès panrusse des Soviets du 28.12.1921, Direktivy..., t.1, p. 299.

(26): Décision du 28.12.1921 précitée.

(27): Sur les trusts industriels d'Etat, voir encore le décret du 10.4.1923, S.U. R.S.F.S.R. 1923, n°28, p. 327, et résolution du XIIe Congrès du P.C.R.(b) du 25.4.1923 "Sur l'industrie", par.4, Direktivy..., t.1, p. 377.

"Considérant que la N.E.P. renie foncièrement les procédés "glavkistes" d'administration économique, il est nécessaire de lutter résolument contre toute tentative de ressusciter de telles méthodes de direction de l'industrie" (art. 8 de la décision du 28.12.1921 précitée).

C'est à cette époque qu'est mis en avant un concept qui fera fortune: celui de l'autonomie comptable ou KHOZRASCËT, agglutination de Khozjajstvennyj rasçët, littéralement "calcul économique" (28).

En mai 1921, à la Xe Conférence du parti, une résolution rédigée par LENINE lui-même se déclare favorable à l'"élargissement de l'autonomie et de l'initiative de chaque entreprise importante quant à la disposition de ses moyens financiers et de ses ressources matérielles" (29). Le IXe Congrès panrusse des Soviets, qui suit bientôt, reconnaît la nécessité, aux fins d'une gestion plus rationnelle, d'accorder une forme d'autonomie comptable aux entreprises.

L'article 19 du Code civil de 1922 consacre leurs droits en ces termes: "Les entreprises d'Etat et leurs groupements transférés au régime de l'autonomie comptable et dont la subvention n'est pas incorporée dans le budget, agissent dans l'économie nationale en tant que personnes juridiques distinctes du Trésor. Leurs dettes ne sont garanties que par le patrimoine se trouvant en leur libre disposition, c'est-à-dire les biens dont la circulation n'est pas interdite par les art. 21 et 22 du Code".

Financièrement autonomes, les trusts reçoivent donc en outre la personnalité morale.

Il apparaît bientôt nécessaire de régir leur statut; c'est l'oeuvre du "décret sur les entreprises industrielles de l'Etat fonctionnant sous le régime de l'autonomie comptable (trusts)" du 10 avril 1923 (30), qui définit comme trusts d'Etat "les entreprises industrielles de l'Etat auxquelles l'Etat accorde l'indépendance quant à l'exercice de leurs opérations, conformément aux statuts approuvés pour chacune d'entre elles et qui fonctionnent suivant le principe de l'autonomie comptable aux fins d'obtenir du bénéfice". Le même décret établit une distinction entre les éléments du patrimoine: les capitaux circulants peuvent faire l'objet de toutes opérations juridiques; les capitaux immobilisés (dont la valeur se transfère progressivement dans celle de la production) ne peuvent faire l'objet d'opérations que dans certaines limites.

Ce décret doit être considéré comme une transaction entre les partisans du centralisme et ceux de l'autonomie des trusts. Entreprises autonomes, les trusts participent en tant que personnes juridiques à toutes les opérations juridiques et financières et peuvent même traiter avec l'Etat; ils paient l'impôt comme toute entreprise privée. Entreprises d'Etat, ils versent leurs bénéfices

(28): Sur le sens précis de ce concept, voir chapitres III et IV.

(29): Cfr. LENINE, Soçinenija, t. 32, p. 410. Cette résolution a été reprise par le décret du C.C.P. du 16.8.1921 "sur l'élargissement des droits des entreprises d'Etat dans le domaine de leur financement et de la répartition des ressources matérielles", Direktivy...., t.1, pp. 264 sv.

(30): Izvestija, 13.10.1923 et S.U. R.S.F.S.R., 1923, n° 29, art. 336.

ces au budget et reçoivent une dotation destinée à couvrir leur déficit; le V.S.N.Kh. conserve la tutelle pour toutes les décisions majeures.

C'est l'éphémère heure de gloire des trusts. Dès juin 1927, un nouveau statut annonce le système administratif. On y lit:

"Les trusts sont administrés par l'autorité de l'Etat, selon les règlements, sur base des principes commerciaux, en accord avec les tâches planifiées approuvées par la dite autorité (le V.S.N.Kh., note C.E.L.)"(31).

C. LES STRUCTURES ADMINISTRATIVES: CONCENTRATION ET GERMES DE LA PLANIFICATION.

On peut caractériser la N.E.P. -particulièrement en sa seconde moitié- comme une période de concentration économique, préparant la centralisation de la période ultérieure. De même, la planification y trouve son amorce. Devant ce double mouvement, on ne peut qu'évoquer la phrase d'ENGELS:

"Si nous passons des sociétés par actions aux trusts qui se soumettent et monopolisent des branches entières de l'industrie, ce n'est plus seulement la fin de la production privée, mais encore celle de l'absence de plan" (32).

par.1er: LA CONCENTRATION: elle prend la forme déjà évoquée des trusts; formellement subordonnés aux glavki, ces groupes d'entreprises créés sur une base sectorielle ou régionale réduisent le rôle de ces dernières -dont la bureaucratie et le centralisme sont unanimement condamnés- à des "fonctions de planification, de direction générale, de contrôle, de financement pour le compte de l'Etat et d'approvisionnement" (33). Quant aux directions provinciales, échelons inférieurs des glavki, elles sont soit supprimées, soit transformées en sections des Sovnarkhozes (34).

Après s'être progressivement affranchis de la tutelle de l'Etat et de son approvisionnement centralisé, les trusts éprouvent -pour sauvegarder les intérêts du secteur socialisé face aux entreprises privées- le besoin de se coaliser sous la forme de "syndicats" d'approvisionnement. Il s'agit tantôt de simples ententes sur les prix pratiqués, tantôt de véritables sociétés. Dans ce dernier cas, leur capital est souscrit par les trusts et représenté par des actions.

Le premier janvier 1923, on comptait 19 syndicats regroupant dans l'industrie nationalisée 132 trusts (soit 34% du total), 1481 entreprises (soit 40,3% du total) et 548.931 ouvriers (59,6% du total) (35).

(31): Cfr. Statut des trusts industriels d'Etat; décision du 29.6.1927, Direktivny...., t.1, pp. 730 sv. Sur ce crépuscule de l'entreprise de la N.E.P., voir V.N. BANDERA, Market orientation of state enterprise during the N.E.P., Soviet Studies, 1970, n°1 pp. 110 sv.

(32): Fr. ENGELS, Neue Zeit, 1901-1902, t.1 p.8; cité par LENINE dans L'Etat et la Révolution, op.cit., p. 88.

(33): Décision du 28.12.1921, Direktivny...., t.1, p. 30.

(34): Même décision.

(35): Cfr. S. ZAGORSKIJ, La renaissance du capitalisme...., op.cit., p. 68.

Chargés initialement de fonctions de gestion, les syndicats empiètent progressivement sur les compétences des organes de direction économique, c'est-à-dire des glavki (36). D'autant plus que, bientôt, la formation des syndicats perd son caractère volontaire. Les trusts se voient obligés de livrer la totalité de leur production à ces syndicats. Ceux-ci, ayant concentré l'offre des différents biens industriels, se mettent en rapport avec les coopératives d'acheteurs qui, de leur côté, concentrent la demande et, par voie de conventions générales, spécifient prix, assortiment, qualité des produits, etc.

Le mouvement de concentration se poursuit par la constitution, le 30 juin 1922, du Conseil panrusse des syndicats, qui se pose en rival du V.S.N.Kh. Ce Conseil s'assigne pour tâches, notamment: de coordonner les prix des produits et de concerter l'écoulement des marchandises; d'assurer le crédit aux entreprises, de représenter auprès des institutions officielles les membres des syndicats. Sur ce dernier point, cette concentration ne va pas sans rappeler les fédérations patronales des pays occidentaux.

On voit donc qu'après avoir été une période de démantèlement du "glavkisme" centralisateur, la N.E.P., par la constitution des trusts et leur regroupement en syndicats, fait progressivement le lit d'un nouveau centralisme, dont l'Union soviétique n'est pas encore libérée de nos jours.

Le directeur de la revue du Conseil du travail et de la défense, Ekonomičeskaja Žizn', critique le nouveau centralisme en ces termes: "L'expérience montre que bon nombre de nouveaux trusts panrusses ont été constitués d'une manière factice, sans raisons suffisantes, à seule fin de sauvegarder ou de restaurer les glavki" (37). Au sortir de la N.E.P., en 1928, on compte 76 trusts fédéraux, 132 républicains et une quantité de trusts locaux (556 en R.S.F.S.R., par exemple) (38). Comme à l'intérieur des trusts les entreprises jouissent de fort peu d'autonomie, STALINE n'éprouvera pas de difficulté à établir, par le contrôle des dirigeants des trusts, sa tutelle sur l'ensemble de l'appareil économique.

Au moment où l'on fonde l'U.R.S.S., à la fin de 1922, l'administration économique est rehaussée d'un étage supplémentaire. Un Conseil du travail et de la défense de l'U.R.S.S. de même qu'un V.S.N.Kh. de l'U.R.S.S. sont superposés aux institutions existantes (39). Assimilable à un commissariat du peuple (ministère) à l'industrie, le V.S.N.Kh. de l'U.R.S.S. se voit confier des fonctions de contrôle de l'activité industrielle des entreprises privées et coopératives, de direction des V.S.N.Kh. des Républiques, de direction normative de toutes les branches industrielles, de gestion directe du secteur

(36): Le constat de cette situation se trouve dans la décision du P.C.R. (b) du 5.12.1929 sur la réorganisation industrielle, Direktivy..., t.2, p. 128.

(37): A. KAKTYGNE, Esquisses d'organisation, Ekon. Žizn', 17.5.1922, cité par S. ZAGORSKIJ, op.cit., p. 41.

(38): Cfr. V.N. BANDERA, Market orientations of state enterprises... op.cit., p. 112.

(39): Suite aux décisions des 21.8.1923 et 12.11.1923 respectivement, Direktivy..., t.1, pp. 406 et 414.

fédéral de l'industrie et de planification. Cette dernière fonction est elle-même à trois niveaux. Il s'agit de planifier directement le secteur fédéral, de coordonner les plans que les V.S.N.Kh. républicains soumettent au V.S.N.Kh. fédéral et de concevoir un plan unique global pour l'industrie dans son ensemble à soumettre par l'intermédiaire du Gosplan au Conseil du travail et de la défense. Le V.S.N.Kh. est, de plus, responsable de l'exécution de ces plans.

par.2: LA PLANIFICATION : UNE LENTE MATURATION.

Assez paradoxalement, il n'a pas été évident de tout temps aux yeux des révolutionnaires soviétiques que la planification fût l'organisation la plus rationnelle de l'économie. Mais, dès 1917, de nombreuses voix se sont élevées en faveur d'un plan unique et on en trouve la trace dans le programme bolchevique de 1919 (40).

On y lit, notamment: "C'est avec d'autant plus d'urgence que l'unification maximale de toute l'activité économique du pays dans un seul plan, valable pour l'Etat dans son ensemble, apparaît comme une des tâches de première importance. Il en va de même pour la centralisation à l'extrême de la production; cette production doit être uniformisée selon le principe de branches sectorielles et de groupes de branches et concentrée dans les meilleures unités de production possible" (art. 3 du programme approuvé le 22.3.1919 par le VI^{ème} Congrès du parti bolchevique (41)). Le VIII^{ème} Congrès panrusse des Soviets confie au Conseil du travail et de la défense la charge d'établir un plan unique (42).

LENINE tient beaucoup à l'électrification de la Russie et c'est sur ses recommandations pressantes que le plan GOELRO est élaboré.

Le GOELRO, "plan d'électrification de la R.S.F.S.R.", est préparé par une commission d'Etat pour l'électrification de la Russie, créée en février 1920 et que l'on peut considérer comme le précurseur du Gosplan. C'est au VIII^{ème} Congrès des Soviets de décembre 1920 que ce premier plan est discuté. Il n'est pas sans intérêt de signaler un autre cas où des recherches en matière d'électrification furent l'amorce d'un projet de planification. Les écrits de P. MASSE témoignent de ce que ses travaux sur les problèmes de réservoirs hydrauliques lui ont ouvert la voie de la planification d'Etat (43).

Dans l'esprit des planificateurs, l'électrification va de pair avec le changement des structures sociales par le socialisme; la centralisation de l'économie qu'un tel plan doit introduire est souvent mise en évidence:

"L'électrification permet de centraliser l'organisation de l'économie; l'électricité, qui exige une production d'énergie centralisée, appelle par là même une rationalisation de la société, une planification de toutes les activités, une coordination de toutes les entreprises utilisant

(40): A ce sujet, lire H. CHAMBRE, Le marxisme en Union soviétique, Paris, 1955, pp. 357 sv.

(41): Cfr. Direktivy...., t.1, pp. 121-122.

(42): Décision du 29.12.1920, Direktivy...., t.1, p. 198.

(43): Voir, par exemple P. MASSE, Le plan ou l'anti-hasard, Paris, 1965, pp. 8 et 233 sv.

une même source d'énergie. L'électrification est donc le fondement de l'économie socialiste planifiée" (44).

Si l'électricité est un puissant agent de centralisation, à l'inverse, le pétrole est jugé trop centrifuge:

"Le pétrole est une source d'énergie rétrograde. Son extraction et son exploitation s'accompagnent d'une très large décentralisation de l'activité économique. Or le progrès -telle est la "loi du développement des forces productives"- conduit à une centralisation et, partant, à une collectivisation toujours plus poussée du processus de production" (45).

Dans le sillage du GOELRO, le décret du 22 février 1921 (46) crée la Commission de planification générale (GOSPLAN) auprès du Conseil du travail et de la défense, chargée principalement d'élaborer un plan national unique et de pourvoir à sa réalisation. L'accent est mis sur la nécessité de la centralisation dans l'élaboration du plan..

Il convient de noter que le pouvoir de décision, dans la planification, ne s'est jamais établi au niveau du Gosplan, celui-ci n'ayant jamais été autre chose qu'un organe d'études, d'avis et de propositions auprès du gouvernement. A cette époque, TROTSKIJ est le seul à réclamer pour le Gosplan un pouvoir législatif.

A partir de 1925, le mouvement se précise: des plans annuels purement prévisionnels, appelés "chiffres de contrôle", "kontrol'nye cifry", couvrent les périodes 1925-1926 et 1926-1927. En 1927, le gouvernement fait un pas supplémentaire et donne force obligatoire aux chiffres de contrôle pour l'année 1927-1928.

Considérant la période annuelle comme insuffisante, le Gosplan commence en 1925 l'élaboration d'un premier plan quinquennal global, initialement prévu pour la période 1925-1926 - 1929-1930 qui, après de multiples discussions et réajustements, se concrétise définitivement dans le plan quinquennal 1928-1929 - 1932-1933, dont la variante haute est adoptée en avril 1929 par le parti et en mai par le Congrès des Soviets (47).

+++++

(44): A. AJKENVAL'D, Sovetskaja ekonomija, Mos.1929, cité par J.M. COLLETTE dans Politique des investissements et calcul économique, l'expérience soviétique, Paris, Cujas, 1965p. 124.

(45): J.M. COLLETTE, op.cit., p. 126.

(46): Décret sur la commission de planification globale d'Etat, Direktivy...., t.1, p. 203; voir aussi le décret du 8.6.1922 sur le statut du Gosplan, Direktivy...., t.1, p. 342.

(47): Résolution de la XVIIe Conférence du P.C.R. d'avril 1929, Direktivy...., t.2, p. 26 et décision du Ve Cpngrès des Soviets d'U.R.S.S. du 28.5.1929, Direktivy...., t.2, p. 66. Sur l'élaboration du premier plan quinquennal et les discussions relatives au taux de croissance, voir le chapitre II.

SECTION III: 1929-1932. LA DEUXIEME VAGUE REVOLUTIONNAIRE.

A. RENFORCEMENT DE LA PROPRIETE SOCIALISTE.

Avec l'ère des plans quinquennaux, on assiste à un durcissement de la direction économique. Le régime stalinien naissant se propose d'intensifier la lutte entre le secteur privé et le secteur public de l'économie et renverse la vapeur quant aux méthodes utilisées.

"Ce dont nous avons besoin, ce n'est pas d'un quelconque accroissement de la productivité; nous avons besoin d'une croissance bien définie, une croissance qui fasse systématiquement prévaloir le secteur socialiste de l'économie sur le secteur capitaliste. Un plan quinquennal qui ne tiendrait pas compte de cette nécessité ne serait pas un plan quinquennal mais une absurdité quinquennale" (48).

Arguant de ce que la révolution a eu lieu dans un pays qui, selon l'analyse de MARX, n'était pas mûr pour le passage "naturel" au socialisme, STALINE confie au parti communiste, outil de la dictature du prolétariat, l'office d'une tutelle impitoyable sur un pays en développement accéléré.

Après avoir éliminé l'extrême-gauche, STALINE en applique le programme et se retourne contre les défenseurs de la petite propriété paysanne. La N.E.P., en effet, a permis le développement de couches sociales florissantes: une nouvelle bourgeoisie industrielle et une classe de riches paysans propriétaires, les kulaks. C'est contre eux que l'offensive reprend.

Le système stalinien donne au terme kulak un contenu davantage politique qu'économique. Nulle part il n'apparaît que la population des campagnes connaisse -comme l'Histoire officielle l'affirmera plus tard- une lutte de classe entre paysans pauvres, moyens et kulaks. Ce dernier terme est en fait appliqué aux paysans qui s'opposent à la collectivisation forcée.

Cette phase, que l'on peut appeler la deuxième vague révolutionnaire, entraîne de lourds sacrifices dans le court terme.

En 1925, 19% de la production industrielle émanent encore du secteur privé ou mixte; en 1928: 17%. C'est à ce moment que des mesures indirectes provoquent la fermeture de deux cinquièmes des ateliers privés. Deux ans plus tard, ils auront pour ainsi dire disparu (49). Un régime unifié de propriété s'installe dans l'industrie. A la fin de 1931, le chômage est officiellement résorbé.

(48): J.S. STALINE, Voprosy leninisma, Mos., 2e éd., p. 275.

(49): Cfr. P. SORLIN, La société soviétique 1917-1964, Paris, A.Colin, 1964, pp. 130 et sv.

Quant à l'agriculture, la collectivisation des terres, fort modérée selon le premier plan, prend brusquement une tournure violente.

L'objectif du plan quinquennal était d'englober dans le secteur collectivisé 20 millions de paysans, soit près de 16% de la population agricole et 43% de la production de blé (50). En octobre 1929, STALINE anticipe la collectivisation générale. En fait, il agit sous la pression de la pénurie alimentaire dans les villes, préjudiciable à l'industrialisation: les agriculteurs n'écoulent, en effet, sur les marchés, que 10% de leur production; il veut également faire face aux difficultés rencontrées dans la récolte des céréales ainsi qu'à une révolte paysanne (51).

Vers 1928, les coopératives regroupent moins de 3% des foyers ruraux (52). Quatre ans plus tard, elles en rassembleront les deux tiers. De 1928 à 1940, la surface totale de la propriété kolkhozienne passera d'un million à 119 millions d'ha. En 1938, 1% du territoire agricole restera aux mains de paysans indépendants. C'est dire si l'accélération sera brutale ! Le rythme de la collectivisation transparaît au premier graphique (p.30).

La campagne de collectivisation utilise des instruments divers: Moscou dissémine à travers le pays des "brigades de choc" composées de plusieurs milliers de volontaires, des commissaires politiques destinés aux stations de machines et de tracteurs (M.T.S.) dont les kolkhozes dépendent; on organise une réquisition de fait de la main-d'oeuvre agricole au bénéfice de l'industrie, qui draine vers les villes des millions de jeunes ouvriers sans qualification; un système de taxes décourage les exploitations individuelles; on procède à des déportations massives.

L'offensive se déroule en deux temps: en 1930 et en 1932. La première vague aboutit à certains excès de la part des militants du parti. STALINE doit même modérer leur zèle (53). Au printemps de 1930, les autorités s'accordent une pause en prévision de la saison agricole et les droits des petits propriétaires sont réaffirmés. Aussitôt; la superficie des terres collectives connaît un recul sensible.

Le coût de l'opération est fort lourd et Nikita KROUCHTCHEV par la suite, fera valoir qu'on eût pu aboutir aux mêmes résultats à de moindres frais.

Les paysans réfractaires abattent leurs troupeaux en signe de protestation. De 1928 à 1933, le cheptel bovin se rétrécit de 46% et le nombre de chevaux de 47%, celui des vaches de 38% et celui des porcs de 54% (54). Vingt ans plus tard, en Hongrie, une autre expérience de collectivisation des terres provoquera le même phénomène d'abattage du bétail (55).

Un auteur soviétique décrit l'opération en ces termes: "La réduction de la production agricole brute et, particulièrement, de l'élevage, fut liée à de lourdes erreurs et à des revirements brusques dans la mise en oeuvre de la collectivisation de l'agriculture, qui furent provoqués par la contrainte artificielle de STALINE, s'exerçant d'en haut, sur le rythme de la collectivisation et qui conduisirent au remplacement du travail d'organisation et d'explications parmi les paysans par un administrativisme rigoureux. Les violations du principe léniniste du volon-

(50): Cfr. décision du Ve Cpngrès des Soviets du 28.5.1929, approuvant le premier plan quinquennal, Direktivы...., t.2, p. 70.

(51): Les raisons de l'accélération brutale de la collectivisation sont énumérées dans Olga NARKIEWICZ, The making of the soviet apparatus, Manchester, 1970, chap. XI.

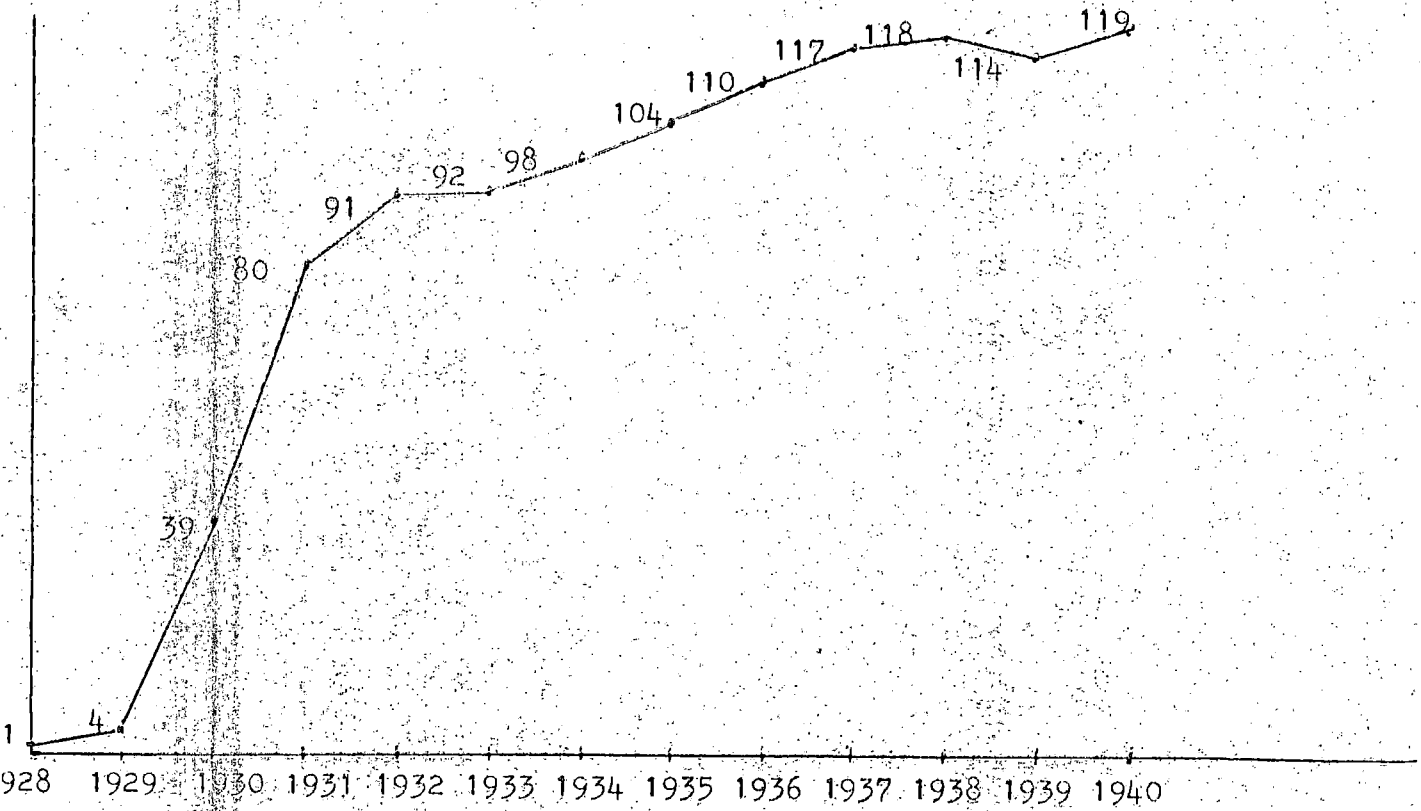
(52): Cfr. Annuaire U.R.S.S., 1967, p. 569.

(53): Voir son article "Golovokruženie ot uspekhev" (Le vertige du succès), dans la Pravda du 2.3.1930 et dans Voprosy leninisma, Mos.1952, 2e éd. PP 331sv.

(54): Selon les chiffres de P. SORLIN, op.cit., p. 140.

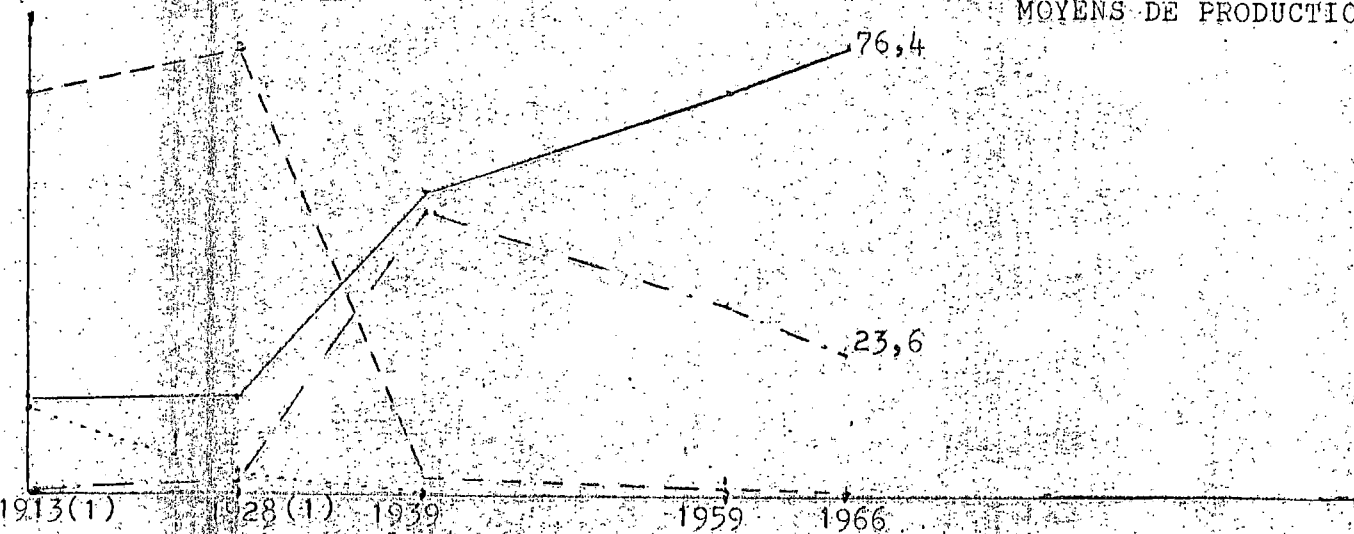
(55): Sur ce sujet, lire P. KENDE, Logique de l'économie centralisée, Paris, S.E.D.E.S., 1964, pp. 187 sv.

GRAPHIQUE I: DEVELOPPEMENT DE LA SUPERFICIE KOLKHOZIENNE (en millions d'ha)



Source: P. SORLIN, *op.cit.*, pp. 147 sv.

GRAPHIQUE II: STRUCTURE DE LA POPULATION SELON LE MODE D'APPROPRIATION DES MOYENS DE PRODUCTION (en%).



employés et ouvriers
: propriété coopérative
: indépendants, paysans et artisans
: bourgeois, propriétaires fonciers, marchands

Source: chiffres de l'Annuaire U.R.S.S., 1967, p. 569.

(1): frontières de l'U.R.S.S. avant 1939.

tarisme dans la coopération agricole provoquèrent le mécontentement des paysans, particulièrement parmi les moyennement riches "(56).

La résorption du chômage est cependant la première grande conséquence positive de la collectivisation (57).

Cette "accumulation socialiste primitive" prend des formes très diverses: nationalisations, confiscations, réquisitions, livraisons agricoles obligatoires, impôts, acquisitions de droit civil par l'Etat analogues à celles que connaissent nos droits. On trouve la réglementation de ces modes d'appropriation dans le code civil de la R.S.F.S.R., aux articles 135 (contrats), 141, 142 et 147 (mauvais entretien des maisons, de valeurs culturelles et de bétail), 143 (res derelictae), 144 (objets trouvés), 148 (trésors), 149 (confiscations et réquisitions) (58).

Parallèlement, l'accumulation socialiste proprement dite est le moyen pour l'industrie d'Etat de se reproduire à un taux de croissance rapide. La concurrence entre les deux régimes de propriété prend un tour plus aigu que jamais.

Pour traduire cette corrélation entre accumulation socialiste et concurrence entre deux régimes de propriété, on peut citer ce passage d'un opuscule d'économie politique: "La production du surplus dans la société socialiste est (...) un processus de renforcement et de développement de la propriété sociale des moyens de production; quant aux moyens et aux facteurs de l'accroissement du surplus, ils sont les moyens et les facteurs de l'extension de cette propriété " (59).

Ainsi donc, contrairement aux économistes de la N.E.P., s'exprimant en termes de rentabilité et de lutte contre le chômage, c'est au surplus que le système stalinien accorde son attention prioritaire.

+++++

La deuxième vague révolutionnaire inaugure le décollage de l'économie soviétique moderne. Quand on examine le graphique II, représentant l'évolution de la structure de la population selon le mode d'appropriation des moyens de production, on trouve confirmation de ce que cette étape de la croissance repose sur une réforme préalable des structures économiques et administratives. Bouleversement des structures, soutien d'une idéologie et discipline rigoureuse (en l'occurrence, celle du parti communiste): s'agit-il des clés de la croissance accélérée ?

Certes, les années 1929 et suivantes sont celles d'un ralentissement généralisé aussi bien dans le domaine agricole qu'industriel, mais ce fait doit précisément être considéré comme la conséquence à court terme de la mise en place des nouvelles structures.

(56): MALAFEEV, Istorija cenoobrazovanija 1917-1963, Mos., 1964, p. 126.

(57): R. HUTCHINGS, dans Soviet economic development, Oxford, 1971, pp. 60 sv., a bien montré la relation entre les deux phénomènes.

(58): Voir aussi la liste des modes d'acquisition par l'Etat dressée par H. CHAMBRE, op.cit., pp. 150 sv.

(59): V.M. AGEEV, Proizvodstvo vnov' sozdannoï stoïmosti pri socialisme, Mos., 1970, p. 72.

A travers un enfantement douloureux, la propriété socialiste des moyens de production passe du rêve à la réalité. Elle permettra au pays sous-développé qu'est l'Union soviétique de 1926-27 de devenir un peu plus de douze ans plus tard le deuxième pays industrialisé du monde.

B. L'ENTREPRISE DU SYSTEME ADMINISTRATIF.

L'entreprise devient le maillon principal de la production industrielle: le trust perd de son importance.

Le durcissement de la direction économique se manifeste à cet échelon par l'introduction de l'"edinonačalie" ou direction personnelle du chef d'entreprise. Lui seul est responsable de la marche de l'entreprise, à l'exclusion de la cellule syndicale ou du parti, lesquels participaient jusque là à la direction des affaires (60). En 1935, STALINE lance le mot d'ordre: "Les cadres décident de tout".

La décision du 5 décembre 1929 du comité central renforce l'autonomie de l'entreprise: sans lui reconnaître explicitement la personnalité morale, elle lui reconnaît l'autonomie comptable et la responsabilité financière (61). Ce texte restera, avec le statut du trust de juillet 1927, l'un des fondements du statut de l'entreprise soviétique jusqu'en 1965: on peut dire que c'est l'entreprise du système administratif qu'il organise.

Ce texte ainsi que deux décisions de 1931 (62), constatent que pour unifiée que soit la propriété d'Etat des moyens de production industriels et si centralisée que puisse être l'administration économique, une division du travail s'impose, prenant la forme d'une individualisation de cellules plus ou moins autonomes. L'ouverture d'un compte en banque devient la condition de la personnalité juridique.

C. STRUCTURES ET PLANIFICATION.

La rupture avec la période précédente prend la forme d'un renouvellement des cadres administratifs. L'élan révolutionnaire des compagnons de LENINE est progressivement évincé par la rigueur administrative des techniciens et bureaucrates de STALINE. Purges et terreur annoncent la prise de pouvoir de la deuxième génération de dirigeants soviétiques. C'est la "vague des hommes nouveaux", le "vydviženie novykh ljudej".

Ce passage d'une conception du plan à une autre est symbolisé par les procès intentés contre les hommes de la première génération de planificateurs en novembre-décembre 1930 et en mars 1931 ainsi que par la

(60): Cfr. décision du C.C. P.C.R. (b) du 5.9.1929, Direktivny..., t.2, pp. 120 sv.

(61): Décision du C.C. P.C.R. (b) du 5.12.1929, Direktivny..., t.2, pp. 126 sv.

(62): Décision du 20.3.1931 "Sur la modification du système du crédit, sur le renforcement du crédit et l'instauration de l'autonomie comptable dans tous les organes de l'Etat", S.Z. S.S.S.R., 1931, n°18 art.166; voir dans le même sens la déclaration conjointe du C.C. P.C.R.(b) et du C.C.P. du 21.10.1931 "Sur de nouvelles mesures pour introduire le Khozrasčët, S.Z. S.S.S.R., 1931, n°64 art.

mise à l'écart de figures aussi prestigieuses que celles de KRŽIZANOV-SKIJ, qui fut successivement président de la Commission d'Etat pour l'électrification de la Russie et du Gosplan, et de STRUMILIN. En même temps, on voit des fidèles collaborateurs de STALINE accéder aux responsabilités économiques supérieures: KUJBIŠEV entre au Gosplan et ORŽONIKIDZE au V.S.N.Kh en novembre 1930. Cette période connaît l'explosion d'une nouvelle élite. De 1926 à 1937, si le nombre des ouvriers et employés ne fait que doubler, celui des intellectuels est multiplié par 3,8, celui des directeurs d'entreprises par 4,6; celui des travailleurs scientifiques, y compris les professeurs, par 5,9 et celui des ingénieurs et architectes par 7,9 ! (63).

La complexification de l'industrie entraîne le comité central à une refonte des institutions économiques. C'est le fait de la décision de décembre 1929 précitée. On peut la caractériser comme un essai manqué de réorganisation.

Le V.S.N.Kh. subsiste mais les fonctions des glavki et syndicats sont reprises par de nouveaux organes intermédiaires entre le centre et les trusts ou entreprises: les unions d'entreprises. Les autorités, ayant été favorablement impressionnées par l'exemple du secteur textile, où les syndicats ont cumulé des fonctions commerciales et administratives, officialisent la formule en quelque sorte.

Regroupant un nombre important d'entreprises et de trusts sur une base sectorielle, ces unions, dotées de l'autonomie comptable, planifient et dirigent la production et la construction de leurs entreprises, organisent l'approvisionnement et l'écoulement matériel et technique, exercent la tutelle en matières commerciale et financière et quant aux questions de personnel. Ces unions regroupent soit des entreprises et trusts fédéraux, soit des entreprises et trusts de divers niveaux de l'administration (fédéraux, républicains et locaux). Le rôle des trusts, intermédiaires facultatifs entre les entreprises et les unions, est ramené à la direction technique des entreprises. La responsabilité de l'approvisionnement leur est retirée.

Le V.S.N.Kh. règle l'activité des unions par des directives générales, par l'approbation de leurs plans et de leurs comptes, par la nomination de leurs dirigeants; il répartit entre elles pertes et profits, fixe les prix de vente. Sur ce dernier point, le texte de la décision peut laisser penser qu'une grande liberté est laissée aux unions quant à la fixation des prix (64). En fait, le système est beaucoup plus centralisé qu'il n'y paraît.

+++++

SECTION IV: 1932-1957. LE SYSTEME MINISTERIEL.

Cette période est la plus représentative du "système administratif". Plusieurs caractères du système ministériel restent encore de nos jours d'actualité.

A. LA PROPRIETE SOCIALISTE.

L'Etat socialiste ayant rassemblé la toute grosse majorité des moyens de production, il lui revient de consacrer juridiquement cette nouvelle situation.

(63): Cfr. Fr. PERROUX, La coexistence pacifique, Paris, P.U.F., 1958, t.1, p.138.
(64): Cfr. art.9 du titre II, Direktivy..., t.2, p. 130.

-tion.

C'est la Constitution de 1936 qui donne à la propriété socialiste son statut nouveau (65). Selon l'article 4, "la base économique de l'U.R.S.S. est constituée par le système socialiste de l'économie et par la propriété socialiste des instruments et moyens de production".

A titre de comparaison, on peut signaler l'article 9 par.1 de la Constitution de la R.D.A. de 1968: "L'économie nationale de la R.D.A. trouve son fondement dans la propriété socialiste des moyens de production". Son article 10 par.2 stipule: "la défense et l'accroissement de la propriété socialiste sont les devoirs de l'Etat socialiste et de ses citoyens". Les autres pays socialistes ont inscrit des dispositions similaires dans leur Constitution.

L'article 5 indique que la propriété socialiste revêt deux formes: la propriété d'Etat et la propriété coopérative.

Les nouveaux principes de droit civil, adoptés en 1961 (66), font un pas en avant par rapport à la Constitution de 1936. Ils insistent non seulement sur l'aspect formel de la distinction, mais aussi sur le rapprochement progressif des deux formes de propriété pour tendre à ne plus constituer qu'une seule propriété communiste du peuple tout entier.

A la propriété d'Etat se rattachent cet ensemble de choses communes au sens large, imprescriptibles, qui constituent la base de la vie quotidienne d'un Etat: terre, sous-sol, eaux, forêts, usines, fabriques, mines, chemins de fer, transports par eau et par air, banques, moyens de communication, sovkhozes, entreprises municipales, fonds d'habitation dans les villes et les agglomérations.

Dans certains pays socialistes, la terre n'est pas reprise dans cette énumération. Tel est le cas, par exemple, en R.D.A. et en Pologne.

Le statut de la propriété constitue un véritable "ordre public économique" qui s'impose à toutes les conventions et à tous les particuliers. La loi du 13 décembre 1968 sur les Fondements de la propriété foncière stipule que sont nuls tous les actes juridiques qui contreviennent à la propriété étatique du sol: achats, ventes, hypothèques, testaments, donations, baux, échanges non autorisés et interdits les actes matériels d'occupation non autorisée de parcelles, le mauvais usage du sol et son utilisation à but de lucre non issu du travail. Les auteurs de ces actes ainsi que les auteurs des détériorations et de pollution des terres, ceux qui s'abstiennent de prendre les mesures de protection nécessaires, ceux qui négligent de restituer en temps voulu les sols occupés temporairement encourent outre une responsabilité civile, une responsabilité pénale et disciplinaire (art.50). On notera par la suite comment la loi pénale frappe avec une sévérité particulière toute atteinte à la propriété socialiste. Le droit civil quant à lui accorde sa bienveillante protection aux personnes qui s'en font les défenseurs. Ainsi l'article 95 des principes de droit civil garantit la réparation par les organismes détenteurs de biens d'Etat du dommage subi par tout citoyen qui les préserve du danger.

(65): En ses art. 4 et sv. et 131. Voir aussi à une époque récente, la loi du 13.12.1968 sur les Fondements de la législation foncière de l'U.R.S.S., V.V.S., 1968, n°51, doc.485.

(61): Voir la traduction qui en a été faite par R. DEKKERS, dans Les pays communistes, Centre des Etats de l'est, 1962, n°2, pp. 167 sv.

On peut ajouter qu'il n'est pas question de différencier la propriété selon les échelons du pouvoir politique. A la propriété d'Etat ne s'oppose donc pas la propriété de République, de région, ou de district. Par conséquent, les fonds des entreprises sous tutelle des pouvoirs locaux sont des éléments de la même propriété "d'Etat". Les terres agricoles, les terrains des agglomérations ou les terrains industriels rentrent dans le même "fonds agraire unique".

Quant à la propriété coopérative, elle couvre "les entreprises collectives dans les kolkhozes et dans les organisations coopératives, avec leur cheptel et l'outillage, la production fournie par les kolkhozes et les organisations coopératives ainsi que leurs bâtiments" (article 7 de la Constitution), mais non la terre. Celle-ci leur est donnée en jouissance gratuite et illimitée. L'autonomie kolkhozienne est une concession du réalisme à l'idéologie, considérée initialement comme provisoire. Au moment où N.S. KROUCHTCHEV élargira les droits des kolkhozes, certains auteurs traditionnalistes tiendront à lui rappeler le principe de l'unification progressive de la propriété socialiste (62).

La propriété étatique et la propriété coopérative sont toutes deux propriétés publiques, mais alors que les coopératives sont propriétaires de leurs instruments de production (à l'exception de la terre) et des produits de leur sol, les entreprises d'Etat sont des démembrements de l'administration soviétique, gérant un patrimoine dont le peuple dans son ensemble est le seul et exclusif propriétaire, par l'Etat interposé. Les problèmes théoriques et pratiques que cette conception soulève sont étudiés ci-après.

A côté de ces deux formes de propriété, la société soviétique, "n'étant pas arrivée au terme de son évolution vers le communisme", tolère de petites économies privées: celles des paysans et artisans individuels fondées sur le travail personnel et excluant l'exploitation du travail d'autrui (article 9 de la Constitution). Le graphique II montre le poids dérisoire de ce secteur.

Quant aux biens de consommation, y compris les maisons d'habitation, et à l'épargne individuelle, ils sont l'objet d'une "propriété personnelle", garantie et protégée par la loi (article 10 de la Constitution).

Il convient d'évoquer ici la controverse qui a cours en Union soviétique au sujet de la constitution d'un "droit économique" qui regrouperait les règles concernant la production, la répartition et la consommation des biens, règles soustraites tantôt au droit administratif, tantôt au droit civil. Dans les années trente, A. VIŠINSKIJ et P. STUČKA polémiquaient sur ce thème. Si le vote des principes de droit civil en 1961 met un terme au débat, c'est à titre provisoire et pour des raisons idéologiques essentiellement. Le préambule et les articles 1er et 2 des principes, repris d'ailleurs par le préambule et les articles 1er et 2 des codes civils des Républiques (63), en fournissent les raisons: à l'unité de la propriété socialiste, doit correspondre l'unité et l'uni-

(62): Tel STRUMILIN dans un article paru dans la Literaturnaja gazeta du 25.5.1958.

(63): La traduction du code civil de la R.S.F.S.R. de 1964 a été publiée par le Centre national pour l'étude des Etats de l'est; voir R. DEKKERS, Le code civil de la République de Russie, Brux., s.d., 180 pp.

cité du droit qui la régit sans tenir compte de la qualité des différents sujets de droits: "Les lois civiles soviétiques règlent les rapports patrimoniaux (...) en vue de fonder la base matérielle et technique du communisme" (article 1er); peu importe que ces rapports mettent aux prises les citoyens entre eux, les entreprises d'Etat ou les organisations sociales et coopératives entre elles ou encore citoyens et entreprises ou organisations (art.2).

Dans cette logique, seules les relations horizontales ressortissent au droit civil, les rapports de subordination étant l'objet du droit administratif.

Si cette distinction est communément admise, les partisans du droit économique n'ont pourtant pas désarmé. Les périodes ultérieures en témoigneront.

B. L'ENTREPRISE ET LE KHOZRASC T.

La création par l'Etat d'un régime unifié de propriété dans l'industrie ne va pas sans soulever de nombreux prob mes théoriques et pratiques. Le concept administratif de "centralisme démocratique" et celui, plus économique, de Khozras t, sont les expressions d'une ambiguïté certaine.

--

Le premier, dont on a évoqué les fondements plus haut, a ses exigences et ses avocats:

Ainsi, l'académicien St. STRUMILIN pour qui: "On ne construit pas le communisme sur un trop grand nombre de maîtres-d'oeuvre, soi-disant indépendants les uns des autres; pour parvenir à l'efficacité d'un mouvement d'horlogerie, il faut que l'économie soit dirigée par un seul maître. Seul le collectif national peut être le maître unique de tous les moyens de production" (64).

Le Khozras t, quant à lui, procède -on l'a dit- des impératifs de la gestion quotidienne, parmi lesquels la division du travail occupe la première place. Aussi poussée que soit la centralisation, la vie économique impose un minimum de déconcentration opérationnelle. Comme le concept de Khozras t est -au même titre que celui de centralisme démocratique- un pilier de l'édifice économique soviétique, son examen plus en détails se recommande.

Le terme de Khozras t se traduit littéralement par "calcul économique". Mais cette expression évoque en français d'autres réalités qu'en Union soviétique. De même, la traduction par "calcul commercial" prête à la notion un caractère marchand abusif. La notion d'autonomie comptable (ou de calcul comptable) paraît préférable pour les raisons qui apparaîtront mieux au vu de la présentation qui suit.

Concept comptable avant tout, le Khozras t s'unit -pour ce qui concerne l'entreprise- à sa personnalité juridique: "Le Khozras t manifeste (64): St. STRUMILIN, Literaturnaja gazeta, op.cit., traduction de R. BORDAZ, La nouvelle économie soviétique, Paris, Grasset, 1960.

la personnalité de l'entreprise", précise la décision du 5 décembre 1929 en son article 2. Pour mener à bien sa tâche, l'entreprise d'Etat doit disposer d'un minimum de droits sur une partie du fonds unique de la propriété d'Etat. L'article 21 des principes de droit civil de l'U.R.S.S., repris en écho par l'article 94 du code civil de la R.S.F.S.R., consacre cette cristallisation d'un "patrimoine de l'entreprise":

"L'Etat est le seul propriétaire de tout bien public. Le bien de l'Etat mis à la disposition des organismes d'Etat se trouve sous la gestion opératoire de ces organismes. Ils exercent le droit de posséder le bien, d'en jouir et d'en disposer dans les limites fixées par la loi, conformément aux buts de leur activité et aux tâches prescrites par les plans et à la destination du bien".

La définition du Khozrasčët, telle que la donne en 1958 le Kratkij ekonomičeskij slovar' est la suivante:

"Méthode de gestion planifiée des entreprises socialistes fondée sur la comparaison des dépenses et des résultats de l'activité économique tels qu'ils s'expriment sous forme monétaire, sur l'équilibre des dépenses des entreprises avec leurs recettes, sur la rentabilité de la production, sur l'intéressement matériel et sur la responsabilité matérielle de l'entreprise et des travailleurs. Les traits fondamentaux du Khozrasčët sont:

- l'autonomie opérationnelle et matérielle de l'entreprise dans le cadre de la propriété sociale et du plan d'Etat;
- l'octroi garanti à chaque entreprise de fonds fixes et de fonds de roulement;
- la responsabilité pour la réalisation du plan de production, pour l'utilisation économique et rationnelle des moyens mis à la disposition de l'entreprise;
- la stimulation matérielle des travailleurs" (65).

Le principe de base du Khozrasčët est donc de couvrir les coûts par les recettes et, si possible, de produire un surplus: en ce sens, il s'agit d'un "calcul économique". Mais la doctrine soviétique (66) ajoute que le Khozrasčët -catégorie de production du régime socialiste- doit obéir à plusieurs lois.

par.1. LOI DE LA PROPRIETE ETATIQUE DES MOYENS DE PRODUCTION INDUSTRIELS.

Loin de constituer un retour à l'appropriation privée ou même coopérative des fonds productifs, l'autonomie comptable doit être considérée comme l'instrument destiné à rendre opérationnels les moyens de production appartenant au fonds unique de la propriété d'Etat, confiés non en propriété, mais en "gestion opératoire" aux entreprises de production. La décentralisation juridique s'accompagne -on l'a vu- d'une décentralisation comptable: un patrimoine est déterminé, composé du droit (et de l'obligation peut-on ajouter) de gestion opératoire sur les moyens de production appartenant à l'Etat, à savoir

(65): Kratkij ekonomičeskij slovar', Mos., Gospolitizdat, 1958, p. 368.

(66): Dans ce domaine, un ouvrage de base est S.K. TATUR, Khozjajstvennyj rasčët v promyšlennosti, Mos., 1962.

le capital fixe, les moyens circulants, les ressources financières (67), l'expression monétaire de cette entité comptable étant le compte en banque. Cette double décentralisation doit permettre de maximiser production brute et surplus mieux que ne l'eût fait "une seule u i organisée comme la poste", pour reprendre l'expression de LENINE.

N'étant pas la propriété de l'entreprise, les fonds circulants que l'entreprise "aliène" à une autre entreprise par contrat de vente ou de livraison, ne changent pas de titulaire, lequel reste l'Etat. Il n'y aura transfert de propriété que si l'entreprise aliène un bien au profit d'une coopérative (kolkhoze ou coopérative de consommation) ou d'un particulier.

--

par.2. LOI DE LA REPARTITION SELON LE TRAVAIL

La répartition selon le travail prend, avec le calcul comptable, la forme des salaires et des primes de stimulation. A l'échelon collectif de l'entreprise, elle s'exprime par l'affectation collective des fonds de stimulation. Il est reconnu, cependant, que cette loi, propre au socialisme, par opposition à la répartition selon les besoins, propre au communisme, peut, dans certains cas, entrer en conflit avec les besoins des consommateurs (68) lorsque l'entreprise préfère son intérêt à celui de la société.

--

par.3. LOI DE LA VALEUR

Cette loi est, selon l'économie politique marxiste, la loi de l'échange marchand au nom de laquelle les biens s'échangent en fonction de la quantité de travail socialement nécessaire qui s'y incorpore (69). Elle est le fondement des relations monétaires et des catégories marchandes; propres au capitalisme, les unes comme les autres doivent s'étioler sous le socialisme pour disparaître complètement sous le communisme.

En tant que le calcul comptable amène l'entreprise à comparer ses recettes et ses dépenses, il fait intervenir la loi de la valeur. Cette dernière, cependant, ne pourra agir que limitée par une autre loi: la loi de la croissance planifiée.

--

par.4. LOI DE LA CROISSANCE PLANIFIEE

Les auteurs soviétiques soulignent qu'en tant que méthode de gestion économique, le calcul comptable "est un instrument de réalisation du plan, orienté vers l'utilisation de la loi de la valeur dans la lutte pour la réalisation du plan, tout en limitant l'action de cette loi de la valeur et en la subordonnant à la loi de la croissance planifiée et équilibrée" (70). Autonome certes,

(67): Sur le statut juridique de ces éléments du patrimoine, cfr. chapitre V.

(68): Cfr. S.K. TATUR, op.cit., p. 23.

(69): Cfr. Manuel d'économie politique, Mos., 1ère éd., 1954 et 3e éd., 1959, cité par H. CHAMBRE dans Prix, valeur, rationalité économique, Annuaire U.R.S.S., 1962, p. 197.

(70): S.K. TATUR, op.cit., p. 28.

l'entreprise ne peut l'être trop et doit admettre de s'intégrer dans un cadre contraignant.

D'ailleurs, le texte de 1929 sur l'autonomie des entreprises ne laisse aucun doute sur l'ordre de priorité: "Dans le respect le plus strict de la discipline des plans productifs et financiers, dans le cadre des limites fixées, l'entreprise doit être autonome. Son administration porte l'entière responsabilité de la réalisation de son programme" (71). On notera l'allusion à la responsabilité, corollaire de l'autonomie.

A lire ces principes, on constate d'emblée leur caractère flou et contradictoire. On lie l'autonomie comptable à l'action de la loi de la valeur, mais cette dernière ne peut agir sans partage et subit la contrainte de la planification administrative. C'est là que gît l'ambiguïté profonde du khozrasçët. C'est parce qu'on n'a jamais pu déterminer exactement les champs respectifs de la loi de la valeur et de la loi de la croissance planifiée que toute la matière de l'autonomie comptable, des relations marchandes et des contrats reste fondamentalement équivoque.

Cette équivoque se retrouvera tout au long de l'étude du statut de l'entreprise: d'une part, la loi de la valeur commande que l'entreprise couvre ses coûts par ses recettes et fasse un bénéfice; de l'autre, l'entreprise est soumise à une multitude d'indices et de tutelles qui entravent son activité quotidienne.

On ajoutera qu'il existe également un "khozrasçët interne", laissant aux sections, ateliers et brigades de l'entreprise une certaine marge de manœuvre et d'organisation propres. Un compte est ouvert, des primes spécifiques au groupe sont attribuées; ces subdivisions, pourtant, n'ont pas la personnalité juridique.

C. STRUCTURES ET PLANIFICATION

Le 5 janvier 1932, le V.S.N.Kh. est aboli (72). Les problèmes de l'industrie sont devenus trop importants pour qu'un organe unique s'en charge seul; de plus, certains lui reprochent de faire double emploi avec le Gosplan. La nécessité de mettre sur pied des organismes distincts selon les secteurs se fait sentir. Aussi, trois Commissariats du peuple industriels - à l'industrie lourde, à l'industrie légère et à l'industrie forestière - remplacent-ils l'ancien conseil.

Chaque ministère est subdivisé en glavki; celles-ci jouent un rôle de direction sectorielle et parfois régionale. En outre, les ministères, fort autonomes, disposent de leurs propres divisions fonctionnelles (approvisionnement, salaires, ...etc.); ces dernières perdent bientôt cependant leurs

(71): Art. 3 de la décision du 5.12.1929 précitée, Direktivy..., t.2, p.127.

(72): Résolution conjointe du C.C. P.C.U.S. et du C.C.P. du 5.1.1932, Direktivy..., t. 2, pp. 333 sv. Voir aussi la résolution du 27.3.1932 dans Direktivy..., t. 2, pp. 343 sv., conférant à l'industrie légère un statut moins centralisé qu'aux deux autres secteurs.

pouvoirs de décision. Le caractère sectoriel du système s'en trouve renforcé. Les unions d'entreprises sont supprimées après le XVIIe Congrès du parti en 1934. Les trusts, comme aux premiers temps, sont subordonnés aux glavki, mais jouent un rôle effacé. Les entreprises s'en trouvent rapprochées du pouvoir central. Plusieurs glavki "mûrissent" avec le temps et sont élevées au rang de commissariats du peuple: en 1939, on compte ainsi vingt ministères industriels; en 1946-1948, trente-deux (73) !

En 1937, l'Ekonomsovet prend le relais du Conseil du travail et de la défense dans son rôle de comité interministériel pour les affaires économiques (74). Il planifie en outre les prix des produits de base.

Dans les collectivités locales également, la centralisation économique prend pied: bon nombre d'entreprises locales ou républicaines passent sous la tutelle fédérale.

Ainsi dans la région de Smolensk: alors qu'en 1930, les entreprises industrielles se répartissent en fédérales, républicaines et régionales à concurrence, respectivement, de 31, 33 et 36%, six ans plus tard, 88% de l'industrie seront sous contrôle fédéral et 12% sous tutelle régionale (75).

Aux sovnarkhozes, se substituent des organes administratifs soumis à la double subordination. Le tableau I fait le point de la centralisation économique à cette époque.

Quant au Gosplan, il s'affirme durant cette période comme le détenteur prépondérant des pouvoirs de planification. Ceux-ci peuvent être classés en quatre branches principales: travaux d'études et de statistiques; planification perspective; planification courante; planification de l'approvisionnement (snabženie) des entreprises et de l'écoulement (sbyt) de leur production.

A la fonction de planification perspective qu'il remplissait auparavant, le Gosplan adjoint celles de planification courante et de planification des approvisionnement et de l'écoulement, qu'il reprend au défunt V.S.N.Kh. ainsi que celle d'études et de statistiques, après avoir absorbé l'Office central de statistiques. Cela n'empêche pas chaque ministère d'être doté de ses propres organes de planification. L'impérialisme ministériel marque des points.

Le caractère administratif du système se traduit également dans la procédure de planification. Le mouvement part du centre. Les autorités supérieures transmettent annuellement aux agents économiques des normes et directives générales de planification (chiffres de contrôle). Les glavki reçoivent ces directives des ministères et les détaillent à leurs entreprises, lesquelles établissent sur cette base leur projet de plan. Ces projets, ren-

(73): Cfr. A. NOVE, The Soviet economy, London, 1968, p. 69. C'est la loi du 15.3.1946 qui changera officiellement les Conseils des commissaires du peuple en Conseil des ministres (V.V.S., 1946, n° 10).

(74): Décision du C.C.P. du 23.11.1937, Direktivy..., t.2, p. 528.

(75): M. FAINSOD, Smolensk under Soviet rule, Harvard U.P., 1958, p. 306.

voyés à la glavk, sont coordonnés et ajustés par celle-ci de façon à respecter les normes de planification. Les ministères soumettent les plans agrégés au Gosplan. Une fois le plan voté par le Soviet suprême, il redescend jusqu'aux unités de base sous la forme d'indices obligatoires. Prenant comme trame ses indices, parfois fort nombreux, l'entreprise dresse alors son "plan technique, industriel et financier" (Tekhpromfinplan) annuel.

La fin de la guerre inaugure pour les organes de direction économique et, particulièrement pour le Gosplan, une ère de fréquents avatars.

Le commentaire de R. HUTCHINGS est à ce sujet éloquent: "KROUCHTCHEV, encore plus que STALINE, avait une foi sans limite dans la vertu des réorganisations. Les changements "caléidoscopiques" des structures depuis 1957 non seulement rendent la tâche difficile pour les occidentaux qui étudient l'économie soviétique, de garder la trace de ce qui se fit; bien pire, ils ont égaré les Russes eux-mêmes qui devaient essayer de faire fonctionner le système" (76).

Le Gosplan qui cumule, on l'a vu, les quatre principales fonctions de la planification, joue un rôle prépondérant et centralisateur auprès du Conseil des ministres. N'est-il pas responsable de la coordination des plans pour tous les secteurs et pour toutes les républiques? La complexification de l'industrie, la croissance du revenu national et, partant, les exigences accrues des consommateurs, le contraignent à chercher des formes plus souples d'organisation.

La planification des approvisionnements, dans une économie où le marché des moyens de production est sous la tutelle d'une autorité centrale, est un accessoire indispensable des plans de production. Le mécanisme de l'approvisionnement sera étudié ultérieurement. Qu'on note seulement dès à présent l'extraordinaire responsabilité de l'administration chargée de "télécommander" ce substitut de marché; la moindre lacune, en effet, risque d'entraîner des répercussions en chaîne, d'autant plus graves que les plans de production sont, la plupart du temps, fort "tendus".

C'est dans l'impossibilité de mener à bien l'ensemble de ses diverses fonctions que le Gosplan est dépouillé de plusieurs de ses prérogatives: il perd en 1947 la responsabilité de l'approvisionnement au bénéfice du Gossnab (de "Gosudarstvennoe snabženie") (77). Un nouvel organisme, du nom de Gos-tekhnika, est chargé de l'introduction des techniques nouvelles dans la production. Bientôt, la fonction d'études statistiques lui échappe pour échoir à l'Office central de statistiques.

En 1951, le Gossnab perd lui-même ses compétences quant aux biens de consommation au profit du Gosprodsnab (Comité d'Etat à l'approvisionnement en produits de consommation alimentaire et en produits finis).

(76): R. HUTCHINGS, Soviet economic development, Oxford, Blackwell, 1971, p.94.

(77): Les principes de la réorganisation sont consignés dans la décision du C.C.P.C.U.S. du 15.12.1947, Direktivy..., t.3, pp. 261 sv.

TABLEAU I : LA CENTRALISATION ECONOMIQUE AVANT LA GUERRE. (*)

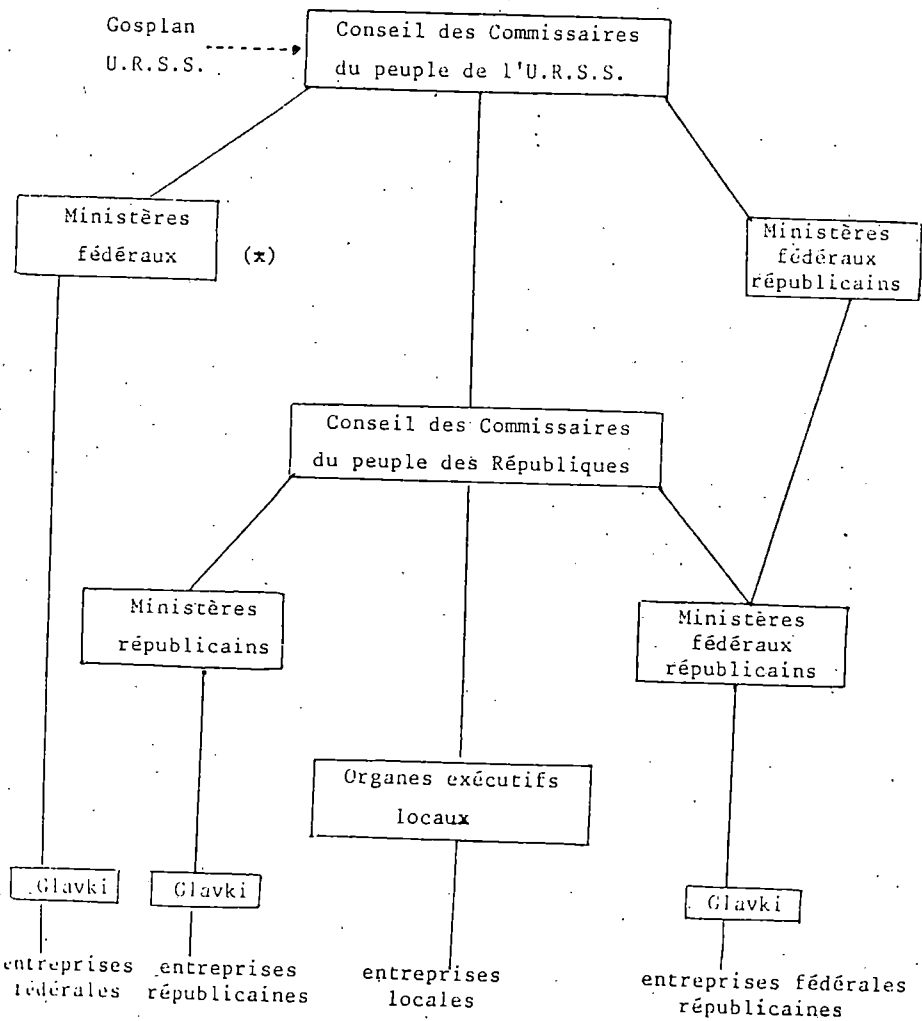
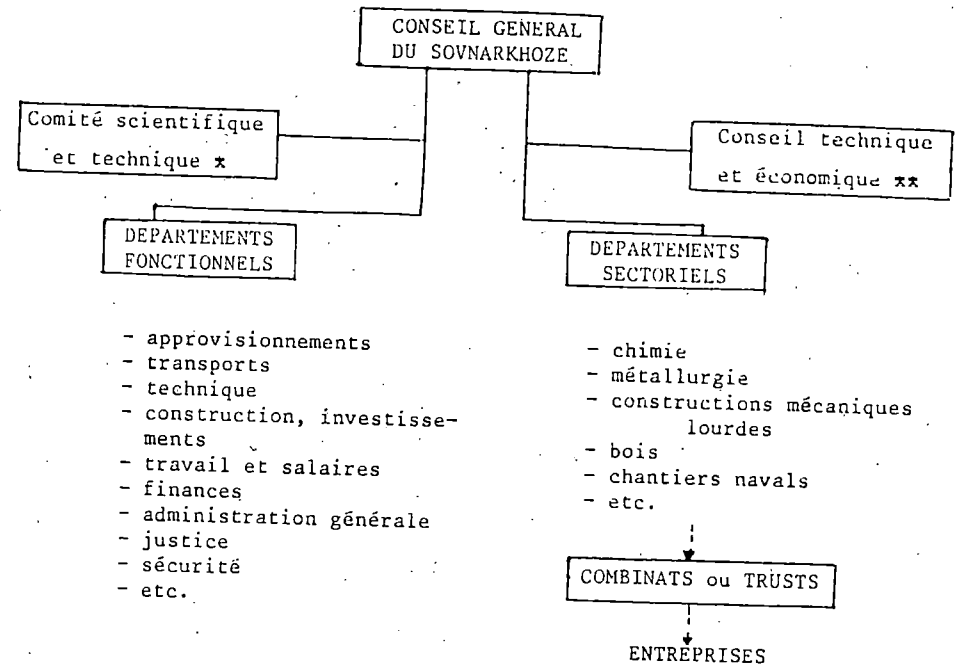


TABLEAU II. ORGANISATION D'UN SOVNARKHOZE. SCHEMA.



* L'institution de ce Comité est rendue facultative par l'article 10 du Statut des Sovnarkhozes.

** Cfr. article 6 de la loi du 10 mai 1957. Le C.T.E. était une institution consultative, faisant appel à des personnalités choisies soit pour leurs compétences techniques ou économiques, soit pour leur appartenance aux organes d'avant-garde du pays (Komsomols, parti...). Ce désir d'ouverture sur le milieu social de la région n'est pas propre à l'Union Soviétique; nous le retrouvons notamment dans les institutions régionales de plusieurs pays européens.

Le statut des nouvelles institutions décentralisées contenait

(*) Pour cette période comme pour celles qui suivent, on se référera utilement aux organigrammes présentés par Mme Z. FRANK-OSSIPOFF dans le cycle d'initiation au monde russe contemporain, Institut de Sociologie de l'ULB, Centre d'Etude des Pays de l'Est, 1968-69, t. II, p.304 et ss.

Le mouvement de démantèlement de la fonction de planification ne s'arrête pas là: un moment réunies au sein du Gosplan après la mort de STALINE, les trois responsabilités - planification de l'approvisionnement, planification courante et planification perspective - sont de nouveau réparties en 1955 entre trois organes: le Gosplan, la Gossekonomkommissija et le Gosplan que son incapacité antérieure à cumuler convenablement planifications à court et à long terme avait réduit à un organisme d'études prospectives. Quant à la Gostekhnika, elle continue à s'occuper de l'introduction de techniques nouvelles.

Mais si trop de charges étouffent, leur atomisation conduit à d'inévitables discordances: incohérences entre plans à long et à court termes, inadéquations entre plans de production et plans d'approvisionnement...etc.

Le centralisme d'avant 1957 est l'ère des empires verticaux. Les ministères omnipotents, dotés de leurs propres services de planification et de départements fonctionnels à leur dévotion, sont peu soucieux d'une vue globale du développement économique et préfèrent planifier et garantir eux-mêmes leur approvisionnement. L'économie étouffe peu à peu sous le poids d'une bureaucratie envahissante. Les inconvénients de la trop grande dimension éclatent au grand jour.

La seule république d'Ouzbékistan, la plus homogène de l'Union, compte quelque 70 branches industrielles, dirigées par 52 ministères (78). En 1954, 6 millions et demi de fonctionnaires travaillent dans l'économie pour un total de 44,8 millions d'ouvriers et d'employés, soit un rapport d'un fonctionnaire pour 7 exécutants (79). En 1956, 66 ministères et organes centraux indépendants fonctionnent auprès du Conseil des ministres, l'industrie accaparant pour sa part 36 organes fédéraux (80). A plusieurs reprises, le parti et le gouvernement dressent le bilan des excès du centralisme (81).

Un certain mouvement de décentralisation s'amorce pourtant en 1954 et certains organes fédéraux sont transformés en fédéraux-républicains.

Un mot doit être dit de cette terminologie. Au niveau de l'Union, on retrouve des institutions soit fédérales, soit fédérales-républicaines. A celui des républiques, les institutions sont tantôt fédérales-républicaines, tantôt républicaines.

Les ministères fédéraux dirigent sur tout le territoire de l'U.R.S.S. ou bien directement, ou bien par des organes nommés par eux, la branche de l'administration d'Etat qui leur a été confiée (art. 75 de la Constitution), tandis que les ministères fédéraux-républicains de l'Union dirigent leur branche en coordonnant l'activité des ministères fédéraux-républicains des républiques correspondants (art. 76 et 87 de la Constitution). Cette dernière formule est par conséquent moins centralisatrice que la première. Dans les faits, cependant, la différence est tenue, la Constitution ne délimitant nulle part, en ce qui concerne les matières dites "fédérales-républicaines" les

(78): Cfr. Vl. KATKOFF, op.cit., p. 120.

(79): Exposé des motifs de la décision du C.C. P.C.U.S. et du C.D.M. du 14. 10. 1954, Direktivny..., t.4, p. 313.

(80): Vl. KATKOFF, op.cit., p. 80.

(81): Voir ainsi la décision du 14.10.1954 précitée, qu'il faut lire dans son intégralité; elle condamne violemment les abus du centralisme.

compétences de la fédération et des républiques.

Quant aux ministères républicains, ils dirigent leur branche, d'intérêt local et relèvent directement du Conseil des ministres de leur république (art. 88 de la Constitution). Ces ministères sont peu nombreux relativement aux ministères fédéraux-républicains et l'étroitesse du champ de leurs compétences est un signe supplémentaire du caractère centralisé de l'administration soviétique.

C'est en vertu de cette décongestion que quinze mille entreprises industrielles passent à la compétence des républiques fédérées. L'année suivante, les républiques gagnent de nouvelles compétences (82).

Mais que signifie une réforme de structures si l'esprit qui les anime ne change pas ? Une politique d'avantages systématiques aux entreprises centralisées aboutit à ce résultat que dotées d'équipements obsolètes, usés ou de qualité médiocre, les industries républicaines et locales marquent le pas (83).

Le sixième plan (1956-1960), adopté après le XXe Congrès du parti en février 1956, est la pierre d'achoppement du centralisme économique. Ses objectifs chimériques se heurtent à un tournant majeur dans la croissance soviétique: la fin de la période de reconstruction. Elaboré à l'aune d'une décennie grisante, le sixième plan bute sur de considérables forces d'inertie dont les chapitres suivants traiteront plus en détail. C'est à ce moment que l'inefficacité des structures, masquée un moment par des succès faciles, apparaît dans toute son ampleur.

La crise se traduit par une rectification du plan, accompagnée du limogeage de son principal inspirateur, SABUROV (président de la Gossekonomkomissija), par une refonte du cadre de l'administration économique ainsi que par certaines tentatives de restructuration.

Une tentative de décentralisation de plusieurs branches de l'industrie légère du pouvoir central vers les républiques est encore faite en mai 1956. Elle s'accompagne de la fusion et de la suppression de certains ministères fédéraux (84).

Ces mesures ne permettent pas d'éviter l'interruption pure et simple du plan en 1957. Par la suite, un plan septennal 1959-1965 est lancé. Mais, au préalable, N. KROUCHTCHEV et ses fougueux technocrates soumettent toute la machine administrative à une révolution capitale.

Le tournant de 1957 est la crise ouverte d'un Etat centralisé à l'excès, miné de l'intérieur et victime de sa sclérose; l'explosion de l'administration unitaire et sa nouvelle polarisation autour des régions économiques ne feront pas disparaître les contraintes pesant sur le développement.

(82): Décision du C.D.M. du 4.5.1955, Direktivy..., t. 4, pp. 400 sv.

(83): Voir sur ce sujet: R. HUTCHINGS, op. cit., p. 97 et les références citées.

(84): Cfr. décision du C.C. P.C.U.S. et du C.D.M. du 30.5.1956, Direktivy..., t. 4, p. 627.

SECTION V: 1957-1965. L'EXPERIENCE REGIONALE.

Refonte imposante mais précaire des structures administratives, expression d'une lutte implacable entre l'administration de l'Etat et le parti, la réforme régionale se déroule en trois temps.

A. LES PREPARATIFS.

C'est en décembre 1956 que le comité central lance le mouvement: il insiste sur la nécessité d'améliorer la planification et d'étendre les droits des républiques et des organes locaux de l'Etat et du parti.

Il n'empêche que cette séance du comité central est, par la modération des décisions qui y sont prises, une victoire des adversaires de Nikita S. KROUCHTCHEV. Lequel contre-attaquera deux mois plus tard (85).

Le 14 février suivant, KROUCHTCHEV présente au plénum du comité central l'idée d'une réforme générale des institutions économiques. Le départementalisme et la centralisation outrancière sont au centre de sa critique:

"Le départementalisme dans la direction de l'économie et de la construction tend à affaiblir et à empêcher les liens territoriaux normaux entre les entreprises des différentes branches de l'industrie, situées dans une même zone économique et cela rend souvent impossible et une solution efficace aux problèmes sur place et l'utilisation rationnelle du matériel disponible, de la main-d'oeuvre et des ressources financières ainsi que la prise de décisions efficaces en vue d'éliminer les lacunes qui se font jour dans le cours de la mise en oeuvre du plan d'Etat" (86). Le même jour, le comité central vote une résolution qui reprend cette fois mot à mot certains passages de ce discours (87).

Sur quoi, le comité central requiert du Conseil des ministres qu'il prépare un projet de réforme à soumettre à la discussion populaire et, par la suite, au vote du Soviet suprême. L'idée est propagée par un vaste mouvement de discussions à travers tout le pays. Les articles de journaux foisonnent qui dénoncent les abus et gaspillages du système en vigueur (88).

Plusieurs interventions de N.S. KROUCHTCHEV en mars et en mai (89) tournent en ridicule certaines situations aberrantes. Son rapport à la septième session du Soviet suprême est discuté et approuvé en trois jours; c'est le 10 mai qu'est votée la loi "Sur l'amélioration de l'organisation de l'administration industrielle et de la construction", entrée en vigueur le 1er juillet

(85): Voir décision du C.C. P.C.U.S., Direktivy..., t.4, pp. 674 sv. Sur ces péripéties, cfr. M. FAINSOD, How Russia is ruled, Harvard U.P., Cambridge, Mass. 1963, pp. 393 sv.

(86): N. KROUCHTCHEV, discours du 14.2.1957, Pravda et Izvestija, 16.2.1957.

(87): Direktivy..., t.4, pp. 679 sv.

(88): Lire notamment les Izvestija des 6.3., 20.3. et 22.3. 1957; Pravda des 20.3., 24.3.1957 ainsi que les compte-rendus et traductions d'articles de cette époque dans C.D.S.P., T.IX, n°s 14, 15, 16, 17 et 18.

(89): Cfr. Pravda et Izvestija des 30.3 et 8.5. 1957.

de la même année (90). Un arrêté du 26 septembre 1957 règle bientôt les compétences et l'organisation des institutions régionales (91).

B. L'ORGANISATION REGIONALE ORIGINELLE.

Pour l'essentiel, la réforme consiste à confier le développement de l'économie non plus aux secteurs industriels que représentent les ministères mais à cent cinq régions économiques et administratives dirigées par des "Conseils de l'économie nationale".

C'est ainsi que sont ressuscités les anciens Sovnarkhozes. De 105 en juillet 1957 (70 en R.S.F.S.R., 11 en Ukraine, 9 au Kazakhstan, 4 en Uzbekistan et une dans chacune des autres républiques), les régions économiques passeront à 103 en novembre, puis à 104 au début de 1958.

Le souci qu'exprime le préambule de la loi du 10 mai 1957 est de "rapprocher la direction de la production des entreprises et des chantiers, de rendre cette direction plus concrète et plus opérationnelle" (92). Une condamnation explicite de la centralisation administrative et économique suit immédiatement:

"A l'heure actuelle, lorsque dans notre pays, l'on compte plus de deux cent mille entreprises industrielles et plus de cent mille chantiers, il n'est pas possible de diriger concrètement et opérationnellement leur production à partir de quelques ministères et départements sectoriels fédéraux. La nécessité est apparue d'élargir encore davantage les droits des Républiques fédérées dans le domaine de la construction de notre économie..." (93).

Le principe d'une direction territoriale est affirmé et la responsabilité de créer ou de supprimer des régions économiques et administratives est confiée au Soviet suprême des républiques fédérées.

C'est ainsi que le Soviet suprême de la R.S.F.S.R. supprimera les Sovnarkhozes de Velikie Luki et de Kamensk à sa session de janvier 1958.

Le territoire des régions ne correspond pas forcément à celui des républiques, certaines républiques comprenant plusieurs régions et, par la suite, certaines régions incluant plusieurs républiques.

Toutes ces régions et chaque sovnarkhoze sont insérés dans l'appareil administratif centralisé. L'article 88 nouveau de la Constitution, repris par l'article 5 de la loi du 10 mai 1957 et par l'article 3 du statut des sovnarkhozes, consacre la même idée: les sovnarkhozes sont directement subordonnés pour toutes leurs activités au Conseil des ministres de leur république. Le Conseil des ministres de l'U.R.S.S. dirige les sovnarkhozes par le truchement

(90): Cfr. Direktivý..., t.4, pp. 732 sv. Sur les discussions au Soviet suprême, voir Izvestija des 9, 10 et 11 mai 1957. Une loi propre à la R.S.F.S.R. suivra bientôt; cfr. loi du 29.5.1957, Izvestija, 30.5.1957.

(91): Direktivý..., t. 4, pp. 784 sv.

(92): Direktivý..., t. 4, p. 733.

(93): Direktivý..., t. 4, pp. 733-734.

des Conseils des ministres républicains. Non pas élus, mais "formés" par le Conseil des ministres de leur république, les Sovnarkhozes exercent un pouvoir normatif secondaire, sur la base ou en exécution des lois et règlements des autorités supérieures. Un contrôle comparable à celui qui s'impose aux autorités locales est mis en place.

C'est ainsi que les décisions et règlements des sovnarkhozes peuvent être annulés par le Conseil des ministres de leur république et suspendus par le Conseil des ministres de l'U.R.S.S. (94).

D'un point de vue économique, le sovnarkhoze remplit des fonctions essentielles: une fonction de planification et une fonction d'administration. Il hérite des compétences du grand nombre de ministères que la loi du 10 mai démantèle.

En fait, c'est 141 ministères fédéraux, fédéraux-républicains et républicains qui sont ainsi liquidés. Quelque 33.000 fonctionnaires fédéraux et 47.000 républicains sont licenciés dans les mois qui suivent. Au début de 1959, restent seuls en place six ministères fédéraux et dix ministères fédéraux-républicains (95).

Le sovnarkhoze devient le centre du contrôle des entreprises se situant sur son territoire.

Si plusieurs sovnarkhozes dirigent sans intermédiaire leurs entreprises, d'autres possèdent des glavki disposant même de la personnalité juridique. Manifestement, le "glavkisme" est ancré dans les moeurs (96).

Les entreprises industrielles et de construction, soumises antérieurement à la direction sectorielle des ministères (fédéraux, fédéraux-républicains et républicains) relèvent désormais des sovnarkhozes ou des soviets locaux (97). Il en va de même pour certaines entreprises non industrielles. Mais les sovnarkhozes servent également d'intermédiaires entre les quelques ministères industriels fédéraux qui subsistent (aviation, défense, radio, chantiers navals, industrie chimique et stations électriques) et leurs entreprises. Ces ministères seront d'ailleurs transformés quelques mois plus tard en comités d'Etat. En 1960, il ne restera plus que trois ministères fédéraux industriels (construction pour les transports, construction de stations électriques et construction de machines moyennes -dont les missiles). A la fin de 1963, ils disparaîtront à leur tour.

Au lendemain de la réforme, les sovnarkhozes contrôlent ainsi 70% des entreprises soviétiques. Le gouvernement central n'en contrôle plus que 10%, les 20% restants relevant des soviets locaux (98). Les indices contenus dans le plan entréal, qui étaient en 1953 au nombre de 9490, passent à 1780 dans le plan de 1958 (99).

(94): Cfr. art. 68a, 69 et 82 de la Constitution révisée et art. 8 de la loi du 10.5.1957 ainsi que art.8 du statut des sovnarkhozes.

(95): Cfr. art. 9 et sv. de la loi du 10.5.1957. Pour ces chiffres, voir Vl. KATKOFF, op.cit., pp. 82 et 121.

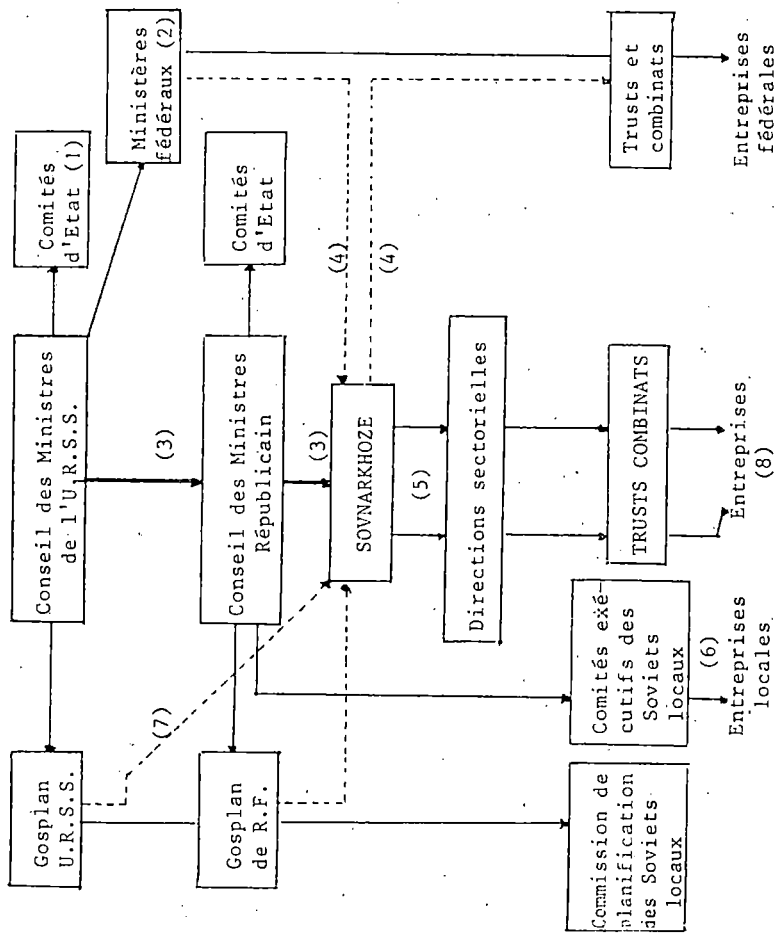
(96): Sur ce sujet, voir C. JAMPOL'SKAJA, Nekotorye voprosy struktury sovnarkhozov, S.G.P., 1959, n°1 pp. 37 sv.

(97): Cfr. art. 12 et sv. de la loi du 10.5.1957.

(98): Chiffres de L.G.CHURCHWARD, Contemporary soviet government, Londres, 1968, pp. 165-166.

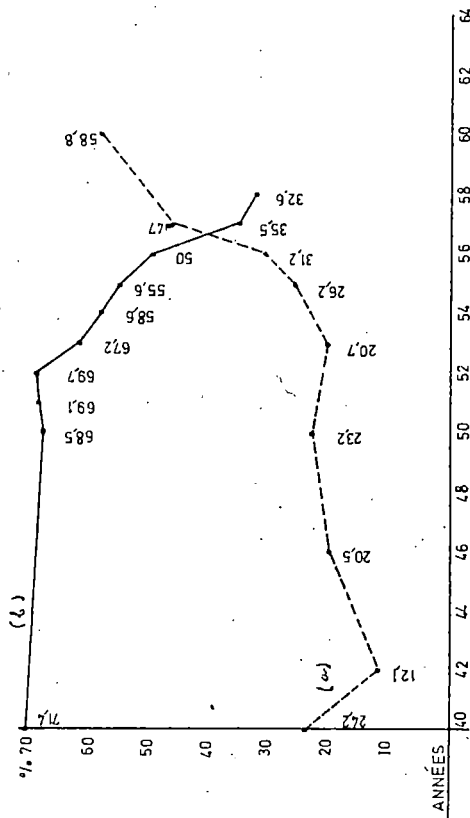
(99): Chiffres de M. KASER, dans La vie économique en U.R.S.S., Paris, Hachette, 1970, pp. 231-232.

TABLEAU III. LA CENTRALISATION ECONOMIQUE REGIONALE A LA FIN DE 1957.



- (1) Notamment le Comité d'Etat pour la science et la technique du Conseil des Ministres, créé par l'art. 19 de la loi du 10.5.1957.
- (2) Industrie de l'aviation, industrie de la défense, industrie de la technique de la radio, chantiers navals, chimie, centrales électriques; cfr. art. 13 de la loi du 10.5.1957.
- (3) Contrôle hiérarchique et forme de tutelle, voir art. 88a nouveau de la Constitution, art. 5 et 8 de la loi du 10.5.1957, art. 3 et 8 du Statut du Sovnarkhoze.
- (4) Art. 13 de la loi du 10.5.1957, et texte ci-avant.
- (5) Pour la structure interne du Sovnarkhoze, cfr. Tableau II.
- (6) Cfr. art. 17 de la loi du 10.5.1957.
- (7) Sur le rôle du Gosplan, voir ci-après et art. 18 de la loi du 10.5.57
- (8) Il s'agit d'entreprises ex-fédérales industrielles, ex-fédérales non industrielles, ex-fédérales républicaines et ex-républicaines; cfr. art. 12, 14 et 17 de la loi du 10.5.1957.

GRAPHIQUE III



(a) : part des budgets républicains dans le budget total de l'Union (en %) ; à partir des chiffres cités par R. HUTCHINGS, op.cit., pp. 188 ss.

(b) part des budgets locaux dans les budgets républicains (en %) ; à partir des chiffres cités par le même auteur, pp. 191 ss.

LE GOSPLAN

Confiné un moment dans un rôle de planificateur à long terme, le Gosplan rentre en force sur la scène économique. Grand vainqueur de la réforme, disposant de succursales aux principaux échelons de l'administration, il recouvre la plénitude de ses pouvoirs antérieurs: planification courante, planification des approvisionnements et planification perspective, au détriment de la Gosekonomkomissija, qui disparaît. Mais il n'acquiert pour autant aucun pouvoir de décision, comme il en a été question un moment dans les discussions.

L'article 18 de la loi du 10 mai 1957 lui confère ainsi ses titres de noblesse:

"Le Gosplan de l'U.R.S.S. doit être considéré comme l'organe de la planification économique et scientifique de l'économie nationale.

Confier au Gosplan de l'U.R.S.S.:

1. La réalisation d'une étude globale des besoins de l'économie;
2. l'élaboration de plans perspectifs et courants de croissance de l'économie nationale en tenant compte des progrès de la science et de la technique;
3. la mise en oeuvre d'une politique unique et centralisée visant à la croissance des principales branches de l'économie nationale et, sur la base de celle-ci,
4. la responsabilité de l'accroissement régulier des forces productives du pays et une croissance proportionnelle de toutes les branches de l'économie nationale, de même que
5. l'élaboration du plan d'approvisionnement matériel et technique de l'économie nationale et
6. la responsabilité du contrôle du respect strict de la discipline d'Etat dans la réalisation des livraisons de la production industrielle" (100).

On constate qu'on est loin d'avoir rayé purement et simplement le centralisme de l'époque précédente. D'ailleurs, les départements sectoriels du Gosplan reproduisent assez fidèlement les anciens ministères.

Pour ce qui concerne l'approvisionnement, le Gosplan hérite des glavsnaby et des glavsvbyty des ministères disparus, qui changent ainsi de tuteur; ces départements prennent le nom d'administrations principales pour les livraisons inter-républicaines, les livraisons républicaines et locales ressortissant aux sovnarkhozes et aux gosplans républicains (pour les livraisons inter-sovnarkhozes).

Le Gosplan règle les livraisons de quelque 1200 articles (ou 1500 selon la période) tandis que les républiques en répartissent environ 3000; le reste est de la compétence des sovnarkhozes (101).

Dans ces diverses administrations, des organismes d'approvisionnement sont créés par catégories de produits. Dans chaque entreprise, on retrouve un

(100): Direktivы..., t. 4, p. 737 (souligné et divisé en paragraphes par C.E.L.).
(101): Cfr. R. HUTCHINGS, op.cit., pp. 157-158.

département spécial des approvisionnements (102).

+ +

Le statut des nouvelles institutions contient en germe, pourtant, le mouvement de récupération qui va suivre. Et d'ailleurs, peut-on à propos de cette réforme, réellement parler de décentralisation ? Il semble que dans le droit comme dans les faits se manifeste ce qu'on pourrait appeler une forme de "centralisation retenue", tant pour ce qui concerne l'activité de planification des sovnarkhozes que quant à leur rôle d'administration économique.

Les sovnarkhozes, on l'a noté, ne sont pas élus. Ils sont formés par le Conseil des ministres de leur république. Dans le mécanisme de la planification, ils se substituent purement et simplement aux glavki, sans que la participation des entreprises à la décision s'en accroisse d'une quelconque manière. Ils leur débitent les directives générales du centre et, dans la mesure où cela ne nuit pas à la réalisation du plan régional que le Gosplan leur fixe, ils peuvent prévoir des engagements supplémentaires envers des entreprises et organisations ne dépendant pas d'eux et prévoir, aux fins de les exécuter, l'utilisation de matières premières d'origine locale (103). Ils harmonisent les projets de plan des entreprises, cette coordination inter-branche devant écarter les errements du passé. Ils transmettent les projets de plan de production au Gosplan de l'U.R.S.S. via les gosplans républicains. Quant aux projets de plan financier, le cheminement est différent: les sovnarkhozes les transmettent au Conseil des ministres de l'U.R.S.S. par l'intermédiaire du ministre des finances de la république. On imagine sans peine les inadéquations entre les plans de production et les plans financiers qu'un tel dédoublement de procédure risque d'engendrer. Le plan central une fois approuvé, les directives suivent la filière: Conseil des ministres de l'U.R.S.S., Conseils des ministres républicains, sovnarkhozes, entreprises.

Par leurs départements fonctionnels et sectoriels, les sovnarkhozes assurent la direction courante de leurs entreprises. Ils leur communiquent la multitude d'indices servant de trame à leur plan annuel. Ils sont de plus chargés de l'approvisionnement matériel et technique. A cette fin, ils mettent les entreprises en relation par la technique des contrats planifiés (104)

Comme on le signalera plus loin, il n'est pas rare que le plan annuel soit modifié en cours d'exercice. Les sovnarkhozes détiennent le pouvoir de traduire ces changements dans la vie quotidienne des entreprises (105). Par quoi on aperçoit que la "décentralisation" ne signifie en aucun cas préservation des entreprises de l'arbitraire administratif.

(102): Cette réorganisation fait l'objet de la décision du C.C. P.C.U.S. et du C.D.M. du 17.4.1958, S.P. S.S.S.R., 1958, n°8, art. 68.

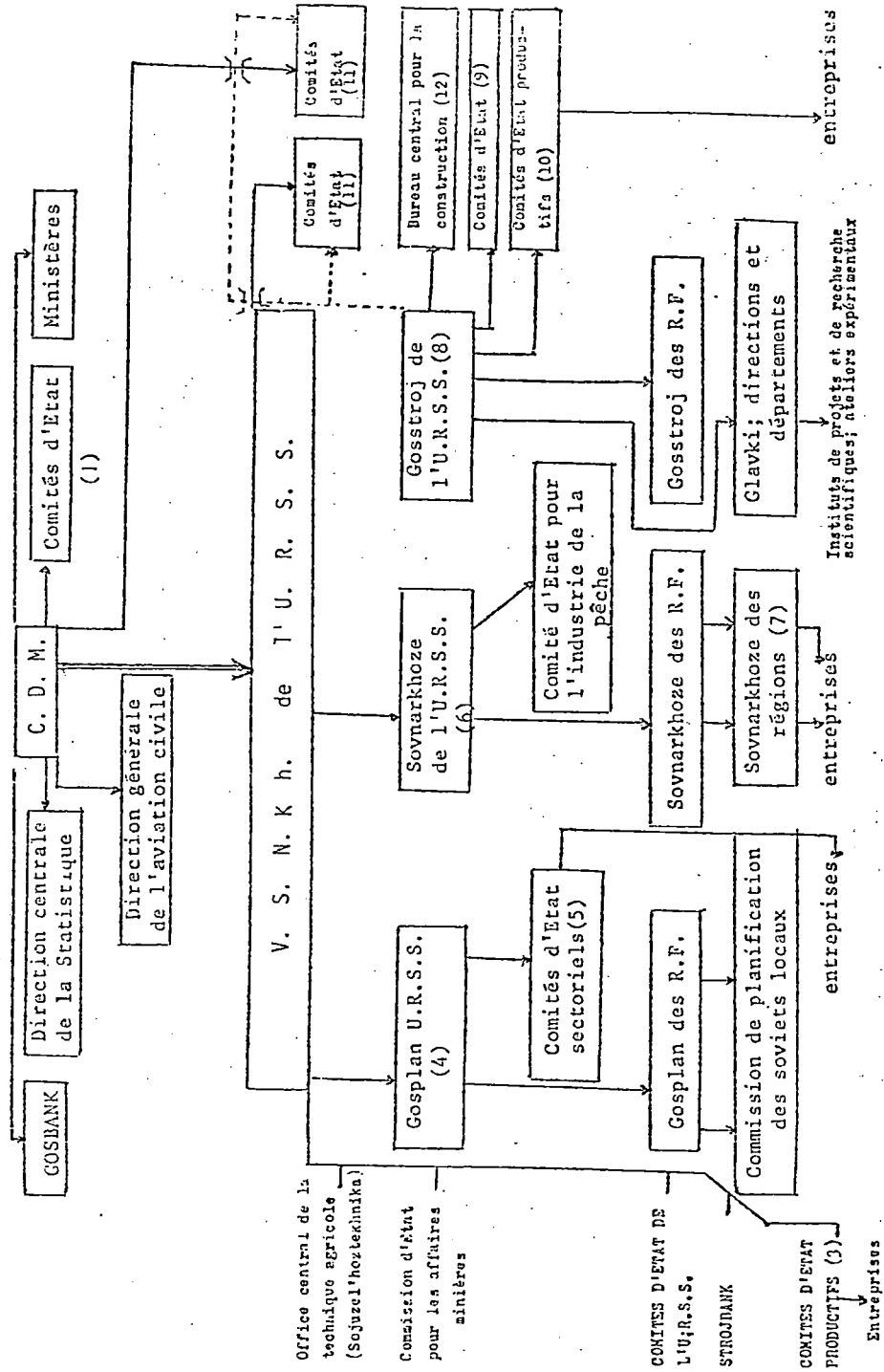
(103): Art. 50 du statut des sovnarkhozes.

(104): Art. 28 et sv. et art. 47 du statut des sovnarkhozes.

(105): Art. 48 et sv. du statut des sovnarkhozes.

TABLEAU IV. LA CENTRALISATION ECONOMIQUE EN 1963.

(d'après Ekonomičeskaja Gazeta 1964, n° 1, p. 34 et n° 15; p. 38).



Légendes du Tableau V :

(1) Comités d'Etat pour les questions du travail et des salaires; aux relations économiques internationales; aux réserves; au commerce.

(2) Les industries à incidence militaire ont toujours été en Union Soviétique plus centralisées que les autres. Ainsi, en mai 1957, alors que la plupart des ministères étaient démantelés, ceux travaillant dans les secteurs stratégiques restaient en place pour quelques mois encore (art. 13 de la loi du 10.5.1957). S'ils furent par la suite transférés en Comités d'Etat (ordonnances du P.S.S. du 14.12.1957 et du 7.6.1958, V.V.S. 1957, n° 27; art. 631 et 1958, n° 11, art. 233), ce fut pour retomber sous la tutelle directe du V.S.N.H. De même en 1965, les premiers Comités d'Etat à atteindre "leur majorité" et à être élevés au rang de ministères furent précisément les Comités d'Etat des industries de défense (décret du 2.3.1965, V.V.S., 1965, n° 10). Il s'agit ici des Comités d'Etat à la coordination des travaux scientifiques et de recherches; à la technologie de l'aviation; à la technologie militaire; à la radio et à l'électronique; à la technologie électronique; aux chantiers navals; à l'énergie atomique; aux inventions et découvertes; aux standards, mesures et appareils de mesures; à la géologie (voir aussi texte ci-dessous).

(3) Restés jusque-là consultatifs, ces Comités d'Etat se hissent à un rôle actif aussi bien quant à la planification qu'à la direction économique. Il s'agit de fonctions jadis remplies par des ministères : Comités d'Etat à l'industrie du gaz; à la construction de machines moyennes; à l'énergie et l'électricité.

(4) Depuis le décret conjoint du C.C. P.C.U.S. et du C.D.M. U.R.S.S., du 11.1.1963, le Gosplan a récupéré sa fonction de planification à court et à long terme.

(5) Comités d'Etat à la construction de machines lourdes, énergétiques et de transports; à la construction de machines pour l'industrie chimique et pétrolière; à la construction d'autos, de tracteurs et de machines agricoles; à l'industrie mécanique; à la production d'instruments, moyens d'automatisme et appareils de gestion; à l'électrotechnique; à la sidérurgie et à la métallurgie non ferreuse; aux combustibles; à l'industrie chimique; à l'industrie d'extraction du pétrole; à l'industrie de transformation du pétrole et pétrochimique; à l'industrie forestière, du papier, de la cellulose et du bois; à l'industrie légère; à l'industrie alimentaire.

(6) Le Sovnarkhoze de l'U.R.S.S. est essentiellement un organe de gestion économique (approvisionnement matériel et technique, organisation des contrats planifiés, livraisons inter-républicaines), mais son rôle dans la planification découle de la réduction du nombre d'indices planifiés par le Gosplan (cfr. F. ZALSKI, Les réformes de la planification, op. cit., pp. 26 ss.).

(7) Dès 1957, les limites des régions économiques ne coïnciderent pas avec celles des Républiques, mais on ajoute à présent un Sovnarkhoze au niveau de chaque République, régions et Républiques se confondant dans la plupart des cas. La R.S.F.S.R. et l'Ukraine comptent chacune plusieurs

sont regroupées en une seule région.

(8) Ce Comité d'Etat chargé des affaires de la construction (Gosudarstvennyj Komitet po delam stroitel'stva) existait déjà depuis 1950, mais il n'avait qu'une compétence d'études, d'avis et de contrôle. Il reprend désormais aux Sovnarkhozes une fonction de direction de la construction. Des Comités d'Etat productifs dépendent de lui (cfr. (10) et (11)).

(9) Comités d'Etat à l'industrie des matériaux de construction; aux constructions civiles et à l'architecture; à la construction de machines pour la construction, les travaux publics et l'économie nationale (voir texte ci-dessous).

(10) Comités d'Etat à la construction de voies de transports; aux travaux de montage et aux travaux de construction spéciaux; à la construction dans la région économique d'Asie centrale (voir texte ci-dessous).

(11) Sous cette rubrique, on retrouve d'une part le Comité d'Etat à l'irrigation et à l'hydrographie de l'U.R.S.S. et, d'autre part, les Comités d'Etat à l'industrie du gaz, à l'énergie et à l'électrification. En fait, il s'agit d'un droit de regard du Gosstroj sur des Comités d'Etat dépendant par ailleurs directement du C.D.M. ou du V.S.N.H.

(12) Sojuzglavstrojkomplekt près du Gosstroj de l'U.R.S.S.

Coordonnateur régional, le sovnarkhoze agit en fait pour le compte du pouvoir central.

N.S. KROUCHTCHEV veille personnellement à mettre en place des hommes de confiance; de plus, les institutions régionales sont "noyautées" par un bon nombre d'agents du centre émigrés en province (106).

Le sovnarkhoze est chargé de contrôler les entreprises de son territoire: contrôle du renouvellement des normes de production, de l'application de la législation du travail et de la conclusion comme de l'exécution des conventions collectives, contrôle systématique des dépenses de salaires, contrôles financier et comptable (107).

Au demeurant, la répartition des ressources rares reste centralisée. De même, c'est de façon centralisée que s'organisent les échanges entre les diverses régions économiques.

En matière budgétaire, la décentralisation est tout aussi formelle. Incontestablement, à la faveur des réformes de 1957, les budgets des républiques s'amplifient (108). Alors qu'en 1940, ils représentaient moins du quart du budget total de l'U.R.S.S., en 1958, ils en dépassent la moitié (109). Mais que ces chiffres n'abusent pas: lorsque les Soviétiques parlent du budget des républiques, il s'agit de la part des recettes que le budget central de l'Union redistribue aux républiques ou, si l'on veut, que l'Union consent que les républiques conservent pour couvrir leurs dépenses propres. Il faut rappeler, en effet, qu'en vertu de l'article 14 de la Constitution, le pouvoir législatif en matière fiscale, de même que le contrôle des ressources et la réglementation de leur utilisation appartiennent en exclusivité au gouvernement de l'Union. C'est ce que Vl. KATKOFF entend lorsqu'il écrit: "En un sens, les républiques fédérées représentent des organes administratifs dans la distribution du produit national brut pour le compte du gouvernement central" (110).

Un fait est encore à noter. Comme en témoigne le graphique III, la "décentralisation" budgétaire au profit des républiques ne s'est pas accompagnée d'une décentralisation correspondante à l'intérieur de ces républiques.

Pour toutes ces raisons, parler d'une ère de décentralisation paraît téméraire: la centralisation et son corollaire -la déconcentration- ont certes changé de visage; au visage sectoriel d'antan succède une figure régionale. Il s'agit d'une méthode nouvelle d'organisation d'une administration toujours aussi centralisée.

C'est dans cette équivoque qu'il faut trouver l'explication du mouvement de récupération qui se développera bientôt.

+ +

(106): Cfr. R. BORDAZ, La nouvelle économie soviétique, Grasset, 1960, pp. 113 sv.

(107): Art. 38, 41, 43 et 44 du statut des sovnarkhozes.

(108): Voir la loi sur les droits budgétaires de l'U.R.S.S. et des républiques fédérées du 30.10.1959, V.V.S., 1959, n°44 art. 221.

(109): Outre les chiffres repris au graphique III, on peut signaler ceux que renseigne Vl. KATKOFF: 24,1% en 1940 et 50,1% en 1958 (op.cit., p. 264).

(110): Vl. KATKOFF, op.cit., p. 264.

C. UN MOUVEMENT DE RECUPERATION.

L'Histoire est un balancier: si les principales victimes de la réforme de 1957 sont les ministères, dont Gosplan et sovnarkhozes se partagent les dépouilles, reprenant qui ses fonctions de planification, qui ses fonctions d'administration, on assiste, dans les années qui suivent, à une compétition pour le pouvoir économique.

Il ne faut pas attendre bien longtemps pour voir une discussion s'amorcer entre d'une part, les régions économiques, jalouses de leurs nouvelles prérogatives et, d'autre part, un Gosplan, sûr de lui et porte-parole des intérêts du centre.

Il faut ajouter que la régionalisation a permis aux organes locaux du parti d'assurer un contrôle étroit sur les administrations et les entreprises de leur région.

Les premières salves sont tirées dans le mois même du vote de la loi organique (111). C'est que le déplacement du centre de gravité de la vie économique n'a pas manqué de heurter certains intérêts établis. Même si la loi de 1957 garantit le reclassement des fonctionnaires libérés des institutions centrales (112), des résistances psychologiques nombreuses ne peuvent être évitées: plusieurs dizaines, sinon des centaines de milliers d'agents et de techniciens installés à Moscou doivent s'établir en province et nombreux sont les fonctionnaires obligés de regagner le circuit productif proprement dit.

Cependant, des résistances plus profondes, d'ordre idéologique, se font sentir au sein du parti lui-même.

MALENKOV, MOLOTOV, KAGANOVIC et BULGANIN, réunis au sein du "groupe dit "anti-parti", manifestent leur opposition à KROUCHTCHEV. On tergiverse à Moscou sur le nombre de ministères fédéraux qui doivent être conservés. Un mouvement de "re-centralisation" s'amorce, coïncidant -sans qu'il s'agisse pourtant d'une pure "coïncidence"- avec la montée de L. BREŽNEV.

Sous prétexte qu'ils compromettent les livraisons inter-républicaines et qu'ils négligent l'intérêt général au profit de leurs intérêts locaux (113), les sovnarkhozes se voient retirer une partie de leurs compétences. Un décret du Praesidium du Soviet suprême du 24 avril 1958 rend les livraisons inter-régionales prioritaires et légalement obligatoires. Des sanctions pénales accompagnent ce règlement (114). On assiste à un transfert de pouvoirs: le Gosplan, s'étant déchargé de la planification perspective sur le Gosekonomsovet en avril 1960 (115), reprend en mains la gestion économique courante proprement dite en s'arrogeant par exemple le droit d'imposer aux entreprises leurs rela-

(111): Cfr. F. REMIZ, Pour plaire à des intérêts locaux, Izvestija, 29.5.1957; l'article de N. KAVSKAJA dans Izvestija, 15.6.1957; F. KOŽUKHOV, Lutte décisive par les salaires contre les tendances au localisme, Pravda, 19.7.1957.

(112): Art. 16 de la loi du 10.5.1957.

(113): Cfr. I. DIŽBIT, Sous la bannière de "leur propre" localisme, Pravda, 22.3.1962.

(114): V.V.S., 1958, n°9.

(115): Cfr. décret conjoint du C.C. P.C.U.S. et du C.D.M. du 7.4.1960.

relations contractuelles et de fixer les prix et tarifs des biens et des services. L'immixtion du pouvoir central dans la redistribution des ressources entre les secteurs industriels se traduit non seulement par une réglementation sévère, mais aussi par une prolifération d'organes oeuvrant dans le même secteur.

Ainsi, la région de Rostov dans la R.S.F.S.R. compte 27 bureaux d'approvisionnement subordonnés au sovnarkhoze lui-même, 13 bureaux dépendant du sovnarkhoze de la R.S.F.S.R. et 32 bureaux appartenant aux différents ministères de la R.S.F.S.R. et de l'U.R.S.S., soit 72 organes totalisant 7000 fonctionnaires ! (116).

+++

En 1960, le mouvement de concentration territoriale se précise: on crée un sovnarkhoze républicain en R.S.F.S.R., en Ukraine et au Kazakhstan. (117). L'année suivante, on superpose aux régions économiques dix-sept grandes régions dirigées par un Conseil de coordination et de planification. En 1962, les quatre petites républiques d'Asie centrale sont réunies sous un seul sovnarkhoze (118). En novembre de la même année, le comité central décide une nouvelle restructuration et réduit le nombre des régions économiques; de 101, elles passent à 41 et, par la suite, à 47. Il couronne les nouveaux sovnarkhozes d'un sovnarkhoze de l'U.R.S.S. (119). La même décision scinde les organes locaux du parti en deux groupes spécialisés: les comités du parti responsables de l'industrie et ceux affectés à l'agriculture. Cette scission étrange ne durera que deux ans.

Le sovnarkhoze de l'U.R.S.S. a pour première tâche d'assurer l'exécution du plan en précisant les objectifs, en élaborant et approuvant les plans fédéraux de production et de répartition de certains types de produits, en apportant des amendements aux plans des organes de l'administration de l'industrie et en leur précisant des tâches complémentaires pour une série d'indices planifiés (120). Plus précisément, c'est lui qui par ses "directions générales des livraisons inter-républicaines des produits industriels", reprises au gosplan, établit "les relations économiques les plus rationnelles et les plus durables entre républiques, régions économiques et entreprises, fixe l'ordre de priorité de la livraison des produits et en modifie au besoin les délais" (121).

La croissance continue du nombre de produits répartis centralement s'exprime par les chiffres suivants: pour 6000 articles en 1958, on en compte 12.750 en 1960, 14.000 en 1961 et 19.000 en 1962 (122).

Les sovnarkhozes régionaux perdent de plus leurs compétences en matière de construction au profit des succursales du gosstroj (comité d'Etat pour la construction).

Plus aucun doute n'est permis: la déconcentration territoriale est dépassée et déjà condamnée.

Le sovnarkhoze de l'U.R.S.S. reprenant les responsabilités de gestion

(116): Alec NOVE, op.cit., p. 81.

(117): Décision du C.C. P.C.U.S. et du C.D.M. du 15.6.1960, S.P. S.S.S.R., 1960, n° 12, art. 86.

(118): Décret du P.S.S. de l'U.R.S.S. du 5.2.1962, V.V.S., 1962, n°7, art.82, confirmé par la loi du 19.12.1962, V.V.S., 1963, n°52, art. 551.

(119): Décision du C.C. P.C.U.S. 23.11.1962, Pravda, 24.11.1962 et décret P.S.S. du 24.11. 1962, V.V.S. 1962, n°48, art. 495, confirmé par la loi du 13.12.1962, V.V.S., 1962, n°50, art. 529.

(120): Cfr. G.I. IVANOV, La structure des organes centraux de planification en U.R.S.S., Annuaire U.R.S.S., 1965, p.321.

(121): Id. ibid., p. 323.

(122): Chiffres de M. FAINSOD, op.cit., p. 407 et E. ZALESKI, Les réformes d'octobre 1965 et la gestion de l'entreprise en U.R.S.S., Cahiers de l'I.S.E.A., (G) mai 1966, pp. 133 sv.

courante que le Gosplan assumait temporairement par la force des choses libère ce dernier de ses obligations. Le Gosplan revient donc à une fonction pour laquelle il est davantage préparé: la planification à long terme.

Le Gosekonomsovet est donc baptisé Gosplan (123). Quant au Gosstroj de l'U.R.S.S., comité d'Etat chargé des affaires de la construction, il devient fédéral-républicain et reprend ainsi aux sovnarkhozes des compétences à peine étrennées. Autre signe de centralisation: les sovnarkhozes régionaux reprennent aux soviets locaux la tutelle de l'industrie d'intérêt local.

+++

Nouvelle date importante: celle du 13 mars 1963. Le Gosplan devient à son tour fédéral-républicain. Ainsi les trois organes majeurs que sont le Gosplan, le Gosstroj et le Sovnarkhoze de l'U.R.S.S. exercent un contrôle hiérarchique sur leurs homonymes dans les républiques. Ils sont couronnés par un nouvel organe tout puissant que le Praesidium du Soviet suprême reprend aux premiers temps révolutionnaires: le V.S.N.Kh, pionnier de la centralisation de jadis (124). Coordonnant les coordonnateurs, le Conseil supérieur de l'économie nationale (V.S.N.Kh.) règne sur la machine économique la plus lourde que l'histoire du peuple russe ait jamais secrétée (125).

+++

On travaille hélas dans la hâte et les nouvelles structures sont d'une hétérogénéité sans pareille. Confondant déconcentration territoriale et décentralisation sectorielle, le parti a juxtaposé des organes sans en définir les compétences avec rigueur et a dès lors ouvert la porte à des conflits sans fin.

Ainsi, le V.S.N.Kh. cumule son rôle de coordonnateur suprême avec un contrôle direct de certains comités d'Etat productifs et de leurs entreprises. Il dispose du droit d'édicter des décrets et ordonnances obligatoires pour tous les organes de l'Etat, y compris ceux qui ne lui sont pas directement subordonnés.

+++

Mais la récupération s'exprime également par une tendance qui l'emportera quelques années plus tard: le retour en force des anciens ministères.

C'est en 1958 que peut être située l'apogée de la régionalisation ou, si l'on veut, le creux de la vague du système sectoriel. Mais dès le mois de février 1959, la création d'un comité d'Etat à l'automatisation et aux constructions mécaniques est l'amorce d'une recrudescence de ce dernier. C'est, en effet, par le biais des comités d'Etat que les ministères recouvreront droit de cité dans l'économie soviétique.

Les comités d'Etat, organes consultatifs au départ, opérationnels par la suite, sont essentiellement investis d'une mission d'uniformisation de la politique technique et scientifique sur le territoire de

(123): Cfr. décret du 24.11.1962 du P.S.S., V.V.S., 1962, n°48.

(124): Cfr. décret du P.S.S. du 13.3.1963, V.V.S., 1963, n°11.

(125): Voir tableau IV.

et décentralisation sectorielle, le parti a juxtaposé des organes sans en définir les compétences avec rigueur et a dès lors ouvert la porte à des conflits sans fin.

l'Union. Mais leur manque de pouvoirs réels est fréquemment un obstacle à un travail efficace.

La réforme de 1962 concrétise leurs tâches en leur confiant la direction de certains instituts scientifiques, détachés des sovnarkhozes. Une décision du 11 janvier 1963 "Sur l'augmentation du rôle des comités d'Etat et de leurs responsabilités dans le développement des branches de l'industrie" est très significatif: non seulement les comités d'Etat délèguent chacun un vice-président au Sovnarkhoze de l'U.R.S.S., mais leur président appartient au collège du Gosplan et fait office de ministre de l'U.R.S.S. (126). Il n'est pas rare, d'ailleurs, de retrouver à ces postes d'anciens ministres, titulaires des mêmes secteurs (127).

Le rattachement des comités d'Etat aux divers organes centraux est loin d'être uniforme. Certains, dits "productifs", sont d'anciens ministères et sont rattachés au V.S.N.Kh. ou au Gosstroj et dirigent des entreprises ou des organismes de construction. D'autres, les comités d'Etat de branche, dépendent du Gosplan de l'U.R.S.S. et remplissent une importante fonction de planification. Au service de la centralisation, ils examinent les plans de modernisation, de développement, de recherches et d'expérimentation que leur soumettent les différentes républiques. Ils en assurent la coordination et établissent un plan commun de développement de leur branche pour l'ensemble de l'Union (128). A cette fin, ils disposent de très larges pouvoirs. D'autres, enfin, sans être "productifs", dépendent organiquement du Sovnarkhoze de l'U.R.S.S., du Gosstroj ou du V.S.N.Kh.

+++

Dans la confuse superposition des organes nouvellement mis en place, les entreprises ne trouvent pas leur compte. La réforme initiale s'était fixée comme objectif de rapprocher l'administration économique des agents de la base. Le tableau IV prouve à suffisance qu'on est loin, en 1963, d'y avoir réussi. Les sovnarkhozes ayant été dépouillés de leurs compétences en matière d'approvisionnement des entreprises, celles-ci doivent se référer à une multitude d'organismes tous plus exigeants les uns que les autres par se considérant chacun comme le seul organe hiérarchique approprié. Elles se voient assaillies d'ordres administratifs en sens divers.

Ainsi cette usine de machines agricoles de TULA dans l'administration de laquelle interviennent simultanément le Gosplan de l'U.R.S.S. pour le plan de base, le Gosplan de la R.S.F.S.R. pour les ajoutés à ce plan de base, le V.S.N.Kh., la Rossel'khoztekhnika (pour l'approvisionnement), le Sojuzavtošel'maš (organisme spécialisé), qui imposent des plans supplémentaires de même que le sovnarkhoze et la section régionale du parti (129).

Pour ce qui est des investissements, le phénomène est comparable: alors que les sovnarkhozes ont été dotés en 1957 d'importantes prérogatives en cette matière (130), c'est 90% de la masse totale des investissements que le pouvoir central contrôle en 1963 (131).

(126): Cfr. G.I. IVANOV, op.cit., p. 324.

(127): Cfr. Eug. ZALESKI, op.cit., p. 33.

(128): Cfr. G.I. IVANOV, op.cit., p. 325.

(129): Cfr. A. NOVE, op.cit., p. 82.

(130): Art. 60 sv. du statut des sovnarkhozes.

(131): Chiffre cité par L. RECZEI dans Les institutions juridiques du gouvernement de l'économie dans les pays occidentaux et socialistes, P.U. Brux., 1968, p. 123.

Cette superstructure envahissante qui asphyxie l'entreprise procède d'une ambiguïté primordiale: territoriale dans l'esprit des réformateurs de 1957, l'administration industrielle est progressivement redevenue sectorielle et quasi-ministérielle. Formellement, certes, les ministères ont presque tous disparu depuis 1957, mais les comités d'Etat ont pris possession du terrain et relégué les sovnarkhozes à l'arrière-plan.

La fibre centralisatrice russe a donc raison des timides efforts régionalistes et, si la machine est devenue si lourde, c'est pour maîtriser plus sûrement les institutions régionales. Intérêts en place, conservatisme des hommes et idéologie se sont ligués contre les sovnarkhozes pour étouffer leur voix avant de les faire disparaître purement et simplement.

SECTION VI: 1965. LE RETOUR DES MINISTERES.

L'année est décisive à plus d'un égard. En mars, a lieu une importante réforme agricole; fin septembre, un an après le départ de Nikita KROUCHTCHEV, l'administration économique est totalement remodelée. Simultanément, un nouveau statut de l'entreprise est adopté qui n'est que le premier jalon de ce qu'il est convenu d'appeler la "réforme économique". Cette réforme de l'entreprise fera l'objet de plusieurs des chapitres qui suivent. La présente section s'attache, quant à elle, à tracer à grands traits les nouveaux contours de l'appareil économique soviétique.

Comme en témoigne le graphique IV, 1965 marque un retour en force des ministères. De 12 ministères en 1964, on passe, en 1965 à 47 et à 53 en 1968.

Ce n'est point que ce retour soit inattendu; la section précédente en a révélé certains signes avant-coureurs. Dès le mois de mars 1965, certains comités d'Etat responsables des industries de défense ont été transformés en ministères fédéraux (132).

Dans sa décision du 29 septembre 1965, le comité central du parti, réuni en session plénière, estime "nécessaire d'organiser la direction de l'industrie par branches, de former des ministères fédéraux-républicains et fédéraux par branches de l'industrie" (133).

Le retour du système ministériel ne constitue pas pour autant une restauration au sens plein du terme. Non seulement l'entreprise se voit accorder de nouveaux droits (qui seront étudiés ultérieurement), mais encore, une place est faite à l'initiative républicaine et locale.

(132): Décrets du 2.3.1965 du P.S.S. , cfr. V.V.S., 1965, n°10.

(133): Décision "Sur l'amélioration de la direction de l'industrie, le perfectionnement de la planification et le renforcement des stimulants économiques de la production industrielle", Izvestija, 1er octobre 1965. Le rapport d'A.N. KOSYGIN est publié dans les Izvestija et la Pravda du 28.9.1965, pp. 1-4.

Certes, on reproche au régionalisme de KROUCHTCHEV d'avoir laissé survivre le système administratif, aliénateur de l'autonomie de l'entreprise, mais on en reprend -de façon fort atténuée, il est vrai- les éléments positifs, à savoir la dimension territoriale.

D'un principe territorial assorti de regroupements sectoriels, on passe donc à un principe sectoriel autorisant des regroupements territoriaux. Cette oscillation n'est pas le propre de l'Union soviétique. B. GOURNAY a écrit à ce sujet:

"Les trois catégories d'administrations: verticales, horizontales et "géographiques" sont donc respectivement investies d'une mission de coordination: coordination des mesures applicables à un secteur, coordination au niveau de l'économie nationale prise comme un tout, coordination des mesures prises dans ou à l'égard de certaines zones. La nécessité d'assurer simultanément ces trois types de coordination est à coup sûr un des problèmes les plus difficiles que pose l'organisation de l'économie au XXe siècle; suivant que l'on donne la primauté à l'un ou à l'autre de ces trois critères de répartition des tâches, la physionomie des "bureaucraties économiques" se présentera de manière sensiblement différente". (134).

Sur le plan législatif, la réforme des structures est l'oeuvre du Soviet suprême et est contenue dans ses lois du 2 octobre 1965 (135), dont l'une modifie la Constitution.

Onze ministères industriels fédéraux-républicains sont créés et six comités d'Etat sont transformés en ministères fédéraux-républicains (136). Mais il convient de noter que les institutions fédérales-républicaines correspondantes dans les républiques sont soit des ministères fédéraux-républicains du même nom, soit des directions (upravljenija), soit des unions (ob'edinenija) (137). Il faut voir dans cette latitude une porte ouverte à une poussée centralisatrice: une direction ou une union soumise à un ministère fédéral-républicain de l'Union ne se distingue pour ainsi dire plus d'une direction ou d'une union dépendant d'un ministère fédéral.

Neuf ministères industriels fédéraux sont créés et deux comités d'Etat élevés au rang de ministères fédéraux (138). Les sovnarkhozes régionaux sont supprimés de même que le Sovnarkhoze de l'U.R.S.S. et le V.S.N.Kh. (139). Les arrêtés du 4 octobre 1965 (140) fixent la mission des nouveaux ministères et celle de divers comités d'Etat. Les décrets du Praesidium du Soviet suprême du 16 octobre (141) achèvent de mettre en place les nouvelles institutions.

(134): B. GOURNAY, Les administrations verticales, Revue économique, 1962, n°6, pp. 920 sv.

(135): Pravda et Izvestija, 3.10.1965, p.1; V.V.S., 1965, n°39, art. 558. Trad. fr. dans Annuaire U.R.S.S., 1966, pp. 410 sv. Sur le rapport MAZUROV et les discussions relatives au projet de loi au Soviet suprême, cfr. Izvestija, 2.10.1965.

(136): Art. 1 et 2 de la loi du 2.10.1965 "Sur la modification du système des organes de direction de l'industrie et la transformation de quelques autres organes de la direction de l'économie".

(137): Art. 3 de la loi précitée.

(138): Art. 4 et 5 de la loi précitée.

(139): Art. 12 de la loi précitée.

(140): Arrêtés du C.D.M. U.R.S.S. et du C.C. P.C.U.S. "Sur l'amélioration de la direction de l'industrie" et "Sur l'amélioration de la planification et le ren-

La centralisation sectorielle, telle qu'elle découle des nouveaux textes, repose sur les ministères et s'articule autour de trois institutions principales qui les coordonnent: le Gosplan, le Gosstroj et le Gossnab.

Il ne faut pas déduire trop vite des schémas présentés qu'il s'agit de la restitution intégrale du système administratif sectoriel, même si plusieurs dirigeants de départements d'avant 1957 ont réintégré leur poste. Un défaut majeur de ce système était la prétention des ministères à s'ériger en empires industriels autonomes, dotés de leurs propres organes de planification et d'approvisionnement et entamant des investissements sans aucune concertation. Initiatives qui, on s'en doute, donnaient lieu à de fréquentes interférences.

Comme on l'a signalé, on retrouve en 1965 les traces du désir de mieux coordonner l'activité industrielle au niveau des régions (142).

En premier lieu, Gosplan, Gosstroj et Gossnab sont désormais des institutions fédérales-républicaines. Ensuite, le nombre des ministères fédéraux est sensiblement inférieur à celui de l'époque de Staline. La part respective des ministères fédéraux et fédéraux-républicains s'est inversée.

Alors qu'en 1951, pour 53 ministères, on en comptait 32 fédéraux et 21 fédéraux-républicains, en 1968, pour le même nombre global, 22 ministères sont fédéraux et 31 sont fédéraux-républicains.

Le GOSPLAN, émancipé de la tutelle du V.S.N.Kh. défunt, redevient la pierre angulaire de la planification. Son président est membre de droit du Conseil des ministres. Il assure l'unité de la politique économique par son pouvoir réglementaire en édictant des normes économiques et juridiques obligatoires pour les administrations, ministères, comités d'Etat et autres organes de planification. Sa place dans le mécanisme de la planification est celle d'un foyer de coordination et de contrôle (143). Le Conseil des ministres excepté, c'est de lui que tout émane et vers lui que tout converge.

Pour le décharger partiellement, l'on a créé à ses côtés une "Commission interministérielle pour la planification", dont le président est d'office vice-président du Gosplan. Cette commission décide de certaines normes, telles que celles des taux de versement aux fonds d'entreprise ou contrôle certaines expériences de gestion et de direction économiques. Des commissions correspondantes existent auprès des gosplans républicains.

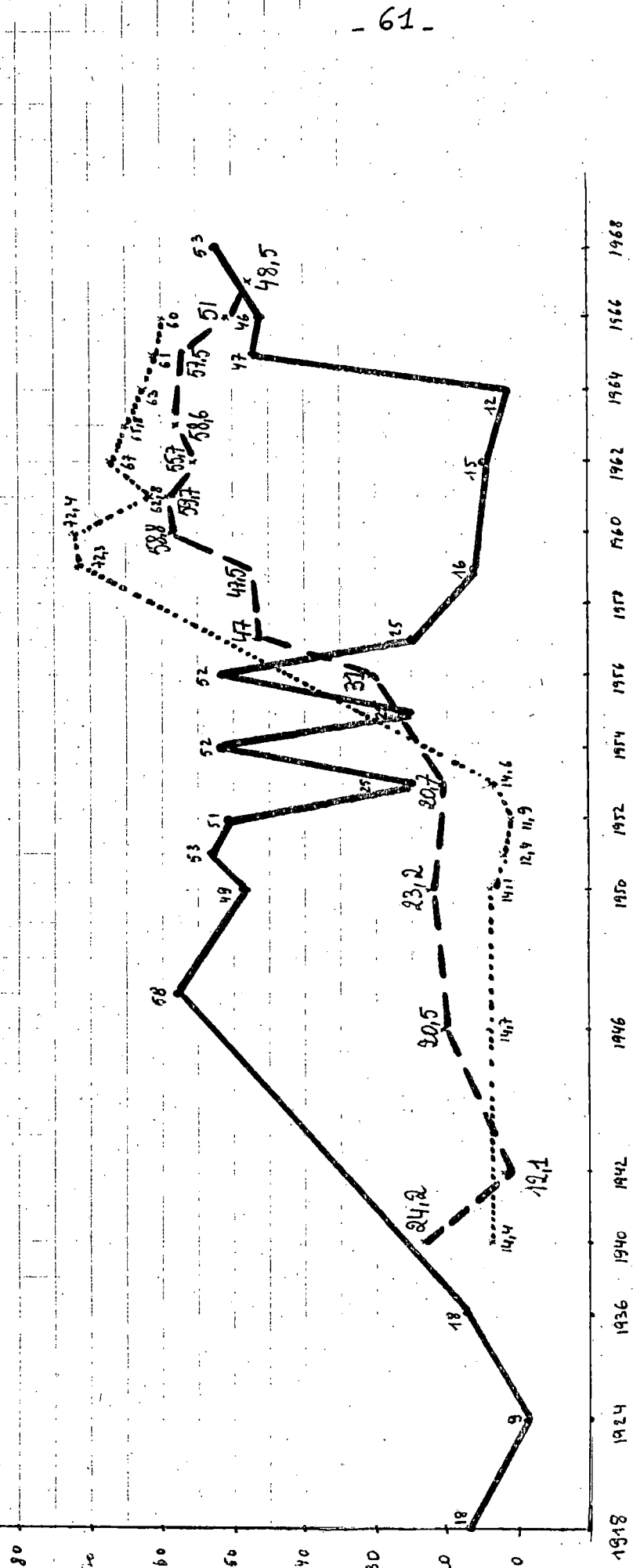
(140 suite): forçement de la stimulation économique de la production industrielle! cf. Izvestija et Pravda, 10.10.1965, p.1, à ne pas confondre avec l'arrêté du C.D.M. seul de la même date, portant "Règlement de l'entreprise socialiste d'Etat", paru dans l'Ekonomičeskaja Gazeta du 20.10.1965, n°42, pp. 25 sv.

(141): V.V.S., 1965, n° 41.

(142): Voir le rapport d'A.N. KOSYGIN au Plenum du C.C. P.C.U.S. du 27.9.1965, dans les Izvestija et la Pravda du 28.9.1965, pp. 1 sv.

(143): Voir le tableau V.

GRAPHIQUE IV: UNE MESURE APPROXIMATIVE DE LA CENTRALISATION: LE NOMBRE DE MINISTÈRES.



— = nombre de ministères

- - - = part des budgets républicains dans le budget total de l'Union (en %). A partir des chiffres d'E. ZALESKI, Le budget et le plan financier soviétiques de 1966, Annu-
aire U.R.S.S., 1966, p.266 ; R. HUTCHINGS, op.cit., p.188 et CHURCHWARD, op.cit., p.166

..... = part des montants budgétaires républicains affectés à l'économie nationale dans les montants budgétaires fédéraux de même nature; d'après les chiffres d'E. ZALESKI et R. HUTCHINGS, op. cit.

Le graphique IV retrace l'évolution du nombre des ministères fédéraux et fédéraux-républicains centraux entre 1918 et 1968.

Si ce nombre peut servir d'indice, parmi d'autres, du degré de centralisation de l'économie soviétique, il convient cependant de ne pas surestimer l'importance des dates du graphique. Car une réforme des structures survient fréquemment pour consacrer un état de fait; tel fut le cas en 1965. Alors que le tableau laisserait croire que de 1958 à 1964, la centralisation a cédé du terrain, c'est précisément l'inverse qui s'est produit. Les comités d'Etat, aussi bien, préparaient dans l'ombre dès 1959 le retour en force des ministères. C'est donc davantage la vue d'ensemble qui est instructive.

Le schéma se précise et se confirme quand on lui compare l'évolution de la part des budgets républicains dans le budget global de l'Union. La relation inverse des deux lignes est alors manifeste.

Le décret du 9 septembre 1968 (144) précise que le Gosplan doit unir la planification sectorielle et la planification territoriale et respecter le principe de la centralisation sans ôter, pourtant, aux entreprises et organisations de base leur initiative économique.

Le principe territorial n'est pas ignoré puisque les gosplans des républiques "élaborent les projets de plans de développement de l'économie nationale des républiques pour toutes les branches industrielles subordonnées à des organes fédéraux-républicains et républicains, ainsi que des propositions relatives aux projets de plans de production concernant les produits (à l'exception de la production destinée à la défense) fabriqués par les entreprises dépendant des ministères fédéraux et se trouvant sur le territoire des républiques.

La dimension territoriale fait aussi qu'à chaque échelon de l'administration (république autonome, région, territoire, région autonome, arrondissement national, district, ville), oeuvre une commission de planification reliée au Gosplan central selon le principe de la double subordination.

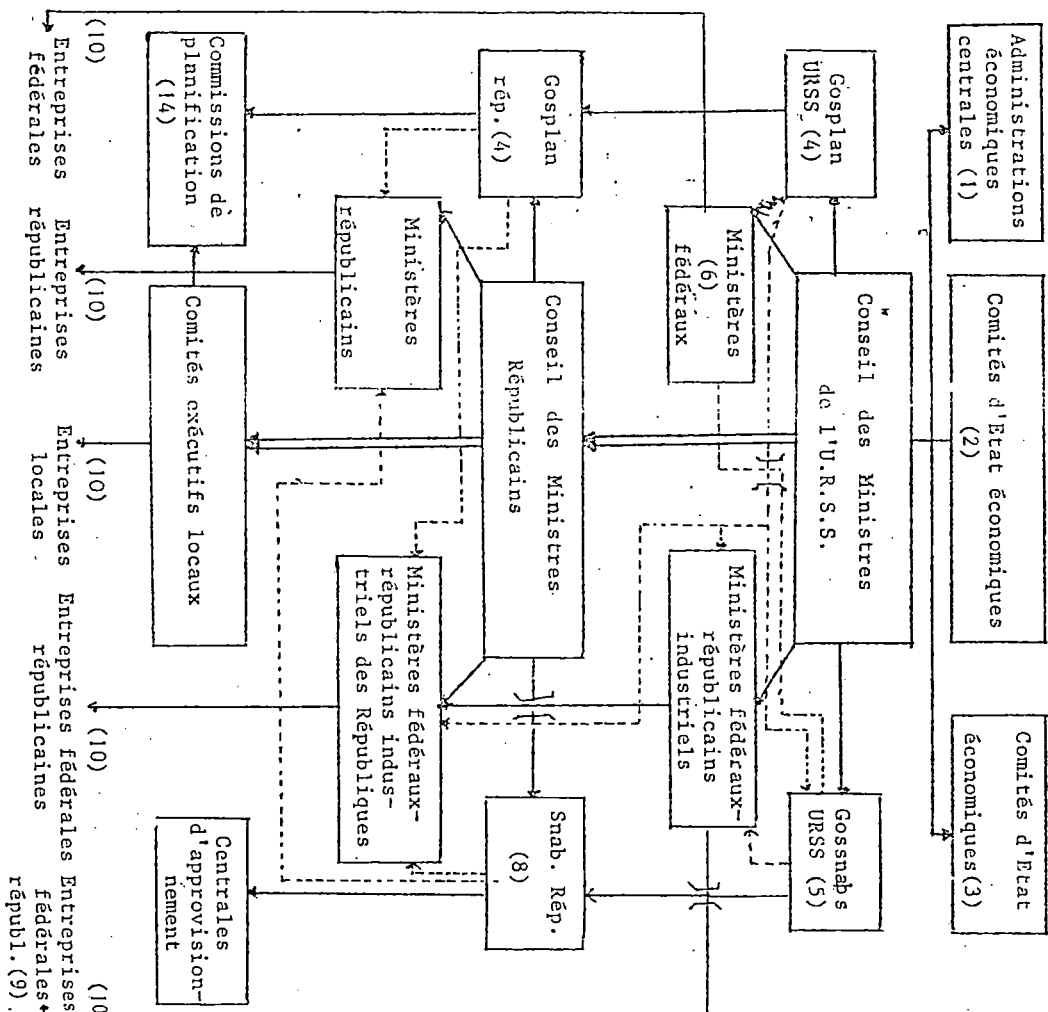
Element du centralisme démocratique, ce principe veut que tout organe exécutif ou administratif soit soumis simultanément au contrôle de l'organe politique du lieu et à celui de l'organe qui lui est hiérarchiquement supérieur.

Mais au Gosplan se rattachent de même des organes sectoriels de planification: les départements de planification des ministères, des comités d'Etat, des administrations puis, plus bas dans l'échelle, des unions d'entreprises, firmes ou combinats et enfin, des entreprises elles-mêmes.

Si une telle pyramide est dressée, c'est pour que la procédure centralisée de l'élaboration des plans suive harmonieusement son cours. Selon le principe déjà étudié plus haut, celle-ci se déroule en trois mouvements.

(144): Décision du C.D.M. du 9.9.1968 sur le Gosplan de l'U.R.S.S., Izvestija, 28.9.1968; compte rendu dans Annuaire U.R.S.S., 1969, p. 648.

TABEAU IV LA CENTRALISATION ECONOMIQUE APRES 1965.



Légende : ——— rapports de hiérarchie.
 - - - - - rapports de consultation et information.

(1) GOSBANK, Union fédérale de fournitures de matériel agricole, direction de la statistique.

(2) Contrairement aux Comités d'Etat de la note (3), ceux-ci ne sont pas représentés de droit au C.D.M. Ils y envoient sur invitation un délégué ayant voix consultative ; Comités d'Etat à la sécurité dans l'industrie et dans les mines ; aux inventions et découvertes ; à l'utilisation de l'énergie atomique ; aux normes et instruments de mesure ; commissions aux réserves minérales.

(3) Comités d'Etat aux prix ; à la construction ; à la construction civile et à l'architecture ; à la science et à la technique ; pour le travail et les salaires ; aux stockages ; aux relations économiques extérieures ; à l'industrie forestière.

(4) Cfr. suite du texte.

(5) Cfr. suite du texte.

(6) Il s'agissait en 1968 des Ministères de l'industrie aéronautique ; de l'industrie automobile ; de l'industrie du gaz ; de la construction de machines pour l'industrie légère et alimentaire et des appareils ménagers ; de l'industrie de la défense ; de la construction mécanique générale ; de la construction d'appareils de précision ; de moyens d'automatisation et de systèmes de commande ; des voies de communications ; de l'industrie de la radio ; de la construction mécanique moyenne ; de la construction de machines, outils et d'appareillages ; de la construction de machines pour le bâtiment, les travaux publics et l'économie communale ; des chantiers navals ; de la construction de tracteurs et de machines agricoles ; de la construction pour les transports ; de la construction de machines lourdes pour l'énergie et les transports ; de la construction de machines pour l'industrie chimique et pétrolière ; de l'industrie électrique ; de l'industrie électro-technique ; de la construction de machines ; de l'industrie du papier et de la cellulose ; de la marine ; du commerce extérieur (cfr. P. GELARD, "L'Administration soviétique", op. cit., p. 9). On constate que le secteur-clé qu'est la construction mécanique est foncièrement centralisé.

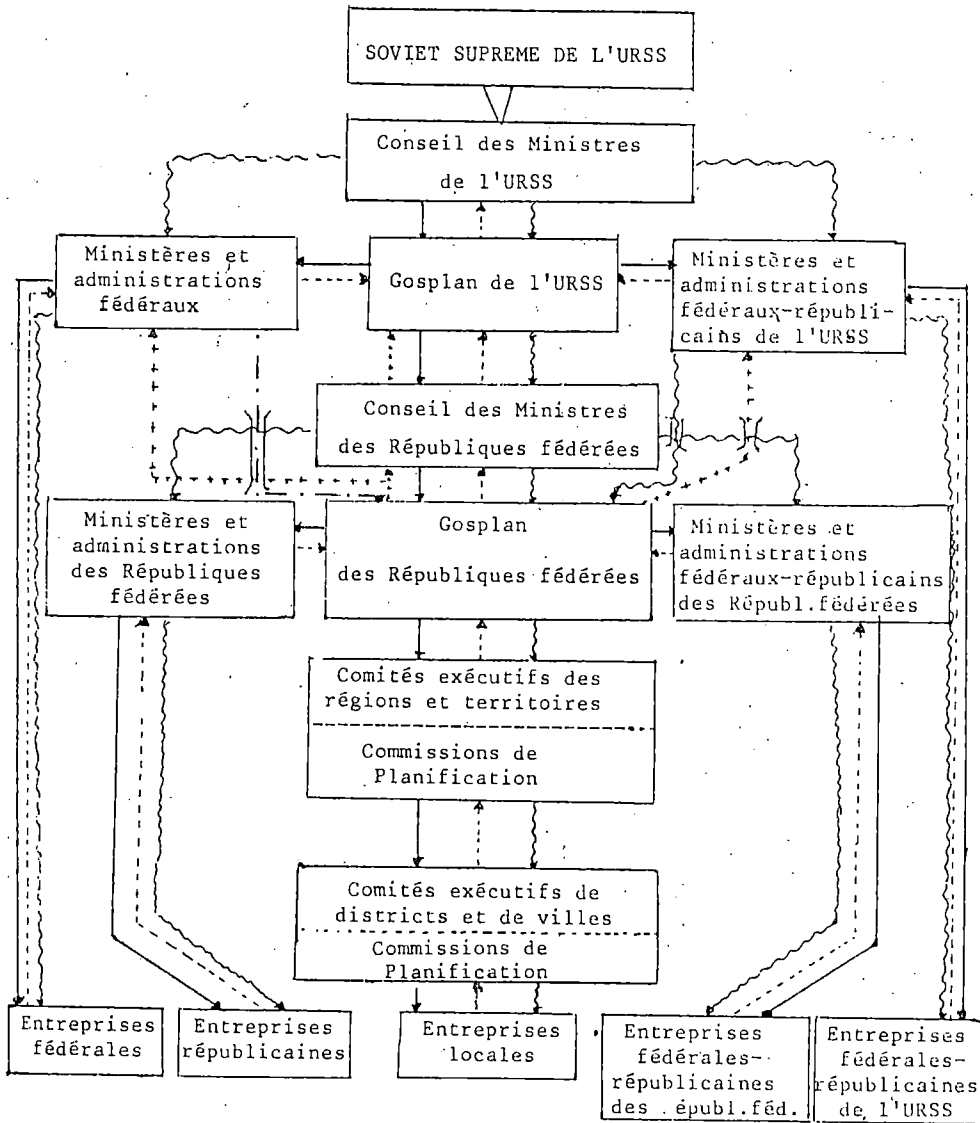
(7) En 1968, Ministères de la Géologie ; de l'industrie légère, de l'industrie forestière et du bois ; des travaux spéciaux de montage et de construction de l'industrie de l'extraction du pétrole ; de l'industrie du raffinage du pétrole et de la pétrochimie ; de l'industrie alimentaire ; de l'industrie des matériaux de construction ; de l'industrie charbonnière ; de l'industrie chimique ; de la métallurgie non ferreuse ; de la sidérurgie ; de l'énergie et de l'électrification ; ainsi que les quatre ministères pour la construction : Ministères de la construction ; de la construction industrielle ; de la construction d'entreprises d'industrie lourde ; de la construction agricole (cfr. P. GELARD, op. cit., p. 9).

(8) Sur l'approvisionnement, voir suite du texte.

(9) Cfr. art. 3 de la loi du 2.10.1965 commenté plus haut.

(10) La concentration des entreprises prend la forme de TRUSTS, de COMBINATS ou de FIRMS, au sein desquels les entreprises jouissent d'un degré d'autonomie variable pouvant aller jusqu'à l'incorporation pure et simple. Dans ces cas, l'entreprise n'est plus qu'un "établissement" au sens où l'entend notre droit occidental. Depuis 1964 est apparue une unité nouvelle, à mi-chemin entre le ministère et l'entreprise : l'UNION d'entreprises (ob'edinenie) qui peut regrouper un très grand nombre de petites entreprises.

TABEAU V PROCEDURE DE LA PLANIFICATION APRES 1965.



N.B. : Tableau paru dans Ekonomičeskaja Gazeta 1967, n° 48, et dans Doc. Fr? URSS.1968, n° 2.

Légende

- > : transmission par le centre des objectifs quinquennaux ou des chiffres de contrôle annuels.
- - - - -> : transmission au centre des projets de plans.
- ~~~~~> : approbation par le centre des projets de plans.
- . - . -> : communication des copies des projets de plans des ministères de l'U.R.S.S. concernant tel secteur dans une des Républiques fédérées.
- + + + + +> : proposition du Gosplan de République suite aux projets de plans des ministères de l'U.R.S.S.

A. PHASE DESCENDANTE:

Sur base d'études préliminaires et des options politiques que lui dicte le Conseil des ministres et le comité central du parti, le Gosplan diffuse les directives générales jusque dans les ramifications les plus extrêmes de l'appareil économique, c'est-à-dire jusqu'aux entreprises. Sur base de ces normes fondamentales et de leurs contacts avec le marché, les entreprises, après consultation des travailleurs, élaborent leur projet de plan axé sur quelques indices principaux (145).

B. PHASE ASCENDANTE:

De proche en proche, et de plus en plus englobants, les projets remontent jusqu'au Gosplan de l'U.R.S.S.; lequel assortit les projets sectoriels et territoriaux. En fonction de ces éléments, le Gosplan rédige le projet de plan définitif. Celui-ci est soumis à l'approbation des organes politiques: Conseil des ministres, comité central du parti, commissions du Soviet suprême et, en dernier lieu, au Soviet suprême lui-même.

C. PHASE REDESCENDANTE:

C'est notamment parce que plans sectoriels et territoriaux (y compris ceux des républiques fédérées) sont approuvés en exécution du plan central que la planification soviétique doit être qualifiée de centralisée.

++++

Dans le domaine de la construction, les critères territorial et sectoriel se sont agencés dans des proportions très variables selon les époques. En 1965, la dimension territoriale n'est pas absente.

Le Gosstroj perd son rôle de direction effective de l'industrie de la construction mais il n'en garde pas moins un rôle fonctionnel. Il établit des normes techniques, les SNIP (stroitel'nye normy i pravila). Le Gosplan quant à lui, planifie la construction au même titre que le reste de l'activité économique et les ministères procèdent à la direction opérationnelle de la construction.

En parcourant la liste des ministères, on est surpris du nombre de ceux qui reçoivent des responsabilités dans le domaine de la construction (146). Mais on peut observer une curieuse confusion des compétences sectorielles et territoriales, qui repose sur la spécialisation de certaines régions du pays dans telle ou telle branche de l'industrie.

Ainsi, le ministère de la construction reçoit une compétence générale en matière de construction pour les territoires où prédominent les industries mécanique, légère et alimentaire, c'est-à-dire dans neuf petites républiques (Estonie, Lettonie, Lituanie, Moldavie, Georgie, Uzbekistan, Kirghizistan, Tadžikistan,

(145): Sur ce sujet, voir chapitres ultérieurs.

(146): Voir le tableau V.

et Turkmenistan) et dans une partie de la R.S.F.S.R.; le ministère de la construction industrielle reçoit une compétence générale pour les territoires où prédomine l'industrie chimique et pétrochimique: l'Azerbajdžan, la Biélorussie, l'Arménie et une partie de l'Ukraine. Enfin, le ministère de la construction dans l'industrie lourde reçoit, comme son nom l'indique, une compétence générale pour les territoire où prédomine l'industrie lourde, à savoir: le Kazakhstan et certaines parties de la R.S.F.S.R. et de l'Ukraine.

+++

L'approvisionnement est désormais soustrait à la compétence des ministères et transféré à un organe fédéral-républicain: le Gosstab. Produire et répartir sont désormais deux fonctions distinctes.

On assiste cependant à une réaction des ministères, lesquels s'efforcent de reconstituer des réseaux d'agences et de magasins ministériels, tant il est vrai que pèsent les traditions du système antérieur.

La nouvelle structure du Gosstab, élément essentiel du marché des moyens de production fera l'objet d'une étude plus approfondie au cours du chapitre IX.

=====

SECTION VII. APRES 1965: UNE NOUVELLE CONCENTRATION.

L'année 1965 ne met pas un terme à l'évolution des structures industrielles. Il s'en faut de beaucoup. Parallèlement au mouvement de "libéralisation économique", consacré par la réforme économique, une série d'expériences de concentrations d'entreprises sont menées dans les années soixante dans le but de perfectionner la "compétitivité des structures".

Le phénomène de la concentration n'est pas une nouveauté: on se souvient du rôle de premier plan joué sous la N.E.P. par les trusts, les syndicats puis par les unions d'entreprises jusqu'en 1934. Depuis lors, trusts et combinats n'ont jamais cessé d'exister. Il s'agit à présent d'inventer des formes nouvelles qui concilient les avantages de la concentration et ceux de l'autonomie de l'entreprise, où certaines fonctions seulement soient mises en commun. C'est ainsi que dès avant 1965, des "firmes" et des "unions" voient le jour sous l'impulsion des sovnarkhozes dans plusieurs régions du pays comme à LVOV (firme de chaussures "Progres") et à LENINGRAD (firme LOMO: Leningradskoe optiko-mekhaničeskoe ob"edinenie).

L'exemple des "associations d'entreprises en propriété du peuple" (Vereinigung Volkseiger Betriebe) de la R.D.A. semble avoir joué un certain rôle dans ce mouvement. Une entreprise "de tête" prend la direction du groupe, les autres se transformant en filiales (147).

Entamé sous les sovnarkhozes, le processus prend une acuité nouvelle avec la restauration des ministères.

(147): Sur la concentration en R.D.A., voir H.SUCH, Système et structures des organismes gérant l'économie planifiée dans les pays socialistes, dans XXX, Les institutions juridiques du gouvernement de l'économie dans les pays occidentaux et socialistes, P.U. Bxl., 1968, pp. 101 sv.

Parmi les justifications diverses d'un regroupement des entreprises, figure en bonne place la défense de celles-ci contre l'impérialisme congénital des ministères. Les artisans de la réforme de 1965, favorables à une autonomie accrue de l'entreprise, estiment en toute logique qu'il n'est pas de démocratie économique sans contre-pouvoir à opposer aux ministères. C'est bien parce qu'ils l'ont perçu de cette façon que les ministères ont mené contre les concentrations d'entreprises une guerre d'usure, pouvant aller jusqu'au démantèlement de certaines unions. Le chapitre VIII et ceux qui suivent feront mieux apparaître comment concentration et réforme économique sont intimement liées (148).

Parallèlement au mouvement de concentration, qui donne naissance à des entités juridiques spécifiques (voir ci-après), se poursuit un processus de fusions d'entreprises, lequel se traduit forcément par une chute du nombre d'unités de production. De plus de 200.000 entreprises en 1957, on passe, dix ans plus tard, à 45.000 unités (149).

Des centres d'études entreprennent des enquêtes sur la "taille optimale des entreprises". Ainsi, l'Institut économique de l'Académie des sciences de l'U.R.S.S. publie en 1969 un ouvrage consacré aux "Problèmes méthodologiques de la détermination de la taille optimale des entreprises industrielles". Le critère -cerné par force modèles mathématiques- est celui de l'utilisation la plus économique des "ressources matérielles, humaines et financières".

Les expériences prennent des formes diverses et apportent de précieux enseignements. C'est ainsi qu'on découvre que l'absorption pure et simple (avec perte de la personnalité juridique) d'une unité dans un vaste ensemble entraîne généralement la baisse de motivation du personnel. Conçue comme un outil au service de l'autonomie, la concentration se retourne contre elle. Aussi en vient-on à proposer de concilier la centralisation de certaines fonctions (administration générale, recherche, écoulement, approvisionnement...) et la décentralisation dans le travail de production.

C'est dans cet esprit que le statut de l'entreprise de 1965 fait déjà une place à des solutions variées: à côté de groupes dont les cellules n'ont pas la personnalité morale, d'autres peuvent avoir des filiales elles aussi dotées de la personnalité juridique. Une formule mixte est également consacrée (article 10 du Règlement sur l'entreprise socialiste d'Etat).

Il s'agit donc d'intéresser des secteurs entiers en les plaçant en autonomie comptable: l'union -appelée à satisfaire les besoins de l'économie dans tel ou tel secteur- planifiera la production par des contrats avec ses filiales (150).

(148): Dans cet esprit, lire G. KULAGIN, Gestion centralisée, jusque dans quelles limites ?, dans La réforme économique en U.R.S.S., A.P.N., 1966, pp. 109 sv; id., L'union d'entreprises et le ministère, Kommunist, 1966, n°3, pp. 32 sv; A. MOZALEVSKIJ, Le "firme" consolide l'autonomie comptable, dans La réforme..., op.cit., pp. 114 sv.; A. NOTKIN, K voprosu o kriterii optimal'nosti èkonomičeskogo razvitija, Vop. Ek., 1966, n°8, pp. 17 sv.

(149): Cfr. R. HUTCHINGS, op.cit., p. 95.

(150): Voir ainsi V. ČERNJAVSKIJ, Voprosy soveršenstvovanija planirovanija i upravlenija proizvodstvom, Vop. Ek., 1966, n°6, pp. 18 sv.

Au vu des résultats positifs des expériences, le parti décide alors de les généraliser. Le 28 mars 1970, une décision conjointe du comité central du parti et du Conseil des ministres prévoit la restructuration de bon nombre de branches industrielles sur le modèle à trois étages: ministère, union, entreprise (151). Le rapport de Léonid BREZNEV au XXIVe Congrès (1971) contient en germe une étape nouvelle de la réforme:

"L'expérience accumulée montre que seules de puissantes unions sont en mesure de concentrer un nombre suffisant de spécialistes qualifiés, de garantir un progrès technique rapide, d'utiliser mieux et plus à fond toutes les ressources. Il convient d'accélérer le processus de création d'unions et de combinats; à terme, ils doivent devenir les cellules en khozrasčët de base de la production sociale" (152).

Reprenant les termes mêmes de juristes soviétiques, on peut donner de l'union d'entreprises la définition suivante:

"L'union se présente comme un système économique, c'est-à-dire comme un ensemble d'entreprises autonomes en khozrasčët, dépendant d'un seul centre de direction, décidant des tâches de production en commun et liées entre elles par des rapports permanents de spécialisation, de coopération et de complémentarité de leur production. Les aspects d'un système économique d'une telle nature sont variés: trusts, combinats, firmes et autres" (153).

Deux ans plus tard, une décision conjointe du comité central et du Conseil des ministres du 2 mars 1973 engage les ministères et les administrations soviétiques à renforcer la puissance des entreprises, à créer en leur sein des unions de production (des combinats) et consacre une première forme juridique de concentration: les unions industrielles (promyšlennye ob"edinenija) (154).

L'année suivante est approuvé le statut des unions de production (combinats) (proizvodstvennye ob"edinenija) (155).

Ces deux textes se substituent à l'article 10 du Règlement de 1965 sur l'entreprise dans le secteur industriel. Pour le reste, cet article reste d'application.

Les unions d'entreprises prennent des formes variées.

Si l'on prend comme critère la place de l'union dans la hiérarchie

(151): S.P. S.S.S.R., 1970, n°10, art. 76,77,78.

(152): Cité dans Ju. G. BASIN, Juridičeskie formy khozrasčëta systemy ob"edinenija, S.G.P., 1972, n°3, p.95.

(153): Ju. G. BASIN, op.cit.

(154): Cfr. décision du C.C. P.C.U.S. et du C.D.M. du 2.3.1973, n°169 "Sur quelques mesures à prendre pour perfectionner la direction de l'industrie", S.P. S.S.S.R., 1973, n°7, art.31. Une décision du C.D.M. de la même date, n°140, S.P. S.S.S.R., 1973, n°7, art. 32 approuve le Règlement général des unions industrielles de l'Union et des républiques.

(155): Cfr. décision du C.D.M. du 27.3.1974, n° 212, S.P. S.S.S.R., 1974, n°8, art.8, approuvant le Règlement de l'union de production (combinat).

administrative, on en distingue trois catégories. Certaines occupent l'échelon primaire de l'administration et y remplacent les entreprises; c'est le cas des unions de production. D'autres, de plus grande taille, se situent à l'étage intermédiaire entre l'entreprise et le ministère et se substituent aux glavki; c'est le cas des unions industrielles. Quelques rares unions, enfin, se substituent purement et simplement aux anciens ministères. Tel est le cas, par exemple de l'union fédérale Sojuzsel'khoztekhnika (156).

Sous l'angle sectoriel, les unions regroupent en général des entreprises d'une même branche. Certaines unions sont néanmoins intersectorielles, tels, notamment, les combinats agro-industriels.

Si la variable envisagée est le degré d'intégration des entreprises au sein de l'union, trois groupes principaux doivent être mentionnés.

Comme signalé plus haut, les unions prennent en premier lieu la forme d'unions industrielles qui, comme telles, ne sont pas considérées comme des sujets de droit et au sein desquelles les entreprises ne perdent pas leur nature propre. Les unions industrielles, qui peuvent être constituées au niveau fédéral ou républicain, ont pour tâche de mettre en oeuvre certains aspects de l'activité économique des entreprises tels que la recherche scientifique, les "études de marché", l'approvisionnement matériel et technique, les transports, la confection de normes matérielles, techniques et financières, la production pour l'exportation sur base des commandes ou des ordres des organismes chargés du commerce extérieur, les relations financières avec le budget de l'Etat, les fournisseurs ou la banque....etc., ce que la terminologie soviétique recouvre de l'expression générique de "fonctions centralisées".

Font partie des unions industrielles en tant que personnes juridiques distinctes les entreprises de production (soumises au statut du 4 octobre 1965 sur l'entreprise d'Etat) ou les établissements soumis au statut des organismes scientifiques, des organismes de construction, de projets de construction, et des organismes de technologie. Si l'union industrielle comme telle ne jouit pas de la personnalité morale, celle-ci est attachée à l'administration de l'union.

Le ministère de tutelle fixe la structure de cette "administration" et en nomme le directeur. Les directeurs des entreprises associées forment auprès de ce dernier un conseil consultatif appelé "Conseil des directeurs".

Les unions industrielles fonctionnent en outre selon l'autonomie comptable.

Les recettes qui doivent leur permettre de couvrir leurs coûts sont celles que procure l'exercice des fonctions centralisées. Elles proviennent soit des tiers soit encore des entreprises associées

(156): Cfr. V.V. LAPTEV, La situation juridique des unions dans l'industrie de l'U.R.S.S., Annuaire U.R.S.S., 1974, p. 11.

elles-mêmes. Dans ce dernier cas, des conventions internes spécifient le tarif des services rendus et des travaux fournis par l'administration de l'union aux entreprises. Une cotisation est réclamée à celles-ci.

Réforme importante: l'administration supérieure n'adresse les directives et n'impose les indices planifiés qu'à l'administration de l'union. C'est à cette dernière qu'il revient de planifier l'activité de ses diverses parties composantes.

Ce principe cède néanmoins dans quelques domaines, notamment pour ce qui concerne l'approvisionnement matériel et technique et les contrôles de sécurité.

Les entreprises ne perdent pas la gestion opératoire de leurs fonds productifs mais l'administration de l'union dispose de fonds et de réserves pour les fonctions centralisées. Elle peut user ainsi d'un fonds centralisé de stimulation matérielle, d'un fonds des mesures sociales et culturelles, d'un fonds de la recherche scientifique...etc.

Les droits patrimoniaux de l'union et des entreprises constituantes sont soigneusement délimités. Sauf quelques exceptions prévues par la législation, l'administration de l'union ne peut pas disposer du patrimoine des entreprises. Il existe des droits et obligations réciproques. Des contrats internes peuvent d'ailleurs intervenir, on l'a déjà noté. Les versements au budget de l'Etat sont effectués aussi bien par l'union que par les entreprises elles-mêmes. Cette forme originale de concentration répond manifestement au souci de bénéficier des avantages de la grande dimension sans courir les dangers d'un "excédent d'organisation". Elle se rencontre surtout dans l'industrie chimique, l'extraction du pétrole et l'industrie des appareillages.

Les unions de production, quant à elles, marquent une étape de plus dans l'intégration des entreprises en grands complexes. Le règlement de cette forme d'association les définit comme des "complexes économiques productifs unifiés dont font partie des fabriques, des usines, des organismes de recherche, des organismes de construction, de projets de construction ou des organismes de technologie ainsi que d'autres unités productives" et ordonnés autour d'une unité pilote. L'union devient dès lors l'échelon de base de l'activité productive.

Si elles perdent le statut d'entreprise -et ne sont donc plus soumises au règlement de 1965- les unités composantes n'en restent pas moins des sujets de droit et détiennent des pouvoirs élargis par rapport à de simples ateliers. Elles peuvent, en effet, conclure des contrats économiques tant au nom de l'union (en tant qu'organes de l'union) que -plus rarement- en leur nom propre, sur leur propre responsabilité financière. Elles peuvent de même participer à des relations internes à l'union. Elles disposent d'une partie du

fonds global de stimulation de l'union et sont intéressées de façon autonome au produit de leur activité; elles ont un patrimoine distinct, un bilan séparé ainsi qu'un compte en banque tant pour leurs activités courantes (paiement des salaires, des livraisons...) que pour le financement de leurs investissements. Chaque unité est dirigée par un directeur responsable. Contrairement aux unions industrielles, seule l'union de production entretient des relations financières avec le budget ou avec des tiers.

L'union est administrée par la direction de l'unité pilote ou, exceptionnellement, par une administration propre. A la tête de l'union se trouve un directeur général.

Au 1er janvier 1974, on comptait 1400 unions de production, soit 3,5 fois plus que de firmes en 1964. C'est essentiellement dans l'industrie légère et l'industrie alimentaire ainsi que dans l'industrie du bois que cette formule a prévalu.

Une variante intéressante de ce type d'union est fournie par les unions scientifiques de production (naučno-proizvodstvennye ob"edinenija): l'unité pilote y est un institut scientifique, entouré d'entreprises de production, de bureaux de dessin ou de projets et de centres de technologie avancée. Le but d'une telle union, au service de l'innovation, n'est alors pas la production en série mais le développement de techniques nouvelles ou la mise au point de prototypes.(156 bis).

Les unions mixtes allient les caractères des unions précitées: on y trouve donc, à côté d'entreprises autonomes des simples unités n'ayant pas le statut d'entreprises. Juridiquement, ces unions sont considérées comme des unions de production auxquelles sont subordonnées de entreprises autonomes.

Enfin, une dernière distinction peut être faite: les unions sont tantôt fédérales, tantôt républicaines, selon qu'elles dépendent d'un ministère fédéral ou d'un organe (ministère, Conseil des ministres) républicain.

Cette distinction a d'autres incidences que géographiques. Le règlement sur les unions industrielles n'accorde certains droits qu'aux seules unions fédérales. Ainsi dans le domaine du commerce extérieur et dans celui de la constitution de certains fonds centralisés.

++++++

(156bis): Le 1er janvier 1976, on comptait 2300 unions de production et unions scientifiques de production, assurant 24% de la production industrielle (Rapport d'A.N. KOSYGIN au XXVe Congrès du parti, Les Nouvelles de Moscou, 6.3.1976, supplément, p.7).

CONCLUSION DU PREMIER CHAPITRE

Devant cette succession de réorganisations, l'observateur est tenté d'en rechercher les causes.

Il faut, certes, y voir l'effet d'une croissance accélérée ou, plus exactement, d'un développement accéléré, avec ce que ce terme implique de transformation des structures et, notamment, le passage d'un régime de propriété à un autre. De même si, depuis 1932, les ministères industriels se sont multipliés, c'est parce que l'activité à gérer elle-même s'enrichissait de nuances multiples. Il s'agit bien de tentatives de réponses au problème des inconvénients de la grande dimension.

Cette difficulté d'ajuster les structures au "corps" économique en perpétuel développement a été mise en évidence par les autorités soviétiques elles-mêmes: "Les lacunes dans le développement de l'économie nationale ont résulté dans une grande mesure du fait qu'au cours des dernières années un hiatus s'est formé entre, d'une part, l'échelle de la production en croissance rapide et, d'autre part, les méthodes de planification, de direction économique et le système de stimulation matérielle en vigueur jusqu'il y a très peu de temps...." (157).

Corollairement, une autre réponse doit être recherchée dans ce qu'il faut bien appeler un conflit permanent entre les impératifs de la doctrine et les exigences de la réalité. Conflit né lui-même de l'ambiguïté du centralisme démocratique. Ce dernier consiste à concilier la centralisation de la décision et l'autonomie dans l'exécution. Strictement parlant, il s'agit là du fondement de la centralisation la plus rigoureuse, assortie sans doute d'une certaine forme de déconcentration. La centralisation vise-t-elle, après tout, autre chose que la prise de décision.

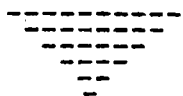
Dans la ligne du souhait de LENINE de voir l'économie unifiée comme une seule usine ou à l'image de la poste, certains ont rêvé d'une économie totale intégrée où le centre planifierait souverainement. C'est ignorer d'autres centres de décision dont l'autonomie ne peut être supprimée: les exploitations agricoles, les unités de production qui, par souci d'efficacité, se sont vu reconnaître une certaine liberté de manoeuvre, les individus enfin, tant comme producteurs (puisque salaires au rendement et primes introduisent un important facteur aléatoire) que comme consommateurs.

Malgré la concentration des moyens de production dans les mêmes mains, ces réformes successives consacrent donc l'inéluctable multiplicité des centres de décision.

Tel est du moins, vu de l'extérieur, le bilan grossier et provi-
(157): Directives pour le plan quinquennal 1966-1970, Pravda et Izvestija, 20.2.1966, p.1.

soire que l'observateur peut dresser sur base d'une étude des structures administratives. Cependant, l'administration, si elle est une introduction commode à la planification soviétique, informe une réalité combien plus essentielle. Il s'agit donc de pénétrer au coeur des mécanismes économiques de la société planifiée, d'atteindre le lieu où la loi de l'homme rencontre la loi naturelle et de surprendre le moment où celle-ci dit "non" à celle-là.

Tel est l'objectif. Il ne peut être envisagé cependant, qu'après une seconde approche de l'environnement de l'entreprise. Elle fait l'objet du deuxième chapitre.



C H A P I T R E I I

CONSOMMATION ET PRODUCTION DANS LA CROISSANCE SOVIETIQUE

"(Une des contradictions les plus profondes du capitalisme est que) la croissance de la richesse nationale a lieu à une vitesse impressionnante alors que celle de la consommation individuelle se développe (si elle se développe) très lentement" (LENINE (1)).

Après avoir situé l'entreprise dans son environnement administratif, il s'agit à présent d'en décrire le milieu économique.

Il est clair en effet, que du type de croissance dépendront la fonction économique de l'entreprise comme la nature de ses relations avec le marché (ou les marchés) qu'elle est appelée à approvisionner.

Contrairement à la situation observable dans les économies de marché, en Union soviétique, le secteur des moyens de production et celui des biens de consommation sont conçus et organisés comme deux mondes distincts. L'appropriation collective des moyens de production suffirait à elle seule à expliquer un régime juridique différent de celui des biens de consommation, ouverts à l'appropriation personnelle. Nonobstant les interpénétrations réciproques des deux réseaux, le droit économique les cloisonne singulièrement: si le statut des biens diffère, il en va de même pour celui des détenteurs de droits sur ces biens, comme des mécanismes régissant leur circulation; on parlera de l'"approvisionnement matériel et technique" d'un côté, du "commerce" de l'autre. La réglementation des prix, le processus de décision politique même sont foncièrement dissemblables et obligent l'observateur à étudier les matières séparément. On ajoutera de suite que le cloisonnement est particulièrement sensible dans le système administratif tandis que la réforme l'atténuera notablement.

Une question préjudicielle pourtant se pose: si la distinction est d'une telle portée, sur quels éléments repose-t-elle? Comment déterminera-t-on l'appartenance d'un produit à l'un ou l'autre de ces deux univers?

Si pour certaines marchandises, le discernement ne fait guère de difficulté, d'autres ont une utilisation mixte: les combustibles, les tissus, diverses matières premières, les outils.

(1): V.I. LENINE, Polnoe sobranie sočinenij, t.IV, p. 73, cité par M.Z. BOR, dans Effektivnost' obščestvennogo proizvodstva i problemy optimal'nogo planirovanija, Mos. ,1972.

Les juristes soviétiques ont perçu la difficulté. Aussi ne cherchent-ils pas à classer les biens en fonction d'eux-mêmes, c'est-à-dire de leur nature ou de leurs propriétés intrinsèques, mais en fonction du régime administratif de leur répartition. C'est donc le plan de répartition qui entraîne la qualification. Tel bien est un moyen de production parce qu'il obéit au "plan d'approvisionnement matériel et technique"; tel autre, un bien de consommation parce qu'il est régi par le "plan de distribution des biens de consommation" (2).

On ne peut étudier en détail le secteur de la production ni celui de la consommation sans exposer au préalable dans une perspective historique la place allouée à chacun d'eux dans la planification soviétique.

Dès la prise de pouvoir en 1917, le parti bolchevique est confronté à un problème qui ne peut attendre: procurer le minimum vital dans un pays dévasté par la guerre:

"Etant donné la très grande gravité de la pénurie endurée par le pays, toutes autres préoccupations doivent être subordonnées au but immédiat: augmenter sans retard et coûte que coûte la quantité des produits nécessaires à la population. C'est aux résultats pratiques dans ce domaine que doit être mesuré le succès du travail de chaque organisme soviétique qui travaille pour l'économie nationale" (3).

Sous la N.E.P.; mes préoccupations à court terme l'emportent de même: les équipements d'avant-guerre sont remis en route; le chômage doit être résorbé dans les plus brefs délais; la production des biens de consommation croît en général plus vite que celle des biens de production.

Naum JASNY cite les chiffres suivants relatifs à la croissance annuelle de l'industrie des biens de consommation et de celle des moyens de production (en %): 1924: 22,8 - 9,7; 1925: 71,9 - 59,3; 1926: 41,6 - 45,2; 1927: 14,1 - 14,8; 1928: 26,6 - 22,5.

La thèse prévaut alors qu'il n'est point d'avenir pour l'industrie lourde sans restauration d'une agriculture florissante, nourricière d'une industrie légère. L'essor de celle-ci est présenté comme le meilleur gage d'un développement futur du secteur des moyens de production.

Cependant, dès 1925, sous la pression de l'aile gauche du parti bolchevique, le troisième Congrès des Soviets met en doute le bien-fondé d'une telle politique. S'il considère le soutien à l'industrie légère et à l'artisanat et d'alliance avec la paysannerie comme "totalement correcte", il en souligne néanmoins les limites:

(2): Cfr. R. O. KHALFINA, Pravovoe regulirovanie postavki produkcii v narodnom khozjajstve, Mos. 1963, pp. 71 sv. Ce phénomène de qualification purement administrative n'est pas étranger à notre droit administratif. Voir ainsi la distinction entre domaines privé et public des pouvoirs publics en droit belge.
(3): Extrait du programme du P.C. R. (b) approuvé par le VIII^e Congrès, le 22 mars 1919, Direktivy..., t.I, p. 121.

"La politique de réduction des prix ne donne pas la faculté d'une accumulation rapide et suffisante en moyens de production dans l'industrie elle-même" (4).

Le lancement du premier plan quinquennal marque un virement de bord radical. La "deuxième vague révolutionnaire" est le seuil du système administratif. Les pratiques de la N.E.P. sont stigmatisées et ses hommes relégués sinon éliminés. La modération, l'équilibre de la N.E.P., taxés de médiocrité et de fatalisme, font place à une vision volontariste du développement. Le sort de l'économie des générations à venir ne doit pas être laissé à la discrétion de catégories surannées. Le plan doit devenir l'instrument de la volonté politique de transformer la société dans son ensemble. L. GATOVSKIJ disserte sur le passage de l'économie politique à la politique économique.

Près de 40 ans plus tard, A.N. KOSYGIN décrira en ces termes l'état d'esprit de l'époque: "Camarades, nous savons que dans un passé récent, nombreuses furent les erreurs commises dans la planification et qu'a régné une approche volontariste peu réaliste dans la solution des problèmes économiques complexes. Celle-ci conduisit à une rupture de l'équilibre nécessaire entre les différentes branches de l'économie" (5).

Quels sont les fondements de cette conception nouvelle de la croissance ? Quels en furent les aspects et les conséquences financières ? Tel est l'objet des pages qui suivent.

SECTION I: LES FONDEMENTS DE LA CROISSANCE STALINIENNE.

C'est sur les thèses marxistes de la reproduction élargie et sur la constatation des insuffisances de la N.E.P. (6) comme du retard énorme du pays sur les économies occidentales que se fondent STALINE et les nouveaux cadres dont il a assuré la promotion pour lancer l'Union soviétique sur la voie d'une industrialisation à outrance. Cette industrialisation dispose d'atouts certains: outre les ressources fabuleuses du pays, son retard même lui ouvre la voie à la mise en place d'un capital productif neuf, moderne et compétitif avec les pays capitalistes, sans passer par les tâtonnements de ces derniers.

C'est l'industrie lourde qui devient la base de l'édification du socialisme (7). Justifications économiques, politiques et idéologiques se rejoignent pour attribuer la priorité à la production des moyens de production.

(4): Décision du 20.5.1925 du IIIe Congrès des Soviets, Direktivy..., t.1, p. 220

(5): A.N. KOSYGIN, Rapport au plénum du C.C. P.C.U.S. du 27.9.1965, Pravda et Izvestija, 28.9.1965, pp. 1 sv.

(6): Cfr. XVe Congrès du parti, décembre 1927.

(7): Ce principe est catégoriquement affirmé par le C.C.E. le 20.10.1927 dans sa décision "Sur les résultats des dix dernières années et sur les perspectives de l'édification de l'économie de l'U.R.S.S.", Direktivy..., t.1, pp. 754 sv. Il est une des "lois de la planification"; voir ainsi P. MOROZOV, Les principes fondamentaux de la planification scientifique de l'économie nationale, éd. du progrès, Mos., s.d. pp. 6 et 28 sv.

On peut résumer ces justifications comme suit.

A. C'est en premier lieu l'application à l'économie planifiée de l'analyse économique des théoriciens du marxisme qui fait du secteur I l'instrument privilégié du développement en aval duquel toute autre production se situe et à partir duquel progrès technique et scientifique se propagent.

Il faut savoir que MARX, lorsqu'il a traité de la croissance prioritaire de l'industrie lourde, décrivait l'économie capitaliste. A sa suite, LENINE l'a considérée comme un trait spécifique au capitalisme. Il a même reproché à ce dernier de produire pour produire (8). Ce qui ne l'a pas empêché d'écrire: "La base réelle et unique du renforcement des ressources, du renforcement de la société socialiste est une et il n'y a qu'elle: c'est l'industrie lourde" (9). Quoi qu'il en soit, c'est le propre de l'ère stalinienne que d'appliquer à la planification socialiste le processus tant dénoncé de la reproduction élargie en système capitaliste.

L'appropriation sociale des moyens de production et la planification permettront de donner à ce secteur une priorité constante qui ne soit pas sujette aux fluctuations des économies capitalistes.

B. L'industrie lourde est ensuite la garantie de l'indépendance du pays vis-à-vis des marchés extérieurs. Dans le contexte politique du "socialisme dans un seul pays" se développant au sein d'un environnement hostile et confronté à la détérioration des termes de l'échange, il y va, affirme-t-on d'une condition sine qua non.

De ce souci d'indépendance témoigne une des directives du XVe Congrès du P.C.R., concernant les lignes de forces du premier plan quinquennal: "Considérant la possibilité d'une attaque militaire de la part des Etats capitalistes contre notre Etat prolétarien, il est indispensable, à l'occasion du plan quinquennal, de porter une attention extrême à la croissance la plus rapide des branches de l'économie en général et de l'industrie en particulier, sur lesquelles reposent à titre principal la défense et la stabilité économique du pays en temps de guerre" (10).

En 1928, STALINE, tranchant définitivement le débat entre les "industrialistes" et les partisans d'un développement de l'agriculture et de ses débouchés, met en avant le même argument (11).

Aussi, dès que la chose devient possible, les importations de biens d'équipement étrangers sont considérablement réduites. Elles se contractent en prix constants de 84,4% entre 1931 et 1932 (12).

(8): Sur ce sujet, voir M.L. LAVIGNE, Les économies socialistes, P., A.Colin, 1970, pp. 188-189.

(9): LENINE, Soû., 4e éd. t.32, p. 38, cité dans Direktivy..., t.2, p. 188.

(10): Résolution du XVe Congrès du P.C.R. (b), du 19.12.1927, Direktivy..., t.1, p. 764.

(11): Cfr. J. STALINE, L'industrialisation du pays et la déviation de droite, Pravda, 24.11.1928.

(12): Calculé à partir des chiffres de M. KASER, La vie économique en U.R.S.S., P., Hachette, 1970, p. 196.

A plusieurs reprises, par la suite, STALINE réitérera son argumentation en faveur de l'indépendance du pays: "Le parti s'est souvenu des paroles de LENINE en ce sens que sans l'industrie lourde, il serait impossible de garantir l'indépendance du pays, que sans elle, l'ordre soviétique irait à sa perte" (13).

C. Des considérations sociales et idéologiques conduisent de même à faire de la classe ouvrière l'artisan principal de la croissance dans l'Etat socialiste.

Dans une perspective à court terme, en premier lieu, le développement prioritaire de l'industrie lourde et de l'industrie plus généralement est considéré comme le support et l'expression économiques de la dictature du prolétariat.

"Ce n'est que dans la mesure des succès réels de nos usines et de nos fabriques, du développement de notre industrie lourde, la seule base solide de la dictature du prolétariat (...) que seront possibles et inévitables la réduction du poids spécifique de l'agriculture dans l'économie nationale et le transfert de son centre de gravité de l'économie paysanne à l'industrie"(14). La préoccupation à court terme est donc, on s'en rend compte, de consolider le pouvoir à peine installé.

Il s'agit, en fait, de résoudre le paradoxe d'un nouveau pouvoir prolétarien à la tête du plus grand pays agricole d'Europe.

Cet état d'esprit est fort bien rendu par cette phrase de LENINE: "Tant que nous vivrons dans un pays de petite paysannerie, il y aura un terrain économique plus sérieux pour le capitalisme en Russie que pour le communisme. Nous devons garder cela à l'esprit. Quiconque a observé soigneusement la vie de nos campagnes et l'a comparée avec celle de nos villes, sait que nous n'avons pas extirpé les racines du capitalisme et n'avons pas coupé l'herbe sous le pied à nos ennemis de l'intérieur (...). Le communisme, c'est le pouvoir soviétique, plus l'électrification de l'ensemble du pays" (15). Une résolution du XIIe Congrès du parti du 25.4.1923 affirmait déjà, à l'époque où l'on vantait l'alliance (smyčka) entre ouvriers et paysans: "La classe ouvrière peut, en fin de compte, conserver et renforcer sa position dirigeante, non par le moyen de l'appareil d'Etat, ni à travers l'armée, mais à travers l'industrie qui reproduit le prolétariat lui-même" (16). Le même Congrès présente l'industrie lourde comme "la base naturelle solide de la dictature du prolétariat".

Dans une optique plus théorique, ensuite, s'il est vrai qu'à long terme, la production communiste doit, selon l'expression de STALINE, permettre "la satisfaction intégrale des besoins matériels et culturels sans cesse croissants de chaque citoyen" (17), le critère de la répartition socialiste n'en

(13): STALINE, extrait du discours prononcé à Moscou le 9.2.1946, cité par Samuel HENDEL, The soviet crucible, Van Nostrand Cy, Princeton, 1959, p.448.

(14): Résolution du XIIe Congrès du 25.4.1923, "Sur l'industrie", Direktivy..., t.1, p. 378. Voir aussi la résolution de la XIIIe Conférence du parti du 18.1.1924, Direktivy..., t.1, pp. 419 sv.

(15): Cité par J. STALINE, dans l'article précité, Pravda, 24.11.1928.

(16): Direktivy..., t.1, pp. 377 sv. Souligné par C.E.L.

reste pas moins, faute de mieux, le travail. A la base "subjective" des théories marginalistes se substitue ainsi un fondement objectif de la valeur et, partant, de la répartition. Il est significatif que cette pierre angulaire appartienne par définition aux catégories de la production. Le passage au communisme, comme le signale STALINE lui-même dans Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S., ne pourra devenir réalité que si l'accumulation socialiste atteint un niveau suffisant. L'idéologie lie la croissance au passage au communisme dans la mesure où celle-là devient la condition préalable de celui-ci. Dès lors que le rôle du pouvoir socialiste est de hâter l'accession à ce type de société, on comprend le caractère accessoire de la consommation dans cette période de transition. Peut-on chercher à produire pour vendre dans une société dont l'essentielle justification est de produire pour produire ?

D. Une autre explication mais qui se trouve être, en même temps, une dérivée des précédentes, doit être recherchée dans la concurrence entre deux régimes de propriété. Cette concurrence et ses formes ont été exposées au premier chapitre. Il suffit de rappeler que tant du point de vue de l'accumulation socialiste primitive que de celui de l'accumulation socialiste pure, le système administratif se présente comme une rupture après la N.E.P.

La mise en place du système administratif coïncide avec l'installation d'un régime unifié de propriété socialiste. Cette seconde vague révolutionnaire apparaît comme le préalable à la croissance des années qui suivent.

A vrai dire, par cette révolution des structures, la croissance devient développement au sens où François PERROUX entend ce concept: "La croissance est l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues (...) d'un indicateur de dimension: pour une Nation, le produit global net en termes réels". "Le développement est le passage d'un système économique à un autre" (18). Ces phrases sont à rapprocher de celle-ci: "Elle (l'industrie lourde ; note C.E.L.) exerce un exceptionnel pouvoir déstabilisant parce qu'elle est un moteur de développement et non point, sans plus, une force de croissance. Elle fait surgir des types d'agents économiques nouveaux (...). Elle favorise la coordination des tâches et des fonctions et astreint la population à la discipline industrielle du travail. Elle procure un sens, court et banal, à l'activité économique en libérant des mobiles puissants et troubles: l'esprit de revanche contre le colonialisme, le désir de promotion dans les hiérarchies industrielles et les échelles de gains, les luttes entre anciennes et nouvelles autorités sociales. Ruptures et élans qui ne sont rien d'autre qu'un début de développement" (19).

Le système administratif repose donc sur un parti-pris en faveur de l'accumulation.

(17): Tel est, en effet, le but qu'assigne la loi fondamentale du socialisme selon STALINE; cfr. Economic problems of socialism in the U.S.S.R., Mos., 1952, pp. 45 et 84.

(18): Cité par J. GUITTON dans Fluctuations et croissance économique, P., Dalloz, 1967, p. 255.

(19): Fr. PERROUX, La coexistence pacifique, P., P.U.F. 1958, pp. 478 sv.

Pour ce qui concerne "l'accumulation socialiste pure", la rupture est tout aussi élatante. Alors que les économistes de la période précédente s'exprimaient en termes de rentabilité ou d'emploi, c'est le surplus que le système administratif tend à maximiser.

De la formule traditionnelle du produit social global, considéré comme la somme des dépenses matérielles de production (c), des dépenses de rémunération du travail (v) et du surplus (m), ceci dans chacun des secteurs de la production, les auteurs déduisent plusieurs conclusions.

$$\begin{aligned} \text{P.S.G.} &= c + v + m \text{ du secteur I} \\ &+ c + v + m \text{ du secteur II.} \end{aligned}$$

Le P.S.G. ne tient compte que de la production matérielle et de certains services contribuant directement à celle-ci; à savoir; la production des branches suivantes: l'industrie, l'agriculture, la construction, l'approvisionnement matériel et technique, le commerce, les transports et les communications. Les autres secteurs sont comptabilisés dans le calcul de la redistribution du P.S.G.

La mesure de l'accumulation dépendra en premier lieu du volume du surplus. Pour une production donnée, le surplus sera d'autant plus élevé que la rémunération du travail (la part de la consommation) aura été plus faible ou qu'à rémunération égale, la productivité aura été plus forte.

"Les succès obtenus par les organisations d'Etat et les coopératives dans le secteur du commerce et leur taux d'accumulation leur donnent d'ores et déjà une supériorité décisive sur le capital privé" (20). Ce texte, datant encore du crépuscule de la N.E.P., annonce le thème des années à venir; lequel se retrouve quarante ans plus tard dans un texte de B. SUKHAREVSKIJ, à une époque il ne sera, bien sûr, plus question de concurrence entre les deux formes de propriété: "Le bénéfice reflète avec plus de fidélité l'accroissement de la production et la société a intérêt à voir s'accroître non seulement le taux mais aussi la masse des accumulations" (21).

Cette appropriation de la plus-value par la société n'est pas en contradiction avec les principes de MARX et de LENINE, qui admettent l'un dans la Critique du programme de Gotha, l'autre dans L'Etat et la Révolution l'amputation du produit du travail ouvrier au profit de destinations collectives diverses. La formule de LASSALLE: "A l'ouvrier, le produit intégral de son travail" y est vivement critiquée car elle empêche tout surproduit, donc toute croissance (22).

Le revenu national, ou le total de la valeur ajoutée dans la production (v + m), se décompose en produit pour soi -ce qui correspond aux salaires versés et représente la consommation individuelle directe- et en produit pour la société: le surplus -prélèvements sur les profits des entreprises, impôts....- lequel sera lui-même réparti entre l'accumulation et la consommation (publique ou privée).

(20): Décision du C.C.E. du 20.10.1927, Direktivy..., t.1, p. 758.

(21): B. SUKHAREVSKIJ, dans La réforme économique en U.R.S.S., op.cit., p. 77.

(22): Cfr. LENINE, L'Etat et la Révolution, P. éd. sociales, 1969, p. 120.

La croissance prioritaire du produit pour la société par rapport à celle du produit pour soi est la conséquence du dépassement du taux de croissance du salaire réel par celui de la productivité. Cette loi de la planification se formule donc ainsi:

$$\frac{\text{taux de croissance de la productivité}}{\text{taux de croissance du salaire réel}} = \frac{\text{taux de croissance de } (v + m)}{\text{taux de croissance de } v} \quad (23).$$

Il est donc naturel que les catégories économiques de base de la croissance du système administratif soient le coût (plus précisément la diminution des coûts) et la productivité.

Le XVe Congrès du parti déjà évoqué n'affirme-t-il pas qu'il s'agit là du "problème central de l'industrie" et qu'"à la solution de ce problème doivent être subordonnées toutes les autres tâches" (24)? Quelques mois plus tôt, le parti a repris la phrase de LENINE sur la productivité: "La productivité du travail est, en fin de compte, de la première importance, elle est primordiale pour la victoire du nouveau régime social. Le capitalisme a pu atteindre une productivité du travail inconnue à l'époque féodale. Le capitalisme peut être définitivement vaincu et sera définitivement vaincu si le socialisme réalise une productivité du travail nouvelle et encore plus élevée" (25).

Si l'accumulation est fonction de l'importance du surplus, elle l'est également de l'affectation de ce surplus. Le surproduit peut, en effet, être orienté autant vers des dépenses productives que non productives.

Une fois admise l'affectation productive, il reste à déterminer quels investissements le planificateur doit favoriser. C'est à cette question que V. AKULENKO et SAPOŠNIKOV par exemple consacrent leurs travaux (26). Le premier privilégie les "veduščie otrasli", c'est-à-dire les branches motrices en aval desquelles les autres se situent, les hauteurs dominantes si l'on préfère; le second s'attache aux investissements dont les effets de "valorisation" ou d'entraînement se font sentir dans le long terme; à la croissance de demain, il accepte de sacrifier la rentabilité d'aujourd'hui.

Mais, pour dire vrai, le calcul économique fait piètre figure dans l'enthousiasme général qui accompagne le lancement de la planification. C'est à peine si les études préalables ne se voient pas soupçonnées de vouloir freiner les pas de géant du pays en plein essor.

(23): Cfr. A.G. AGENBEGJAN et V.F. MAJER, Zarabotnaja plata v S.S.S.R., Mos. 1959.

(24): Résolution du P.C.R. du 19.12.1927, Direktivy..., t.1, p. 769.

(25): V.I. LENINE, cité dans la décision du C.C. P.C.U.S. du 24.3.1927 sur la rationalisation du travail, Direktivy...., t.1, pp. 666-667.

(26): Pour un exposé de leurs théories, cfr. J.M. COLLETTE, Politique des investissements et calcul économique, P., Cujas, 1965, pp. 54 sv.

E. Si l'accumulation socialiste est un moyen de faire triompher le secteur d'Etat à l'intérieur même du pays, la croissance devient, sur la scène mondiale, l'indice de la réussite du régime. Or, société féodale au seuil du XXe siècle, la Russie doit combler un retard considérable:

"Nous avons de 50 à 100 ans de retard sur les pays industrialisés. Il nous faut couvrir cette distance en dix ans. Ou bien nous faisons cela, ou bien c'est eux qui nous écrasent (27)".

Une bonne synthèse des mentalités au sortir de la N.E.P. se reflète dans l'extrait suivant:

"Ce résultat historique d'importance mondiale par sa signification (il s'agit des succès économiques de la N.E.P., dont les insuffisances seront bientôt dénoncées; note C.E.L.) démontre l'avantage du socialisme sur le capitalisme. Ce résultat peut être, pour l'essentiel, résumé aux indices suivants: dans le domaine de l'industrie, nous assistons au renforcement du rôle conducteur de l'industrie socialiste lourde dans toute l'économie du pays. L'industrie du pays a non seulement élevé d'une façon significative son poids relatif dans l'économie nationale, a non seulement mis au travail dans la production industrielle des centaines de milliers de nouveaux travailleurs, mais encore (...) elle a obtenu des succès dans le domaine de la mise sur pied d'une série de nouvelles productions, libérant ainsi notre pays de la dépendance capitaliste et ayant un effet de reconstruction des plus sensibles" (28)

Après que, selon le fameux mot d'ordre: "dognat' i peregnat'" (rejoindre et dépasser), les principaux pays européens auront été distancés, l'horizon se déplacera et les Etats-Unis deviendront le point de mire. Quelques années plus tard, le même thème sera repris et amplifié par Nikita KROUCHTCHEV:

"Suite à la mise en oeuvre progressive du principe général léniniste de la croissance prioritaire de l'industrie lourde, comme pierre angulaire (littéralement, comme "principe des principes"; note C.E.L.) de l'économie soviétique tout entière, les peuples de l'Union soviétique, sous la direction du P.C., ont, pendant la période du pouvoir des soviets, mis fin à tout jamais au retard séculaire économique et culturel de notre pays, ont créé une puissante industrie socialiste...." (29).

On ne peut donc opposer outre mesure le développement soviétique à celui des pays capitalistes. Après tout, "rattraper et dépasser" les pays capitalistes supposent qu'on prenne la même direction qu'eux.

(27): J. STALINE, discours du 4.2.1931, repris dans Voprosy leninisma, 2e éd., 1945, p. 329.

(28): Décision du C.C.E.d'U.R.S.S. du 20.10.1927, Direktivy..., t.1, p. 755; mais bien d'autres textes officiels pourraient être cités.

(29): Exposé des motifs de la loi du 10.5.1957 "Sur l'amélioration de l'organisation de l'administration industrielle et de la construction", Direktivy..., t.4, pp. 732 sv.

SECTION II: LES ASPECTS DE LA CROISSANCE.

La démarche des planificateurs des pays capitalistes peut schématiquement se résumer comme suit: une projection du produit intérieur des années à venir permet de faire une prévision de la demande finale décomposée en consommation, investissements et exportations. C'est à partir d'elle que les productions finales et intermédiaires sont évaluées et programmées.

En planification socialiste, le processus se déroule grosso modo en sens inverse; aux objectifs de production pris comme point de départ doivent correspondre des moyens adaptés: une politique d'investissements et une politique de l'emploi et des salaires. La consommation privée proprement dite devient la dérivée des objectifs primaires.

A. ACCUMULATION ET CONSOMMATION: QUELQUES INDICES.

Les résolutions du XVe Congrès du parti qui se tient en décembre 1927 donnent une impression d'équilibre et de modération (30). Le P.C.R. y prend position pour une "combinaison optimale" entre l'accumulation et la consommation, entre l'industrie lourde et l'industrie légère, pour des échanges équilibrés entre la ville et la campagne, pour un taux de croissance modéré, contre une "résurrection de la bureaucratie", contre des prix industriels de monopole.... Les thèses de l'opposition "gauchiste" (TROTSKIJ, PREOBRAZENSKIJ, ...) favorable à une industrialisation rapide aux frais de la paysannerie sont stigmatisées.

Les événements ultérieurs montreront -si besoin en est- que "promettre est un et tenir est un autre". La N.E.P., pour dire vrai, jette ses derniers feux. Après avoir écarté les courants de gauche, STALINE applique leur programme. La société soviétique du système administratif sera une société de production dans le plein sens du terme, une société de développement si l'on donne à ce mot le sens précisé plus haut de transformation des structures.

Les discussions sur le choix d'un taux de croissance de la production industrielle sont significatives. La controverse prend un tour polémique et politique particulièrement aigu. Aux économistes de renom tels que V.G. GROMAN, V. BAZAROV et KONTRAT'EV, qui s'illustrent par leurs thèses sur les taux de croissance décroissants, le stalinisme rétorque par la voix d'auteurs tels que R. BOJARSKIJ et M. RAGOL'SKIJ (31). Ils rangent GROMAN et ses collègues parmi les "saboteurs savants" et se font les champions d'une croissance allant s'accélérant. Représentative de l'état d'esprit "scientifique" de l'époque est cette phrase trouvée sous la plume de BOJARSKIJ: "Je crois que la poursuite de la lutte contre ceux qui ont été arrêtés par le G.P.U.

(30): Voir résolutions du XVe Congrès du P.C.R. (b) du 19.12.1927 dans Direktivny..., t.1, pp. 762 sv.

(31): Pour les traductions des principaux textes de ces auteurs, lire: N.SPULBER, Foundations of Soviet strategy for economic growth, Indiana U.P., 1964, pp.283 sv.

ne nous dispense pas finalement de continuer le combat contre nos ennemis encore en liberté" (32).

La période de la N.E.P. a connu des taux impressionnants: 43% en 1921, 30% en 1922, 53% en 1923, 16,4% en 1924 et 66,1% en 1925 (33). Mais il est vrai qu'on était en pleine période de reconstruction. En 1926, il s'agit d'estimer les taux de croissance annuels pour les cinq années à venir. Au printemps de 1927, le Gosplan propose pour les exercices 1926-1927 et suivants les accroissements suivants pour l'industrie lourde: 19,1%; 13,2%; 10,6%; 9,9%; et 9,2% (34). Chiffres somme toute modérés ! Suite à un débat qui s'instaure entre le Gosplan et le V.S.N.Kh. notamment et qui se prolonge jusqu'en 1929, la mouture définitive du plan est enfin présentée. Les taux de croissance industrielle se répartissent ainsi:(en %)

	1926-27	1927-28	1928-29	1929-30	1930-31	1931-32	1932-33
-variante basse:	19,9	24,4	21,4	18,8	17,5	18,1	17,4
-variante haute:	19,9	24,4	21,4	21,5	22,1	23,2	25,2

La variante haute du plan quinquennal, qui est adoptée, loin de ralentir la croissance, l'accélère au fil des ans. Ce fait est en lui-même notable mais tout aussi révélatrice est la manière dont ces projections sont traduites dans la réalité. Refusant de se laisser enfermer dans le carcan des "chiffres de contrôle", STALINE confèrera au système administratif naissant l'un de ses principaux caractères: l'empirisme.

"Il se moquait ouvertement des théories d'un équilibre de croissance qu'il a fait formellement condamner comme "déviations bourgeoises". En traitant l'industrialisation comme une bataille, en revenant aux mesures et à l'esprit du communisme de guerre, il admettait comme normaux les mesures exceptionnelles et les sacrifices exceptionnels" (35).

C'est ainsi que les plans annuels se départiront rapidement des prévisions des tranches annuelles du plan quinquennal. C'est ainsi encore qu'en 1929, sera entamée la collectivisation des terres que le plan quinquennal ne programme qu'à une échelle modérée.

On trouve un parallélisme trait pour trait dans la période correspondante du développement hongrois. Qu'on en juge d'après ce que P. KENDE écrit à ce sujet: "L'administration économique du pays, dirigée par l'autoritaire et très stalinien Ernő GERÖ, a remplacé la première version du plan quinquennal par une seconde, encore plus hardie, dont les principaux objectifs ont été dans le domaine industriel de tripler la production nationale et, dans le domaine agricole, d'achever la collectivisation des terres amorcées depuis peu (36).

(32): BOJARSKIJ, traduit dans N. SPULBER, *op.cit.*, p. 298.

(33): Taux de croissance de la production industrielle; d'après les tableaux de R. HUTCHINGS dans *Soviet economic development*, 1971, p. 270.

(34): XXX, *Perspektivy razvèrtivanija narodnogo khoz'ajstva S.S.S.R. na 1926/27-1931/32 gg.*, Materjaly central'noj komissii po pjatiletnemu planu, Mos., 1927, sous la direction de S.G. STRUMILIN.

(35): E. ZALESKI, *Planification de la croissance et fluctuations économiques*, Paris, 1962, p. 69.

(36): P. KENDE, *Logique de l'économie centralisée*, Paris, SEDES, 1964, p.34.

Le système administratif s'installe et, avec lui, de flagrants paradoxes: alors que les hommes nouveaux ne cessent de reviser les taux de croissance dans le sens d'une accélération et d'un plus grand volontarisme, l'avènement de la planification coïncide avec un ralentissement de la cadence.

Quelles sont les retombées de cette politique du point de vue du consommateur et de l'accumulation ? Pour répondre à cette question, il est utile d'observer le comportement de quelques indices reliant entre eux productivité, salaires réels, accumulation, affectation du revenu national...etc.

Le premier, qu'on peut appeler l'indice de pression sur les salaires, se définit comme le rapport de l'accroissement de la productivité à celui du salaire réel. On peut établir ce rapport pour l'industrie seulement ou pour l'économie dans son ensemble.

Le deuxième est l'indice de pression sur la consommation: il est le rapport de l'accroissement du fonds d'accumulation dans le revenu national à celui du fonds de consommation privée. On peut le rapprocher fort utilement du taux d'accumulation.

Le troisième est l'indice de pression sur les biens de consommation: il s'agit du rapport de la croissance de la production du groupe A à celle du groupe B.

En principe, les trois indices doivent évoluer de concert. Le parallélisme n'est cependant pas automatique puisque le surplus n'est pas nécessairement affecté à l'accumulation. Les deux premiers indices sont en fait deux approches du revenu national, l'une par le biais de sa formation, l'autre par celui de sa redistribution. Quant au troisième, les auteurs soviétiques tiennent à souligner que la priorité du groupe A et la politique des salaires ne sont que deux aspects d'un seul et même principe.

"Le rôle prééminent de la productivité du travail comparé à la croissance des salaires réels est une conséquence de la loi de la croissance prioritaire du secteur I par rapport au secteur II de la production sociale" (37). Voir les tableaux I et suivants et le graphique I.

A la lumière de ces indices, les grandes phases de la planification soviétique peuvent être commentées comme suit.

A tous égards, le premier quinquennat est incontestablement le moment d'un démarrage foudroyant. Tous les indices marquent une hausse brutale. Comme on l'a signalé, les résultats ne sont pas à l'image du plan adopté. Si ce plan tablait sur une croissance du groupe B inférieure à celle du groupe A, cette augmentation n'en restait pas moins appréciable puisqu'elle s'élevait à 140%.

(37): A.G. AGANBEGJAN et V. MAJER, Zarabotnaja plata v S.S.S.R., Mos., 1959; p.29.

TABLEAU I: PRESSION SUR LES SALAIRES. INDICE OFFICIEL. INDICE OCCIDENTAL.

année	productivité officielle(1)	salaire réel officiel (2)	indice par période	sal.réel occ.(3)	indice par période (4)
1928	100	100	100	100	100
1932	138	76,36	180,7	53,1	259,9
1937	244	79,87	305,5	61,87	394,7
1940	313	87,46	357,9	59,23	528,44
1946	374	46,65	801,71	34,52	1069
1947				30	1333
1948	412	48,28	853,76	38,84	1056
1950	454	94,27	481,6	66,13	688
1951	500	104,62	477,9		
1952	540	112,41	480,38	100,4	
1953	573	126	454,8	94,8	
1954	615	136,83	449,5	98,83	96,64
1955	675	140,6	480	106,8	99,38
1956	723	146,2	494,5	103	
1957	769	151,84	506,5	102,4	
1958	819	151,08	542,1	107	110,51
1959	876	155,35	563,88	104	115,51
1960	927	159,7	580,46	104,3	118,22
1961	968	166,3	582,08	100,3	122,61
1962	1021	169,51	602,32	103,5	125,17

Notes:

- (1): Voir table en fin d'ouvrage
 (2): Obtenu en divisant le salaire nominal moyen global officiel (cfr. tables) par l'indice officiel du coût de la vie (cfr. tables). Il s'agit des salaires de tous les employés et ouvriers de l'économie, ce qui exclut les kolkhoziens et les agriculteurs individuels. Les données sur les salaires industriels seuls ne sont pas disponibles en nombre suffisant.
 (3): Obtenu en divisant le salaire nominal moyen global officiel par l'indice occidental du coût de la vie (cfr. tables).
 (4): Augmentation par rapport à l'année envisagée précédemment au tableau pour chaque indice.

Remarque: Pour cet indice comme pour ceux qui suivent, on ne peut éviter certaines imprécisions dues à la pauvreté ou à la diversité des sources statistiques. On constate cependant que malgré un traitement de données de sources diverses, une tendance commune se dégage. C'est cette dernière qui doit être retenue.

Après 1962, une indice synthétique du coût de la vie n'est plus disponible.

Dans les faits, c'est une hausse de 10% qui est atteinte selon les chiffres occidentaux et de 5% selon les statistiques officielles. La production du groupe A passe quant à elle de l'indice 100 à 223, celle de l'industrie mécanique à l'indice 287 (chiffres occidentaux).

Conformément aux exigences d'un développement accéléré, le taux d'accumulation est particulièrement élevé. Le montant global des investissements en 1928/29 est de 8,531 milliards de roubles (38), soit un taux d'investissement

(38): Cfr. E. ZALESKI, op.cit., p. 79.

TABLEAU II: PRESSION SUR LA CONSOMMATION. TAUX D'ACCUMULATION.

année	indice par période		taux d'accumulation	id. en % du niveau	par
	(1)		en % (2)	de 1950	période
1928	100	100	21,3	88,75	100
1932	162	162	26,9	112	126,2
1937	163,6	101	26,4	110	98,21
1940	(176,7)(3)	(108)	26	108,33	98,48
1950	100	100	24	100	100
1951	108,1	108,1	25,5	106,25	106,25
1952	112,42	104	26,3	109,58	103,1
1953	105,57	93,9	25	104,16	95,05
1954	93,95	89,12	23	95,8	92
1955	108,9	115,9	25,7	107,8	111,7
1956	119,78	110	27,5	114,6	107
1957	97,98	81,8	23,7	98,75	86,18
1958	118,65	121,1	27,3	113,75	115,18
1959	116,51	98,2	26,9	112,1	98,53
1960	117,47	100,82	26,9	112,1	100
1961	127,69	108,7	28,4	118,33	105,6
1962	123,35	96,6	27,7	115,41	97,53
1963	110,36	89,47	25,4	105,83	91,69
1964	122,83	111,3	27,4	114,16	107,87
1965	114,51	93,23	26,1	108,75	95,25
1966			26,2	109,16	100,38

Notes:

(1): Indice calculé d'après les chiffres officiels de A.G. AGANBEGJAN et V.F. MAJER, op.cit., p. 46; Vestnik statistiki, 1966, 4, p. 96; VAJNSTEJN, Dinamika narodnogo khozjajstva i ego osnovnykh komponentov, Ekonomika i matematičeskie metody, 1967, 3 p. 28.

(2): Calculs d'après les chiffres d'AGANBEGJAN et MAJER, op.cit., p.79. et H. CHAMBRE, À la recherche de la rationalité économique, R.F.Sc.P., 1967, 6, pp. 108-109 sv. (en % du PIB net en prix courants; la valeur des biens a, en effet, fort évolué).

(3): Chiffres entre parenthèses: plan pour 1940.

de 19,6% . Pour l'année suivante, le plan quinquennal les estimera à 10,835 milliards de roubles; le plan annuel révisé, plus ambitieux, les fixera à 12,948 milliards. On passe brutalement à un taux d'accumulation de 25,7% puis de 28,1% en 1931.

A titre de comparaison, l'on citera cet extrait d'un rapport d'enquêteurs hongrois sur les erreurs de la planification administrative dans leur pays: "Tant au cours de la préparation des plans que pendant l'exécution, nous avons porté pratiquement toute notre attention à investir le plus possible, perdant de vue que l'investissement n'est pas un but en soi mais un moyen pour le développement de l'économie nationale" (39).

(39): Reproduit par P.KENDE dans op.cit., p. 482, note 14.

TABLEAU III: PRESSION SUR LES BIENS DE CONSOMMATION

année	indice officiel (1)	id.par période	indice KATKOFF	id.par pé- riode (2)	indice syn- thétique (3)	id.par période
1928	100	100	100	100	100	100
1932	175,48	175,48			203	203
1937	212,15	120,9			265,26	130,67
1940	244	115,24			274,54	103,5
1944			60,24	100		
1945	113,63	100	114,46	190	114,28	100
1946			73,25	64		
1947			73,84	100,8		
1948			78,71	106,6		
1949			91,07	115,7		
1950	100	88	100	109,8	100	87,55
1951	100,9	100,9	100,9	100,9	100,8	100,8
1952	101,79	100,89	102,71	101,8	101,7	100,9
1953	101,79	100	102,71	100	101,7	100
1954	102,69	100,88	103,62	100,9	102,51	100,8
1955	109,37	106,5	110,36	106,5	109,17	106,5
1956	111,37	101,83	112,35	101,8	111,25	101,9
1957	114,46	102,77	115,50	102,8	114,3	102,5
1958	117,06	103,4	119,77	103,7	117,1	102,7
1959	119,17	101,8			119,2	101,8
1960	123,61	103,73			123,67	103,75
1961	127,07	102,8			127,13	102,8
1962	131,8	103,73			131,9	103,75
1963	137,2	104,09			137,85	104,5
1964	143,67	104,71			144,31	104,7
1965	144,45	100,55			144,6	100,2
1966	146,86	101,67			147,34	101,9
1967	147,12	100,18			148,97	101,1
1968	146,83	99,8			148,55	99,72
1969	146,39	99,7			148,13	99,72
1970	145,57	99,44			147,72	99,72
1971	145,57	100			147,44	99,81
1972	147,08	101,04				
1973	150,27	102,17				
1974	151,8	101,02				
1975						
1976						

Notes:

(1): Chiffres officiels divers; cfr. tables relatives aux résultats de production des groupes A et B.

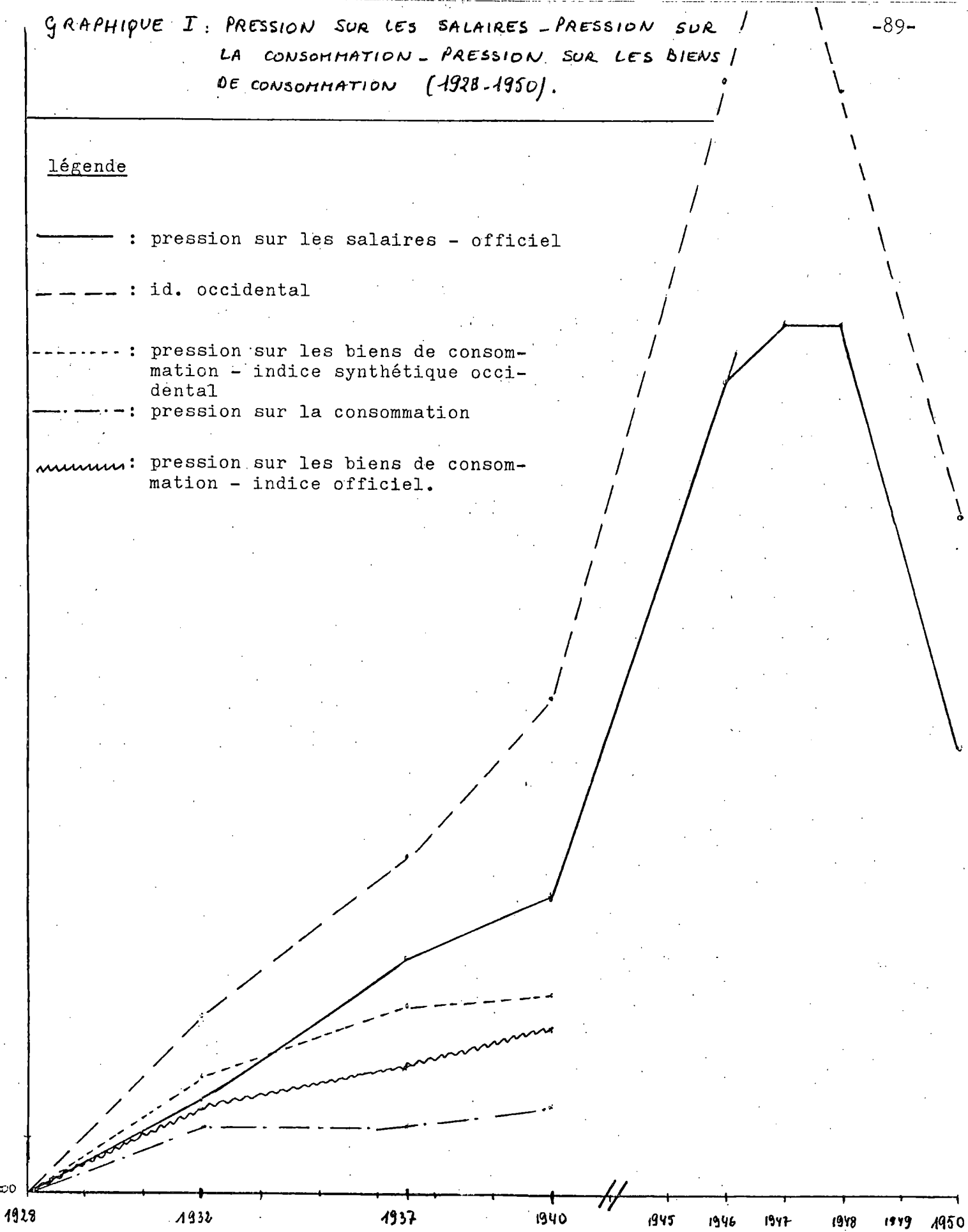
(2): A partir des chiffres sur les groupes A et B de V. KATKOFF dans Soviet economy 1940-1965, Baltimore, 1961, p. 140.

(3): A partir de sources diverses occidentales: N. KAPLAN, The record of Soviet economic growth 1928-1965, The Rand corporation, Santa Monica, 1970; Z. FRANCK-OSSIPOFF, L'économie de l'U.R.S.S., Centre des Etats de l'est, U.L.B., Brux., 1967-68; O.N.U., L'évolution européenne en 1971, rapport annuel cité dans Le Soir, 9.5.1972, p.17.

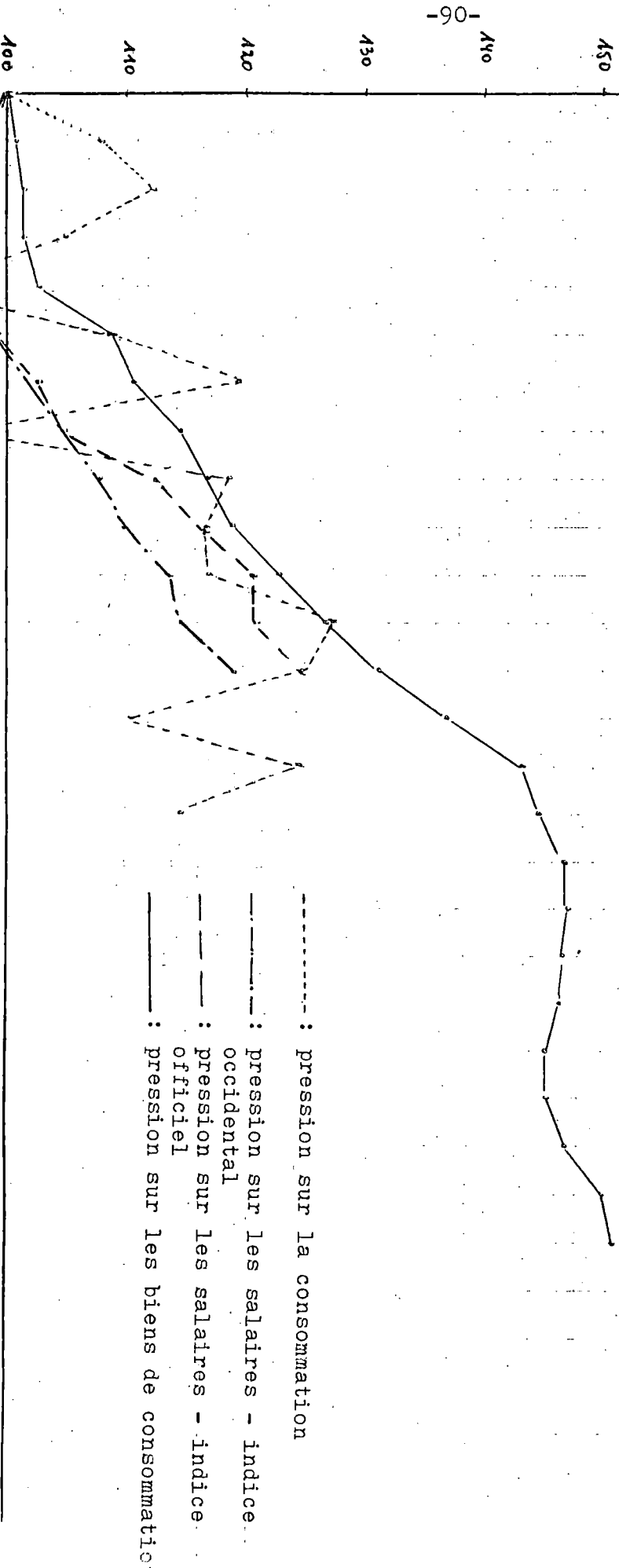
GRAPHIQUE I : PRESSION SUR LES SALAIRES - PRESSION SUR LA CONSOMMATION - PRESSION SUR LES BIENS DE CONSOMMATION (1928-1950).

légende

- : pression sur les salaires - officiel
- - - : id. occidental
- - - - : pression sur les biens de consommation - indice synthétique occidental
- . - . - : pression sur la consommation
- ~~~~~ : pression sur les biens de consommation - indice officiel.



GRAPHIQUE II : PRESSION SUR LES SALAIRES - PRESSION SUR LA CONSOMMATION - PRESSION SUR LES BIENS DE CONSOMMATION. (1950-1974)



..... : pression sur la consommation
 - - - - - : pression sur les salaires - indice occidental
 - - - - - : pression sur les salaires - indice officiel
 - - - - - : pression sur les biens de consommation

Le premier quinquennat ou, plutôt, sa mise en oeuvre est une période de bouleversement des structures; en ce sens, il est le plus radical de la planification soviétique. Le propre de cette période est la révision annuelle des objectifs sous la forme d'une sorte de dialogue avec la réalité (40).

C'est en 1930 qu'est lancé le mot d'ordre: "plan quinquennal en quatre ans" en vue de brusquer encore davantage la croissance et qu'est émis un emprunt forcé destiné à financer cet objectif. Le plan annuel de 1931, qui est en fait un plan de quinze mois (1er octobre 1930-31 décembre 1931) projette une augmentation du revenu national de 42,3% et de la production industrielle de 45% (à prix constants). Naum JASNY caractérise cette période comme celle de la "planification bacchanalienne". Quant à Eugène ZALESKI, il considère le plan de 1931 comme "le plan annuel le plus ambitieux de toute l'histoire de la planification soviétique" (41).

Les objectifs n'en sont réalisés qu'à 82% pour le revenu national et 83% pour la production industrielle.

D'emblée, le premier plan quinquennal porte un coup sévère aux conditions de vie. Suite à la vétusté des équipements autant qu'à l'inexpérience d'une main-d'oeuvre fraîchement incorporée, comme aux frais multiples de la prise en place du système administratif, l'emploi, tel qu'il était planifié, ne répond pas aux exigences des plans de production. La productivité s'affaïsse de façon impressionnante. On peut évaluer sa chute à 27% dans l'industrie et à 48,69% pour l'ensemble entre 1928 et 1932 (42). Il ne faut pas négliger cependant que la journée de travail est réduite de 8 à 7 heures. La tension sur le "marché du travail" est vive, la demande excédant l'offre.

On fait appel aux ressources en main-d'oeuvre des campagnes mais le coût total du travail en est accru. C'est ainsi que le plan de l'emploi est constamment dépassé: le niveau de 1932 dépasse de 57% les prévisions pour l'année terminale du plan quinquennal (octobre 1932-septembre 1933) (43). Les salaires nominaux ne cessent, eux non plus, d'excéder les prévisions. Le fonds des salaires industriels passe de 3.494 millions de roubles en 1928-29 à 11.236 millions de roubles en 1932 soit une augmentation de 22%. Cette augmentation peut être estimée à 237% pour le fonds des salaires global; le salaire nominal individuel s'accroît dans l'industrie selon E. ZALESKI de 836 à 1410 R par an et dans l'ensemble selon N. JASNY de 703 à 1385 R (44). Les fonds de sécurité sociale augmentent de 392%, soit un dépassement du plan de 111%. Très logiquement aussi, les objectifs de réduction des coûts ne peuvent être réalisés: au lieu d'une baisse de 35%, le planificateur doit se résoudre à une hausse de 2,3% (45).

Axée sur l'accumulation, la politique économique néglige les consommateurs: le ravitaillement est déficient; la ration de viande

(40): Cette période et ce phénomène ont été minutieusement étudiés par E. ZALESKI dans Planification de la croissance..., op.cit.

(41): E. ZALESKI, op.cit., p. 150.

(42): Calculs sur base des données de N. KAPLAN concernant la production et l'emploi industriel, le revenu et l'emploi total.

(43): Rapport sur le premier quinquennat, dans K.P.S.S. v rezolucijakh..., t. III, p. 180.

(44): E. ZALESKI, op.cit., pp. 314 et 358; N. JASNY, op.cit., pp. 267 et 285. Voir aussi le rapport précité.

(45): E. ZALESKI, op.cit., p. 244.

par individu tombe de 41 à 35 kg par an de 1929 à 1930; celle de matières grasses de 4,2 à 2,7 kg. Les queues s'allongent devant les magasins (46).

Entamé sous des auspices plus favorables (les résultats de 1933, 1934 et 1935 sont bons) et avec une volonté de modération, le deuxième quinquennat n'enrayera pas la tendance générale qui vient d'être observée dans les rapports entre accumulation et consommation. Malgré un plan qui prévoyait un développement plus rapide du groupe B que du groupe A, cette période est celle d'une accentuation générale de la pression quoiqu'un ralentissement de la hausse se manifeste pour chacun des indices. Comme lors du premier plan, l'accroissement du fonds des salaires dépassera de loin les prévisions (augmentation de 151% contre 55% d'après le plan). comme celui de la productivité. Le gouvernement tente vainement par des mesures administratives d'enrayer le mouvement.

Un exemple de ces mesures administratives est le décret du Conseil des commissaires du peuple du 3 décembre 1932 par lequel le gouvernement rend les directeurs d'entreprise responsables du dépassement des fonds des salaires sans l'accord préalable du gouvernement (47).

Durant le troisième quinquennat, interrompu par la guerre, les divers indices croissent toujours mais à une allure réduite. On constate que la pression sur les salaires est plus forte que celle sur les biens de consommation ou celle sur la consommation. Ainsi se reflète l'affectation du surplus à des fins autres que la production et la consommation privée, c'est-à-dire, notamment, l'effort d'équipement militaire ou l'appareil administratif.

On peut en juger encore en sachant que les dépenses de défense nationale, qui ne représentaient que 3% du budget fédéral en 1932, s'élèvent en 1937 à 16% et en 1940 à 33%. En revanche, la part des dépenses "économiques" du budget passe de 70,6% en 1934 à 38% quatre ans plus tard (48).

Pendant la guerre, comme partout ailleurs, les restrictions sont sévères. Les cartes de ravitaillement, entrées en vigueur en juillet 1941,

(46): Cfr. Gustave MEQUET, Les leçons du plan quinquennal, Paris, Librairie Alcan, 1934, pp. 85 sv.

(47): E. ZALESKI, op.cit., p. 219.

(48): R. HUTCHINGS, Soviet economic development, Oxford, 1971, pp. 72 et 177.

le resteront jusqu'à décembre 1947. Il va sans dire que la production de biens de consommation passe loin derrière d'autres équipements essentiels à la survie du pays. La pression sur les salaires fait un bond du simple au double entre le début et la fin de la guerre et continuera à se renforcer jusqu'en 1947, année qui apparaît comme un tournant; après celle-ci, en effet, la pression sur les salaires se relâche; les prix de détails commencent à descendre. Quant à la pression sur les biens de consommation, le planificateur la relâche sensiblement dès 1946 (49) pour la renforcer progressivement dans les années qui suivront. C'est en 1950 que la production des biens de consommation rejoint son niveau d'avant-guerre.

Quels enseignements tirer des années cinquante ? L'examen comparatif des trois indices et de leurs variantes permet tantôt de déceler des tendances à ce point concordantes qu'elles ne peuvent être passées sous silence et tantôt de tirer certaines conclusions des divergences .

Côté convergences, 1953 et 1954 sont deux années de détente au même titre que 1955 apparaît comme une année dure pour le consommateur. Celle-ci est la dernière du quinquennat et marque la fin des réductions annuelles des prix à la consommation. Après avoir opté pour le renforcement des salaires réels au moyen de la baisse des prix, le planificateur se tourne vers l'augmentation des salaires nominaux dans le but de mieux garantir la stimulation au travail. Mais des facteurs politiques ne doivent pas être écartés.

Après la mort de STALINE, les autorités, parmi lesquelles MALENKOV, concèdent une élévation des salaires plus élevée que l'accroissement de la productivité. Le commerce de détail fait un bond: s'il s'agit principalement d'une manifestation de l'élasticité de la demande réagissant aux réductions des prix, sans doute faut-il y voir en outre une conséquence de la libération de nombreux prisonniers politiques. Le secteur de la consommation en profite aux dépens de l'accumulation. Mais un coup de barre ne tarde pas à éponger à la source des masses inflatoires potentielles qu'une offre accrue de biens de consommation a pu tenter de neutraliser. Ce retour à la politique traditionnelle se traduit par l'éviction de MALENKOV par BOULGANINE et l'affirmation de Nikita KROUCHTCHEV. Pourtant, il faudra revenir sur ce tournant de 1954-1955 car sa portée semble bien dépasser les contingences politiques du moment.

Au moment où l'Union soviétique lance le premier satellite artificiel dans l'espace, le bilan est contrasté. Le statut du consommateur s'est amélioré, ainsi qu'en témoigne l'effort budgétaire en faveur du commerce:

(49): Cfr. décision du C.D.M. du 26.12.1946 "sur les mesures de développement de l'industrie légère d'Etat produisant des articles de consommation courante", Direktivy..., t.III, pp. 126 sv.

pour une croissance globale du budget entre 1940 et 1959 de 400%, les crédits inscrits au poste "commerce et intermédiaires" se sont multipliés pendant la même période par 16,3 (50). Mais les limites de ces progrès apparaissent bien vite: en 1928 et 1958, le revenu national a crû de près de cinq fois; les revenus individuels de deux fois et ceux de l'Etat de quatorze fois : (51) ! Chiffres à mettre en relation avec la citation de LENINE placée en exergue de ce chapitre...

Avec l'accroissement de la richesse nationale et la recrudescence des contacts extérieurs permis par une certaine libéralisation, les mentalités évoluent insensiblement. On répète plus fréquemment que le but de la production socialiste est l'accroissement du volume des biens de consommation. On note que d'autres économies sont passées d'une phase essentiellement axée sur les problèmes de production à une autre étape où les préoccupations se portent sur l'écoulement de la production et donc sur les liens entre le commerce et l'industrie. Ne fut-ce pas le cas des Etats-Unis après la grande crise et de l'Europe suite à la reconstruction de l'après-guerre ?

Le XXIIe Congrès, en octobre 1961, marque un tournant. En annonçant le communisme pour 1980, il met l'accent sur le bien-être très prochain:

"Avec la progression vers le communisme, les besoins individuels seront de plus en plus satisfaits (..). La production des biens de consommation doit correspondre à la demande croissante des consommateurs dans son intégralité et doit s'adapter à ses changements. La production en temps opportun de biens correspondant à la demande diversifiée de la population (....) est une exigence impérative pour toutes les industries de la consommation. Le commerce intérieur soviétique sera développé car il est la condition sine qua non de la satisfaction des besoins croissants du public....(etc)" (52).

D'ailleurs les dirigeants se relaient pour ouvrir des perspectives rayonnantes aux consommateurs. Leonid BREZNEV et Alexej KOSYGIN après Nikita KROUCHTCHEV varient sur un thème commun (53). Hélas, la pratique dément les promesses.

L'administration est aux mains du "complexe militaro-industriel". Sa pression, favorisée par la crise de Cuba, lui permet d'amputer de nombreux crédits affectés à la consommation comme aux besoins sociaux et culturels. La loi sur la suppression des impôts directs, votée en mai 1960, tombe aux oubliettes. Des troubles éclatent en province, dégénéralant parfois en véritables émeutes (53 bis).

(50): Vl. KATKOFF, op.cit., p. 250.

(51): Cfr. N. JASNY, A note on rationality and efficiency in the Soviet economy, Soviet Studies, avril 1961, p. 355.

(52): Extrait du programme cité par Jere L. FELKER dans Soviet economic controversies. The emerging marketing concept and changes in planning, 1960-1965, M.I.T. Press, 1966, pp. 35-36.

(53): Pour N. KROUCHTCHEV, lire Izvestija, 1.10.1964; pour L. BREZNEV, Ekon. Gaz., 11.11.1964, pp. 2-3; pour A. KOSYGIN, Izvestija, 10.12.1964, pp. 2-4.

(53bis): Sur ce sujet, lire M. TATU, Le pouvoir en U.R.S.S., P., 1967, pp.172 sv., 228 sv. et 233 sv.

La pression sur les biens de consommation durant le plan septennal dépasse les prévisions (122 contre 114). Au sein du groupe A, malgré les annonces maintes fois répétées d'une amélioration du niveau de vie, la part des moyens de production destinés au groupe B s'amenuise au fil des ans: 28% en 1950; 24% en 1958; 22% en 1960; 18% en 1964 (54). La hausse des salaires ne justifie pas les espoirs que le plan septennal a fait naître: pour un niveau prévu de 60 R en 1965, c'est à peine 45 R qui sont atteints (55).

A y regarder de plus près, cependant, on décèle une atténuation de la pression sur les biens de consommation à partir de 1965, première année de l'"après-Krouchtchev". Plus: pendant quatre ans (1968, 1969, 1970, voire 1971 selon les sources occidentales) et suite aux décisions du plenum du comité central du parti de septembre 1967, la croissance du groupe B dépasse celle du groupe A. A cela s'ajoute que le IXe plan (1971-1975) prévoit -et c'est à remarquer- un taux de croissance du groupe B supérieur à celui de l'industrie lourde (+48,6% d'une part et 46,3% de l'autre).

Cette décision, qui va à contre-courant des principes soviétiques, doit sans conteste être mise en relation avec les événements de décembre 1970 en Pologne. On sait qu'une hausse des prix des biens de consommation y fut à l'origine de soulèvements qui entraînèrent la chute de GOMULKA. Le IXe plan fut présenté au public soviétique avec quelques semaines de retard, peu de temps avant le XXIVe Congrès (fin mars 1971), c'est-à-dire juste après les événements mentionnés. Simultanément, on réduisit certains prix non alimentaires en relevant ceux d'articles de luxe. D'aucuns estiment que le planificateur a apporté une "retouche" de dernière minute dans le sens d'une concession à la consommation. Quoi qu'il en soit, les faits se sont chargés de contredire les prévisions puisque la priorité traditionnelle du groupe A a repris le dessus; la production du groupe B n'a, en effet, progressé que de 37% au lieu des 48,6% prévus (56).

Le Xe plan, quant à lui, est un retour à la normale puisqu'il prévoit pour la période de 1976 à 1980 une croissance du groupe A de 38 à 42% et du groupe B de 30 à 32%.

Malgré une amélioration générale du niveau de vie, les consommateurs manifestent leur mécontentement. C'est que pour fréquentes que soient les promesses, la société de consommation soviétique ne semble pas pour demain.

Ainsi, en Azerbaidjân, la part des biens de consommation dans la production industrielle du ministère de l'industrie locale a diminué en 1974. De 9% de la production globale en 1972, elle est passée à 6% en 1974 (57). En Lituanie, plusieurs articles essentiels font

(54): Cfr. I. KONNIK, Plan i rynek v socialističeskom khozjajstve, Vop.Ek., 1966, 5, p. 28

(55): Cfr. G. FROMENT-MEURICE, La vie soviétique, P.U.F., 1970, Que sais-je ?, p. 35.

(56): Cfr. Rapport d'A.N. KOSYGIN au XXVe Congrès, texte intégral dans Les Nouvelles de Moscou, 6.3.1976, supplément, p.3.

(57): Cfr. l'article du Comité de contrôle du peuple publié dans la Pravda du 10.1.1975.

couramment défaut: l'ameublement, la vaisselle, les chapeaux de fourrure...Malgré cette pénurie, le plan de 1975 prévoyait une nouvelle réduction de leur production par rapport aux directives de planification. La république manque également des biens les plus usuels tels que des manches de pelle ou de cognée, des hochets pour bébés, des agrafes à papier...etc (58).

La pression sur les salaires, elle non plus, n'est pas près de s'alléger. Même si l'on ignore l'évolution exacte du coût de la vie, il apparaît que les revenus des travailleurs croissent nettement moins rapidement que la productivité et que le surplus. Ainsi, le IXe plan prévoyait dans l'industrie une augmentation de la productivité de 38,8%, une croissance des profits de 90,4% mais une hausse des salaires moyens de 22,4% seulement.

B. PLANIFICATION ET INFLATION

S'il faut en croire bon nombre d'économistes soviétiques, l'inflation est un mal étranger à une économie socialiste planifiée.

C'est ainsi que Ja. KRONROD a pu écrire: "(L'inflation est) due à la création exagérée de crédit et de monnaie fiduciaire et entraînant la dépréciation monétaire. Cette dépréciation provoque une réaction spontanée sur le marché, sous forme d'une hausse du niveau général des prix, déterminant une redistribution du revenu national au profit de la bourgeoisie. Par conséquent, l'inflation est une catégorie qui, par sa nature, exprime les rapports de classe régnant dans la société capitaliste et, de ce fait, absolument impossible dans l'économie socialiste" (59).

La seule consultation de l'indice des prix soviétiques permet de constater qu'entre les pétitions de principe et la réalité, la marge est appréciable.

Si l'inflation existait sous le régime tsariste, son extension coïncide avec l'instauration du pouvoir soviétique. Ainsi, les prix de détail ont crû de 31,5% de 1900 à 1913 et de 51,4% de 1913 à 1915 (60). La hausse des prix de gros fut de 1899 à 1913 de 28,6% (61).

Avec la révolution, le cours du rouble s'effondre. La suppression des échanges monétaires a comme conséquence le tarissement des ressources en espèces de l'Etat. Comme de lourdes dépenses administratives, militaires et sociales continuent à s'imposer, le déficit budgétaire est couvert par des émissions de papier-monnaie. Les recettes et dépenses monétaires de l'Etat, évaluées en roubles-or,

(58): Ibid.

(59): Ja. KRONROD, Le caractère économique de la réforme monétaire soviétique de 1947, 1948, cité par J. KAILS dans L'inflation dans une économie planifiée de type soviétique, mémoire, U.C.L. ECON 22, 1975, p. 11.

(60): Chiffres de STRUMILIN rapportés par E. ZALESKI dans Planification de la croissance, op.cit., p. 362.

(61): Chiffres de LJASČENKO, dans E. ZALESKI, op.cit., p. 363.

évoluent comme suit: (en millions)

années	recettes	dépenses
1913	3431,3	3382,9
1918	199,7	594,6
1919	68,1	277,6
1920	19,4	147,8
1921	55,1	350 (62).

La valeur du rouble en comparaison de celui d'avant-guerre passe de 1/62e en 1918 à 1/605e en 1919, 1/6.290e en 1920 et 1/40.304e en 1921 (63). Le niveau des prix de détail pour toute la Russie soviétique passe de l'indice 100 en 1913 à des sommets vertigineux tels que 618 millions le 1er octobre 1922 et 235.910 millions le 1er décembre 1923. L'indice des prix a suivi celui de la quantité de monnaie mise en circulation (64).

La N.E.P. voit se poursuivre l'inflation et se succéder les monnaies: CERVONEC et SOVZNAK, qui cèdent en 1924 la place à un rouble unifié. Ne pouvant enrayer l'inflation, on la justifie et en tire gloire. C'est ainsi que PREOBRAZENSKIJ décrit la planche à billet comme "cette mitrailleuse du commissariat aux finances tirant sur l'arrière-garde du système bourgeois et utilisant les lois monétaires de ce régime pour le détruire". Comparant les dévaluations soviétiques à l'épisode des assignats, il s'écriera au Xe Congrès du parti: "Nous avons fait quarante fois mieux que la Révolution française !" (65).

Pas plus que le communisme de guerre et que la N.E.P., le système administratif ne peut empêcher une hausse des prix, signe le plus clair d'un processus d'inflation. Cependant, l'inflation dans une économie planifiée présente plusieurs caractéristiques propres.

La première est qu'on ne peut -vu l'isolement mutuel des marchés de la production et de la consommation- parler d'un phénomène unique d'inflation. L'étude du marché des biens de capital montrera quelles formes spécifiques y prend l'inflation. C'est du seul marché de la consommation qu'il sera ici question.

La seconde caractéristique est que la forme "ouverte" d'inflation que constitue la hausse des prix n'est qu'une des diverses manifestations de l'écart inflatoire. Des formes dérivées surgissent, riposte des lois économique au volontarisme des autorités. Avant d'en montrer les expressions, il s'agit d'examiner le lien entre l'inflation et l'accumulation.

(62): Cfr. L. ZAGORSKI, La renaissance du capitalisme dans la Russie des Soviets, Paris, Girard, 1924, p. 143.

(63): Op. cit., p. 207.

(64): Op. cit., p. 238.

(65): Pour ces citations, voir E.H. CARR, La révolution bolchevique, Paris, éd. de Minuit, 1974, p. 272.

par.1. ACCUMULATION ET INFLATION

Que représente, du point de vue de la distribution des revenus, la décision d'engager de nouveaux investissements ? Elle entraine, en premier lieu, l'affectation d'une part plus importante du revenu national à l'accumulation et donc l'élévation de la "pression sur la consommation". Elle s'accompagne logiquement d'une production accrue de biens de capital et donc d'une augmentation de la "pression sur les biens de consommation". Pour peu que l'équilibre entre le total des revenus disponibles de la population et la somme ^{des prix} des biens de consommation offerts en échange soit rompu, un "écart inflatoire" apparaît.

Or cet équilibre, malgré ses pouvoirs immenses, le planificateur parvient malaisément à le tenir. L'exécution des plans témoigne -on l'a déjà noté- de la difficulté de contenir la croissance des salaires par rapport à celle de la productivité. La résistance des faits et des hommes tout autant que des décisions politiques contradictoires telles que la priorité absolue donnée au groupe A assortie d'augmentations substantielles des salaires suffisent à expliquer un écart inflatoire appréciable.

Dans un régime de prix partiellement imposés, cependant, cet écart inflatoire ne s'exprime pas intégralement sous la forme de hausses des prix. On observe d'autres phénomènes. C'est aux premières comme aux seconds que s'attachent les pages qui suivent.

par.2. L'INFLATION OUVERTE: LES HAUSSES DE PRIX.

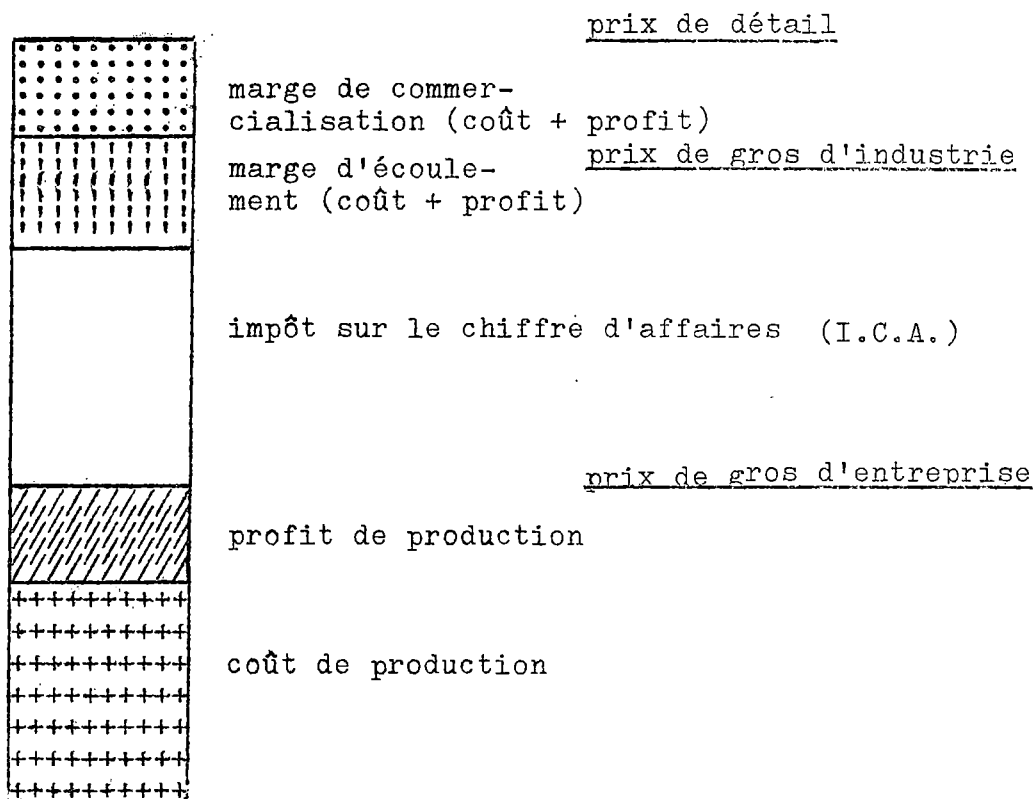
Lorsqu'il souhaite investir, le planificateur est à la recherche de moyens de financement. Il peut émettre de la monnaie, accroissant ainsi la masse monétaire, ce qui entraîne un écart inflatoire certain. Il peut également accroître ses ressources budgétaires: outre l'emprunt et l'impôt sur le revenu -que des principes idéologiques lui déconseillent- il pourra recourir aux prélèvements divers sur les profits des entreprises ou encore à l'impôt sur le chiffre d'affaires.

En quoi consiste l'impôt sur le chiffre d'affaires ? La réponse découle de l'analyse des prix de détail.

Si l'on veut disséquer un prix de détail, on obtient généralement un schéma semblable au schéma I (ci-dessous).

Tous les articles n'ont pas un prix de détail imposé par les mercuriales; de même, ils n'ont pas tous un prix de gros imposé. Mais la plupart sont régis par le système du "double prix", introduit en 1939: les

SCHEMA I: STRUCTURE D'UN PRIX DE DETAIL



mercuriales fixent et le prix de gros et le prix de détail.

Si le prix de gros est seul imposé, le prix de détail se construit, conformément aux règlements républicains et locaux, en y ajoutant l'I.C.A., les marges d'écoulement et de commercialisation. C'est le cas de quelques produits d'usage local, d'articles culturels, ménagers, de matériaux de construction, représentant environ 10% du volume du commerce.

Si le prix de détail est seul imposé, le prix de gros se calcule par soustraction de l'I.C.A. et des marges d'écoulement et de commercialisation. Ce système s'applique aux biens dont la variété est limitée: produits de papeterie, produits chimiques, articles de radio ainsi qu'aux articles de confection et de fourrure.

Pour la majorité des produits, donc, l'impôt sur le chiffre d'affaires se définit par différence. Plus exactement, l'impôt sur le chiffre d'affaires est généralement présenté comme la différence entre le prix de détail et le coût, déduction faite du profit de l'entreprise de production et des marges de l'organe d'écoulement et des organes commerciaux.

Ce principe s'accomode, cependant, de modalités diverses puisque l'impôt ne se présente pas toujours de la même manière.

1. Pour les articles soumis au système du double prix, l'impôt sur le chiffre d'affaires se définit comme la différence entre prix de détail et prix de gros d'entreprise, déduction faite des marges d'écoulement et de commercialisation. Ces dernières sont établies

en pourcentage des prix de détail par les règlements.

Ainsi, si la mercuriale fixe le prix de gros d'entreprise du bien A à 50 R; que les marges (d'écoulement et commerciale) soient de 10% du prix de détail; et que le prix de détail soit fixé à 70R, l'I.C.A. est, par déduction égal à

$$70 - (50 + \frac{70 \times 10}{100}) \quad \text{soit encore à}$$

13 R.

Si la même marchandise doit être expédiée dans une région lointaine, la marge commerciale peut être plus élevée. Dans ce cas, les marges cumulées peuvent être de 12% du prix de détail. L'I.C.A., pour le même produit, se réduira donc à 11,6 R. On perçoit par cet exemple ce qui différencie l'I.C.A. (résiduel) des impôts indirects occidentaux.

2. Pour les produits de boulangerie, les céréales et les produits pétroliers, l'I.C.A. est déterminé en chiffres absolus au quintal ou à la tonne respectivement. On retrouve ici le régime des taxes spécifiques des fiscalités occidentales et, notamment, celui appliqué aux huiles minérales.

Exemple: du mazout vendu dans deux régions différentes.

	région X	région Y
- prix de gros:	50 R /tonne	50 R /tonne
- marges d'écoulement et commerciale:	10 R /tonne	15 R /tonne
- I.C.A.:	10 R /tonne	10 R /tonne
<hr/>		
- prix de détail:	70 R /tonne	75 R /tonne

3. Pour d'autres articles, en général lorsqu'il n'existe pas de prix de gros, l'I.C.A. est fixé en pourcentage du prix de détail complet ou du prix de détail déduction faite des marges. L'impôt se calcule donc "par le haut".

4. Pour les produits de l'industrie locale, qui n'ont pas de prix de détail imposé, mais bien un prix de gros, l'I.C.A. s'ajoute alors comme un pourcentage du prix de gros au même titre que les marges commerciales et d'écoulement.

5. Certains articles, enfin, de première nécessité, comme la viande, les oeufs, la confection....ne font l'objet d'aucune taxe.

L'impôt sur le chiffre d'affaires ne doit être payé qu'une seule fois pour chaque article. Il s'incorpore dans le prix au moment où le bien sort du secteur de la production. L'acquittera donc au Trésor celui -entreprise de production, organe d'écoulement, comptoir d'un ministère du commerce républicain- qui transfère l'article à un organisme commercial pour la première fois.

Ce n'est point que de tout temps l'I.C.A. se soit limité aux biens de consommation. Avant 1936, les moyens de production y étaient également soumis. Après le 1er avril 1936, ils ne furent plus soumis qu'à un I.C.A. réduit de 0,5% ou de 1%. Il n'empêche que jusqu'à la réforme entrée en vigueur le 1er janvier 1949, l'Etat s'est payé à lui-même des impôts. Après cette date, seuls les

moyens de production énergétiques, utilisés tant par les entreprises que par les particuliers, ont continué à être soumis à l'I.C.A.: le gaz, l'électricité et les produits pétroliers (dans le but de garder les moyens d'une politique des prix pour les produits substituables entre eux et au charbon).

Après 1953, certains estimaient à quelque 60% la part des entreprises de production de biens de consommation payant l'I.C.A. (66).

Pour les entreprises qui sont redevables de l'impôt, celui-ci prend la forme d'un versement au budget fixé comme un pourcentage de la production vendue.

L'I.C.A. fut instauré lors de la réforme fiscale de 1970, lorsque 61 taxes et accises furent remplacées par l'I.C.A. d'une part et les prélèvements sur les profits d'autre part (67).

On peut rappeler que le programme du parti communiste de 1903 avait réclamé l'abolition de tous les impôts indirects et qu'en 1918, LENINE avait déclaré: "Tous les socialistes sont opposés aux impôts indirects puisque le seul impôt admissible du point de vue socialiste est un impôt progressif sur le revenu et la propriété" (68).

La nature de l'impôt sur le chiffre d'affaires est double.

D'une part, il est un moyen budgétaire important destiné à financer l'accumulation. En termes consacrés, c'est par ce biais "qu'une partie importante du revenu net centralisé de la société socialiste est concentrée dans le budget de l'Etat et est utilisée pour couvrir les besoins de la communauté" (69).

On notera au passage que les finances publiques soviétiques ignorent la distinction entre budget ordinaire et budget extraordinaire. L'I.C.A. est une ressource budgétaire parmi d'autres, telles que l'impôt sur les revenus (réduit) et les prélèvements sur les profits des entreprises.

Servant à alimenter l'accumulation, la part de l'impôt sur le chiffre d'affaires dans les recettes budgétaires est une mesure directe de la pression sur la consommation. Après avoir dépassé la moitié des recettes pendant les plus dures années du système administratif, l'impôt sur le chiffre d'affaires en représente désormais moins d'un tiers.

(66): Cfr. E. A. ROVINSKIJ, Osnovnye voprosy sovetskogo finansovogo prava, Mos., Gosfinizdat, 1960, p. 53.

(67): Cfr. décision conjointe du Comité central exécutif et du Conseil des commissaires du peuple du 2.9.1930, "Sur la réforme financière", S.Z. S.S.S.R., 1930, n°46, p. 476.

(68): Cité par E.H. CARR dans La révolution bolchevique..., op.cit., t.II, p. 151.

(69): B.I. BUCKIN et G.V. PETROV, Ceny i cenoobrazovanija v potrebitel'skoj kooperacii, Mos., 1971, p. 9.

Depuis 1928, la part de l'impôt sur le chiffre d'affaires dans les recettes budgétaires a évolué comme suit:

1928: 38,8%	1949: 56,1%	1956: 44,1%	1962: 39,1%
1932: 58,3%	1950: 55,8%	1958: 45,3%	1963: 38,6%
1937: 69 %	1953: 45,1%	1959: 42 %	1964: 38,8%
1940: 59 %	1954: 40,9%	1960: 40,7%	1965: 37,3%
1946: 58,7%		1961: 39,6%	1967: 35,3%
			1969: 31,98% (70).

Mais l'impôt sur le chiffre d'affaire a une autre fonction importante. Il est l'instrument d'une politique des revenus.

Comme on l'a signalé, prix de gros et prix de détail sont planifiés de façon autonome au nom de critères différents. Alors que le prix de gros repose essentiellement sur le coût de production, le prix de détail, en revanche, est fixé dans le but d'ajuster l'offre des biens de consommation à la demande. Les revenus disponibles de la population comme le prix d'articles substituables interviennent donc comme éléments primordiaux.

On ne peut donc comparer l'impôt sur le chiffre d'affaires aux impôts sur la consommation des pays occidentaux, lesquels s'ajoutent au prix net pour constituer le prix du marché. L'impôt sur le chiffre d'affaires est essentiellement une valeur résiduelle.

Il apparaît donc que le gouvernement dispose d'une substantielle marge de manoeuvre sous la forme de cet "amortisseur" particulier qu'est l'impôt sur le chiffre d'affaires, sans omettre le jeu de subventions éventuelles qui permettront de réduire certains prix.

Ecran interposé entre le prix de gros et le prix de détail, l'impôt sur le chiffre d'affaires traduit sous une forme économique et administrative la séparation entre le monde de la production et celui de la consommation.

Dans la pratique, on est tenté d'examiner de quelle manière les prix ont réagi à la politique d'accumulation et, ce faisant, d'associer leur évolution à celle des indices étudiés dans la section précédente. Cette approche peut se compléter d'une comparaison entre l'indice du coût de la vie et d'autres valeurs telles que la marge entre la hausse des revenus nominaux et la productivité d'une part ou le rapport entre les revenus disponibles de la population et le volume des biens de consommation qui lui sont offerts d'autre part.

(70): Sources: E. ZALESKI, Le budget et le plan financier de 1966, Annuaire U.R.S.S., 1966, p. 250; E. VERRE, L'entreprise industrielle en Union soviétique, P., 1965, p. 168; A. NOVE, op.cit., p. 112; S.K. TATUR, Khodzajstvennyj rasčet v promyšlennosti, Mos., 1964, p. 105; H. DENIS et M. LAVIGNE, Le problème des prix en Union soviétique, P., 1966, p. 31; E. MANDEL, Traité d'économie marxiste, P., 1962, t.IV, p. 38; M. KASER, La vie économique en U.R.S.S., P., 1970, p. 163; Rapport du ministre des finances de l'U.R.S.S., V.F. GARBUZOV sur le budget de 1970, du 16.12.1969, Pravda, 17.12.1969; I.M. LEVITANUS, Tovarnoe proizvodstvo i stroitel'stvo kommunisma, Mos., 1964, p. 23.

Malgré la centralisation de l'économie soviétique, il est bien difficile d'établir la balance exacte des revenus disponibles de la population et de la masse réelle des biens de consommation offerts.

Du côté des revenus, outre les salaires et les traitements, il faut prendre en ligne de compte les primes d'incitation matérielle, les soldes, pensions, allocations sociales diverses, les rémunérations de base et les profits des kolkhoziens comme des agriculteurs individuels, les bourses d'études, les intérêts et amortissements des emprunts, les revenus des gens de maison, artisans, chasseurs, chercheurs d'or..., sans oublier le crédit bancaire (71).

Les revenus ne sont pas tous consommés en biens de consommation industriels -dont certains sont importés- mais également en produits agricoles (dans le commerce officiel ou coopératif, sur le marché kolkhozien et sur le marché libre) dont la production intérieure fluctue considérablement d'une année à l'autre et pour lesquels l'importation joue un rôle important. Ils alimentent en outre les dépenses en services et en loyers, en cotisations diverses; ils sont également affectés à la construction d'habitations privées, sans oublier l'impôt direct et quelques autres taxes. Le solde prend le chemin de la Caisse d'épargne ou du bas de laine.

Pour évaluer la part de chacun de ces postes, on peut dresser le bilan des recettes et dépenses de la population (chiffres en milliards de roubles et en % pour 1965).

TABLEAU IV : RECETTES ET DEPENSES DE LA POPULATION (1965 - en milliards de R et en %)

RECETTES

1/. salaires et traitements (secteur Etat):	87,97 MR	soit	65,94%
2/. autres salaires et traitements:	3,41		2,55
3/. rémunérations des kolkhoziens:	9,61		7,20
4/. produit des ventes agricoles:	8,50		6,37
5/. pensions et allocations:	13,80		10,34
6/. bourses d'étude:	0,97		0,72
7/. autres revenus monétaires:	6,68		5
8/. service des emprunts:	0,46		0,34
9/. soldes des militaires:	1,79		1,34
10/. accroissement des prêts bancaires à long terme:	0,20		0,14
total:(pour 130,82 MR planifiés)	133,39		100

(71): Sur ces catégories, voir E. ZALESKI, Le budget et le plan financier soviétiques de 1966, Annuaire U.R.S.S., 1966, pp. 280 sv.

DEPENSES:

1/. commerce étatique et coopératif:	97,80 MR	soit	76,12 %
2/. commerce coopératif par commission:	1,10		0,85
3/. commerce kolkhozien:	3,30		3,04
4/. loyers:	0,80		0,62
5/. cotisations:(parti, syndicat, etc.):	1,43		1,11
6/. services:	11,54		8,98
7/. construction d'habitations privées:	1,50		1,16
8/. accroissement des dépôts dans les caisses d'épargne:	3		2,33
9/. impôts:	8		6,22
	<hr/>		
total:	128,47		100
non dépensé:	4,92		

La diversité des postes est grande tant du côté des ressources que de celui des emplois. Malgré cela, on peut tenter d'approcher grossièrement les masses monétaires et le volume des biens de consommation. Les tableaux qui suivent ont été construits sans intention exhaustive -car on devrait aussi tenir compte des demandeurs "institutionnels" de biens de consommation: administration, armée, exportation....- mais dans le but de déceler des tendances, des relations et d'en tirer éventuellement quelques enseignements.

Au poste des revenus, on s'est limité aux salaires et traitements dans tous le secteur d'Etat, dont on vient de constater la part prépondérante (chiffres officiels); il s'agit très précisément des revenus nominaux moyens complets comprenant les salaires, primes et allocations sociales avant ponction fiscale. Le chiffre ainsi obtenu a été multiplié par le nombre de travailleurs de toute l'économie. Ces revenus "approchés" sont comparés au volume de la production de biens de consommation industriels d'une part et à celui du commerce (d'Etat et coopératif) d'autre part. Plus exactement, ce sont les variations de ces indices qui sont mises en relation. Les deux rapports -qu'on peut appeler "indices de l'écart inflatoire-demande" sont confrontés aux indices des prix (selon les chiffres officiels ou occidentaux).

On a dressé un second tableau mesurant un "indice de l'écart inflatoire-coût" où les salaires nominaux, calculés comme précédemment, sont confrontés à la productivité industrielle (chiffres officiels) de même qu'à la productivité globale (chiffres officiels et occidentaux).

Quelles observations ces mesures permettent-elles de faire ?

La première est qu'on remarque une indéniable corrélation entre l'indice des prix et ceux de l'écart inflatoire. Comme les indices de pression étudiés plus haut, ils retracent l'histoire des plans quinquennaux.

Le premier plan connaît une inflation à la mesure de l'effort d'accumulation. Fort naturellement, le secteur privé lance le mouvement: des hausses vertigineuses s'y déclarent.

Au cours de la première année (1928-1929), le gouvernement parvient à maintenir la hausse des prix de gros et de détail du réseau socialisé à 4,3% (72). Il n'empêche que le plan prévoyait 2,4% de hausse

(72): Gustave MEQUET, Les leçons du plan quinquennal, F. Alcan, Paris, 1934, p.71.

pour les premiers et le statu quo pour les seconds. Sur le marché libre, les graisses végétales haussent de 65%, le grain de 100% en un an. En 1933, le pain se paie cinquante fois plus cher qu'en 1928 (73).

Le gouvernement ne renonce pas d'emblée à sa politique de pression sur les prix, mais il ne peut résister indéfiniment à cet emballement. Le secteur de la consommation devient la chambre d'échos des difficultés rencontrées dans le secteur prioritaire. On peut parler à juste titre d'une revanche des lois du marché que le planificateur avait voulu ignorer. Quant aux consommateurs, ils subissent les conséquences funestes de cette expérience comme en témoignent les tables consacrées aux salaires réels (cfr. annexes).

Les autorités introduisent le rationnement dès le lancement des plans (74), ce qui oriente la demande vers les marchés libre et kolkhozien. Cette "ruée vers les campagnes" explique le faible développement du commerce étatique; c'est pourquoi, dans les tableaux, l'indice "revenus-volume du commerce étatique" est-il particulièrement élevé. Les déficits industriels et les investissements massifs provoquent un déficit budgétaire qui n'est comblé que par le recours à la planche à billets.

De septembre 1929 à septembre 1930, la circulation monétaire passe de 2,4 à 4 milliards de roubles. Celle des billets de 983 à 2.170 millions (75). Deux ans plus tard, la circulation monétaire est à 7 milliards. En 4 ans, les revenus monétaires de la population sont passés de 24 à 70 milliards de roubles (75).

Pour éponger ces liquidités monétaires, le gouvernement lance un emprunt "pour la réalisation du plan quinquennal en quatre ans" en 1930, lequel touche surtout les ouvriers et la population urbaine (à raison des trois quarts). Il double le réseau commercial officiel d'un réseau "mixte" non rationné: organisé par l'Etat, mais facturant à des prix élevés, proches du marché libre; sous la pression des coûts, il doit relever les prix de gros de plus de 25% en 1933 (76). Alors que le second plan quinquennal prévoyait une baisse des prix de détail de 35%, la hausse effective en est de 109%. Au total, de 1928 à 1940, les prix de détail croissent 2,5 fois plus vite que les prix de gros, marge qui traduit la pression sur la consommation. Le rouble est successivement dévalué en 1935 et 1937.

(73): N. JASNY, op.cit., p. 81.

(74): Il se prolongera jusqu'en 1934; cfr. décision du 26.11.1934 sur la suppression du système de cartes de ravitaillement pour le pain et d'autres denrées, Direktivny..., t.II, pp. 444 sv.

(75): G. MEQUET, op.cit., pp. 91 et 204.

(76): Cfr. E. ZALESKI, Planification de la croissance..., pp. 129 et 275.

Pendant la guerre, l'équipement militaire est financé par des émissions de papier-monnaie, le rationnement est réintroduit dès juillet 1941; le marché kolkhozien est l'objet d'une pression inflationniste considérable: alors que les prix des magasins d'Etat ne sont en 1942 que de 20% supérieurs à ceux de 1940, d'avril 1941, deux mois avant l'invasion, à avril 1943, les prix des marchés kolkhoziens urbains sont multipliés par 16,86 (77). Bientôt, l'Etat est obligé lui-même de céder et, comme lors du précédent rationnement, il introduit parallèlement aux "prix de rationnement", des "prix commerciaux" nettement supérieurs

Pour l'après-guerre, les indices témoignent d'une allure générale fort similaire mais avec quelques divergences avant 1950.

Dans l'immédiat, le gouvernement est confronté à d'importantes liquidités inflationnistes, séquelles de la guerre; elles-ci l'empêchent de supprimer le rationnement. Une augmentation des salaires plus rapide que la productivité relance momentanément l'écart inflatoire-coûts. Pour y obvier, un emprunt de reconstruction est lancé en mai 1947 et en décembre, une dévaluation officielle a lieu, accompagnée d'une réduction autoritaire de plusieurs prix de détail et de l'abrogation du rationnement. Pour éponger les liquidités, les modalités de l'échange d'anciens roubles contre de nouveaux sont volontairement désavantageuses pour les détenteurs de numéraire -et donc pour les agriculteurs- (un nouveau rouble pour dix anciens) et, dans une moindre mesure, pour les épargnants (un pour un, deux pour un ou dix pour un selon le montant de la fortune épargnée), mais profitables aux entreprises (un pour un).

C'est l'époque où VOZNESENSKIJ, partisan du recours aux catégories marchandes, prend la direction du Gosplan. De décembre 1947, quand il entre en fonction, à janvier 1950, quand STALINE le destitue, il procède à un assainissement des prix de gros. Une réforme générale des prix de gros industriels est mise en oeuvre qui se traduit par une hausse moyenne de 80%.

Une autre façon "marchande" de lutter contre la hausse des prix de détail consiste à développer rapidement la production des articles de consommation; c'est ce qui explique la chute libre de la pression sur les biens de consommation en 1946.

Si les prix à la consommation atteignent des sommets, ceux des moyens de production se comportent d'une manière nettement plus raisonnable. Ce résultat est dans la droite ligne de la politique de sous-évaluation des moyens de production et de la pression sur la consommation. De 1926 à 1948,

(77): Chiffres officiels rapportés par N. JASNY dans Soviet industrialisation 1928-1952, Chicago, 1961, p. 257.

les prix à la consommation ont crû de trente fois, ceux des moyens de production de trois fois, les salaires nominaux s'étant, quant à eux, élevés de onze fois (78).

De 1948 à 1950, toutes les allures concordent et deviennent négatives: c'est l'ère de la baisse généralisée; autrement dit, celle d'une amélioration du niveau de vie. On venait du reste de loin. Le rouble est même réévalué de 32,5% en mars 1950.

Avec le cinquième plan quinquennal, les prix continuent à descendre, ainsi que les deux indices de l'écart inflatoire; de même encore que la pression sur les salaires.

Très logiquement, ces témoins de l'accumulation que sont l'impôt sur le chiffre d'affaires et les prélèvements sur les profits marquent le pas en termes relatifs comme absolus. De 236 milliards de roubles en 1950, l'impôt sur le chiffre d'affaire passe à 224 milliards en 1954. Les versements sur les profits augmentent certes de 110% mais I.C.A. et versements marquent ensemble une hausse de 11% alors que le revenu national s'accroît de 53%.

Les prix de gros sont réduits de 13;5% en 1950, de 19% , deux ans plus tard et de 19,6% encore en 1955. Après une réduction en 1948, les prix de détail subissent six baisses successives de 1950 à 1954.

La corrélation entre marché officiel et marché kolkhozien est bien mise en évidence: entre 1950 et 1955, les prix alimentaires officiels diminuent de 30% tandis qu'ils augmentent de 7% sur le marché libre; l'écart inflatoire-demande n'a diminué que de 20%, en effet, pendant ce laps de temps. D'une façon générale, l'offre des biens de consommation n'a pas pu faire face au développement de la demande plus rapide que la diminution des prix. Autre exemple: de 1956 à 1959, l'écart inflatoire se réduit, mais les prix officiels restent stables dans l'ensemble; sur le marché kolkhozien, on assiste à une baisse des prix.

Cependant, ces réductions spectaculaires à motivation de propagande, permises par la relative aisance d'une période de reconstruction, ne doivent pas faire illusion. En 1954, le niveau des prix de détail est de 34,78% supérieur à celui de 1940 alors que la productivité a crû de 96,5% et que les coûts de production se sont réduits. Ceci explique que dans le même délai, la pression sur les salaires se soit accrue de plus de 25%; autrement dit: l'accumulation se poursuit et le consommateur ne récupère pas les acquis de la productivité.

(78):Cfr. Fr. PERROUX, La coexistence pacifique, P.U.F., P., 1957, t.I, p. 159.

TABLEAU V: INDICE DE L'ECART INFLATOIRE-DEMANDE (1928-1977)(indice 100 en 1928)

1	2	3	4	5	6	7	8	9
années	salaires (1)	emploi (2)	biens de consomma- tion (3)	indice (4)	commerce (5)	indice (6)	prix of- ficiels (7)	prix non officiels (7)
1928	100	100	100	100	100	100	100	100
1932	197	210	109	377	85	485	258	371
1937	432	258	164	680	109	1023	541	699
1940	565	289	181	902	116	1408	644	951
1946	821	290	90	2634	83	2875	1738	2566
1948	996	324	141	2285	87	3714	2062	2596
1950	1091	360	184	2135	142	2768	1157	1769
1951					161		1064	1617
1952	1137	391	234	1897	175	2537	1011	1531
1953	1159	405	263	1784	207	2266	920	1388
1954	1188	438	291	1791	240	2174	868	1312
1955	1220	448	314	1745	249	2198	868	1312
1956	1264 (8)	468	339	1745	269	2204	868	1312
1957	1314 (8)	493	360	1799	303	2134	868	1312
1958	1328	506	379	1774	320	2100	879	1341
1959	1349	523	407	1732	344	2051	868	1312
1960	1376	575	425	1861	375	2112	856	1294
1961	1424	610	445	1952	387	2245	856	1294
1962	1471	633	465	2002	410	2271	868	1312
1963	1495	654	488	2004	427	2291	878	(9)
1964	1538	679	520	2008	449	2328	881	
1965	1647	713	564	2082	491	2392	867	
1966	1693	740	604	2074			857	
1967	1751	763	658	2031			857	
1968	1924	789	713	2129			858	
1969	1995	815	764	2128			866	
1970	2065	832	829	2073			870	
1971	2134	856	894	2043			866	
1972	2222	879	944	2069			871	
1973	2304	899	1002	2067				
1974	2408	919	1074	2060				
1975	2492		1136					
1976								
1977								

Notes:

(1): Salaires nominaux moyens des ouvriers et employés de tous les secteurs de l'économie (entreprises d'Etat). Sources: J. CHAPMAN, Real wages in Soviet Russia since 1928, Harvard U.P., 1963; Statistiques officielles après 1940.

(2): Tous les ouvriers et employés de l'économie nationale. Sources: N. KAPLAN, The record of Soviet economic growth, Rand Corporation, Santa Monica, 1970; Après 1965, statistiques officielles.

(3): Volume de la production de l'industrie des biens de consommation. Source: N. KAPLAN, op.cit.; après 1965, chiffres officiels.

(4): $\frac{\text{col.2} \times \text{col.3}}{\text{col.4}}$

(5): Volume du commerce. Sources: N. KAPLAN, op.cit.; après 1965, chiffres officiels

(6): $\frac{\text{col.2} \times \text{col.5}}{\text{col.6}}$

(7): Voir sources dans les annexes en fin d'ouvrage.

(8) Faute de données, on a appliqué pour ces années le taux de croissance des salaires industriels aux salaires de tous les secteurs.

(9): Voir ci-après, note (83bis).

TABLEAU VI: INDICES D'ECART INFLATOIRE - COÛT (1928-1976).

1	2	3	4	5	6	7
années	producti- vité indus- trielle of- ficielle (1)	indice (2)	productivi- té globale officielle (3)	indice (2)	productivi- té globale chiffres occidentaux (4)	indice (2)
1928	100	100	100	100	100	100
1932	138	143	87	227	51	386
1937	244	177	155	278	60	708
1940	313	181	178	318	62	930
1946	374	220	138	595	48	1710
1948	412	242	184	541	54	1854
1950	454	240	233	468	58	1871
1952	540	211	267	426	62	1848
1953	573	202	284	408	63	1829
1954	615	193	294	404	63	1885
1955	675	181	322	379	67	1827
1956	723	175	343	369	69	1836
1957	769	171	348	378	69	1894
1958	819	162	381	349	73	1811
1959	876	154	396	341	75	1798
1960	927	148	381	361	70	1952
1961	968	147	391	364	71	2000
1962	1021	144	398	370	72	2033
1963	1075	139	402	372	72	2084
1964	1118	137	423	364	75	2060
1965	1169	141	420	392	75	2186
1966	1228	139	445	384	78	2191
1967	1313	136	461	388	79	2251
1968	1379	140				
1969	1445	138				
1970	1545	134	534	387	90	2293
1971	1637	130	550	388	93	2299
1972	1728	128	557	399	92	2411
1973	1834	126	589	391	98	2363
1974	1953	123	598	402		
1975	2068	121				
1976						

(1): Sources officielles

(2): Rapport de l'indice du salaire nominal (cfr. tableau précédent) à celui de la productivité.

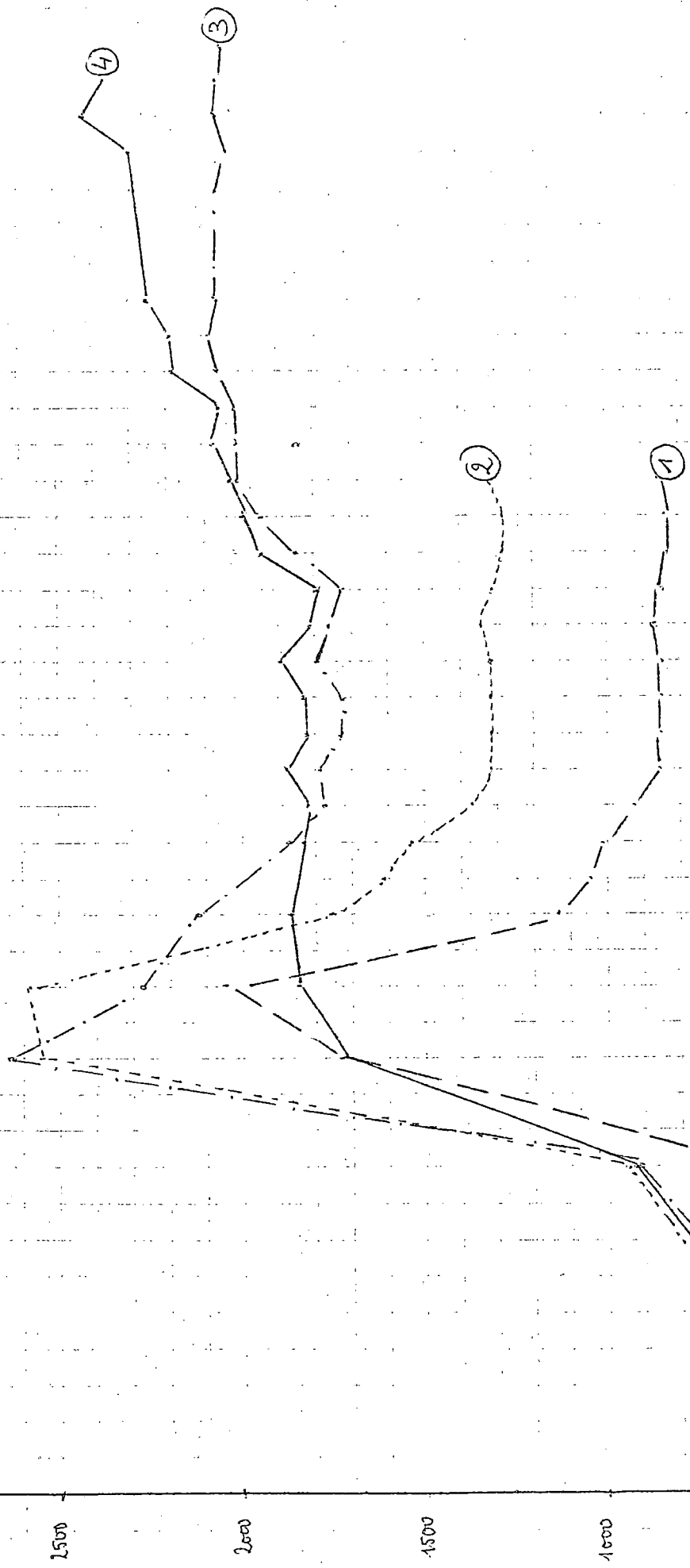
(3): Revenu national divisé par le nombre total d'ouvriers et d'employés dans l'économie. Chiffres officiels.

(4): Produit social global divisé par le nombre total d'ouvriers et d'employés dans l'économie. Chiffres du P.S.G. de N. KAPLAN, op.cit.; chiffres de l'emploi officiels.

NOTES: On remarquera la quasi-identité entre les chiffres de la colonne 7 et l'indice non officiel du coût de la vie de 1928 à 1940.

La limite de ce genre de tableaux (tableaux V et VI) est le mode d'évaluation des masses: volume des biens de consommation et du commerce, plus précisément. Avant 1965, les données occidentales correspondent effectivement à des résultats en volume. Mais après cette date, on doit se fier aux chiffres soviétiques qui sont en prix courants. D'où la stagnation apparente de l'indice d'écart inflatoire à la colonne 5 du tableau V.

P.110. GRAPHIQUE I: INDICES DE L'ECART INFLATOIRE.



- 1/ : indice des prix officiel
- 2/ : indice des prix occidental
- 3/ : indice de l'écart inflationnaire-demande (biens de consommation)
- 4/ : indice de l'écart inflationnaire-coût (productivité globale, chiffres occ.)

1928 1932 1937 1940 1946 1948 1950 1952 1954 1956 1958 1960 1962 1964 1966 1968 1970 1972 1974 1976

Mais, bien vite, on atteint le cap de l'année 1954. Les tendances s'inversent. Les prix cessent de diminuer, pour bientôt remonter; les indices d'écart inflatoire-demande virent de bord eux aussi. La pression sur les salaires atteint son minimum absolu de l'après-guerre en 1954. La part de l'impôt sur le chiffre d'affaires dans les recettes budgétaires augmente de nouveau, les versements sur les profits font un bond de 22% entre 1954 et 1955. Pour les indices plutôt stationnaires comme la pression sur la consommation et la pression sur les biens de consommation, on a noté comme 1955 marquait une recrudescence sensible. Les fréquents dépassements des plans de l'emploi sont à la mesure de la difficulté de réaliser ceux de la productivité: ainsi, de 1959 à 1965, l'emploi s'est accru de 40% alors que 22% seulement avaient été prévus.

L'année 1954 est donc un tournant. Que représente cette année étrange ?

L'étude de la croissance à long terme fera découvrir que c'est également à cette époque que le coefficient de capital recommence à s'élever. Sans entrer dans les détails à cet endroit, on peut néanmoins se demander si le tournant constaté ne correspond pas à la fin de la période de reconstruction.

Ce genre de période a des caractères bien définis, parmi lesquels une relative aisance dans les taux de croissance, quel que soit le domaine envisagé. Cette ère euphorisante écoulée, les investissements deviennent de moins en moins "productifs", les sacrifices pour obtenir des résultats comparables s'alourdissent, la hausse de la productivité retrouve sa tendance de longue période. Traitant de la consommation, c'est à la productivité que l'on doit s'attarder, de même que traitant du capital dans un chapitre ultérieur, c'est à elle que l'on devra s'intéresser. Ce tournant de 1954 est le signe que sans distinction de régime ou d'idéologie, le statut du consommateur est fondamentalement lié aux progrès de la productivité.

Les années 1956, 1957 et 1958 révèlent une séquence de phénomènes typiques.

Suite aux difficultés de politique étrangère, la circulation et l'importation de biens en provenance des pays satellites est entravée; bien plus, l'U.R.S.S. est amenée à les aider. La désorganisation des chemins de fer qui en résulte réduit sensiblement l'offre tant sur le marché de la production que sur celui de la consommation; à quoi s'ajoutent les mauvaises récoltes de 1957; aussi une passion inflationniste se fait sentir sur le marché libre. Cependant, comme en 1929, le commerce officiel devra suivre, en 1958. Une fois de plus, le marché mène le train. Ajoutant à cela que les prix agricoles sont relevés, ce qui conduit à une demande renforcée d'é-

TABLEAU VII: INDICE DE L'ECART INFLATOIRE-DEMANDE 1950-1964.

1	2	3	4	5	6	7
années	fonds cou- rant de con- sommation (1)	volume des biens de consomma- tion (2)	volume du commerce (3).	indice 2/3	indice 2/4	indice des prix (4)
1950	100	100	100	100	100	100
1951	103,9	116	113	89,57	91,9	91,96
1952	103	111	109	92,79	94,5	95,01
1953	105,55	112	118	94,24	89,44	90,99
1954	109,58	113	115	96,97	95,28	94,34
1955	103,75	108	104	96,06	99,8	100
1956	105,27	109	108	96,6	97,47	100
1957	111	108	113	102,78	98,23	100
1958	108,24	108	105,7	100,22	102,4	101,26
1959	104,76	110	107,29	95,24	97,64	98,74
1960	106,7	107	108,97	99,71	97,91	98,61
1961	102,98	107	103,32	96,24	99,6	100
1962	108,58	107	105,97	101,47	102,46	101,40
1963	105,04	105,1	104	99,9	101	
1964	104,71	103,9	105,13	100,77	99,6	

(1): Il s'agit de la part du revenu national qui est affectée à la consommation privée. Evolution en chiffres courants. Chiffres officiels parus dans Vestnik Statistiki, 1966, n°4, p. 96.

(2): Mêmes sources qu'au tableau V, note 3.

(3): Mêmes sources qu'au tableau V, note 5.

(4): Mêmes sources qu'au tableau V, note 8.

quipements aratoires, on peut comprendre que de fortes tensions se manifestent dans le secteur de la production: le désinvestissement relatif de 1957 y trouve une de ses causes. Les réserves se contractent comme les investissements, phénomène qui s'exprime par un relâchement de la pression sur la consommation.

Pour pallier la tension inflationniste, N. KROUCHTCHEV fait adopter en avril 1957 la suppression des emprunts forcés et une consolidation de la dette publique: l'amortissement de quasi tous les emprunts d'Etat souscrits par la population est reporté à vingt ans. Cette opération porte sur 260 milliards de roubles ! (79).

(79): Sur ces trois années, voir R. BORDAZ, La nouvelle économie soviétique, Grasset, 1960, pp. 96 sv.

Le septennat 1959-1965 est inflationniste et entaché des défauts traditionnels de la planification soviétique: la pression sur les biens de consommation dépasse -on l'a noté- les prévisions de même que la hausse des revenus nominaux (et particulièrement au sein du groupe A); les plans de productivité ne sont pas réalisés: + 42% au lieu de + 45-50%; l'emploi se développe trop rapidement: + 37% contre 22% ; le fonds des salaires dans l'économie nationale s'accroît de 68% au lieu des 54% planifiés. En revanche, le volume du commerce ne s'accroît que de 60% au lieu de 62% (80). Le 5 mai 1960, devant le Soviet suprême, Nikita KROUCHTCHEV affirme: "Nous disposons à l'heure actuelle de marchandises en quantité suffisante pour satisfaire la demande solvable de la population" (81), alors que 1960 est précisément une année de relance de l'écart inflatoire-demande. Le gouvernement tente un moment de bloquer les prix, mais doit bientôt céder. En 1961, à l'occasion d'une conversion du rouble (dix roubles anciens contre un nouveau), il procède à une dévaluation de fait de 55%. L'année suivante, le 1er juin 1962, les produits laitiers subissent une hausse de 25% et la viande une augmentation de 30%.

De même qu'en Pologne huit ans et demi et quatorze ans plus tard, cette hausse des prix des produits élémentaires provoque des troubles graves, plus particulièrement dans la région de Rostov. Les conséquences politiques de ces émeutes sont moins lourdes qu'en Pologne, la région ayant été interdite pendant plusieurs semaines et la presse ayant étouffé les événements (82).

Au cours des années plus récentes, la poussée de l'indice de l'écart inflatoire-demande se poursuit ^{comme} celle de l'indice de l'écart inflatoire-coût. Dans l'industrie ^{cependant}, cet indice ^{ne cesse} de se réduire depuis 1948, hormis l'une ou l'autre hésitation en 1965 et 1968, suite à la révalorisation du salaire minimum garanti. Que de nombreux caractères des plans de jadis demeurent aujourd'hui, on en trouvera les signes dans les tableaux présentés comme dans de multiples autres indices.

C'est ainsi que les revenus nominaux continuent à se développer plus rapidement que prévu: durant le VIII^e quinquennat, le salaire moyen a crû de 25,5% au lieu des 20% planifiés. Cette tendance s'est confirmée au cours du neuvième plan.

La crainte des autorités devant les menaces de poussées inflatoires les a amenées par exemple à convertir obligatoirement l'emprunt à

(80): Chiffres de I. KONNIK, op.cit., p. 28.

(81): Cité par L.M. ZAK, op.cit., p. 35.

(82): Sur ces événements, lire M. TATU, Le pouvoir en U.R.S.S., P., 1967, p. 234.

lots de 3% 1947-1967 en un autre du même type, lancé le 1er juillet 1966 (83).

Un mot enfin sur la relativité de l'indice officiel des prix de détail. Car ce dernier est loin de refléter la réalité. Non seulement le marché kolkhozien connaît-il des prix doubles ou triples du marché officiel, mais encore, sur celui-ci, la pression de la demande est telle qu'il n'est pas rare de voir les magasins d'Etat facturer les marchandises à des prix supérieurs aux mercuriales obligatoires. Une enquête publiée en mars 1963 a révélé que dans la République de Moldavie, un magasin sur cinq écoulait sa marchandise à des prix excessifs. Des agissements similaires sont dénoncés un peu partout dans les autres Républiques (84).

Le contrôle d'un blocage des prix de détail est dans tout pays une tâche immense: il est ici à la mesure des mercuriales. Qu'on sache seulement qu'en 1963, pour les seuls articles de confection, dans la seule R.S.F.S.R., cent mille prix étaient en vigueur (85) !

par. 3: AUTRES MANIFESTATIONS DE L'ECART INFLATOIRE.

Pour comparables que soient les allures des indices observés avec l'indice des prix, on constate que la hausse des prix reste en deçà de celle des indices de l'écart inflatoire. Le souligner, c'est rappeler que le planificateur nie la possibilité même de l'inflation dans un régime socialiste comme il affirme sa volonté d'une baisse tendancielle de tous les prix..

Cette poussée inflatoire qui ne se répercute pas dans les prix de détail semetrouve, détournée, en plus d'un domaine. Dans la mesure où une demande forte ne rencontre pas l'amortisseur que constitue un prix souple, c'est l'état des réserves qui est le plus vulnérable, surtout en période de rationnement. Les magasins se vident et la pression se déplace vers le mar-

(83): Cfr. A.G. ZVEREV, Nacional'nyj dokhod i finansy S.S.S.R., Mos., 1970, p. 271.

(84): Cfr. V.T. KORNIENKO, Ceny i potrebitel'skij spros, Ekonomika, 1964, pp. 112 sv.

(85): Id. ibid.

ché libre, lequel est la chambre d'échos des dysfonctionnements du réseau commercial officiel.

Si par marché libre on entend le marché kolkhozien déjà évoqué, il faut inclure dans cette acception le marché noir développé et alimenté par tout un chacun à chaque échelon de la production ou de la distribution: détournements, coulage sont monnaie courante et alimentent les chroniques judiciaires et le courrier des lecteurs dans les quotidiens. Des enquêtes font état de pratiques stupéfiantes tant elles sont généralisées. Elles révèlent que cette attitude peu scrupuleuse envers la propriété socialiste est devenue une composante de la vie économique (86). Parfois elle prend des formes exceptionnelles: ainsi, trois hommes, après avoir volé et revendu pour près de 80.000 R d'étoffes rares, ont été jusqu'à tendre une embuscade à un camion chargé de soie. L'affaire s'étant terminée par des meurtres, le tribunal a condamné les trois complices à la peine capitale (87).

C'est pour tenter d'endiguer de tels agissements que plusieurs textes instituent périodiquement une responsabilité sévère à charge de leurs auteurs présumés (88). Sont notamment visés les chauffeurs de camion, de taxi, d'autobus, de train, etc. Et c'est d'ailleurs parce que la situation est devenue dramatique que les autorités restaurent la peine de mort pour ce genre de délits en 1961.

Loin de nier le marché noir et la corruption, les autorités les dénoncent publiquement. Ainsi, N. KROUCHTCHEV en 1962, estime que les pots-de-vin "dilapident les ressources de l'Etat, qu'ils soient versés pour se procurer des bons de logement, des lopins de terre, une pension, pour être admis dans un établissement d'enseignement supérieur ou même pour obtenir un diplôme. Il ajoute: "Ce malaise, cette corruption ont infecté certaines institutions et certains départements centraux, y compris de nombreux fonctionnaires dirigeants ayant leur carte de parti en poche" (88bis). Neuf ans plus tard, L. BREZNEV reprendra ces dénonciations à son compte (88ter).

Peut-on imaginer revanche plus éclatante du marché ?

Le marché libre, c'est encore le marché de l'occasion, véritable institution officieuse du régime. Par un curieux paradoxe; il révèle des prix supérieurs au marché du neuf. Tel le marché de l'automobile, article rationné de fait. Les automobiles LADA construites à TOGLIATTIGRAD se vendaient en 1974 entre 5500 et 7500 R selon les modèles. Le salaire mensuel moyen des ouvriers et employés était cette année de 141 R (128 après impôts). Les mêmes modèles, vendus d'occasion, peuvent atteindre jusqu'à 15.000 R. Malgré ces prix exorbitants, les propriétaires de voiture se multiplient: Phénomène semblable pour les articles étrangers ou les pièces de rechange: ils engloutissent en quelques semaines, parfois des mois de travail.

Le développement incontrôlable de ce marché de l'occasion est à lui seul de la plus grande importance: offre et demande s'y donnent libre cours; loin des dogmes, les catégories marchandes règnent en souveraines.

La limitation quantitative et qualitative de l'offre est omniprésente dans la vie du citoyen soviétique. Un indice éloquent de la dépréciation "de fait" du rouble par rapport aux biens est que le soviétique préfère fréquemment être rémunéré en nature; cela vaut bien sûr essentiellement pour la rétribution des services extra-professionnels. Si les queues traditionnelles dans les magasins sont moins fréquentes, elles sont loin d'avoir disparu;

(86): Voir à ce sujet M. LAVIGNE, Les économies socialistes, P.A. Colin, 1970, pp.62sv

(87): Cfr. Le Soir, 19.8.1975; sur des détournements similaires, voir Izvestija, 21.8.1968 (biens divers), Izvestija, 17.8.1974 (fourrures); Le Soir, 5.3.1975 (essence)

(88): Voir les nombreuses décisions citées dans Sistematičeskoe sobranie..., t.XI, pp.270 sv. Voir aussi les articles de presse comme E. TRUBICYN, Le transport automobile dans les nouvelles conditions, Ekon. Gaz., 1974, 47; Pravda, 8.4.1975, p.3. (88bis): Cfr. Pravda, 20.11.1962 et R. MEDVEDEV, De la démocratie socialiste, P., Grasset, 1972, p.48.

les bousculades à l'annonce de la mise en vente de tel ou tel article font partie de la vie quotidienne et peuvent interrompre le travail en pleine journée, la nouvelle se répandant de bureau en bureau dans les administrations à la vitesse d'une trainée de poudre.

Les rapports entre acheteurs sont à comparer à la concurrence impitoyable entre vendeurs des sociétés occidentales. Le langage populaire traduit cet état de fait: acheter se dit "découvrir", "dénicher" (89). Le marché soviétique n'est-il pas l'image inversée de la société de consommation occidentale ?

Inversées aussi les relations entre vendeurs et clients: à la surenchère d'obligeance fait place derrière les comptoirs de Moscou et de Leningrad l'indifférence sinon la morgue sèche et grossière.

L'écart inflatoire se traduit ensuite par le volume de l'épargne, laquelle dépasse fréquemment les prévisions des plans.

Ainsi, entre 1940 et 1953, la somme des dépôts d'épargne a augmenté de 432,86% (de 7,253 à 38,649 milliards de R), soit un taux de croissance annuel moyen de 13,7%, alors que la masse des salaires (calculée comme au tableau V) ne s'est accrue que de 187,28%, soit un taux de croissance annuel moyen de 4,45%. De 1953 à 1958, les salaires ont augmenté de 8,23% en moyenne tandis que l'épargne est passée à 87,186 milliards de roubles, soit une hausse annuelle moyenne de 17,67% (90). On ajoutera que l'accroissement net de l'épargne représentait 3,4% du budget du ménage ouvrier moyen en 1965, mais 6,3% en 1974; ce poste représentait quant à lui 11,2% du budget des ménages kolkhoziens à cette dernière date (91).

TABLEAU VIII: EVOLUTION DE L'EPARGNE PUBLIQUE (1928-1976). (milliards de R)

1	2	3	4	5	6	7
années	volume de l'épargne (1)	dépôts nouveaux planifiés	dépôts nouveaux réels	taux de croissance de 2 (2)	revenus non dépensés planifiés	revenus non dépensés réels
1928	0,213					
1932	0,974					
1937	4,515					
1940	7,253		0,2			
1945	9					
1950	18		3,1			
1952			2,6			
1953	38,649					
1954						
1955	54					
1956			10			
1957	81	13,4	14			

(suite p. suivante)

(89): Sur ce sujet, voir les nombreux témoignages publiés sur la vie quotidienne en U.R.S.S. Ainsi, Eliane JACQUET, Quatre saisons en U.R.S.S., P., P. Horay, 1959, passim; Claudine CANETTI, Interprète à Moscou, P., A. Michel, 1962, passim; XXX, Un observateur à Moscou, P., Seuil, 1969, pp. 155 sv. et les nombreux reportages de presse.

(90): Chiffres de M.L. ZAK, dans Rol' sprosja i predloženijsa tovarov v socialističeskoj èkonomike, Vestnik Moskovskogo universiteta, 1961, n°1, p. 34.

(91): Cfr. L'économie nationale de l'U.R.S.S. en 1974, Mos., 1975.

1958	87,19		6,5	1.	
1959	94,2	13,4	15		
instauration d'un nouveau rouble égal à dix anciens					
1960	10,9		0,8	6,36	
1961			0,7	8,54	
1962	12,7		1,27	10,2	1,46
1963			1,3	12,14 (6,260,58	3,25
1964			1,72	19 (4,76)	2,57
1965	18,7		3	22,5 (11,2)4,6	4,92
1966			4,1	3,73	
1967	26,9		3,9	17	
1968	32,4		5,6		
1969			5		
1970					
1971			6,6	15	
1972			7,5	13	
1973					
1974					
1975					
1976					

 remarque: Ce tableau, qui n'est pas "construit", vise seulement à regrouper des données recueillies de diverses parts sous une forme ou sous une autre concernant l'évolution de l'épargne publique. Ceci explique de nombreux "blancs" -qu'on n'a pas voulu remplir par interpolations- mais aussi certaines contradictions, entre les données en absolu et les taux de croissance par exemple. Il s'agit d'une pure et simple reproduction des chiffres fournis par les sources énumérées ci-dessous:

E. ZALESKI, Le budget et le plan financier soviétiques de 1966, Annuaire U.R.S.S. 1966, pp. 229 sv.; V.T. KORNIENKI, Ceny i potrebitel'skij spros, Mos, 1964, p. 21; I. KNIAZEFF, Les résultats du plan économique pour 1965, Annuaire U.R.S.S., 1965, p. 496; id., Le déroulement du 9e plan quinquennal de l'U.R.S.S., Annuaire U.R.S.S., 1972-1973, p. 338; Rapport sur l'exécution du plan de 1971, Izvestija, 23.1.1972; Ph. SIMONNOT, Un autre style d'inflation, Le Monde, 21.4.1970; A.G. ZVEREV, Nacional'nyj dokhod i finansy S.S.S.R., Mos., 1970, p. 265; Vl. KATKOFF, op.cit., pp. 219 sv.

notes:

- (1): En milliards de R au 31 décembre. Les statistiques soviétiques donnent ces chiffres pour le 1er janvier du millésime suivant.
 (2): En %. Entre parenthèses, le taux de croissance des revenus monétaires globaux.
-

La limitation de l'offre reste donc une réalité et impose ce qu'il faut bien appeler une épargne forcée; celle-ci a pris le relai de cette autre forme d'épargne forcée qu'étaient les emprunts souscrits par retenues obligatoires sur les salaires. Ainsi, l'offre monopolistique publique n'agit, à bien des égards, pas autrement que les monopolistes privés dans les régimes capitalistes.

Ce fait est reconnu par les auteurs soviétiques eux-mêmes, le capitalisme monopolistique étant souvent comparé à la planification. Certains ont pu dire du prix de monopole exigé par des grosses sociétés capitalistes: "Ce prix et non n'importe lequel est plus proche que tout autre, historiquement et théoriquement du prix pratiqué dans la planification socialiste" (92).

(92): M. KOLGANOV, La valeur et le prix dans le plan, Vop.Ek., 1966, 5, p.61.

Autre conséquence double de l'écart inflatoire: la détérioration de la qualité des biens produits, mais l'élévation de la qualité des biens consommés. On détaillera dans un chapitre ultérieur les causes concourantes de la détérioration de la qualité, mais il est certain que dans les conditions de prix imposés, la "loi de la valeur" joue vers le bas. C'est d'ailleurs conscientes de ce phénomène que les autorités ont périodiquement relevé les prix dans le but explicite de stimuler une élévation de la qualité.

Si les biens offerts tendent à être de moindre qualité, les consommateurs, disposant de revenus monétaires accrus, marquent leur préférence pour des articles meilleurs et plus durables; ainsi la vente des articles de confection s'est accrue entre 1951 et 1968 de 180% en nature, mais de 320% en valeur, non que les prix aient augmenté mais en raison du déplacement de la demande vers des articles plus onéreux (93).

Les tableaux fournis dans ce chapitre révèlent donc que les revenus nominaux se sont, à long terme, développés plus rapidement que la productivité et, a fortiori, que la production de biens de consommation.

Les dirigeants soviétiques ont traditionnellement tenté de justifier cette absence de concordance par des considérations théoriques. Ainsi, STALINE, dans son rapport au XVIIe Congrès en 1930, s'expliquait en ces termes:

"Ici, en U.R.S.S., la croissance de la consommation (du pouvoir d'achat) des masses précède toujours la croissance de la production, la poussant en avant, tandis que dans les pays capitalistes, la croissance de la consommation (du pouvoir d'achat) ne parvient jamais à rattraper celle de la production et reste à la traîne...." (94).

Curieuse assertion: on imagine mal comment le pouvoir d'achat pourrait "pousser la production en avant" en dehors des mécanismes marchands qu'on affirme par ailleurs vouloir détruire. Dès lors que l'entreprise est ciupée du marché et ne peut réagir -officiellement du moins- à d'autres stimulations qu'aux ordres administratifs, de quelle façon les revenus détermineraient-ils la décision de produire ?

Plus prosaïquement, l'absence de proportions s'explique tant par les aléas de la politique économique que par le désir du planificateur d'écouler par ce biais commode des marchandises de médiocre qualité.

(93): S. PARTIGUL, op.cit., p. 48. Sur ce sujet, voir aussi I. SLAVNYJ, Novaja sistema khozjajstvovanija i deneznoe obraščenie, Den'gi i kredit, 1966, 7, pp. 10-20.

(94): K.P.S.S. v rezoljucijakh i rešenijakh, t. III; voir dans le même sens les économistes Ja. ŽUKOVSKIJ et N.V. MEDVEDEV.

Cette double façon de voir est partagée par I. KONNIK (95) qui constate que la "tovarnyj golod", la disette de marchandises rend les consommateurs moins regardants à la qualité.

Le dogme du dépassement sera, au vu des faits, progressivement remis en question.

Ainsi, après la mort de STALINE, plusieurs économistes tels qu' A. ČERNJAK, A. STANISLAVSKIJ, V. ŠTIPEL'MAN et B. GOGOL' le battent en brèche (96). S. PARTIGUL, quant à lui, justifie son apposition au dogme stalinien en ces termes:

"Le dépassement de l'offre réelle de marchandises par la demande effective a un effet désorganisateur sur la circulation des biens et cela se reflète dans le revenu réel: il se produit des solutions de continuité dans la vente de certains biens; le consommateur est moins exigeant quant à la variété et la qualité des articles, l'assortiment devient plus limité et les services se détériorent..." (97).

Une étape de plus est franchie par les économistes qui préconisent résolument le dépassement de la demande par l'offre. Ainsi, BELČUK propose un surplus permanent dénommé "réserve normale de biens de consommation" destiné à éviter toute rupture d'approvisionnement (98).

Il reste que de l'affirmation de STALINE, on peut retenir l'idée d'une antithèse entre les sociétés de consommation occidentales et la société de production qui prévaut en régime planifié de type soviétique; la caractérisent le rang subalterne de la fonction de consommation et le retard structurel de l'offre par rapport à la demande.

Il convient ici de préciser que ce caractère structurel ne l'empêche pas d'exprimer les "aléas de la politique économique". On peut en effet ranger parmi les traits permanents du système planifié soviétique des phénomènes tels que les dépassements périodiques et involontaires des objectifs de coûts et de salaires comme les retards accusés quant à la productivité ou à la production de biens de consommation.

Du côté des coûts des moyens de production, on expliquera plus loin comment une planification volontariste, insoucieuse du jeu des lois économiques a permis et provoqué un dépassement constant des devis et des coûts de production (voir "le marché du capital", ci-après).

Du côté des salaires, s'il est vrai que ceux-ci font l'objet d'indices impératifs, la pratique montre que chaque entreprise cherche à dépasser son plan de production et que nul ne peut prédire si les dépassements seront

(95): Dans Plan, rynek v socialističeskom khozjajstve, Vop.Ek., 1966, 5, p.19.

(96): Voir encore M.L. ZAK, op.cit., pp. 32 sv.

(97): S. PARTIGUL, Demande effective et offre de marchandises dans la reproduction socialiste, Vop.Ek., 1969, 12, trad. angl. dans Problems of Ec., 1970, août, pp. 42 sv. Dans le même sens: V. ČERNJAVSKIJ, Voprosy soveršenstvovanija planirovanija i upravlenija proizvodstvom, Vop. Ek., 1966, 6, p.22.

(98): BELČUK, dan Ekonomičeskie nauki, 1963, 5. Même opinion de E. LIBERMAN, dans Plan, prjamye svjazi i rentabel'nost', Pravda, 21.9.1965, p.2.

ou non le fait des secteurs à fort coefficient de main-d'oeuvre. Au demeurant, les entreprises usent de procédés divers pour contourner les indices relatifs aux salaires dans le but d'attirer la main-d'oeuvre qui leur fait défaut. Le paiement des primes est, lui aussi, un facteur aléatoire de taille. En renforçant leur rôle dans la rémunération, la réforme de 1965 accentue encore ce caractère. A cela s'ajoute que le plan de l'emploi est couramment dépassé. Par ailleurs, on ne peut négliger non plus les revenus des agriculteurs qui ont été substantiellement revus à la hausse après la mort de STALINE et l'élimination de KROUCHTCHEV de même que le passage des kolkhoziens à la sécurité sociale et au régime salarié après 1965.

Si la productivité réelle fut souvent inférieure aux prévisions, le fait tient en partie à l'origine paysanne d'une fraction notable de la main-d'oeuvre, en partie au système d'approvisionnement, cause de fréquents goulots d'étranglement (voir plus loin) ainsi qu'à la bureaucratie paralysante du "système administratif" (99).

On a noté enfin et on soulignera encore que la production de biens de consommation fut quantitativement et qualitativement déficiente, non seulement ex ante en fonction d'un choix politique, mais encore ex post car ce secteur fait les frais des difficultés de parcours.

Des différentes politiques à envisager en période d'inflation, le planificateur n'en néglige aucune. La limitation des revenus prend la forme d'un maintien, même après la réforme de 1965, de l'indice obligatoire du fonds des salaires et se traduit par une réduction de l'écart inflatoire-coût, du moins dans l'industrie, depuis 1948.

En 1965, lors de son rapport au Plenum de septembre, A. KOSYGIN déclarait: "Quand la production des biens de consommation aura crû de façon considérable et que des réserves nécessaires de ces biens auront été accumulées, il sera possible d'abandonner la tutelle sur le fonds des salaires des entreprises" (100). Force est de constater que la règle est davantage au resserrement de la tutelle qu'à son relâchement. Les critiques de plus d'un auteur en témoignent (101).

Un autre moyen de réduire les poches inflatoires est le lancement d'emprunts et l'accentuation de la pression fiscale.

(99): Sur cette notion et pour une description détaillée du phénomène, voir ci-après chapitre V.

(100): Izvestija, 28.9.1965.

(101): Voir par exemple V. CERNJAVSKIJ, docteur en économie, Liberté de manoeuvre, Trud, 16.12.1971, p. 2.

Après y avoir recouru lors du premier quinquennat et dans l'immédiat après-guerre, le gouvernement a renoncé à sa politique de grands emprunts; aussi les épargnants n'ont-ils d'autre solution que de placer leur argent à la caisse d'épargne. Si, pour des raisons idéologiques, la fiscalité directe reste modeste, on ne peut oublier que la loi du 7 juillet 1960 a théoriquement supprimé les impôts sur les salaires des ouvriers et employés. Cette loi est restée lettre morte jusqu'ici et ce fait est en lui-même significatif. La fiscalité indirecte, quant à elle, prend la forme de l'impôt sur le chiffre d'affaires et son renforcement ne signifie rien d'autre pour le consommateur qu'une hausse des prix.

Si la hausse des prix n'est ni officielle ni généralisée, on a signalé quelles formes dérivées elle prenait. De plus, certains articles sont vendus à des prix sans commune mesure avec leur coût: tels les biens étrangers, les voitures automobiles, les logements privés; d'autre part, le lancement d'articles nouveaux et l'apparition de marques ou de modèles différents sont l'occasion de discrets relèvements de prix.

Il faut mentionner ici la surévaluation de 7% des biens de consommation industriels vendus dans les campagnes. Cette pratique, qui resta en vigueur jusqu'en 1965, était une mesure parmi d'autres de lutte contre les accumulations de liquidités occultes que les autorités ont toujours soupçonnées dans le chef des paysans. La revalorisation du statut de l'agriculteur décidée en 1965 y mit fin.

Bien sûr, le moyen le plus acceptable pour le consommateur de réduire la pression inflatoire est l'augmentation de l'offre d'articles de consommation.

C'est dans cet esprit qu' I. KONNIK propose de réduire la tension entre l'offre et la demande par une production accrue de biens de consommation à faible coût en salaire (102).

Le planificateur a été sensible à la relation entre la hausse des prix et la limitation de la production.

Ainsi, dans ses directives du XXIIIe Congrès en vue de l'élaboration du plan quinquennal 1966-1970, le parti, dans le but d'élever les revenus réels de la population, s'est montré disposé à réduire les prix "dans la mesure de l'accroissement de la production de biens de consommation et de l'accumulation des marchandises nécessaires et des ressources financières" (102). Le même Congrès a envisagé d'un oeil favorable la reprise du marché kolkhozien depuis 1964.

Si en 1968, la priorité traditionnelle du groupe A fut enfreinte, ne serait-ce pas pour contrecarrer un excès de liquidités que signale l'indice de l'écart inflatoire ? Si, en sens contraire, les promesses du neuvième plan favorable au groupe B, retouché à la hâte après la débâcle polonaise en même

(102): I. KONNIK, op.cit..

temps qu'une diminution de certains prix, n'ont pas été tenues, n'est-ce pas que les autorités ont constaté un bon comportement du même indice ? Auquel cas, on aurait un signe supplémentaire de ce qu'une réaction aux fluctuations de la conjoncture s'embarrasse peu des formes contraignantes que représente un plan quinquennal. Aux lois de l'homme, la nature -en l'occurrence: l'économie- répond par ses propres lois. C'est en un tel dialogue que consiste la planification.

L'offre, cependant, ne se limite pas à la production interne: elle relève aussi à l'importation.

L'importation de biens de consommation dans l'après-guerre s'est notablement développée au prix, notamment, d'importantes ventes d'or. Alors qu'en 1950, l'exportation nette de biens de consommation était de 85,6 millions de roubles, en 1964, l'importation nette atteignait 1,8 milliards. Entre ces deux dates, l'exportation de biens de consommation a augmenté de 70% tandis que leur importation s'est accrue de 660%, financée grâce à une forte exportation de matières premières, d'or et de moyens de production. Malgré tout, l'autonomie du pays reste considérable puisque les biens de consommation ainsi importés ne constituent que 2% du volume global du commerce de détail (chiffres de 1964). En 1966, le XXIII^e Congrès engageait à poursuivre dans la voie de l'importation.

C. PRODUCTION ET CONSOMMATION: ASPECTS DIVERS.

La logique de la société de production entraîne une série de priorités accusées. Il s'agit en premier lieu, bien sûr, de celle donnée au groupe A de l'industrie.

A cet égard, les chiffres sont éloquentes. Pour un niveau 100 en 1913, les statistiques font état pour 1974 de l'indice 28.725 pour le groupe A et de 3982 pour le groupe B.

Cette priorité est double: elle s'observe à la fois ex ante et ex post. Bon nombre de plans quinquennaux -et surtout les premiers- révèlent que si dès l'origine le plan prévoyait une croissance prioritaire du groupe A, les aléas de la planification l'ont notablement accentuée (103).

Cette priorité du secteur des moyens de production s'est accompagnée en son sein d'une priorité aux facteurs traditionnels de la première révolution industrielle: le charbon et l'acier.

La planification soviétique peut être rapprochée des schémas de croissance de l'Europe occidentale au sortir de la seconde guerre

(103): Sur les premiers plans, voir Ch.E. LAGASSE, Accumulation et consommation dans la croissance stalinienne, Annales de l'économie collective, 1973,3.

mondiale. Ainsi, le premier plan français, se limitant à six secteurs de base, révèle son ordre de priorités: houillères, électricité, sidérurgie, ciment, mécanique agricole et transports (104).

Percevant les limites de ce modèle, Nikita KROUCHTCHEV tente en 1960 de le remettre en question. Il va jusqu'à proposer d'affecter les surplus de l'industrie lourde au développement de l'agriculture.

Mal lui en prend. La presse officielle censure ses discours. Le "complexe militaro-industriel" exerce une pression irrésistible que renforce la situation internationale. KROUCHTCHEV persévère néanmoins dans ses attaques; ainsi, au plenum du comité central en 1961, il condamne les mangeurs d'acier en ces termes:

"Nous allons très largement dépasser le plan de production d'acier prévu dans le plan septennal. Mais le plan ne sera pas exécuté en ce qui concerne l'industrie chimique (et donc les engrais, note C.E.L.). Qui en est responsable ? Essentiellement les organismes responsables (sic): le Gosekonomsovet et le Gosplan. On regarde et on ne voit pas pourquoi (....) on continue d'appliquer les recettes que l'on a apprises dans sa jeunesse. Un nouveau produit fait son apparition, bien supérieur à l'acier pour la qualité et quant aux coûts; on continue pourtant à crier: 'de l'acier, de l'acier (...)'. Quelle est l'origine de cette situation ? Chacun au Gosplan s'occupe de son petit secteur propre (...). Peu lui importe que l'économie se développe harmonieusement avec des structures adéquates...." (105).

Rien n'y fait: l'administration lui oppose une force d'inertie contre laquelle il ne pourra rien. Tout s'explique lorsqu'on sait que le Gosplan est dirigé par l'ancien responsable de l'industrie de guerre, V.N. NOVIKOV et le Gosekonomsovet par A.F. ZASSIADKO, déchu par KROUCHTCHEV en même temps que MALENKOV (106).

Cette priorité du groupe A est typique du système planifié, comme en témoigne le graphique II. La N.E.P., au contraire, avait mis l'accent sur la production d'articles de consommation.

En 1923-24, 1924-25 et 1927-28, la production de biens de consommation s'est accrue respectivement de 22,8, 71,9 et 26,6% tandis que la croissance du groupe A n'était ces mêmes années que de 9,7, 9,3 et 22,5% respectivement. Au cours des exercices 1925-26 et 1926-27, la production du groupe A s'est accrue un peu plus vite que celle du groupe B (45,2 et 14,8% pour le groupe A et 41,6 et 14,1 pour le groupe B) (107).

On ajoutera que la rupture introduite par le modèle stalinien de croissance est particulièrement accusée dans les pays socialistes européens qui, comme la Tchécoslovaquie, avaient développé avant

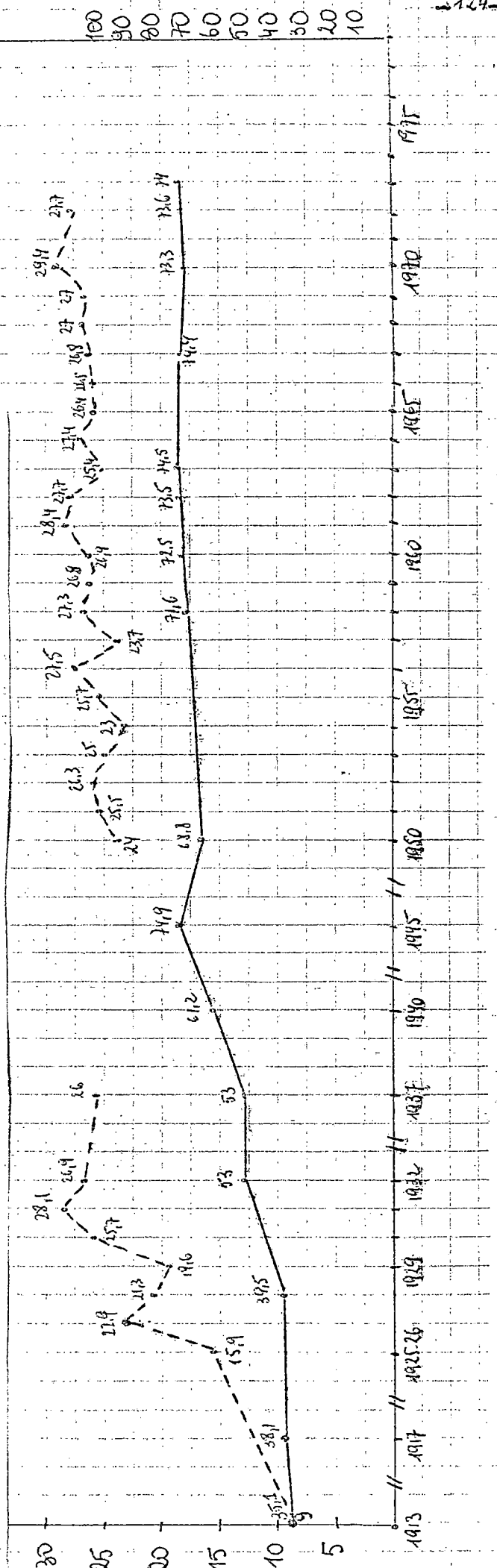
(104): Cfr. P. BAUCHET, La planification française, P., Seuil, 1962, pp.78 sv.

(105): Cité par J.M. COLLETTE dans Politique des investissements et calcul économique, P., Cujas, 1965, p. 301.

(106): Sur cet épisode, lire M. TATU, Le pouvoir en U.R.S.S., P. Grasser, 1967, pp. 172 sv.

(107): Chiffres cités par N. JASNY, op.cit., p. 42.

GRAPHIQUE II: POIDS DU GROUPE A DANS LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET POIDS DE L'ACCUMULATION DANS LA REDISTRIBUTION DU REVENU NATIONAL (en %)



— : part de la production du groupe A dans la production industrielle

- - - : part de l'accumulation dans le revenu national

sources: T. KHAČATUROV, K voprosam teorii socialističeskogo vosproizvodstva, Vop.Ek., 1969,3,p.9; A.G. AGANBEĖGAN et V.F. MAJER, op.cit., p. 45; A.M. EFIMOV et al., op.cit. p. 24; P. MOROZOV, op.cit., p. 33; P. KHROMOV, Productivité du travail et accumulation, Vop.Ek., 1972,8; H. CHAMBRE, A la recherche de la rationalité économique, Rev.fr. de sc. pol., 1967,6, pp.1080 sv.; R. HUTCHINGS, Soviet economic development, Oxford, 1971, p. 285.

remarque: L'évaluation des biens des deux secteurs laissera toujours à désirer, tant les causes d'imprécisions sont déterminantes et les statistiques peu sûres. D'une part, la sous-évaluation systématique des biens du groupe A a pour effet direct de sur-évaluer la consommation; mais, d'autre part, les calculs faits en certaines unités "constantes" de valeur (telles que les prix de gros de 1926-1927) ont pour effet d'exagérer

le poids de la production des moyens de production pour la simple raison qu'à cette date, la rareté de ces biens les sur-évalue par rapport aux périodes ultérieures. Quel que soit le mode d'évaluation, la tendance est claire et confirme les indices précédemment étudiés.

l'instauration du régime socialiste une florissante industrie légère. On constate que malgré cet atout, le modèle soviétique est appliqué à la lettre entraînant des pertes considérables et le déclin de l'industrie de pointe.

Le modèle de croissance ainsi décrit s'accompagne d'une priorité généralisée de l'industrie lourde et ce, à plusieurs niveaux.

part 1: PRIORITE QUANT AUX INVESTISSEMENTS

Les investissements reflètent bien sûr les mêmes priorités. Il est cependant étonnant de constater la part impressionnante des investissements productifs dans l'accumulation. Même si les équipements sociaux et culturels prennent une place notable dans la vie soviétique, ils ne constituent qu'une part fort secondaire dans les investissements.

TABLEAU IX: La part des investissements productifs a évolué conformément aux tendances observées dans la succession des quinquennats quant aux divers indices de pression (voir ci-avant):

1er quinquennat:	75,1%	5e quinquennat:	70,8% (108)
2e quinquennat:	71,4%	-----	-----
1938-1940:	66,8%	5e quinquennat:	76,3% (109)
période de guerre			
jusqu'au 31.12.1945:	74,3%	1956-1960:	71,4%
4e quinquennat:	70,6%	1961-1965:	75,5%
		1966:	76,2%

note: en % du total des investissements.

A l'intérieur du secteur productif, c'est bien entendu à l'industrie lourde que reviennent toutes les faveurs, comme en témoigne le tableau X.

TABLEAU X: PART DES INVESTISSEMENTS AFFECTES AU GROUPE A DANS L'ENSEMBLE DES INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS (en % - sources diverses)

période: 1923-1928:	74 (moyenne)	période 1918-1945:	86,5 (moyenne)
1928-1932:	86 "	1937-1940:	84,5 "
1932-1937:	83 "	1945-1950:	92 "
1938-1941:	84 " (1)	1951-1955:	90,2 "
-----	-----	1956-1958:	87,6 "
année: 1960:	87	1946-1959:	88,5 " (2)
1961:	88		
1962:	88		
1963:	88 (3).		

sources:

(1): FALLENBUCHL, *op.cit.*.

(2): A.N. EFIMOV et al., *op.cit.*, p. 326.

(3): A.G. ZVEREV, *op.cit.*, p. 180.

(108): Chiffres de A.I. NOTKIN, cités par Z.M. FALLENBUCHL, dans *The communist pattern of industrialization, Soviet studies*, 1970, n°4, p. 478.

(109): Cette seconde série, légèrement différente, provient de M. LAVIGNE, *Les économies socialistes*, p. 217.

La prédilection particulière du régime à l'égard du groupe A explique les inégalités dans les résultats concernant la productivité dans les différents secteurs.

Pour un niveau égal à 100 en 1940, la productivité atteignait en 1958 les indices suivants:

- construction mécanique: 387	- acier: 216
- chimie: 351	- biens de consommation: 186
- ciment: 282	- alimentation: 151 (110).

L'industrie n'est donc pas homogène: à un secteur de pointe hautement capitaliste et à main-d'oeuvre fort qualifiée fait pendant un autre, de loin moins rentable, où les fonctions secondaires et sont légion.

par.2. PRIORITE QUANT AUX SALAIRES.

Les salaires, eux aussi, reflètent l'échelle des valeurs des différents secteurs industriels. A titre d'exemple, les niveaux respectifs des salaires dans les diverses branches se présentaient comme suit en 1958:

TABLEAU XI: NIVEAUX RESPECTIFS DES SALAIRES SELON LES BRANCHES EN 1958.

- toute l'industrie: 100	- abattage du bois: 100
- charbon: 162	- centrales électriques: 99
- métallurgie non ferreuse: 144	- matériaux de construction: 90
- sidérurgie: 129	- travail du bois: 84
- pétrole: 111	- tourbe: 78
- papier: 107	- industrie légère: 78
- constructions mécaniques et métalliques: 104	- industrie alimentaire: 75
- chimie: 101	source: chiffres cités par A.G. AGANBEGJAN et V.F. MAJER dans <u>Zarabotnaja plata v S.S.S.R.</u> , Mos., 1959, p. 187.

Pour apprécier les effets du système administratif sur une telle classification, il suffit de comparer l'éventail des salaires à diverses dates antérieures et postérieures à l'introduction des plans (voir tableau XII). On se rappelle que la N.E.P., préoccupée d'assurer la rentabilité directe des équipements en place, encourageait les productions traditionnelles pour lesquelles des compétences existaient et cherchait à stimuler le commerce. Le système stalinien, en revanche, donne la priorité absolue aux branches du groupe A. Ceci tient d'une part à des postulats idéologiques (111) mais doit en outre être considéré comme une conséquence des records de pro-

(110): Cfr. Vl. KATKOFF, op.cit., p. 162.

(111): Pour une défense de la priorité aux salaires du groupe A au nom des principes idéologiques, voir A.G. AGANBEGJAN et V.F. MAJER, op.cit., pp. 183 sv; et V.M. AGEEV, Proizvodstvo vnov' sozdannoï stoïmosti pri socialisme, Mos., 1970, p. 90.

ductivité enregistrés dans le secteur prioritaire. Il ne faut pas ignorer non plus le système soviétique des salaires liés à quatre facteurs de variation: la lourdeur physique du travail, la complexité technique ou scientifique, sa localisation sur le territoire et son appartenance ou non à une branche prioritaire.

TABLEAU XII: CLASSEMENT DES BRANCHES EN FONCTION DU NIVEAU DU SALAIRE MOYEN
 (place respective - en ordre décroissant) - 1924-1956.

	1924	1928	1935	1940	1950	1956
charbon:	10	14	4	1	1	1
extraction du minerai de fer:	15	12	6	5	2	2
sidérurgie:	13	9	5	2	3	3
pétrole:	11	8	1	3	4	4
papier:	7	11	13	14-15	6	5
constructions métalliques et mécaniques:	4	1	3	4	5	6
stations électriques:	-	3	2	7	7	7
chimie:	5	6	7	6	8	8
laine:	12	13	14	14-15	9	9
cuir et fourrures:	3	5	10	11	12	10
travail du bois:	9	15	11	12	13	11
coton:	14	16	12	10	11	12
imprimerie:	1	2	8	8	10	13
chaussures:	2	4	9	9	15	14
lin:	16	17	17	16-17	14	15
alimentation:	6	10	16	16-17	16	16
confection:	8	7	15	13	17	17

source: Chiffres de A.G. AGANBEGJAN et V.F. MAJER, op.cit., p. 190.

Si l'industrie du charbon jouit d'untel avantage, elle ne le doit pas à la seule priorité idéologique, mais encore et davantage même aux conditions pénibles du travail et à la localisation de ses gisements.

La faveur dont jouissent les branches de l'industrie lourde n'empêche cependant pas que la pression sur les salaires y soit plus élevée qu'ailleurs. Les statistiques officielles

TABLEAU XIII: PRESSION SUR LES SALAIRES - COMPARAISON PAR BRANCHES.

	1	2	3
	accroissement de la productivité	accroissement des salaires réels	1/2
	-----	-----	-----
secteur 1:	170	150	115
secteur 2 (sans les kolkhozes):	155	155	100
total (sans kolkh.):	165	150	110
kolkhozes:	150	170	90
résultats pour 1957; 1950 = 100			

source: A.G. AGANBEGJAN et V.F. MAJER, op.cit. p. 63.

par.3: PRIORITE QUANT A LA CONSOMMATION

C'est à ce niveau que l'on touche du doigt le caractère subordonné de la consommation. Celle-ci n'est planifiée à tel ou tel niveau que parce qu'il s'indique que les travailleurs des branches prioritaires trouvent une offre correspondant à leurs moyens accrus de consommation.

"Afin de répondre consécutivement à la demande croissante de biens de consommation de la part des travailleurs du secteur 1 - sans oublier d'approvisionner ceux du secteur 2- la production de biens de consommation doit être accrue à la suite de la production de biens de production (...). La dépendance qui va en s'accroissant de la croissance du secteur 2 à l'égard de celle du secteur 1 unit par des liens toujours plus étroits ces deux secteurs du produit social" (112).

Le lien entre la production et la consommation est ainsi celui qui unit le principal à l'accessoire.

=====
=====
=====

La priorité aux moyens de production a traditionnellement entraîné pour le consommateur soviétique une série de conséquences désavantageuses. On n'évoquera brièvement ici le statut du consommateur que dans la mesure où le commerce n'est pas concerné. Un chapitre ultérieur lui est consacré.

Un trait permanent de la planification soviétique, et qui reste d'actualité, est la difficulté à exécuter les plans agricoles. Les autorités mettent traditionnellement les récoltes décevantes sur le compte des conditions atmosphériques, mais il ne fait de doute pour personne qu'elles ne sont pas seules en cause.

L'offre intérieure de produits agricoles fluctue à ce point que des moyens considérables sont mis en oeuvre lors des mauvaises années pour combler ce que coûte l'écart excédentaire entre l'offre et la demande: importation massive de céréales -blé et soja essentiellement- comme en 1963 (importation de 20 millions de tonnes de blé), en 1969, 1972 (40 millions de t. de blé), 1975 (déficit de plus de 45 millions de t. de blé), 1976; rationnement de certains produits alimentaires: ainsi, en 1973, malgré une bonne récolte de blé, des produits de première nécessité comme le beurre, les produits laitiers et les pommes de terre ont été rationnés dans plusieurs régions du pays; en 1976, on a instauré un "jeudi sans viande" dans les restaurants et les cantines. Avec vingt ans de recul, les paroles de N.S. KROUCHTCHEV devant le XXe Congrès demeurent d'actualité: "La production de nombreux aliments et biens manufacturés reste en deçà de la demande croissante. Des villes et des communautés rurales sont insuffisamment approvisionnées en articles tels que viande, lait, beurre et fruits. Il existe même des cas où l'approvisionnement en pommes de terre et autres légumes

(112): A.G. AGANBEGJAN et V.F. MAJER, op.cit.

est irrégulier. Il y a aussi des difficultés dans l'approvisionnement de la population en certains articles manufacturés de qualité. Le travail inefficace de notre organisation commerciale doit être en bonne partie incriminé à cet égard, mais la raison principale reste une production insuffisante" (113).

Pour ce qui est des cultures maraîchères, on mentionnera la pratique non exceptionnelle d'agriculteurs provinciaux qui consiste à acheminer par la voie des airs leurs cageots de tomates et autres légumes jusqu'aux marchés urbains. Ce commerce, qui est rentable, témoigne du degré de pression de la demande sur l'offre.

Chaque mauvaise récolte affecte encore la consommation de différentes façons: une flambée des prix sur le marché libre; l'abondance de viande, signée d'un abattage du bétail par manque de fourrage et la raréfaction de certains articles "concurrents", l'importation de céréales entraînant la réduction de celles d'autres biens de consommation.

Le niveau de vie du citoyen soviétique s'est détérioré avec la révolution et la guerre civile, mais il s'en fut de beaucoup que la planification quinquennale l'ait d'emblée amélioré. Ce n'est qu'en 1956, selon les sources occidentales, ou en 1951, selon les chiffres officiels, que le niveau de vie de 1928 a été rejoint. La médiocre qualité de vie sous le système administratif s'est traduite par la part considérable des dépenses alimentaires dans le budget des ménages: de 50,7% en 1928, la part alimentaire n'a cessé de croître jusqu'en 1948, pour y atteindre 63,2%; celle des biens durables et des services a naturellement suivi une évolution inverse.

TABLEAU XIV: POSTES DE DEPENSES DANS LE BUDGET DES MENAGES (en% du total des dépenses) 1928-1954.

	1928	1937	1940	1948	1952	1954
1. total biens						
alimentaires:	50,7	60,7	60,7	63,2	56,3	54,3
2. biens de consommation manu-						
facturés:	33,8	27,3	27,3	25,8	31,7	33,2
3. services:	15,5	12	12	11	12	12,5

source: Janet CHAPMAN, Real wages in Soviet Russia, Cambridge, Mass., 1963, p. 70.

Loin de décroître en 1954, la part alimentaire s'est élevée de nouveau puisqu'elle atteignait 54,4% en 1960, 56,2% en 1962 et 57% en 1967 (114), et cela, malgré le rôle important des cantines et restaurants bon marché. Il faut notamment imputer ces résultats à l'inclusion dans les statistiques de couches de population reculées

(113): Cité par Samuel HENDEL dans The Soviet crucible, 1959, p. 466.

(114): R. HUTCHINGS, op.cit., p. 285. Pour une confirmation de cette tendance, voir S. TURECKIJ, Realizacija, obščestvennaja poleznost', cena i rentabel'nost', Fin. S.S.S.R., 1966, 2, pp. 49-50.

qui vivaient antérieurement de l'autoconsommation et à l'acquisition, pour des raisons diverses, de produits alimentaires de qualité supérieure. Quoi qu'il en soit, ils démentent l'image simpliste de produits courants à bon marché.

La composition du budget alimentaire est en elle-même significative: le soviétique consomme 145 kg de pain et 124 kg de pommes de terre annuellement alors que le Français n'en consomme que 80 et 98 respectivement, l'américain 65 et 66. La consommation de viande en U.R.S.S. par individu est moins de la moitié de celle du citoyen américain et un peu plus de la moitié de celle du français (115). En 1976, l'instauration d'un jour maigre hebdomadaire l'a encore réduite.

Comme autre indice quantitatif du niveau de vie, on citera la surface habitable par individu. Du niveau 100 en 1928, elle est passée à l'indice 79 en 1937, 78 en 1940, 67 en 1944, 90 en 1948, 85 en 1952 et 86,5 en 1954 (116). En 1969, la surface moyenne habitable par personne était de 7,8 m². Si le plan de 1970 prévoyait un objectif de 10,9 m², chaque habitant n'avait encore en 1975 que 7,6 m² et la norme théorique restait en 1976 de 9 m².

Les difficultés issues du partage à plusieurs familles d'installations communes et d'espaces exigus font partie de la vie quotidienne des citoyens soviétiques (117). C'est au point que l'écrivain Jurij TRIFONOV y a consacré sa nouvelle L'Echange, laquelle a été mise en scène au théâtre de la Taganka à Moscou pour y connaître un énorme succès en 1976. L'échange de chambres fait, en effet, l'objet d'un "marché" officieux dont le périodique "Bulletin des échanges" sert de support (118).

La qualité de la construction fait aussi l'objet de nombreuses critiques. En 1975, trois logements soviétiques sur cinq n'étaient pas encore raccordés au gaz. Le plan de cette année prévoyait le raccordement de 40 à 50% des localités rurales et de 75% des logements urbains (119).

Le consommateur soviétique a longtemps souffert du sous-développement de la sphère des services quotidiens, conséquence d'une approche trop "matérialiste" du revenu national. Si acheter est parfois un exploit, réparer a traditionnellement tenu de la gageure. En 1963, on comptait 70.000 entreprises de services en R.S.F.S.R., alors que les autorités concédaient que le double s'imposait (120).

Le temps quotidien moyen consacré à l'achat et à la préparation de la nourriture était en 1969 de plus de 2h et demie (121). Les soviétiques

(115): Cfr. Jack GROSBERG, Le consommateur soviétique, problèmes et perspectives, Nouvelles de l'O.T.A.N., 1975, 2.

(116): J. CHAPMAN, op.cit., p. 166.

(117): Voir sur ce sujet les divers témoignages comme ceux de Cl. CANETTI, op.cit., et E. JACQUET, op.cit.

(118): Sur ce sujet, voir Le Monde, du 3.7.1976.

(119): Cfr. Belgique-U.R.S.S. Magazine, 1975, 8, p. 26.

(120): Rapport d'A. KOSYGIN au Plenum du C.C. du P.C. U.S., Izvestija, 22.9.1965.

(121): Cfr. G. EROMENT-MEURICE, op.cit., p. 57.

sont conscients des efforts à faire en ce domaine. Le neuvième plan prévoyait ainsi le doublement des services quotidiens à la population. Mais le manque de main-d'oeuvre a forcé les autorités à recourir pour ce faire aux pensionnés, aux femmes mariées et aux invalides pour travailler soit dans ces centres de services, soit à domicile (122).

Si l'on compare l'évolution du pouvoir d'achat du salaire horaire en termes alimentaires, on constate que si l'U.R.S.S. marquait en 1928 un retard par rapport aux différents pays occidentaux sauf l'Italie et l'Autriche, non seulement ces deux pays l'ont dépassée depuis lors, mais son retard s'est accusé tout au long de la période stalinienne (123).

En 1973, le salaire horaire moyen net était équivalent à 0,9 \$, soit 47 % du niveau français et 26% du niveau américain. Niveau de vie inférieur dans son ensemble, mais différent dans ses composantes. Si, d'une part le loyer mensuel du moscovite représentait à cette date 8 h de travail seulement contre 53 à Munich et 102 à Paris et si le pain blanc s'y payait à peu près autant dans les trois métropoles, le douzaine d'oeufs se payait dix fois plus -en heures de travail à Moscou qu'à New York, quatre fois plus qu'à Munich et 2,32 fois plus qu'à Paris. L'autobus deux fois plus à Moscou qu'à Paris (mais deux fois moins qu'à Munich); l'appareil de télévision nécessitait à Moscou 1169 heures de travail contre 552 à Paris et 165 à New York; la FIAT 124-Ziguli: 43,3 mois de travail à Moscou contre 11,7 à Paris, 7,6 à Munich et 4,4 à New York (124).

Si l'on compare le P.N.B. par habitant en 1970, on obtient des résultats concordants avec ceux des salaires horaires: pour 1300 \$ en U.R.S.S., on obtient 1490 en Italie, 1500 au Japon, 2750 en France, 3300 en Suède et 4900 aux Etats-Unis (125).

===

CONCLUSIONS.

Le choix entre l'accumulation et la consommation tel qu'il vient d'être évoqué appelle quelques remarques fondamentales.

La première est que le régime de propriété a fort peu modifié l'approche de la question par les premiers intéressés, c'est-à-dire les consommateurs. Comme le fait remarquer un économiste soviétique, les producteurs sont tout autant que sous le capitalisme dépouillés d'une partie de leur travail: aliénation individuelle qui prend la forme de la pression sur les salaires, aliénation collective qui prend celle des prélèvements sur les profits des entreprises. "Ce paradoxe du processus direct de production

(122): Cfr. A. GANDURIN, Ministre de la R.S.F.S.R. des services quotidiens à la population, Des services de première classe, Pravda, 6.12.1971, p. 2.

(123): J. CHAPMAN, op.cit., p. 176.

(124): J. GROSBERG, op.cit.

(125): SAMUELSON, Economics, Intern. student edition, 8e ed., p. 109.

est le paradoxe principal du socialisme" (126). Seulement, poursuit l'auteur, le citoyen soviétique est dépouillé au profit de l'Etat prolétarien tandis que l'ouvrier occidental l'est au bénéfice d'un capitaliste.

Telle est la vision simplifiée des choses que l'on présente habituellement depuis 1917. C'est oublier qu'il s'est formé un appareil administratif qui se nourrit précisément du surplus et qu'une opposition objective d'intérêts s'est établie entre ceux qui dépendent du "produit pour soi" et ceux qui émargent au "produit pour la société". Après tout, l'homme de la rue soviétique n'a pas plus le sentiment de se servir en restreignant sa consommation que l'homme de la rue occidental en payant ses impôts à l'Etat. Dans les deux cas pourtant -et selon une vue toute théorique- l'Etat est censé représenter fidèlement les électeurs.

Capitaliste ou socialiste, la croissance obéit à la loi de l'accumulation: pour maximiser le surplus, il s'impose de minimiser les dépenses consenties en faveur des différents facteurs de production. A la réduction à tout prix des "dépenses matérielles" (facteur capital) répond la politique des revenus et les formes diverses de la pression sur les revenus (facteur travail) sans oublier la pression sur les dépenses d'organisation et de manègement ! L'option en faveur de tel ou tel taux d'accumulation n'est pas autre chose que le choix fait entre le court et le long terme: le régime politique, l'appropriation juridique des moyens de production, en détermineront sans doute les modalités mais non la nature.

Les tableaux construits par STRUMILIN dans sa recherche d'un taux d'accumulation optimal sont évocateurs à cet égard. Ils sont la manifestation de l'ambiguïté de toute croissance. Mais dans l'optique de la croissance socialiste, cette équivocité pourrait se formuler ainsi: la satisfaction définitive des besoins de la population au stade du communisme sera d'autant plus rapidement garantie que ces besoins auront été plus efficacement comprimés durant la période du socialisme (127).

Le plan devient donc un instrument de coercition destiné à faire une place au long terme, que les intérêts égoïstes -individuels ou collectifs- du temps présent ne peuvent servir. Dans la mesure où, selon l'idée de J. FOURASTIE, la vie morale consiste à intégrer le long terme dans son activité (128), le plan est l'expression d'une morale économique. C'est à sa nature de morale collective qu'il doit son aspect coercitif: la transformation brutale des structures et la limitation autoritaire de la consom-

(126): V.M. AGEEV, op.cit., pp. 82-83.

(127): Voir notamment V.M. NEMCINOV, Modèles économiques de S.G. STRUMILIN, Cahiers de l'I.S.E.A., série G, mai 1966, pp. 38 sv.

(128): "La vie morale est donc un effort difficile et précaire pour reconnaître (domaine de la connaissance, note C.E.L.) et surmonter (domaine de la volonté, note C.E.L.) celles des impulsions du court terme qui sont génératrices d'erreurs à long terme"; J. FOURASTIE, Idées majeures, P., Gonthier, 1966, pp. 189 sv.

nation ne pouvaient, vu les circonstances exceptionnelles, que recourir à des procédés exceptionnels. Le pouvoir fort, de même que la centralisation de la société soviétique, pareille en cela aux pays sous-développés, doivent s'adapter à la lumière de ces exigences.

La "morale du long terme" cependant, n'est acceptable qu'à condition que ce long terme ne dévore pas le court terme. Ainsi, au niveau individuel, la prodigalité s'oppose à l'esprit d'économie, mais celui-ci risque de se convertir en avarice. Le caractère téléologique et mythique de l'idéologie communiste prête à croire que le long terme s'est précisément hypertrophié, entraînant par là le sacrifice inutile de générations de consommateurs. A quel point se heurtent-ils lorsque de plus en plus fréquemment, ils développent dans la presse ou ailleurs leurs aspirations à une vie comparable à celle des consommateurs occidentaux ? Aux gardiens des dogmes, ces instruments de la défense des intérêts établis, pour reprendre l'expression d'Henri JANNE. C'est ainsi qu'aux partisans d'une priorité du groupe B, répond la condamnation des "aspirations prématurées et coupables à la société de consommation" (129). On notera la liaison entre la faute et le court terme.

La deuxième remarque, qui s'inscrit elle aussi sous le signe de la dualité du court et du long termes, concerne la définition des objectifs de la société socialiste.

A la fin de sa vie, J. STALINE a défini la loi suprême du socialisme comme "la satisfaction maximale des besoins matériels et culturels sans cesse accrus de la population" (130). A L.D. JAROSSENKO qui posait le postulat que la production était le but premier de la société socialiste et lui reprochait d'en faire un moyen, STALINE rétorque violemment -tout en éludant le véritable problème- que la question n'est pas de savoir laquelle de la production ou de la consommation, doit avoir la priorité, mais bien de savoir dans quel but une société organise la production sociale:

"Le camarade JAROSSENKO oublie que les hommes ne produisent pas pour produire, mais dans le but de satisfaire leurs besoins. Il oublie qu'une production détachée de la satisfaction des besoins de la société dépérit et meurt..." (131).

Le paradoxe du système stalinien est qu'il tomba précisément dans le travers dénoncé par son guide.

Depuis lors, plusieurs ont tenté d'opérer une révolution coperni-

(129): Déclaration de Pëtr SELEST', citée par A. JACOB dans Le Monde du 20. 1.1972, pp. 1,3. Signe des temps: l'homme fut limogé quelque temps après.
(130): J. STALINE, Economic problems of socialisme in the U.S.S.R., Mos., éd. anglaise, 1952, pp. 45, 84 et passim.
(131): Id. ibid., p. 84.

cienne au bénéfice de la consommation; l'école de la planification optimale adopte en général cette perspective: partant d'une consommation finale, il s'agit, par une balance intersectorielle, de définir les productions intermédiaires. Tant au chapitre VI qu'au chapitre IX, on approfondira cette approche.

Approche condamnée elle aussi pour le motif que "les conceptions qui font des besoins personnels ou de la consommation le seul point de départ de la planification économique, reposent sur des thèses contraires aux principes de la méthodologie léninienne de l'analyse théorique des rapports des catégories de "production" et de "consommation". Un de ces principes est en effet "que la base matérielle de la productivité du travail ne peut être que l'industrie lourde mécanique" (132)

Quel que soit le point de départ de la planification, il est généralement reconnu que l'objectif suprême de la société socialiste est, conformément aux thèses de STALINE, de satisfaire les besoins sans cesse croissants de ses membres. La troisième remarque se rapporte aux moyens mis en oeuvre pour rencontrer cet objectif. Elle prend la forme d'une question: ces besoins que la planification est appelée à servir, comment peut-elle les évaluer ?

De ce point de vue, le planificateur, dans sa tour d'ivoire, est atteint d'une désolante cécité, dont le dogme de la valeur-travail aurait de la peine à le sortir. Le cloisonnement économique et institutionnel entre le marché de la production et celui de la consommation empêche en effet les informations de circuler. Certes, le planificateur peut décrire et évaluer du centre les besoins du consommateur en extrapolant les tendances du passé ou en fonction de critères normatifs et politiques. Il s'agit là d'un même phénomène d'"inversion" de la démocratie que celui qu'on observe dans le domaine purement politique. Mais il n'échappe pas à l'arbitraire. Le plus curieux est que lorsque, modèles mathématiques à l'appui, les économistes s'efforcent de mesurer les besoins de la société, ils sont réduits à intégrer dans leurs calculs un coefficient de "préférence des consommateurs" et force leur est de reconnaître que l'évaluation objective des besoins n'est pas satisfaisante (133).

Cette antinomie entre le but et les moyens de la production socialiste est-elle inhérente au régime ou tient-elle à des modalités d'organisation des structures économiques ? L'étude de l'abandon et du retour des catégories marchandes peut apporter à cette question l'amorce d'une réponse.

(132): M.Z. BOR, Effektivnost' obščestvennogo proizvodstva i problemy optimal'nogo planirovanija, Mos., 1972, p. 193. Voir des arguments similaires dans R. HABIBI, Les critères d'optimalité dans les schémas de la planification nationale, Vop.Ek., 1966, 5, pp. 41 sv.

(133): Voir ainsi V.P. D'JACENKO et al., Naučnye osnovy planovogo cenoobrazovanija, Mos., 1968, pp. 220 sv. et surtout pp. 237-240.

CHAPITRE III: ABANDON ET RETOUR DES CATEGORIES MARCHANDES

"Pendant longtemps, dans la littérature économique, on a affirmé que dans la société socialiste n'existait pas de problème de marché. La vie a réfuté de point de vue" (1).

Après l'approche institutionnelle et l'approche économique, il reste une troisième "voie de pénétration" de cette réalité vaste et complexe qu'est le marché en Union soviétique: l'approche idéologique.

La position officielle du parti communiste d'Union soviétique à l'égard des catégories marchandes que sont le profit, la rentabilité, la valeur d'échange, le taux d'intérêt... a varié au fil des ans. Après en avoir nié la nécessité, voire l'utilité, l'U.R.S.S. s'est remise officiellement à les utiliser.

Comment l'idéologie s'est-elle accommodée aux faits ? De quelle façon s'est déroulée cette déchirante remise en question ? C'est à le décrire que ce chapitre s'attache, éclairant par là ce qu'on peut appeler "la quadrature du cercle" de toute économie socialiste.

A. ANTECEDENTS.

C'est à l'appropriation sociale des moyens de production et à la planification que de tout temps les études théoriques ont lié la disparition des catégories marchandes de l'économie politique traditionnelle.

Pour MARX et ENGELS, les choses sont claires: la propriété collective des moyens de production exclut les relations marchandes.

"Au sein de l'ordre social communautaire, fondé sur la propriété commune des moyens de production, les producteurs n'échangent pas leurs produits; de même, le travail incorporé dans les produits n'apparaît pas davantage ici comme valeur de ces produits (...), puisque désormais, au rebours de ce qui se passe dans la société capitaliste, ce n'est pas par la voie d'un détour, mais directement que les travaux de l'individu deviennent partie intégrante de la communauté (2).

"Par la prise de possession sociale des moyens de production, la production marchande cesse..." (3), et déperit la loi de la valeur selon laquelle les produits s'échangent au prorata des dépenses de travail socialement nécessaires requises pour les produire.

(1): Pravda, 23.6.1965.

(2): K. MARX, La critique du programme de Gotha, cité par E. MANDEL dans Traité d'économie marxiste, P., Julliard, 1962, t.IV, p. 31.

(3): Fr. ENGELS, Anti-Düring, extrait cité par E. MANDEL, op.cit., ibid.

Ainsi donc, dès l'abord, le lien est fait entre le mode d'appropriation des moyens de production et le statut des catégories. D'ailleurs, MARX n'avait-il pas quelques années auparavant, donné le "négatif" de l'affirmation précitée en écrivant que les relations marchandes supposaient la propriété privée des moyens de production de même que celle des produits fabriqués (4) ?

La disparition des catégories marchandes suppose cependant, dans l'esprit des économistes marxistes, une intégration progressive des forces productives: laquelle se réalise et s'exprime par le plan. Comme l'a écrit Charles BETTELHEIM, (le développement des forces productives) "conduit à une intégration effective du processus de production, à une coordination organique de ces processus qui deviennent de plus en plus un processus unique, si bien que le domaine des relations marchandes se réduit et que la sphère d'activité des catégories marchandes dépérit" (5).

Le plan devient l'instrument d'organisation de la production sur base de régulateurs nouveaux: le temps de travail socialement nécessaire et la valeur d'usage des biens produits:

"La société aura encore besoin de savoir combien de travail (plus exactement: de temps de travail) il faut pour produire un objet d'usage quelconque. Elle aura à organiser le plan de production en fonction des instruments de production, au premier rang desquels est la force de travail. Ce seront, en dernière analyse, les effets utiles des divers objets d'usage courant comparés d'abord entre eux et, ensuite, par rapport aux quantités de travail nécessaires à leur fabrication qui détermineront le plan de production. On se tirera très simplement d'affaires sans faire intervenir la fautive "valeur" (6).

LENINE, lui aussi, abondera en ce sens. N'écrivait-il pas dans La question agraire en Russie vers la fin du XIXe siècle: "Pour ce qui concerne le socialisme, il est bien connu qu'il consiste à anéantir l'économie marchande" (7).

B. PREMIERES EPREUVES

Après la Révolution, au moment du communisme de guerre, ces idées sont ratifiées par les théoriciens soviétiques et plus particulièrement par la tendance trotskiste: les faits semblent en un premier temps se

(4): K. MARX, Le Capital, P., éd. Sociales, 1948, livre I, vol.1, p. 57.

(5): Ch. BETTELHEIM, Planification et croissance accélérée, Maspero, 1970, p. 24.

(6): ENGELS, Anti-Düring, cité par P. NAVILLE dans Le salaire socialiste, P., Anthropos, 1970, vol. 2, pp. 2-3.

(7): Cité par G. KOSJACENKO dans Ekonomičeskaja reforma - novaja stupen' planomernogo ispol'zovanija tovarno-deneznykh otnošenij, Fin. S.S.S.R., 1967, 10, p. 38.

conformer à leurs préceptes. L'intervention militaire étrangère et la guerre civile ont rendu nécessaire une centralisation à outrance mais provisoire. La nationalisation de l'industrie a fait émarger directement les entreprises au budget, ce qui élimine tout recours au crédit national. Le marché du blé est aboli au profit d'un monopole d'Etat. Les échanges monétaires sont remplacés par le troc, les impôts par des réquisitions en nature, les salaires par d'autres formes de rémunération. Au début de 1921, par exemple, la part du salaire monétaire dans la rémunération du travail des ouvriers et employés est de 7%, le reste étant constitué par des paiements en nature et en services (instruction, repas des cantines, transports publics, logement et éclairage sont gratuits) (8). Par nécessité plus que par idéologie, on applique le principe du communisme, à savoir une répartition selon les besoins. "Les vivres (sont) répartis presque indépendamment de la productivité du travail" dira TROTSKIJ (9).

La conséquence directe de cet état de choses est ainsi décrite par E.H. CARR:

"Le résultat final du communisme de guerre dans le domaine de la politique du travail fut de ne laisser aucune motivation en dehors de l'enthousiasme révolutionnaire et la contrainte pure et simple" (10).

L'obligation de travailler est instaurée, contrôlée par des livrets de travail et sanctionnée par des peines qui peuvent aller jusqu'à la réclusion dans des camps de concentration. C'est l'époque de la "militarisation du travail".

Dans ces conditions, le rôle des banques est dérisoire. Il ne faut pas s'étonner dès lors qu'elles soient fermées momentanément (11). Les trotskistes y voient une confirmation de leurs théories, mais LENINE insiste sur le caractère provisoire de ces mesures.

Il suit, en effet, avec inquiétude l'évolution des finances publiques, victimes d'une inflation galopante (voir chapitre précédent). Le cours du rouble s'effondre et avec lui, les illusions d'une politique de biens et de services gratuits. La presse lance un cri d'alarme: "Le pays est sursaturé de papier-monnaie. Le drainer, le faire rentrer, telle est la tâche principale de l'heure actuelle. Cette tâche sera atteinte en faisant payer tous les services de l'Etat sans exception" (12).

Par ailleurs, un marché noir débridé s'installe dans le pays, où

(8): XXX, Ekonomičeskaja istorija S.S.S.R., Mos., mysl', 1967, p. 332.

(9): L. TROTSKIJ, discours prononcé au IV^e Congrès de l'internationale communiste en 1922, cité par P. NAVILLE, op.cit., p. 191.

(10): E. H. CARR, La Révolution bolchevique, P., éd. Minuit, 1974, t.II, p. 229.

(11): La Banque centrale fut fermée en janvier 1920.

(12): Krasnaja Gazeta du 18.9.1921, citée par S. ZAGORSKIJ dans La renaissance du capitalisme dans la Russie des Soviets, P., Girard, 1924, p. 143.

les objets les plus modestes se troquent avec avidité.

E.H. CARR, qui a étudié minutieusement cette époque, écrit:

"L'histoire de cette période illustre amplement l'obstination et l'ingéniosité que mettent les être humains à imaginer des moyens pour échanger des marchandises quand leur survie en dépend" (13).

C'est que le marché noir pourvoit aux trois quarts du ravitaillement dans les villes. Outre l'agriculture, nourricière naturelle du marché noir, l'industrie en est une autre source non négligeable car à défaut de monnaie stable, les ouvriers sont rémunérés par la remise d'une partie de leur propre production. Ils deviennent ainsi les agents d'un étrange réseau de distribution "innommé".

Roland GAUCHER, quant à lui, illustre cette époque en ces termes:

"A Moscou, le couer de la cité, le vrai centre de l'activité, c'est à présent la SUKHAREVSKA, place forte du marché noir. Là grouille une foule de plusieurs milliers de personnes où se couvient pour survivre prolétaires et ci-devants. Là le moindre objet a de la valeur. Là, tout devient troc: du beurre contre des mouchoirs de soie, six oeufs contre une veste, un outil contre des escarpins. Dans ce marché, on tombe parfois sur une vieille femme qui offre, posés sur une soucoupe, deux morceaux de sucre: tout son étal" (14).

Il apparaît bien vite, cependant, qu'un moyen d'échange plus ou moins stable s'impose: plusieurs denrées jouent ce rôle et notamment le sel.

Les trotskistes ne sont pourtant pas les seuls à croire en la mort du marché. Selon N. BUKHARIN (15), la planification socialiste a pour but et pour effet, de substituer à la production anarchique de "marchandises" une production rationnellement organisée. Dès lors que le plan organise la production et la répartition, les régulateurs traditionnels de la production capitaliste: le profit et le marché, cessent d'avoir cours.

"La marchandise peut être la catégorie de base uniquement dans le système où elle est un bien social permanent et non accidentel fondé sur une production anarchique. Et, dans la mesure où disparaît l'irrationalité du processus de production, c'est-à-dire dans la mesure où à la place de la spontanéité se dresse un régulateur social conscient, la marchandise se transforme en produit et perd son caractère marchand" (16).

C'est dans cet esprit mais essentiellement par empirisme que s'or-

(13): E. H. CARR, op.cit., p. 251.

(14): R. GAUCHER, L'opposition en U.R.S.S. 1917-1967, P., Albin Michel, 1967, p. 27.

(15): Pour une étude des thèses de BUKHRIN, voir l'ouvrage d'H. CHAMBRE, Le marxisme en Union soviétique, P., Seuil, 1955, pp. 365 sv.

(16): N. BUKHRIN, Ekonomika perekhodnogo perioda, cité par H. CHAMBRE, op.cit., p. 368.

ganise la répartition des moyens de production. Ce marché est remplacé par des relations purement comptables, les glavki mettant en contact leurs entreprises par des ordres administratifs selon un processus ultra-centralisé qui sera détaillé au chapitre V.

C. REPIT ET REFLEXIONS

Avec la N.E.P., c'est le cap diamétralement opposé que l'on choisit. La guerre civile laisse le pays dans un état catastrophique; les réquisitions agricoles instaurées en janvier 1919 et qui visaient tous les surplus ont supprimé tout intéressement des paysans à leur production et développé un marché noir désastreux; la substitution aux salaires de "rations sociales" égalitaires a provoqué un effondrement dans l'industrie.

L'échec du communisme de guerre est celui du désintéressement. Aussi, une analyse lucide de la situation impose un retour au marché et aux catégories marchandes. L'intention première est de permettre l'instauration d'un courant d'échanges entre l'industrie et l'agriculture afin de rendre possible la reconstruction de l'industrie lourde.

C'est dans cet esprit que la Xe Conférence du parti, en mai 1921, proclame dans une résolution rédigée par LENINE lui-même: "Le levier principal de la nouvelle politique économique est l'échange de marchandises (17). Le décret du 24 mai "Sur l'échange" lui donne ses assises juridiques (18).

Six mois plus tard, il faut se rendre à l'évidence: les échanges directs de biens agricoles et industriels n'ont pas lieu comme prévu: "L'échange des biens a échappé à tout contrôle. C'est-à-dire qu'il s'est transformé en achat-vente. Nous sommes bien obligés de le reconnaître; nous ne voulons pas prendre l'attitude de gens qui seraient incapables de reconnaître leur propre défaite" (19). Suit alors ce constat exemplaire de l'homme qui mieux que quiconque comprit le sens et la fécondité de la dialectique face à des faits avec l'idéologie: "L'échange des biens n'a donné aucun résultat; le marché privé s'est montré plus fort que nous; au lieu de l'échange des biens, nous assistons à un commerce banal. Veillez vous y adapter, sinon vous serez vaincus par les forces de l'achat et de la vente comme de la circulation monétaire" (20).

L'abandon des réquisitions agricoles donne lieu à un processus qui illustre bien la rentrée en force de la monnaie dans la vie économique. En mars 1921, les prélèvements agricoles sont remplacés par un impôt en nature, qui laisse un certain intéressement des paysans à leur production. Cet impôt, évalué au départ, en divers produits agricoles, est uniformisé en mars 1922 et calculé en unités "blé"

(17): Résolution du 27.5.1921 sur la politique économique, Direktivny..., t. 1, p. 239.

(18): Op.cit., p. 238

(19): LENINE, discours du 27.5.1921, cité par E.H. CARR, op.cit., p. 345.

(20): LENINE, même discours, op.cit.

ou "seigle". En 1923, sa perception se fait soit en nature, soit en espèces. Un an plus tard, le gouvernement se décide à instaurer un impôt agricole unifié sous forme monétaire.

Cet abandon des réquisitions agricoles et le regain d'une industrie privée donnent à cette période les traits que le IXe Congrès des Soviets décrit comme suit: "formation d'un marché intérieur" et "développement de la circulation monétaire" (21). Le même Congrès vote une résolution rédigée en ces termes:

"Dans ces conditions, ce serait l'erreur la plus lourde de la part du pouvoir soviétique que d'appliquer dans le domaine de l'économie nationale les méthodes qui furent prises par lui dans la période précédente et que requéraient les conditions particulières de la guerre civile. Le pouvoir ouvrier et paysan se doit, par des mesures économiques systématiques parfaitement étudiées et fondées sur une évaluation exacte des mécanismes du marché, de prendre en mains la régulation de ce marché et de la circulation monétaire" (22).

Cet abandon des principes communistes ne va pas sans critiques dans les rangs du parti. Ainsi, un membre du comité de P.C. de la province de Smolensk s'écrie: "Nous sommes en train d'acheter et de vendre: activités qui ne peuvent être appelées que capitalistes. Pour ce qui est de la coopération (agricole, note C.E.L.), je me demande si on peut la traiter de socialiste; ce serait une erreur que de l'appeler socialiste" (22).

La réhabilitation du marché est telle que le XIIe Congrès du parti interdit les interventions d'un plan économique qui risquerait de "modifier l'office régulateur du marché par des mesures administratives" (23)!

Dans le secteur de la production industrielle, on interrompt la politique de nationalisation des petites et moyennes entreprises; on en dénationalise plusieurs. Dans le secteur d'Etat, on entreprend une croisade contre la production à perte:

"Toutes les entreprises d'Etat, aussi bien celles qui restent soumises à l'approvisionnement d'Etat que celles qui y ont été soustraites, doivent se conformer aux principes de l'autonomie comptable en comptabilisant avec précision tous les éléments de la production, en diminuant les frais généraux et en réduisant au minimum l'administration; elles doivent en outre lutter par tous les moyens pour réduire le coût de la production sans préjudice à la qualité" (24)

(21): Art. 2 de la décision du IXe Congrès des Soviets du 28.12.1921, Direktivy..., t.1, p. 295.

(22): Cité par O.A. NARKIEWICZ, The making of the Soviet State apparatus, Manchester, 1970, p. 93.

(23): Art. 11 de la décision du IXe Congrès des Soviets précitée.

(24): Résolution du XIIe Congrès du parti "Sur l'Industrie", du 25.4.1923, Direktivy..., t.1, pp. 378 sv.

Le mot d'ordre devient: "Enrichissez-vous" . C'est ainsi que le décret du V.S.N.Kh. du 16 juillet 1923 stipule: "Toute l'activité du trust est régie et mesurée par son profit" (25) !

La décision du Conseil du travail et de la défense du 12 août 1921 et celle du Conseil des commissaires du peuple du 16 août de la même année ouvrent la porte à la transformation des moyens de production en marchandises les entreprises et les trusts, y compris ceux du secteur d'Etat, peuvent échanger sur le marché libre leurs matières premières et leurs instruments de production.

Le décret du 4 octobre 1921 accorde aux entreprises la libre disposition de leur production.

Le IXe Congrès des Soviets déjà évoqué doit lui aussi concéder aux entreprises les plus centralisées la faculté de se pourvoir sur le marché libre en moyens de production. Le principe de l'intégration de ces entreprises dans l'administration centrale cède devant l'assaut des catégories marchandes. On y lit, en effet; "Dans la mesure où la restauration de l'industrie lourde et la continuité de sa production sont impossibles autrement que par sa relation directe avec le marché intérieur, où elle doit rechercher un complément de ressources à celles que lui fournit l'Etat, il faut accorder aux entreprises et à leurs unions le droit de réaliser sur le marché une partie de leur production en conformité avec leur plan opérationnel tel qu'il a été approuvé et compte tenu de l'insuffisance des ressources nécessaires fournies par l'Etat" (26).

Ce qui importe dans ces décisions, c'est que la cause et la motivation du retour au marché est l'insuffisance des réserves de l'Etat et donc son incapacité à approvisionner directement les entreprises. La pénurie des biens a provoqué la réaffirmation de leur nature de marchandises. Comme pour le secteur agricole, l'Etat renonce à sa perception en nature, puisque les entreprises "intégrées" lui livraient la totalité de leur production. Il doit désormais se contenter d'un impôt en espèces.

L'ambiance de l'époque est ainsi décrite par un témoin: "La tactique antérieure ne nous a pas habitués à nous adapter avec souplesse à la pénétration bourgeoise et voici qu'on se met d'un coup à disloquer nos réserves (...). L'individualisme bourgeois se fraie impérieusement la route, renversant tel un cyclone les vieilles conceptions et habitudes. Les instincts, réprimés pendant quatre ans, rompent la digue avec une violence de tempête. On voit surgir des banques, des magasins, le libre commerce, des traites, des bourses, des escomptes, des spéculations. Ça sent le bon vieux temps" (27).

(25): Sur ces mesures, voir V.N. BANDERA, Market orientation of State enterprises during N.E.P., Soviet studies, 1970, 1, pp. 110 sv.

(26): Direktivny..., op.cit., p. 302.

(27): M. STEKLOV, Izvestija, cité par S. ZAGORSKIJ, op.cit., p. 48.

Le secteur directement approvisionné par l'Etat se contracte de façon impressionnante. Il occupe au milieu de 1921 plus d'un million et demi de personnes; deux ans plus tard, en août 1923, il ne représente plus que 50.718 ouvriers (28).

Les trusts, devenus autonomes, entrent en concurrence avec le secteur privé mais entre eux, la concurrence n'est pas moindre. L'Ekonomičeskaja Žizn', l'organe du Conseil du travail et de la défense, décrit ainsi la situation:

"La réaction contre la structure de l'organisation industrielle et contre les méthodes de son organisation du temps du communisme de guerre a pris des formes et des proportions telles que pratiquement, le rôle de l'Etat, le principe étatique sont presque réduits à néant et qu'il ne subsiste des restrictions imposées par l'Etat que des vestiges lamentables. La politique des prix est faite par chacun comme bon lui semble; les organes régulateurs de l'Etat (...) se sont transformés en organes impuissants suspendus dans le vide..." (29).

La liberté des prix, jointe à l'état de disette, suscite une flambée sur le marché agricole. En revanche, la concurrence entre producteurs et l'absence de demande provoquent une chute des cours industriels. Démunis de moyens circulants, victimes de la faveur dont jouit l'agriculture, les trusts réagissent de deux façons.

D'une part, ils profitent de la faculté que leur ont accordé les décisions d'août 1921 et liquident sur le marché libre leurs divers actifs: matières premières, produits finis ou éléments de leur capital fixe. Le climat de quasi-panique de cette opération est bien rendu par le terme russe de "razbazarovanie" qui la désigne.

Outre l'accentuation de l'effondrement des prix industriels, cette liquidation du patrimoine social suscitera le décret du 10 avril 1923 interdisant aux trusts de disposer de certains types de fonds. Le statut juridique du patrimoine des trusts fera désormais l'objet d'une distinction quant au régime de son aliénation: la terre et certains éléments du capital fixe sont soustraits à tout transfert de propriété; d'autres éléments du capital fixe ne pourront être aliénés que moyennant l'autorisation du V.S.N.Kh. Les capitaux circulants, enfin, pourront être l'objet d'opérations au même titre que le capital des entreprises privées (30).

Autre réaction: la concentration, notamment sous forme de syndicats,

(28): On créa même une "Commission spéciale pour la réduction de l'industrie; cfr. S. ZAGORSKIJ, op.cit., pp. 60 sv. et 170.

(29): Ekonomičeskaja Žizn' du 12.7.1922, traduite par S. ZAGORSKIJ, dans op.cit., p. 63.

(30): Décret sur les entreprises industrielles d'Etat fonctionnant sous le régime de l'autonomie comptable (khozrasčët), Izvestija, 13.4.1923

telle qu'elle a été étudiée au premier chapitre. Cette concentration défensive ne tardera pas à présenter des tendances monopolistiques, conformément aux thèses de PREOBRAZĚNSKIĬ pour qui l'alliance entre ville et campagne doit céder le pas à une accumulation industrielle aux dépens des campagnes.

Aussi, vers le milieu de 1922, les tendances s'inversent. Il faut y voir, du côté des prix agricoles, le résultat de la remise en route des cultures et du côté des prix industriels, la conséquence de l'épuisement des réserves tout autant que l'effet de l'élévation rapide des coûts de production et de la concentration précitée. C'est la "crise des ciseaux".

Les prix évoluent à l'avantage de l'industrie:

	<u>prix agricoles</u>	<u>prix industriels</u>
- 1er 8.1922	100	100
- 1er 10.1922	110	160
- 1er 1.1923	230	490
- 1er 4.1923	420	1120
- 1er 6.1923	760	2400
- 1er 9.1923	2800	11400
- 1er 11.1923	9360	35590

C'est ainsi, par exemple, qu'une paire de chaussures qui équivalait à 74,2 "fountes" (400 copecks) de farine de seigle au 1er mars 1922, en valait 364,4 un an plus tard et 767,8 au 1er octobre 1923 (31).

Le gouvernement s'efforcera de remédier à la situation par des moyens administratifs (contrôle des prix et des réserves) et économiques (restriction du crédit, "contrats de programme" où les aides du gouvernement sont conditionnées par une réduction préalable des prix) (32).

La liberté laissée aux contractants de fixer eux-mêmes les prix sera, à partir de 1924, progressivement réduite par des listes de prix-types établies par le Conseil du travail et de la défense et de plus en plus contraignantes.

Dans le secteur du commerce intérieur, la libéralisation est tout aussi manifeste. Un décret du 26 avril 1922 supprime toute restriction à l'ouverture d'un commerce; quatre mois plus tard, un autre décret institue des bourses de commerce destinées officiellement à confronter l'offre et la demande. On réduit à quasi-rien le nombre d'articles dont le commerce est illicite.

(31): Chiffres de S. ZAGORSKIĬ, op.cit., pp. 127-128. Sur cette crise, voir l'intéressante étude de V.S. NEMČINOV dans Modèles économiques de S.G. STRUMILIN, Cahiers I.S.E.A., série G., mai 1966, pp. 41 sv.

(32): Cfr. R. HUTCHINGS, The origins of the Soviet industrial price system, Soviet Studies, 1961-1962, 1, p. 43.

Mais, de ce fait même, on instaure une rivalité entre le commerce privé (dont les prix sont libres) et le commerce d'Etat ou coopératif (dont les prix sont fixés), rivalité dont le premier bénéficie. Les fluctuations de la conjoncture font que les prix fermes empêchent les marchés de se conclure. La nécessité apparaît aux yeux des responsables des coopératives d'assouplir la politique des prix:

"Il ne faut pas se faire d'illusion; dans les conditions de notre réalité actuelle, on ne pourra constituer de stocks de produits qu'en se servant d'un appareil malléable, s'adaptant aux corrélations des prix sur le marché, tenant compte de l'offre et de la demande pour chaque marchandise donnée" (33).

Dans le domaine des finances publiques, les autorités se rallient à des principes exactement opposés à ceux en vigueur dans la période précédente: refus de la gratuité des biens et services des pouvoirs publics, souhait d'un retour à l'orthodoxie budgétaire, réapparition du crédit bancaire. Parallèlement au regain d'intérêt pour la monnaie, le Commissaire du peuple aux finances voit ses pouvoirs amplifiés. Donnant sa préférence à la fiscalité indirecte, il lève à partir d'août 1921 un impressionnant train d'accises; il instaure une taxe sur le personnel occupé et sur le chiffre d'affaires; les tarifs postaux et ferroviaires subissent une hausse substantielle.

Un observateur peut écrire à l'époque: "La manie des impôts s'empara de toutes les administrations locales. On fit payer pour aller à l'école, pour recourir aux services du pharmacien, pour s'adresser aux hôpitaux, aux ambulances, aux asiles..." (34).

Comme on l'a signalé au chapitre précédent, cette époque est celle d'une inflation galopante et d'un déséquilibre budgétaire considérable.

Parallèlement au retour des catégories marchandes, la N.E.P. signifie, conformément aux directives de LENINE, celui de la légalité et des catégories juridiques traditionnelles, abandonnées dans la tourmente au profit de l'opportunité révolutionnaire:

" (...) Il apparaît de première importance d'instaurer dans tous les secteurs de la vie les principes rigoureux de la légalité révolutionnaire. Une stricte responsabilité des organes, des agents du pouvoir et des citoyens pour violation des lois et de l'ordre soviétiques doit aller de pair avec le renforcement de la sauvegarde des personnes et des biens.

(33): Résolution de la deuxième assemblée provisoire des délégués de la Centrale des coopératives (Centrosojuz); cfr. S. ZAGORSKIJ, op.cit., p. 116.

(34): S. ZAGORSKIJ, op.cit., p. 153. Sur ces aspects de la N.E.P. et sur le retour du marché à cette époque, on lira I. BERKHIN, Novaja èkonomičeskaja politika i eë rol' v perekhodnyj period ot kapitalisma k socializmu, Komunist, 1967, 4, pp. 26 sv.

Les nouvelles formes de relations qui ont vu le jour dans le processus révolutionnaire et fondées sur la politique économique du pouvoir doivent recevoir leur expression dans la loi et leur garantie juridictionnelle. Pour résoudre toutes sortes de conflits patrimoniaux, il s'impose d'établir des normes stables (35) ".

L'époque connaît un essor du droit civil et, plus particulièrement, du droit des obligations. On a déjà cité plus haut le décret du 24 mai 1921 "Sur l'échange". Le décret du 22 mai 1922 sur les "Droits patrimoniaux privés fondamentaux" précède de peu le code civil, promulgué le 11 novembre 1922 et entré en vigueur le 1er janvier 1923: tous deux consacrent le droit de propriété privée sur les produits de l'artisanat et de la petite industrie.

Sont de même autorisés les natissements, les contrats de travail, de vente-achat, d'échange, d'emprunt, de fourniture, d'assurance, d'association, de société, les opérations de crédit...etc.

Comme indices caractéristiques du retour de la légalité, on peut signaler de même le décret du Comité exécutif central panrusse du 25 août 1921 sur l'interdiction de la résolution des contrats de location d'entreprises industrielles, imposant le respect des obligations contractuelles.

D. PROSPECTIVES

Malgré cette pause dans le processus révolutionnaire, les recherches d'une nouvelle "science de l'organisation des forces productives" ne sont pas pour autant interrompues.

La constitution d'une science originale de l'organisation sociale tente, comme elle tentera encore, plus d'un auteur: outre BUKHARIN, PREOBRAŽENSKIJ et GATOVSKIJ, BOGDANOV, JAROŠENKO et SLUTSKIJ s'essaieront à cet exercice.

C'est ainsi que PREOBRAŽENSKIJ se fait le protagoniste d'une "science de la prévision des besoins économiques, science de la production organisée du travail organisé" (36). Il en va de même pour GATOVSKIJ selon qui une répartition administrative des biens et des facteurs de production en nature remplacera le marché, l'unité de compte y étant le travail social (37). La loi de la valeur ne subsistera que comme moyen d'exécution, subordonné à la "comptabilité de l'économie nationale" (38). Cette dernière

(35): Art. 12 de la décision du IXe Congrès des Soviets précitée. Sur ce retour de la légalité sous la N.E.P., lire V.M. KURICYN, Khozjajstvennaja reforma 1921-1923 gg. i revoljucionnaja zakonnost', S.G.P., 1967, 2, pp.63 sv.

(36): PREOBRAŽENSKIJ, Novaja Ekonomika, cité par H. CHAMBRE, op.cit., p.373.

(37): L. GATOVSKIJ, Na novom etape, Mos., t.II, pp. 1sv.

(38): PREOBRAŽENSKIJ, Zakon cennosti v sovetskom khozjajsvte, cité par H. CHAMBRE, op.cit., p. 379.

pourra assurer a priori l'équilibre entre production et consommation ainsi que la proportionnalité entre les branches. Pour d'autres, si la loi de la valeur continue à jouer un rôle provisoire, c'est en subissant "un processus de dépérissement qui doit la transformer en loi des dépenses de travail de la société socialiste" (39). L'intégration progressive des forces productives sous forme d'étatisation supprimera la question de la régulation de l'économie par la valeur.

Les aléas conjoncturels doivent disparaître: il est un temps, entre 1931 et 1941, où le terme de statistiques est même banni par l'Office de "statistiques" car impliquant l'existence de phénomènes aléatoires imparfaitement contrôlés (40)

Dans la mesure où l'existence de marchandises a transformé les échangeurs en sujets de droits, l'abolition des catégories marchandes doit, selon PASUKANIS, s'accompagner d'un "dépérissement du droit". A la réglementation des rapports entre particuliers sous forme de contrats se substituera une administration d'un genre nouveau par voie de rapports de subordination acceptés de plus en plus volontairement:

"La victoire définitive de l'économie planifiée les (les entreprises, note C.E.L.) placera exclusivement dans une relation techniquement opportune les unes avec les autres et tuera leur personnalité juridique". Ou encore: "Le rapport juridique entre sujets n'est qu'un autre aspect du rapport entre produits du travail devenus marchandises" (41).

Ces relations de pure administration doivent être envisagées dans la perspective de l'"administration des choses" appelée à remplacer, selon l'expression de F. ENGELS, le "gouvernement des personnes" (42). Par quoi le système administratif trouve une justification supplémentaire à sa dénomination.

La disparition progressive du marché est synonyme pour PASUKANIS de "la disparition progressive du moment juridique dans les rapports entre hommes" (43). La même thèse du dépérissement du droit est exprimée de façon synthétique par P.I. STUČKA: "Chez nous, écrit-il, le socialisme dans son

(39): I.A. LAPIDUS et K. OSTROVITJANOV, Précis d'économie politique, cité par H. CHAMBRE, dans op.cit., p. 383.

(40): Cfr. Guy CAIRE, La planification soviétique à la recherche de la rationalité, Revue économique, 1963, 3, p. 428.

(41): E.B. PASUKANIS, Obščaja teorija prava i marksizma, Mos., 1924, pp. 93sv. Pour un commentaire des thèses de cet auteur voir D.G. LAVROFF, Les libertés publiques en Union soviétique, P., Pedne, 1963, pp. 49 sv. et H. CHAMBRE, op.cit., pp. 220 sv.

(42): F. ENGELS, Anti-Düring, P., Ed. Sociales, 1956, p. 320.

(43): E.B. PASUKANIS, Za markso-leninskuju teoriju gosudarstva i prava, Mos., 1931, cité par H. CHAMBRE, op.cit., p. 223.

dernier stade, le communisme, ne signifie pas la victoire d'un droit socialiste, mais la victoire du socialisme sur le droit en général. Ainsi, avec la destruction des classes et de l'antagonisme de leurs intérêts, le droit en général disparaît" (44).

E. A L'ERE DES PLANS QUINQUENNAUX

Les premières années de la planification signifient effectivement en grande partie la victoire du "système administratif" sur le droit. Il s'agit de parer au plus pressé et de donner le branle à un gigantesque mouvement d'industrialisation: le respect des objectifs planifiés -ou de certaines priorités décrétées en cours de plan par le parti- prend dès lors le pas sur toute autre prescription, fût-elle constitutionnelle. Comme l'écrit sans fard K. ARKHIPPOV dans un article paru en 1929, "Planifier l'économie signifie agir en dehors des normes juridiques" (45). Le plan étouffe donc le contrat.

Bientôt, cependant, les théories consacrées au dépérissement du droit et de l'Etat sont battues en brèche, puis condamnées par STALINE et son procureur général VISINSKIJ: la lutte de l'Etat soviétique contre ses ennemis, le raffermissement de la dictature du prolétariat dans un seul pays requièrent à titre provisoire le renforcement de l'Etat et du droit.

L'exclusion des contrats par le plan est catégoriquement condamnée par une décision du Conseil des commissaires du peuple du 20 mars 1931 "Sur la transformation du système du crédit, sur le renforcement du crédit et l'instauration de l'autonomie comptable dans tous les organes économiques" (46). On y rejette "l'ignorance du principe des relations contractuelles entre les entreprises et les associations (entre fournisseurs et acheteurs), ignorance qui a conduit à l'affaiblissement du contrôle du consommateur sur les fournisseurs quant à la qualité et l'assortiment des produits, quant aux délais de livraison....etc." On y ordonne: "Les organes économiques d'Etat et coopératifs ainsi que les entreprises établissent dans les limites des tâches planifiées leurs relations mutuelles de livraison de marchandises, de fourniture de travaux ou de services au moyen de la conclusion de contrats et de commandes et portent quant à leur exécution la responsabilité établie par la loi".

Quelques mois plus tard, une déclaration conjointe du Conseil des

(44): P.I. STUČKA, dans Encyklopedija gasdarstva i prava, cité par H. CHAMBRE, op.cit., p. 224.

(45): K. ARKHIPPOV, dans Sovetskoe stroitel'stvo, 1929, 39, pp. 29 sv., cité par P.M. MAGGS dans Les aspects juridiques de la planification économique en U.R.S.S., Annuaire U.R.S.S., 1965, p. 232.

(46): S.Z. S.S.S.R., 1931, 18, art. 166.

Commissaires du peuple et du comité central réaffirme l'importance des relations contractuelles et du khozrasčët dans l'exécution du plan (47). Plan et contrat sont jugés compatibles et les contrats planifiés acquièrent un sens nouveau (48).

Petit à petit s'élabore un arsenal de règles de droit administratif et de droit civil informant l'activité des planificateurs. Ceux-là mêmes qui avaient annoncé la disparition du droit, P.I. STUČKA et E.B. PAŠUKANIS se font désormais les avocats d'une nouvelle branche du droit: le droit économique. Le succès des premiers plans quinquennaux et l'unification du régime de propriété jetteront les bases d'un véritable droit socialiste dont la pierre angulaire sera la nouvelle Constitution de 1936.

Dans le domaine économique, on dirige de violentes attaques à l'endroit de catégories telles que le profit ou le taux d'intérêt. Dans la mesure où le capital n'est plus un facteur de production évaluable et soumis aux relations marchandes, le taux d'intérêt est logiquement relégué dans l'arsenal désuet du "fétichisme des catégories économiques" (49). Les théoriciens constatent néanmoins la persistance de réalités telles que la monnaie, les salaires...etc.

Comme on a pu l'observer au chapitre II et comme on le constatera avec de plus amples détails par la suite, le cadre administratif de la planification ne peut, lors du lancement des plans, maîtriser les forces spontanées des lois économiques. Tant dans le secteur des moyens de production que dans celui des biens de consommation le jeu de l'offre et de la demande se manifeste sous les formes les plus diverses.

Outre les signes relevés dans d'autres chapitres, on peut rapporter le développement durant le deuxième quinquennat de Bureaux de l'offre et de la demande dans les sections régionales de l'approvisionnement et du commerce. Ces "bourses" de marchandises éditent des périodiques tels que Demande et offre de marchandises, bulletin d'information opérationnelle du Bureau de l'offre et de la demande de marchandises de Leningrad, pour 1933-1934...etc. En 1935, on dénombre de tels bureaux dans quelque soixante-dix villes soviétiques (50).

(47): Déclaration du 21.10.1931 "Sur de nouvelles mesures pour introduire le khozrasčët", S.Z. S.S.S.R., 1931, n°64, art. 419.

(48): Sur ce sujet, voir chapitres suivants.

(49): Sur la question du capital, voir chapitres V et VIII.

(50): Cfr. T.D. ALIMOVA, Zakon sprosa i predloženija pri socializme, Len., 1974, p. 25.

F. INTERPRETATIONS

A ces indices, il apparaît avec évidence que le communisme ne pourra être atteint en une fois et qu'une période de transition s'impose pendant laquelle les produits continueront à faire l'objet d'opérations de vente et d'achat. Dans ces conditions, le respect de certaines exigences de la loi de la valeur reste de rigueur.

Dans son ouvrage célèbre, Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S., J. STALINE a mis lui-même en relief le type d'erreurs dues à une méconnaissance des impératifs de la loi de la valeur. Lorsque le comité central fixe le prix du grain au même niveau que celui du pain, il ne tient pas compte de la valeur ajoutée qui fait la différence entre le pain et le grain. Si, à certaines époques, les paysans ont nourri leur bétail au pain, c'est à cause d'irrationalités de ce genre (51).

Si l'on s'accorde à reconnaître la survivance des catégories marchandes, les interprétations varient. Pour les uns -et STALINE intervient en ce sens- la production de marchandises du capitalisme -la production de marchandises remontant d'ailleurs historiquement à des stades du développement de la société antérieurs au capitalisme- ne doit pas être confondue avec la production de marchandises du socialisme. La subsistance d'une production de valeurs d'échange s'explique par la coexistence de deux formes de propriété des moyens de production: la propriété d'Etat et la propriété kolkhozienne.

"Tant que les deux principaux secteurs de production subsisteront, il en ira de même pour la production marchande et la circulation de marchandises comme constituants nécessaires et très utiles de notre système économique" (52).

Entre les deux se pratiquent des échanges de "forme marchande" et il ne convient pas de brûler les étapes:

"Seuls les désespérés du 'gauchisme' peuvent penser que disparaît déjà automatiquement le problème du renforcement de la forme marchande de l'alliance entre la ville et la campagne et ignorer la signification économique et politique d'un accroissement de la production de marchandises de grande consommation" (53).

Il s'impose, si l'on veut hâter l'évolution, d'intensifier les

(51): Cfr. J. STALINE, Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S., éd. angl., Mos., 1952, pp. 24-25.

(52): Id. ibid., p. 14.

(53): Extrait de la résolution du C.C. P.C.R.(b) du 10.1.1933, Direktivy... t.II, pp. 367-368.

échanges en nature entre le secteur agricole et l'industrie, l'objectif à long terme étant une mise en adéquation parfaite, une intégration de ces deux "formes" de propriété. Cette unification fera progresser la société soviétique vers le communisme. La loi de la valeur, loin d'être inhérente à toute société, n'est qu'une "catégorie historique liée à l'existence de la production marchande". Là où existe une production marchande et tant que celle-ci existe, la loi de la valeur survit et il convient d'en tenir compte dans la planification économique (54).

A vrai dire, cet essai d'explication laisse sans réponse la question de la survivance des catégories marchandes à l'intérieur même du secteur d'Etat. Ses tenants arguent certes, mais de façon peu convaincante, que seules les formes extérieures ont été conservées et que les prix utilisés pour évaluer les moyens de production ne sont que des "apparences" de prix, en réalité, des moyens comptables purement conventionnels. De plus, on explique que si les relations marchandes s'infiltrèrent dans ce secteur, c'est par le biais des achats de matières premières agricoles. Il faut de même tenir compte des achats de biens agricoles destinés à entretenir la force de travail, lesquels sont financés par les salaires industriels. Par itération, on abandonne ainsi la vision initiale d'une planification parfaitement intégrée, science de la répartition des produits où toutes les décisions émaneraient d'un centre unique.

G. MAIS ENCORE....

En réalité, plusieurs causes paraissent expliquer le maintien des catégories marchandes.

En premier lieu, il convient de remonter à l'origine même de l'apparition de celles-ci. C'est, pour résumer, à la division sociale du travail qu'il faut imputer la maternité des catégories marchandes.

La description marxiste de la genèse du phénomène marchand mérite d'être rappelée.

Lorsque les peuplades primitives dépassèrent le stade de la production intégrale de valeurs d'usage, l'échange simple constitua une première forme de division du travail. Troc et échanges exprimaient déjà une spécialisation dans les surplus. Lorsque ces surplus devinrent permanents, on passa à l'étape ultérieure, celle de l'échange développé, qui prit fréquemment la forme d'une division territoriale du travail. L'échange généralisé, quant à lui, se caractérise par la spécialisation fonctionnelle du travail: son apparition coïncide avec le développement de l'artisanat et, plus

(54): STALINE, op.cit., pp. 23 sv.

particulièrement, avec la révolution métallurgique. L'éclatement de la production primitive de valeurs d'usage en activités primaires et secondaires donna du même coup son plein essor au "tiers secteur" le commerce. (Après n'avoir échangé que des surplus, c'est en fonction de l'échange que l'homme se mit à produire: la production de marchandises pour elles-mêmes s'installait (55).

C'est au regard de cette évolution qu'il s'impose de s'interroger sur la nature des échanges dans l'économie soviétique.

On fera ici abstraction des échanges avec l'étranger, mais il est indéniable que si hermétiques que puissent être le monopole d'Etat du commerce extérieur et le marché des changes, la loi de l'offre et de la demande qui sévit sur le marché mondial affecte les opérations de comptabilité nationale et influe sur l'action du planificateur. Pour STALINE, d'ailleurs, sur ce marché et celui-là seulement, les moyens de production eux-mêmes sont de véritables marchandises. Il est de plus incontestable que même pour un pays aussi vaste que l'U.R.S.S., l'autarcie est de moins en moins concevable. De plus, dans les autres pays socialistes d'Europe, l'accès direct des entreprises au marché international est un facteur supplémentaire d'irruption des catégories marchandes dans la planification.

Au sein de l'économie soviétique proprement dite, la loi du marché joue: en premier lieu entre l'industrie et l'agriculture. Si la différence de propriété explique ce jeu, c'est dans la mesure où la division primordiale du travail en secteurs agricole et industriel a rendu l'intégration de l'économie impossible, malgré les tentatives combien ambitieuses de l'ère stalinienne. Les relations entre la ville et la campagne prennent des formes diverses: achat par l'industrie et l'Etat des récoltes, fournitures à l'agriculture de matériel de production, achats de biens de consommation manufacturés par les agriculteurs ou encore marché kolkhozien. Sur celui-ci, les citadins acquièrent librement les surplus agricoles des kolkhozes comme des paysans. On a noté au chapitre II comment ce marché avait joué le rôle de chambre d'échos des difficultés de la planification. Rôle non négligeable et apprécié des autorités. Non seulement ce marché absorbe un pouvoir d'achat excédentaire, mais les pressions inflationnistes qui s'y manifestent stimulent la production agricole des "offreurs" kolkhoziens ! Il n'est pas étonnant dès lors que le parti ait encouragé son développement depuis 1964.

A la théorie des deux formes de propriété, il convient d'apporter un éclairage supplémentaire en ramenant l'étendue de la propriété kolkhziennne à ses proportions réelles. Avant 1958, en effet, les kolkhozes n'étaient propriétaires ni de leurs terres, reçues en jouissance gratuite et illimitée, ni de leurs instruments, lesquels (55): Sur ces différents stades, voir notamment: N.S. ANDREEV, Tovarnoe proizvodstvo, Tovar i den'gi, Mos., 1970 et E. MANDEL, op.cit., t. II, chap. II.

étaient aux mains des Stations de machines et de tracteurs (M.T.S.). Les services des M.T.S. aux kolkhozes étaient payés en nature sous forme de partage des récoltes. STALINE a toujours combattu comme allant à contresens de l'Histoire les propositions émises par certains économistes de vendre aux kolkhozes le matériel des M.T.S. Il réfutait cette thèse comme contraire à l'unification de la propriété socialiste et à l'intégration progressive des forces productives. Les paiements en nature devaient être préférés à des relations marchandes de forme monétaire (56).

Quelques années plus tard, cependant, en 1958, KROUCHTCHEV décidait le démantèlement des M.T.S. (57). Les kolkhozes purent racheter le matériel agricole. Les livraisons obligatoires furent remplacées par des contrats de vente garantissant des prix "économiquement justifiés"; le régime de rémunération en nature des kolkhoziens (trudoden) céda progressivement le pas à un mode de paiement monétaire comparable à celui des fermes d'Etat (58).

A quoi s'ajoute qu'à l'intérieur du secteur agricole, la spécialisation -et donc la division du travail- s'accroît, ce qui conduit un économiste à constater:

"Au fur et à mesure que les kolkhozes se spécialisent, les paiements en nature se réduisent et les paiements monétaires s'accroissent et pas seulement dans certaines régions. Aujourd'hui même, les paiements en espèces constituent approximativement 90% du total des salaires des kolkhoziens" (59).

Cette "dénaturalisation" des revenus du travail se retrouve ailleurs que dans l'agriculture. Au vu des chiffres cités, on mesure le chemin parcouru depuis le communisme de guerre !

C'est pour ces raisons que la théorie des deux formes de propriété a été battue en brèche. Un auteur a pu en écrire:

"Il n'est pas difficile de remarquer qu'une telle tentative procédait d'une opposition métaphysique entre la planification d'une part et les relations monétaires et marchandes d'autre part" (60).

H. RARETE ET DESINTEGRATION

Mais à l'intérieur même du secteur industriel d'Etat, les relations marchandes continuent à fonctionner. C'est à ce sujet qu'il convient de s'interroger sur la nature de l'autonomie comptable ou Khozrasçët, expression financière de la division du travail. Certes, l'Etat est seul

(56): J. STALINE, op.cit., pp. 100 sv.

(57): Loi du 31 mars 1958, V.V.S., 1958, 7.

(58): Le système entra en vigueur le 1er juillet 1966; Cfr. Pravda, 18.5.1966, p.2 et Izvestija, 18.5.1966, p. 3.

(59): S. PARTIGUL, Demande effective et offre de marchandises dans la reproduction socialiste, Vop. Ek., 1969, 12, trad. angl. dans Problems of Economics, 1970, août, pp. 45 sv.

(60): I. KONNIK, Plan i rynek v socialističeskom khozjajstve, Vop.Ek., 1966, 5, p. 19.

propriétaire des moyens de production industriels, mais, comme on l'a noté, la propriété unique de l'Etat est par la force des choses décentralisée et les capitaux productifs sont affectés en "gestion opératoire" à ces centres de décision théoriquement autonomes que sont les entreprises. Nonobstant la dépendance des entreprises envers les planificateurs centraux, on ne peut nier une division sociale du travail. Le planificateur vise une organisation plus rationnelle de la production et une meilleure allocation des ressources. Malgré tous les empiètements sur l'autonomie des entreprises dont il se rend responsable, le "système administratif" reste fondé sur la gestion équilibrée de l'entreprise: celle-ci est tenue de couvrir ses dépenses par ses recettes. Son activité est faite d'achats et de ventes.

Pierre NAVILLE, pourtant partisan d'une société où chacun recevrait selon ses besoins, développe des considérations similaires en écrivant: "La proportionnalité des branches de la production et des produits suppose aussi une certaine forme de marché intérieur, des échanges harmonieux; et ces échanges sont impossibles sans référence à la valeur" (61).

Comme on l'étudiera plus loin, en cas de déficit chronique non planifié de l'entreprise, la Gosbank intervient d'autorité pour la déclarer insolvable et des mesures conservatoires -hypothèques et natissements compris- sont prises pour ré-équilibrer de façon rigoureuse sa balance des paiements. Un auteur occidental a fait remarquer à ce sujet: "De tels procédés semblent plus appropriés à une économie pluraliste qu'à une situation où les agents sont les parties intégrées d'une organisation unifiée, essentiellement macro-économique" (62).

Ces procédés, en fait, ne devraient pas étonner tant que les "forces productives" ne sont pas totalement "intégrées dans une organisation unifiée". Et, précisément, l'économie soviétique est loin d'être "intégrée". L'entreprise est intéressée au produit de son activité et à la réduction des coûts par les primes et les fonds de stimulation constitués à partir du bénéfice. Elle utilise un capital qui à défaut d'être considéré comme une vraie marchandise, est comptabilisé et a une "apparence de valeur". Ce capital transfère progressivement son "apparence de valeur" dans les produits, lesquels sont l'objet d'une évaluation et d'une dis-

(61): P. NAVILLE, Le nouveau Leviathan. Le salaire socialiste, P. Anthropolos, 1970, vol.2, p. 159.

(62): R. BEERMAN, Gosbank procedures in the case of economic difficulties of enterprise, Soviet Studies, 1961, 3, p. 285.

tribution soit aux entreprises qui les consomment dans leur production soit aux particuliers par le truchement du réseau commercial où ils sont achetés grâce aux salaires.

Le spécialiste des finances publiques qu'est A.M. BIRMAN met le doigt sur la contradiction fondamentale de l'économie politique marxiste traditionnelle en posant la question: "Le transfert de la valeur des moyens de production dans la valeur des marchandises de consommation est-il possible si, en règle générale, les moyens de production ne sont pas, au fond, chez nous des marchandises et ne sont ni vendus ni achetés à leur valeur?" (63)
L'auteur s'en tire en ne reconnaissant de "transfert de valeur" que pour les moyens de production, servant à manufacturer des biens de consommation. Mais il laisse sans solution le cas des autres moyens de production, lesquels contribuent de toute façon, mais indirectement, à la production de marchandises...

Le Khozrasçët est essentiellement équivoque. On en trouve ici l'illustration: l'entreprise n'est pas propriétaire de son capital mais elle vend les produits qu'il lui permet de manufacturer. Elle est guidée à chacun de ses pas par une rigoureuse tutelle administrative mais intéressée à la maximisation de sa production (avant 1965) ou à la vente de celle-ci (après cette date). Elle est incitée à réduire ses coûts et à maximiser son surplus, mais l'essentiel de son bénéfice lui est retiré sous la forme de prélèvements arbitraires. Deux courants contradictoires la sollicitent: d'une part, l'affirmation théorique de l'"intégration progressive des forces productives" qui signifierait la victoire du plan sur les catégories marchandes; et, d'autre part, le refus des gaspillages économiques et sociaux qui résultent de l'asservissement de l'entreprise à l'arbitraire d'un centre unique de planification.

Dans la mesure où l'"intégration des forces productives" n'est pas achevée, les cellules de production sont donc relativement indépendantes les unes des autres. Les centres de décision "sont donc reliés entre eux à la fois par le plan dans la mesure où ils se commandent objectivement les uns les autres et par les relations marchandes dans la mesure où ils sont encore relativement indépendants" (64).

L'ambiguïté du Khozrasçët et de ses interférences avec la loi de la valeur se reflète dans les écrits d'économistes soviétiques tels que le professeur S.K. TATUR: "Dans les conditions de l'action de la loi de la valeur, l'action "organisatrice de l'économie" de l'Etat doit impliquer l'utilisation de méthodes de direction du travail des maillons économiques autonomes telles

(63): A.M. BIRMAN, Finansy otraslej narodnogo khozjajstva S.S.S.R., Mos. 1953, trad. dans Cahiers I.S.E.A. série G, n°1, p. 40.

(64): Ch. BETTELHEIM, Planification et croissance accélérée, Maspéro, 1970, p. 24.

que le Khozrasčët. Le Khozrasčët permet de mener une politique économique qui limite l'action de la loi de la valeur, utilise cette action dans l'intérêt de la croissance de l'économie socialiste sur base de la loi de la croissance planifiée et proportionnelle" (65).

Le chapitre IV décrira avec plus de précision cet écartèlement de l'entreprise entre l'obéissance aux ordres administratifs et le respect d'engagements contractuels horizontaux comme les éléments externes de son bénéfice, qui sont autant de conséquences d'une mauvaise intégration de l'économie.

Prolongeant l'interrogation sur l'essence du khozrasčët, on peut remettre en question l'idée même de l'intégration progressive des forces productives. Est-elle possible et, à supposer qu'elle le soit, est-elle souhaitable ?

Un argument d'efficacité a été avancé: une centralisation trop poussée risque d'alourdir la procédure de planification et la direction courante de l'activité économique. L'expérience a révélé, en effet, la difficulté de procéder à cette intégration. Le "système administratif" est là pour en témoigner. Mais il est loisible d'imaginer un développement tel des techniques et, notamment, des ordinateurs, pour que soit rendue possible la réduction de toute entreprise, de toute section d'entreprise, de tout atelier, de toute brigade, de chaque travailleur au terminal d'un réseau parfaitement intégré où les transferts de biens et de personnel seraient dirigés par la seule voie d'ordres administratifs.

Cet argument d'efficacité est-il le seul ?

Pour répondre, il convient de revenir à la différence majeure entre la société socialiste et la société communiste, à savoir: le mode de répartition des biens. Quelle est, en effet, la situation concrète de l'Union soviétique -comme celle des autres sociétés d'ailleurs- sinon celle d'une pénurie relative ? La répartition selon les besoins est à l'heure actuelle impensable pour le simple motif que l'offre des biens ne correspond pas aux besoins. Cet état de marché entraîne une série de conséquences.

Tant que l'abondance généralisée ne sera pas réalisée, il restera nécessaire de calculer les moyens. L'allocation des ressources ne peut se faire sans comptabilité faisant intervenir la loi de la valeur.

Cet impératif de base de la société socialiste, les économistes l'expriment de façons diverses mais convergentes. Pour l'une:

(65): S.K. TATUR, Khozjajstvennyj rasčët v promyšlennosti, Mos., 1964, p. 230.

"Sous le socialisme, existe la nécessité objective d'une économie constante du travail vivant et passé. Cette nécessité est engendrée par la propriété sociale des moyens de production" (66).

Pour un autre: "La possibilité de passer à la distribution directe des biens sera donnée (....) lorsque la société ne devra plus contrôler la quantité de travail et des besoins" (67). Ou encore: "La loi de la valeur, en apparaissant comme la loi de la production marchande, se présente par là-même comme une forme déterminée de mise en oeuvre d'une loi économique générale: à savoir la loi de l'économie de temps de travail (68).

Historiquement, les autorités soviétiques ont remis le khozrasçët en vigueur en 1930-1931, parallèlement à une réforme du crédit, pour enrayer la tendance des entreprises à se comporter comme dans un contexte d'abondance généralisée: pouvant recourir sans restriction au financement bancaire et budgétaire, elles ignoraient tout "calcul économique" et alimentaient une inflation débridée. Dans son discours du 23 juin 1931, STALINE a considéré le khozrasçët comme un instrument de lutte contre le gaspillage des ressources.

On soulignera au chapitre suivant l'importance de la catégorie du coût et de la réduction des coûts dans la planification, au service de l'accumulation.

"La réduction du coût de la production industrielle représente pour la société socialiste une nécessité objective" (69). "La réalisation, dans l'intérêt de la société, des résultats maximaux au prix des dépenses minimaux, telle est la loi indiscutable de la construction économique" (70). Ou encore: "La loi immuable du développement économique est d'atteindre, dans l'intérêt de la société, les résultats maximaux aux coûts minimaux" (71).

Ce que les programmes du parti ont proclamé comme une vérité dogmatique propre au socialisme, n'est-ce pas le postulat de l'économie politique la plus élémentaire: à savoir la nécessité, pour satisfaire des besoins illimités, de produire à partir de ressources limitées? C'est au nom de ces principes d'économie que l'administration impose aux entreprises un arsenal d'indices destinés à comprimer les coûts. C'est

(66): G.A. CARICINA, Khozjajstvennyj rasçët i rentabel'nost'. Stoimost' i sebestoimost', Mos. 1961, p. 6.

(67): L. GATOVSKIJ, dans Vop. Ek., 1968, 9.

(68): T.D. ALIMOVA, Zakon sprosa i predloženija pri socialisme, Leningrad, 1974, p. 84.

(69): G.A. CARICINA, op.cit., p. 42.

(70): Programme du P.C.U.S., projet, Gospolitizdat, 1961, p. 87.

(71): N. KROUCHTCHEV dans Pravda, 1.11.1961, p. 1.

en leur nom que des fonds spéciaux ont été créés au sein des entreprises pour "mettre à jour les réserves latentes", que les rationalisateurs et les inventeurs se voient décerner des brevets, qu'on les réunit en "conférences", que le comité central du parti édicte de nombreuses directives sectorielles ou générales sur les façons d'économiser les moyens de production (72)...

Des ouvrages entiers sont consacrés aux façons de produire dans les conditions optimales (73); le statut de l'entreprise d'Etat de 1965 stipule d'ailleurs en son article 23: "L'entreprise qui exerce conformément au plan son activité productive et économique sur la base de l'autonomie financière, doit obtenir dans l'intérêt de l'économie nationale des résultats maxima au prix des dépenses minima de travail, de ressources matérielles et financières ..." Le XXVe Congrès du parti en février 1976 a insisté une fois de plus sur l'impérieuse nécessité d'une "strict régime d'économie". Pourtant, en 1961, le XXIIe Congrès n'avait-il pas annoncé l'avènement du communisme pour 1980 ?

Par ailleurs, comme toute autre ressource, le temps coûte cher. D'où les campagnes de lutte contre les pertes de temps. "Beregite vremja" (Economisez le temps), "Cena secundy" (Le prix d'une seconde) sont deux titres d'éditorial de la Pravda parmi d'autres (74). Le comité central n'a-t-il pas enjoint de "lutter pour utiliser à fond chaque minute de travail" (75) ?

C'est parce qu'elle a intérêt à minimiser les dépenses -de travail et matérielles- et parce que travailler n'est pas devenu, comme l'annonçait MARX, un besoin vital pour chacun, que la société impose à chacun des normes de travail et qu'elle intéresse les travailleurs, les ateliers, les entreprises à réduire leurs coûts. Le surplus de chaque entreprise devient la mesure de son aptitude à contribuer au surplus global. Cet intéressement à plusieurs étages prend la forme des salaires (au rendement ou au temps), des primes, des fonds de stimulation, de la compétition socialiste.

Il est d'ailleurs assez significatif que l'introduction de salaires et de primes de nature à intéresser les travailleurs à produire plus et mieux soit contemporaine de la revalorisation des catégories marchandes sous la N.E.P. et du retour de la légalité. Le premier acte normatif consacré à l'incitation économique est un décret du Conseil des commissaires du peuple intitulé "Dispositions de base sur la question des tarifs" (76).

(72): Exemples: "Directive sur l'utilisation rationnelle de l'énergie électrique dans l'économie"; "Directive sur l'usage économique des métaux ferreux dans l'économie"; "Directive sur l'usage économique du cuivre, du nickel, de l'étain, du plomb et des autres métaux non ferreux dans l'économie...", etc.

(73): Voir entre autres: M.Z. BOR, Effektivnost' obščestvennogo produkta i problemy optimal'nogo planirovanija, Mos., 1972.

(74): Pravda, 25.10.1970 et 20.6.1969.

(75): Pravda, 25.10.1970.

On signalera aussi la pratique des "comptes personnels d'économie" qui équivaut presque à la mise en khozrasçët de chaque travailleur: on compare pour chacun et quotidiennement la norme de consommation technique et matérielle et la dépense effective de matériaux. L'ouvrier est intéressé à ce que le solde soit positif. A.M. BIRMAN en écrit: "La grande importance des comptes personnels d'économie réside en ce qu'ils confient à chaque ouvrier la tâche de renforcer le régime d'économie, de diminuer le prix de revient de la production et d'augmenter la rentabilité" (77). Voilà bien un exemple de "désintégration" poussée à la limite !

La répartition selon le travail engendre une distribution de ressources financières. Les revenus du travailleur déterminent son pouvoir de se procurer des biens de consommation. Il y a donc place pour un échange travail-rémunération, pour une première forme de marché, bien particulier, puisque les prix sont imposés par l'acquéreur unique, comme dans une situation de monopsonne, mais marché quand même entre les détenteurs de la force de travail et le propriétaire des moyens de production.

Encore ne faut-il point sous-estimer la concurrence qui sévit entre les entreprises pour s'arracher une main-d'oeuvre convoitée: si les salaires sont imposés par l'Etat, divers procédés de camouflage laissent aux directeurs d'entreprise une légère marge de manoeuvre, sans compter les avantages non salariaux offerts aux travailleurs (services sociaux, conditions de travail...).

On peut ajouter que la disparition de la monnaie selon les théoriciens de l'ère révolutionnaire était conditionnée par l'instauration d'un nouveau mode de rémunération. Les ouvriers eussent reçu des certificats de travail donnant droit à des biens de consommation. Dans son ouvrage de 1922 De la N.E.P. au socialisme, PREOBRAZENSKIJ imagine un système selon lequel les travailleurs auraient la faculté de consommer au magasin de leur entreprise jusqu'à concurrence de leur salaire, ce qui ne va pas sans rappeler le "truck system" du XIXe siècle capitaliste. L'entreprise, étant débitrice du salaire mais créancière pour le montant des achats de consommation, pratiquerait une confusion et ne payerait sous forme monétaire que la différence. On voit de suite que seule la conjonction dans le chef de l'entreprise des qualités de débitrice des salaires et de fournisseur de biens de consommation permet d'éliminer en tout ou en partie le paiement du salaire en espèces. A moins de généraliser ce type de conjonctions -on pourrait dire: d'intégrations- peut-on imaginer un système qui ne fasse resurgir directement ou indirectement le salaire monétaire ?

Les mécanismes d'incitation, en tant qu'ils laissent libre cours à une certaine initiative, qu'ils admettent une possibilité de choix, doivent s'analyser comme une désintégration. Autonomie et intéressement sont indissociables.

(76): Décret du 10.9.1921, S.U. R.S.F.S.R., 1921, 67, art. 513.

(77): A.M. BIRMAN, op.cit. p. 15.

"La responsabilité matérielle est un trait essentiel de l'autonomie comptable"(78). Ou encore: "Si le khozrasčët n'est pas joint à l'intéressement, à la stimulation matérielle et à l'octroi à l'entreprise de l'autonomie économique nécessaire ainsi que l'intéressement aux résultats de son activité, alors il acquiert un caractère formel" (79). Plus fondamentalement, on peut citer LENINE lui-même qui affirmait: "(La construction du communisme ne se fera pas) directement sur base de l'enthousiasme mais avec l'aide de l'enthousiasme né de notre grande Révolution, sur la base de l'intérêt personnel, de l'intéressement personnel, du khozrasčët...." (80).

En sens inverse, l'intégration totale ne se conçoit que dans un état de total désintéressement.

C'est pourquoi l'on retrouvera si souvent dans la littérature et la doctrine économiques soviétiques l'autonomie comptable associée aux concepts de rareté, de coût, de calcul économique, de valeur et, finalement, de relations marchandes.

"La catégorie du coût (de même que celle de la valeur) existe sous le socialisme en raison de la présence de la production marchande et de la loi de la valeur. La catégorie du coût est étroitement liée à l'autonomie comptable...." (81). Ou: "La naissance du khozrasčët dans l'économie socialiste fut liée à l'action de la loi de la valeur" (82). Ou encore: "Au stade actuel de la croissance de l'économie socialiste, dans la période de transition progressive du socialisme au communisme, le régime d'économie dans l'activité des entreprises et des organisations économiques se concrétise par le truchement de l'autonomie comptable (83). La même opinion est développée par G.A. CARICINA pour qui: "L'économie de travail vivant et passé se réalise sous le socialisme au moyen de l'autonomie comptable (...). Dans la construction communiste, il est nécessaire d'utiliser à fond les relations marchandes en rapport avec le nouveau contenu qu'elles ont acquis dans la période socialiste. L'application de ces instruments de la croissance économique que sont l'autonomie comptable, la monnaie, les prix, le coût, le profit, le commerce, le crédit et les finances, joue un rôle important en ce sens..." (84).

D'ailleurs, dans les économies de marché, l'autonomie accordée aux unités au sein de vastes sociétés concentrées ne procède-t-elle pas du

(78): G.A. CARICINA, op.cit., p. 18.

(79): G. KOSJACENKO, op.cit., p. 45.

(80): LENINE, Oeuvres complètes, cité par A.G. ZVEREV dans Nacional'nyj dokhod i finansy S.S.S.R., Mos., 1970, p. 83.

(81): G.A. CARICINA, op.cit., p. 37.

(82): S.K. TATUR, op.cit., p. 27. Dans le même sens, voir V.T. KORNIENKO, Ceny i potrebitel'skij spros, Mos., 1964, p. 6.

(83): S.K. TATUR, op.cit., p. 230.

(84): G.A. CARICINA, op.cit., pp. 12 sv.

même principe ? De plus, la totale intégration ne signifie-t-elle pas la parcellisation et la spécialisation à l'extrême du travail ? S'il est vrai que l'Union soviétique a été fort loin dans cette direction -en appliquant les méthodes de TAYLOR par exemple- l'épanouissement du travailleur ne va-t-il pas précisément en sens inverse ? Or, confier des tâches plus globales aux équipes de production en leur laissant plus d'initiatives et de créativité -ce qui en général est considéré comme une façon de lutter contre l'aliénation- n'est-ce pas là une "désintégration" du processus productif ?

Enfin, l'autonomie comptable est cet instrument qui permettra une allocation "optimale" des ressources:

"Le régime de l'utilisation des fonds fixes et circulants de l'entreprise en autonomie comptable doit stimuler l'intéressement matériel de cette entreprise et de ses chefs à une utilisation optimale des ressources" (85).

Après tout, le concept de khozraschët synthétise bien cette idée puisque ce terme, qui recouvre incontestablement l'idée d'autonomie, se traduit littéralement du russe par "calcul économique".

On ajoutera qu'au sein même des entreprises, les planificateurs ont été confrontés à l'apparition spontanée de relations marchandes sui generis entre les ateliers, sections, brigades... Ainsi, de 1929 à 1932, les ateliers se sont payés en bons appelés "chèques de comptabilité marchande interne". Ces bons concrétisaient la limitation des ressources assignées à chaque atelier dans son activité de production. Comme il fallait s'y attendre, on vit apparaître spontanément des relations de "crédit" entre ces ateliers et même des contrats. Cette dernière pratique fut interdite par la décision du Praesidium du V.S.N.Kh. du 12 novembre 1931. Le phénomène est réapparu après la réforme de 1965. L'accroissement de l'autonomie des sections et ateliers a suscité des contrats internes, un contentieux de la responsabilité et a, bien sûr, renforcé la stimulation matérielle de ces unités, lesquelles disposent de fonds de stimulation qui sont fonction de leur profit et de leur rentabilité.

La réhabilitation théorique des catégories marchandes, de la loi de la valeur et du calcul économique a pris naissance au coeur même de la période stalinienne. La nécessité est apparue de dissocier les lois propres à l'économie socialiste et à l'économie capitaliste des lois non spécifiques à l'un ou l'autre système. L.M. GATOVSKIJ entre autres,

(85): S.K. TATUR, op.cit., p. 231.

illustre dès le début des années trente ce souci d'instaurer une science des lois objectives de l'économie soviétique. En 1943, un ouvrage collectif consacré au programme de l'enseignement de l'économie politique y inclut -outre l'étude des lois du socialisme- celles des lois et catégories "du capitalisme que le socialisme conserve à son usage", à savoir: la loi de la valeur d'une part et celle du produit supplémentaire (ou surplus) d'autre part (86). C'est de même sous STALINE -et contre lui- que le président du Gosplan, VOSNESENSKIJ s'est permis de défendre la comptabilité entre le plan et le marché.

STALINE lui-même, on l'a noté plus haut, dans les Problèmes économiques de socialisme en U.R.S.S., dut convenir de l'existence de lois objectives qui prennent leur revanche lorsque les planificateurs les négligent. Parmi ces lois, la loi de la valeur, qui subsiste sous le socialisme. Ces lois -que personne ne considère à l'époque comme des nécessités universelles- doivent être étudiées par l'économie politique. On a pu assister, depuis ce dernier ouvrage de STALINE, à un foisonnement de condamnations du "volontarisme", du "dogmatisme", bref, du système administratif s'édifiant dans le mépris des lois économiques.

"Tout mépris des lois économiques ou la violation de leurs impératifs sont immédiatement sanctionnés: difficultés économiques, manque de coordination et disproportions se manifestent; des pertes apparaissent, les rythmes ralentissent; des réserves sont immobilisées. Telle est la façon pour les lois économiques de se faire sentir. Ce n'est qu'en acquérant une parfaite familiarité avec leur nature et en étudiant leurs manifestations, sens et influences, que l'homme de la société socialiste peut se soumettre ces lois, c'est-à-dire les utiliser en vue du but qu'il s'est fixé" (87).

D'aucuns vont même jusqu'à souligner les limites des exégèses des classiques du marxisme:

"Certains économistes, ignorant l'expérience historique et le développement créateur de la théorie marxiste-léniniste, tentent, en se fondant exclusivement sur des citations isolées des travaux des fondateurs du marxisme-léninisme, de prouver l'incompatibilité de la production marchande et du socialisme; c'est ne pas comprendre le nouveau contenu socialiste des catégories marchandes" (88).

Parmi les "lois objectives", il faut, on l'a noté, compter sous le socialisme, la loi de la valeur. C'est pour en saisir la vraie nature

(86): Voir "La pensée économique et l'enseignement de l'économie politique en U.R.S.S.", cité par H. CHAMBRE; dans Le marxisme en Union soviétique, P., Seuil, 1955, pp. 399 sv.

(87): Editorial de Ekonomičeskaja Gazeta, 15.9.1965. Opinions semblables dans S.K. TATUR, op.cit., pp. 9-10; G. KHARAKHS'JAN, Metodologičeskie problemy planomernosti i proporcional'nosti razvitija narodnogo khozjajstva, Vop.Ek., 1966, 5; A.G. ZVEREV, Voprosy nacional'nogo dokhoda, i finansov S.S.S.R., Mos., 1958, p. 85.

dans une société socialiste que deux conférences économiques se succèdent en mai 1957 et en janvier 1958 (89). S'agit-il d'une loi capitaliste qui survit sous le socialisme ou d'une loi commune aux deux systèmes ? I. MALYŠEV, l'un des tenants du courant réformateur, fait un pas dans le sens de cette dernière thèse et s'écarte de la distinction admise à l'époque stalinienne :

"Ce que nous appelons "loi de la valeur", ce que nous cherchons à limiter de toutes les manières possibles et ce dont nous avons honte comme d'une survivance vicieuse du capitalisme, ce n'est pas du tout une loi de l'économie capitaliste. C'est tout simplement la nécessité élémentaire, vitale, permanente et objective de comptabiliser le travail social et de respecter les principes objectifs qui en découlent. La fonction de la valeur consiste à donner à la société la possibilité de comparer le volume des besoins sociaux en produits de la production matérielle avec les ressources existantes en travail social" (90).

C'est dans cette ligne qu'il faut situer la réhabilitation des catégories marchandes qui a cours pendant les années soixante :

Ainsi, en 1961, un économiste peut écrire : "La nécessité de l'existence sous le socialisme des rapports de l'offre et de la demande est conditionnée par le maintien à cette phase de la croissance de la société communiste, de la production marchande et des formes et catégories de la valeur qui lui sont intrinsèques" (91).

Depuis, les affirmations en ce sens se sont multipliées sous la signature des auteurs les plus divers tels que S.K. TATUR, I. MALYŠEV prénommé, I. KONNIK, V.D. D'JACENKO, A. KRONROD, D. TRIFONOV, G. GRIGOR'JAN, I. KUZ'MINOV, S. SINJUTIN, D. LAKHMAN, S. KHAVINA, A. RAD'KO, P. KUPRIJANOV et l'académicien V. NEMČINOV. On citera à titre d'exemple certains d'entre eux.

Pour l'un, "L'expérience historique du développement économique de l'U.R.S.S. et des autres pays socialistes démontre que le recours sous le socialisme à la production marchande et aux relations marchandes sur la base de la propriété sociale et de la direction planifiée de l'économie nationale, est une nécessité ("zakonomernost"; littéralement: loi déterminante - nōtē Ć.Ē.L.); elle montre, d'autre part que l'échange direct des produits n'a pu avoir une place que comme manifestation temporaire, procédant de circonstances exceptionnelles" (92).

Son existence ne pouvant plus être contestée, la loi de l'offre et

(88): G. KOSJACENKO, Ekonomičeskaja reforma - novaja stupen' planomernogo ispol'zovanija tovarno-denežnykh otnošenij, Fin. S.S.S.R., 1967, 10, pp. 37 sv.

(89): Voir leur compte-rendu dans Zakon stoimosti i ego ispol'zovanie v narodnom khozjajstve S.S.S.R., Mos., 1959, pour la première et Zakon stoimosti i ego rol' pri socialisme, Mos., 1959, pour la seconde.

(90): I. MALYŠEV, cité par H. DENIS et M. LAVIGNE dans Le problème des prix en Union soviétique, pp. 154-155.

(91): M.L. ZAK, Rol' sprosa i predloženija tovarov v socialističeskoj èkonomike, Vestnik Mosk. Un., 1961, 1.

(92): V.M. KURICYN, Khozjajstvennaja reforma 1921-1923 gg. i revolucionnaja zakonnost', S.G.P., 1967, 2, p. 70.

de la demande est donc assumée par la doctrine économique -à quelques exceptions près, dont STRUMILIN et GATOVSKIJ par exemple, qui refusent de considérer la loi de l'offre et de la demande comme autre chose qu'une catégorie "mourante" du capitalisme- : révélateur de tensions, le marché -dont il est entendu qu'il doit être encadré par le plan- servira aussi la politique économique. C'est en utilisant ses mécanismes que l'on stimulera ou découragera telle production, telle consommation.

Bien sûr - et c'est ici que les chapitres II et III se rejoignent- "la principale critique opposée à la reconnaissance du rôle régulateur de la loi de la valeur dans la production socialiste (se résume à ce qu') un tel rôle de la loi de la valeur conduirait inévitablement à une croissance prioritaire des branches du groupe B, comme plus rentables..."(93).

C'est en ce sens que réagit S. STRUMILIN: "La norme de profit est un indice de succès qui n'est utile que dans les conditions de la concurrence entre entrepreneurs capitalistes... La rentabilité, quant à elle, est tout à fait illusoire (...). Si l'on devait s'y conformer, il nous faudrait réduire la production de charbon et de métal, productions moins rentables et développer par tous les moyens la production d'articles alcoolisés, garantissant une norme de profit maximale..." (94).

Argument que les réformateurs renversent aisément en rétorquant que "rien n'empêche l'Etat socialiste d'utiliser le mécanisme de la formation planifiée des prix (...) pour accroître le taux de rentabilité des branches du groupe A" (95).

Dans l'esprit de ces économistes, le marché est l'une des conditions du jeu de la loi de la valeur, autre nom de l'allocation rationnelle des ressources. Il est en quelque sorte à cette loi ce que la forme est au fond. Certes les deux ne sont pas nécessairement liés, mais on décèle dans les analyses de plusieurs l'opinion sous-jacente que la concurrence parfaite est synonyme de situation optimale. Aussi s'efforcent-ils d'en recréer artificiellement les conditions. Le chapitre VII permettra d'approfondir ce point de vue.

Malgré les mises en garde de l'école traditionnaliste, représentée par l'académicien STRUMILIN déjà évoqué et d'autres économistes moins connus (96), l'on assiste à la défense et à l'illustration du profit

(93): I. KONNIK, Plan i rynek v socialističeskom khozjajstve, Vop.Ek., 1966, 5, p. 26.

(94): S. STRUMILIN, Material'noe stimulirovanie i planirovanie v S.S.S.R., Pln. Khoz., 1963, 3, pp. 27 et 30. (95): I. KONNIK, op.cit., p. 27.

(96): Voir aussi S.G. STOLJAROV qui reprend les arguments dogmatiques des catégories du capitalisme qui se survivent essentiellement de façon "formelle", Cfr. O cenakh i cenobrazovanii v S.S.S.R., Mos., 1963, p. 207.

socialiste sous la houlette des plus hautes autorités:

"Tant que la société se trouve au stade du socialisme, on ne peut échapper à la répartition selon le travail qui s'accompagne de relations marchandes et monétaires et de catégories telles que les prix, le profit, les finances, le crédit. Ces instruments économiques ont chez nous un contenu socialiste et servent à l'édification du communisme. Lorsque le communisme sera instauré, elles s'étieront et seront remplacées par des catégories économiques plus perfectionnées: le calcul direct et la répartition du travail social..." (97).

Comme en écho, E. LIBERMAN écrit dans la Pravda:

"Certains économistes disent qu'on ne doit pas trop mettre en relief le profit sous prétexte que ce serait là un indice capitaliste. Ceci est faux. Notre profit n'a rien de commun avec le profit capitaliste. La nature de ces catégories économiques que sont le profit, les prix, la monnaie est chez nous tout autre; ces catégories servent avec succès la cause de l'édification du communisme" (98).

On notera dans les deux cas la contradiction -qui est la contradiction majeure de l'économie politique soviétique- qu'il y a à vouloir utiliser les catégories marchandes aux fins de hâter leur disparition. Si le communisme continue à signifier la fin des catégories marchandes, on pourrait logiquement s'attendre à ce que tout pas en avant vers cette phase ultime signifie en même temps un étiolement de ces mêmes catégories. Or il n'en est rien. En effet:

"Au fur et à mesure que s'accroissent les ressources de la société socialiste, il devient possible et nécessaire de se servir dans une plus grande mesure des rapports marchands et monétaires dans la direction planifiée de l'économie...." (99).

Revalorisation du marché et décentralisation vont naturellement de pair. Nombreux sont en effet les économistes qui soulignent que les informations jadis véhiculées par les ordres administratifs d'une façon analytique peuvent l'être plus efficacement et d'une manière synthétique par les "leviers" que sont le profit, les prix, le taux d'intérêt, etc...

Les prix sont un instrument certes, mais la logique du marché implique celle d'une conjoncture socialiste. Le dogme de la fixité des prix en régime socialiste -d'ailleurs contredit par les faits comme en a témoigné le chapitre II- est soumis à la critique. 1)

(97): N.S. KROUCHTCHEV, O programme K.P.S.S., éd. Pravda, Mos., 1961, p.77.

(98): E. LIBERMAN, Plan, pribyl', premija, Pravda, 9.9.1962 (souligné par C.E.L.). Dans le même sens et de manière catégorique, A. BIRMAN, La signification de la réforme économique, Novyj Mir, 1968, 12; voir aussi: G. SOTNIKOV, Rabotat' s probyl'ju (Travailler en faisant du profit), Pravda, 23.6.1965, p.2 ainsi qu'une véritable ode au profit dans D. KONDRASEV, Méthodologie du calcul et de la répartition du revenu national, Vop.Ek., 1966, 7, pp. 57 sv.

(99): B. SUKHAREVSKIJ, Du nouveau dans la stimulation économique, dans La réforme économique en U.R.S.S., 1966, p. 73.

Si l'on trouve des ouvrages où la constance des prix est présentée comme le propre du socialisme (100), on en trouve d'autres pour les contredire (101).

Les prix évoluent sous l'action des forces du marché et cela n'est ni une survivance du capitalisme, ni contradictoire avec la planification.

Ainsi, l'académicien V.S. NEMČINOV écrit en 1969: "Le prix, dans son processus de formation objective subit l'influence absolument déterminante de la loi de l'offre et de la demande (...). L'économie politique marxiste ne nie pas la signification de la loi de l'offre et de la demande dans la formation des prix" (102).

On va plus loin encore: la loi de la valeur, si elle intervient dans l'ajustement de l'offre et de la demande par le truchement des prix a également à intervenir dans la décision de produire tant au niveau de la planification perspective que dans la planification opérationnelle et dans la gestion des entreprises:

"La formation planifiée des prix, ce n'est pas seulement un problème d'expression des dépenses socialement nécessaires de travail dans les prix, mais aussi de stimulation économique, d'équilibre nécessaire entre l'offre et la demande de marchandises, de création des conditions effectives pour un khozrasčët intégral" (103).

Parmi les ardents partisans de la décentralisation, on peut citer G. LISICKIN. Dans un article consacré à l'agriculture, il demande de considérer l'exemple des grandes firmes américaines: la General Motors se compose de trente-cinq divisions fort autonomes, remarque-t-il, et si la stratégie globale est décidée par le centre, la tactique est du domaine des divisions. Plus loin, il remet en question la priorité idéologique traditionnellement accordée aux sovkhoses sur les kolkhoses, en constatant que les premiers sont nettement moins efficaces que les seconds: "Dans un sovkhose, l'ouvrier est plus éloigné des moyens de production, il s'en sent moins le maître" (104). L'évidence est là: les lois économiques, parmi lesquelles celle de la valeur et les rapports marchands et monétaires, "continuent de régir tant les sovkhoses que les kolkhoses et que le reste de l'économie (...). Cela signifie que cette distinction entre sovkhoses et kolkhoses (...) à savoir le caractère marchand et non marchand de la production, au fond des choses, elle n'existe pas. L'enveloppe non marchande dans laquelle est installée la production sovkhosienne ne fait que masquer son

(100): Ainsi: Tovarnoe-denezhnie otnošenija v period perekhoda k kommunizmu, Mos., 1963, pp. 101 sv.

(101): Ainsi, I. KONNIK, op.cit., pp. 18sv.; V.P. D'JACENKO et al., Naučnye osnovy planovogo cenoobrazovanija, Mos. 1968, pour qui, "une réaction plus rapide et plus sensible des prix à l'évolution de la conjoncture économique est indispensable" (p. 134).

(102): V.S. NEMČINOV, Izbrannye proizvedenija, t.6, Mos., 1969, pp. 417 sv.

(103): V.P. D'JACENKO et al., op.cit., p.7; dans le même sens, voir les travaux des économistes A.G. KULIKOV, B.I. GOGOL', V.T. KORNIENKO, cfr. V.T. KORNIENKO, Ceny i potrebitel'skij spros, Mos., 1964, pp. 40 sv.

essence réelle".

Le tour est ainsi bouclé: avec l'"enveloppe non marchande" des réalités marchandes, on est aux antipodes de la "forme marchande", des "apparences de valeur" de la production des époques précédentes !

Ce n'est pas que l'on ne trouve plus dans la littérature économique et juridique des auteurs qui annoncent la disparition des coopératives et l'unification du régime de propriété sous la forme exclusive de la propriété d'Etat, parallèlement à l'instauration du communisme (105).

Chose curieuse: tout ce cheminement dans la pensée économique s'est fait sous l'égide des mêmes maîtres. MARX et LENINE, invoqués par les annonciateurs du dépérissement des catégories marchandes, le sont encore par leurs apologistes.

Ainsi, parmi d'autres, on trouve sous la plume du professeur G. KOSJACENKO une défense du profit et de la rentabilité se référant à LENINE qui, "on le sait, a accordé une grande signification au profit et à la rentabilité comme indices fondamentaux servant à mesurer l'activité de l'entreprise" (106). Il est évident que parmi les dizaines de volumes des Oeuvres de LENINE, étalées sur des époques aussi différentes que la clandestinité, le communisme de guerre et la N.E.P., quiconque peut aisément trouver appui à sa thèse.

Si l'on sort des frontières de l'Union soviétique, on rencontre des auteurs plus audacieux encore, pour qui l'autonomie des entreprises doit être poussée à la limite, dans le cadre, cependant, d'une planification des grandes décisions, notamment en matière d'investissements. Mettant à part la Yougoslavie, on doit signaler le courant favorable à un socialisme de marché tel qu'il est illustré par l'école polonaise avec Oskar LANGE, et ses disciples A. NOWICKI, M. KALECKI, Wl. BRUS, Cs. BOBRWSKI, Br. MINC, J. PAJESTKA, auxquels on peut encore ajouter Janusz KEKSIK, Br. BLASS, Edw. LIPINSKI, pour qui "l'économie socialiste est une économie marchande", Al. MELICH, Jan MUJZEL, Br. OYRZANOWSKI, M. POHORILLE, qui résume leur position en ces termes: "L'économie socialiste est une économie marchande. Elle utilise le marché et le mécanisme qui lui est propre pour atteindre les objectifs de la production, mais elle ne peut être définie comme une économie de marché". On citera enfin

(104): G. LISICKIN, Gektary, centnery, rpubli, Novyj Mir, 1965, 9; souligné par C.E.L.

(105): Voir ainsi L. LOGINOV, La propriété socialiste et les moyens de sa croissance, Vop. Ek., 1966, 4, p. 128.

(106): G. KOSJACENKO, Pribyl' i rentabl'nost', Fin. S.S.S.R., 1966, 2, p.25.

Kr. PROWIT et T. SZTUCKI (107). L'école tchécoslovaque s'est illustrée dans le même sens avec Eugen LOEBL comme précurseur et Ota ŠIK comme chef de file (108). Il convient de rappeler aussi les expériences introduites en Bulgarie, en Tchécoslovaquie et en Hongrie. Seule cette dernière poursuit tant bien que mal le chemin difficile d'une réforme orientée vers une meilleure utilisation des lois de la production marchande.

En Union soviétique, le "socialisme de marché" a fait l'objet de maintes condamnations. Tel fut notamment le cas quelques mois après l'invasion de la Tchécoslovaquie, au printemps de 1969, à la "Conférence sur les relations marchandes et monétaires dans le système de la production socialiste planifiée", tenue à l'université de Moscou (109).

Entre le système administratif refoulant toutes lois et catégories économiques au nom du rejet du capitalisme et la primauté donnée à l'échange marchand, c'est au niveau du compromis que se situe la thèse qui prévaut lors de la réforme de 1965. Si la loi de la valeur existe sous le capitalisme comme dans une société socialiste, la maîtrise de cette loi et son utilisation consciente par le planificateur différencient l'économie socialiste de l'économie capitaliste: "dans une économie socialiste, la loi de la valeur fonctionne comme une nécessité organisée que cette économie applique consciemment et qu'elle utilise comme un instrument de la planification soviétique" par le jeu des "leviers économiques" tandis qu'en régime capitaliste, "la loi de la valeur fonctionne comme une force naturelle qui domine les hommes". Telle est du moins la distinction communément admise en Union soviétique telle que l'exprimait en 1948 K. OSTROVITJANOV (110). On retrouve cette idée d'une association entre le plan et le marché sous la plume de V. LEONTJEV:

(107): De l'école polonaise on citera surtout: O. LANGE, On the economic theory of socialisme, dans Review of economic studies, 1936-1937, 1, pp. 53-71; O. LANGE et al., Problems of political economy of socialism, en polonais, Warszawa, 1959, en anglais, New Delhi, 1962; Wl. BRUS, Le rôle de la loi de la valeur dans l'économie socialiste, Wirtschaftswissenschaft, 1957, 1 et Oxford papers, 1957, 2.; XXX, Rola rynku w planowej gospodarce socjalistycznej, Nowe Drogi, 1967, 1.

(108): O.ŠIK, Plan and market under socialism, N.Y., I.A.S.P., 1967, Prague, Akademia, 1967; Sur les réformes en tchécoslovaquie, lire Galia GOLAN, The Czechoslovak reform movement, Cambridge U.P., 1971.

(109): Voir compte-rendu dans Vestnik Mosk. Univ., sept-oct. 1969 et Le Monde, 27.1.1970; cfr. aussi A. EREMIN, Le concept de socialisme de marché dans Naučnye doklady vysšej školy, Ek. Nauki, 1969, 11, trad. angl. dans Problems of Ec., 1970, août, pp. 3 sv.

(110): K. OSTROVITJANOV, Planification socialiste et loi de la valeur, Vop. Ek., 1948, 3, cité par H. CHAMBRE, op.cit., p. 433.

"La mauvaise interprétation de la loi de la valeur dans une société socialiste, qui fut répandue sous l'influence du culte de la personnalité, a fait beaucoup de tort à la pensée et à la pratique économiques (...). Dans la réalité, la loi de la valeur et les catégories fondées sur elle constituent une caractéristique inhérente à l'économie socialiste, un aspect des plus importants de son développement normal. La loi de la valeur et le plan ne sont pas en contradiction mais vont de pair. Une gestion planifiée est impossible sans calcul économique sûr et fiable à la fois à l'échelle de l'économie dans son ensemble et à celle de chacun de ses maillons pris individuellement" (111).

Lors du XXIV^e Congrès du P.C.U.S., A. KOSYGIN, exprimant la position officielle des dirigeants du Kremlin, fit la part des choses en ces termes:

"Le nouveau système de stimulants économiques, fondé sur une gestion équilibrée, suppose l'augmentation du rôle du profit dans l'économie nationale. Nous considérons le profit et la rentabilité comme d'importants critères en ce qui concerne les perspectives de la production. Les rapports monétaires et marchands peuvent et doivent être utilisés pour renforcer la gestion planifiée de l'économie nationale. Bien entendu, nous rejetons toute conception erronée qui remplacerait par la loi du marché le rôle primordial de la planification centralisée de l'Etat" (112).

C'est ainsi qu'on se refuse désormais au jeu, qui dura près de quarante ans, consistant à chercher une loi fondamentale unique de l'économie socialiste: "Il est parfaitement clair (...) que comme régulateur de la production socialiste, il n'y a pas une seule loi, quelle qu'elle soit, mais tout un système de lois économiques du socialisme avec leurs corrélations et leur interdépendance et, parmi elles, la loi de la valeur avec son mécanisme de marché" (113).

Dans la mesure où les relations marchandes recouvraient droit de cité, il était normal qu'à l'instar du phénomène observé sous la N.E.P., le droit civil (informant les "moments juridiques" entre les hommes), connût un essor. Les nouveaux principes de droit civil de l'U.R.S.S. datent de 1961, le code civil de la République russe, de 1964. Le Conseil des ministres a approuvé en avril 1969 d'importants statuts des contrats de livraison tant pour les biens de consommation que pour les moyens de production. Aux seuls rapports de subordination préconisés naguère par PASUKANIS, se superposent et, dans une certaine mesure, se substituent les rapports horizontaux autrefois condamnés. L'extrait suivant du préambule des Principes de droit civil est significatif:

(111): V. LEONTJEV, L'unité de l'économie et de la politique, Pravda, 7.3.1965, p. 2; voir dans le même sens, I. KONNIK, op.cit., pp. 18 sv.

(112): A. KOSYGIN, discours du 6.4.1971, cité par A. JACOB dans Le Monde, 8.4.1971, p. 6.

(113): I. KONNIK, op.cit., p. 19.

"Dans l'édification du communisme, les relations commerciales et monétaires s'utilisent en accord total avec le nouveau contenu qu'elles ont dans une économie socialiste planifiée et l'on applique des instruments de développement économique aussi importants que l'autonomie comptable, la monnaie, les prix, le coût, le profit, le commerce, le crédit et les finances. La structure du communisme s'édifie sur le principe de l'intéressement matériel des citoyens, des entreprises, des kolkhozes et des autres organisations économiques".

En fin de compte, c'est à un préalable purement quantitatif que l'on doit lier la disparition des catégories marchandes: tant pour les biens de consommation que pour les moyens de production, une abondance définitive est requise. C'est ce qu'Ernest MANDEL exprime de façon lapidaire: "La pénurie des valeurs d'usage prolonge la vie de la valeur d'échange" (114).

Pierre NAVILLE dans Le salaire socialiste, va dans le même sens lorsqu'il écrit: "(La société socialiste s'en tient à la loi de la valeur) parce qu'elle ne peut pas faire autrement tant que la productivité générale de la société totale (secteurs socialiste et non socialiste) ne permet pas de s'en passer (...); tant qu'elle n'aura pas largement dépassé les taux de productivité capitaliste (...). L'accroissement massif de la production et de la productivité au-delà du niveau atteint par les bastions capitalistes est donc l'une des conditions nécessaires de la création d'un surplus consommable qui puisse faire perdre peu à peu à la valeur son rôle de régulation à la fois dans les échanges et dans la mesure de la proportionnalité des répartitions selon le travail"; (115).

Mais ce que les économistes marxistes appellent la loi de la valeur est-il... autre chose que la loi de la rareté, le fondement du calcul économique? L.V. KANTOROVIC et l'école marginaliste soviétique répondent par la négative: fondant son jugement sur une rigoureuse analyse et un exposé mathématique de la planification optimale, KANTOROVIC démontre, en effet, que l'évaluation non nulle accompagne nécessairement toute limitation des ressources et vice-versa (116).

L'abondance est-elle réalisable? Finalement, c'est de la réponse à cette question que dépendra le sort des catégories marchandes et de la loi de la valeur. La réponse affirmative se fonde sur l'opinion que les besoins fondamentaux peuvent être satisfaits. Mais la notion de "besoin fondamental" - tant à l'échelon individuel que collectif - n'évolue-t-elle pas avec le niveau économique de la société? Et d'ailleurs,

(114): E. MANDEL, op.cit., t. IV, p. 33.

(115): P. NAVILLE, op.cit., pp. 58 et 63.

(116): Voir les théorèmes de KANTOROVIC dans Calcul économique et utilisation des ressources, Dunod, 1963, pp. 237 sv.

lorsqu'il définissait dans Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S., la loi économique fondamentale du socialisme, STALINE n'affirmait-il pas qu'il s'agissait d'assurer la satisfaction maximale des besoins sans cesse croissants de la société (117) ? La limitation croissante des ressources que notre monde découvre ne fait-elle pas ressortir davantage encore la disproportion fantastique entre besoins et ressources disponibles ? L'économie peut-elle être autre chose que la "répartition d'une pénurie", pour reprendre l'expression d'E. MANDEL lui-même ?

L'école marginaliste soviétique dite encore "école de la planification optimale" et qui regroupe outre L.V. KANTOROVIC précité, N.P. FEDORENKO, E. Ju. FRAERMAN, Ja. BIRMAN... et d'autres conclut à l'impossibilité de satisfaire définitivement les besoins des consommateurs vu la limitation des ressources. Ce qui vaut à ces économistes d'être comparés aux tenants de l' "économie politique bourgeoise vulgaire", parmi lesquels il faut trouver P. SAMUELSON. Il est significatif que les seuls arguments opposés par les économistes conservateurs à la constatation de l'évidence soient des citations de MARX et LENINE sur les progrès inimaginables de la science et des techniques (118).

Quoi qu'il en soit et à supposer même que l'abondance puisse être envisagée, la question se pose toujours : comment justifier qu'il faille développer sans cesse les catégories marchandes à mesure de la croissance des ressources socialistes si le communisme signifie leur disparition ? Il faut donc prévoir un moment, tout proche de cette limite, où se produire une subite inversion des valeurs et où s'anéantira toute l'économie politique du socialisme. C'est à cette seule issue que conduisent les thèses énoncées plus haut.

Si la rareté exclut une intégration de l'économie, il en va de même pour les phénomène aléatoires avec lesquels toute économie doit compter. Cela vaut pour la production agricole en raison de la nature même de cette activité. Cela vaut pour le "marché du travail" et de la production en général. Le "marché du travail" présente d'inéluctables éléments d'incertitude auxquels se heurte la politique des revenus: le choix du travail est de plus en plus libre et l'instabilité est grande.

(117): J. STALINE, op.cit., pp. 45 et 84.

(118): Cfr. M.Z. BOR, op.cit., pp. 184 sv.

On est loin de la militarisation du travail voulue par TROTSKIJ et LENINE. Aujourd'hui, les faits sont bien différents. Selon certaines études soviétiques, l'instabilité au travail est telle que la plupart des entreprises renouvellent intégralement leur personnel tous les trois ou quatre ans (119). Aussi ne faut-il pas s'étonner de voir les directeurs d'entreprise attirer la main-d'oeuvre par divers avantages qui ont pour résultat d'élever le salaire nominal. Le "prix" du travail fluctue donc avec la tension qui se manifeste sur ce "marché".

Il en va de même pour la quantité de travail fournie par les producteurs au vu des mécanismes d'incitation.

L'incertitude provient encore de la consommation individuelle. Plus que les autres centres de décision, la demande des biens de consommation, parcellaire par essence, a tendance à échapper à la maîtrise du planificateur. L'incertitude vise encore la qualité de la demande et ce, d'autant plus que se développe l'offre de biens de consommation. A quoi s'ajoute un élément trop souvent oublié dans la littérature économique, à savoir la possibilité pour chaque individu de ne point consommer, sa propension à épargner, laquelle est fonction de facteurs subjectifs essentiellement.

Par conséquent, on est amené à constater que tant le mode d'acquisition du revenu individuel que la façon de le dépenser sont des variables sur lesquelles le planificateur n'a plus qu'une emprise indirecte et limitée.

"Il ne peut en être autrement du fait que la planification prospective centralisée ne peut tout embrasser et ne peut prévoir toutes les variations du cours de la mise en oeuvre du plan. Ceci s'applique non seulement à la production de biens de consommation, mais aussi à celle des moyens de production, quoique dans ce dernier cas, le marché se distingue par une plus grande stabilité" (120).

Avant de conclure, il n'est pas inutile de faire le point sur le rôle respectif de la loi de la valeur et du marché. Car si l'une et l'autre sont en étroite corrélation, ils ne peuvent être confondus. L'évaluation des biens au prorata des dépenses socialement nécessaires pour les produire ne passe pas inévitablement, en effet, par le marché, du moins en théorie; de même, le marché est loin de garantir en permanence les conditions optimales des échanges. Cependant, la pratique montre -et les chapitres ultérieurs le confirment- que le marché est considéré comme le moyen le moins imparfait et le moins onéreux pour tendre vers une allocation optimale des ressources.

(119): Cfr. M. LAVIGNE, Les économies socialistes..., op.cit., p. 210.

(120): I. KONNIK, op.cit., p. 30.

C'est que, dans leurs tentatives laborieuses de mesurer les dépenses de travail socialement nécessaires, les économistes se heurtent à des obstacles insurmontables. On voit un STRUMILIN échafauder un univers tout entier fondé sur les dépenses de travail, mais en vain.... Un des problèmes est, en effet, la réduction de tous les types de travaux humains à un travail simple. L'"unité de travail simple" est-elle autre chose qu'un concept au moins aussi abstrait que l'utilité des théories économiques occidentales ?

Certes, les économistes soviétiques répètent que l'agrégation de toutes les dépenses de travail est théoriquement réalisable. Mais ils doivent concéder: "Toutefois, jusqu'à présent, il n'existe pas de méthode élaborée et opérationnelle pour déterminer les dépenses de travail socialement nécessaire" (120bis). Par ailleurs, une autre question se pose, tout aussi fondamentale: à supposer qu'une telle méthode puisse être inventée, "dans quelle mesure ces indices (de dépense de travail, note C.E.L.) peuvent-ils être utilisés dans la fixation des prix ? Manifestement établir les prix directement à partir de ces indices n'est pas possible, ne fût-ce que parce que le prix s'exprime non sous une forme de travail mais sous forme monétaire" (120ter) !

Aussi, plutôt que de courir en vain en quête d'une mythique valeur-travail, la plupart des économistes exploreront de nouvelles voies, sans toutefois renier ouvertement le dogme séculaire (120 quater).

(120bis): A. KOMIN, Peresmotr optovykh cen i približenie ikh k obščestvenno neobkhodimym zatratam, Vop.Ek., 1967, 4, p. 18.

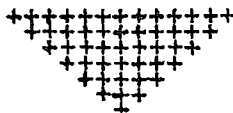
(120ter): Id., ibid., souligné par C.E.L.

(120quater): Sur ces travaux, voir ci-après, chap. VII, pp. 330 sv.

En conclusion, l'économie soviétique doit-elle être considérée comme une économie de marché ? "Par la force des choses", serait-on tenté de répondre. C'est un double marché, en effet, que l'on y découvre.

"Il a été longtemps avancé dans la littérature économique qu'il ne se posait aucun problème de marché de quelque sorte que ce fût dans le socialisme. La vie a réfuté ce point de vue dogmatique (...). Le problème de marché existe non seulement pour les biens de consommation, mais aussi pour les biens de production" (121).

Si une telle opinion procède d'une expérience concrète, ne peut-elle également se dégager d'une réflexion sur la nature économique du socialisme ? Pour autant que l'on veuille bien admettre que la répartition selon les besoins ne peut rentrer dans un projet opérationnel ni à moyen ni même à long terme, on est tenu de faire entre le jeu de la loi de la valeur comme des catégories marchandes dans toute vision sans préjugé dogmatique de l'économie socialiste. La tentation du socialisme est précisément d'ignorer cette exigence et d'imposer sans considérations objectives la prétendue victoire du socialisme sur les lois économiques et sur le droit.



(121): V. PARENOV et N. PETROV, Plan, pribyl', premi, Pravda, 23.6. 1965, p. 2.

DEUXIEME PARTIE

L'ENTREPRISE ET LES MARCHES DANS

LE SYSTEME ADMINISTRATIF

=====

Les modifications les plus récentes apportées au statut de l'entreprise ne se comprennent qu'à la lumière de la place qu'elle a traditionnellement occupée dans la planification depuis un demi-siècle. En effet, bon nombre de ses traits décrits dans les chapitres de cette deuxième partie demeurent, comme demeure la planification centralisée. Quant aux éléments que les textes de la réforme de 1965 ont tenté d'éliminer, ils se survivent pour beaucoup, innomés, dans la pratique d'aujourd'hui.

L'étude du statut de l'entreprise dans le "système administratif" se justifie pour une autre raison: elle met à jour, en effet, ce dialogue du droit et de la réalité économique dont le planificateur actuel doit encore tenir compte.

L'entreprise n'est pas un "en soi"; elle se situe, on l'a noté, au carrefour d'une multitude de relations économiques et juridiques. Aussi conviendra-t-il d'étudier outre ses rapports avec la hiérarchie administrative, sa place et son rôle sur le "marché" des moyens de production comme sur celui des biens de consommation.

C H A P I T R E I V

L'ENTREPRISE A LA LUMIERE DE SON PROFIT

"Le contremaître est obligé d'exécuter n'importe quelle instruction du chef d'atelier qui, à son tour, doit se plier aux instructions du directeur, lequel se conforme aux plans du sovnarkhoze; en d'autres termes, tout responsable est a priori censé avoir plus de compétence que son subordonné. Or cela n'est pas juste. Comme directeur, j'estime qu'il est beaucoup de questions qui me paraissent moins claires à l'échelon directorial qu'à celui du chef d'atelier ..." (1).

La première partie a mis en évidence le rôle stratégique du surplus dans la croissance planifiée. A l'échelon micro-économique, le surplus revêt la forme du profit -ou du bénéfice, si on l'envisage sous l'aspect comptable. Quelle est donc la place du profit, telle que le droit l'organise ou que la pratique économique la consacre dans un régime politique apparemment issu de la consécration du profit ?

On envisage successivement la formation du bénéfice et les éléments externes qui le déterminent, puis le partage du bénéfice et la stimulation économique.

PREMIERE SECTION: LA FORMATION DU BENEFICE. SES ELEMENTS EXTERNES.

L'attitude de la doctrine soviétique face au profit a de tout temps été malaisée: d'une part, il s'agissait de se démarquer d'une sollicitude exagérée envers le profit, cette catégorie honteuse du capitalisme, mais, d'autre part, les exigences de l'accumulation socialiste conduisaient à exercer une pression permanente sur les coûts. La production doit secréter un revenu net (čistyj dokhod), un surplus qu'au niveau de l'entreprise, on peut difficilement appeler autrement que bénéfice ou profit (pribyl'). Aussi, tout en faisant valoir que "la rentabilité, la rentabilité de l'entreprise n'est pas le but de la production socialiste", on admet que "la rentabilité, la profitabilité, l'excédent des revenus de l'entreprise sur ses dépenses sont une exigence capitale de l'autonomie comptable" (2).

(1): G. KULAGIN, Gestion centralisée, jusque dans quelles limites, dans La réforme économique en U.R.S.S., Mos., A.P.N., 1966, p. 111.

(2): G.A. CARICINA, Khozrasčët i rentabel'nost'. Stoimost' i sebestoimost' Mos., Vysšaja škola, 1961, p. 54.

D'une part, au service de l'accumulation, l'entreprise est incitée de diverses façons à maximiser son surplus. Par un détour dû sans conteste au malaise provoqué par le profit, les planificateurs font de préférence pression sur ses coûts et l'incitent à produire avec le minimum de moyens. D'autre part, cependant, tout profit excessif est jugé malsain, les autorités considérant qu'une marge bénéficiaire confortable n'encourage pas suffisamment à la lutte pour la réduction des coûts. En conséquence, elles opèrent des prélèvements compensateurs.

Le bénéfice, valeur résiduelle entre les recettes fixées d'en haut et les coûts également fixés par le planificateur -mais qu'il est loisible à l'entreprise de réduire encore- n'est donc pas le mobile de la production, du moins l'affirme-t-on. Il est une catégorie comptable, un indice financier parmi d'autres, bien utile à la société dans son ensemble mais avec lequel l'entreprise n'a pas à s'identifier. Le profit, s'il existe, n'a cours que d'un point de vue macro-économique; l'entreprise se contente de produire des bénéfices !

Tel est du moins le schéma théorique de la planification administrative. On verra qu'il s'est accomodé de plus d'une déviation.

Dire que les entreprises produisent des bénéfices, c'est omettre que bon nombre d'entre elles travaillent à perte: tel est le cas, bien entendu, des entreprises mal gérées, mais aussi de celles rangées par les soviétiques sous l'étiquette d'"entreprises à perte planifiée" (planovo-ubytočnye predprijatija). De telles pertes volontaires apparaissent soit en raison du caractère expérimental de la méthode de production, soit en raison de coûts relativement élevés dus à l'obsolescence des équipements, soit encore, et de façon plus générale, en raison du système de prix. Dans le secteur des moyens de production, il s'agit de la conséquence du principe (étudié plus loin) de la sous-évaluation systématique de ces biens. Dans le secteur de la consommation, il s'agit du résultat d'une réduction volontaire des prix pour motifs sociaux.

Ces remarques faites, quelles sont les contraintes extérieures qui déterminent le niveau du bénéfice de l'entreprise ?

par.1 LES INDICES ET LES NORMES.

Parmi les divers "éléments externes du profit", les indices et les normes occupent la première place: parce qu'ils expriment de la façon la plus formelle les impératifs des planificateurs.

Chaque année, après que sur base des directives émanant du centre, l'entreprise a fait part aux administrations supérieures de ses besoins et de ses propositions de plan pour l'exercice à venir et que le plan a été voté, des indices obligatoires redescendent les divers échelons de la hiérarchie. A l'étage inférieur, l'entreprise reçoit -au plus tard, théoriquement, le 1er novembre- ses indices de production. En outre, des règles diverses précisent pour chacun des secteurs des normes matérielles et techniques: il s'agit, par ce moyen, de fixer dans un texte juridique la consommation maximale de ressources dans l'activité de production. C'est sur base de ces éléments que l'entreprise élabore son plan technique, industriel et financier, appelé Tekhpromfinplan. Ce dernier fut trimestriel avant 1946, puis annuel jusqu'à très récemment.

La bureaucratie stalinienne a multiplié les indices de façon impressionnante. A l'époque, il n'est pas rare pour une entreprise de se voir imposer un demi-millier d'indices.

La prolifération des indices se retrouve ailleurs qu'en U.R.S.S. Il s'agit d'une caractéristique du "système administratif". Les entreprises roumaines, par exemple, devaient tenir compte de 900 indices en 1955, de 670 en 1965 et de 480 en 1967 (3).

Aussi, peu après la mort de STALINE, le gouvernement juge opportun de dénoncer les abus d'un système noyé dans les formalités administratives:

"Le Conseil des ministres de l'U.R.S.S. constate que la procédure d'établissement et d'approbation des plans techniques, industriels et financiers des entreprises, apparaissent des défauts majeurs et que dans les formalités et les indices des "tekhpromfinplany" se révèlent des excès de bureaucratie manifestes.

Les projets de "tekhpromfinplan" sont dressés et remis en chantier plusieurs fois par les entreprises aussi bien dans la période de préparation du plan d'Etat qu'après son approbation. L'examen et l'approbation des "tekhpromfinplany" dans les ministères se prolongent de façon inadmissible. En conséquence, les entreprises ne disposent pas, en général, de leur "tekhpromfinplan" durant le premier semestre. Les formes et les indices des "tekhpromfinplany" des entreprises sont d'une complexité et d'un encombrement injustifiables" (4).

La même décision stipule en outre que le nombre des indices doit être limité à l'essentiel; à titre indicatif, elle signale le contenu de cet "essentiel. Il s'agit:

(3): Cfr. M.L. LEVI, La réforme économique en Roumanie, dans Problèmes économiques, Doc.fr., n°1075, p. 14.

(4): Exposé des motifs et art.1 de la décision du Conseil des Ministres de l'U.R.S.S. du 2.8.1954, Direktivy..., t. IV, pp. 250 sv.

- "- des indices de production exprimés en valeur et en nature;
- des indices techniques et économiques de base pour l'utilisation des matières premières et des équipements (dans les limites prévues au plan d'Etat);
- du nombre d'ouvriers et d'employés; du fonds des salaires;
- de l'objectif de productivité du travail;
- du compte des dépenses de production;
- du coût de la production marchande;
- de l'objectif quant à la réduction des coûts de la production marchande;
- du coût des principaux articles fabriqués en série et de grande production;
- du bilan des recettes et des dépenses" (5).

On remarquera que plusieurs de ces notions se recoupent d'une façon ou d'une autre. On notera de plus le caractère purement exemplatif de cette liste; aussi, cette décision ne mettra-t-elle pas fin aux "abus du bureaucratisme" qu'elle dénonce.

V.V. LAPTEV, spécialiste du droit de l'entreprise, en sera l'un des premiers convaincus. Il écrira, en effet; "Cette liste est déjà devenue désuète de façon significative" (en 1963). Deux ans plus tard, il constatera: "Si le plan comprend une foule d'indices détaillés, il ne reste plus de place à l'initiative de l'entreprise; tout a été réglé d'en haut (6)".

Ces indices entravent d'autant plus l'initiative du directeur d'entreprise qu'ils portent non seulement sur les résultats, mais aussi sur les moyens, en quoi ils méritent le qualificatif d'"analytiques". Un auteur décrit la situation en ces termes:

"Il ne restait à l'entreprise qu'à réaliser ce qu'on lui imposait d'en haut dans tous les détails et qui était formulé dans le plan. Par exemple, le plan relatif au travail incluait comme indices: le nombre de travailleurs, la productivité du travail, le salaire moyen, le fonds des salaires. On établissait d^e même une énumération exhaustive des articles jusqu'à des bagatelles. Dans le même temps, un indice synthétique comme le profit de l'entreprise n'apparaît pas dans le système des indices du plan de production et n'est inclu que dans le plan financier de l'entreprise" (7).

Cette tutelle étroite et omniprésente a pour effet direct d'isoler les producteurs du consommateur (peu importe qu'il s'agisse de moyens de production ou de biens de consommation); mais, qui plus est, le trop grand nombre d'indices empêche le centre lui-même de faire prévaloir ses volontés. Instruments du centralisme, les indices se retournent contre

(5): Ibid.

(6): V.V. LAPTEV, Pravovoe položenie gosudarstvennykh predpriyatij v S.S.S.R., Mos., 1963; V.V. LAPTEV et A. KOSICYN, Khodzajstvennoe pravo sovetskogo gosudarstva, Kommunist, 1965, 10, pp. 88 sv.

(7): G. KOSJACENKO, Pribyl' i rentabel'nost', Fin. S.S.S.R., 1966, 2, p.25.

lui.

"La multiplication excessive du nombre d'indices du plan, non seulement ne renforce pas la planification centralisée, mais, au contraire, en mine les effets" (8).

Il faut ajouter que la réforme régionale n'a pas modifié le statut subordonnée de l'entreprise industrielle; on lui a imposé un autre maître, en attendant d'en juxtaposer plusieurs, mais le nombre d'indices n'en a pas été diminué pour autant. D'ailleurs, les articles 14 et 15 du statut des Sovnarkhozes sont éloquents: les indices énumérés sont de loin plus nombreux que ceux contenus dans la pétition de principe de 1954.

Parmi les principaux indices imposés en fait à l'entreprise, on peut citer notamment:

+ dans le domaine de la production proprement dite: la production globale en nature et en valeur, la nomenclature des différents produits, la qualité de la production, la production d'articles nouveaux;

+ au poste "capital": l'accumulation en capital, la construction de nouvelles capacités et leur mise en route, les dépenses de transformations, la construction d'équipements sociaux et culturels, le coût des constructions, les grosses réparations, les travaux d'entretien, les fonds circulants normalisés;

+ au poste "travail": le fonds des salaires, le nombre d'ouvriers et d'employés, le salaire moyen, la productivité du travail, le mode d'exploitation des équipements, la préparation et la formation des cadres supplémentaires;

+ dans le domaine de l'approvisionnement et de l'écoulement: les besoins en ressources matérielles, l'achat de ces ressources, les dépenses de transport, l'écoulement, les ventes et les dépenses d'expédition;

+ dans le domaine financier: les recettes et les dépenses, les besoins en moyens circulants et crédits à court terme, les versements au budget, les dépenses de production, les dépenses non productives, les recettes de la vente de la production, les coûts (ceux spécifiques à certains articles et celui de l'ensemble de la production), la réduction des coûts, la rentabilité, le bénéfice...

Plusieurs de ces indices servent de base à des estimations quotidiennes.

Dans bon nombre d'entreprises, des tableaux portent à la connaissance de tout le personnel les résultats du jour. Il s'agit surtout des indices de production brute et des coûts.

Après avoir lu cette liste, on comprendra la réaction exacerbée d'un homme bien placé pour en juger. Il s'agit, en effet, du président

(8): R. BELOUSOV, Glavnoe-èkonomičeskaja effektivnost', Pravda, 13.11.1964 p.1.

du sovnarkhoze d'Estonie, A. WEIMER, qui écrivait en août 1965 dans les Izvestija:

"Les entreprises n'ont pas non plus le sens de la responsabilité pour la vente de leur production. Il est beaucoup plus facile et plus avantageux, bien sûr, de produire des biens d'ancienne mode, tout à fait éprouvés. La rénovation de l'assortiment n'est toujours pas encouragée économiquement et ce secteur très important du travail est réglé principalement par des mesures administratives (...). Un vice essentiel est qu'au lieu de leviers économiques, nous utilisons souvent des méthodes administratives, tâchant d'englober tout et tout le monde dans un vaste réseau d'indices planifiés imposés à l'entreprise. Cependant, notre économie a crû dans des proportions telles qu'il est devenu impossible de l'embrasser dans son ensemble par des indices directifs ou par des mesures administratives uniquement" (9).

Une autre caractéristique majeure de ces indices est -sous leurs apparences volontaristes- leur nature foncièrement conservatrice. En effet, les autorités administratives chargées de répartir les objectifs de production n'ont, dans l'isolement que procure l'omnipotence, aucune base de référence -autre que politique- pour apprécier le bien-fondé de leurs programmes. Par conséquent, la planification courante se résume la plupart du temps à reprendre les résultats des années antérieures et à les majorer d'un certain nombre de pourcents. On produit plus et, dans cette mesure, les indices paraissent porteurs de progrès, mais l'on ne produit pas autre chose ni autrement (10).

Les deux indices majeurs de ce réseau sont la PRODUCTION BRUTE et le COÛT DE PRODUCTION. Leur prééminence est assurée, comme on le verra, par les mécanismes de stimulation matérielle: leur réalisation, en effet, conditionne l'octroi des primes.

Associés, ils assignent à l'entreprise le bénéfice résiduel qui doit servir à l'accumulation de l'Etat.

Sur le bien-fondé de la nature et du volume des biens qu'elle doit produire, l'entreprise n'a pas à émettre de réserves; c'est au niveau central que les arbitrages ont été pratiqués, au moyen de balances équilibrant les besoins des entreprises et de la population avec la production potentielle. Le plan de production assigné à l'entreprise est censé répondre au mieux aux objectifs macro-économiques: l'étude du "marché" planifié montrera ce qu'il en est en réalité.

Si la production brute est définie en unités physiques, le recours à la comptabilisation en valeur est inéluctable dès lors que le planifi-

(9): A. WEIMER, Plan, créativité et responsabilité, Izvestija, 5.8.1965 p.3 (souligné par C.E.L.)

(10): Cette constatation fut celle d'économistes tels que L.V. KANTOROVIC (voir Calcul économique et utilisation des ressources, P., Dunod, 1963, p.7) ou même d'hommes politiques éminents (voir la citation de KROUCHT-CHEV au chap.II).

cateur désire comparer des produits différents ou les charges avec les résultats. C'est d'ailleurs par ce biais que le problème des prix s'est reposé.

L'indice de production brute a toujours été privilégié par le système administratif, dont l'objectif, on l'a relevé, est une société de production. Pour une série de raisons qui seront évoquées plus tard à propos des mécanismes d'incitation, cet indice est à l'origine de fréquentes distorsions, qui sont autant de manifestations de la loi de la valeur. De ces déviations, les autres indices sont les victimes: on peut dire que par leur poids -voulu déterminant par le planificateur- les indices de production brute et de coût écrasent les autres indices et faussent le jeu du tekhpromfinplan.

Ainsi, par exemple, si l'on envisage l'indice d'assortiment ou celui de qualité, intimement liés, d'ailleurs. Dans son activité -et d'autant plus qu'elle craint de ne pas réaliser son plan de production brute- l'entreprise qui se voit assigner une production non homogène est incitée à donner sa préférence aux articles pour lesquels le rapport

$$\frac{\text{production x unité d'évaluation}}{\text{coût}}$$

est le plus élevé. Que la production brute soit évaluée en unités physiques ou monétaires, le calcul reste le même.

L'exemple traditionnel de l'alternative poutrelles-épingles, pour paraître caricatural, n'en exprime pas moins le sens de l'incitation à la production. Si le critère d'évaluation est le poids, il est normal que, devant opter, le directeur donne sa préférence aux produits les plus lourds à coûts comparables ou "alourdisse" exagérément certains articles. Cet alourdissement sera soit physique, soit monétaire.

Comme le fonds des salaires est fonction de la production brute, on comprend que dans le cas où celle-ci est évaluée en roubles, l'entreprise songe à incorporer les matières premières ou produits semi-finis les plus coûteux. Telle usine d'horlogerie, par exemple, accentuait exagérément la production de montres à boîtier en or par rapport à celles de matériaux plus vulgaires mais correspondant mieux aux besoins réels de la population.

C'est ce qui explique que certains biens sont introuvables sur le marché officiel.

Ainsi, en 1976, une multitude d'autos soviétiques circulaient sans essuie-glaces. La raison en est bien simple: comme on ne produit pas suffisamment de pièces détachées, cet article est introuvable. Il est dès lors prudent pour un automobiliste de ne sortir ses essuie-glaces qu'en temps de pluie...

N.S. KROUCHTCHEV a stigmatisé à plusieurs reprises ces distorsions, conséquences inévitables, pourtant, du mode de définition des objectifs. C'est ainsi qu'en 1959, il citait le cas d'une usine produisant des chandeliers excessivement lourds (11) et qu'en 1962, il proclamait:

"L'indice fondamental du plan: la production brute, ne reflète pas complètement l'état réel de notre économie et aboutit à ce que les entreprises trouvent désavantageux de produire des articles très complexes mais bon marché et, partant, de remplir leur plan dans l'intégralité de son assortiment" (12).

Le phénomène s'observe aussi en ce qui concerne l'indice de qualité. La qualité de la production est l'une des pierres d'achoppement de la planification analytique. La logique du système commande de ne pas laisser la détermination de la qualité des produits à la discrétion des entreprises. La méthode analytique fait par conséquent détailler pour chaque produit la quantité à manufacturer dans chaque catégorie de qualité. Dans l'industrie du coton, par exemple, quatre qualités de coton brut et six qualités de fibres sont prévues. Pour chaque trimestre, on planifie la quantité de chaque sorte de fibre élaborée à partir de chacune des qualités de coton brut (13). Pour chaque qualité, un coût spécifique est, bien entendu, planifié.

Mais ici encore, les entreprises donneront leurs faveurs aux qualités procurant le rapport unités physiques-coût ou valeur-coût le plus élevé. Et rien n'indique a priori qu'il s'agisse nécessairement des qualités supérieures.

Un exemple parmi beaucoup d'autres: en août 1948, l'usine "Aurore Nouvelle" a réalisé son plan quantitatif de production d'eau de Cologne à 114%; le plan de production d'eau de Cologne de qualité vulgaire, peu demandée, était réalisé à 335%; quant à celui de l'eau de Cologne appréciée des consommateurs, il n'avait pas reçu un commencement d'exécution (14).

Le directeur-adjoint d'un combinat d'alliages durs reconnaissait explicitement ce phénomène:

"Nous sommes convaincus que les plans imposés d'en haut et relatifs à la baisse des prix de revient aboutissaient à ce que les

(11): Cfr. Pravda, 2.7.1959.

(12): Rapport au Plenum du Comité central du 19.11.1962, Razvitie ekonomiki S.S.S.R. i partijnoe rukovodstvo narodnym khozjajstvom, Mos. 1962; pour d'autres dénonciations similaires, voir aussi E. KAC et A. ROŽANSKIJ, O cenoobrazovanii s učetom fondoemkosti izdelija, Vop.Ek., 1966, 10, pp. 33 sv. et A. NOVE, The problem of success indicators in Soviet industry, Ekonomika, 1958, février, pp. 1 sv; cfr. l'avis désabusé d'un directeur dans V. ANDREEV, Plan et droits des entreprises, Pravda, 23.7.1962; voir encore l'éditorial de la Pravda du 2.7. 1960.

(13): Pour un tableau de ce genre, voir notamment A.I. ABRAMOV, Planirovanie sebestoimosti produkcii khlopkovoj promyšlennosti, Mod., 1965, pp. 66 sv.

entreprises perdaient (sic) de vue l'efficacité pour l'économie nationale de telle ou telle mesure visant l'amélioration de la qualité des produits. Ils cherchaient avant tout à réaliser des économies qui profitent à l'entreprise et non au pays tout entier" (15).

Essentiellement dirigé vers la production maximale, le système de stimulation joue inévitablement en défaveur de la qualité. Ceci vaut également pour le lancement de nouveaux produits.

Une enquête sur 52 entreprises de construction de machines dans l'Oural a montré que pour les entreprises dont la production comptait 10% ou moins de nouveaux articles, le taux de profit (par rapport aux coûts) était de 27%; pour celles dont les nouveaux produits constituaient 50% de la production, le taux de profit n'était plus que de 11% (16). Un système de primes à l'innovation fut institué mais son effet fut limité par le fait que les versements au fonds des primes étaient conditionnés par la réalisation des indices essentiels de production. On tournait en rond...

La conséquence de cet état de choses est que les biens de consommation s'entassent dans les magasins; quant aux moyens de production, leurs avaries sont si fréquentes qu'une armée de réparateurs fonctionne en permanence. En 1964, dans la métallurgie, un ouvrier sur quatre s'occupe de réparations.

En 1959, pour enrayer cette tendance, on incita tout particulièrement la réduction des coûts. Mais les conséquences quant à la qualité des produits ne furent pas modifiées.

Désignant la cause de cet état de choses, R. BELOUSOV accuse:

"De nombreux faits indiquent que les qualités d'usage des machines ne s'élèvent pratiquement plus ces dernières années, bien que les possibilités techniques pour ce faire se soient considérablement développées. Une des causes d'une telle situation réside dans le fait que dans la course à la réduction des coûts, plusieurs usines travaillent des matières premières relativement bon marché mais de mauvaise qualité, se refusent aux opérations techniques qui élèvent la qualité mais exigent plus de dépenses de main-d'oeuvre, etc. (17). Curieux paradoxe: selon les indices choisis à telle ou telle époque, les entreprises cherchent tantôt à "alourdir" leur production de matériaux coûteux, tantôt à recourir à des matières premières bon marché; dans tous les cas, il y a gaspillages...

(14): Cfr. exposé des motifs de la décision du C.D.M. U.R.S.S. du 20.11.1948, Direktivy..., t.III, p. 326.

(15): P. TABALOV, Passage au nouveau système, dans La réforme économique en U.R.S.S., Mos., A.P.N., 1966, p. 125.

(16): V. BLUECER et N. ILY SKIJ, Un stimulant à une meilleure qualité, Pravda, 1.6.1965, p.2.

(17): R. BELOUSOV, op.cit., p. 1.

L'indice du coût, quant à lui, inclut selon la classification officielle les dépenses productives et les dépenses improductives.

Les dépenses productives constituent le "coût d'usine"; elles se répartissent en deux postes principaux: les dépenses matérielles (c) et les dépenses de main-d'oeuvre (v). La structure du coût varie bien entendu d'un secteur à l'autre, mais on peut la décomposer en rubriques générales comme suit:

- matières premières: valeur à l'achat, dépenses d'approvisionnement et de transport, matériaux accessoires, combustibles, électricité; de quoi on déduit la valeur des sous-produits et à quoi l'on ajoute les amortissements des fonds fixes (18);

- dépenses de transformation: matériaux d'emballage -dont on peut s'étonner qu'on ne les retrouve pas dans la rubrique précédente- salaires de base et accessoires des ouvriers des principaux ateliers, allocations sociales, dépenses d'entretien et d'exploitation de l'équipement productif, frais généraux des ateliers, frais généraux de l'usine, dépenses diverses de production. Dans diverses branches, on y ajoute les pertes dues aux pièces défectueuses.

Le total donne le coût d'usine (fabrično-zavodskaja sebestoimost').

Les dépenses non liées directement à la production telles que les frais d'écoulement, de réalisation, des travaux de recherche, les dépenses de transport à partir de la firme, les versements aux unions d'entreprises et aux bases d'approvisionnement, les frais de recyclage des cadres, etc. sont ajoutées au coût d'usine pour former le coût total de production marchande (polnaja sebestoimost tovarnoj produkcii).

On constate qu'on ne trouve pas trace du coût du capital si ce n'est sous la forme des dotations aux amortissements, d'ailleurs inférieures à l'amortissement réel. Il s'agit d'une conséquence majeure de la politique du capital du système administratif, qu'on étudiera au chapitre suivant.

Les recettes brutes de la production vendue, diminuées du coût total de la production marchande, permettent de connaître le bénéfice d'exploitation. Ce dernier sert de base au compte de pertes et profits. On y ajoute le bénéfice d'activités non commerciales telles que l'exploitation de logements et de services d'intérêt communal, les sommes représentant les dettes prescrites, le solde positif des amendes, intérêts et peines contractuelles. On en retranche d'autre part les pertes exceptionnelles dues à des accidents, à l'insolvabilité des débiteurs ou à la prescription de créances, le solde négatif des amendes, intérêts et peines contractuelles, les dépenses de conservation d'usines travaillant au ralenti ainsi que le report de pertes antérieures. Le résultat donne le profit ou la perte de l'exercice.

(18): Le régime de l'amortissement sera étudié plus loin au chapitre V.

La sollicitude dont le coût et la réduction des coûts ont fait l'objet se reflète dans le nombre et la minutie des tableaux de contrôle: évaluation des coûts par qualité de matière première, par qualité de produit, par trimestre, objectifs répartis entre les ateliers, distinction entre les coûts d'approvisionnement et de production, regroupements fonctionnels et par nature, liaison avec le plan d'approvisionnement et les normes de consommation technique et matérielle, établissement du coût unitaire, du coût moyen et, pour chacun, comparaison entre les objectifs planifiés et les résultats comptables, etc.

"La base du bilan mensuel de l'entreprise doit être constituée par les données du coût de la production. La différence entre le coût planifié et le coût réel, à condition bien entendu que soient réalisées les exigences quant à la qualité de la production, est l'indice fondamental du succès de l'entreprise" (19).

La réduction des coûts est encouragée tantôt par des indices d'économies matérielles, tantôt par des indices de productivité. C'est, en effet, sur les deux postes du coût : (c) et (v), qu'il convient d'exercer une pression constante vers le bas.

Quant aux économies de matières premières, il s'agira de réduire les normes de consommation matérielle et technique (20). C'est dans cet esprit que fut créé à certaines époques un fonds de stimulation appelé en 1957 "fonds du contremaître", alimenté par les économies en matières premières. Une partie de ces économies était redistribuée entre les ouvriers (21).

Quant à la productivité, les indices sont notamment: les économies sur le fonds des salaires, les dépenses de travail (en ouvriers, en temps, en salaires, par unité de production ou par rouble de production marchande, l'économie obtenue par l'accroissement de la production pour un même montant de coûts fixes, etc. (22). Il reste que l'amélioration de la productivité ne dispense nullement de la réalisation d'autres indices tels que le plan de production globale, de vente ou d'assortiment.

Tout dépassement du fonds des salaires non justifié par une augmentation de la production est de même sévèrement sanctionné. Depuis 1954, la Gosbank, à laquelle l'entreprise est tenue d'avoir un compte, ne dépasse le montant planifié des salaires que si un dépassement du plan de production le justifie. Elle est donc un maillon essentiel de la

(19): Art. 5 de la décision du C.C. P.C.R. (b) du 5.12.1929, Direktivy..., t. II, p. 127.

(20): Cfr. JACOBI et MENDELEVIĆ, Pour une organisation et une méthode meilleures de la fixation des normes de consommation de ressources matérielles, Plan Khoz., 1961, 1, pp. 22 sv. et KARPOV et SERGEEV, Sur l'amélioration des normes de dépenses de ressources matérielles, Plan. Khoz., 1960, 3, pp. 37 sv.

(21): Cfr. E. VERRE, L'entreprise industrielle en Union soviétique, P., Sirey, 1965, pp. 84 sv.

politique des revenus. Si, par suite d'une irrégularité, le fonds des salaires est dépassé, l'entreprise est tenue d'en compenser l'excédent par diverses mesures; quant aux dirigeants, ingénieurs et techniciens, leur prime est suspendue.

En outre, des indices plus généraux exprimant le rapport du coût à la valeur marchande de chaque type de produit permettent des comparaisons d'un exercice à l'autre. Il faut dire que c'est par rapport au coût et non par rapport au capital que s'apprécie aussi bien la rentabilité d'un article que celle de l'entreprise. Elle se définit comme le rapport du bénéfice d'exercice au prix de revient total de la production vendue. Fondée sur la rigueur du principe de la "valeur-travail", cette méthode d'évaluation aboutit à des gaspillages quant à l'usage du capital; on aura l'occasion d'en traiter au chapitre suivant.

Les indices de réduction des coûts varient selon qu'il s'agit de productions comparables, évaluée en unités physiques ou de productions non homogènes, évaluées alors en roubles. Ils permettent d'estimer la diminution des coûts par rapport à l'année précédente et par rapport aux impératifs du plan (23).

Une constatation peut être faite: le régime d'incitation à la réduction des coûts n'a pas un effet positif sur l'innovation technique dans l'entreprise. Il faut dire que la réduction des coûts s'appréciant d'une année à l'autre, l'introduction de procédés nouveaux à coûts provisoirement élevés s'en trouve fortement dissuadée. De même, en ce qui concerne la qualité des produits, non seulement le poids de l'indice du prix de revient ne lui est pas favorable mais il détourne l'entreprise de toute dépense supplémentaire que justifierait l'amélioration technique d'un article.

C'est pour lutter contre cet état de choses que de nouveaux indices ont été expérimentés dans certaines entreprises-témoins. Ainsi, à SVERDLOVSK, le "coût relatif de production" des machines équivalait à leur coût réel divisé par leur longévité. Si la qualité croissait plus vite que le coût et que les recettes fussent liées à la longévité, l'entreprise y trouvait son profit (24). On notera cependant qu'on ne sort pas d'un système d'indices analytiques, c'est-à-dire condamné à la prolifération.

Les distorsions entraînées par les indices ont été résumées

(22): Sur ces indices, voir A.I. ABRAMOV, op.cit., pp. 46 sv.

(23): Sur la façon de calculer ces indices, voir A.I. ABRAMOV, op.cit., pp. 48 sv. et E. VERRE, op.cit., pp. 198 sv.

(24): Cfr. V. BLUECER et N. ILYSKIJ, op.cit. p. 2.

de la façon suivante par un auteur soviétique:

"De telles pratiques vont à l'encontre des intérêts de l'Etat qui consistent à établir délibérément les plans de production des entreprises en-deçà de leurs capacités, à fixer des objectifs de récoltes en dessous des capacités réelles et à remplir les plans quantitativement aux dépens de la qualité. Certains administrateurs sont enclins à accomplir le plan de production brute en produisant des articles qui requièrent moins de dépenses de travail, tout en négligeant leur objectif de réduction des coûts de production ou produisent des biens de qualité inférieure (25)".

par.2 LES PRIX ET L'IMPOT SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES.

Avec les prix, l'on touche à la quadrature du cercle des économies socialistes. Ce n'est pas sans raison que la matière des prix se retrouve au centre d'à peu près chacun des chapitres de cette étude. Le régime des prix en vigueur dans le système administratif porte atteinte de plus d'une manière à l'autonomie comptable.

En premier lieu, c'est le fondement des prix qui détermine de façon arbitraire le niveau du bénéfice de l'entreprise. Anticipant sur des développements ultérieurs, on peut dire que le prix (comptable) des biens se calcule en prenant comme référence le coût moyen de branche auquel on ajoute une marge de profit qui est fonction de ce coût: 5% la plupart du temps. Ceci, sous réserve d'une sous-évaluation de principe des biens du groupe A de l'industrie, dans l'idée que l'industrialisation pourrait en être accélérée.

Parmi les conséquences de ce mode de calcul, il faut citer le déficit chronique de tout un pan d'entreprises: bon nombre de celles du secteur des moyens de production d'une part et celles, d'autre part, qui, dans les autres secteurs, travaillent dans des conditions inférieures à la moyenne.

Si l'industrie des appareillages de précision connaissait en 1966 un bénéfice de 50%, l'extraction du charbon était déficitaire de 29,5%, celle du fer de 17,1% (26). C'est ainsi qu'en 1965, un tiers des entreprises du ministère de la sidérurgie était en perte et que le prix du minerai de fer couvrait à peine 75% de son coût (27). De telles zones déficitaires se retrouvaient dans la construction mécanique, la métallurgie, les matériaux de construction, l'alimentation et le textile. En 1948, les subsides de l'Etat aux entreprises déficitaires s'élevaient à 12% du total des dépenses budgétaires (28).

(25): A. KURSKIJ, Planirovanie narodnogo khozjajstva, Mos. 1949, pp. 182-183. Pour une critique des indices de réduction des coûts, cfr. S. TURECKIJ, Realizacija, obščestvennaja poleznost', cena i rentabel'nost', Fin. S.S.S.R., 1966, 2, pp. 47 sv.

(26): V. SITNIN, Khozjajstvennaja reforma i peresmotr optovykh cen na promyšlennuju produkciju, Kommunist, 1966, 14, pp. 37 sv. et A. GUSAROV,

C'est dire que l'autonomie des entreprises déficitaires se réduit à une pure fiction. Par ailleurs, on voit les entreprises subsidiées perdre toute incitation au travail: par un curieux paradoxe, le secteur privilégié du système économique, a bien vite pris le pli de se reposer sur les aides budgétaires.

Une autre lacune du système des prix est de ne traduire ni la rareté des ressources, ni la qualité des produits, ni la demande dont les biens sont l'objet. C'est ce qui conduit à produire des articles inutiles tandis que des secteurs connaissent la pénurie.

On citera un exemple: l'entreprise X de Leningrad produit des articles de manucure et des briquets fort demandés. Leurs prix de gros sont inférieurs aux coûts. La trousse de manucure, dont le prix de vente est de 18,50 R, procure à l'Etat un impôt sur le chiffre d'affaires de 7,66 R mais à l'entreprise une perte de 1,39 R. Le briquet "Baltique" se vend 4 R, le briquet "Neva", 4,30 R mais ils entraînent une perte de 0,3 R pour l'entreprise et un I.C.A. de 2 R pour l'Etat. En conséquence, "les entreprises font tout pour diminuer leur plan de production et même soulèvent la question de les retirer de la production puisqu'ils sont déficitaires" (29).

Par ailleurs, plusieurs auteurs se plaignent de ce que les dépenses consenties pour améliorer la qualité de la production ne soient pas rémunérées par un prix adéquat (30).

Le processus de fixation des prix est, lui aussi, préjudiciable à l'autonomie des entreprises. Selon l'importance du produit, les prix sont fixés tantôt par l'administration fédérale, tantôt par l'administration républicaine ou celle du sovnarkhoze ou encore par l'administration locale. Mais quelle que soit l'autorité compétente, les procédures sont longues (31) et des prix périmés restent en vigueur des années durant. En sens inverse, les entreprises sont sujettes à de brusques modifications des prix de leurs matières premières comme de leurs produits finis, ce qui ne peut manquer de ruiner tout espoir d'une gestion équilibrée.

Ainsi, en 1949, les prix de gros furent augmentés. L'année suivante, ils furent soudainement réduits.

(suite): Osnovnye principy reformy optovoykh cen, Vestnik Moskov. Un., 1966, 4, pp.9 sv.

(27): A. NOVE, The Soviet economy, 1968, p. 146.

(28): Cfr. Vl. KATKOFF, Soviet economy 1940-1965, Baltimore, 1961.

(29): Pour cet exemple et d'autres similaires, voir V.T. KORNIENKO, Ceny i potrebitel'skiy spros, Mos., 1964, pp. 102 sv.

(30): Voir notamment V. VALENTINOV, Plateži v bjudžet v novykh uslovijakh, Fin. S.S.S.R., 1967, 2, p. 56 et les références données plus haut au sujet des coûts et de la qualité.

(31): Voir la critique du "bureaucratisme" dans l'approbation des prix de S.G. STOLJAROV dans O cenakh i cenoobrazovanii v S.S.S.R., Mos. 1963, pp. 16 sv.

Un autre exemple est fourni par l'association de production BOL' SEVIKA de Moscou, dans le domaine de la confection. Cette association est célèbre car elle fut soumise à titre expérimental à un régime de contrats directs avec les magasins et, à ce titre, on en reparlera. Pour les neuf premiers mois de 1965, l'association dépassa son plan de production en valeur à prix constants de 5,12%. Mais une réduction des prix de deux costumes, l'une de 2,5%, l'autre de 6% lui fit perdre le bénéfice de ses efforts. Elle manqua son plan de 0,83% et son bénéfice en fut diminué de 1,22 million de roubles (32).

De même, la non-superposition de la période de planification des coûts et de celle de la fixation des prix influe sur le bénéfice: les indices sont imposés par trimestre, les prix par périodes annuelles; si bien que les résultats financiers peuvent varier d'un trimestre à l'autre.

Enfin, l'on peut signaler que l'imputation des frais de transport a été l'occasion de différents traitements tout à fait arbitraires entre les entreprises, qu'il s'agisse de livraisons imposées par des ordres administratifs ou de livraisons décidées par l'entreprise elle-même. Ce sujet sera approfondi ultérieurement.

L'impôt sur le chiffre d'affaires (33) est un autre facteur de discrimination. Comme on l'a signalé au chapitre II, toutes les entreprises ne sont pas redevables de l'I.C.A. Pour celles qui le sont, c'est-à-dire celles qui traitent avec les organismes commerciaux, il prend la forme d'un versement au budget fixé comme un pourcentage de la production vendue. L'impôt est fixé a priori dans le plan annuel; il doit être payé quel que soit le coût de production et le profit réels. Ce paiement est anticipatif et doit être effectué selon les branches quotidiennement, tous les cinq jours, par décade ou mensuellement; comme tout paiement anticipatif, celui de l'I.C.A. implique dans certains cas des avances de l'entreprise à l'Etat.

par.3 L'APPROVISIONNEMENT PLANIFIE ET LA TUTELLE ADMINISTRATIVE

Le bénéfice, s'il dépend du prix et des coûts de la production vendue, dépend tout aussi certainement de la quantité vendue, de la faculté qu'a l'entreprise de trouver un client à sa marchandise. Cette "demande", dans les conditions de l'approvisionnement et du commerce planifiés, dépend du bon fonctionnement des mécanismes de répartition administrative des produits. On en verra le détail au chapitre suivant mais on peut en

(32): Voir V. KOPNJAIEV et V. SEVELEV, Analiz dejatel'nosti predpriyatij perešedšikh na prjamyje svjazi, Fin. S.S.S.R., 1966, 2, pp. 80 sv.

(33): Sur sa nature et ses mécanismes, voir chapitre II ci-avant.

retenir d'ores et déjà que l'approvisionnement est un important facteur de perturbations pour les entreprises.

Cependant, on peut élargir l'objet de ces réflexions et montrer que l'approvisionnement n'est qu'un élément d'un ensemble plus vaste de procédures regroupées ici sous l'appellation de "tutelle administrative". Cette matière sera l'occasion de quelques considérations sur la nature du "système administratif".

De ce qui précède, en effet, on peut tirer la conclusion que la société stalinienne se signale par l'hypertrophie de la direction administrative du pays (quant aux institutions et quant aux procédures) par rapport au jeu des forces sociales spontanées, notamment dans la vie économique.

Dans le domaine de la planification, le système est administratif d'abord en ce que les décisions centrales courent le risque permanent de l'arbitraire; en ce que leur expression est purement administrative; en ce sens, enfin, que ces décisions une fois prises, elles sont acheminées à la périphérie de manière analytique et par la voie du commandement hiérarchique.

A. LES DECISIONS CENTRALES COURENT LE RISQUE PERMANENT DE L'ARBITRAIRE.

Certes, toute politique économique est conduite, un jour ou l'autre, à donner sa préférence à des solutions que les études scientifiques n'auraient, à elles seules, pas recommandées. Il ne s'agit point là d'une caractéristique du système administratif. On veut dire, plutôt, qu'au nom des fondements idéologiques du régime, les autorités jettent l'interdit sur toute entreprise de recherche de voies plus "rationnelles" ou plus "économiques", les considérant a priori comme un danger pour l'économie socialiste.

Qu'entendre par "rationnelles" et "économiques" ?

Il appartient au pouvoir politique de s'assigner des objectifs. Une fois ceux-ci fixés, le choix des moyens pourra être facilité par une étude des diverses voies qui permettent de les atteindre. L'analyse précisera les avantages et inconvénients respectifs de chaque variante au regard d'une grille de normes qui seront celles de la collectivité. Bien sûr, les normes politiques, économiques, sociales, éthiques ou culturelles se combinent différemment selon les groupes sociaux. C'est ainsi que s'élabore une stratégie.

Si la détermination des buts et le choix des normes ne peuvent être contestés au nom d'un quelconque reproche d'arbitraire ou d'une absence de rationalité, il n'en va pas de même pour les décisions relatives aux moyens. Doit être considérée comme arbitraire la décision qui, un but étant fixé, ne permet pas de l'atteindre de la façon la plus "économique". Par ce qualificatif on désigne simplement la voie la plus propice à hâter au moindre coût la réalisation du projet conformément à l'échelle des valeurs

en vigueur. Les critères d' "économicité" sont ceux que l'agent fixe lui-même en choisissant son but et son échelle de valeurs. Sera considérée comme optimale la voie qui ne peut être modifiée sans devenir plus coûteuse dans l'un ou l'autre de ses aspects.

Ce qui frappe dans l'étude du système administratif, c'est le nombre de décisions politiques "arbitraires" alors même que la planification constitue l'instrument idéal d'une politique économique "rationnelle". La cause doit en être recherchée dans l'ignorance volontaire du jeu des lois économiques (contrairement aux enseignements des fondateurs du marxisme d'ailleurs). De même que la pusillanimité du pouvoir politique à l'égard des puissances économiques a conduit les régimes libéraux à des inégalités heurtantes, ainsi une politique volontariste à outrance en est venue à "résoudre les problèmes économiques par une voie administrative arbitraire sans liaison avec les données scientifiques et les lois économiques objectives et dans l'ignorance de l'expérience accumulée ainsi que des leçons de la vie" (34)/.

L'arbitraire joue même à un second degré: lorsque des goulots d'étranglement, résultant d'une organisation irrationnelle de la production et de la distribution apparaissent (dans le domaine de l'approvisionnement, par exemple), ils ne doivent d'être résorbés qu'à des facteurs qui n'ont rien à voir avec une remise en ordre quelconque de l'appareil mais au jeu des influences partisans ou personnelles ou à d'autres manifestations de "subjectivisme".

Un épisode illustrera cette affirmation: en 1939, il apparut que les pneus soviétiques étaient d'une qualité excr able. N.S. KROUCHTCHEV, régnant alors sur quarante millions d'Ukraiens, s'en ouvrit accidentellement   STALINE et se vit confier séance tenante la mission de remettre de l'ordre dans l'industrie du pneu. Laissant donc là ses fonctions, KROUCHTCHEV visita une usine de pneus à Jaroslav et découvrit que celle-ci ne respectait plus le mode d'emploi du matériel de fabrication importé des Etats-Unis. Il apparut que des modifications dans le processus de production avaient été introduites pour dépasser les plans de production sur ordre de KAGANOVIC, commissaire du peuple aux transports et d'ORDZONIKIDZE qui l'avait accompagné lors d'une récente visite d'inspection. Bien sûr, KROUCHTCHEV somma le directeur de revenir à l'ancien mode de fabrication tel que le recommandait le manuel américain.

Faisant part de cette anecdote dans ses mémoires, KROUCHTCHEV reconnaît qu'il ne possédait pas la moindre notion de l'industrie du pneu. Son titre à donner ainsi des ordres -par ailleurs contradictoires avec ceux d'autres dignitaires du parti- était d'être le confident de STALINE (35).

(34): LEONTJEV, L'unité de l'économie et de la politique, Pravda, 7.3.1965.

(35): N.S. KROUCHTCHEV, Souvenirs,  d. fr. 1971, pp. 125 sv.

Contradictions et gaspillages sociaux sont les conséquences de cet état d'esprit. N.S. KROUCHTCHEV lui-même, dans sa dénonciation des excès staliniens concernant la collectivisation, fit valoir que les mêmes résultats eussent pu, en plusieurs domaines, être atteints au prix de moindres sacrifices.

On connaît les thèmes de son réquisitoire contre le système administratif au XXe Congrès: "La position de STALINE reposait-elle alors sur des chiffres d'une sorte ou d'une autre ? Bien sûr que non. Dans de telles situations, les faits et les figures ne l'intéressaient pas. Si STALINE disait quelque chose, cela signifiait que c'était ainsi; après tout, il était un "génie" et un génie n'a pas besoin de compter !" (36). Dénonciation d'autant plus piquante quand on sait à quel point KROUCHTCHEV fut compromis dans les abus incriminés.

B. DE PLUS, LA SOURCE ET L'EXPRESSION DES DECISIONS ECONOMIQUES SONT PUREMENT ADMINISTRATIVES.

Le jeu des catégories économiques y est remplacé par la contrainte des directives officielles:

"C'est la loi, le décret, le plan et non le rendement intrinsèque de l'investissement qui doivent orienter les choix" (37). Ou encore: "La finalité du plan n'est pas la reconstruction de l'économie (...), le plan est un acte de nature socio-économique (...); établir un plan, c'est exécuter les tâches assignées au peuple soviétique par le Congrès du parti..." (38).

Le caractère arbitraire et individualisé des options économiques est souligné lapidairement par KHAČATUROV: "L'ensemble des objectifs planifiés est établi à partir des directives du parti et du gouvernement telles que les formulent les Congrès et les Conférences du parti à partir des indications fournies par STALINE" (39).

C. L'APPLICATION DES DECISIONS EST HIERARCHIQUE ET ADMINISTRATIVE.

Le domaine du droit administratif -à l'inverse de celui du droit civil- est en U.R.S.S. celui des relations verticales de subordination. Selon un théoricien du droit des années vingt comme PASUKANIS, c'est à ces seules relations de subordination que devait se réduire le droit soviétique dans son ensemble. Le système administratif se fonde sur l'hyper-

(36): Le texte du rapport secret de KROUCHTCHEV a été publié dans Doc.fr., Notes et études documentaires, 1956, n° 2189.

(37): ABEZGAUZ, Effektivnost' vloženij kapitalov v narodnom khozjajstve, cité par J.M. COLLETTE dans Politique des investissements et calcul économique, L'expérience soviétique, P., Cujas, 1965, p. 86.

(38): S. ŽAK, cité par J.M. COLLETTE, op.cit., p. 140.

(39): V. KHAČATUROV, cité par J.M. COLLETTE, op.cit., p. 224.

trophie de telles relations verticales.)

Tout droit se proposant de régler et d'organiser des phénomènes économiques se doit de respecter à peine de rejet ou d'inefficacité des lois économiques de base. Le système administratif se caractérise aussi par le peu de considération des lois économiques dans l'activité administrative.

C'est ainsi que pour lutter contre les abus du système administratif, un professeur de droit administratif recommande "une amélioration constante des méthodes du droit administratif, de façon à enrichir leur contenu par le moyen d'une complète rationalité économique et scientifique des décisions juridiques des autorités" (40).

On résumera en affirmant que le système administratif mérite son nom:

- 1°. par la place prépondérante de la gestion par ordres administratifs individuels;
- 2°. par l'absence de renvoi, dans ces ordres, à autre chose qu'à l'administration elle-même. L'administration tend ainsi à s'y présenter comme une fin en soi.

La distinction entre le système administratif tel qu'il est décrit ici et la gestion de l'économie par voie administrative est bien exprimée par un éditorial de l'Ekonomičeskaja Gazeta. On y lit:

"C'est toute autre chose quand les ordres, les directives, les instructions, les décrets et les autres armes de l'arsenal administratif tombent en plein subjectivisme et faillissent aux exigences des lois économiques. Dans ce cas, la gestion cesse de répondre à son but, devient formelle et bureaucratique, dégénère en administration impérative et stérile. C'est précisément ce que V.I. LENINE avait à l'esprit quand il mettait en garde de ne point 'exagérer l'aspect administratif qui, certes, est essentiel quand il reste confiné à son champ d'action mais qui ne doit point être confondu avec l'aspect scientifique et avec une appréhension globale de la société'. Donc rejeter les méthodes administratives en même temps que le système administratif signifie jeter le bébé avec l'eau du bain" (41).

Une autre caractéristique du système administratif est sa tendance à la propagation.

La planification micro-économique ne peut, en effet, se contenter de demi-mesures. Il est de sa nature que toute l'activité de production et de répartition lui soit soumise sans "coins d'ombre" qui échappent à son emprise.

(40): Ju.M. KOZLOV, Upravlenie narodnym khozjajstvom i administrativnoe pravo, S.G.P., 1967, 7, p. 30.

(41): "Les lois économiques", éditorial de Ekon. Gazeta, 15.9.1965, pp.2,3.

Pareils à certaines cellules vivantes, les indices prolifèrent, souvent en progression géométrique.

On a déjà insisté sur le nombre des indices imposés à l'entreprise. La propagation des normes de consommation matérielle et technique fut tout aussi impressionnante. A. BIRMAN signale qu'après la guerre, 330.000 normes virent ainsi le jour jusqu'à la réforme de 1965 (42).

Ces indices entravent l'activité économique qu'ils tendaient à stimuler au point que, dans certains cas, la notion de faute elle-même s'en trouve obscurcie. Une autre conséquence très paradoxale est la suivante: comme tous les indices ne peuvent être réalisés simultanément dans un bon nombre de circonstances, l'entreprise est amenée à choisir; sa préférence ira aux indices qui l'avantagent le plus. Comme on l'a noté par ailleurs, ce choix ne se fait pas nécessairement dans le sens voulu par le planificateur central.

Enfin, tuant l'initiative, le système d'indices se rend indispensable. Se substituant à la décision de produire, les ordres deviennent la condition sine qua non de toute production. Hors du système, point de production !

Le système se signale encore par un mauvais partage des responsabilités.

Une des ambiguïtés fondamentales du système administratif est de vouloir concilier l'autonomie juridique et comptable des entreprises avec le principe de la direction hiérarchique. Noeud de relations verticales et horizontales, l'entreprise doit choisir: elle ne peut, en effet, satisfaire également les exigences d'une tutelle administrative et celles de relations contractuelles équilibrées. Sa position intermédiaire, au carrefour de relations de droit civil, administratif et du travail, a donné lieu à des controverses. Celles-ci mettent en évidence le manque d'assurance de la théorie juridique soviétique sur ce délicat problème. L'entreprise, terminal d'une hiérarchie administrative, doit-elle être tenue pour un organe de l'Etat ? Si oui, comment expliquer qu'elle ne dispose d'aucun des attributs de la puissance publique et qu'elle n'agit qu'en son nom propre ? Si non, comment justifier la tutelle permanente qui s'abat sur elle depuis sa création jusqu'à sa liquidation en passant par la nomination de ses fonctionnaires dirigeants ? Comment expliquer que jusqu'en 1961 les autorités adminis-

(42): A. BIRMAN, La signification de la réforme économique, Novyj Mir, 1968, 12, trad. fr. dans L'U.R.S.S., doc.fr., 1969, 9, p. 32.

tratives aient pu imposer des sanctions aux entreprises négligentes ou incapables d'exécuter leur plan ?

A partir de 1961, les agents et fonctionnaires furent personnellement tenus d'acquitter les amendes administratives liées à leurs obligations de service au sein de l'entreprise sans que celle-ci pût les couvrir financièrement (43).

Le statut du personnel de l'entreprise traduit à son tour l'équivocité de celui de l'entreprise: le directeur, s'il est fonctionnaire d'Etat au même titre que ses adjoints, que le comptable principal, l'ingénieur en chef et le conseiller juridique, agit cependant au nom de l'entreprise; il en est l'organe officiel. La théorie dominante a ainsi tenté de concilier l'unité de la propriété socialiste avec l'autonomie des entreprises: la qualité d'organe de l'administration d'Etat est reconnue à la direction de l'entreprise, présidée par le directeur, lui-même revêtu d'un statut mixte. Quant au reste du personnel, il est lié à l'entreprise par un contrat de travail. Si le régime disciplinaire des dirigeants échappe en principe au contrôle juridictionnel, le personnel est justiciable des tribunaux (44).

Articles de journaux et ouvrages économiques rassemblent par certaines les exemples d'ordres administratifs incomptaibles avec l'autonomie comptable. Par souci de synthèse, on peut les regrouper sous sept rubriques a/. directives ne tenant pas compte de la situation réelle de l'entreprise: les exemples foisonnent de plans de production et d'ordres de livraison adressés à des entreprises pour des biens qu'elles n'ont pas la capacité ou l'habitude de produire (45), ce qui se traduit dans leur chef par un coût supérieur au prix en vigueur.

On citera parmi d'autres la situation décrite par un directeur d'entreprise:

"Il y a trois ans, nous nous sommes vus obligés d'acquérir, sous prétexte de modernisation, une presse à briqueter. Inutile, elle encombre toujours le dépôt de notre union, ce qui se répercute sur sa balance. Un autre exemple encore. Notre sovnarkhoze avait décidé que 140 tours ordinaires DIP 200 devaient être dotés de commandes de programmation. Ce qui fut fait. Mais la plupart sont restés inutilisés. Dans ce cas là comme dans beaucoup d'autres, la responsabilité du sovnarkhoze n'a pas été mise en cause, alors que les usines ont eu à couvrir un manque à gagner considérable" (46).

b/. retards dans l'approbation des plans: on a dit que le plan approuvé

(43): Art.6 du décret du P.S.S. du 21.6.1961 sur la limitation des sanctions administratives, V.V.S., 1961, n°35.

(44): Sur l'équivocité du statut de l'entreprise et de sa direction, voir le relevé des positions en sens divers dans B.M. LAZAREV, Gosudarstvennye proizvodstvennye predpriyatija i ego administracija, S.G.P., 1966, 5, pp.12 sv.

(45): Voir une série d'exemples dans S.G. STOLJAROV, O cenakh i cenoobrazovanii v S.S.S.R., Mos., 1963, pp. 154 sv.

dit parvenir à l'entreprise au plus tard deux mois avant le début de l'exercice suivant. Aucune sanction ne contraint cependant l'administration à se conformer à cette obligation.

c/. modification des plans en cours d'année: les cas prolifèrent d'entreprises obligées à plusieurs reprises en cours d'année de revoir leurs objectifs de production, d'assortiment, de livraisons, etc. Conséquences d'une planification imprécise ou erronée d'une part et d'une approche trop volontariste d'autre part, ces modifications proviennent des divers échelons de l'appareil administratif. Elles se caractérisent par la prise de conscience d'une résistance des faits aux ordres administratifs et ne sont fréquemment qu'une adaptation a posteriori des ordres à la réalité.

Eugène ZALESKI cite notamment le cas du plan annuel du sovnarkhoze de la R.A. de Tatarie, qui fut ajusté près de 500 fois en 1960, celui du sovnarkhoze de Jaroslav pour 1960 qui le fut 789 fois ! (47). Il n'était pas rare par exemple de voir les directions principales des sovnarkhozes intensifier en cours d'année le plan de réduction des coûts des entreprises les plus dynamiques et de relâcher celui des entreprises les plus faibles. R. BELOUSOV, pour sa part, faisant le compte des changements apportés au plan du sovnarkhoze de Moscou conclut que les indices ont été modifiés en moyenne une fois par jour (48).

Ces perturbations de l'activité de l'entreprise furent officiellement dénoncées par N. KROUCHTCHEV et par A.N. KOSYGIN:

"L'activité économique normale des entreprises est fréquemment interrompue parce que leurs plans, qui sont approuvés par les autorités supérieures, ne sont pas soutenus par les calculs et les fondements techniques et économiques suffisants et parce que les diverses sections du plan ne sont pas coordonnées entre elles (...). Les plans approuvés sont souvent modifiés, ce qui désorganise le travail des entreprises et réduit l'efficacité de leur production" (49).

Ainsi donc, le plan de production de l'entreprise est sans doute un absolu: absolu car coupé des besoins effectifs et considéré comme l'alpha et l'oméga de l'activité productive. Il est le critère souverain de la réussite ou de l'échec. Mais la logique du système administratif rend cet absolu "relatif", précaire, soumis à de brusques révisions arbitraires.

d/. prélèvements sur le profit: il n'est pas rare de voir les entreprises rentables privées d'une part de leur profit jugé trop substantiel par

(46): G. KULAGIN, directeur général de l'union d'entreprises de construction mécanique Sverdlov, Gestion centralisée, jusque dans quelle limite ? dans La réforme économique en U.R.S.S., A.P.N., 1966, p. 110.

(47): E. ZALESKI, Les réformes de la planification en U.R.S.S., Cahiers I.S.E.A., série G, juin 1964, p. 46; pour le premier quinquennat, voir id., Planification de la croissance et fluctuation économiques, P., SEDES, 1962; pour des exemples flagrants en Hongrie, voir P. KENDE, Logique de l'économie centralisée, P., SEDES, 1964, pp. 241 sv.

(48): R. BELOUSOV, op.cit.

l'autorité de tutelle. On comprend de suite les conséquences néfastes d'une telle pratique sur l'intéressement des travailleurs. Les profits ainsi prélevés servent notamment à combler les pertes des entreprises moins rentables.

C'est ainsi qu'en 1956, sur 5.193 entreprises de l'industrie lourde, 33,9 % avaient leurs pertes couvertes par les profits d'autres entreprises (50).

On percevra mieux les limites de l'autonomie comptable en comparant les profits des entreprises et leur amputation par les versements au budget (voir ci-après).

e/. transferts arbitraires de fonds fixes d'une entreprise à l'autre: on se référera sur cette question au chapitre suivant.

f/. lacunes dans l'approvisionnement: le plan de production et le plan d'approvisionnement étant deux opérations distinctes, leur correspondance n'est par conséquent pas garantie. Le chapitre suivant montrera la précarité du sort de l'entreprise à cet égard.

g/. manques de coordination entre plans sectoriels complémentaires. De telles erreurs d'ajustement sont fréquentes malgré l'avantage théorique de la planification sur les économies de marché. De plus, des irrationalités peuvent également survenir à l'intérieur du plan annuel d'une entreprise, les indices d'approvisionnement, de financement ou d'amortissement lui parvenant parfois avec plusieurs mois de décalage. ^{Par ailleurs,} si une autorité réduit le plan de production d'une entreprise sans diminuer par la même occasion son plan de bénéfice, il va de soi que l'autonomie comptable n'est plus qu'une fiction (51).

Ces interventions intempestives des autorités de tutelle mettent en cause un problème de responsabilité: un organe administratif peut-il impunément porter atteinte aux intérêts de l'entreprise ?

Un juriste résume la question en ces termes: "Des directives non fondées sur des bases économiques, des modifications fréquentes des plans des entreprises, la fixation de tâches supplémentaires pas toujours accompagnées des moyens matériels et techniques correspondants, mais parfois aussi ne répondant pas à la spécialisation des entreprises: telles sont des causes qui provoquent des pertes non négligeables aux entreprises. L'absence de stipulations

(49) A.N. KOSYGIN, rapport au plenum du C.C. du 27.9.1965, Pravda, 28.9.1965, pp. 1 sv.

(50): Cfr. Vl. KATKOFF, op.cit., p. 376.

(51): Pour des cas de ce genre, voir S.K. TATUR, op.cit., pp. 36 sv.

dans la loi sur la responsabilité des organes économiques envers les entreprises pour les pertes subies par une direction incorrecte a engendré l'"administrativisme" ("administrirovanie") dans la conduite de l'industrie, la substitution d'ordres administratifs à la solution économique de tels ou tels problèmes. En attendant, la responsabilité de l'organe supérieur pour ses fautes dans le domaine de la direction fait partie intégrante du problème du renforcement du khozrasčët" (52).

Parler du respect des intérêts de l'entreprise suppose avant tout qu'ils soient juridiquement protégés et que toute atteinte soit sanctionnée. Mais sur quel texte se fonder ? Où sont consignés noir sur blanc les droits et les obligations des entreprises ? Certes, les relations économiques ont fait l'objet d'une multitude de textes, mais, précisément, leur nombre, leur manque de clarté et leur caractère contradictoire sont autant de freins à une véritable défense des droits des entreprises.

Quant au nombre, il suffira de signaler que quelque 2000 actes normatifs sur des questions de planification ont été édictés à diverses époques jusqu'au mois de septembre 1965. "Il y a 3000 textes en vigueur concernant la construction, provenant des seuls organes fédéraux, sans tenir compte de la pléthore de résolutions, instructions, directives républicaines de toutes sortes" (53). Cette abondance est un phénomène généralisé; un auteur soviétique parle en 1965 de quelque 400.000 textes législatifs et réglementaires publiés depuis la formation de l'U.R.S.S. et qui n'ont pas encore été systématisés (54).

Quant à la confusion: "Souvent même un juriste éprouvé qui a travaillé des années durant dans l'économie nationale, ne peut retrouver son chemin dans la montagne de documents législatifs; des fonctionnaires malhonnêtes profitent de cet état de choses pour couvrir des infractions à la discipline d'Etat et à la légalité" (55).

Un exemple notable est la contradiction entre la résolution du Conseil des ministres du 29.8.1946 sur "les plans annuels et trimestriels", qui impose aux entreprises des plans mensuels et celle du 9.8.1955 "sur l'élargissement des droits des directeurs d'entreprise" qui tend à stimuler l'initiative des entreprises en ne leur imposant plus que des plans trimestriels. Malgré le second texte, la première décision est restée d'application (56).

Des règlements contradictoires de l'U.R.S.S., des Républiques ou des autorités locales sur les mêmes sujets peuvent provoquer de graves conséquences, notamment en matière de normes de consommation matérielle

(52): P.V. LOGINOV, O sootnošenii norm material'nogo prava i arbitražnogo processa, S.G.P., 1967, 1, p. 99. Cet auteur ne donne-t-il pas la définition exacte du système administratif ?

(53): KOSICYN et LAPTEV, Khozjajstvennoe pravo i sovetskoe gosudarstvo, Kommunist, 1965, 10, pp. 88 sv.

(54): V. ČKHIKVADZE, Les lois sont commandées par la vie, Izvestija, 7.9. 1965.

(55): KOSICYN et LAPTEV, op.cit.

(56): id, ibid.

et technique. Si la législation pêche par excès, elle le fait aussi par ses lacunes en des domaines essentiels tels, précisément, que les droits et obligations des organes de l'administration économique et tels que les droits des entreprises et leurs garanties. De plus, certains principes ouvrent directement la porte à la mise sous tutelle des entreprises, tel celui qui ^{ne leur} reconnaît que les droits que la loi leur accorde explicitement.

Un exemple de cette situation est la décision du Conseil des ministres déjà citée relative à l'élargissement des droits des directeurs d'entreprise (57). Voulant éliminer les abus de la centralisation, ce texte énumère une série de droits qui sont un pas vers une légère décentralisation. Il n'empêche que les obligations sont évoquées d'une façon si vague qu'on ne voit pas comment cette décision pourrait endiguer l'immixtion des organes administratifs supérieurs dans la gestion de l'entreprise. D'autant plus que la reconnaissance de ces droits ne s'accompagne d'aucune garantie en cas d'ordre administratif irrégulier.

Un recours hiérarchique se conçoit difficilement: la procédure verticale doit suivre la filière administrative et passer par l'organe dont émane l'acte incriminé, à moins d'imaginer un recours informel auprès du supérieur hiérarchique de ce dernier.

Le système est tel que le directeur d'entreprise, seul responsable, est le jouet du bon vouloir de ses supérieurs. Que répondra-t-il à l'ordre qui, en cours d'année, lui impose l'utilisation de matériaux plus coûteux de nature à majorer sensiblement son prix de revient ? "Citons, écrit l'un d'eux, à titre d'exemple, l'instruction qui nous a été donnée de passer à l'emploi de fontes alliées de molybdène, de chrome et de nickel. Cette mesure extrêmement nécessaire pour rendre nos machines-outils plus résistantes à l'usure, nous coûte toutefois 364.000 R Et les conversations en vue de compenser ces dépenses supplémentaires, soit en modifiant les prévisions du plan relatives au prix présent, soit en majorant le prix de vente, n'ont encore abouti à rien" (58).

Cette situation paradoxale où l'entreprise, responsable tant envers ses clients contractuels qu'envers ses supérieurs hiérarchiques, ne peut se retourner contre les auteurs réels de ses lacunes de production, a donné lieu à des propositions en sens divers et notamment au voeu que l'on reconnaisse aux entreprises et à leurs administrations de tutelle des droits et obligations mutuels. Ces propositions seront étudiées plus loin.

Au moment où l'on évoque la question de la responsabilité des entreprises, on peut se faire une série de réflexions, qui valent encore aujourd'hui, dans la mesure où les irresponsabilités et la tutelle administrative font encore partie de la vie quotidienne des entreprises.

(57): Décision du 9.8.1955, Direktivy..., t.IV, pp. 451 sv.

(58): G. KULAGIN, op.cit., p. 110.

Aux mains du pouvoir politique central, les mécanismes de l'économie devaient logiquement faire apparaître un parallélisme entre l'organisation de l'économie et celle de l'Etat. Par un curieux paradoxe, le "courant du pouvoir" aussi bien dans l'économie qu'au sein de l'Etat, s'est inversé au fil des années: l'Etat, né de la révolution prolétarienne, est devenu superstructure dominante; l'activité économique tend à se muer en une dérivée du pouvoir politique. Aux courants ascendants du pouvoir s'est bien vite substitué le poids d'un appareil bureaucratique étouffant. Si les textes constitutionnels évoquent la responsabilité des élus devant leurs électeurs (59), l'appareil du parti demeure dans les faits le véritable maître du jeu électoral. De même, l'entreprise à direction collective de l'époque léninienne au sein de laquelle parti, syndicat et directeur se partageaient le pouvoir, comme l'entreprise "économiquement responsable" de la N.E.P. ont dû céder le pas sous STALINE à l'"edino-načalie", moyen administratif commode de couper les centres de production du marché de la consommation et de les mettre au service du seul planificateur central, présumé plus rationnel. Dans ces conditions, l'appropriation collective des moyens de production a-t-elle changé fondamentalement les rapports de pouvoir entre le propriétaire du capital et les travailleurs ?

par. 4 LES SANCTIONS DE LA MAUVAISE GESTION.

Le phénomène des procès d'industriels à caractère politique est bien connu. C'est au moment où le système administratif s'installe que les figures de proue de la planification de l'époque léninienne se voient reprocher de porter atteinte au régime socialiste.

On mentionnera ainsi les procès des KRZIŽANOVSKIJ, ancien président du Goelro, président du Gosplan, nommé par LENINE, de STRUMILIN, KONDRASEV, GROMAN, FEL'DMAN, GINZBURG, BAZAROV, KALINNIKOV, VAJNSTEJN, KONJUS, etc. Ces procès concrétisent la seconde vague révolutionnaire et le renouvellement du "personnel" aux commandes de l'économie.

Mais le système administratif se manifeste à un niveau moins élevé par une "ménalisation" de la responsabilité des cadres techniques et économiques. Certes, ce trait n'est pas exclusif au système administratif sovié-

(59): Responsabilité plus théorique que réelle dans de nombreux cas et aux divers échelons de la hiérarchie; voir notamment la résolution du C.C. P.C.U.S. du 22.1.1957 "Sur l'amélioration de l'activité des Soviets (K.P.S.S....., t.III, pp. 237 sv.) qui constate que les exécutifs ne se soucient pas du contrôle de leur Soviet et que les députés de ces derniers ne sont pas soumis au "rappel" de leurs électeurs en cas de travail insatisfaisant.

tique; tout pays protège prioritairement les fondements de son régime politique et économique. Mais les modalités sont ici bien typiques.

Les atteintes à la propriété socialiste sont punies avec une sévérité toute particulière.

Voir la définition de l'infraction dans les Fondements de la législation pénale de l'U.R.S.S. (60): "Est considérée comme infraction l'action (ou l'inaction) socialement dangereuse, prévue par la loi pénale, portant atteinte au régime étatique ou social soviétique, au système économique socialiste, à la propriété socialiste, à la personne, aux droits politiques, patrimoniaux et autres des citoyens...."

Le code pénal de 1922 en ses articles 120, 128 et suivants traitait déjà des délits économiques.

On peut mentionner cet extrait de la lettre de LENINE "Au ministre des finances" où l'auteur défend l'idée que si les trusts et entreprises fonctionnent à perte, "ils doivent être attraités en justice et punis en la personne de tous les membres de leur direction par une longue privation de liberté (...), par la confiscation de tout leur patrimoine, etc. (61).

La N.E.P. fut moins sévère en ce domaine. Avec le système stalinien, la matière des délits économiques prit de l'extension. On réprima tout spécialement certains actes portant atteinte aux fonds productifs des entreprises d'Etat.

Ainsi la décision du 7 août 1932 punit de la peine de mort les atteintes à la propriété d'Etat et celle du 16 février réprima la négligence des dirigeants d'entreprise qui ne prévenaient pas en temps voulu les détournements au sein de leur entreprise (62).

De plus, on érigea en délits des comportements rangés sous le concept de "gestion non-économique" tels que la production d'articles de mauvaise qualité, l'inexécution du plan, l'inexécution des obligations contractuelles, la livraison de produits de consommation au-delà des normes "par négligence", manque de conscience ou d'attention".

On citera l'exemple du décret du Praesidium du Soviet suprême de juillet 1940 faisant de la livraison de production de mauvaise qualité un crime économique à charge des directeurs d'entreprise, de l'ingénieur en chef et de l'ingénieur responsable du contrôle technique.

(60): Loi du 25.12.1958, art.7, Annuaire U.R.S.S., 1962, pp. 545 sv.

(61): Cité par S.K. TATUR, op.cit., p. 111.

(62): Sur cette matière, voir K. STOYANOVITCH, Le régime de la propriété en U.R.S.S., P., L.G.D.J., 1962, pp. 172 sv.

On mentionnera également l'art. 58/14 du code pénal de la R.S.F. S.R.: "Est punie) la non-exécution consciente d'obligations déterminées ou la négligence intentionnelle dans leur exécution avec le dessein spécial d'affaiblir le pouvoir du gouvernement et le fonctionnement des organes d'Etat". L'article 59 stipule: "Est considéré comme contrevenant à l'ordre administratif tout qui, tout en ne tendant pas directement au renversement du pouvoir soviétique et du gouvernement ouvrier et paysan, n'en aboutit pas moins à troubler le fonctionnement régulier des organes de l'administration ou de l'économie nationale et qui est accompagné de résistances aux organes du pouvoir et d'entraves à leur fonctionnement..." (63). Voir aussi les articles 152 et 157 du même code pénal, punissant les auteurs de production incomplète, de mauvaise qualité ou ne respectant pas les normes (64).

L'article 20 du statut des trusts industriels d'Etat de 1927 précisait d'ailleurs que "les membres de la direction portent la responsabilité disciplinaire, pénale et civile quant à l'intégrité du patrimoine qui leur est confié comme pour la gestion "économique" de l'affaire, conformément aux lois en vigueur". Cependant, un auteur peut écrire: "Les dirigeants de l'entreprise ou des branches, au fond, ne portaient pas la responsabilité matérielle du patrimoine national qui leur était confié" (65). Cette apparente contradiction traduit bien l'essence du système administratif: chargés d'obligations, les chefs d'entreprise sont en permanence victimes du fait du prince et deviennent par là des "irresponsables" tenus de rendre compte.

La peine de mort pour délits économiques a été restaurée en 1962, comme elle l'avait été en 1950 pour les "traîtres, les espions et ceux qui cherchent à saper l'Etat", notamment en le volant.

Le manque de précision dans la définition des délits, la teneur même de la faute selon le droit socialiste -laquelle est définie comme l'intention ou la négligence se reflétant dans une action dangereuse pour le régime soviétique- tout cela réduit, on le devine, la sécurité juridique des directeurs d'entreprise.

Responsabilités pénales, disciplinaires et administratives se cumulent aux sanctions que peuvent prononcer les autorités locales et le Gosplan et s'ajoutent à l'ingérence de divers organismes d'inspection. Les organes du parti, du contrôle d'Etat, des syndicats (66), la Strojbank ou banque d'investissements, le contrôle de l'architecture et des grands travaux, l'inspection du travail, les comités d'Etat, les fonctionnaires

(63): Cité par D.G. LAVROFF, dans Les libertés publiques en Union soviétique, P., Pedone, 1963, p. 125.

(64): Voir les remarques et commentaires d'H. CHAMBRE dans Le marxisme en U.R.S.S., P., Seuil, 1955, pp. 191 sv. et les ouvrages cités par le même comme par R. DAVID et J. HAZARD dans Le droit soviétique, P., L.G. D.J., 1954, t.II, pp. 109 sv.

(65): V. ČERNJAVSKIJ, Problèmes de l'amélioration de la planification et de la direction de l'économie, Vop. Ek., 1966, 6, p. 19.

(66): Le statut le plus récent du "Comité syndical d'usine" remonte à 1971 Cfr. décret du P.S.S., 27.9.1971, V.V.S., 1971, 39, art.382.

du ministère des finances, l'inspection des infractions économiques, l'inspection des mines, des incendies, l'inspection sanitaire, etc. ont autant de droits de regard sur lamarche de l'entreprise.

La confusion entre les domaines pénal et disciplinaire comme l'intervention disciplinaire d'organes incompétents sont pratiques tellement courantes que les autorités suprêmes ont dû y mettre un frein. En 1936, la Commission du contrôle soviétique près du Conseil des ministres a condamné la pénalisation de fautes disciplinaires et vice-versa; elle a réservé par la même occasion les sanctions disciplinaires telles que la mutation et la révocation aux organes administratifs supérieurs (67).

De plus, l'ingérence du parti dans les affaires des entreprises, si elle ne prend pas la forme d'une administration directe, se manifeste par le contrôle qu'exercent -conformément aux statuts du parti- les organes de base du parti dans les unités productrices ou commerciales. Le champ de ce contrôle est particulièrement étendu puisque les cellules des entreprises peuvent soumettre aux organes supérieurs du parti des questions aussi diverses que la réalisation du plan de production, la qualité des produits, la discipline du travail, l'exécution des contrats, etc. (68).

Les directeurs d'entreprise jouent leur place: mais avec le temps, les critères d'appréciation de leur gestion varient. Si le propre du système administratif est d'avoir découragé tout risque, on relate dès la première moitié de 1965 des limogeages pour refus de renouveler l'assortiment (69) ou pour tentative de favoriser la production brute au détriment de la qualité (70).

De même, la commission du contrôle soviétique près du Conseil des ministres de l'U.R.S.S. et les commissions homonymes dans les républiques ont des pouvoirs étendus. Elles peuvent, conformément aux règlements approuvés par le gouvernement, suspendre ou supprimer des primes, rétrograder temporairement ou définitivement ou encore mettre en débet des fonctionnaires ayant causé un dommage à l'Etat, à une coopérative ou une autre organisation sociale dans une série de cas: non-réalisation sans cas fortuit ou force majeure des plans et indices de livraisons de production dans d'autres régions économiques ainsi que celle destinée à satisfaire les besoins prioritaires du pays, présence de pertes anormales, retards systématiques dans les convois, dépassement du fonds des salaires, gaspillage des valeurs de roulement...(71). Ces commissions, comme le parti et l'administration supérieure, sont en permanence tenues au courant par les groupes et postes du contrôle du peuple fonctionnant au sein de l'entreprise et auxquels le directeur ne peut refuser son aide (72).

(67): Décision de la commission du contrôle soviétique, ratifiée par la décision du C.C.P. des 22-26.5.1936, S.Z. S.S.S.R., 1936, 31, art.276.

(68): En 1959, ce contrôle a été renforcé et des commissions spéciales de contrôle fonctionnent, formées au sein des cellules d'entreprise du parti; voir Résolution du C.C. P.C.U.S. du 26.6.1959, K.P.S.S...., t.VIII, pp. 11 sv.

(69): Cfr. Pravda, 10.1.1965.

(70): Cfr. Pravda, 9.4.1965. Cet exemple comme le précédent sont relatés par M.C. SPECHLER dans Decentralizing soviet economy, Soviet Studies, 1970, 2, pp. 240-241.

(71): S.P. S.S.S.R., 1957, 16 art., 163 et 1958, 13, art. 103.

(72): Le statut le plus récent de ces groupes est organisé par la décision du C.C. P.C.U.S. et du C.D.M. du 19.12.1968, S.P. S.S.S.R., 1969, 1, art.2.

A quoi il faut ajouter la multitude des prescriptions administratives assorties de sanctions et qui interfèrent dans la gestion économique.

A titre d'exemple, on peut citer un décret pris à l'échelle de l'Union soviétique visant à réprimer les gaspillages d'électricité et de combustible dans les administrations, organisations sociales et entreprises. Alors qu'on eût pu inciter les entreprises à l'usage parcimonieux des matières premières et de l'énergie par des leviers économiques, le décret punit une série de gaspillages qu'il énumère. Sont tenus pour personnellement responsables les directeurs d'entreprises, les ingénieurs en chef, les mécaniciens en chef, ainsi que les chefs d'atelier (73).

Un autre exemple typique concerne la façon de stimuler la production de biens correspondant aux besoins des consommateurs. Alors que des leviers économiques pouvaient être utilisés, la décision du Conseil des ministres du 30 juin 1962 établit que les organes de planification portent une responsabilité administrative pour la planification d'une production de biens ne trouvant pas de débouché et que les agents fautifs doivent être punis. Bien plus, dans le secteur de la consommation, là où une certaine marge est laissée aux contrats de livraison non planifiés, les clients portent une responsabilité administrative s'ils ne reflètent pas dans leurs commandes les besoins réels des consommateurs !!! (74).

Le caractère répressif de la sanction de la mauvaise gestion a révélé ses insuffisances. Il dut sans doute aussi révéler des abus puisqu'un décret de 1961 est consacré à la limitation des amendes administratives (75). Une série de mesures y sont prises pour réduire l'arbitraire, le champ d'application et l'importance des amendes administratives ainsi que pour renforcer la responsabilité personnelle des fonctionnaires.

Les entreprises s'acquittent-elles pour autant de leurs obligations contractuelles ? Il s'en faut de beaucoup et nombreux sont ceux qui dénoncent les lacunes en ce domaine. On les impute à une excroissance de la responsabilité administrative par rapport à la responsabilité "matérielle". C'est ainsi qu'un juriste a pu écrire:

"Dans les conditions d'un khozrasčët formel dans la plupart des cas, on agit sur les administrateurs négligents non par des sanctions patrimoniales infligées aux entreprises mais par la menace de leur responsabilité administrative personnelle. A notre avis, on exercera une influence fructueuse par l'introduction des relations monétaires et marchandes dans tous les secteurs de l'activité des entreprises, par l'instauration nécessaire de règles de droit introduisant des stimulants à l'intéressement matériel non seulement des services de l'entreprise proprement dits, mais également de chaque ouvrier et employé aux résul-

(73): Cfr. décret du P.S.S. du 27.3.1965 sur la responsabilité administrative des fonctionnaires pour gaspillage d'énergie électrique ou de combustible, V.V.S., 1965, 13.

(74): Cfr. décision du C.D.M. R.S.F.S.R. dans S.P. R.S.F.S.R., 1961, 1, art. 3 et R.O. KHALFINA, Pravovoe regulirovanie postavki produkcii v narodnom khozjajstve, Mos., 1963, p. 103.

de son travail" (76).

Il faut encore évoquer le "contrôle par le rouble" exercé par la Gosbank. Une décision de 1954 a, en effet, instauré un contrôle particulier de la banque d'Etat. La Gosbank et ses succursales surveillent de façon permanente tous les mouvements de fonds des entreprises. Chacune dispose d'un compte bancaire qui "matérialise" son autonomie comptable et, hormis le versement des salaires, ses paiements se font exclusivement par écritures comptables. Aucun paiement au-delà d'une certaine somme (1000 R en 1961) n'est admis en liquide. La banque opère trimestriellement un contrôle sur place. L'ensemble de ces procédures est connu sous le nom de "contrôle par le rouble" (77).

Une des formes du contrôle par le rouble est le droit de la Gosbank d'accorder des avantages en matière de crédit aux entreprises bien gérées et de sanctionner par un régime restrictif de crédit celles qui ne réalisent pas leurs indices de réduction des coûts, d'accumulation, qui dépassent leur plan de pertes ou dilapident leurs biens.

C'est ainsi que les taux d'intérêt pour les prêts à court terme, qui sont de 2%, sont portés à 3% en cas de retard. Une pénalité de 0,01% par jour est imposée pour retard dans le remboursement des prêts à très court terme (intérêt de base: 1%). La Gosbank a la faculté de refuser des crédits promis mais non versés comme celle d'exiger un remboursement avant terme.

Toutes les entreprises déficitaires ne sont pas, cependant, à placer sur le même pied. Pour certaines, le déficit est prévu, planifié et l'entreprise sera récompensée si le plan de pertes planifiées est respecté. Pour d'autres, les pertes, quoique non planifiées, sont masquées en cours d'exercice par les organes administratifs supérieurs qui leur réduisent leurs objectifs ou qui prélèvent sur les profits d'entreprises plus rentables. On a déjà signalé ce genre de manipulations fort néfastes à l'incitation matérielle des entreprises.

S'il apparaît qu'une entreprise ne répond pas aux attentes du planificateur, la Gosbank procède à un examen de sa situation financière. Ses fonctionnaires, après analyse, font un rapport oral à la conférence des travailleurs et y proposent des voies de redressement. Ils surveillent leur correcte mise en oeuvre. La cause de l'insolvabilité se trouve parfois

(75): Cfr. décret du P.S.S. U.R.S.S. du 21.6.1961, V.V.S., 1961, 35.

(76): P.V. LOGINOV, O sootnošenii norm material'nogo prava i arbitražnogo processa, S.G.P., 1967, 1, p. 98.

(77): Sur cette matière, voir la décision du C.C. P.C.U.S. et du C.D.M. du 21.8.1954 sur le rôle et la mission de la Gosbank d'U.R.S.S., Direktivny... t.IV, p. 279. Voir aussi BEERMAN, Gosbank procedures in the case of economic difficulties of enterprises, Soviet studies, 1961, 3, pp. 282 sv.

dans le défaut de paiement d'entreprises clientes: la Gosbank est alors en mesure d'assainir la situation. Dans d'autres cas, elle interviendra auprès des autorités supérieures de l'entreprise: trust, combinat, comité exécutif local, sovnarkhoze, ministère, etc. Celles-ci sont conviées à élaborer un plan de redressement financier et, notamment, de réduction des coûts ou d'accroissement de la productivité. Les résultats de cette procédure ont été concluants: au premier janvier 1957, 80,4 % des entreprises ayant fait l'objet de ces mesures ont vu leur situation financière restaurée; dix-huit mois plus tard, ce pourcentage s'élevait à 82,6% (78).

Ce régime spécial de l'entreprise en difficulté comprend en outre un appel en garantie par la Gosbank de l'organe administratif supérieur pour le remboursement des avances de fonds octroyées à l'entreprise ou pour la couverture des dettes de cette entreprise. Une série de mesures conservatoires sont prévues: la banque peut demander aux fournisseurs de cesser leurs livraisons ou bloquer la disposition des biens livrés à l'entreprise mais non encore payés.

Au cas où l'entreprise soumise à ce régime continue, après six mois, de fonctionner à perte au-delà des prévisions du plan, la Gosbank peut la déclarer "insolvable". La liste des entreprises ainsi déclarées insolubles est publiée dans un bulletin spécial (comparable au bulletin des protêts de plusieurs pays occidentaux). Les mesures suivantes sont alors appliquées:

- il est mis fin à l'octroi de crédits et les prêts sont remboursés anticipativement;
- toute sortie de fonds est interdite;
- les rentrées de fonds sont affectées au remboursement des créanciers dans l'ordre chronologique (avec priorité pour les salaires);
- les biens matériels de l'entreprise sont vendus à l'exclusion de ceux qui ne peuvent l'être conformément au code civil;
- l'entreprise est rayée du rang des titulaires d'un compte bancaire (79);
- l'administration du contrôle d'Etat est prévenue et elle nomme une commission d'inspection sur les lieux à laquelle participent des fonctionnaires de la Gosbank.

Si la situation est désespérée, l'administration supérieure "réorganise" ou liquide l'entreprise; la réorganisation prend la forme d'une fusion, d'une scission de l'entreprise et de l'attribution de son

(78): Cfr. BEERMAN, op.cit., p. 284.

(79): Cfr. S.K. TATUR, op.cit., pp. 107-108.

actif comme de son passif à d'autres entreprises. En sens inverse, si la situation s'améliore, le fonctionnaire qui a décrété l'état d'insolvabilité a la pouvoir de retirer son acte et de déclarer l'entreprise apte à une activité normale.

D'août 1954 à juillet 1958, on a compté 454 déclarations d'insolvabilité dont 292 aboutirent au redressement de l'entreprise; 74 se soldèrent par la dissolution ou la réorganisation; les 88 autres cas restaient pendants (80).

La banque, outre ces mesures disciplinaires et financières, établit un rapport aux organes du parti et aux soviets compétents: le directeur risque d'être muté. C'est donc un contrôle politique qui intervient. On peut souligner comme certains auteurs que la sélection naturelle inhérente à toute organisation sociale est, dans le système administratif, d'un ordre différent de celle existant dans une économie de marché et de propriété privée. Dans la course économique du système planifié, il n'y a plus d'élimination automatique des entreprises non rentables; la sanction devient disciplinaire, pénale et politique.

P. KENDE, par exemple, s'exprime de la façon suivante: "En effet, dans l'univers du "patron unique", la loi économique se change en loi tout court et des sanctions disciplinaires et judiciaires supplément aux sanctions économiques disparues avec la concurrence" (81).

Il ne faudrait pas, cependant, opposer sans nuances, les économies de marché néo-libérales au système soviétique: dans les pays occidentaux, outre l'intervention de l'Etat sous forme d'aides aux entreprises en difficulté, on relève tant dans le secteur industriel public que dans le secteur privé concentré des contrôles et des sanctions de caractère "disciplinaire" ou "politique" au sens large, à des aménagements que l'on recouvre du terme générique de "rationalisations", sans oublier des formules judiciaires de "gestion assistée" des entreprises défailtantes.

Des lignes qui précèdent, deux traits ressortent qui ne doivent être confondues: l'un est le caractère répressif du système; ses expressions en sont la contrainte et l'élimination partisans, administratives ou pénales. Ce trait est particulier au système administratif. L'autre est le caractère directif de l'économie: comme toutes les entreprises sont au service du "patron" unique qu'est l'Etat, ce dernier peut utilement "ratio-

(80): Cfr. BEERMAN, op.cit., p. 285.

(81): id., ibid., p. 255.

naliser" sans recourir à l'élimination systématique des unités non rentables.

par. 5. UN UNIVERS BUREAUCRATIQUE

On perçoit sans peine l'inflation de papiers, circulaires, réunions, ordres en tous sens qu'une telle organisation implique. Cet aspect du système soviétique a été maintes fois mis en évidence. On connaît moins toutefois les tentatives de remédier à cet état de choses. Les autorités soviétiques ont été conscientes, en effet, du tort que la bureaucratie portait à la croissance.

Déjà en 1922, LENINE s'était élevé à plusieurs reprises contre le "bureaucratisme". On a cité en exergue du premier chapitre l'une de ses plus virulentes attaques. La même année, dans une lettre au Praesidium du Congrès panrusse des syndicats, il plaidait pour "la réduction systématique de la taille et des coûts de l'appareil administratif au moyen de sa limitation, d'une meilleure organisation, de l'anéantissement de l'administrativisme, du bureaucratisme..." (82).

Le parti a continué à dénoncer la "bureaucratie des fonctionnaires" ("kanceljarsko-bjurokratizm") (83). Paradoxalement la critique du bureaucratisme se termine généralement par une série de mesures qui ne sont autre chose qu'un renforcement de la tutelle tâtilonne de l'administration sur la marche de l'économie. On y propose une "direction concrète fondée sur l'examen des détails", un "contrôle minutieux de l'exécution des directives" au service de "la discipline de fer du parti" (84).

En 1954, les termes utilisés ressemblent étrangement à ceux de 1934: "Le comité central du P.C.U.S. et le Conseil des ministres de l'U.R.S.S. ont déjà souligné dans leurs récentes décisions que dans le travail de l'appareil du parti et de l'Etat se développait une pratique bureaucratique nuisible; les manifestations en sont que les cadres du parti, des soviets et de l'économie portent leur attention et leurs forces non pas sur l'organisation concrète et vivante des masses laborieuses dans leur lutte pour la mise en oeuvre des décisions du parti et du gouvernement, mais à émettre des directives, résolutions, certificats, lettres et rapports abondants et variés" (85).

En 1954, toujours, on comptait 44,8 millions d'ouvriers et d'employés occupés dans l'économie, dont 6,5 millions dans les travaux de direction administrative, soit un sur sept. Des coupes sombres furent pratiquées pour tenter d'enrayer l'inflation admi-

(82): Cité par M. KIRIČENKO dans Demokratičeskij centralizm v sovetskom gosudarstvennom stroitel'stve, Mos., 1960, p. 80.

(83): Voir notamment décision du 8.4.1933 sur le travail des mines du Donbass, Direktivy..., t.II, pp. 372 sv; résolution du XVIIe Congrès du parti du 26.1 - 10.2. 1934, K.P.S.S., t.IV, pp. 224 sv.; décision du C.C. P.C.U.S. du 25.1.1954 et du 3.6.1954, Direktivy..., t. IV, pp. 155 sv. réduisant les effectifs de l'administration.

(84): Résolution du XVIIe Congrès précitée.

(85): Décision du C.C. P.C.U.S. et du C.D.M. du 14.10.1954, Direktivy..., t. IV, p. 311.

nistrative: on supprima 200 directions principales, administrations ou sections autonomes, 147 trusts, 93 administrations locales, 898 organismes d'approvisionnement, 4500 agences diverses et plus de 4000 petites subdivisions administratives (86).

Malgré ces mesures, dix ans plus tard, à la veille de la réforme de 1965, les choses n'avaient pas changé; A.N. KOSYGIN devait constater que "l'initiative économique et les droits des entreprises sont amoindris de même que leur responsabilité. Le khozrasçët est essentiellement formel" (87).

CONCLUSION

Indices, mode et méthode d'évaluation des biens, tutelle administrative, irresponsabilité, univers bureaucratique, tels sont, pour l'entreprise, les cinq visages de l'arbitraire. Arbitraire car le collectif des travailleurs ne peut reconnaître dans le bénéfice le résultat qui mesure son activité réelle.

Cette constatation est importante car elle signifie qu'au niveau de l'entreprise, le principe fondamental du socialisme: "à chacun selon son travail" n'est pas appliqué. Méconnu au stade de la formation du bénéfice, ce principe l'est tout autant à la phase de son affectation. La violation n'en est que plus grave car elle atteint dès lors le revenu de chaque travailleur. C'est ce que prétend montrer la section qui suit, consacrée aux mécanismes d'incitation à la production.

SECTION II: L'AFECTATION DU BENEFICE.

Qu'est-ce que la stimulation économique de la production? "De toute évidence, l'action sur la production par le biais des intérêts", répond B. SUKHAREVSKIJ. "Un substitut à la concurrence et à l'incitation du marché", peut-on répondre par ailleurs.

La formule de B. SUKHAREVSKIJ, vice-président du Comité d'Etat à l'emploi et aux salaires, servira de point de départ à cette section. Il s'agit, en effet, d'étudier dans quelle mesure les "intérêts", dont ENGELS et LENINE faisaient la base des rapports économiques d'une société, sont les leviers d'une production essentiellement quantitative et peu soucieuse de la satisfaction des consommateurs.

(86): Cfr. décision du 14.10.1954 précitée.

(87): Rapport au planum du C.C. P.C.U.S. du 27.9.1965, Pravda et Izvestija, 28.9.1965. Les discussions au Soviet suprême des 1er et 2.10.1965 font état de nombreux exemples d'abus du système administratif. Voir Zasedanija Verkhov-nogo Soveta, stenografičeskij otčët, Mos., 1965, passim et notamment pp. 200-201.

On distingue généralement trois degrés concentriques d'incitation:

- le plus précis et le plus ponctuel: l'intéressement matériel individuel, dont l'exemple type est fourni par le stakhanovisme;
- l'intéressement matériel collectif d'atelier ou d'entreprise, qui fait jouer la solidarité du collectif de production;
- le plus vague parce que non pécuniaire et se situant à l'échelon national et idéologique: l'intéressement moral.

De la stimulation morale ou idéologique, on rappellera seulement que la force des premiers quinquennats est d'avoir pu reposer sur l'enthousiasme populaire, éveillé et entretenu par la propagande permanente du parti. Celle-ci, soutenue par les diverses techniques de communication de masse, associe dans une même fierté conquérante l'idéologie socialiste et le nationalisme russe de toujours. Distinctions, honneurs, considérations dont les travailleurs et les unités de production d'élite sont gratifiés participent de cet entraînement orchestré à la production, au même titre que les arts, l'enseignement, le droit, bref: la superstructure que le régime s'est donnée dans le but de se défendre et de se propager.

Dans les pages qui suivent, on se concentrera essentiellement sur l'incitation matérielle telle qu'elle résulte pour les entreprises et les travailleurs du partage du bénéfice

par.1er. L'AFFECTION DU BENEFICE: PRINCIPES GENERAUX.

Le bénéfice, surplus résiduel du processus de production, ne revient pas intégralement à l'entreprise. Il s'en faut de beaucoup. Une première tranche du surplus a déjà été prélevée par le budget de l'Etat sous la forme de l'impôt sur le chiffre d'affaires.

Comment se répartissent avant 1965 les éventuels bénéfices en fin d'exercice ? On peut schématiser la répartition comme suit:

1. BENEFICE PLANIFIE

- 11 prélèvements au profit du budget de l'Etat (88);
- 12 prélèvements au profit des autorités administratives (sovnarkhozes, par exemple entre 1958 et 1965...);
- 13 remboursement de prêts à la banque;
- 14 accroissement des fonds circulants;
- 15 autofinancement
- 16 fonds de stimulation matérielle (fonds d'entreprise et fonds de consommation courante)

solde: va au budget de l'Etat.

(88): Système organisé en même temps que l'I.C.A. par la décision du C.C.E. et du C.C.P. du 2.9.1931 "Sur la réforme fiscale", S.Z. S.S.S.R., 1931,46, art.476.

2. BENEFICE AU-DELA DU PLAN

- 21 fonds d'entreprise
- 22 construction de logements
- 23 primes
- 24 remboursement de prêts à la banque

solde: réparti par moitié entre les autorités administratives et le budget de l'Etat (89).

Cette dévolution appelle quelques commentaires.

Le poste principal de la répartition est incontestablement, dans la planification administrative, celui des prélèvements au profit du budget central. Leur part a évolué comme suit:

TABLEAU n°I. PART DES PRELEVEMENTS SUR LE PROFIT DES ENTREPRISES DANS LES RECETTES BUDGETAIRES DE L'ETAT (en %). 1928-1975.

1928: 7,5	1949: 9,7	1959: 21,6	196
1932:	1950: 9,5	1960: 24,2	1968: 40
1937: 8,5	1952: 10,2	1961: 26,6	1969: 34,8
1940: 12	1953: 13	1962: 28,3	1970:
1946: 5,1	1954: 16,2	1963: 28,7	197
1947: 5,8	1956: 17,6	1964: 30,4	
1948: 6,6	1958: 20,1	1965: 30,2	(90)

sources: A.M. BIRMAN, Finansy otraslej narodnogo khozjajstva S.S.S.R., M.Os., 1953, chap.V, trad. dans Cahiers I.S.E.A., série G, n°1, p. 24; E. ZALESKI, Les réformes d'octobre 1965 et la gestion des entreprises d'U.R.S.S., Cahiers I.S.E.A., série G, n° 23, mai 1966, p. 142; id, Le budget et le plan financier soviétiques de 1966, Annuaire U.R.S.S., 1966, pp. 250 et 265; E. VERRE, op.cit., p. 156; A. NOVE, op.cit., p. 112; S.K. TATUR, op.cit., p. 105; E. MANDEL, Traité d'économie marxiste, P., Julliard, 1962, t. IV, p. 38; H. DENIS et M. LAVIGNE, Le problème des prix en Union soviétique, P., Cujas, 1965, p. 31; H. CHAMBRE, Le profit en Union soviétique, Economie appliquée, 1972, 4, p. 689; Rapport du ministre des finances, V.F. GARBUZOV, Sur le budget de 1970 et les comptes de 1968, du 16.12.1969, Pravda, 17.12.1969.

On ne peut manquer de constater -jusqu'à l'époque de la réforme à tout le moins- la place croissante des surplus des entreprises dans l'ensemble des recettes budgétaires.

Le tableau II quant à lui décrit la part des prélèvements destinés au budget central comme aux organes administratifs de tutelle dans le total des bénéfices.

Ces versements ont lieu anticipativement deux fois par mois. Le plan de l'entreprise étant scindé en trimestres, l'entreprise effectue ses versements chaque quinzaine selon des proportions prévues dans son plan,

(89): Cfr. H. CHAMBRE, L'autofinancement en Union soviétique, op.cit., p. 678 et Le profit en Union soviétique, Economie appliquée, 1972, 4, pp. 691 sv.

TABLEAU II: PART DES VERSEMENTS AU BUDGET DANS LES PROFITS DES ENTREPRISES D'ETAT (en %). 1946-1975.

1946: 74,6	1958: 60 58,3	1964: 70,5 60,5
1947: 93,8	1959: 61,1 59	196 :
1948: 78,2	1960: 64,4 62,1	
1949: 60,7	1961: 66,2 64,1	
1950: 61,8	1962: 66,2 65,5	
1951: 64,3	1963: 69,2 68,5	

sources: jusqu'en 1951: A.M. BIRMAN, op.cit.; après cette date: H. CHAMBRE, op.cit., p. 685; Annuaire U.R.S.S., 1966, p. 506.

Lorsque deux chiffres sont donnés, le premier concerne le total des versements sur le profit et le second le prélèvement primaire, abstraction faite, donc, du solde.

généralement: 15%, 15%, 17,5%, 17,5%, 17,5% et 17,5%.

Les prélèvements des organes administratifs équivalent à peu près à 5% des bénéfices. Ils sont destinés aux frais de fonctionnement de ces organes mais surtout à couvrir les pertes d'autres entreprises. On peut parler de contribution de solidarité mais assurément, l'autonomie comptable en pâtit. On a noté plus haut que l'arbitraire sévit aussi dans ce domaine (90).

L'accroissement des fonds circulants absorbe environ 10% du bénéfice. Une part est réservée aux investissements mais l'utilisation de cette somme versée à un compte spécial fait l'objet d'une réglementation rigoureuse (91).

Restent alors les fonds de stimulation matérielle: leur part dans le bénéfice a varié selon les époques, mais à l'aube de la réforme de 1965, elle était devenue dérisoire. Les règles de constitution des fonds de stimulation et, plus particulièrement, du fonds d'entreprise sont étudiées ci-après. Pour mettre en relief leur incidence sur la vie des travailleurs, on consultera les données du tableau III.

TABLEAU III: PART DES VERSEMENTS AUX DIFFERENTS FONDS D'ENCOURAGEMENT MATERIEL DANS LES PROFITS (en %): 1958-1965.

1958: 6,8	1960: 5,5	1962: 5,2	1964: 5,4
1959: 6,4	1961: 5,1	1963: 4,5	1965: 3

sources: Annuaire U.R.S.S., 1966, p. 506; S. DOROGUNCOV, Le fonds de stimulation collective, Izvestija, 13.8.1965, p. 3; H. CHAMBRE, Le profit en Union soviétique, op.cit., p. 685.

(90): Voir par exemple la décision du C.C.P. et du C.C.E. du 15.7.1936, art.4, accordant aux Glavki le droit de répartir les profits, les moyens circulants et les dotations aux amortissements de leurs entreprises.

(91): Sur le régime des investissements, voir chapitre suivant.

C'est cet effrittement de ce qu'on peut appeler le "taux de stimulation matérielle" qui provoqua, entre autres causes, la remise en question fondamentale de 1965.

par.2 LES FONDS DE STIMULATION.

La constitution de fonds de stimulation n'est pas propre au système administratif.

La N.E.P. en connaissait déjà. On peut citer le décret du Conseil des commissaires du peuple du 7 avril 1921 "Sur les primes en nature aux ouvriers" instituant dans chaque entreprise un fonds spécial alimenté sur base de la production de l'entreprise; le taux des primes dépendait de la productivité du travail et des livraisons effectives de produits (92).

Un peu plus tard, en avril 1928, le règlement sur le fonds d'amélioration de la vie quotidienne des ouvriers et employés régit la constitution de ce nouveau fonds sur base du profit net, dont 25% étaient versés en primes aux ouvriers et employés et dont le reste était destiné à des mesures sociales.

Plusieurs fonds virent ainsi le jour. En 1936, pourtant, on décida de les réunir en un fonds unique de stimulation: le fonds du directeur dans les entreprises industrielles et dans la construction (93). Après la guerre, qui avait interrompu le fonctionnement du fonds du directeur, une nouvelle décision le restaura en le modifiant légèrement (94). Neuf ans plus tard, la décision du 9 août 1955 "Sur l'élargissement des droits du directeur", suivie d'un statut "Sur les fonds d'entreprise pour l'amélioration des conditions sociales et culturelles des travailleurs et pour le perfectionnement de la production" (95) apporta de nouvelles corrections au régime des fonds de stimulation. Enfin, un nouveau statut fut approuvé par la décision conjointe du comité central du parti et du Conseil des ministres du 23 juin 1960 (96) et celle du Conseil des ministres du 4 février 1961 (97).

La matière a donc évolué mais, à vrai dire, plus dans ses modalités que dans ses principes. C'est de ceux-ci qu'il sera question.

A/. LE FONDS DE STIMULATION EST ALIMENTÉ par des versements prélevés sur le bénéfice net des entreprises. Dans la mesure où ce fonds est une

(92): Cfr. GARETOVSKIJ, Poošritel'nye fondy predprijatija, Finansy S.S.S.R., 1966, 2, pp. 38 sv.

(93): Pour l'industrie: décision du C.C.E. et du C.C.P. du 19.4.1936, Direktivy..., t.II, pp. 511 sv. Pour la construction: décision du C.C.P. du 26.10.1936, Direktivy..., t. II, p.

(94): Décision du C.D.M. du 5.12.1946, assortie d'une instruction d'exécution du ministère des finances de l'U.R.S.S., Direktivy..., t.III, p.120 sv.

(95): Direktivy..., t.IV, pp. 451 sv.

(96): S.P. S.S.S.R., 1960, 12. Voir un commentaire dans l'éditorial de la Pravda du 2.7.1960.

(97): S.P. S.S.S.R., 1961, 2, art.11 et circulaire d'application du ministère des finances du 29.3.1961, cfr. Kommentarij..., p. 44. Certaines branches ont un régime à part régi par la décision du C.D.M. du 22.5.1963, S.P.S.S.S.R., 1963, 9, art. 101.

dérivée du bénéfice, on peut le définir comme cette part du surplus de l'entreprise qui, n'étant pas englobée dans le surplus général de la société (sous forme d'impôt ou de versement au budget), est fonction de l'activité des travailleurs et leur revient pour assurer directement leur mieux-être.

Ce sont les taux de versements qui ont fait l'objet des modifications énumérées ci-avant. On retiendra que les versements dépendent essentiellement de deux variables.

Ils varient en premier lieu selon la branche d'industrie (du moins, après 1945). Le régime le moins favorable a toujours été réservé aux industries de la consommation. S'il faut y voir une conséquence de la politique de faveur à l'industrie lourde, c'est surtout dû au fait que les prix sous-évalués des biens de production rendent les entreprises du groupe A plus difficilement rentables que celles de l'industrie légère.

Les taux varient ensuite selon que le plan de production est réalisé ou dépassé.

Ainsi, en 1936, les versements étaient de 4% du profit planifié et de 50% du profit réalisé au-delà du plan. En 1946 ils furent portés à 2, 4 ou 10% (selon les branches) du profit planifié et à 25, 50 ou 75% du profit au-delà du plan. En 1955, ces chiffres étaient de 1, 2, 4 ou 6% d'une part et de 20, 30, 40 et 50% d'autre part. En 1961, ils étaient de 1, 2, 4 ou 6% d'une part et de 30, 40, 50 ou 60% d'autre part. Un régime de faveur était prévu pour les entreprises produisant des articles nouveaux.

Cet encouragement tout particulier au dépassement des plans est caractéristique du système d'avant 1965. Il est la preuve la plus évidente que la planification n'est pas optimale et qu'elle fait place à une marge appréciable d'incertitude, dont on a vu qu'elle s'oppose à une "intégration de l'économie socialiste". Paradoxalement, cette stimulation a toujours eu pour effet d'inciter les entreprises à réduire leurs objectifs ou, si l'on veut, à sous-estimer sciemment leurs capacités. Sur une telle base, les relations entre les entreprises et les autorités ne peuvent que tourner à la méfiance mutuelle: les premières cherchant à dissimuler leurs ressources, les secondes soupçonnant a priori les estimations des entreprises. Diverses expériences furent tentées pour inciter à la confection de plans intensifs, mais sans grands résultats.

B. CE SYSTEME SUPPOSE QUE L'ENTREPRISE SOIT BENEFICIAIRE. Comme certains secteurs sont "installés" dans le déficit, la décision de 1946 a généralisé un procédé qui n'avait été prévu en 1936 que pour les entreprises

de la construction! en cas de pertes planifiées, les versements au fonds d'entreprise sont prélevés sur les économies (planifiées ou au-delà du plan) réalisées grâce à la réduction des coûts. Les taux de versements sont identiques à ceux appliqués au bénéfice. On doit noter cependant que ce mécanisme comporte une contradiction interne: en stimulant de telles entreprises à produire plus, le planificateur encourage un accroissement du déficit, lequel ne peut profiter à personne.

C. LA CONSTITUTION DU FONDS D'ENTREPRISE N'EST PAS SANS LIMITES. En premier lieu, des conditions sont émises au versement de sommes au fonds: il faut que l'entreprise ait au préalable réalisé son plan de production brute, son plan d'assortiment -du moins dans les grandes lignes (sauf dérogation particulière des autorités supérieures)- , son plan de réduction des coûts et son plan de bénéfice ou, pour les entreprises dont la perte est planifiée, le plan d'économies obtenues par réduction des coûts. En 1957, d'autres conditions sont venues s'ajouter: réalisation du plan d'accumulation et exécution des livraisons de "coopération" (98). On remarquera que le capital de l'entreprise n'est nulle part pris en ligne de compte pour la constitution des fonds de stimulation. Il suffit qu'une de ces conditions ne soit pas remplie pour que l'entreprise ne puisse avoir de fonds. Cette pratique du "tout ou rien" préjudicie, on s'en doute, à un correct intéressement des travailleurs.

En second lieu, le fonds d'entreprise ne peut au total dépasser 5% (ou 5,5% depuis 1961) du fonds des salaires du personnel de production.

Ces plafonds sont relevés pour les entreprises de construction mécanique ou métallique qui produisent un certain pourcentage d'articles neufs. Ainsi, pour une part d'articles neufs dans la production totale de 10 à 15%, le plafond est porté à 6%; pour une part de 15 à 25% , il est de 6,5% et ainsi de suite. La production d'articles neufs est de même encouragée par des taux plus élevés de versements et de primes individuelles (article 8 du statut de 1961).

Enfin, lorsque des bénéfices hors plans sont réalisés, l'autorité peut réduire les versements au fonds d'entreprise s'il apparaît que ces sur-profits résultent de facteurs "ne dépendant pas de l'activité productive de l'entreprise" (99).

D. L'UTILISATION DU FONDS EST VARIEE. On peut distinguer trois catégories

(98): Il s'agit d'inciter les entreprises insérées dans un processus de production à plusieurs étapes de ne pas ralentir le mouvement général; cfr. art. 26 du Statut des sovnarkhozes, décision du 26.9.1957, Direktivny..., t.IV, p. 788.

(99): Art.9 du statut de 1961.

d'affectations:

- les affectations productives: constructions, installation d'équipements et mesures de rationalisation;
- les affectations sociales et culturelles: construction de logements, de clubs, de cantines; séjours de vacances;
- les primes individuelles.

Le statut a réparti le fonds en deux moitiés: l'une pour les affectations productives et les dépenses de logement, l'autre pour le reste. Celui de 1961 fit trois parts: au moins 20% pour les affectations productives; au moins 40% pour les constructions et le solde pour le reste.

Le directeur de l'entreprise est tenu de soumettre le compte d'affectation du fonds à l'accord du comité syndical de son entreprise.

On doit mentionner des fonds secondaires tels que le fonds d'économies en matières premières et le fonds des articles de grande consommation.

La réduction des coûts et, notamment, celle des dépenses de matières premières a été encouragée de tout temps dans le système de stimulation soviétique. Un système de primes, qui sont allées parfois jusqu'à 50% des économies réalisées, était prévu à cette fin entre 1931 et 1936. La réforme de 1957 restaura un fonds semblable dans chaque section d'entreprise, ne pouvant excéder 3% du fonds des salaires et appelé "fonds du contremaître". Ce dernier, en effet, le distribuait entre ses ouvriers.

Le fonds des articles de grande consommation est constitué à partir du produit de la vente de biens de consommation produits au moyen de déchets de la production principale ou d'autres entreprises. Cette mesure, destinée à protéger l'environnement, est censée en même temps encourager une utilisation rationnelle des matériaux (100). Ce fonds sert pour 60% à des fonds productives (à l'extension de la production), pour 35% à payer des primes et pour 5% à alimenter un fonds de solidarité ministériel.

Enfin, l'entreprise qui s'est distinguée dans l'"émulation socialiste", reçoit dans certaines circonstances des sommes, qui sont réparties entre les membres du collectif.

par. 3. LE SYSTEME DES PRIMES.

A. EXPOSE DU MECANISME.

Le système des primes déconcerte par sa variété et ses fréquents remaniements. Il faudrait, pour être précis, distinguer selon les branches, selon les fonds qui alimentent ces primes et selon les destinataires de

(100): Cfr. décision du C.D.M. du 18.7.1964, S.P. S.S.S.R., 1964, 13, art. 88.

celles-ci. On résumera en signalant que pour l'essentiel (70% du total), les primes versées aux ouvriers de l'industrie en fonction de normes de rendement individuel de productivité, sont payées mensuellement à partir du fonds des salaires. Elles sont planifiées en partie car la réalisation du plan entraîne automatiquement une prime de réalisation. Lorsque le plan est dépassé, la banque majore le fonds des salaires au prorata du dépassement mais dans une mesure moindre. En sens inverse, la non-réalisation du plan fait perdre intégralement la prime de réalisation. Les objectifs récompensés sont essentiellement quantitatifs: le nombre de pièces manufacturées, le nombre de réparations effectuées, etc. Fort logiquement, la qualité du travail s'en ressent.

Le fonds d'entreprise, quant à lui, sert à verser aux cadres, dénommés I.T.R. et employés (101), des primes liées aux résultats mensuels de l'entreprise.

Dans l'optique d'une production essentiellement quantitative, le critère de l'octroi des primes des I.T.R. et employés a été jusqu'en 1959 la réalisation des plans de production brute. Ainsi, le chef d'une entreprise de construction de machines de l'industrie lourde touchait en cas de réalisation de son plan de production une prime égale à 27,7% de son salaire. Pour chaque % de dépassement du plan, il recevait 3% supplémentaires (102). On y annexait quelques conditions comme la réalisation des objectifs de réduction des coûts et du plan d'assortiment.

En 1959 (103), le système inverse fut instauré: on prit comme indice principal la réalisation -ou le dépassement- du plan de réduction des coûts et comme condition la réalisation du plan de production avec l'assortiment et la qualité fixés, l'exécution des indices de productivité ainsi que la réalisation du plan de livraisons. Ainsi, le chef d'entreprise de l'exemple précédent touchait pour la réalisation du plan de réduction des coûts une prime équivalant à 15% de son salaire. Pour chaque dixième de % de réduction au-delà du plan, il touchait 1,5% supplémentaire (104).

Pour un bon nombre d'entreprises productrices de matières premières ou de produits de base, un critère mixte fut imposé: les primes dépendaient non seulement du degré de réduction des coûts, mais aussi du dépassement du plan de production (105).

On aperçoit que tant les primes des ouvriers que celles des I.T.R. et employés sont étrangères à un quelconque succès dans la commercialisation des produits fabriqués. Nulle part, la demande du consommateur n'in-

(101): I.T.R. est l'abréviation de "Inženerno-tehničke rabotniki", c'est-à-dire "travailleurs ingénieurs ou techniciens"

(102): Pour des tableaux complets, cfr. AGANBEGJAN et MAJER, Zarabotnaja plata...., op.cit., pp. 162-163.

(103): Cfr. décision du C.C. P.C.U.S. et du C.D.M. du 2.7.1959, S.P.S.S.S. R., 1959, 14, art.88.

(104): Cfr. SK. TATUR, op.cit., p. 69.

(105): Pour ces différents régimes, voir S.K. TATUR, op.cit., pp. 68 sv.

tervient comme référence.

B. LA DIFFERENCIATION DES PRIMES.

=====
Conformément à la priorité idéologique donnée à l'industrie lourde, les branches extractrices et la métallurgie bénéficient de taux de primes plus avantageux qu'ailleurs; les taux les plus bas reviennent aux industries légères et alimentaires.

En 1958, par exemple, dans l'industrie charbonnière, un chef de section recevait pour la réalisation du plan d'extraction une prime de l'ordre de 40% de son salaire; dans l'industrie légère, en revanche, pour un chef d'atelier en cas de réalisation du plan, ce taux variait entre 12 et 22% selon le groupe d'entreprises auquel il appartenait. En 1955, le poids spécifique des primes dans les salaires des I.T.R. et employés était de 19% dans la sidérurgie et de quelque 3% seulement dans l'industrie de la pêche (106).

par.4. LES LIMITES DE L'INTERSEMENT MATERIEL.

A. LES LIMITES THEORIQUES DE L'INTERSEMENT MATERIEL.

A vrai dire, les limites de l'intéressement matériel résultent de ce qui a été exposé plus haut: elles tiennent essentiellement à l'arbitraire qui pèse sur la formation du bénéfice et aux poinctions dont celui-ci, s'il existe, est l'objet. Ni à titre individuel ni à titre collectif un bénéfice réduit automatiquement des deux tiers par des versements au budget ne peut avoir d'effet stimulateur. Il en a d'autant moins du point de vue du développement des capacités de production de l'entreprise (autofinancement) que les investissements centralisés, financés par l'Etat, "apparaissent comme une source beaucoup plus sûre qu'un profit qu'il faut encore gagner" (107).

On a également reproché à juste titre à l'incitation matérielle son caractère conservateur, qui résulte de la fixation des objectifs par comparaison avec les résultats de l'année précédente. Dans la même ligne, la liaison des primes à la réalisation et au dépassement du plan joue en faveur d'une sous-évaluation consciente de ses potentialités par le collectif de l'entreprise. Non seulement ce dernier dresse un plan peu contraignant, mais encore il le dépasse en restant en deçà de ses capacités réelles, de crainte de "mettre à jour des réserves latentes", pour repren-

(106): Cfr. AGANBEGJAN et MAJER, op.cit., p. 163.

(107): G. KOSJACENKO, Pribyl' i rentabel'nost', Fin. S.S.S.R., 1966, 2, p. 25.

dre l'expression consacrée. Les intérêts de l'entreprise se dressent ainsi contre ceux de la société.

Un comptable en chef d'une usine métallurgique d'AGABUR résume la situation en ces termes: "Tout directeur a trois tâches principales: PLUS, MEILLEUR MARCHE, DE MEILLEURE QUALITE. Le parti et l'Etat attendent cela de lui et sa propre conscience de parti l'exhorte en ce sens. Mais l'évaluation actuelle de l'activité de l'entreprise le pousse à autre chose. PLUS, mais dans les limites du plan avec un faible excédent. S'il se permet de le dépasser exagérément, le plan de l'année suivante sera augmenté en conséquence et il risque de devenir irréalisable. MEILLEUR MARCHE, mais dans les limites du coût planifié avec une faible réduction au-delà du plan. DE MEILLEURE QUALITE, mais dans les limites du standard d'Etat. Rien ne sera payé à l'entreprise pour une amélioration supplémentaire de la qualité et le coût pourrait s'en trouver accru.

Pour toutes ces raisons, le système bien connu de planification 'à partir du niveau atteint' est à critiquer" (108).

On peut de même incriminer le système du "tout ou rien" dans la constitution des fonds de stimulation. Si l'entreprise manque de justesse la réalisation d'une des conditions exigées, elle est privée de la totalité de ses fonds. Cela heurte le sens de l'équité et, en pratique, introduit un déséquilibre entre les indices.

On en arrive ainsi à mettre en évidence un caractère plus général de la stimulation matérielle: son manque de globalité. L'inflation d'indices analytiques d'intéressement - primes pour la réduction des coûts, primes pour l'augmentation de la production, pour l'élévation de la qualité, pour le respect des délais....- doit fatalement conduire à un énervement de chacun d'eux et a fortiori, à celui des indices non sanctionnés par des primes.

En soi-même, déjà, toute prime liée à un indice partiel introduit un déséquilibre en ce qu'elle encourage un aspect seulement de la production au détriment des autres. Le rôle du planificateur consiste à choisir les indices adéquats et de limiter au minimum les distorsions. Désirant les restreindre, il assortit de primes d'autres aspects complémentaires délaissés par les exécutants -on retrouve ici le caractère "expansif" du système administratif- mais alors, deux phénomènes peuvent se produire: ou bien les primes sont équivalentes et leurs effets tendent à s'annuler; ou bien une hiérarchie s'établit entre elles et l'on ne voit pas pourquoi le producteur répartirait également son effort sur plusieurs indices inégalement rémunérateurs. Seuls ceux assortis des primes les plus élevées retiennent son attention. C'est donc l'intérêt individuel -ou collectif (108): V. KARGOPOLOV, Barrière ou tamplin ?, Izvestija, 25.8.1962, p. 3.

de l'entreprise- intérêt artificiel puisque engendré par un système de règlements administratifs, qui devient le guide de la production et non les besoins réels des consommateurs. Bien loin de correspondre à ces derniers, les indices y contreviennent: tel celui de la réduction des coûts qui, la plupart du temps, est incompatible avec un accroissement de la qualité des produits. De plus, il présente l'inconvénient de décourager toute dépense pesant sur les résultats à court terme mais profitable à l'économie dans le futur, tels les frais de recherche scientifique ou d'introduction de techniques nouvelles. C'est l'ensemble de ces phénomènes que François PERROUX a dénommé "la coalition contre les exigences du plan" (109).

B. LES LIMITES PRATIQUES DE L'INTERESSEMENT MATERIEL.

Non seulement les mécanismes d'incitation intéressent mal, mais, dans les faits, on aperçoit qu'ils intéressent peu. Certes, du vivant de STALINE, les primes liées à la réalisation et au dépassement des plans de production brute représentaient une part appréciable du salaire ouvrier, mais on constate au fil des années une certaine détérioration de cet état de choses.

La large part d'arbitraire contraignant l'activité de l'entreprise, les obstacles à la constitution d'un fonds d'entreprise, les dimensions réduites a priori de ce dernier à partir de 1946, le fait qu'une bonne part des primes des ouvriers émargent au fonds des salaires global de l'entreprise (110) et représentent donc davantage un élément du coût de production qu'un mode de répartition du surplus, le relèvement périodique des normes et la multiplication au fil des années des conditions à l'octroi des primes furent autant de causes d'un manque d'efficacité réelle de l'intéressement matériel.

C'est ainsi que de 1959 à 1963, les bénéfices totaux de l'industrie se sont accrus de 84%, mais le bénéfice par ouvrier, de 44%. En même temps, les fonds d'entreprise ne se sont accrus que de 10% par ouvrier et les primes financées par les mêmes fonds, de 2% seulement (111). En 1960, les fonds des primes pour l'ensemble de l'économie s'élevaient à 456 millions de roubles pour 48,5 millions de travailleurs et représentaient donc 78 kopecks par mois en moyenne dans le revenu de chaque travailleur, soit

(109): Fr. PERROUX, La coexistence pacifique, P., 1958, t.I, p. 127.

(110): Des ouvriers peuvent avoir rempli les conditions d'obtention des primes et s'en trouver privés pour le motif que l'entreprise a entièrement dépensé son fonds des salaires.

(111): Cfr. SUKHAREVSKIJ, Du mouve dans la stimulation socialiste, dans La réforme économique en U.R.S.S., A.P.N., 1966, p.86; mêmes chiffres dans LAPTIN et EGJAZARJAN, Puti povyšeniya matrjal'noj zainteresovanosti rabotnikov v razvitii proizvodstva, Soc.Trud., 1966, 1, pp. 44 sv.

moins d'1% de sa rémunération (112).

Selon V.A. MEDVEDEV, les ouvriers de l'ensemble des entreprises n'ont reçu en 1963 que 3,04 R de stimulants matériels pour l'année, dont 73 k seulement à titre de primes individuelles (113).

Ces chiffres à eux seuls traduisent un vice dans le mécanisme de la participation des travailleurs aux fruits de leur travail. Qu'on sache encore qu'en 1965, la moitié des entreprises ne pouvaient se constituer de fonds d'encouragement (114). Cette détérioration s'explique notamment par la réforme du système de stimulation des I.T.R. et employés de 1959, qui provoqua une chute de la part des primes dans leur rémunération globale.

Cette part, qui était de 26,4% en 1959, passa successivement à 19% en 1960, à 13,2% en 1961 et à 11,6% en 1962 (115).

Aussi, ne faut-il pas s'étonner de voir des juristes et des économistes stigmatiser la pauvreté qualitative et quantitative du système d'intéressement.

Ainsi, A. KOSICYN et V.V. LAPTEV en 1965: "Le fonds monétaire de l'entreprise ne joue pas un rôle important de stimulation. Ce fonds est manifestement inadéquat et, d'ailleurs, on l'utilise à toutes sortes d'affectations. La part du profit mise à la disposition de l'entreprise pour récompenser les travailleurs devrait être accrue substantiellement et son utilisation devrait dépendre de l'exécution des obligations contractuelles...." (116).

Ces critiques ont été, en 1965, reprises de la façon la plus officielle par A.N. KOSYGIN dans son rapport au Plenum du mois de septembre:

"A l'heure actuelle, l'intéressement du collectif et de chaque travailleur à l'amélioration des résultats finaux de l'entreprise est toutement inadéquat. Les moyens pour les entreprises d'accroître les rémunérations des ouvriers et employés à partir des sources de revenu créées par l'entreprise elle-même sont extrêmement réduits.

Cinquante pourcents environ des entreprises industrielles n'ont pas leur propre fonds constitué à partir du profit et quand elles en ont, celui-ci est de faible importance; quant aux sommes réparties à titre d'incitation, elles sont dérisoires. Presque toutes les sortes de primes et autres incitants sont payés non pas sur les

(112): Voir S. ŠTRUMILIN, Material'noe stimulirovanie i planirovanie v S.S.S.R., Plan. Khoz., 1963, 3, pp. 24-25.

(113): V.A. MEDVEDEV, Zakon stoimosti i material'nye stimuly socialističeskogo proizvodstva, Mos., 1966, p. 180.

(114): LAPTIN et EGJAZARJAN, op.cit., p. 44, confirmés par GARETOVSKIJ, dans Pooščritel'nye fondy predprijatija, Fin. S.S.S.R., 1966, 2, pp. 38 sv.

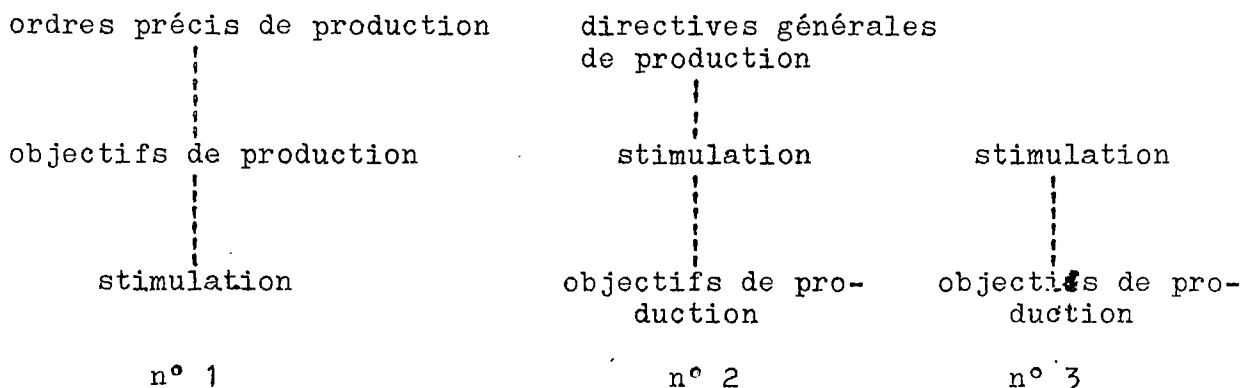
(115) Chiffres cités par E. ZALESKI dans La réforme de la planification en U.R.S.S., Cahiers I.S.E.A., série G, 1964, juin, pp. 53-54.

(116): A. KOSICYN et V. LAPTEV, Le droit économique de l'Etat soviétique, Kommunist, 10, 1965, pp. 93 sv; même opinion dans G. KOSJACENKO, op.cit., pp. 25 sv. et S. ŠTRUMILIN, op.cit., mais dans un sens beaucoup plus traditionaliste que les précédents.

profits mais sur le fonds des salaires. Les résultats de l'entreprise quant à l'accroissement de ses profits et quant à la rentabilité de la production n'ont pas d'effet direct sur les rémunérations du personnel" (117).

par.5 LA STIMULATION, ACCESSOIRE DE LA PRODUCTION.

Non moins importante pour l'analyse de l'émulation dans le système administratif est sa position dans le mécanisme de la décision de produire. Théoriquement, on peut imaginer trois systèmes de stimulation, qui peuvent être schématisés comme suit:



Dans la première hypothèse, les décisions sont imposées en dehors de toute considération d'intéressement matériel des producteurs. Les objectifs sont cependant assortis de promesses de primes (collectives ou individuelles) pour garantir leur exécution ou leur dépassement. La sanction est la prime ou l'absence de prime selon la formule "à prendre ou à laisser"; elle intervient donc a posteriori.

Dans la deuxième, c'est en fonction d'un système d'incitation que la décision de produire est prise dans un cadre réglementaire plus ou moins contraignant.

On peut concevoir un troisième schéma, plus simple: stimulation - objectifs de production. Telle est la situation du producteur dans une économie de marché.

Des pages qui précèdent, on retire que le système administratif pratique évidemment une stimulation du premier type. S'il arrive que les primes déterminent la production, c'est soit dans la limite d'un dépassement des plans, soit parce que le mécanisme de l'intéressement se fausse par le jeu des distorsions évoqué plus haut.

On verra comme la réforme entamée en 1965 traduit l'effort des planificateurs de passer du premier au deuxième système.

(117): Pravda et Izvestija, 28.9.1965, pp. 1 sv.

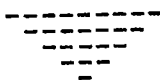
CONCLUSION

L'étude des mécanismes d'incitation dans le système administratif permet d'apprécier les fruits de l'association de la loi de la valeur et de la loi de la croissance planifiée tentée sous la bannière du khozraschët.

Marriage difficile car la loi de la valeur a ses impératifs devant lesquels le principe volontariste cède bon gré mal gré. C'est davantage une guerre de position que les deux principes se mènent, où chacun compte ses points. Au crédit du volontarisme on inscrira: l'accumulation socialiste, le développement impressionnant des capacités de production du pays le plus étendu du globe. A l'actif de l'autre, on affichera les distorsions sournoises qu'il faut bien constater malgré le réseau serré des balises administratives.

A bien y regarder, aucun indice ne laisse présager un affaiblissement des réactions spontanées. Manifestement le travail n'est pas encore devenu le "besoin vital" de chaque travailleur et le développement de la production mettrait plutôt en relief les contradictions internes du principe d'autorité. L'étude concrète du fonctionnement de l'entreprise confirme donc les affirmations théoriques du chapitre précédent: la loi de la valeur et les catégories qui l'entourent semblent bien se comporter comme une "force de gravité", avec laquelle toute économie devrait compter au-delà des différences de régime politique ou de propriété.

Ce résultat d'une approche statique de l'entreprise apparaîtra plus clairement encore à l'examen du comportement de cette dernière sur le marché des moyens de production d'une part et sur celui des biens de consommation d'autre part.



C H A P I T R E V

LE MARCHE DE LA PRODUCTION

"C'est la loi, le décret, le plan et non le rendement intrinsèque de l'investissement qui doivent orienter les choix" (1)

INTRODUCTION

Il n'est pas d'analyse du "marché" des moyens de production en Union soviétique sans étude -ne fût-ce que sommaire- des conceptions théoriques qui ont guidé les autorités dans leur organisation planifiée de l'allocation des ressources.

Par vocation, le "premier pays socialiste du monde" se devait d'abolir les tares constatées dans le système capitaliste. Mais si l'unanimité s'est faite sans peine autour du rejet du capitalisme, la controverse s'est installée dès qu'il s'est agi de définir les principes d'une politique socialiste du capital.

Sur ce point comme en d'autres domaines, l'examen comparatif des doctrines et des faits est particulièrement instructif. Pour le mener à bien, on a adopté la méthode suivante: d'une part, on étudiera le marché des moyens de production sous l'angle statique: évaluation du capital et statut juridique des moyens de production seront évoqués; d'autre part, une approche dynamique s'attachera à décrire les principes et les réalités de la distribution des moyens de production dans les diverses sphères de l'économie. Par ailleurs, pour éviter la dispersion, on concentrera son attention sur cinq concepts-clés: la notion même de capital, le renouvellement du capital (l'amortissement), l'accroissement du capital (l'investissement), le rendement du capital (la rentabilité) et le prix du capital (le taux d'intérêt).

Avant de suivre les métamorphoses de ces notions dans l'économie politique soviétique, sans doute est-il opportun de rappeler en deux mots le sens qu'elles ont dans l'économie politique occidentale.

Par capital, celle-ci entend un facteur de production au même titre que la terre ou le travail. Appliqué aux "moyens financiers de se procurer un instrument de production" (2), ce terme recouvre aussi les moyens de

(1): A. ABEZGAUZ, Effektivnost' vloženij kapitalov v narodnom khozjajstve, cité par J.M. COLLETTE, dans Politique des investissements et calcul économique, l'expérience soviétique, P. Cujas, 1965p. 86.

(2): F. BAUDHUIN, Principes d'économie contemporaine, Verviers, 1966, t.1, p. 164.

production eux-mêmes en tant qu'entités physiques; il s'agit des "biens produits qui peuvent être utilisés comme des facteurs en vue d'une production ultérieure" (3).

Dans cette étude, c'est dans son acception de moyen de production -aussi bien sous la forme de capital fixe que de capitaux circulants- que le terme capital sera entendu: la propriété privée des moyens de production ayant été abolie, il n'existe pas de marché des valeurs mobilières, titres de propriété d'unités de production. Si les institutions de crédit, nationalisées, rémunèrent d'un certain intérêt l'épargne des citoyens, ce mécanisme financier n'a pas d'incidence directe sur l'activité de l'entreprise; tout au plus intervient-il par le canal d'une politique de collecte de fonds par le budget de l'Etat aux fins de les orienter vers telle ou telle branche et par celui de la politique des revenus telle qu'elle a été évoquée au chapitre II.

L'amortissement, consistant en prélèvements périodiques sur le produit de l'exploitation, est le procédé qui doit permettre la reconstitution du capital. Cette notion générale et simple en apparence donne cependant lieu à une variété d'approches et de conceptions dès qu'on entre dans les modalités de son application.

Aussitôt quitté le domaine de la stricte reconstitution de la valeur immobilisée, on entre dans celui de l'investissement. Celui-ci est donc à entendre au sens d'accroissement du capital.

Une autre notion est celle de la rentabilité (ou productivité du capital). Par ce terme, on entend généralement le rapport du profit d'un exercice au capital engagé. Cet indice est considéré comme "le critère ultime pour apprécier le fonctionnement de l'entreprise" (4).

Si les moyens de production en tant qu'entités physique ont une valeur, le capital monétaire emprunté pour les financer a un prix, à savoir: le taux d'intérêt. Comme tout prix, le taux d'intérêt trouve son fondement dans la conjonction de facteurs objectifs (la rentabilité marginale des capitaux investis) et de facteurs subjectifs (l'offre et la demande de moyens financiers). L'utilité du taux d'intérêt est multiple: il permet l'évaluation d'un bien à des époques différentes; il permet de stimuler ou de décourager l'épargne et l'investissement; il est un critère de sélection des investissements. Le taux d'intérêt, valeur centrale, traduit le marchandage permanent, pratiqué au sein d'une économie de marché, entre le court et le long terme.

(3): P. SAMUELSON, Economics, 8e éd. anglaise internationale, Mac Graw-Hill Book Co et Kogakusha Co Ltd, 1970, p. 46.

(4): P. LASSEGUE, Gestion de l'entreprise et comptabilité, P., Dalloz, 3e éd., p. 189.

PREMIERE SECTION: L'APPROCHE STATIQUE. L'EVALUATION ET LE STATUT DU CAPITAL

Au lendemain de la révolution, la Russie soviétique, comparable en cela à de nombreux pays sous-développés, dispose de ressources naturelles considérables -pour la plupart non encore recensées-, d'une main-d'oeuvre abondante mais non qualifiée ainsi que d'équipements vétustes et peu nombreux. Comme le signale l'économiste soviétique G. FEL'DMAN en 1920, "lorsqu'existe un chômage très étendu dans le pays, une surpopulation structurelle permanente dans l'agriculture, quand, pour des millions de bras, nous n'avons d'autres outils que des gants et des pelles, le facteur limitatif n'est pas la force de travail, mais le capital sous sa forme matérielle" (5).

La N.E.P. se caractérise donc comme une période de capital rare (6). A vrai dire, elle est une période de rareté en général, la disette des biens de consommation étant tout aussi manifeste que la pénurie en capital.

Certains auteurs de l'époque prônent précisément une croissance visant à pallier prioritairement cette pénurie de biens de consommation, tel L. SANIN en 1925 (7).

Cet état de choses détermine une politique d'investissements fondés sur l'économie des ressources.

La hantise de la rareté se reflète dans les travaux du XI^e Congrès du parti bolchevique de décembre 1925, qui est consacré à l'économie des ressources, précisément. Cinq mois plus tard, le comité central du parti et la commission centrale de contrôle enjoignent aux organisations locales du parti ainsi qu'aux conférences de production de combattre tous les gaspillages (8).

Comme le chômage sévit, plusieurs économistes tels P. MASLOV et J. MITLJANSKIJ préconisent des critères d'investissements liés à l'emploi. Doivent être préférés les investissements les moins "capitalistiques" possible, assurant un emploi à un maximum de travailleurs (9). A la pénurie ambiante, d'autres comme L. SANIN précité, A. SEGAL, S. ROZENTUL et V. BAZAROV, veulent parer par des critères de rentabilité immédiate. La préférence pour les investissements maximisant dans le court terme le rapport production-investissement donne la priorité aux branches de l'industrie légère et à l'agriculture (10). C'est dans cet esprit d'économie du capital qu'il faut apprécier la restauration d'an-

(5): G. FEL'DMAN, dans K teorii tempov nacional'nogo dokhoda, Plan. Khoz., 1928, 11, trad. angl. dans N. SPULBER, Foundations of Soviet strategy for economic growth, Indiana U.P., 1964, pp. 175 sv.

(6): Sur les problèmes du capital à cette époque et à celle qui suit, lire M. LAVIGNE, Le capital en Union soviétique, P., SEDES, 1961 et J.M. COLLETTE, op.cit., deux ouvrages de référence en la matière.

(7): L. SANIN, Ekonomičeskaja priroda našego bestovar'ja, Ekonomičeskoe obozrenie, nov. 1925, pp. 25-39.

(8): Cfr. "Bor'ba rabočikh za uluščenie proizvodstva i režim ekonomii", circulaire n°14 dans Pervye šagi industrializacii S.S.S.R. 1926-1927 gg., pp. 265 sv.

(9): Voir, par exemple, V. BAZAROV, Principy postroenija perspektivnogo

c' ciennes usines comme celle de construction mécanique de la Neva, celle de Krasnyj Putilovec ou celle de Krasnyj Proletarij (11).

Cependant, la question de la croissance future, conditionnée par des investissements importants et, partant, par l'élévation de la part du capital dans les coûts, est déjà évoquée par certains, tels BERNSTEJN, KOGAN, IOFFE...(12).

La rareté du capital conduit des économistes de la N.E.P. comme KOVALEVSKIJ ou KRZIŽNOVSKIJ à utiliser dans leurs calculs des indices tels que la propension à investir (investissements comparés au produit social brut) ou le coefficient de capital (capital comparé au produit social brut). L'intérêt comme coût du capital est préconisé par S. RATNER et A. KRISTIN; on voit l'intérêt utilisé comme instrument permettant d'introduire le "facteur temps" dans l'étude de projets alternatifs (13). La pratique fixe ce taux d'intérêt à 6%. Le fait mérite d'être signalé car quarante ans plus tard, après une longue "traversée du désert", on retrouvera le même taux appliqué à la redevance sur le capital productif des entreprises.

Avec le système administratif, les choses changent radicalement. Après avoir conjuré les manifestations excessives de la rareté, les autorités se proposent de nier le sous-développement. Par un véritable "coup de force" économique, on considère comme abondant le facteur rare de production: le capital et, par là, on fait violence aux lois économiques. C'est de cette inversion des valeurs, imposée par la contrainte sur les choses et sur les hommes que résulteront les principales perversions du système administratif.

Comme on l'a noté dans la première partie, la croissance projetée nécessite la création d'une industrie lourde et donc d'investissements massifs. LENINE n'a-t-il pas vanté les mérites de la "concentration de la production dans des unités de production toujours plus puissantes", laquelle concentration serait permise par l'appropriation sociale des moyens de production (14) ? La rentabilité cède donc le pas à une politique d'accumulation extrêmement "capitalistique", qui pèse lourdement sur la consommation. La "société de production" fait de la maximisation du surplus et

plana, Plan. Khoz., 1928, 2, pp. 38-63, ainsi que L. SANIN précité.

(10): Voir, notamment, L. SANIN précité et Voprosy èkonomičeskogo kursa, Bol'shevik, 30.1.1926, 2, pp. 65-87; ces deux articles sont traduits dans N. SPULBER, op.cit., pp. 205 sv.

(11): Cfr. Èkonomičeskaja Istorija S.S.S.R., Mos., 1967, p. 347.

(12): Cfr. J.M. COLLETTE, op.cit., pp. 32 sv.

(13): Id. Ibid., pp. 38 sv.

(14): LENINE, Poln. Sobranie Soç., 5e éd. russe, t. 27, p. 310.

de la réduction des coûts de fonctionnement son point de mire, dans l'esprit que le taux de croissance serait fonction du taux d'accumulation.

Un bref exemple explicitera la révolution opérée. Soit deux variantes d'investissement: Ia et Ib.
Ia suppose un investissement initial de 100 R et Ib de 200 R. Ia permet une production annuelle Q_a évaluée à 20 unités, se décomposant comme suit: dépenses matérielles $c_a = 2$; dépenses de salaires $v_a = 14$ et profit escompté: $m_a = 4$. En revanche, Ib permet une production annuelle de $Q_b = 30$, soit $c_b = 6$, $v_b = 12$ et $m_b = 12$.

L'économiste de la N.E.P. eût donné sa préférence à Ia car assurant un rendement du capital investi de 20% contre 15% pour Ib. En sens inverse, l'économiste stalinien privilégie Ib car réduisant les coûts de fonctionnement: $c_b + v_b / Q_b = 60\%$ au lieu de 80% pour Ia.

La seconde vague révolutionnaire s'accompagne cependant -on l'a déjà signalé- de la mise en veilleuse du calcul économique: l'"accumulation socialiste primitive" qui s'accélère et l'"accumulation socialiste pure" doivent faire du capital un bien abondant. L'évaluation du coût du capital considéré comme facteur de production perd dès lors de son utilité. Elle est bientôt purement et simplement condamnée. Seule l'usure physique est prise en considération (15).

Le changement d'attitude se traduit par le limogeage des tenants du calcul économique que sont KRŽIŽANOVSKIJ et KOVALEVSKIJ, partisans d'indices de rentabilité du capital investi. Le recensement systématique des fonds productifs est abandonné. Entre 1925 et 1959, aucun inventaire du capital n'a lieu (16).

Le taux d'intérêt et le coût du capital sont de concert excommuniés d'une manière tout aussi dogmatique qu'ils le furent par Aristote et le droit canon médiéval.

Pour L.M. LEZINOV, l'évaluation du capital est inhérente à un système économique donné: le capitalisme; dans une société de production où les moyens de production sont propriété d'Etat et où ils sont en prolifération explosive, il ne peut être question de succomber à de tels errements. Selon lui, "les 'taux d'intérêt' (...) diminuent artificiellement l'efficacité de l'utilisation des ressources naturelles et des investissements. Les 'taux d'intérêt' (...) retardent l'élévation dans la composition organique du 'capital fixe' et vont à l'encontre de la politique technologique du parti et du gouvernement" (17). Dix-huit ans plus tard, un autre économiste écrira: "Le taux d'intérêt n'est pas une catégorie économique appartenant à la production. C'est une catégorie de répartition qui définit la fraction du revenu national qui sera appropriée par les capitalistes d'argent" (18).

(15): Voir les écrits de STRUMILIN, SVETLOV, VINNIK, SMIT et GOL'DBERG; cfr. J.M. COLLETTE, op.cit., pp. 59 sv.

(16): Cfr. Guy CAIRE, La planification soviétique à la recherche de la rationalité, Revue économique, 1963, 3, pp. 392-393.

Tant au niveau global de l'économie qu'à l'échelon de l'entreprise, au critère de la rentabilité du capital, jugé "petit bourgeois", se substitue un indice nouveau relatif au seul facteur de production toléré dans l'idéologie économique, à savoir le travail; cet indice est celui de la productivité.

L'investissement est un acte politique, qui ne doit d'aucune manière s'embarasser de considérations purement économiques, comme en témoigne l'affirmation citée en exergue de ce chapitre.

Les manifestations de cette approche nouvelle prennent la forme, notamment, de travaux de prestige dénués de fondement économique précis. Le régime lui-même devra les dénoncer:

"La construction s'effectue dans la plupart des cas selon des projets individuels dans lesquels on omet beaucoup trop souvent de faire appel aux constructions et aux éléments préfabriqués. Dans ces projets, on tolère fréquemment d'importants excès dans la décoration architecturale des bâtiments, qui provoquent un gaspillage des ressources de l'Etat..." (19).

Il est intéressant de remarquer qu'en 1955, Nikita KROUCHTCHEV critique vertement cette architecture. Pourtant, vingt ans plus tôt, il a lié sa réputation à la réalisation du métro de Moscou qui en est un des fleurons. Des milliers d'hommes y travaillèrent avec des moyens primitifs, des centaines de millions de roubles y furent dépensés en marbre, porphyre, granit, bronze, émaux, cobalt, céramique alors que les Moscovites vivaient dans la disette intégrale (20).

Ce n'est pas un hasard si l'expression "architecture stalinienne" est devenue synonyme de construction de prestige et de gaspillages monumentaux. Une conférence du parti a pourtant dénoncé cette tendance, mais en vain (21).

Une des conséquences en est que le poids des fonds fixes "actifs" dans les projets est relativement faible et ce trait perdurera longtemps encore.

C'est ainsi qu'en 1967, l'économiste A. ARAKEL'JAN estime la part des fonds fixes actifs à 40% des fonds fixes, contre 60% aux États-

(17): L.M. LEZINOV, K voprosu o tehniko-èkonomičeskikh rasčëtakh pri proektirovanii gidroelektrostantsij, Gidrotekhnīčeskoe stroitel'stvo, 1935, 8, p. 4.

(18): G. BURŠTEJN, cité par J.M. COLLETTE, op.cit., p. 74.

(19): Décision conjointe du C.C. P.C.U.S. et du C.D.M. U.R.S.S. du 23.8. 1955 "Sur les mesures à prendre pour intensifier l'industrialisation, améliorer la qualité et réduire le coût de la construction", Direktivy..., t.IV, p. 461.

(20): Sur cette épopée de la construction du métro de Moscou, lire Edward CRANKSHAW, Krouchtchev, P., Grasset, 1967, pp. 85 sv. ./..

Unis (22).

 TABLEAU I: EVOLUTION DE LA REPARTITION DES FONDS FIXES DANS L'INDUSTRIE
 (en %). 1928-1966.

type de fonds fixes	1928	1937	1955	1956-1960 moyenne annuelle	1961-1965 moyenne annuelle	1966
1. bâtiments	35,5	30,6	27	a) 66	61	59
2. édifices divers	16,3	21,5	25			
3. équipements éner- gétiques	12,7	9,4	9			
4. équipements pro- ductifs y compris ins- tallations de transmis- sion	28,9	30,4	30	b) 28	32	33
5. moyens de trans- port	3,4	5,8	7	c) 6	7	8
6. instruments et divers	3,2	2,3	2			

sources: V. BUDAVEJ, E. IVANOV et K. SAID-GALIEV, La production élargie des fonds fixes de base de l'industrie de l'U.R.S.S. pour 1959-1965, Plan Khoz., 1959, 6, pp. 11 sv; deuxième partie du tableau: M.L. LAVIGNE, Les Economies socialistes, P., 1970, p. 218.: a) constructions et montage; b) machines, équipements, outillages, appareils; c) divers.

 De même, la volonté d'entamer un processus de développement sui generis qui ne s'inscrive dans la lignée d'aucun autre accroît démesurément la part des constructions nouvelles par rapport aux travaux de réparation et de modernisation.

Dans le domaine agricole, une des formes les plus marquantes du volontarisme stalinien, contrastant avec l'attitude plus soumise de la N.E.P., est le "plan stalinien de transformation de la nature" à la fin des années quarante; des canaux irriguent des étendues immenses (tel le désert de KARA-KUM), des plantations massives visent à métamorphoser des régions entières, des centrales gigantesques (comme à KUJBISEV) se dressent comme les étendards du régime. C'est précisément à la cérémonie d'inauguration de cette centrale que N.S. KROUCHTCHEV prononcera plus tard un discours célèbre qui donnera le branle à une rentrée en force du calcul économique (23). Il n'empêche que le lancement des jeunes kom-somols par le même Nikita KROUCHTCHEV à la conquête des "terres vierges" s'inscrira lui aussi dans la ligne d'un développement extensif.

Extensive du point de vue du capital, la croissance stalinienne l'est tout autant quant à la main-d'oeuvre: c'est du lancement du premier plan que date la résorption du chômage. On ne peut donc opposer le recours au facteur capital à une politique de l'emploi. L'expérience soviétique montre qu'on peut fort bien assortir des investissements gigantesques -mais passifs pour leur majorité- à une embauche massive de main-d'oeuvre. Ceci

(21): R. HUTCHINGS, Soviet economic development, Oxford, 1971, p. 209.

pour la double raison que la cadence d'ouverture de nouveaux chantiers est rapide et que les modes de construction sont peu élaborés. A vrai dire, on n'insiste pas assez sur la rareté de la main-d'oeuvre qualifiée.

L'esprit de l'époque étant ainsi retracé, on peut en examiner les implications dans l'activité économique concrète.

par.1. VALEUR ET RARETE DU CAPITAL

Comme on l'a noté, le passage juridique des fonds productifs des mains des capitalistes privés à celles de l'Etat s'est accompagné d'un abandon de tout calcul économique concernant le capital. L'euphorie des premiers temps n'était-elle pas intempestive ? Le changement de propriétaire supprime-t-il automatiquement le problème de l'utilisation optimale des ressources ? La question se pose rapidement; mais elle est perçue différemment par l'entreprise et par le planificateur central.

A. LE POINT DE VUE DE L'ENTREPRISE

Le principe essentiel consiste en la gratuité du capital. Chaque entreprise, lors de sa constitution, reçoit de l'Etat ses fonds de base gratuitement en "gestion opératoire". Aucun prix d'achat, aucun loyer ne s'attachent à cette dotation avant 1965. Un acte administratif les affecte à telle ou telle entreprise.

Le procédé n'est pas étranger à la politique économique des pays occidentaux. Il est appliqué en France par le Fonds de développement économique et social (24). En Belgique, la loi d'expansion économique du 30 décembre 1970 permet en son article 9 d'attribuer des "primes en capital à fonds perdus" pour financer des investissements en immeubles, outillage et matériel (25).

Si les fonds de roulement (ou objet du travail) sont naturellement destinés à être transformés et aliénés, il n'en va pas de même des fonds fixes (ou instruments du travail).

Joseph STALINE, dans Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S., résume la situation en trois points:

"En premier lieu, les moyens de production ne sont pas "vendus" à un quelconque acheteur, ils ne sont même pas "vendus" aux kolkhozes: ils sont simplement répartis par l'Etat aux entreprises.

(22): A. ARAKEL'JAN, Un facteur important de développement de l'économie socialiste, Plan. Khoz., 1966, 3, pp. 21 sv. P. KENDE constate le même phénomène en Hongrie, du moins, dans la phase stalinienne de planification.

(23): Cfr. N.S. KROUCHTCHEV, Reč'na mitinge stroitel'ej volžskoj gidro-stancii, Moscou, 1958, cité par J.M. COLLETTE, op.cit., p. 239.

(24): Cfr. P. BAUCHET, La planification française, P. Seuil, 1962, p. 206.

(25): Voir aussi l'art. 31 par.1 al.4 de la même loi.

En deuxième lieu, lorsqu'on transfère des moyens de production à une entreprise, leur propriétaire -l'Etat- ne perd d'aucune façon sa propriété sur eux; au contraire, il la conserve totalement.

En troisième lieu, les directeurs des entreprises qui reçoivent les moyens de production de l'Etat soviétique, bien loin de devenir leurs propriétaires, sont considérés comme les agents de l'Etat dans l'utilisation des moyens de production, conformément aux plans établis par l'Etat" (26).

Bien entendu, à titre de corollaire, les fonds fixes des entreprises peuvent leur être soustraits par la même voie administrative et sans indemnité.

Certes, avant 1935, des transferts à titre onéreux de fonds fixes ont eu lieu (27), mais une décision conjointe du comité central et du gouvernement a mis fin à cette pratique (28). En 1941, tout échange de biens de capital est strictement interdit. Par le décret du 14 mai 1955, le régime est assoupli: une loi restaure le système des ventes et échanges mais l'entreprise n'en retire aucun profit; le produit de la vente est versé au budget de l'Etat, procédé qui n'incite nullement aux rationalisations.

En pratique, toute entreprise peut se voir obligée par simple ordre administratif de transférer sans contrepartie ses équipements et constructions à une autre. Là encore, les transferts ne sont commandés par aucune étude de rentabilité des investissements. Il s'agit de simples déplacements des éléments de son patrimoine par un propriétaire unique, aveugle que ne guide aucun critère d'efficacité. Et le moins qu'on puisse dire est que la politique de capital gratuit ne peut que préjudicier à une utilisation rationnelle des facteurs de production. Elle ruine l'autonomie comptable des entreprises comme en témoignent les doléances des autorités administratives, des économistes, des directeurs d'entreprise ou des hommes politiques.

B. LE POINT DE VUE DU PLANIFICATEUR

Même au début de la planification stalinienne, la décision de supprimer le "marché du capital" et les catégories inhérentes à l'économie de marché ne parvient à empêcher toute comptabilisation dans l'allocation des ressources en capital. Celle-ci s'impose ne fût-ce que pour permettre de calculer les coûts de production des produits que le capital sert à

(26): J. STALINE, Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S., éd. anglaise, Mos., 1952, p. 58.

(27): Voir, par exemple, pour l'industrie locale, la décision du C.C.P., du 3.5.1927, art. 12, Direktivy..., t.I, pp. 694 sv.

(28): Cfr. décision du 29.4.1935, S.Z. S.S.S.R., 1935, 28, art. 221.

fabriquer. C'est ce que les manuels staliniens appellent pudiquement "la forme marchande" des moyens de production (29).

Le recours aux prix a un autre objectif essentiel: le contrôle de l'activité des entreprises en khozasčët et l'appréciation de leurs résultats comptables en fin d'exercice.

Bien sûr, le rêve des économistes partisans de l'abolition de toutes relations marchandes comporte la vision d'un centre unique de planification répartissant les fonds productifs de façon souveraine et totalement discrétionnaire. Ce qu'on a noté au chapitre III montre que la réalité a bien vite imposé un correctif à cette vision. Dès lors que les ressources sont rares -et elles le sont d'autant plus qu'on les considère à tort comme pléthoriques-, la nécessité n'apparaît-elle pas de les comptabiliser, de les évaluer ?

Dans le système administratif, une telle nécessité se fait jour effectivement et les théoriciens s'appliquent à comptabiliser les ressources en capital en se fondant sur des considérations essentiellement idéologiques.

La base de la fixation des prix de gros est, conformément à la doctrine marxiste, la valeur, c'est-à-dire la somme des dépenses socialement nécessaire à leur production. Toutefois, comme dans la pratique, ils ne parviennent à mesurer objectivement ni la valeur ni la "nécessité sociale", les planificateurs ajoutent au coût moyen de branche (calculé à partir d'un échantillon d'entreprises jugé représentatif, excluant les entreprises à coût élevé) une marge de profit. Selon la doctrine dominante, cette marge doit être estimée en fonction des seules dépenses de travail: $m = \text{fonction de } v$.

Cette méthode d'évaluation, jointe au calcul de la rentabilité des entreprises comme le rapport du profit aux coûts, aboutit à faire varier les niveaux de rentabilité en fonction de la structure des dits coûts. Les branches où la part des salaires dans les coûts est la plus élevée deviennent automatiquement plus "rentables" et vice-versa.

Par ailleurs, le montant de la marge de profit est tributaire de la politique volontariste qui différencie les taux de profit selon les branches et du projet de sous-évaluation systématique des biens de production. Il est par conséquent fréquemment négatif. Le raisonnement qui sous-tend cette sous-évaluation est le suivant: comme l'accumulation requiert une réduction des coûts de production, on ~~peut~~ la provoquer de cette façon, jugeant que si l'industrie lourde est déficitaire -et donc subsidiée par (29): Cfr. Manuel d'économie politique, Gospolitizdat, Mos. 1954, analysé par H. CHAMBRE dans son article Prix, valeur et rationalité économique, dans Annuaire U.R.S.S., 1962, pp. 195 sv; voir aussi J. STALINE, op.cit., p. 59.

le budget- l'économie dans son ensemble . bénéficiera de biens d'équipement peu coûteux. Le budget lui-même trouvera des compensations du côté des biens de consommation par la voie de l'impôt sur le chiffre d'affaires. Cet impôt, calculé, on l'a vu , comme la différence entre le prix de détail (déduction faite des marges d'approvisionnement et de commercialisation) et le prix de gros, fournit des ressources fiscales d'autant plus substantielles que les coûts de production sont plus réduits.

Tel est le mécanisme que le droit, sous la houlette de l'idéologie, organise dès les premières années du régime stalinien. La réaction des faits est intéressante à observer.

a)

Ce dispositif entraîne en premier lieu un déficit chronique des entreprises du secteur des moyens de production.

Le phénomène n'est pas propre à l'Union soviétique, mais bien au système administratif en général. Les chiffres fournis par P. KENDE pour la Hongrie montrent qu'en 1955, l'industrie lourde dans son ensemble y était déficitaire (30).

Le déficit est d'autant plus prononcé que le coût de référence servant à la fixation des prix est le coût moyen de branche: un pan entier de chaque branche est condamné d'emblée au déficit.

Certes, toutes les entreprises, même dans le secteur des moyens de production, ne sont pas déficitaires, l'éventail des marges étant largement ouvert. Mais le profit de certaines entreprises suscite l'amertume des autres car son niveau plantreux ne reflète en rien le résultat de l'activité réelle du collectif des travailleurs (31).

On voit mal par ailleurs l'intérêt du gouvernement de réduire artificiellement les prix des moyens de production: ce qu'il retire d'une main sous forme d'impôt sur le chiffre d'affaires, il le perd de l'autre à éponger des déficits et c'est d'ailleurs parce que ces derniers deviennent périodiquement intolérables que l'on assiste à plusieurs réévaluations des prix des moyens de production.

Malgré une réévaluation des moyens de production en 1936, rendue nécessaire par l'inflation par les coûts, le soutien des cours coûte fort cher. En 1948, les subventions aux entreprises déficitaires de la seule industrie lourde et des transports atteignent les 4 milliards de R nouveaux (32). Aussi une révision générale des prix de gros industriels s'impose en 1949, se traduisant par une hausse moyenne de 80%. Certains prix comme ceux du charbon sat

(30): P. KENDE, Logique de l'économie centralisée, P., SEDES, 1964, p. 328.

(31): Voir à ce sujet les doléances d'A. WEIMER, président du Sovnarkhoze d'Estonie dans les Izvestija du 5.8.1965, p. 3.

(32): S.G. STOLJAROV, O cenakh i cenoobrazovanija v S.S.S.R., Mos., 1963, p. 23.

relevés de 300 %.

A partir de 1950, des réductions ont lieu qui n'améliorent pas, loin s'en faut, la rentabilité du groupe A. Aussi, une nouvelle réévaluation des prix de gros survient-elle en 1955 mais sans parvenir à éliminer les déficits. C'est ainsi qu'en 1965, la rentabilité moyenne de branche (calculée par les soviétiques comme le rapport du bénéfice aux coûts) est de 21% dans la production du cuivre, de -1,5% dans l'industrie des matériaux de construction, de -11% dans la sidérurgie, de -32% dans la production d'énergie électrique et de -60% dans celle du zinc. Un tiers des entreprises sidérurgiques et, pour l'ensemble de l'économie, une entreprise sur cinq est en "perte planifiée" (33).

b)

Si le budget ne profite pas de la sous-évaluation des moyens de production, les consommateurs en retirent-ils, quant à eux, un quelconque avantage ? La réponse est négative. On a relevé, en effet, que les pertes provoquées au stade des biens de production sont compensées par les taux de l'impôt sur le chiffre d'affaires, lequel est dans les faits un impôt sur la consommation. En principe, pour le consommateur, l'opération doit être "blanche".

c)

La politique de sous-évaluation favorise-t-elle au moins une meilleure répartition des ressources ? Rien n'est moins certain. En effet, pour les entreprises structurellement déficitaires, on planifie les pertes et l'expérience révèle que, pour des raisons qui paraissent surtout d'ordre subjectif, de telles entreprises ne sont pas incitées à améliorer leur gestion.

"Sachant que leur production est indispensable, les entreprises de l'industrie lourde ne cherchent nullement à assainir leur gestion financière car elles comptent sur l'aide de l'Etat et ne redoutent pas la sanction de l'élimination" (34).

Certes, elles sont stimulées à réduire leurs coûts, et donc leurs pertes, mais, en même temps, l'indice de production brute reste l'indice essentiel. Réaliser et surtout dépasser le plan de production, tel est le mot d'ordre. Encourager une entreprise à dépasser de cette façon les

(33): Cfr. I.M. LEVITANUS, Tovarnoe proizvodstvo i stroitel'stvo kommunisma, Mos., 1964, pp. 120 et 136.

(34): H. DENIS et M. LAVIGNE, Le problème des prix en Union soviétique, P., Cujas, 1966, p. 82.

pertes planifiées constitue-t-il l'attitude la plus "économique" ?

Bien sûr, on eût pu tolérer ces irrationalités si l'économie dans son ensemble en avait retiré profit, mais cela n'est pas le cas comme les pages qui suivent le démontreront par des exemples concrets.

La sous-évaluation artificielle d'un facteur de production contient en elle-même le germe d'une distorsion dans l'utilisation des ressources. Dans le choix des variantes d'investissements, elle incite au gaspillage d'un facteur, d'autant plus rare qu'une multitude de projets sont simultanément mis en chantier.

Les autorités ont été amenées à critiquer périodiquement la mauvaise utilisation des équipements et des matériaux y compris dans les secteurs non déficitaires de l'économie (35).

Jointe à l'hypertrophie de l'indice de production brute, la mauvaise évaluation des moyens de production encourage naturellement l'utilisation des matériaux les plus "lourds" (en unités physiques ou en valeur selon le cas). Il ne faut pas s'étonner dès lors de trouver des textes réglementaires du type : "Mesures pour diminuer le poids des équipements, machines et appareils..." (36).

"A l'heure actuelle, il n'y a rien de pire pour une usine que d'installer une nouvelle machine si elle consomme deux fois plus de travail que l'ancienne, même si elle est deux fois meilleur marché et trois fois plus économique que la précédente. Inversément, plus vous utiliserez de métal pour sa construction et plus elle coûtera, plus avantageuse, elle sera ! Mais pour l'économie nationale, c'est une perte sèche (37).

L'absence d'un calcul économique serré provoque ainsi dans une quantité de secteurs des décisions pour le moins irrationnelles. Le fait est particulièrement lourd de conséquences lorsqu'il s'agit du prix de l'énergie.

Dans les années cinquante, par exemple, le charbon de la région du sud de Moscou est beaucoup plus coûteux que les autres types de charbon (notamment du Donbass). Le coût en travail y est de 55,5% plus élevé que le coût en travail moyen du charbon soviétique en général. Ce charbon est, de plus, de médiocre qualité et il est nocif pour les animaux et les plantes. Malgré ce handicap, on constate que les investissements consentis pour en étendre la production ont largement dépassé la moyenne: par unité calorifique, ils ont été de 3,8 fois supérieur aux investissements

(35): Voir ainsi, pour l'industrie légère, l'exposé des motifs de la décision du C.D.M. d'U.R.S.S. du 23.12.1946 "Sur les mesures à prendre pour accélérer le développement de l'industrie légère d'Etat produisant des articles de consommation courante", Direktivy..., t.III, pp. 126 sv. Voir aussi l'art. 2 de la résolution du C.C. P.C. U.S.S. sur l'amélioration de l'activité des soviets locaux du 22.1.1957, K.P.S.S....., t. VII, p. 240. /..

moyens pour l'ensemble de l'U.R.S.S. (38).

C'est le même type d'approche qui a fait longtemps préférer la production de charbon (déficitaire) à celles de pétrole ou de gaz, nettement moins coûteuses. En 1956, le coût du charbon par unité conventionnelle de combustible équivaut à 312,75% de celui du pétrole et à 809,82% de celui du gaz. Malgré cela, la part du charbon dans le bilan énergétique soviétique restera longtemps encore considérable: de 73,2% en 1950, elle passera à environ 70% en 1955 et à 62,1% en 1958, date à laquelle le gaz naturel ne représentera encore que 5,8% du total (39).

En dépit de leur coût nettement inférieur à celui du charbon, le gaz et le pétrole sont facturés à des prix qui en découragent l'utilisation. L'économiste P. POTECHKIN signale: "En 1959, le pétrole utilisé comme combustible, évalué en unités calorifiques, coûte au consommateur 50% de plus que le charbon alors que le coût de production de ce dernier est à peu près le triple de celui du pétrole" (40).

Toujours dans la même ligne, le planificateur a traditionnellement avantagé les centrales hydro-électriques (lourdes en capital) aux centrales thermiques (aux coûts plus élevés). Nikita KROUCHTCHEV fera opérer un revirement d'attitude (41).

Les partisans de la sous-évaluation rétorquent que l'incorrecte évaluation ^{serait} effectivement une cause de distorsions dans un système où les préférences se marqueraient librement sur le marché, mais la chose est impossible dans les conditions d'une allocation administrative des moyens de production.

Cet argument conduit à la réflexion suivante: ou bien l'allocation administrative est efficace et se substitue entièrement aux lois du marché et alors la sous-évaluation, conçue comme moyen d'encourager l'industrialisation, de stimuler économiquement l'emploi de biens de capital est sans objet; ou bien il y a place pour les lois du marché -ce qui s'est révélé être la réalité quotidienne- et les risques de distorsions sont inévitables. Les mécanismes marchands ont joué d'ailleurs si bien qu'ils ont fait que la demande de capital par les entreprises a dépassé en permanence l'offre disponible.

Ce qu'un auteur a résumé en ces termes: "Des prix ne correspon-

(36): Décision du C.D.M. U.R.S.S. du 16.8.1952, Direktivy..., t.III, pp.634 sv.

(37): V. ANDREEV, directeur de l'usine de construction mécanique V.I.

LENINE, Plan et droits de l'entreprise, Pravda, 23.7.1962, p. 2.

(38): Sur ces chiffres, voir N. JASNY, A note on rationality and efficiency in the Soviet economy, Soviet Studies, 1961, 4, pp. 357 sv.

(39): A.N. EFIMOV, Ekonomika S.S.S.R. v poslevoennyj period, Mos., 1962, p. 81.

(40): P. POTECHKIN, Rentes différentielles dans les mines, Vop. Ek., 1960, 9, p. 84, cité par N. JASNY, op.cit., p. 363.

(41): Voir ci-avant, note (23).

dant pas aux dépenses socialement nécessaires et ne réagissant pas à la rareté ne pouvaient contribuer à normaliser la planification. C'est pourquoi le besoin s'est fait jour de tout répartir au moyen de "fonds" et d'allouer les biens selon une procédure centralisée, ce qui, par voie de conséquence, a créé les conditions des méthodes administratives de direction et du volontarisme" (42).

A titre de comparaison, on rapportera l'opinion d'un économiste polonais commentant en 1959 les erreurs commises dans l'allocation des ressources dans son pays. Ses regrets s'appliquent aussi bien à la situation soviétique: "On peut risquer l'affirmation, regrette-t-il en termes fort mesurés, que le secret de nombreux échecs de notre économie réside -caché parmi d'autres éléments- dans le fait que nous tendons à ignorer la question de la production optimale. Car il arrive souvent que des résultats de la production obtenus au prix de grandes dépenses d'investissements soient annulés par une exploitation irrationnelle, c'est-à-dire ne correspondant pas aux conditions d'un optimum, principalement des matières premières" (43).

En rapport avec ce qui vient d'être noté, il convient de souligner un des paradoxes du système administratif. Si les planificateurs sous-évaluent les moyens de production par rapport aux biens de consommation dans leurs calculs internes, les estimations statistiques des résultats de la production se font en prix fictifs surévalués. Jusqu'à 1950, en effet, l'évaluation des indices globaux de production s'est faite en prix de gros de 1926-1927. Or à cette époque, antérieure à l'industrialisation, bon nombre de produits industriels étaient rares, donc coûteux. Par ailleurs, ces années marquent un sommet de l'inflation de la période précédant les plans quinquennaux.

par. LE REGIME DE L'AMORTISSEMENT

L'amortissement du capital fixe fait l'objet d'un indice approuvé par le Conseil des ministres de l'U.R.S.S. qui varie selon les types d'équipements et selon les branches de l'économie et qui est calculé d'après la valeur moyenne annuelle des fonds fixes. Les sommes d'amortissement, peu élevées, sont scindées en deux affectations plus ou moins égales: le renouvellement des fonds fixes d'une part, les grosses réparations d'autre part. Ces sommes vont, dans le premier cas, à la banque d'investissement, la Strojbank; dans le second, elles sont versées au compte de l'entreprise à la Gosbank.

Le taux d'amortissement global a varié selon les années, mais fort légèrement: il s'est situé en général aux environs de 5% des fonds

(42): V. CERNJAVSKIJ, Voprosy soveršenstvovanija planirovanija i upravlenija proizvodstvom, Vop. Ek., 1966, 6, p. 22 (souligné par C.E.L.).

(43): Henryk FISZEL, Costs and optimum production in socialist economy, dans Problems of political economy of socialism, New Delhi, 1962, p. 274. O. LINGÉ et al.

fixes, quelle que soit l'année envisagée depuis 1928, ce qui suppose une durée moyenne de quelque quarante ans (puisque la moitié seulement est affectée au renouvellement du matériel (44)).

Dans la structure des coûts de production, l'amortissement représente une fraction d'importance très variable selon les branches, mais la moyenne globale avoisinait les 2% en 1940 (45), 3,5% dans les années cinquante et au début des années soixante (46).

Cet encouragement à l'accumulation, à l'utilisation du "travail incorporé" de préférence au "travail vivant" est caractéristique du système administratif et a contribué à une élévation dangereuse du coefficient de capital. La restriction délibérée des charges d'amortissement, accentuée par la sous-évaluation des fonds fixes, doit être expliquée par le refus cité plus haut de considérer le capital comme un bien rare d'une part et par la croyance que les succès de la productivité entraîneraient une diminution de la valeur des biens d'équipement.

Fréquemment, le taux d'amortissement ne représente pas l'amortissement réel; d'une part, en effet, dans le calcul de ce taux, l'on ne peut tenir compte que des sommes d'amortissement consacrées au renouvellement des fonds fixes; c'est également que seule l'usure physique est prise en considération, indépendamment de l'obsolescence des équipements.

Le rapport entre les deux parts de la dotation a évolué dans le temps. Avant 1940, on note une priorité aux investissements proprement dits sur la part destinée aux grosses réparations, surtout dans l'industrie lourde, ce qui correspond à cette phase de croissance extensive de l'industrie soviétique.

A partir de 1940, la part destinée aux grosses réparations l'emporte nettement jusqu'au début des années soixante.

L'insuffisance des dotations aux amortissements est une constante de l'histoire économique soviétique: elle a provoqué à maintes reprises la mise hors d'usage d'équipements non amortis. Ces considérations expliquent que le renouvellement des installations par utilisation des dotations aux amortissements dans le total des investissements a toujours représenté une part réduite: elle a oscillé autour des 10% dans la période d'avant-guerre et est passée par la suite de 7% en 1950 à 20,8% en 1964 (47).

(44): Pour une étude plus détaillée, voir H. CHAMBRE, op.cit., pp. 665 sv.

(45): Cfr. M. KASER, op.cit., p. 219.

(46): R. BORDAZ, dans La nouvelle économie soviétique, Grasset, 1960, p. 186, cite le chiffre de 3,3%; E. VERRE, pour 1960, celui de 3,5% (E. VERRE, L'entreprise industrielle en Union soviétique, P., Sirey, 1965); H. DENIS et M. LAVIGNE, celui de 3,6% en 1961 (op.cit., p. 99).

Selon S.K. TATUR, le taux varie selon les branches de 0,3 à 47,4% (op.cit., pp. 162-163). Si l'on étudie la balance interbranche de 1959, on trouve par exemple qu'un taux moyen de 3,9% (part des amortissements dans les coûts) correspond à un taux de 6,5% dans le secteur des minerais et métaux ferreux, de 5% dans celui des combustibles, de 4,2% dans l'industrie mécanique, de 0,8% dans le textile et de 1% dans l'industrie alimentaire. Le record appartient sans doute aux entreprises extractives de pétrole avec un taux

Le principe de la distinction des dotations aux amortissements en sommes de réparations et somme de renouvellement fut introduit en 1938 en réaction à des excès d'installations nouvelles par les entreprises. Il semble que l'excès inverse n'a pu être évité: le vieillissement de capacités entretenues à force de réparations n'est pas étranger, sans doute, à une élévation du coefficient de capital. A la fin des années cinquante, quelque deux millions de personnes sont, en effet, occupées en permanence aux travaux de réparations (48).

Une réévaluation des fonds fixes a eu lieu le premier janvier 1960, qui s'est traduite par une plus-value de 12%; ces normes unifiées d'amortissement pour les différentes branches -légèrement relevées- ont été mises en vigueur à la date du 1er janvier 1963, tout en restant notablement insuffisantes.

par.3. LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

Les investissements en capital productif s'opèrent à partir de plusieurs sources.

A.

Des dotations budgétaires à fonds perdus servent à créer de nouvelles entreprises comme à accroître et moderniser les équipements de celles qui réussissent à convaincre les autorités du bien-fondé de leur requête. Cette source l'emporte de loin sur les autres. Une autre solutions eût d'ailleurs été difficilement concevable au vu des prélèvements énormes du budget sur les profits.

Dans le total des dépenses d'investissements, les dépenses budgétaires représentent dans les années cinquante une moyenne de près de 67% (49). C'est l'industrie lourde qui connaît la priorité dans ce domaine. Pour les années d'avant-guerre, on peut citer les chiffres suivants:

TABLEAU II: PART DES MOYENS BUDGETAIRES DANS LE TOTAL DES INVESTISSEMENTS PAR SECTEUR (en %). 1938-1940.

	1938	1939	1940
- Industrie lourde:	75,5	79,7	72,9
- Industrie légère:	68,9	39,7	64,2
- Industrie alimentaire:	48,3	41,7	28,4

source: H. CHAMBRE, L'autofinancement en Union soviétique, Econ. appliquée, 1968, 3-4, p. 674.

...: dépassant les 46%.

(47): Calculs effectués à partir des chiffres cités par H. CHAMBRE, op.cit., pp. 673, 680 et 683. Il s'agit des investissements d'Etat et coopératifs à l'exclusion des investissements des kolkhozes.

(48): G. CAIRE, La planification soviétique à la recherche de la rationalité, Revue économique, 1963, 3, p. 419.

(49): Voir chiffres plus détaillés dans Vl. KATKOFF, Soviet Economy 1940-1965, Baltimore, 1961, p. 248.

B.

Le bénéfice de l'entreprise fournit une autre source d'investissements: on peut difficilement parler d'autofinancement du fait que les investissements restent l'objet d'une décision centralisée. L'entreprise verse une certaine quotité de son profit à la Strojbank, qui en contrôle l'utilisation.

Cette part du bénéfice consacrée aux investissements des entreprises a évolué comme suit:

TABLEAU III: PART DES FONDS AFFECTES AUX INVESTISSEMENTS DANS LES BENEFICES DES ENTREPRISES (en % du total des bénéfices):1958-1964.

1958: 11,8	1960: 11,9	1962: 13,1	1964: 11,2
1959: 11,6	1961: 12,6	1963: 11,4	

source: H. CHAMBRE, op.cit., p. 685 et Annuaire U.R.S.S., 1966, p. 506.

TABLEAU IV: PART DES INVESTISSEMENTS PROVENANT DE PRELEVEMENTS SUR LES BENEFICES DANS LE TOTAL DES INVESTISSEMENTS (en%):1958-1964.

1958: 9,5	1960: 9,4	1962: 11,21	1964: 9,7
1959: 9,3	1961: 10	1963: 9,2	

source: Calculée par la combinaison des chiffres fournis par H. CHAMBRE, op.cit., p. 683 et 685. Seules sont prises en ligne de compte les entreprises bénéficiaires.

C.

On signalera comme source auxiliaire de financement des investissements de l'entreprise le produit de la vente d'objets divers lui restant en fin de certains travaux de construction (baraquements, matériaux...).

D.

Enfin, comme on l'a signalé au chapitre précédent, le fonds de l'entreprise, constitué à partir des bénéfices d'exploitation, sert à des travaux de modernisation ou d'agrandissement. Les sommes affectées à cette fin sont non seulement fort réduites mais encore dépensées selon des règles et sous un contrôle fort centralisés si bien que l'autonomie de l'entreprise quant à ses investissements est essentiellement formelle. Qu'on sache par exemple que ce poste représente en 1964 0,7% seulement du total des investissements industriels (50).

(50): B. STEPANOV, Fond razvitija proizvodstva, Vop. Ek., 1966, 8, p. 115.

par. 4 LA RENTABILITE

Dans quelle mesure les indices imposés par l'autorité de tutelle incitent-ils les entreprises à utiliser au mieux leurs fonds ?

Ici encore, l'observateur est déconcerté par le foisonnement d'indices analytiques -très souvent en nature- en lieu et place du critère de la rentabilité.

La sous-évaluation des biens de production et le faible taux d'amortissement ont laissé se développer une gestion peu économique du capital, que n'a pu améliorer la somme des indices précités.

Parmi ceux-ci, on citera des normes telles que la construction de capacités nouvelles, l'agrandissement des capacités existantes, l'amortissement, comme expliqué plus haut, la surface productive et des indices techniques propres à chaque branche et même à chaque entreprise: production, en volume par m² de surface (ou m³ de capacité). Ces indices subsisteront même après 1965.

A quoi s'ajoute la "pleine responsabilité" (administrative, disciplinaire et politique) des dirigeants de l'entreprise quant à l'entretien correct des bâtiments, équipements et machines, quant à leurs réparations et quant à leur retrait de la production, affirmée solennellement par le gouvernement (51).

Mais si, dans l'ensemble, les résultats sont médiocres, c'est en raison de l'intérêt hypertrophié pour un seul facteur de production: le travail au détriment des autres.

Un économiste constate: "Le système de planification et de comptabilité actuellement en vigueur de même que l'organisation de l'autonomie comptable fournissent des possibilités de contrôle sensiblement plus grandes sur l'utilisation des fonds circulants que sur celle des fonds fixes" (52). Un autre relève que "sur de nombreux chantiers, on trouve une quantité importante de matériaux abandonnés, détériorés, mis en pièces..." (53).

Malgré la forte consommation d'investissements, les entreprises ne sont guère incitées à introduire des techniques nouvelles, lesquelles se soldent pendant les premières années d'exploitation par un coût de fonctionnement accru. Les indices de production brute et de réduction des coûts favorisent donc un type de développement peu propice à une utilisation rationnelle des ressources.

(51): Cfr. décision du C.C.P. du 8.1.1938 "Sur l'utilisation des versements aux amortissements et sur l'amélioration des réparations dans les entreprises industrielles".

(52): S.K. TATUR, op.cit., p. 163.

(53): I.M. LEVITANUS, op.cit., p. 164.

V. ANDREEV, directeur de l'usine de construction de machines V.I. LENINE, se plaint en ces termes: "Remplacer des matériaux chers par des autres bon marché n'est pas non plus avantageux pour le "brut" et les directeurs ne tiennent pas à faire ces transformations" (54). On reverra à ce sujet les remarques du quatrième chapitre consacrées aux limites de l'intéressement matériel.

Les journaux et les économistes dénoncent à maintes reprises des cas flagrants de gaspillage, de mise hors d'usage d'appareils à peine employés, d'accumulation dans les hangars de matériel inutilisé. Peut-il en aller autrement tant que le financement de ces fonds -par dotation budgétaire ou autrement- ne pèse pas suffisamment sur les coûts de production ?

I.M. LEVITANUS signale ainsi que les équipements de l'industrie charbonnière sont nettement sous-utilisés. Selon les années (entre 1952 et 1960) et selon les types d'équipements, le taux d'utilisation varie de 48% (combinés mineurs en 1952) au pire à 71% (appareils de manutention du minerai en 1956) au mieux. La cause des abus réside dans "les accrocs de l'organisation de l'approvisionnement matériel et technique, dans les immobilisations dues au temps trop long et à la mauvaise qualité des réparations ainsi qu'à une quantité excessive d'équipements en réserve" (55).

C'est précisément parce qu'ils se heurtent quotidiennement à cette question que les techniciens réagissent et réhabilitent spontanément le taux d'intérêt...

par. 5. LE TAUX D'INTERET

Les principes idéologiques des théoriciens ne pouvaient manquer d'être confrontés aux réalités et au bon sens commun dans la pratique quotidienne.

Chargés d'exécuter les directives politiques du centre, les agents de l'administration et, plus particulièrement, les ingénieurs comprennent bien vite les aberrations auxquelles la mise en pratique sans nuances des dogmes économiques les conduirait. . C'est que d'un point de vue technique, ils ne peuvent se passer de la recherche d'un optimum dans l'agencement des facteurs: c'est le cas dans les questions de section de tuyaux ou de fils électriques, dans les calculs de courbure de routes ou de voies ferrées. Coût de fonctionnement et dépense initiale sont inversement proportionnels. Faut-il hypertrophier inconditionnellement et sans limite l'objectif de

(54): V. ANDREEV, op.cit.p. 2.

(55): I.M. LEVITANUS, op.cit., pp. 138 et 139.

réduction des coûts au prix d'investissements démesurés ? Le facteur temps se présente lui aussi comme une contrainte: l'intuition seule commande d'en tenir compte. A quoi il faut ajouter la prise de conscience des techniciens de l'interaction entre les divers projets comme entre les différents secteurs de l'économie: des coûts très bas -acquis au prix d'un investissement élevé- sont alors compensés par des coûts élevés dans d'autres secteurs moins privilégiés quant aux investissements.

C'est pourquoi, dans les années trente, l'on voit resurgir dans les dossiers des techniciens appelés à choisir entre différentes variantes d'investissements la catégorie bannie du taux d'intérêt sous des formes inavouées, dissimulées ou détournées par un curieux phénomène de revanche du bon sens sur l'idéologie (56).

Certains, sans se soucier outre mesure des circulaires administratives, imputent automatiquement aux coûts de fonctionnement un pourcentage de l'investissement initial.

C'est le cas, notamment, dans le domaine de la construction de centrales électriques. Le pourcentage de l'investissement inclus dans le coût de fonctionnement est tantôt de 2,5%, tantôt de 6% (57).

D'autres, craignant sans doute une réapparition si évidente du taux d'intérêt, composent un critère complexe d'efficacité de l'investissement, alliant la rentabilité du capital (pour la moitié), la productivité du travail obtenue par l'investissement (à concurrence de 20%), la réduction du prix de revient (à raison de 20%) et la rotation du capital circulant (pour 10%). C'est le cas de GREBNEV et de RADIONOV dès 1933 (58).

Une troisième façon de tempérer la priorité pure et simple donnée aux coûts de fonctionnement n'est autre que de minimiser dans les choix des variantes la somme de l'investissement initial et des coûts de fonctionnement pendant un délai déterminé. Elle a pour elle de renvoyer à la théorie de la valeur-travail les auteurs des abondantes directives sur la réduction des dépenses de travail !

Un groupe d'ingénieurs se prononce pour une "norme d'efficacité relative des investissements". Les deux noms principaux à retenir à ce sujet sont V. KHACATUROV et A. LUR'E. Le premier, ingénieur économiste, connu par la suite surtout pour ses recherches économiques, remet à l'honneur les formules d'intérêts composés. Pour A. LUR'E, ingénieur des trans-

(56): Sur cette résurgence du calcul économique dans les faits, voir J.M. COLLETTE, op.cit., pp. 160 sv. et Gregory GROSSMAN, Scarce capital and soviet doctrine, The Quarterly journal of economics, août 1953, 3, pp. 313 sv.
(57): Cfr. L.V. KANTOROVITCH, Calcul économique et utilisation des ressources, P., Dunod, 1963, p. 176.
(58): Cfr. J.M. COLLETTE, op.cit., pp. 162-163.

ports, il convient d'apprécier la rentabilité globale de l'économie et d'allouer les ressources de façon à égaliser l'efficacité relative marginale (symbolisée par la lettre grecque delta) dans tous les secteurs. La norme est elle-même construite en tenant compte des différents facteurs de production: l'abondance de l'épargne, les perspectives d'emploi et le progrès technologique (59).

La rareté des ressources est prise en considération par d'autres qui "alourdissent" le prix de certaines matières rares d'un "coefficient de déficit".

Mais la méthode de calcul promise au plus bel avenir, dont l'usage se répandra dans les différents pays socialistes (comme dans les entreprises occidentales), est celle du délai de récupération. Elle devient officielle à partir de 1954, lorsque la Gosbank reçoit le droit d'octroyer des crédits de modernisation aux entreprises. L'octroi de ressources limitées dans le chef de la Gosbank nécessite logiquement une sélection. C'est à ce niveau qu'intervient le délai de récupération.

Pour calculer le délai de récupération, on minimise la formule suivante destinée à départager deux variantes d'investissements:

$$T = \frac{I_1 - I_0}{C_0 - C_1}$$

où I_1 est l'investissement à consentir pour la variante
 I_0 est la valeur du capital à remplacer
 C_0 est le coût de fonctionnement annuel du capital à remplacer
 C_1 est le coût de fonctionnement annuel de la variante.

On constate qu'aucun calcul d'actualisation n'est pratiqué et que la formule ne couvre pas l'hypothèse de tranches d'investissements étalées dans le temps. De plus, aucune garantie n'est offerte quant à la "rationalité" des données de base, c'est-à-dire l'évaluation des dépenses d'investissements et des coûts de fonctionnement.

T est exprimé en années. Il représente le délai au terme duquel la dépense additionnelle constituée par l'investissement est remboursée par l'économie quant aux coûts. L'inverse de T équivaut au taux d'intérêt. En pratique, la valeur de T est imposée par les administrations aux ingénieurs et peut varier d'un secteur à l'autre.

Dans ce cas, lorsque l'on se trouve confronté à plusieurs variantes, il s'agit donc de choisir la variante pour laquelle $C + Ix\frac{1}{T}$ donne la valeur minimum.

Si l'on s'interroge sur la nature exacte de cet indice, on constate qu'il n'est pas sans analogie avec les critères traditionnels de choix d'investissements dans les régimes capitalistes. Car que représente $I_1 - I_0$ sinon un accroissement de capital et

(59): Cfr. Gr. GROSSMAN, op.cit., p. 321 et J.M. COLLETTE, op.cit., pp.175sv.

Co - C1 sinon un accroissement de profit, le calcul se faisant en effet à quantités et prix constants ?

L'inverse de T, ou $\frac{\Delta \text{profit}}{\Delta \text{capital}}$, n'est autre que la rentabilité du capital additionnel. En comparant cette rentabilité marginale à une norme donnée, on n'agit pas autrement que les planificateurs occidentaux (60) ou que le capitaliste qui compare le rendement de ses investissements au taux d'intérêt en vigueur.

Par comparaison, on signalera deux méthodes habituelles de calcul de rentabilité d'un investissement dans une économie de marché: celle du délai de recouvrement fixe et celle du flux monétaire actualisé; elles ne sont pas différentes quant à leur nature du délai de récupération. Dans le premier cas, on suppose imposé un délai d'amortissement T pendant lequel le profit P obtenu par l'investissement doit rembourser l'entrepreneur de son investissement (I). Soit:

$$I \text{ doit } \leq \int_0^T P(t) dt$$

ce qui ramène à la formule soviétique où T est imposé car là aussi:

$$I \text{ doit } \leq T(Co - C1).$$

Comme on a vu que Co - C1 équivaut au profit additionnel, cela revient à:

$$I \leq T P \text{ additionnel,}$$

formule qui n'est que l'application de

$$I \leq \int_0^T P(t) dt$$

quand P est constant.

Dans le second cas, on cherche la valeur T qui vérifie l'égalité:

$$I = \int_0^T P(t) e^{-rt} dt$$

où r est le taux d'intérêt. On peut dire que si $\frac{1}{T} \gg r$, l'investissement doit être tenté et l'on retombe dans la pratique soviétique; la parenté est d'autant plus forte que la formule précitée se réduit à

$$I = \frac{P}{r}$$

quand T est grand.

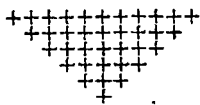
D'autres formules sont imaginées: toutes expriment la résistance des réalités aux principes abstraits, mais aucune ne s'appuie sur des justifications économiques explicites fondamentales.

Les limites de ce phénomène doivent néanmoins être mises en évidence: il ne s'agit que de simples méthodes de calcul utilisées dans le choix des techniques. L'entreprise, quant à elle, n'inclut aucune forme d'intérêt

dans ses coûts comme on le constatera par la suite et les prix de production ne reflètent pas le "coût du capital". Ces ingénieurs déchaînent pourtant les attaques virulentes des économistes officiels du régime, qui ne manquent pas d'invoquer MARX à leur appui.

Quelques années plus tard, les formules spontanées et hétéroclites des audacieux ingénieurs seront toutefois reprises, amplifiées et généralisées par d'autres économistes qui, eux aussi, prendront "Le Capital" pour garant...

En conclusions, il faut retenir que l'évaluation totalement arbitraire des biens de production, motivée par la volonté de bouleverser les structures, ne permet d'aucune façon de traduire la rareté relative des biens ou leur utilité sociale. La confusion qu'un tel système introduit se prolonge dans l'évaluation des biens produits en aval. La part négligeable des dépenses de capital dans les coûts entraîne forcément des blocages et une inefficacité croissante de l'économie. Ceci apparaîtra mieux dans l'étude des mécanismes de répartition des biens de capital.



SECTION II. L'APPROCHE DYNAMIQUE: LE MARCHE ADMINISTRATIF DES MOYENS DE PRODUCTION

par.1er: LE MECANISME ADMINISTRATIF.

A la tête d'une administration tentaculaire embrassant tous les secteurs de l'activité économique, il est normal que le planificateur rêve de se substituer au marché, dont les théoriciens du socialisme ont d'ailleurs annoncé la fin prochaine.

Maître d'une administration extrêmement centralisée, propriétaire des entreprises industrielles, des transports, des organismes d'approvisionnement et de commerce, l'Etat n'a-t-il pas en mains les instruments qui, avec les techniques naissantes du calcul électronique, lui permettront d'affiner l'harmonieuse mécanique de la première économie socialiste du monde ? Telle est précisément l'ambition des dirigeants du GOSPLAN qui, au coeur de la période stalnienne, cumule toutes les fonctions de planification: travaux d'études et de statistiques, planification perspective, planification courante de la production et planification de l'approvisionnement.

Est-il possible d'intégrer les cellules de production dans un ensemble homogène et de remplacer les mécanismes spontanés du marché tant décriés ?

L'examen du système d'approvisionnement fournira des éléments de réponse.

Si l'on distingue organiquement l'approvisionnement des entreprises en matières premières et moyens de production et l'écoulement de leur production, il est clair que ces deux opérations ne sont que les deux aspects d'un seul et même processus.

Une fois les objectifs de production fixés par le centre et transmis aux agents périphériques, comment les moyens de production sont-ils acheminés jusqu'à ces derniers ?

Selon les époques, les institutions chargées de pourvoir à l'approvisionnement ont varié: le chapitre 1er a permis de s'en rendre compte. De plus, il est évident que quelque centralisée que soit l'administration économique, il ne peut être question pour les organes centraux de planifier l'approvisionnement de tous les centres de production et pour tous les articles circulants sur le territoire de l'Union. Seuls les produits-clés, ceux sur lesquels repose une économie, sont centralement répartis. La centralisation se mesure d'ailleurs au nombre d'articles centralement répartis.

Après la guerre, le Gosplan planifie l'approvisionnement d'un bon millier de produits de base dits "fondés": environ 1600 en 1951-1952, 800 en 1953-1954 et 760 en 1958 (60); mais leur distribution ne s'opère que par l'entremise des administrations actives: les ministères, leurs départements de l'approvisionnement (Glavsbyty et Glavsnaby) et même les Glavki. Glavsbyt signifie: administration principale de l'écoulement et Glavsnab: administration principale de l'approvisionnement. L'octroi aux ministères de fonctions d'approvisionnement concurremment aux fonctions productives est le fait de la décision du Comité exécutif central et du Conseil des commissaires du peuple du 15 juillet 1936 (61). Avant 1940, les Glavki avaient elles-mêmes multiplié en leur sein des directions fonctionnelles de l'approvisionnement. La décision du 5 avril 1940 a mis fin à cette pratique et fusionné ces directions au niveau de chaque ministère.

Le propre du régime d'avant 1965 est, comme on le constate, de confier l'approvisionnement aux administrations productives.

Les départements planifient en outre eux-mêmes la répartition de quelque cinq mille autres produits, appelés "centralement planifiés". Les autorités locales, les succursales des Snaby et Sbyty quant à elles répartissent les articles de moindre importance, tandis que pour certains autres produits, les entreprises sont libres de se les procurer par leurs propres moyens.

Le nombre des articles répartis par les différents organes centraux passera de 6000 en 1958 (époque de la régionalisation) à 12.750 en 1960, 14.000 en 1961 et 19.000 en 1962 (62).

(60): Cfr. BORNSTEIN et FUSFELD, The Soviet economy, Homewood, Illinois, 1962, p. 89.

(61): Décision "Sur les droits de khozraschët des administrations principales des Commissariats du peuple industriels", Direktivy...., t.II, p. 512.

(62): E. ZALESKI, La réforme d'octobre 1965 et la gestion de l'entreprise en U.R.S.S., Cahiers I.S.E.A., G, mai. 1966, p. 150.

La coordination entre le Gosplan et les ministères est assurée par les sections économiques de branche et les sections économiques générales (fonctionnelles) du Gosplan; les premières guident les ministères dans leurs plans de production et les secondes dans leurs plans financiers, des salaires, d'investissements et, entre autres, d'approvisionnement. Les Glavnaby et Glavsbyty des ministères communiquent avec les départements correspondants des entreprises, si bien que de la base au sommet, le système est unifié.

En 1957, la réforme régionale charge les Sovnarkhozes d'établir des "normes de consommation matérielle et technique" pour les entreprises dépendant d'eux et de pourvoir à leur approvisionnement, c'est-à-dire de les faire entrer en relations. Les livraisons inter-régionales, quant à elles, relèvent des républiques (pour quelque 3000 articles) et les livraisons inter-républicaines ressortissent au Gosplan puis, après 1962, au Sovnarkhoze de l'U.R.S.S. (pour environ 1500 articles).

Le mécanisme de la fixation des prix est centralisé de la même façon. Ainsi, un organe central -qui, selon les époques, s'appellera le V.S.N.Kh., le S.T.O., l'Ekonomsovet ou le Gosplan- planifie les prix des produits de base, tant moyens de production que biens de consommation. Des accords entre commissariats du peuple (ministères après 1946) "producteurs" et "consommateurs" règlent les prix des autres biens de l'industrie fédérale. Pour les articles des industries républicaines et locales, les prix sont déterminés soit en fonction des prix centraux, soit par les gouvernements républicains eux-mêmes, dans certaines limites. Les Sovnarkhozes auront des pouvoirs pour les articles nouveaux. Dans certains cas résiduels, les autorités locales fixent elles-mêmes les prix.

Les organes centraux de planification ont la délicate tâche d'équilibrer plans de production et plans d'approvisionnement. Les instruments traditionnels le leur permettant sont les balances.

Les balances sont un procédé général de planification utilisé dans divers domaines. Il s'agit de bilans qui ajustent aussi bien la production de biens en nature ou en valeur que des masses monétaires, comme les salaires, le budget de l'Etat, les revenus et dépenses de la population, que l'emploi (balances de la main-d'oeuvre) ou des agrégats tels que le produit social global, le revenu national, etc. Les balances en nature détaillent pour les principales productions leur origine et leur destination. Pour un bien de production ou de consommation, on aura une balance telle que celle que schématise le tableau V.

En parcourant ces balances, on est frappé par le caractère comptable et peu dynamique de la méthode, l'"économie soviétique étant considérée comme une vaste entreprise.

TABLEAU V: MODELE DE BALANCE D'UN ARTICLE EN NATURE.

origines	emplois
1. RESERVES en début de période	1. Ecoulement sur le marché (+)
- chez les producteurs (par ministère)	
- chez les fournisseurs	2. Utilisation dans la production l'exploitation la construction
- chez les consommateurs (+)	(par ministère)
2. Production (par ministère)	
3. Importation	3. Constitution de réserves (2)
4. Divers	4. Exportation
	5. RESERVES en fin de période
	- chez les producteurs (par ministère)
	- chez les fournisseurs
	- chez les consommateurs (1).

notes:

(1): Selon qu'il s'agit d'un moyen de production ou d'un bien de consommation, le "consommateur" est soit une entreprise, soit un particulier.

(2): Les réserves visent soit à parer à des pénuries exceptionnelles, soit à permettre aux entreprises les plus dynamiques de dépasser leur plan de production.

(+): Ne vaut que pour les biens de consommation.

Ce fait étonne peu quand on se remémore les affirmations de LENINE:

"Le socialisme, ce sont des comptes, écrivait-il. Les comptes et le contrôle, voilà l'essentiel qui est requis pour la "mise au point", pour le fonctionnement correct de la première phase de la société communiste" (63).

Et, précisément, c'est par ces balances (oubilians) que se manifeste la profonde interdépendance de toutes les branches de l'économie. La construction des balances se fait selon un ordre de priorité des produits. Les matières de base de l'économie sont "mises en balance" avant les autres. Une hiérarchie des produits permet un travail plus ou moins cohérent. La modification des balances pose bien sûr une foule de problèmes. S'agit-il d'accroître la production d'un article ? La production de ses constituants doit en être automatiquement accélérée à son tour. De même, par itération, les constituants de ses constituants et ainsi de suite. Sans compter l'incidence de ces opérations sur les balances de la main-d'oeuvre, des salaires, etc. Bref, tout changement dans la production d'un bien aura en principe des répercussions en amont.

Dans l'esprit des planificateurs, les balances doivent se substituer au marché. Elles sont à leurs yeux un marché artificiel où l'offre et les demandes sont confrontées d'abord, ajustées ensuite, selon une procédure qui peut rappeler sous certains aspects l'élaboration d'un budget. A l'instar de ce qui s'y observe, les secteurs consommateurs ont une ten-

(63): V.I. LENINE, Soçinenija, t. XXV, p. 444, cité par S.K. TATUR, op.cit., p. 50.

dance à fixer leurs besoins sans tenir compte des impératifs d'ensemble, si bien que la somme des demandes excède la somme des offres. Mais alors que dans le budget d'une collectivité politique quelconque, les sources de revenus sont relativement indépendantes des postes de dépenses, l'enchevêtrement des secteurs de l'économie rend ici la négociation beaucoup plus complexe.

L'allusion à un équilibre entre l'offre et la demande ne doit cependant pas illusionner: les balances sont un instruments au service d'une société de production; c'est en fonction de cet objectif que les moyens les moins coûteux pour l'économie doivent être définis. La demande du marché de la consommation n'est pas le point de départ; la consommation (individuelle ou collective) est tout au plus l'un des objectifs du plan quinquennal au même titre que la production des principaux moyens de production. Et si, dans l'arbitrage entre l'offre et la demande, un déséquilibre apparaît, généralement sous la forme d'une insuffisance de l'offre, l'ajustement ne s'obtient pas par une modification des prix, du moins dans le secteur étudié ici, à savoir celui des moyens de production, mais par une adéquation en nature. Le prix ne joue pas de rôle actif, il n'est -du moins en théorie- qu'un instrument de mesure des mouvements des biens et, par là, de contrôle de l'activité des entreprises de production et des organismes d'approvisionnement.

Tel est du moins le schéma théorique; mais la pratique a révélé de nombreuses manifestations du jeu spontané de l'offre et de la demande. Les pages qui suivent y sont consacrées. Dès à présent, cependant, il convient de rappeler ce qui fut dit plus haut quant à l'attitude de l'entreprise devant la multiplicité de ses indices: attitude déterminée souvent par un calcul de rentabilité. C'est le prix qui entraîne donc la production !

Comment le mécanisme de l'approvisionnement se déroule-t-il ?

Dans la seconde moitié de l'année, au moment où, sur base des directives du centre visant à faire respecter certains objectifs prioritaires pour l'année suivante, les entreprises élaborent leur projet de plan de production, elles dressent la liste de leurs "requêtes" (zajavki) quant aux matières premières, produits semi-finis et moyens de production qu'elles jugent nécessaires à leur réalisation. L'entreprise se fonde de même sur ses résultats de l'année précédente et utilise les normes de consommation de combustible et de matières premières que lui impose le centre. Ces normes de "consommation matérielle et technique" précisent les proportions maximales de produits constituants que les entreprises se verront autorisées à commander par unité de production. Les autorités centrales ont, selon les époques, élaboré un nombre plus ou moins grand de ces normes. Par ce nombre

aussi l'on peut juger de l'état de centralisation du régime.

La "requête" est un acte juridique caractérisé par les auteurs soviétiques comme la "forme juridique du projet de plan d'approvisionnement" (64). Elle est obligatoire pour l'entreprise. Le défaut de la manifester entraîne la responsabilité de l'agent compétent. Une fois adressée à l'organe administratif supérieur, celui-ci est tenu sinon de la satisfaire totalement, du moins de l'examiner et de lui donner une suite. Le défaut de suite est également sanctionné par une mesure disciplinaire.

Par un mouvement ascendant comparable à celui des projets de plan de production, glavki, ministères et républiques établissent leurs propres zjavki et c'est l'occasion de délicats arbitrages. C'est suite à ces opérations qu'intervient la maise en balance par les organes du centre de tous les projets de production et de toutes les requêtes de matériaux.

En ce qui concerne les produits de base, répartis par l'organe central, le plan d'approvisionnement, une fois approuvé, redescend aux républiques, ministères et administrations diverses sous forme de "bons de commande" (fondy) et d'ordres de contracter (narjady). Les fondy sont acheminés jusqu'aux entreprises consommatrices dans un délai imposé via les ministères, départements et administrations diverses (appelés "fondoderžateli" ou "détenteurs de fondy"). Ces administrations avertissent les organes d'approvisionnement qui sont chargés de faire parvenir aux futurs fournisseurs les ordres de contracter. C'est sur base de ces ordres symétriques que sera conclu le contrat de livraison.

Les parties au contrat sont la plupart du temps une entreprise et un organe d'approvisionnement et exceptionnellement deux entreprises. La procédure traditionnelle, de loin la plus répandue, consiste à obliger une "base" d'approvisionnement à conclure un contrat avec une entreprise productrice en stipulant que la livraison sera effectuée au profit d'une autre entreprise -consommatrice- en relation contractuelle avec la même base. Dans ces hypothèses, fournisseur et destinataire ne sont pas unis par un contrat direct. L'entreprise productrice paie une commission d'écoulement à la base.

Ce procédé, utilisé aussi bien pour les biens de consommation que pour les moyens de production, présente certains avantages pour les entreprises. En premier lieu, le fournisseur n'a aucun souci à se faire quant à l'écoulement de sa production. On lui présente un client; il peut se concentrer sur son activité de production. Le client, quant à lui, n'a aucun souci à se faire quant à son approvisionnement: le fournisseur viendrait-il à défaillir, que l'organisme d'approvisionnement désignerait un

(64): XXX, Komentarij položenija o socialističeskom gosudarstvennom proizvodstvennom predprijatij, Mos., 1969, p. 103.

autre fournisseur. Enfin, le fournisseur a une garantie de paiement: l'insolvabilité du client ne le touche pas puisque ce dernier n'est pas en relation contractuelle avec lui.

Néanmoins, la complexité de la formule conduit les juristes et les autorités à réfléchir. Des doutes sont émis sur la rationalité du mécanisme.

1°. Est-il sûr, questionne R.O. KHALFINA, que la libération des entreprises de tout souci d'écoulement de la production, ait un effet positif (65) ? La séparation des activités de production et d'approvisionnement s'explique, dit-elle, pour des raisons historiques, mais depuis 1929, les entreprises ont accumulé toute une expérience; dans les conditions nouvelles, c'est-à-dire, avec l'accroissement de la masse des biens produits, "la séparation de l'écoulement et de la production paraît inutile et nuisible" (65). Le branchement des entreprises sur les besoins réels des consommateurs (quels qu'ils soient) éviterait de graves erreurs de planification et, notamment, la production d'articles inutiles.

2°. Les avantages financiers ne sont pas si évidents non plus, continue-t-elle. Car la présence de trois parties au lieu de deux donne lieu au paiement de marges qui sont des dépenses superfétatoires et considérables à l'échelle de l'économie dans son ensemble.

"La responsabilité qu'a l'organisme d'approvisionnement de faire régler à temps les factures par le destinataire coûte très cher au fournisseur (...). Ainsi, pour des livraisons de simple transit par l'intermédiaire des comptoirs de l'approvisionnement matériel et technique du Sovnarkhoze de la ville de Moscou, on a relevé plus de 35.000 factures; combien relèverait-on de tels documents superflus et inutiles à l'échelle de l'Union ? (66) ?

3°. Enfin, la discipline contractuelle n'est pas mieux assurée par le système "à trois" que par une confrontation et un contrôle mutuel des deux parties intéressées; d'autant plus qu'il n'est pas rare qu'un consommateur soit en réalité mis en relation indirecte avec trois, quatre fournisseurs ou plus.

"Ainsi, une usine de Moscou reçoit de l'acier de construction d'une seule et même marque de quatre fournisseurs situés aux quatre coins de l'Union soviétique pour des livraisons de 10-20 tonnes de chaque. Une autre usine reçoit des produits métallurgiques de cinq fournisseurs, également situés dans les régions les plus reculées, alors que (...) deux usines suffiraient à leur livrer la même production. On pourrait citer de nombreux exemples semblables. Indubitablement, l'une des causes de ce "morcellement" superflu et économiquement nuisible est l'absence de relations

(65): R.O. KHALFINA, Pravovoe regulirovanie postavki produkcii v narodnom khozjajstve, MOS., 1963, p. 129.

(66): id., ibid., p. 131.

permanentes entre les entreprises fournisseurs et consommatrices, c'est le style "dépannage" du travail des organismes d'approvisionnement" (67).

On étudiera plus loin le sort fait à ces critiques ainsi que le statut et la réglementation des contrats économiques. Qu'on note seulement à ce stade que les contrats sont toujours des relations horizontales régies par le droit civil (par le droit économique, corrigeront certains auteurs) trouvant leur "cause" -au sens que prend ce terme dans notre droit des contrats- dans deux ordres administratifs correspondants. Les contrats sont un instrument d'exécution du plan, lui apportant les détails nécessaires, mais aussi un moyen de contrôler l'activité des entreprises travaillant en khozraschët, un outil de comptabilité économique et un stimulant à une correcte exécution du plan.

Il faut mentionner encore ici un autre mode de livraison contractuelle fréquemment utilisé avant 1957: il s'agit de conventions "générales", conclues par les différentes administrations de l'approvisionnement des ministères entre elles, en vertu de leur droit à l'autonomie comptable (68). Ces conventions sont suivies de "bulletins de répartition" précisant les fournisseurs et les acheteurs. Les parties sont tenues de passer contrat entre elles pour détailler les conventions générales survenues entre leurs autorités de tutelle respectives. Pour R.O. KHALFINA, ce système était extrêmement encombrant et complexe et a provoqué des reproches justifiés (69).

====

par. II. LE FONCTIONNEMENT DANS LES FAITS.

La mécanique lourde et complexe de l'approvisionnement qui tient lieu de marché peut-elle fonctionner avec la cohérence souhaitée ?

Le première remarque à faire est que les balances procèdent d'une vision excessivement volontariste de l'économie. Eût-il réussi à planifier par le menu toutes les relations entre des millions d'agents que le système administratif n'eût pu éluder les aléas propres à toute société humaine. Tel est son dilemme: ou intégrer totalement l'économie, ce qui ne se conçoit pas dans un état de pénurie relative (70), ou décentraliser la décision économique, ce qui revient à reconnaître dans les institutions et les procédures le jeu d'une initiative indépendante de celle du centre.

(67): R.O. KHALFINA, op.cit., p. 132.

(68): Cfr. décision du C.E.C. et du C.C.P. U.R.S.S. du 15.7.1936 "Sur les droits de khozraschët des administrations principales des commissariats du peuple industriels", Direktivny...., t.II, p. 512.

(69): R.O. KHALFINA, op.cit., p. 18.

(70): Sur ce sujet, voir chapitre III.

La planification administrative présente la caractéristique paradoxale d'ignorer d'une part une quantité de facteurs -subjectifs et objectifs- d'incertitude et, d'autre part, d'institutionnaliser d'autres facteurs tout autant porteurs d'incertitude.

La planification de l'approvisionnement ne tient pas compte des facteurs subjectifs que sont la liberté de décision des agents de production ou la tendance des ministères à se comporter en véritables empires autonomes. En conséquence, la production finale est rarement celle que les plans ont commandée. De même sont ignorés les souhaits des consommateurs .

Par ailleurs, le système administratif néglige bon nombre de facteurs objectifs d'incertitude. Des balances trop tendues mettent l'économie entière à la merci d'obstacles imprévus comme de mauvaises récoltes, l'évolution du commerce international ou des conditions techniques de production différentes des prévisions, sans parler des aléas de la conjoncture politique interne ou mondiale.

Les balances sont construites à partir des normes de consommation matérielle et technique. Mais celles-ci sont soumises à de fortes pressions extérieures: les conditions d'exploitation varient d'une région à l'autre, d'une entreprise à l'autre ou d'un atelier à l'autre, même pour un produit identique, sans compter que les procédés techniques varient dans le temps. Si bien qu'agrèger centralement les balances pour l'ensemble de l'Union tient réellement de la gageure.

Une autre cause permanente d'incertitude est le poste "réparations": le planificateur ne pourra jamais déterminer avec précision la quantité de pièces de rechange^{et} de matières premières à réserver à cette fin. L'état de pénurie rendant la portion de chacun aléatoire, incite les entreprises à exagérer leurs besoins, ce qui empêche une relation de confiance mutuelle entre organe supérieur et directeur d'entreprise et oblige le premier à recourir à des décisions qualifiées d'arbitraires par le second.

De plus, les retards dans la procédure d'élaboration des plans de production et d'approvisionnement font, la plupart du temps, que les entreprises produisent hors plan pendant les premiers mois de l'année. Par une procédure qui rappelle la technique budgétaire des "douzièmes provisoires", une allocation "conservatoire" des ressources permet aux entreprises de fonctionner au niveau de l'année antérieure.

S'il ignore les facteurs de perturbation, le régime "organise en outre la désorganisation" des balances par les mécanismes d'incitation matérielle. Comme on l'a noté au chapitre précédent, ceux-ci poussent les entreprises à produire au-delà du plan. Les primes sont d'autant plus élevées que le plan est dépassé. N'est-ce pas là saper de l'intérieur le laborieux équilibre des balances ?

A quoi s'ajoute que les balances sont partielles et qu'elles portent sur un nombre limité de produits. Certes, les tableaux intersectoriels de KANTOROVIĆ ont pu donner des espoirs, confortés par le développement de l'informatique; toutefois, appliquées à l'approvisionnement, ces balances peuvent difficilement dépasser le stade d'un équilibre global. Imagine-t-on de tels tableaux rentrant dans les détails jusqu'au niveau des entreprises, lesquelles sont dans le seul secteur de l'industrie d'Etat au nombre de 200.000 vers 1965 ? A supposer que la chose fût réalisable, il faudrait encore tenir compte de l'évolution dans le temps des coefficients techniques, sans oublier qu'une hypothèse de base des tableaux intersectoriels est que les prix soient données. S'ils peuvent être fixés administrativement, rien ne garantit qu'ils soient correctement calculés et que, par conséquent, l'allocation soit optimale.

Certains, comme LENINE, ont pu imaginer une économie conçue "comme une seule usine"; d'autres leur ont opposé l'impossibilité de refuser aux unités de production toute initiative:

"Cette conception (totalement intégrée) du plan est liée à la conception du socialisme comme un système qui exclut toute manifestation d'initiative créatrice et d'indépendance aux échelons inférieurs de l'économie. Cela contredit manifestement les principes avancés par le XXIII^e Congrès du parti et par ses résolutions: la gestion planifiée centralisée devrait être concentrée principalement dans les aspects primordiaux et décisifs du développement économique du pays et ne plus s'occuper du tout de la régulation détaillée de toute l'activité économique de chaque entreprise" (71).

Les limites des balances intersectorielles seront d'ailleurs reconnues dans la suite; ainsi M.Z. BOR remarque-t-il que les travaux visant à dresser une balance pour 1970 n'auront pas été en mesure d'influencer pratiquement la confection d'un plan prospectif pour la période à venir (72).

Les balances partielles en nature, accessoires comptables de la planification, ont joué assurément un rôle positif dans la construction et la reconstruction de l'économie soviétique.

Il n'est pas sans intérêt de rappeler que dans l'immédiat après-guerre (jusqu'en 1949, très précisément), la planification française a, elle aussi, recouru à un système d'approvisionnement extrêmement centralisé pour certains biens primordiaux, dans un esprit explicite de reconstruction. Des allocations prioritaires sous forme de contingents de matières premières rares avaient lieu. Une loi -non appliquée- du 11 mai 1946 permettait même au ministre de l'économie de contraindre les entreprises à produire certains

(71): L. LEONT'EV, La production marchande sous le socialisme, Pravda, 31.8.1966, p. 2.

(72): M.Z. BOR, Effektivnost' obščestvennogo proizvodstva i problemy optimal'nogo planirovanija, Mos., 1972, p. 333.

biens. Les entreprises ne pouvaient s'équiper au-delà d'un certain montant sans avoir obtenu une autorisation spéciale du gouvernement destinée à régulariser la demande des moyens de production. Ces contrôles disparurent avec la pénurie (73).

Néanmoins, cette méthode se heurte à un obstacle matériel qui résulte de la complexification permanente de l'économie.

Cette complexification résulte en premier lieu de l'accroissement du nombre des entreprises. A supposer que chacune des 200.000 entreprises industrielles d'Etat ne contracte qu'une seule fois avec chacune des autres -hypothèse supérieure, il est vrai, à la réalité- 19.999.990.000 relations contractuelles sont possibles. A quoi s'ajoutent les autres secteurs que l'industrie.

Si le nombre d'entreprises augmente, il en va de même pour le nombre des produits manufacturés. Un auteur a pu constater que l'économie soviétique produisant en 1965 20 millions d'articles différents, le plan de production était à cette date 1600 fois plus complexe qu'en 1928 (74).

D'autres se sont plu à évaluer le nombre de contrats effectifs. Ainsi, l'auteur occidental LOEBER recensait en 1965 quelque 500.000 unités autonomes dont certaines concluant jusqu'à 10.000 contrats par an. Selon lui, le nombre annuel de contrats devait avoisiner les 250 millions (75).

Ce sont ces perspectives qui poussent les autorités à proclamer: "Dans ces conditions, il est pratiquement impossible de diriger concrètement et de manière opérationnelle une grande quantité d'entreprises ou de chantiers d'un seul ministère ou département" (76).

L'accroissement du personnel affecté à la planification de l'approvisionnement est périodiquement critiqué par les plus hautes autorités.

En 1940, le gouvernement admoneste:

"Le défaut fondamental de l'organisation de l'approvisionnement est la présence au sein des commissariats du peuple d'une multitude de trusts, de comptoirs, de divisions superflus fonctionnant parallèlement, disposant de cadres de personnel énormes ne se justifiant absolument pas. Dans presque chaque commissariat du peuple existent des directions principales de l'approvisionnement (Glavsnaby) avec un vaste réseau d'agences, de divisions et d'agents sur place. Malgré la présence auprès d'une Glavsnab de son important réseau d'approvisionnement, les directions principales sectorielles ont leur propre organisation d'approvisionnement, qui comporte également un réseau ramifié parallèle. Pour les seuls 26 commissariats du peuple fédéraux, il y a 3550 organismes d'approvisionnement, subordonnés aux Glavsnaby avec un cadre de

(73): Cfr. P. BAUCHET, La planification française, P., Seuil, 1962, pp.96-97.

(74): Chiffres cités par E. ZALESKI dans Les réformes de la planification... op.cit., p. 41.

(76): Extrait de la résolution du Plénum du C.C. P.C.U.S. du 14.2.1957, Dire ktivy..., t. IV, p. 682.

(75): Dans W.R. LAFAYE ed., Law in Soviet society, coté dans M.C. SPECHLER, Decentralizing the soviet economy, Soviet studies, 1970, 2, p. 230.

23.000 agents et un fonds des salaires annuel de 106 millions de roubles" (77).

Quinze ans plus tard, la situation semble ne pas s'être améliorée. On compte 9000 organismes d'approvisionnement et d'écoulement. Le gouvernement et le comité central se plaignent de l'inefficacité de l'approvisionnement en des termes quasi semblables à ceux de naguère:

"Le défaut fondamental de la direction de l'économie est la présence d'un nombre excessif de maillons entre les ministères et les entreprises ainsi que d'organes multiples fonctionnant parallèlement, particulièrement dans le domaine de l'approvisionnement. Le système comportant de multiples niveaux dans la direction des entreprises entraîne une paperasserie bureaucratique, empêche la solution en temps voulu des questions économiques. La grande quantité des organes d'approvisionnement de l'un ou l'autre ministère fonctionnant parallèlement conduit à l'immobilisation de denrées et majore la valeur des matériaux et matières premières livrées aux entreprises" (78).

Des coupes sombres sont pratiquées dans l'appareil administratif: en 1954, le gouvernement supprime 898 organismes d'approvisionnement (79). La réforme régionale de 1957 n'est qu'un des maillons d'une impressionnante chaîne de réorganisations qui prit naissance dès la première année du premier quinquennat.

Cette réforme est présentée comme un moyen de pallier le mauvais fonctionnement du mécanisme de l'approvisionnement. Tel est le sens du discours de N.S. KROUCHTCHEV du 14 février 1957 adressé au Plenum du comité central du parti ainsi que de la résolution que cette instance vote le même jour en reprenant d'ailleurs mot à mot certains passages du discours précité (80).

Dans son célèbre rapport au comité central du 27 septembre 1965, A.N. KOSYGIN reviendra sur les défauts du système départemental d'approvisionnement d'avant 1957, "comportant un grand nombre de petites agences, de bases et d'entrepôts faisant double emploi. Ce réseau d'approvisionnement coûteux ne permettait pas une répartition souple des ressources matérielles dans l'économie nationale" (81).

Dans les années soixante, l'engorgement apparaît donc de plus en plus inéluctable. Une projection faite en 1962 par le mathématicien GLUČKOV

(77): Décision du C.C.P. du 5.4.1940 "Sur la structure et l'organisation des organes d'approvisionnement des commissariats du peuple", Direktivy..., t.II, p. 621. (souligné par C.E.L.).

(78): Décision du C.C. P.C.U.S. et du C.D.M. du 14.10.1954, Direktivy..., t. IV, p. 312.

(79) Sur ces rationalisations, voir premier chapitre.

(80): Discours: voir Pravda et Izvestija, 16.2.1957; Pour la résolution, voir Direktivy..., t. IV, p. 679.

(81): Pravda et Izvestija, 28.9.1965, p. 3.

permet d'annoncer que si les méthodes de planification ne changent pas, la croissance géométrique des tâches requerra en 1980 la totalité de la population adulte de l'U.R.S.S. (82) ! Au Plenum du parti de juillet 1960, on soulève le cas d'une livraison entre deux entreprises qui a donné lieu à une paperasserie de 200 kg ! (83). Une réforme s'impose donc qui ne porte plus sur la quantité mais sur la nature des relations dans le système d'approvisionnement. Avant d'y revenir, il faut au préalable examiner d'un peu plus près et dans les faits les lacunes de l'approvisionnement planifié.

A. LES CRISES DE L'APPROVISIONNEMENT ADMINISTRATIF. UN EXEMPLE: LE PREMIER
----- QUINQUENNAT.

La mise en route du système administratif s'est accompagnée d'un phénomène typique. Les observations qui suivent, si elles se réfèrent principalement au premier quinquennat, valent aussi bien pour les plans ultérieurs. On leur donnera donc une portée générale valable pour le système administratif dans son ensemble. Ce qui est en cause ici, est l'existence malgré un plan obligatoire et détaillé, de véritables crises économiques (84).

===

Lorsqu'on examine le lancement du premier quinquennat, on retire l'impression que la "machine économique", malmenée par son allure immodérée (allure que des économistes ultérieurs résumeront par l'expression "plus et plus vite à n'importe quel prix", "bol'se i skoree ljuboj cenoj" (85)), est prête à se disloquer, certains de ses éléments ne parvenant plus à suivre le rythme.

La cause doit en être cherchée dans la confection de plans tendus, où les balances d'approvisionnement contiennent des marges de jeu très faibles et dans l'imposition de normes de consommation matérielles et techniques très rigoureuses. Il en résulte qu'au moindre obstacle, la mécanique se grippe et tend à se démanteler.

Deux exemples parmi d'autres: à Marjupol, sur la mer noire, les fours métallurgiques ont dû travailler au ralenti pendant 720 heures parce que le coke n'arrivait pas. Un observateur apporte le commentaire suivant: "C'est là un phénomène constant depuis la mise en action des grandes installations" (86).

(82): Editorial de Plan. Khoz., 1962, 10, p.5.

(83): Plenum du C.C. P.C.U.S., compte rendu sténographique, Mos., 1960, p. 189.

(84): Sur ce thème des crises dans une économie planifiée, voir E. ZALESKI, Planification de la croissance et fluctuations économiques, t.I, P., SEDES, 1962, pour le premier quinquennat soviétique; J. MARCZEWSKI, Conjoncture et développement planifié, dans Econ. Appl., 1962, 1-2, pp. 175 sv., d'une façon plus générale.

Autre cas: l'usine d'automobiles de Nijnyj-Novgorod (future Gorkij), construite par des techniciens étrangers sur le modèle des usines Ford à Détroit. Au lieu des 140.000 autos prévues par an, l'usine ne peut sortir pendant le premier trimestre de la deuxième année de son fonctionnement que 171 voitures complètes. Après quoi, elle sera fermée deux semaines durant (87).

Le deuxième chapitre a évoqué le lancement chaotique du premier plan et ses répercussions sur le sort des consommateurs. On y a décrit l'inflation qui s'est développée sur le marché de la consommation suite aux mauvais résultats quant à la productivité et à la réduction des coûts accompagnés d'un dépassement des plans de l'emploi et des revenus nominaux. Retrouve-t-on les mêmes phénomènes dans le secteur des moyens de production ?

Dans ce secteur, comme dans celui des biens de consommation, les déficiences observées quant aux plans des coûts et de la productivité entraînent un déficit de matières premières.

C'est ainsi qu'en 1928-1929, l'offre de plusieurs matières premières croît nettement moins vite que leur demande: 30% de la demande en métaux ferreux ne peuvent être satisfaits; la production de charbon est inférieure aux prévisions, mais le plan de consommation de ce combustible est dépassé (88).

Dans une économie de marché, un semblable hiatus se comble par un réajustement des prix. En l'absence d'un tel "amortisseur", la crise doit, dans une économie planifiée, se résoudre autrement. On peut envisager trois manières:

- ou bien l'entreprise manquant d'une ou de plusieurs matières premières suspend sa production, ce qui répercute le déficit en aval;
- ou bien la production de ces matières est accélérée dans les industries en amont, ce qui déclenche une réaction en chaîne et signifie en définitive une accélération du processus, laquelle est par hypothèse difficile à susciter vu le caractère tendu des plans initiaux;
- ou bien un accroissement de la productivité de l'entreprise est particulièrement encouragé pour réduire coûte que coûte la consommation excédentaire. Cette dernière solution est tout aussi ardue que la précédente pour la même raison.

La crise, ne pouvant se résoudre en valeur, se déclenche en nature: des goulots d'étranglement se produisent; les entreprises situées en aval

(85): Voir par ex. A. NOTKIN, K vorposu o kriterii optimal'nosti èkonomi-
českogo razvitija, Vop. Ek., 1966, 8, pp. 15 sv.

(86): Gustave MEQUET, Les leçons du plan quinquennal, libr. F. Alcan, P.,
1934, p. 135.

(87): id., ibid., pp. 131-132.

(88): Cfr. E ZALESKI, op.cit., pp. 84 sv.

ne recevant plus leurs matières premières et produits semi-finis sont réduites à un chômage technique plus ou moins étendu. Et le phénomène est cumulatif.

Les autorités, loin de revenir à des objectifs moins ambitieux, font des choix en cours d'exécution. De cet arbitrage qui, vu le tumulte des circonstances, s'apparente fréquemment à l'arbitraire, résulte une scission entre, d'une part, les priorités qui doivent être maintenues quoi qu'il en coûte et les moyens de les garantir (investissements nouveaux, approvisionnement en main-d'oeuvre) et, d'autre part, le résidu des indices planifiés jugés non essentiels.

C'est ainsi que, paradoxalement, on ouvre de nouveaux chantiers alors que les consommateurs éprouvent de plus en plus de peine à se procurer les marchandises de première nécessité. On a noté au chapitre II comment le secteur de la consommation a fait les frais de la planification quinquennale.

Ces faits entraînent plusieurs conséquences importantes.

Les dislocations du plan signifient pour les entreprises un climat permanent d'insécurité. Sachant d'avance que leurs besoins en matières premières risquent de ne pas être satisfaits à moins d'appartenir à un secteur prioritaire (selon des critères de priorité qui, d'ailleurs, varient avec le temps) comment les entreprises peuvent-elles s'engager entre elles par des accords stables et précis? En d'autres termes, un contrat économique assorti d'une réelle responsabilité est-il concevable dans une conjoncture fluctuante et dans un cadre structurel en constante évolution?

Les entreprises émettent des "zajavki", mais en raison de la pénurie ambiante, la demande excède l'offre. Comme aucune échelle d'intensité ne permet d'évaluer l'urgence des besoins, force est de s'en remettre à des critères politiques. Pour le reste, l'on voit se constituer un réseau d'approvisionnement parallèle, qui restera un trait permanent de la planification soviétique; une forme de marché noir des moyens de production met en contact les entreprises constatant un excès et un manque mutuellement avantageux. On verra des Sovnarkhozes organiser des "jours de marché" où les entreprises disposant de réserves les écoulent auprès de celles qui manquent de matières premières; on verra des ministères éditer un bulletin recensant les disponibilités en moyens de production (89). Les mêmes tractations ont lieu pour ce qui concerne la main-d'oeuvre: certains directeurs, faisant fi des réglementations sur les rémunérations, n'hésitent pas à débaucher des travailleurs auprès d'autres entreprises, leur promettant des conditions plus avantageuses.

(89): Ainsi, T.D. ALIMOVA signale que les ministères éditent chacun un "Bulletin d'information des disponibilités de matériaux et d'équipements à écouler"; voir T.D. ALIMOVA, Zakon sprosa i predloženija pri socialisme, Len., 1974, p. 26.

conditions plus avantageuses.

Afin de se prémunir contre l'insécurité de l'approvisionnement, les directeurs constituent des réserves occultes, dites "pro-zapas" (réserves productives).

Vers 1965, les réserves non planifiées de matériaux dans les entreprises et sur les chantiers atteindront 2 milliards de roubles. Leur volume croît beaucoup plus rapidement que celui de la production comme en témoignent les chiffres (90).

De même, les entreprises exagèrent leurs besoins dans leurs "zajavki" ou sous-évaluent leurs capacités productives, créent des petits ateliers auxiliaires, producteurs d'instruments de travail, ce qui ne va pas sans provoquer une "dé-spécialisation" des branches ainsi qu'une chute du rendement des capitaux investis.

Le procédé des "tolkaçi" trouve lui aussi son origine dans les lacunes de l'approvisionnement: l'engagement de démarcheurs chargés de frapper aux portes des ministères pour débloquer les dossiers a paru à plus d'un chef d'entreprise une dépense "socialement utile" dans les conditions de l'approvisionnement centralisé. Ce type de démarches n'est bien sûr pas exempt d'interférences politiques.

On fera le rapprochement avec les démarches des gestionnaires communaux et locaux de nos pays désireux de faire avancer leurs dossiers auprès des ministères de tutelle. Certaines villes de province ont une "antenne" permanente dans la capitale.

Dans ce domaine des "tolkaçi", les Etats-Unis semblent s'être mis à l'école de l'Union soviétique. Le Wall street journal signalait en effet que durant la pénurie d'approvisionnement de juillet 1974, des sociétés américaines avaient recouru aux services de "tolkaçi" pour encourager leurs fournisseurs à s'acquitter plus promptement de leurs obligations contractuelles (91).

La constitution de réserves n'est pas l'apanage des seules entreprises: chaque maillon de l'appareil administratif fait de même, ce qui a pour effet de réduire substantiellement la masse des biens qui parviennent effectivement jusqu'aux entreprises.

Autre conséquence des déficiences de l'approvisionnement: incapables de réaliser leur plan quantitativement, les entreprises trichent sur la qualité.

On doit encore signaler les étonnants gaspillages auxquels, paradoxalement, donne lieu l'état de pénurie. R.O. KHALFINA cite ainsi le cas d'entreprises tellement obnubilées par le manque

(90): Cfr. G. KOSJACENKO, Pribyl' i rentakel'nost', Finansy S.S.S.R., 1966, 2, p. 34; chiffres dans le même sens dans V. ČERNJAVSKIJ, Voprosy sovershenstvovanija planirovanija i upravlenija proizvodstvom, Vop. Ek., 1966, 6, p.23.

(91): Wall street journal, 10.7.1974, p. 32.

de pièces métalliques qu'elles acceptent les premiers "narjady" venus au risque de se trouver en possession de pièces de taille et de forme inadéquates. On les reprofile au prix d'une limaille qui représente presque la moitié du métal livré ! D'autres organismes se font livrer par avion des produits métalliques de poids et consentent à y mettre le prix (92).

Les modifications des plans en cours de route et les retards dans les livraisons provoquent ces phénomènes bien typiques secrétés par la planification soviétique que les Russes appellent la "neritmičnost" (le manque de rythme), la "sturmovščina" (la production par saccades) ainsi que l'"avral'nyj metod produkcii" (méthode de production par branle-bas) (93). L.V. KANTOROVIC évalue les pertes engendrées par les à-coups à 25% du volume total de la production (94).

Que représentent ces comportements sinon autant de manifestations -dévies sans doute- de la loi de l'offre et de la demande, autant de "perversions" du système centralisé d'approvisionnement ?

Comme le chapitre II a pu en rendre compte, la priorité du secteur des moyens de production s'accompagne d'une faveur particulière envers les travailleurs de ce secteur et, notamment, en matière de cartes de ravitaillement (95). Si bien que les branches ou les projets prioritaires bénéficient ainsi que leurs sous-traitants de privilèges qui portent sur les divers facteurs de production: jouissant d'un approvisionnement matériel et technique préférentiel, le secteur prioritaire se voit gratifié en outre d'une main-d'oeuvre vaillante et qualifiée.

C'est dans cet esprit qu'il faut relever la création spontanée et le développement de réseaux de fourniture de biens de consommation annexés à divers secteurs productifs. Des usines disposent ainsi de leur ferme, de leur magasin, de leur cantine, d'un service de logement qui, constituant l'intendance, ont l'avantage de fixer la main-d'oeuvre à son lieu de travail.

Le développement de ces auxiliaires inattendus de la production dépasse les prévisions. En 1932, l'"alimentation collective" concerne plus de 70% des travailleurs de l'industrie, ce qui correspond à six fois les objectifs du plan (96). Mais comme bientôt la famine ne tardera pas à sévir à Moscou, STALINE proposera aux administrations et aux particuliers d'élever des lapins et de cultiver des champignons dans les caves afin d'améliorer l'ordinaire du personnel (97).

(92): R.O. KHALFINA, op.cit., p. 95.

(93): Pour l'énumération des multiples facteurs d'incertitude dans l'approvisionnement planifié, voir MONTIAS, Planning with material balances, dans The american economic review, 1959, 5, pp. 978 sv.

(94): L.V. KANTOROVIC, op.cit., p.3.

(95): Le fait est reconnu notamment dans la résolution du Plenum du C.C. du 26.11.1934, consacrée à l'interruption du système de cartes de rationnement, Direktivny..., t.II, pp. 444 sv.

(96): Rapport sur le premier quinquennat au Plenum du C.C. des 7-12.1.1933, K.P.S.S...., t. IV, p. 180.

(97): Sur cet épisode, lire N.S. KROUCHTCHEV, Souvenirs, P., R.Laffont, 1971, p. 71.

La planification administrative s'asphyxie donc elle-même puisque, loin d'atteindre la cohérence voulue, elle doit tolérer la naissance spontanée d'organismes nouveaux tant au service de la production que de la consommation. En outre et pour une bonne part, l'approvisionnement en biens de consommation est pris en charge par le marché libre, lequel devient le lieu de pressions incontrôlables sur les prix. Le secteur de la consommation se transforme ainsi en chambre d'écho des difficultés du secteur de la production.

Non seulement les phénomènes décrits ci-avant ne sont pas propres à un quinquennat, mais encore ils se retrouvent bien au-delà des frontières de l'Union soviétique. P. KENDE observe des faits semblables en Hongrie (98) et J. MONTIAS expose les mêmes problèmes dans divers pays socialistes. Il signale par exemple que "le rôle d'amortisseur" a été joué en Pologne par le secteur de la consommation jusqu'en 1954. Après cette date, au contraire, il est devenu l'un des moins élastiques de tous" (99).

Il apparaît donc qu'à l'instar du marché capitaliste qu'il était appelé à remplacer, l'approvisionnement administratif est voué à des crises génératrices de vastes gaspillages. Bientôt les économistes soviétiques entreprendront de les dénoncer eux-mêmes....

B. VOLONTARISME CONTRE LOIS ECONOMIQUES. LA POLITIQUE DES INVESTISSEMENTS.

La construction et l'équipement des entreprises sont le lieu d'un curieux phénomène de réaction des lois du marché à l'intervention du planificateur. On peut parler d'une inflation propre au marché de la production du système administratif. Mais alors qu'il a été question plus haut de hausses de prix provoquées par une hausse des coûts, le présent phénomène peut être assimilé à une inflation par la demande.

Deux forces se conjuguent pour conduire la planification des investissements à une impasse.

La première est le lancement simultané d'une pléthore de chantiers de trop grande taille et trop gros consommateurs de matières premières.

"On tolère un éparpillement des ressources qui conduit à un grand nombre de constructions inachevées dans quantité de secteurs" (100).

L.V. KANTOROVIC mettra en évidence les inconvénients de la trop grande dimension des objectifs de construction: immobilisation de

(98): P. KENDE, op.cit.

(99): J. MONTIAS, op.cit., p. 977.

(100): Décision conjointe du C.C. P.C.U.S. et du C.D.M. du 23.8.1955, Direktiv..., t.IV, p. 461.

de ressources improductives, investissements auxiliaires, sur-capacités fréquentes, coût des transports, résistance au changement....(101).

Cette politique est sous-tendue par la sous-évaluation des biens de production, par une volonté de prestige se traduisant en projets grandioses à la rentabilité mal étudiée. L'hypertrophie de l'indice du coût de fonctionnement par rapport à d'autres engage le planificateur dans un gaspillage des ressources rares.

J.M. COLLETTE cite le cas de l'adoption pour les canalisations électriques de fils conducteurs à section épaisse devant entraîner une substantielle réduction des coûts. Les planificateurs doivent cependant constater que le procédé choisi est en fin de compte particulièrement consommateur de cuivre, métal rare, dont la balance est devenue déficitaire (102).

De plus, les entreprises de construction, jugées comme les autres sur l'indice de production brute, sont naturellement induites à une forte consommation des matériaux les plus chers.

"Il est nécessaire que les organismes de construction reçoivent des rémunérations uniquement pour la livraison d'entreprises ou d'installations achevées et mises en exploitation et non pour le volume des travaux de construction et de montage comme cela se pratique actuellement. Une telle pratique conduit à ce que dans le volume de ces travaux rentre aussi la valeur des "objets du travail", c'est-à-dire des matériaux de construction. C'est pour cette raison que les entreprises ne considèrent comme avantageux que les travaux qui sont liés à une forte teneur en matériaux, à une valeur élevée des constructions et des pièces utilisées" (103).

Hélas, les proclamations périodiques des Congrès, Plenums interdisant les constructions non planifiées ne pourront enrayer cet état de choses (104).

Les entreprises et organismes qui souhaitent investir ont de tout temps soumis aux autorités des évaluations inférieures à la réalité dans l'espoir d'entraîner la décision et présumant que le projet une fois engagé, les autorités hésiteraient à refuser les crédits supplémentaires. De plus, l'intéressement matériel des travailleurs des organismes chargés de dresser les projets est lié à la réduction des devis ("smetnye ceny"); enfin, l'organisation de la tutelle fait que l'approbation des plans de production revient à des autorités plus ou moins centralisées selon le montant du devis.

(101): L.V. KANTOROVIC, op.cit., pp. 186 sv.

(102): J.M. COLLETTE, op.cit., p. 166.

(103): I.M. LEVITANUS, op.cit., p. 168.

(104): Voir aussi la résolution du Plenum conjoint du C.C. et de la commission centrale de contrôle des 7-12.1.1933, K.P.S.S...., p. 180.

Cette distinction des autorités de tutelle se retrouve pour les investissements et les dépenses des collectivités subordonnées en droit administratif belge avec les mêmes conséquences

Parmi les causes de la prolifération d'investissements et de la course au gigantisme, on ne doit pas sous-estimer non plus la rivalité entre hommes politiques. Il existe au sein du Politburo une indéniable émulation; c'est à qui se prévaudra de la construction du plus grand nombre d'usines, de kolkhozes, de routes...etc. (105), sans parler du métro de Moscou, dont Nikita KROUCHTCHEV a été la cheville ouvrière. Quant aux députés, ils multiplient comme tous les députés du monde les interventions auprès de l'administration en faveur de leur circonscription..

Si l'on étudie la politique des investissements, on constate qu'elle est extrêmement ambitieuse dès le lancement des plans quinquennaux. La part des travaux entamés dans l'année dans le total des dépenses d'investissement passe de 24,3% en 1926-27 à 40,9% trois ans plus tard (106). La présence excessive de chantiers improductifs est une constante de la planification administrative. La proportion des constructions inachevées dans le total des investissements de l'année évoluera comme suit de 1953 à 1967:

TABLEAU VI: PART DES CONSTRUCTIONS INACHEVEES DANS LE TOTAL DES INVESTISSEMENT (en % par année). 1953-1967.

1953: 100,8	1959: 77 (+)	1962: 76	1964: 68 (+)	1967: 87 (++)
	1960: 69	1963: 72	1965: 69	
			79 (++)	

sources: Chiffres de M.L. LAVIGNE, Coefficient de capital et politique de l'investissement dans l'industrie soviétique, Annuaire U.R.S.S., 1967, p. 294 et E. ZALESKI, Le budget et le plan financier soviétiques de 1966, Annuaire U.R.S.S., 1966, p. 278.

(+): chiffres d' A. KOROBV, vice-président du Gosplan dans Les tâches caractéristiques du plan économique national de 1965, Plan.Khoz., 1965, 1, pp. 1 sv.

(++): chiffres de M.L. LAVIGNE dans Les économies socialistes, P., A. COLIN, 1970, p. 216.

note: En 1963, cette part était de 129% dans l'industrie charbonnière et de 117 % dans celle des matériaux de construction (chiffres des sources précitées). En 1966, le nombre des chantiers sera évalué à 250.000 (107).

(105): Cfr. N.S. KROUCHTCHEV, op.cit., p. 79.

(106): PASKOV, Structure de l'investissement dans l'industrie de l'U.R.S.S., cité par E. ZALESKI, op.cit., p. 137. Le phénomène n'aura pas disparu en 1965 puisqu'il provoquera les doléances d'A.N. KOSYGIN dans son rapport au Plenum du C.C. du 27.9.1965 (Pravda et Izvestija, 28.9.1965, pp. 1 sv.).

(107): O. NEKRASOV, Povyšenie effektivnosti proizvodstva i kapital'nykh vloženij v novoj pjatiletke, Vop. Ek., 1966, 9, p. 105.

La seconde force intervenant pour conduire la planification de l'approvisionnement à une impasse est le manque de coordination dans la programmation des projets. Alors qu'il détient en théorie plus que tout autre les moyens d'une politique cohérente, le système administratif n'est pas en mesure d'assurer la coordination minutieuse des différentes phases des programmes de construction. Erreurs d'approvisionnement, retards dans la préparation de la main-d'oeuvre, défauts des plans, lacunes dans la documentation relative à l'utilisation des techniques nouvelles... sont dénoncés à maintes reprises dans la presse et la littérature économique.

"En pratique, on doit souvent admettre que le processus de lancement des entreprises a été mis au point avec trop peu de précision; on doit le corriger en cours de route et procéder à des travaux imprévus. Parfois, pour combler un retard dans les délais de construction et alors qu'on a correctement déterminé le minimum des objectifs rentrant dans le processus de mise en route d'une entreprise en construction, on en exclut a posteriori quelques installations secondaires". "De nos jours, il se présente encore de lourdes pertes de temps de travail à cause du manque de coordination dans l'organisation. Parmi ces manques, il y a en premier lieu les défauts dans l'approvisionnement matériel et technique, l'éparpillement des matériaux de construction auprès d'une pléthore d'organismes et l'absence de continuité et de coordination dans la fourniture des matériaux aux chantiers (108).

Des décisions officielles du parti et du gouvernement vont dans le même sens. Ainsi celle du 11 janvier 1963 qui critique "une fixation incorrecte de l'ordre des travaux de construction des principaux chantiers, une jonction insuffisante entre plans de production et plans d'approvisionnement matériel et technique, la manifestation de "départementalisme" et de "localisme" dans l'utilisation des ressources matérielles et financières, la violation de la discipline d'Etat dans la transmission des indices planifiés aux entreprises et aux chantiers, le parallélisme et les doubles emplois dans le travail des organes de planification" (109).

La cause principale de ces lacunes, avec le manque d'études préalables, est la centralisation excessive de la planification des investissements: en 1963, 90% des investissements soviétiques sont décidés à Moscou.

A titre de comparaison, ce chiffre est de 97,5% en Mongolie, de 67% en Pologne, de 43% en Tchécoslovaquie à la même date (110).

Le développement de l'infrastructure chimique dans les années soixante procure un exemple parmi d'autres du manque de coordination: sous l'impulsion de Nikita KROUCHTCHEV, des sommes énormes

(108): I.M. LEVITANUS, op.cit., pp. 152 et 158; souligné par C.E.L.

(109): Décision du 11.1.1963 du C.C. P.C.U.S. et du C.D.M. "Sur l'amélioration de la planification", S.P. S.S.S.R., 1963, 1, art.4.

(110): Cfr. L.RECZEI, Le régime juridique des investissements dans les pays socialistes, dans Les institutions juridiques du gouvernement de l'économie dans les pays occidentaux et socialistes, Bxl., éd. U.L.B., 1968, p.123.

sont investies dans ce secteur (à faible rendement du capital par ailleurs), mais les incohérences des plans provoquent un embouteillage et accroissent de façon impressionnante la part des constructions inachevées (111).

La centrale hydro-électrique de BRATSK est achevée en 1963 et est à cette époque la plus puissante du monde (4700 MW); mais sa construction a provoqué le déplacement d'une ligne de chemin de fer installée depuis peu à grands frais. On a accéléré l'achèvement de la centrale alors que les usines d'aluminium qui consomment 70% de son électricité ne seront construites que sept ans plus tard (112).

A.N. KOSYGIN lui-même stigmatisera la situation du combinat chimique de VOSKRESENSK qui n'utilise en 1963 que 17% de sa capacité. Pour l'usine de VOLKHOV, ce chiffre est de 32% en 1964 (113).

La construction du combinat minier de SOKOLOVSKIJ- SARBAJSKIJ a connu des péripéties similaires: on a prévu de l'équiper de machines très puissantes d'un type nouveau destinées à mettre à nu les gisements, mais un retard dans la livraison a fait que le coût du minerai est en 1963 de 41% supérieur aux prévisions. Un autre retard concernant le matériel de transport a rendu la maintenance deux fois plus coûteuse que le plan ne l'a prévu (114).

Le lancement simultané de projets trop nombreux, sous-évalués et mal étudiés ainsi que les irrationalités tolérées dans la programmation des travaux se conjuguent donc pour rendre déficitaires les balances d'approvisionnement en matériaux de construction et en biens d'équipement. Le volontarisme conquérant se heurte à la désespérante limitation des ressources...

Dès avant le démarrage du premier quinquennat, N.I. BUKHARIN, opposé, il est vrai, à la politique d'accumulation au détriment de la paysannerie telle que la préconisait PREOBRAZHENSKIJ, avait mis en garde: "Nos organes économiques n'ont pas encore compris l'absolue et urgente nécessité d'une étude complète et réfléchie de la structure de la demande des biens industriels (...). Il est clair que nous avons choisi des rapports incorrects dans la croissance de la construction (tant dans l'industrie que dans le secteur socialiste dans son ensemble). S'il manque des briques et que celles-ci ne puissent être produites une saison donnée (pour des raisons techniques) au-delà d'une certaine quantité, on ne peut dans ce cas établir des programmes de construction qui dépassent cette limite et créent par là-même une demande qui ne peut être satisfaite; en effet, quelle que soit la manière dont vous puissiez forcer la construction, vous ne pourrez fabriquer des usines et de l'habitation à partir de rien !" (115).

(111): Cfr. H. CHAMBRE, A la recherche de la rationalité économique, Rev. fr. de sc. pol., 1967, 6, pp. 1090 sv. Voir aussi les critiques officielles contenues dans l'annuaire économique de 1966 Ekonomičeskij ežegodnik, 1966 god, Ekonomika, Mos., 1967, pp. 37 sv.

(112): M.L. LAVIGNE, Coefficient de capital..., op.cit., p. 294 et M.KASER, La vie économique en U.R.S.S., P., Hachette, 1970, pp. 175 sv.

(113): A.N. KOSYGIN, rapport au Plénum précité.

(114): I.M. LEVITANUS, op.cit., p. 147. L'auteur cite une série de cas analogues. /..

Si les prix pouvaient fluctuer librement, on assisterait à une adéquation par leur intermédiaire d'une offre insuffisante et d'une demande excessive.

Dans les conditions d'un approvisionnement planifié et d'une réglementation rigoureuse des prix, les lois du marché jouent certes, mais différemment.

a).

Le déficit des balances est en premier lieu la cause de déficiences quant aux délais d'exécution: retards, suspensions, interruptions des chantiers. A ce sujet, les dénonciations foisonnent de la longueur excessive des délais de construction. Plusieurs résolutions officielles s'attaquent à ce problème (116). Dans ce domaine, pourtant, l'impuissance du système administratif est manifeste. Que peuvent, en effet, des textes qui enjoignent aux entreprises d'effectuer leurs investissements "dans le délai le plus bref, avec le moins de dépenses matérielles et financières possible et de façon impeccable" (117) ?

Les retards dans la construction sont étudiés d'un point de vue mathématique par L.V. KANTOROVIC dans ses recherches d'une utilisation optimale des ressources. Sa méthode lui permet de mesurer les pertes que provoquent de trop longs délais de mise en route des capacités. Par la même occasion, il met en lumière le rôle du temps dans le calcul économique (118).

Les critiques soviétiques s'appuient sur des chiffres parfois étonnants. O. NEKRASOV signale ainsi dans les constructions mécaniques que sur 77 grandes entreprises mises en chantier vers la fin des années cinquante, 14 avaient été commencées depuis plus de dix ans, 19 depuis une période de huit à dix ans et 20 depuis une période de 5 à 7 ans. Il ajoute que vers le début de 1960, plus de 400.000 entreprises ont été mises en chantier, occupant quelque 4,5 millions d'ouvriers. Il se plaint également de ce que dans certaines branches industrielles, les capacités installées ne soient utilisées au cours de la première année qu'à 60 voire 50% (119).

Une lettre adressée à la Pravda par un habitant de Smolensk le 15 juillet 1936 (120) fournit un témoignage de l'état d'esprit

(115): N.I. BUKHARIN, Zametki ekonomista k načalu novogo khozjajstvennogo goda, Mos., 1928, traduit dans N.S. SPULBER, op.cit., pp. 262-263 (souligné par C.E.L.).

(116): Voir, par exemple, la décision du C.C.P. du 19.2.1927, à l'aube donc du système administratif, en ses art. 6 et 11 plus particulièrement, relative au secteur de l'électricité, Direktivy..., t.1, pp. 648 sv.; Rapport sur l'exécution du premier quinquennat au XVIe Congrès du parti (juin-juillet 1930), K.P.S.S....., t.III, pp. 39 sv.; voir aussi la décision conjointe du C.C. P.C.U.S. et du C.D.M. du 23.8.1955, "Sur des mesures à prendre pour intensifier l'industrialisation, améliorer la qualité et réduire le coût de la construction", Direktivy..., t.IV, pp. 460 sv.; Préambule de la déci-
./...

de l'époque:

"Cette année, à Smolensk, on a construit un grand magasin, un hôtel, un théâtre, une clinique chirurgicale, une cour entrepôt pour l'hôpital et une maison de quatre étages rue de Magnitogorsk. Les plans sont grandioses, mais si on examine de près le rythme et la façon de mener à bien les travaux, il devient très clair que l'on a commencé à construire partout et que les choses n'avancent nulle part. Ceci est dû au fait qu'à Smolensk prévaut un certain style de travail: on entame avec fièvre tout à la fois, mais on ne prend pas en considération les ressources matérielles et financières (c'est commencer qui est l'important et alors, l'argent, on le trouvera bien); par conséquent, on construit énormément, mais rien n'est terminé.

Au lieu de concentrer toutes les ressources sur un ou deux projets et de les terminer dans les plus brefs délais possible, on dépense son énergie dans toutes les directions et l'on ne finit rien.

Malgré cette situation inadmissible en matière de construction, le comité exécutif de la région a décidé en juillet d'entamer la construction immédiate en sus des plans, pendant cette année même, d'encore une autre maison de quatre étages avec cent vingt appartements...pour l'aktiv du parti de la ville de Smolensk..."

signé: un observateur.

Alors que les normes de durée de la construction élaborées par le Gosstroj, le Gosplan et la Gosekonomkomissija prévoient un délai de deux à trois ans pour la construction d'une usine de ciment, le laps de temps effectif est en 1959 de 5 à 10 ans.(121).

Une constatation similaire est faite pour d'autres secteurs. On découvre que si 320.000 chantiers sont ouverts, représentant une immobilisation de 179 milliards de roubles à la date du 1er.1. 1959, c'est une conséquence du non-respect des normes, mais aussi du mauvais fonctionnement du système de répartition des ressources (122).

Les retards sont dus, à défaut d'une souplesse des prix, une des formes institutionnalisées du jeu de l'offre et de la demande de biens d'équipement. Les priorités évoquées plus haut font suspendre certains travaux, ralentir d'autres avec le résultat que les capacités mises au

(./..) sion conjointe du C.C. P.C.U.S. et du C.D.M. du 11.1.1963, n°51 "Sur l'amélioration de la direction de la construction, Sbornik normativnykh aktov po sovetskomu administrativnomu pravu, Mos. 1964. pp. 249 sv. Cette décision fait par ailleurs état de la mauvaise allocation géographique des ressources.

(117): L. RECZEI, op.cit., p. 120.

(118): L.V. KANTOROVIC, op.cit., chap. III, pp. 146 sv.

(119): O. NEKRASOV, Le principe de la gestion par branche, dans La réforme économique en U.R.S.S., Mos., 1966, pp. 34-36; id., Povyšenie effektivnosti ..., op.cit., p. 95.

(120): Texte reproduit in extenso dans Merle FAINSOD, Smolensk under soviet rule, Harvard U.P., 1958, pp. 405 sv.

(121): V. BUDAIEV, E.IVANOV et K. SAID-GALIEV, La reproduction élargie des fonds fixes dans l'industrie de l'U.R.S.S. pour 1959-1965, Plan. Khoz., 1959, 6, p. 18.

./..

judice que subit la qualité des travaux. "Les travaux de construction des bâtiments sont fréquemment de mauvaise qualité, particulièrement dans le domaine des travaux de finition. Bon nombre d'édifices industriels et d'habitations sont mis en exploitation avec de substantiels inachèvements" (124).

P. KENDE cite pour l'exemple hongrois des cas nombreux "où les nouvelles unités travaillent avec une productivité plus basse que les anciennes de profil identique" (125).

Les lacunes de l'approvisionnement interviennent ici de deux manières. En premier lieu, parce que certains matériaux prévus n'arrivent pas sur le chantier; en second lieu et de façon indirecte, parce que pour combler les retards, on ferme les yeux sur la finition.

Ce qui fait écrire à I.M. LEVITANUS: "Dans de nombreux cas, les fonds fixes ne sont pas utilisés à leur pleine capacité en raison (...) de petits inachèvements, portant préjudice à la qualité des travaux de construction et restant sans qu'on n'y mette fin pendant plusieurs années" (126).

Ce ne sont pas les palliatifs, de nature purement administrative, tels que la liaison des paiements des entreprises à des indices techniques de qualité qui feront grand-chose pour enrayer ces phénomènes.

::::::

c).

L'inadéquation de l'offre et de la demande provoque également des compensations en valeur. On ne peut impunément sous-évaluer un projet. Les coûts définitifs sont en général nettement supérieurs aux devis.

C'est ainsi, par exemple, que le quatrième plan quinquennal (1946-1950) est dépassé de 22% quant aux investissements (127). Une enquête publiée par la Strojbank en 1967 montre que sur 91 chantiers étudiés, 51 ont dépassé les normes à raison, en moyenne, de 17% des devis (128).

Tous les prix ne peuvent être fixés autoritairement et là où subsiste une certaine liberté, de fortes fluctuations peuvent être obser-

(123): E. ZALESKI, Planification de la croissance, op.cit., p. 298.

(124): Exposé des motifs de la décision conjointe du C.C. P.C.U.S. et du C.D.M. du 23.8.1955, précitée, Direktivy..., t.IV, p. 460.

(125): P. KENDE, op.cit., p. 122

(126): I.M. LEVITANUS, op.cit., p. 152.

(127): Cfr. R. HUTCHINGS, op.cit., p. 203. Les autorités supérieures ont stigmatisé ce phénomène; cfr. décision conjointe du C.C. P.C.U.S. et C.D.M. du 23.8.1955 précitée.

(128): Cité par A. FERBERG dans Normativy udel'nykh kapital'nykh vloženij i puti ikh soveršenstvovanija, Vop. Ek., 1967, 3, pp. 22 sv.

vées: il s'agit soit d'articles secondaires, soit des biens échangés au marché noir des moyens de production. Une autre forme de fluctuation en valeur est l'exagération dans les comptes des dépenses accessoires: transport, entreposage.... Ces "réévaluations" spontanées sont fréquentes semble-t-il puisque sous le nom de "manoeuvres de spéculation", elles sont l'objet à plusieurs reprises des dénonciations officielles (129).

Un phénomène bien typique est celui des pièces détachées. Si le prix d'un article est imposé mais que celui des pièces détachées ne le soit pas, les fluctuations se concentrent sur ce résidu de marché libre. R.F.D. HUTCHINGS cite ainsi le cas de l'usine de locomotives et de wagons VOVAT: profitant de ce que les prix des pièces détachées est resté libre, l'usine les accroît considérablement d'une année à l'autre au moment de la revision des contrats de livraison. Elle refuse de mettre fin à cette pratique tant que l'arbitrage d'Etat ne sera pas intervenu (130).

Dans ce cas comme dans ceux d'une élévation frauduleuse des dépenses de transport ou de conservation des biens, on assiste à un déplacement de la pression naturelle des forces économiques devant une résistance administrative. On touche ainsi du doigt l'un des aspects déjà relevés plus haut du système administratif: sa tendance à la propagation. Lorsque les lois économiques s'infiltrèrent ainsi dans un "créneau" négligé par le planificateur, la réaction de ce dernier consiste en une accentuation de la réglementation administrative. Il détaille davantage la liste des prix imposés: cette liste s'allonge par conséquent au fil des ans. Il crée de nouvelles institutions appelées à détecter et à poursuivre les "spéculateurs".

Exemple d'un tel engrenage: en octobre 1931, on crée un comité des prix près du Soviet truda i oborony (131), transformé quelque temps après en comité d'allocation des biens et de réglementation du commerce (K.T.F.). En novembre, le gouvernement institue une inspection des prix auprès de la Rabkrin (Commission d'inspection des ouvriers et paysans). On dote bientôt les Commissaires du peuple industriels, créés en 1932, de bureaux des prix et l'on institue une Commission d'arbitrage d'Etat, appelée à régler les différends entre les entreprises, ancêtre des futurs organes de l'arbitrage d'Etat (132). Ces instances nouvelles ne pourront toutefois endiguer la poussée inflatoire et un resserrement des mailles du réseau administratif s'imposera.

Tout comme les phénomènes décrits à propos de l'approvisionnement, ceux-ci sont loin de concerner la seule Union soviétique. Les études rela-

(129): Voir, par exemple, Ja. TURECKIJ, dans Plan. Khoz., 1935, 9 et V.M. MOMOTOV dans V bor'be za socialism, Mos., 1935, ainsi que les exemples cités par R.F.D. HUTCHINGS dans The origins of the soviet industrial price system, Soviet studies, 1961, pp. 1 sv.

(130): R.F.D. HUTCHINGS, op. cit., pp. 11-12.

(131): Décret du C.C.P. du 11.10.1931; le directeur de ce comité est V.M. MOLOTOV à cette époque.

tives à d'autres Etats socialistes permettent de conclure que plus que de crises spécifiques à un pays, il s'agit bien de traits inhérents au modèle de croissance stalinien (ou système administratif) (133).

=====

C. LA QUESTION DES DISTANCES

Plus que partout ailleurs, la question des distances se pose en Union soviétique. Pour favoriser le développement harmonieux des différentes régions et pour se rapprocher des gisements, les plans successifs ont encouragé l'érection de centres industriels dans les zones les plus reculées.

Le planificateur dispose donc là d'un champ important ouvert aux calculs d'optimisation. Puisqu'il détermine du sommet les relations entre fournisseurs et clients, il est appelé à choisir celles qui minimisent les coûts de transport. Pour les contrats qu'il ne dirige pas immédiatement, il est tenu d'user de "leviers" économiques (tarifs et prix) qui incitent les entreprises ou les échelons intermédiaires à choisir les liaisons les plus rationnelles.

a).

L'étude des croissances respectives du transport de marchandises d'une part, de la production (industrielle et agricole) et de la construction d'autre part, permet de porter une première appréciation.

On remarque, en effet, que quelle que soit la période envisagée, le transport de marchandises se développe plus rapidement que l'ensemble du revenu national et que les secteurs productifs de biens transportables en particulier.

Entre 1928 et 1940, le volume des marchandises transportées par chemin de fer (en t.) passe de l'indice 100 à 379,66 (134), tandis que le revenu national passe à l'indice 178,74, la production industrielle à 291,27, l'agriculture à 120,38 et la construction à 268,27 (135). Durant la période de 1940 à 1958, le volume des marchandises transportées (t/km), sans distinction des modes de transport, passe de l'indice 100 à l'indice 329 (136). De leur côté et pour la même période, le revenu national atteint l'indice 203,37, le volume de la production industrielle: 302,3, celui de l'agriculture: 159,45 et celui de la construction: 328,02 (135). Pour une autre période, celle courant de 1950 à 1965, le volume du transport (t/km), tous moyens de transport, passe de 100 à 388 (323 si l'on ne tient compte que du transport par chemin de fer)(137).

(132): Pour les détails sur cette floraison d'institutions, voir R. HUTCHINGS, op.cit., pp. 13-14.

(133): On lira avec intérêt l'étude comparative portant sur les autres pays socialistes de Z.M. FALLENBUCHL, The communist pattern of industrialization, dans Soviet studies, 1970, 4, pp. 458 sv; voir aussi pour la Tchécoslovaquie, Galia GOLAN, The Czechoslovak reform movement, Cambridge U.P., 1971, pp. 68 sv.

(134): Répertoire statistique Transport i svjaz', cité par E. ZALESKI, op.cit., p. 348.

Le revenu national quant à lui, atteint la cote 255,55, l'industrie: 379, 21, l'agriculture: 184,05 et la construction: 306,47 (135).

Cette croissance trop rapide du trafic de marchandises n'est d'ailleurs pas conforme aux plans: ainsi, pour le premier quinquennat, si l'on compare les résultats de 1932 avec les objectifs pour la cinquième année, on constate que le plan de production industrielle est réalisé à 93,8%, celui de la production agricole à 57,8%, celui de la construction d'habitations urbaines à 35,4%, alors que celui des transports ferroviaires l'est à 104% et celui des transports ferroviaires et fluviaux cumulés à 96,07% (138).

Pour la période de 1959 à 1965, le plan prévoyait une augmentation du trafic de 60%; elle est de 72% (139).

Les chiffres montrent par ailleurs que le tonnage kilométrique augmente plus vite que le tonnage simple, ce qui permet de déduire un allongement relatif des parcours.

En 1957, c'est pour garantir une répartition géographique meilleure qu'est introduite la réforme régionale. Elle a une influence positive sur la longueur du trajet moyen. Son abandon en 1965 entraîne un nouvel allongement, qui se poursuivra dans les années ultérieures: 805 km en 1965, 812 en 1966 et 830 en 1967 (140).

I. KNIAZEFF commente: "Les immobilisations, les parcours à vide, les transports irrationnels demeurent importants et compromettent les indices qualitatifs en rendant les indices globaux moins positifs que ne le laisse supposer une forte croissance" (141).

Les directives du parti en vue du plan quinquennal 1966-1970 se feront d'ailleurs l'écho de ces difficultés en soulignant la nécessité d'accélérer la rotation des marchandises et de réduire la longueur des trajets comme le coût des cargaisons (142). A la fin du quinquennat, cependant, le même souci reviendra dans le rapport de N.K. BAJBAKOV, consacré au plan de 1970 (143). Son auteur y regrettera que le temps de rotation des wagons de marchandises se soit encore accru.

L'impression qui se dégage de cet examen des chiffres est confirmée par les doléances répétées que tant les administratifs que les économistes

(135): N. KAPLAN, The record of soviet economic growth 1928-1965, Santa Monica, Rand Corporation, 1970, p. 5.

(136): A.N. EFIMOV et al., Ekonomika S.S.S.R. v poslevoennyj period, Mos., 1962, p. 23.

(137): N. KAPLAN, op.cit., p. 93

(138): Calculs à partir des données d'E. ZALESKI, op.cit., pp. 302 sv.

(139): Cfr. tableau d'I. KNIAZEFF, dans op.cit., p. 494. P. KENDE a observé le même phénomène en Hongrie (dans op.cit., pp. 108 sv.).

(140): Trajet moyen global pour toute l'économie, selon R. HUTCHINGS, op.cit., p. 222.

(141): I. KNIAZEFF, op.cit., pp. 492 sv.

(142): Cfr. Pravda et Izvestija, 20.2.1966, pp. 1 sv.

(143): Cfr. Rapport du 16.12.1969 sur le plan de développement de l'U.R.S.S. pour 1970 dans Pravda, 17.12.1965.

font paraître dans la presse soviétique. A vrai dire, c'est toute l'optimisation dans l'allocation des moyens de production qui est mise en cause.

R. BELOUSOV signale ainsi le cas suivant:

"Certaines usines métallurgiques n'ont actuellement aucun intérêt à récupérer l'azote qu'elles obtiennent en produisant de l'oxygène et le jettent littéralement au vent, alors que des entreprises de chimie se trouvant à proximité liquéfient l'air pour obtenir de l'azote en rejetant l'oxygène dans l'atmosphère" (144).

Vl. KATKOFF signale cet autre cas: pour la seule année de 1956, le ministère de la construction pour l'industrie chimique et métallurgique a envoyé en Carélie 20.000 m² de maisons préfabriquées au Territoire de Krasnojarsk. Un grand nombre de maisons semblables ont été de même expédiées de la région de Kirov à Krasnojarsk par le ministère de la construction. Mais au même moment, le ministère de l'industrie du bois et celui de la construction pour l'industrie pétrolière ont expédié de Krasnojarsk vers différentes régions du pays quelque 170.000 m² de maisons préfabriquées ! (145). Ces phénomènes sont liés à la division sectorielle de l'administration économique, dont les excès furent étudiés dans la première partie.

Telle entreprise de tuyaux de PERVURALSK est obligée de s'approvisionner en métal depuis Moscou, depuis Zaporozie où la tonne de matière première lui coûte 200 R, depuis Stalingrad où elle la paie 148 R et les centres industriels de Sibérie, alors que les mêmes matériaux pourraient être obtenus à 23 R à Nyžnyj-Tagil ou à 40 R à Serov, beaucoup plus proches (146).

En 1963, l'usine de construction automobile moscovite de LIKHAČEV a accumulé pour 2,5 millions de R de pièces détachées; dans le même temps, le pays entier souffre d'une sévère pénurie des mêmes pièces détachées (147).

L'absence de calcul du moindre coût des transports est dénoncée. Des auteurs se plaignent par exemple de ce que la moitié des scieries se situent en régions non productrices de bois. Le trajet moyen qui sépare l'abattage de la scierie est évalué à 1400 km et fait perdre plus d'un milliard de roubles par an (148).

===

b).

Le choix d'un système de tarifs et de prix influence les parties contractantes là où elles sont libres de négocier et les divers échelons de l'administration dans les autres cas (149).

(144): R. BELOUSOV, op.cit.

(145): Vl. KATKOFF, op.cit., p. 81.

(146): Cas cité par F. DANILOV, directeur de l'entreprise en question, dans les Izvestija du 8.12.1957.

(147): I.M. LEVITANUS, op.cit., p. 149.

(148): id.ibid., p. 151.

(149): Sur cette matière, lire l'article de référence de Chantal BEAUCOURT, Système tarifaire et réforme des prix en U.R.S.S., dans Economies et Sociétés, Cahiers I.S.E.A., 1971, 1, pp. 171 sv.

Le système administratif repose sur le principe d'une "manipulation" des tarifs dans une double optique. Il s'agit d'une part, de favoriser l'industrie lourde: tout comme les prix rendent de nombreuses branches du groupe A déficitaires, de même, les tarifs rendent déficitaires les transports de bon nombre de moyens de production, mais largement bénéficiaires ceux des biens de consommation. Par ailleurs, on souhaite par les tarifs encourager l'industrialisation des régions sous-développées.

Ces deux raisons expliquent des tarifs fort discriminatoires, fréquemment sans aucun rapport avec les coûts réels du transport.

C'est en 1929 qu'entrent en vigueur les tarifs "staliniens". Cette réforme se traduit par une réduction globale des tarifs ferroviaires de 70 à 75%, du moins pour les marchandises. Pendant quatre ans, le secteur des transports dans son ensemble reste bénéficiaire, mais la hausse des salaires enérde la rentabilité au point de le rendre déficitaire en 1934.

Une réforme intervient le 5 mars 1939 et restaure une précaire rentabilité globale, bien vite anéantie par la poussée inflationniste du temps de guerre.

Le propre du système de tarifs instauré en 1939 est de prendre comme base de calcul des "distances rationnelles moyennes de transport", variables selon les marchandises: 500 km pour tels et tels minerais, 3000 km pour le sel, etc. Distances non pas normatives mais entérinant une situation de fait: là gît la limite du procédé.

L'imperfection des tarifs nécessitera une nouvelle refonte, en 1955, parallèle à la réforme des prix de gros. Le but explicite en est de fonder davantage prix et tarifs sur le coût réel de la production d'une part et du transport, d'autre part.

La composition des prix n'est pas sans incidence non plus sur la rationalité des échanges. Au vu de la superficie du territoire soviétique, l'imputation des frais de transport à l'acheteur ou au vendeur n'est pas indifférente?

Le système des prix franco (gare ou quai) expédition (franko-stancija (pristan') otpravlenija), s'il met tous les producteurs sur le même pied, encourage de la part des acheteurs, avides comme on sait de matières premières et d'équipements, des dépenses de transport exagérées. Le système inverse, franco (gare ou quai) destination (franko-stancija (pristan') naznačenija), s'il a été introduit dès les années vingt, ne commence réellement à se développer que dix ans plus tard, pour les biens de consommation d'abord, pour certains moyens de production après la guerre. Il incite les producteurs à réduire leurs coûts: de production et de fonctionnement.

Dès lors que les relations contractuelles sont planifiées, des organismes d'approvisionnement s'interposent entre producteurs et consommateurs. C'est d'eux que dépend la rationalité des transports.

Achetant au prix de gros d'industrie (unifié par zones) et écoulant au prix franco-destination, ils pratiquent les compensations nécessaires entre les différentes rentabilités.

Le dispositif juridique concernant l'imputation des frais de transport permet-il une allocation rationnelle ?

Deux lacunes fondamentales conduisent à répondre par la négative.

D'une part, les prix franco-destination sont calculés à partir des coûts moyens de transport par zone. Tout comme les prix fondés sur les coûts moyens de production, le système incriminé ne reflète qu'abstraitemment la réalité. Et l'imprécision du coût moyen est d'autant plus grave que la zone de calcul est plus étendue.

L'autre reproche à formuler concerne le caractère conservateur de l'évaluation: fondée sur les coûts des transports effectifs, elle n'a d'autre valeur que purement statistique; elle ne comporte aucun incitant à la recherche de transports plus rationnels. La politique de localisation de la production se trouve pour ces deux raisons détournée de l'optimum.

Dans son étude sur l'utilisation optimale des ressources, L.V. KANTOROVIC sera conduit à critiquer la méthode en tant qu'elle "ne stimule pas l'élimination de transports irrationnels". Il lui opposera une évaluation plus correcte fondée sur le coût marginal (150).

Plusieurs économistes préconisent dès lors une dissociation nette entre coûts de production et coûts de transport et voient dans le développement de contrats directs et libres entre les entreprises le moyen d'inciter celles-ci à lutter pour réduire effectivement les dépenses de transport.

:::::

D. LA PRATIQUE DES CONTRATS.

Si la règle veut que les livraisons fassent l'objet d'un contrat, la pratique en décide souvent autrement. Les livraisons sans contrat ont été généralisées sous le communisme de guerre, à l'époque où les entreprises avaient perdu toute autonomie financière et où les allocations se faisaient par ordres administratifs. Par la suite, elles ont resurgi après la N.E.P. aux époques des difficultés les plus intenses, comme pendant la guerre. La nécessité de parer au plus pressé éclipsait des problèmes plus qualitatifs tels que le respect des normes de qualité, la discipline contractuelle, la satisfaction des consommateurs, la légalité en général.

Même après la guerre, cependant, ces manifestations extrêmes de centralisme continuent d'avoir cours. On peut citer la tendance jurisprudentielle de l'arbitrage d'Etat à considérer que malgré l'absence d'un

(150): L.V. KANTOROVIC, op.cit., p. 121.

contrat en bonne et due forme, les obligations d'exécuter existent dès le moment où les ordres administratifs de fournir et de recevoir ont été adressés aux entreprises. Cette interprétation se manifeste entre 1938 et 1950. De plus, la pratique des livraisons sans contrat est généralisée dans les secteurs où des administrations productrices jouissent d'un monopole d'écoulement. Une simple déclaration du détenteur des "fondy" vaut contrat et oblige le "polliciteur permanent" à livrer.

Ces pratiques jettent la confusion dans l'esprit de maints juristes: on trouve toute une veine de littérature en droit civil qui omet de faire la distinction entre l'ordre administratif (narjad) et le contrat. Si celui-ci ressortit au droit civil, celui-là relève du droit administratif et entraîne une responsabilité spécifique.

Ainsi, pour M.M. AGARKOV, "Avec le contrat, le narjad se présente comme un ensemble complexe bien réel, engendrant dans le chef des parties des obligations mutuelles de livraison (151). Vont dans le même sens plusieurs manuels de droit civil des années quarante et des juristes tels que Z.I. SKUNDIN, I.B. NOVICKIJ, L.A. LUNC, O.S. IOFFE, V.N. MOZEJKO... (152).

A la fin des années quarante, la disette est conjurée et le gouvernement critique ces résidus de la période de guerre. Ainsi, dans une décision du 21 avril 1949 consacrée à la question, on peut lire:

"La pratique des livraisons sans contrat diminue la responsabilité des entreprises-fournisseurs, conduit fréquemment à l'expédition de produits inutiles au consommateur, à des transports irrationnels, à l'augmentation de surplus au-delà des normes, à l'accumulation de marchandises..." (153).

Malgré ce rappel à l'ordre et d'autres ultérieurs (154), l'application du principe que toute livraison doit être l'objet d'un contrat -et d'un contrat qui la précède !- laisse à désirer tant dans la pratique que dans la littérature juridique. A la fin des années soixante, on enregistre encore les doléances de juristes devant la négligence des chefs d'entreprise: trop souvent, les contrats sont passés après la livraison elle-même (155); bien plus: des auteurs -comme O.S. IOFFE- s'accrochent à la thèse de la confusion (156).

Le souci des autorités de combattre les livraisons sans contrat

(151): M.M. AGARKOV, Objazatel'stvo po sovetskomu graždanskomu pravu, Mos., 1940, cité par R.O. KHALFINA, op.cit., pp. 105 sv.

(152): R.O. KHALFINA, op.cit., pp. 105 sv.

(153): Décision du C.D.M. du 21.4.1949 "Sur la conclusion des contrats économiques", Direktivy..., t.III, pp. 368 sv.

(154): Voir, par exemple, l'art. 4 de l'instruction de l'arbitrage d'Etat visant à faire exécuter le décret du 30.6.1962 du C.D.M. sur les livraisons, cfr. Instrukcionnye ukazanija gosudarstvennogo arbitraža pri sovete ministrov S.S.S.R.. Sistematizirovannyj sbornik, Mos., 1964, n° 77.

(155): Voir, notamment, E.V. ANISIMOV, Rol' arbitraža v novykh uslovijakh khozjajstvennogo upravlenija, S.G.P., 1967, 2, pp. 76 sv.

mérite d'être relevé car il manifeste que la conjuration de la pénurie et le retour à un certain niveau de production s'accompagnent d'une revalorisation des relations contractuelles et de la responsabilité des entreprises. Avec l'accroissement de la production, avec la spécialisation des entreprises qui accentue la division du travail et allonge le processus de fabrication, le mouvement ne pourra que s'accroître.

La même constatation est faite par S.K. TATUR, pour qui: "Plus on produira de marchandises, plus grande devra être l'attention à prêter au contenu des contrats car au fur et à mesure de l'augmentation du volume de la production, les exigences des consommateurs quant à la qualité des articles s'accroissent; les articles ne répondant plus aux exigences des consommateurs ne trouveront pas de débouchés" (157).

A vrai dire, même lorsqu'ils sont conclus à temps, les contrats ne respectent pas toujours les règles en vigueur: trop souvent, ils ne spécifient pas avec suffisamment de clarté les obligations concrètes des parties et l'objet précis du contrat (158). En outre, l'examen des litiges soumis aux organes de l'arbitrage d'Etat révèle le faible intérêt pratique des entreprises à tenir leurs engagements une fois le contrat passé.

Ces litiges portent principalement sur des défauts de paiement et, plus particulièrement, sur des refus d'accepter une livraison sous prétexte qu'elle n'a pas été commandée. Il est aussi question de livraisons incomplètes ou de qualité déficiente. Le non-respect des délais de livraison est aussi un objet fréquent de contestation.

Recherchant la source de telles violations, les juristes soviétiques mettent en avant plusieurs facteurs qui s'ajoutent à la cause économique profonde (déviation de la loi de l'offre et de la demande) évoquée ci-avant.

Le premier facteur, tenant au sort fait à l'entreprise dans le système administratif, a été exposé au chapitre IV. Tantôt, les plans d'approvisionnement changent en cours d'année, auquel cas de nouveaux contrats doivent être conclus, au besoin par le truchement d'une décision de l'arbitrage; tantôt le plan de production de l'entreprise est modifié sans correction correspondante du plan d'approvisionnement; parfois encore, le "narjad", envoyé tard dans l'année précédant celle du contrat n'est pas

(156): O.S. IOFFE, Sovetskoe graždanskoe pravo (cours), s.d. pp. 394 sv. et V.N. MOZEJKO, Khozjajstvennyj dogovor v S.S.S.R., Mos. 1962, pp. 127 sv.

(157): S.K. TATUR, op.cit., p. 188.

(158): Cfr. art.4 de l'instruction de l'arbitrage d'Etat précité.

suivi en temps voulu d'une allocation de "fondy". Obligée de livrer mais sans client, l'entreprise ne peut ni dresser son plan de production ni, bien sûr, conclure de contrat. On peut résumer la situation comme suit: il ne peut y avoir de véritable responsabilité contractuelle tant que des éléments externes pèsent sur le bénéfice de l'entreprise et donc, pour une partie, sur la rémunération de ses membres.

A quoi l'on peut ajouter la présence des intermédiaires jouant le rôle d'écran que sont les bases d'approvisionnement: si, comme on l'a vu, fournisseur et destinataire ne sont pas unis directement par des liens contractuels, comment éviter malentendus et irresponsabilités ?

Ainsi, l'entreprise chimique de SCÉLKOVSKIJ a subi un préjudice grave en ne récupérant pas de l'entreprise qu'elle dessert les emballages et conditionnements de ses livraisons. L'entreprise destinataire n'a pas renvoyé ces conditionnements pour la simple raison que la base d'approvisionnement, seule en relation contractuelle avec chacune des deux parties, n'est pas sensibilisée au problème et n'a pas inclus dans le contrat l'obligation de restituer les emballages (159). Mêmes problèmes lorsque les besoins du consommateur changent en cours d'année: l'usine G.P.Z. expédie à l'usine "Faucille et Marteau" des roulements à billes sans que ces deux usines soient en relation directe. "Faucille et Marteau" demande à G.P.Z. une légère modification de dimension, que G.P.Z. exécute sans difficultés. Toutefois, comme la production livrée ne correspond pas au contrat passé entre G.P.Z. et la base d'approvisionnement, cette dernière inflige une amende à G.P.Z. (160).

Le second facteur, tenant plus à l'organisation de l'approvisionnement proprement dite, est la légèreté des sanctions pour violation des contrats. "Il est temps d'en finir, écrit un économiste, avec la pratique en vertu de laquelle les sanctions pour la violation des contrats de livraison sont formelles et même essentiellement fictives et d'un montant si insignifiant qu'elles ne peuvent influencer les fournisseurs d'une manière appréciable. Plusieurs fournisseurs trouvent plus avantageux de payer l'amende et de garder la possibilité de violer le contrat" (161). Cette opinion est partagée par plus d'un juriste (162).

Entre une rentabilité bien concrète et une responsabilité qui n'est qu'un marché de dupes, l'entreprise tranche en faveur de la première. Comme on l'a signalé au chapitre précédent, l'entreprise est conduite à des choix où le critère économique l'emporte sur le juridique. Mieux vaut produire des articles rentables et violer ses obligations quand elles portent sur des articles peu rémunérateurs: les profits obtenus compenseront largement les

(159): Cfr. R. O. KHALFINA, op.cit., p. 132.

(160): Id., ibid., p. 133.

(161): L. GATOVSKIJ, cité par R. BORDAZ dans op.cit., p. 210.

(162): Tels E.V. ANISIMOV, op.cit. et S.K. TATUR, op.cit., pp. 110 sv. et 185 sv.

amendes exigées pour les seconds ! Voilà encore une contestation du système administratif par la vie: si le droit appelé à ordonner l'économie heurte celle-ci, elle se venge. Et la forme, vide de sens, n'est plus respectée.

Ce n'est pas que les autorités n'aient tenté de lutter contre les négligences des entreprises. Diverses réglementations, notamment d'ordre pénal, ont été prises pour renforcer leur responsabilité matérielle. En 1957, par exemple, on a lié l'octroi des primes aux livraisons des produits les plus importants et aux livraisons à d'autres régions économiques. En l'absence de telles livraisons, le plan de production est considéré comme non exécuté (163).

La non-exécution des plans de livraison aux autres régions économiques ou d'articles d'intérêt fédéral a été érigée en faute entraînant une responsabilité matérielle, disciplinaire et même pénale très sévère. En 1962, le gouvernement a pris une nouvelle décision pour lutter contre les retards et négligences dans la pratique des contrats (164).

Si l'on intéresse peu, l'on intéresse mal également. Les violations sont imputées par certains au manque de personnalisation de la responsabilité.

Ainsi, S.K. TATUR écrit: "La plupart des sanctions émargent au compte de l'entreprise et ne sont prélevées sur le compte individuel des travailleurs que dans certains cas (ou pour des sommes dérisoires)" (165). Faisons supporter la charge de l'indemnisation par les travailleurs qui ont toléré les négligences, continue-t-il, et les choses iront bien mieux.

Aussi déploré est le caractère forfaitaire de l'indemnisation. Les règlements généraux sur les livraisons prévoient des astreintes et des clauses pénales forfaitaires calculées en général d'après la valeur de la marchandise objet du contrat. Le dommage subi par l'entreprise n'est donc pas nécessairement compensé. Le problème s'aggrave lorsque les responsabilités jouent en chaîne. Or la complexification des techniques a multiplié les contrats de sous-traitance. Des entreprises dépendent, pour l'exécution de très grosses commandes, de contrats portant parfois sur des montants fort limités. Si l'entreprise A doit payer à son client des amendes de retard suite au retard de son propre fournisseur B, il se peut que les amendes que B paie à A soient nettement inférieures à celles que A paie elle-même à son client. Le cas inverse se présente aussi bien qui

(163): Cfr. art. 26 du Statut des Sovnarkhozes, décision du C.D.M. du 26. 9. 1957, Direktivy..., t. IV, p. 788. Voir aussi les règles pénales du décret du 22.5.1957 du C.D.M. U.R.S.S. ainsi que celles du décret du P.S.S. U.R.S.S. du 24.4.1958, V.V.S., 1958, 9.

(164): Cfr. décision du C.D.M. du 30.6.1962 "Sur l'amélioration de la procédure de conclusion des contrats de livraison pour l'approvisionnement matériel et technique des entreprises et organisations" (S.P.S.S.S.R., 1962, /..

permet à certaines entreprises de s'enrichir "en payant leurs amendes" !
"Tout rentrera dans l'ordre lorsqu'on fera en sorte que le fournisseur soit obligé de compenser la somme totale du dommage provoqué" (166). Tout un courant d'opinion parmi les juristes se dessine en ce sens (167).

:::::

Ces divers facteurs peuvent être considérés comme les conditions juridiques de comportements contractuels suscités au fond par l'action sous-jacente des catégories marchandes. On peut aussi voir dans les violations des obligations contractuelles le reflet d'un certain type de société. "Société de production", a-t-on rêvé plus haut: ici encore, ce trait est apparent. Pourquoi les "offreurs" s'évertueraient-ils à satisfaire leurs clients puisqu'ils sont en position dominante ? Contrairement aux sociétés occidentales où les efforts déployés le sont pour vendre, fût-ce au prix d'une coûteuse publicité, l'offre bénéficie ici d'un statut privilégié; le producteur y est "roi" pourrait-on dire sans exagérer puisque son statut l'autorise à se placer au-dessus de la loi. A preuve, la situation qui prévaut sur le marché et qui fait que bien souvent, les amendes contractuelles ne sont même pas réclamées par les clients lésés. Pourquoi irriter son fournisseur alors que les marchandises sont déjà si rares et que tout doit être mis en oeuvre pour s'en procurer par des voies parallèles ?

Les organes de l'arbitrage d'Etat mènent une lutte contre la pratique dite de "l'amnistie des débiteurs" (amnistirovanie) et doivent parfois se substituer aux créanciers pour réclamer les amendes. La presse n'hésite pas à critiquer cet état de choses et certains auteurs signalent que les cas d'amnistie existent en nombre "pratiquement illimité" (168).

Ici encore, l'augmentation du volume des biens produits est de nature à apporter un changement qualitatif dans les relations contractuelles.

E. INADEQUATION ENTRE PLANS DE PRODUCTION ET PLANS DE LIVRAISONS, ENTRE PRODUCTION ET BESOINS.

Si les structures et les mécanismes économiques ou financiers (tels les prix et l'impôt sur le chiffre d'affaires) isolent le marché de

(../.) 12, art. 94.

(165): S.K. TATUR, op.cit., p. 111.

(166): P. BOSOV et P. USOV, Wozjajstvennyj dogovor v novyx uslovijakh, éditorial des Izvestija du 7.10.1965.

(167): Voir aussi S.K. TATUR, op.cit., pp. 185 sv.; Ekonomičeskaja Gazeta, 1968, n°s 28 et 46; M. Ja. LESNIK et M.I. BRAGINSKIJ, O vosmeščenii ubytkov pričinennykh narušeniem dogovora pstavki, S.G.P., 1967, 5, pp. 90 sv. On peut faire le rapprochement avec les problèmes rencontrés chez nous dans l'application des clauses pénales. Voir ainsi I. MOREAU-MARGREVE, Une institution en crise: la clause pénale, note sous Cass., 17.4.1970, R.C.J.B., 1972, 459-504.
./..

la production de celui de la consommation, l'imperméabilité se retrouve tout autant à l'intérieur même du secteur des biens de production.

Certes, l'équilibre des balances doit théoriquement pourvoir à un équilibre global entre l'offre et la demande, mais la méthode comporte une part inéluctable d'imprécision, multipliée par le nombre d'échelons administratifs interposés entre consommateurs et producteurs. C'est ce qui explique, notamment, qu'à plusieurs reprises, la production de matières premières a crû moins vite que celle des machines. Même à l'intérieur du groupe A, la société de production se caractérise encore par la pénurie de l'offre. .

A cet égard, c'est l'opacité du marché qui doit être -et qui est- incriminée (169): la relation directe entre fournisseur et client n'intervient, on l'a noté, qu'à titre d'exécution d'ordres administratifs ou même de contrats conclus par d'autres.

Aux écrans "juridiques" entre consommateurs et producteurs, il faut ajouter les écrans matériels. Dans bon nombre de cas, les livraisons d'entreprise à entreprise sont remplacées par des livraisons à destination ou au départ d'entrepôts. En 1940, la moitié de la circulation des marchandises consiste en "opérations d'entreposage", conduisant à l'immobilisation de valeurs importantes (170).

Si fonctionnaires, juristes et économistes s'accordent à critiquer les incohérences entre plans d'approvisionnement et plans de production, Nikita KROUCHTCHEV, lors du XXe Congrès, ajoute sa propre condamnation: "Les plans de production, affirme-t-il, ne sont pas toujours reliés aux plans d'approvisionnement matériel et technique et aux livraisons de coopération; les plans de construction, de leur côté, ne le sont pas toujours avec les crédits nécessaires, avec les fonds matériels et avec les livraisons d'équipements" (171). Lors des travaux préparatoires à la réforme de 1965, on entendra des attaques analogues (172).

Comme les entreprises de production et les Glavsbyty sont jugés au vu de leurs résultats quantitatifs, peu importe que la production réponde aux besoins des entreprises consommatrices, du moment que le plan de livraisons est exécuté.

L'épisode des wagons d'UFA est célèbre parce que typique. Dans cette affaire, les lacunes du mécanisme d'approvisionnement ont

(168): Critiques dans deux articles aux titres analogues: N. FISUN, Liens dans une chaîne unique, Izvestija, 11.1.1972, p.1 et G. IVANOV, Si la chaîne est brisée, Pravda, 11.1.1972, p.2; commentaire juridique de P.V. LOGINOV dans O sootnošenii norm material'nogo prava i arbitražnogo processa, S.G.P., 1967, 1, p.98.

(169): Voir, notamment, l'article très engagé de G. KOSJACENKO, La réalisation comme indice de la croissance planifiée de l'économie socialiste, Vop. Ek., 1966, 1, pp.3 sv., lequel propose de substituer au système administratif qui provoque des "hiatus entre plans de production et plans d'approvisionnement" comme entre plans de production d'équipements et plans d'investissement le jeu des relations marchandes, meilleur critère de l'utilité

abouti à faire livrer à des entreprises des wagons-citernes de produits pétroliers en quantité excessive. Ne disposant pas de réservoirs suffisants, les destinataires n'ont pu vider complètement les wagons et ceux-ci retournaient à leur point de départ déverser les excédents près d'Ufa, dans la République autonome Bachkire. P. KENDE, qui rapporte l'histoire, écrit: "Il y a un étang artificiel qui contient quelque 12.000 tonnes de pétrole brut et de produits pétroliers. Chaque jour, cinquante wagons-citernes au moins déversent leur contenu dans le lac. Quand celui-ci ne peut plus accueillir de liquide, on appelle des sapeurs-pompiers locaux pour y mettre le feu afin de déblayer le terrain pour de nouvelles livraisons de pétrole, de kérozène, d'essence, etc." (173).

Cet exemple révèle deux aspects importants de la planification administrative: d'abord l'irresponsabilité des agents de cette planification, tant au niveau des organes administratifs qu'à celui des entreprises. Les fonctionnaires établissant des plans incorrects, préjudiciables à l'économie ne sont pas rendus matériellement responsables de ces erreurs; le cas cité témoigne aussi du manque d'intéressement dans le chef des entreprises quant à l'utilisation rationnelle des moyens de production. Le second aspect est le manque de coordination entre les plans de production assignés aux entreprises et les plans d'approvisionnement.

Un autre exemple mettra mieux ce second aspect en lumière. Il est rapporté par la Pravda .

L'usine de câbles d'Odessa a reçu ses plans de production et d'approvisionnement au début de l'année (ce qui, en soi, est déjà regrettable, pense l'auteur), mais ses dirigeants constatent une lacune grave: on y prévoit la fourniture à l'usine d'une quantité de P.V.C. nettement insuffisante au regard de la production projetée. "Bien sûr, nous avons découvert l'erreur et mis en branle toutes les procédures d'alerte. Mais dans le système actuel de planification, il y a peu d'espoir que l'erreur soit rapidement corrigée. Après tout, si on suit la procédure usuelle qui est d'envoyer des lettres aux différents organes en leur demandant d'éliminer cette erreur criante, il faudra des mois et des mois pour trouver une solution".

On découvre le responsable: il s'agit d'une fonctionnaire du Sovnarkhoze d'Ukraine. "Mais elle ne peut plus rectifier la situation; le plan a été confirmé par les instances supérieures". Les dirigeants de l'entreprise dépêchent alors des émissaires à Moscou pour tenter d'améliorer leur sort. Rien n'y fait. On leur rétorque en substance: "Vous avez un plan de production qui ne se concilie pas avec un plan d'approvisionnement insuffisant. Il

.../. sociale des biens.

(170): Cité dans la décision du C.C.P. du 5.4.1940 "Sur la structure et l'organisation des organes de l'approvisionnement des commissariats du peuple économiques", Direktivy..., t.II, p. 621.

(171): N.S. KROUCHTCHEV, XXyj s'jezd K.P.S.S., compte rendu sténographique, t.1, p. 66. Voir également son rapport au Plenum du C.C. du 19.11.1962, Mos., 1962, pp. 60 sv.

(172): Voir session du Soviet suprême des 1er et 2.10.1965, compte rendu sténographique, Zacedanija V.S. S.S.S.R., Mos., 1965, p. 119.

(173): P. KENDE, op.cit., p. 377.

vous reste deux solutions: produire moins ou trouver ailleurs votre polyvinyl..."

Produire moins, c'est entraver la production en aval et l'entreprise a reçu des ordres de livraison d'une quantité déterminée de câbles. Elle est donc tenue de conclure des contrats de livraison pour le montant imposé. Devant le blocage manifeste, les dirigeants n'ont d'autre recours que de s'adresser directement à une entreprise productrice de polyvinyl, littéralement surchargée d'ailleurs, au point que l'on expédie le P.V.C. encore quasi chaud.

Ayant, par son ingéniosité, comblé les lacunes des plans, le directeur de l'entreprise peut enfin lancer la production. Mais quelle n'est pas sa stupéfaction lorsqu'il reçoit au milieu de l'année la notification de ce que le Comité d'Etat aux standards ainsi que l'Institut de recherches pour l'industrie du câble ont modifié la norme technique d'un des câbles. La mesure notifiée a été prise en juillet de 1964 et est entrée en vigueur le 1er janvier 1965, début de l'année de production. Ainsi, par suite d'une lenteur administrative, l'usine a produit pendant plusieurs mois des câbles devenus inutilisables ! (174).

Ce dernier rebondissement illustre davantage les "éléments externes du bénéfice" que les défauts de l'approvisionnement, mais elle est significative des méthodes du système administratif dans son ensemble. De plus, par l'exemple cité, on peut constater le jeu complémentaire du marché spontané par rapport au "marché artificiel", le premier intervenant à titre supplétif pour réparer les erreurs du second. N'est-ce pas la réciproque de la situation que connaissent les économies occidentales où la planification est conçue comme un correcteur des impasses du marché libre ?

D'autres impasses "classiques" résultent de changements en cours d'exercice du plan de production de l'entreprise après qu'elle a passé ses contrats. Pour peu que ses clients dépendent d'autres ministères et que leur plan ne soit pas, lui, modifié, on aboutit à une contradiction que les règles de droit n'ont pas prévue (avant l'adoption des Principes de droit civil en 1961 tout au moins). "Ce conflit juridique intéressant est resté sans solution jusqu'à présent", écrit un commentateur occidental (175).

On mentionnera en outre les nombreux cas de productions inutiles. Ainsi celui d'une entreprise produisant un alliage "réélite" pour trépons. Alors que l'entreprise ne peut écouler que 80% de sa production en 1964 et 50% seulement en 1965, l'administration ne cesse de relever ses objectifs de production, ce qui provoque de la part du directeur de l'établissement la question suivante: "Est-il difficile, dans ces conditions, de coordonner le plan avec la demande des entreprises ? On devrait évidemment confier cette tâche aux entreprises elles-mêmes et leur permettre de passer des accords bilatéraux" (176).

(174): Cfr. L. KOZLOV, sous-directeur de l'usine de câbles d'Odessa, Qui est responsable des erreurs de planification ? (lettre au journal), Pravda, 12.5.1965, p.2. Pour d'autres épisodes du même type, voir R.O. KHALFINA, op.cit., pp. 96 sv.

(175): E.L. JOHNSON, Planning and contract law, Soviet Studies, 1961, 1, p.267.

(176): P. TABALOV, dans La réforme économique en U.R.S.S., op.cit., pp.125-126.

De telles lacunes suscitent des critiques. C'est au système administratif dans son ensemble que dans le courant des années soixante, plusieurs auteurs en attribuent la responsabilité:

"Le défaut majeur de la pratique existante découle de ce que les rapports entre les entreprises sont régis par des méthodes administratives au détriment des rapports économiques, que l'autonomie des entreprises en ce qui concerne le choix des liens économiques "optima" soit réduite, qu'il y a trop d'intermédiaires entre les entreprises productrices et le consommateur" (177).

D'où une offre et une demande qui se cherchent sans jamais se trouver.

"Est-il normal, demandent des dirigeants d'entreprise, que certaines entreprises manquent leur plan de production faute d'une pièce que leur fournisseur ne peut leur livrer et qu'elles remuent ciel et terre pour s'en procurer, alors que des pièces de ce type s'accumulent dans les dépôts d'une administration de l'approvisionnement (178) ?

A cela, les tenants du système administratif répondent que libérer l'entreprise signifierait lui donner la possibilité de produire des articles ne correspondant pas à la demande des consommateurs. Curieuse contradiction que celle qui fait qu'au nom des intérêts de la demande, on isole juridiquement et économiquement l'entreprise de cette demande ! Les administrations, en imposant à leurs entreprises des productions ne répondant à aucun besoin, tombent précisément dans le travers qu'elles avaient pour mission d'éviter.

Sur un plan plus général, on dénonce le "subjectivisme" qui a poussé au développement de certains secteurs sans tenir compte des impératifs liés à une telle décision.

C'est ainsi qu'est critiqué le fait d'avoir poussé au développement de la chimie et de la pétrochimie dans les années soixante sans avoir prévu pour ces secteurs la production de l'équipement nécessaire (179).

La condamnation la plus explicite du système administratif vient pourtant de l'étranger. Des économistes tchèques, en effet, n'hésitent pas à assimiler la planification administrative (direktivní plánování) à une anti-planification.

(177): B. SUKAREVSKIJ, Du nouveau dans la stimulation économique, dans La réforme économique en U.R.S.S., op.cit., p. 83.

(178): Cfr. P. BOSOV et P. USOV, op.cit., p.1.

(179): O. NEKRASOV, op.cit., p. 94.

"On peut difficilement parler de planification dans une économie qui fonctionne avec un plan mal conçu et qui évolue dans une direction totalement différente de celle prévue au plan" (180). Ou encore: "C'est un paradoxe cruel de notre époque qu'à cause d'une gestion et une "planification" par trop centralisées il soit quasi impossible de diriger l'économie d'une manière réellement planifiée avec une certaine perspective; il est difficile et souvent irréalisable d'atteindre des objectifs sociaux" (181).

En Union soviétique, c'est parce que les faits se sont accumulés pour mettre en lumière les absurdités et l'inefficacité du système qu'une révision déchirante devient bientôt inévitable...

:::~::~:

ANNEXE AU CHAPITRE V. L'APPROVISIONNEMENT ADMINISTRATIF SOUS LA CRITIQUE

Pour illustrer ce chapitre, on trouvera ci-après un extrait d'une décision du Conseil des ministres et de ses développements; il s'agit du constat officiel des lacunes du mécanisme centralisé d'allocation des ressources. On remarquera la nature essentiellement administrative des solutions données aux difficultés rencontrées.

DECISION DU CONSEIL DES MINISTRES DE L'U.R.S.S. DU 31 JUILLET 1952 sur l'amélioration du travail d'approvisionnement de l'économie nationale en matériaux de construction et sur le renforcement du Glavstroisbyt du ministère de l'industrie des matériaux de construction de l'U.R.S.S.

EXPOSE DES MOTIFS

Le Conseil des ministres de l'U.R.S.S. constate que les organes chargés de l'approvisionnement au sein du ministère de l'industrie des matériaux de construction de l'U.R.S.S. s'acquittent de façon peu satisfaisante de l'écoulement de la production, sensiblement accrue, des matériaux de construction.

Le niveau d'activité actuel du Glavstroisbyt (182) et de ses agences ne correspond pas à l'accroissement de la production du ministère de l'industrie des matériaux de construction, compte tenu, tout particulièrement, du passage allant s'accéléralant de l'industrie à la fabrication de pièces détachées et à la construction; de plus, l'organisation du système du Glavstroisbyt lui-même laisse à désirer.

Le travail du Glavstroisbyt et de ses agences révèle une série de défauts sérieux. Un des défauts en vigueur (...) est la transgression de la discipline du plan dans l'approvisionnement et, en particulier, la tolérance de livraisons insuffisantes de matériaux à certains détenteurs de fonds et de livraisons superflues à d'autres ainsi que l'irrégularité dans le temps des livraisons de matériaux.

(180): Prof. KOCANDA, Politická Ekonomie, 1964, 3, p. 265, trad. angl. dans V. HOLESOVSKY, Planning reforms in Czechoslovakia, Soviet Studies, 1968, 4, pp. 552-553.

(181): RYCHETNÍK et KÝN, dans Plánované hospodářství, 1966, 5, cité dans V. HOLESOVSKY, op.cit., p. 553.

(182): Direction principale de l'écoulement des matériaux de construction.

Pour une réalisation du plan de livraisons de ciment de 1951 à 99,7%, il a été livré à certains ministères 62.000 t de ciment excédentaires et à d'autres 102.000 t en trop peu. Au cours du premier semestre de 1952, pour une réalisation du plan de livraison du ciment à 100,2%, il a été livré à certains ministères et services 206.000 t de ciment en trop peu et à d'autres 223.000 t de ciment en trop. Une telle situation existe également pour d'autres matériaux (...).

Le Glavstroisbytt tolère dans une série de cas une disproportion entre les ordres de livraisons et les ressources de ses agences ou des usines d'expédition; ainsi, par exemple, il a été délivré aux fournisseurs de la circonscription de l'agence moscovite plus d'ordres de livraison que ne le permettaient les ressources pour ce qui concerne le ciment (...), mais en sens inverse, pour les ardoises (...); on tolère de même des modifications des délais de livraison des matériaux de construction sans l'accord des destinataires.

La faible discipline contractuelle et la centralisation excessive des ordres de livraison pour la plupart des matériaux de construction et, en particulier, pour ceux dont la production satisfait les besoins de l'économie nationale, conduit à ce que les livraisons des matériaux de construction se fassent sans tenir compte des contrats locaux et des contrats directs.

Le Glavstroisbytt ne lutte pas de façon satisfaisante pour la qualité, le respect de l'assortiment et l'élévation de la classe des matériaux livrés aux entreprises consommatrices; il exerce une faible influence sur les entreprises dans la lutte pour la qualité de la production et ne fait pas preuve de suffisamment d'initiative en ce domaine (...).

Le Glavstroisbytt se soucie peu d'organiser le travail de l'approvisionnement dans les entreprises et de multiplier les entrepôts en vue d'assurer la satisfaction des consommateurs de matériaux par petites quantités; il ne dirige pas de façon satisfaisante les opérations de ses entrepôts et de ses agences. Lui comme ses agences étudient mal les demandes des consommateurs par secteur économique.

La répartition et l'approvisionnement de la production planifiée se fait de façon non satisfaisante par le Glavstroisbytt, sans examen suffisant des besoins réels ressentis (...)"

Sur base de ces développements, le gouvernement prend une série de mesures, dont les principales sont les suivantes:

"Obliger le ministère de l'industrie des matériaux de construction de l'U.R.S.S.:

a). à garantir la livraison régulière et en temps voulu des matériaux de construction "fondés" aux ministères et aux services, selon les quantités établies au plan d'Etat de l'approvisionnement ainsi que celle de la production planifiée selon la qualité et l'assortiment requis;

b). à améliorer le travail des agences locales du Glavstroisbytt pour garantir la répartition en temps voulu des bons de commande de matériaux de construction entre les entreprises consommatrices, la conclusion des contrats économiques avec elles de même que la réalisation du plan d'écoulement des matériaux de construction (...).

Obliger le ministère de l'industrie des matériaux de construction de l'U.R.S.S.

a). à procéder au rattachement des gros consommateurs d'articles faisant l'objet d'un approvisionnement complexe à des entreprises-fournisseurs déterminées;

b). (...)(183)

+++++

(183): Direktivy..., t.III, pp. 631 sv.

C H A P I T R E S I X

LE MARCHÉ DE LA CONSOMMATION

"Le travail utilisé à vendre des biens, à les emballer et à les préparer pour le marché, à les comptabiliser, ne crée pas de valeur. Il est seulement utilisé pour réaliser la valeur créée dans l'industrie. Quant au transport, il crée de la valeur..." (1).

C'est parce que l'économie politique marxiste considère comme improductives de valeur les dépenses de commercialisation que les soviétiques ont traditionnellement relégué au second plan les questions liées à la circulation des biens.

Il est néanmoins clair que la production n'est pas suffisante en elle-même et que si la société socialiste entend "satisfaire les besoins sans cesse croissants des citoyens", il s'indique que les consommateurs aient l'oreille des producteurs.

Le présent chapitre porte le titre: "le marché de la consommation". C'est préjuger qu'un tel marché existe, c'est-à-dire qu'une offre et une demande se rencontrent autour d'un prix. Qu'en est-il exactement ?

L'OFFRE

Si l'entreprise la constitue, elle n'est pas la seule pourtant. Artisans, kolkhozes, paysans individuels sont même les principaux pourvoyeurs de denrées alimentaires. Dans l'étude de l'entreprise industrielle, l'on ne peut ignorer cette concurrence, qui prend par exemple la forme de biens de substitution.

LA DEMANDE

C'est parce qu'elle est multiple et parcellaire que le jeu des catégories marchandes a traditionnellement été plus aisément reconnu dans le secteur de la consommation qu'ailleurs.

Les sujets de la demande sont, au bout de la chaîne, les ménages. Mais l'entreprise industrielle traite avec les organismes de commerce: de gros, en principe, de détail, à titre exceptionnel.

Les moyens de la demande sont les revenus disponibles des ménages: salaires, primes, intérêts d'épargne et autres éléments énumérés au chapitre II. Mettant en balance les masses monétaires et les flux en nature, le planificateur équilibre les revenus de la population avec la somme des biens de consommation offerts par les divers producteurs. Et l'on a dit

(1): K. MARX, Le Capital, Mos., 1951, éd. angl. vol. III, p. 285.

quelle stricte politique des revenus servait cet équilibre.

Ces éléments suffisent-ils pour créer un marché ? De quelle façon l'entreprise productrice perçoit-elle la demande du consommateur ? Quels mécanismes lui permettent-ils de réagir à celle-ci et de la satisfaire ? C'est à ces questions qu'il convient de répondre. Mais pour comprendre les modifications survenues depuis les années soixante, la description du système administratif -qui se survit par maints aspects de nos jours encore- s'impose. Description double puisque touchant à deux relais entre l'entreprise et le consommateur: l'un, institutionnel, l'autre, économique: le commerce, d'une part, les prix, de l'autre.

PREMIERE SECTION: LE COMMERCE

par.1: LES STRUCTURES

A. LES ORGANISMES COMMERCIAUX

Le commerce étatique n'est pas la seule forme de distribution en Union soviétique. Il faut lui adjoindre le réseau coopératif, qui fonctionne essentiellement en zone rurale et qui est contrôlé par l'Etat. A ces deux réseaux, qui représentent depuis le milieu des années cinquante plus des neuf dixièmes du volume du commerce, s'ajoute encore le marché kolkhozien, dont on a noté plus haut le caractère accessoire mais salulaire dans l'amortissement des chocs conjoncturels.

Le commerce privé disparaît en 1932. A cette date, le marché kolkhozien représente encore 15,7% du chiffre d'affaires commercial. Cette part tombera à 12% en 1950 puis se rétrécira brusquement pour se stabiliser par la suite aux alentours de 4%. Le commerce d'Etat représente depuis 1936 plus de 60% du total; quant au commerce coopératif, il passe de 22% en 1936 à 28% en 1960 pour demeurer depuis lors à ce niveau.

Les structures du commerce ne se cristallisent pas d'emblée. Avant 1954, les tentatives du gouvernement de créer un réseau homogène de distribution -ainsi que le parti l'a annoncé dans son deuxième programme- se heurtent à un phénomène d'entropie, encouragé par les bouleversements du lancement des plans et par la guerre. Le marché libre et des réseaux internes aux Ministères productifs se substituent fréquemment à la distribution officielle. C'est ainsi que les ministères encouragent les ORSY (otdely raboçego snabženija, sections de l'approvisionnement ouvrier) qui dirigent des magasins et des cultures vivrières annexées aux entreprises.

Depuis 1954 (2), l'ensemble de la distribution intérieure est de la compétence du ministère fédéral-républicain du commerce inté-

(2): Voir la décision du C.D.M. et du C.C. P.C.U.S. "Sur les mesures à prendre pour développer le commerce soviétique" du 12 .10.1953, Gospolitizdat, 1953.

rieur au niveau de l'Union et des ministères fédéraux-républicains correspondants dans les républiques. A cette époque, plus de 2500 administrations sont transférées des ministères productifs au ministère du commerce.

Avec la réforme régionale, un comité d'Etat fédéral puis fédéral-républicain remplace le ministère fédéral.

Bien sûr, ces ministères dirigent une pyramide d'administrations commerciales échelonnées à tous les étages du pouvoir soviétique: ministères du commerce des républiques autonomes, départements du commerce des comités exécutifs des territoires, des régions, des administrations locales, des grandes villes. Ces organes purement administratifs contrôlent à leur tour des organismes commerciaux ayant la personnalité juridique, fonctionnant en khozrasčët et habilités à traiter par convention avec les entreprises productrices. Dans les grandes républiques, ces organismes se répartissent en deux niveaux; à l'échelon supérieur, se trouvent les comptoirs républicains du commerce de gros et à l'échelon local, les entrepôts frigorifiques, les comptoirs et les bases: "bases d'écoulement", qui répartissent la production industrielle dans les différentes régions et "bases commerciales" qui en sont les interlocutrices. Celles-ci commandent à celles-là la production des diverses régions aux fins d'approvisionner les magasins de leur circonscription. "Bases mixtes", enfin, qui cumulent les deux fonctions. Ces bases desservent une région, un territoire ou une petite république.

Les coopératives de consommation, elles aussi, sont organisées selon une structure pyramidale correspondant aux divers échelons administratifs et dirigés par la Centrosojuz ou Union des coopératives de consommation. Dans la pratique, une division du travail s'est opérée et les coopératives de consommation se sont transformées en sections rurales du commerce d'Etat. Magasins d'Etat et coopératifs sont contrôlés à la fois par les départements "du commerce" des administrations locales; certains grands magasins dépendent, cependant, directement de l'administration républicaine ou même fédérale. Certaines coopératives de consommation s'adonnent à des activités industrielles: il s'agit essentiellement de transformer certaines matières premières agricoles ou des matériaux acquis de façon autonome.

Le commerce coopératif pratique en outre une forme particulière de distribution: le commerce par commission au profit de kolkhozes ou d'agriculteurs particuliers.

En 1965, on compte pour les deux réseaux 471.700 magasins et 171.600 comptoirs, soit une moyenne d'un point de vente pour 350 habitants contre un pour 97 aux Etats-Unis en 1948 et un pour 48 en Belgique en 1929 (3).

L'essentiel à retenir est qu'en 1954, la production et la distribu-
tion sont devenues deux opérations distinctes. Les ministères industriels planifient la production; le ministère du commerce intérieur approvisionne les magasins de gros et de détail et fixe les prix à la consommation avec l'aide du Comité d'Etat aux prix. Comme on le notera par la suite, ce n'est qu'en 1965 qu'une semblable dissociation sera instaurée dans le domaine des

(3): Sur ces chiffres, voir Z. FRANK-OSSIPOFF, L'économie de l'U.R.S.S., Centre des Etats de l'est, U.L.B., 1967, p. 244.

moyens de production au bénéfice du Gossnab.

Quel est le statut de l'entreprise commerciale ?

Quelle que soit leur dénomination, les organismes de commerce de gros ont la personnalité juridique et leur statut ne diffère pas fondamentalement de celui de l'entreprise industrielle: un statut des organismes commerciaux d'Etat du 17.8.1927 reste bien théoriquement en vigueur, mais "il est périmé et de ce fait, appelé à régler l'activité des organismes et entreprises de détail et non plus du commerce de gros" (4).

B. LES MECANISMES

De même que dans le secteur de l'approvisionnement matériel et technique, le centre ne répartit pas lui-même tous les produits. Seules les marchandises de base sont distribuées à l'échelon fédéral. Pour le reste, les différents niveaux mentionnés plus haut interviennent.

La base juridique des liens entre producteurs et consommateurs de biens de consommation est le plan de distribution des biens de consommation, un document distinct du plan d'approvisionnement matériel et technique et qui détermine, on l'a noté au chapitre 2, l'appartenance d'un bien au secteur I ou II de l'économie. Son exécution, c'est-à-dire la mise en contact des parties aux contrats de livraison appartient aux différents organes de l'administration du commerce.

Selon les époques, la distance administrative entre l'entreprise et le consommateur a varié. Une caractéristique du système administratif est d'avoir interposé entre le commerce et les entreprises des "bases" (voir ci-avant) dépendant des ministères du commerce des républiques. Selon la situation respective du producteur et du consommateur final sur la carte de l'Union, une, deux ou plusieurs bases semblables interviennent.

La répartition des biens est décidée au centre; les ordres de contracter sont obligatoires. Aussi, les organismes commerciaux qui se voient assigner une livraison sont-ils tenus de l'accepter même si son écoulement lui paraît impossible. Le risque de la mévente pèse donc sur le secteur commercial et lui seul, les entreprises de production étant assurées de l'écoulement de leurs marchandises quels qu'en soient l'assortiment ou la qualité. C'est dire le peu de chose que représente la stimulation par le bénéfice dans de telles conditions !

Tolérable en période de pénurie, ce système s'est révélé fort peu rationnel une fois achevée la période de reconstruction.

(4): V.A. JAZEV, Pravovye formy optovoj trgovli, S.G.P., 1967, 3, p.41.

En 1959, une première réforme intervient qui rapproche considérablement l'industrie du commerce. C'est ainsi que le statut des contrats de livraison de biens de consommation, adopté le 22 de cette année, attribuée à l'entreprise industrielle plusieurs clients facultatifs.

L'entreprise peut ainsi contracter avec:

- a. des organismes et entreprises de commerce de détail de sa ville ou de sa région. On peut, dans ce cas, parler de "contrats directs";
- b. des consommateurs "hors commerce", c'est-à-dire des administrations, l'armée, des entreprises consommatrices ou transformatrices de biens de consommation, mais toujours sur le plan local;
- c. des organismes et entreprises du commerce de gros du réseau du commerce d'Etat ou des coopératives de consommation qui soient responsables de l'expédition des biens dans d'autres régions du pays, de leur distribution au niveau fédéral comme des livraisons centralisées de marchandises et de leur conditionnement pour le marché local. Il s'agit des comptoirs et des bases mentionnés ci-avant;
- d. des organismes de distribution du réseau d'approvisionnement matériel et technique lorsque cette distribution passe par eux.

Très naturellement, les organismes repris dans les rubriques c. et d. passent à leur tour des contrats avec des magasins de détail, des consommateurs "hors commerce" ou encore d'autres organismes de gros (5).

C'est sur base du plan de distribution et de l'ordre de contracter émanant de l'administration compétente que les entreprises signent les contrats de livraison.

Dans les vingt jours qui suivent l'approbation du plan économique annuel de l'U.R.S.S., les administrations du commerce font descendre jusqu'aux entreprises et à leurs clients les plans de distribution. Dans un délai de 15 jours après leur notification, elles mettent en contact fournisseurs et clients (que ces derniers ressortissent au commerce d'Etat ou au réseau coopératif) et elles émettent les ordres de contracter. Dans les soixante jours de la notification du plan de distribution, les parties doivent conclure leurs contrats de livraison.

La jonction entre la production et la distribution est assurée -du moins pour les articles soumis à un plan de répartition fédéral ou républicain- par l'obligation faite aux sovnarkhozes, ministères et départements productifs de communiquer au ministère du commerce de l'Union et aux administrations commerciales républicaines leurs plans de production et de livraison en indiquant la quantité, l'assortiment et la valeur des biens à produire. Cette information doit parvenir au plus tard 55 jours avant le premier de chaque trimestre (6).

(5): Art. 8 du Statut des livraisons de biens de consommation, décret du C.D.M. du 22.5.1959, S.P. S.S.S.R., 1959, 11, art.68, trad. angl. dans Soviet statutes and decisions, vol. II, 2, pp. 56 sv.

La procédure est cependant quelque peu différente dans le cas de relations à long terme entre les parties. L'administration commerciale peut, en effet, établir entre un fournisseur et un consommateur des "relations économiques permanentes". L'ordre de mise en relation dresse à grands traits les obligations mutuelles des parties: les contrats annuels (ou pluriannuels, mais n'excédant pas le terme du plan perspectif, c'est-à-dire quinquennal en règle générale) en précisent les modalités. Les parties en relation à long terme peuvent également reconduire un contrat antérieur. Il importe cependant de noter que la "cause" juridique de la convention reste l'ordre administratif de contracter.

Cette remarque prendra son sens par la suite car on verra qu'en 1969, le système des relations économiques à long terme s'étendra au marché des moyens de production et que désormais, la commande du client sera considérée elle-même comme la cause du contrat.

Dans le domaine des contrats directs également, le secteur de la consommation joue un rôle de précurseur: alors que dès 1955, les autorités y encouragent les contrats directs (7), il faudra attendre une décennie pour qu'un semblable changement s'amorce dans le secteur des moyens de production.

=====

par.2 LE FONCTIONNEMENT DU MARCHE DANS LES FAITS

Nul ne s'en cache: la distribution commerciale est insatisfaisante. Certes, le climat général est peu propice à la consommation: le chapitre II en a témoigné, mais aux griefs que le consommateur peut nourrir à l'égard de la sous production précédemment décrite, s'ajoutent les vices de fonctionnement inhérentes à l'organisation commerciale proprement dite comme à l'état des relations entre le commerce et l'industrie. Ces éléments cumulés entraînent pour le consommateur une situation peu enviable et fréquemment critique.

On rappellera le mode de confection des plans de production des entreprises: d'année en année, on ajoute aux objectifs -voire aux résultats- de l'année précédente une certaine marge d'augmentation. Cette approche purement productiviste de la planification prend donc fort peu la demande des consommateurs en considération.

Parmi les reproches que les autorités et les observateurs soviétiques adressent à leur organisation commerciale, on retiendra plus particulièrement ceux qui touchent aux relations entre l'entreprise et le marché.

(6): Art. 10 du statut précité.

(7): Voir ainsi décision du C.D.M. U.R.S.S. du 4.5.1955 Sur la modification du mode de planification, Direktivy...., t.IV, p. 403.

Malgré leur diversité ils se concentrent sur ce qu'il faut bien appeler l'"opacité du marché de la consommation". Par souci de clarté, on les classera néanmoins en trois rubriques: l'insatisfaction du consommateur, les violations des obligations contractuelles et les lourdeurs du système administratif.

A. L'INSATISFACTION DE LA DEMANDE.

Longtemps, la pénurie a relégué au second plan les questions de qualité. Mais à peine l'élasticité de la demande s'est-elle accrue, qu'elle a aussitôt entraîné une accumulation d'articles au rebut. Comme dans les régimes d'économie de marché, les invendus sont alors démarqués et soldés. Illustration de la théorie de l'utilité marginale, traditionnellement condamnée par l'idéologie dominante.

La recension des critiques à ranger sous cette rubrique suffirait à elle seule à combler un volume. Les litiges soumis aux arbitres et portant sur la qualité des marchandises sont légion. C'est au point que les autorités doivent s'en émouvoir à plus d'une reprise.

C'est ainsi qu'en 1948, le gouvernement doit bien constater que les articles invendables s'accumulent dans les entrepôts. A ~~...~~ 1^{er} juillet de cette année, les surplus au-delà des prévisions du plan se chiffrent à 4,1 milliards de roubles; trois mois plus tard, ils s'élèvent à 5 milliards. Motif: les organismes commerciaux effectuent leur travail "sans fondement économique suffisant et sans tenir compte de la demande de la population" (8). Le Conseil des ministres incrimine la mauvaise qualité des articles et leur inutilité:

Les usines de confection du ministère de l'industrie légère de l'U.R.S.S. produisent des articles démodés, uniformes, sans choix quant aux couleurs ni aux tailles; sans compter la grande quantité de défauts (manches cousues sans soin, boutonniers mal bordés, cols mal attachés, doublures d'une autre couleur que celle du dessus (...)); ~~elles~~ produisent insuffisamment d'articles pour enfants, de lingerie, de manteaux "demis" en laine et en coton, tandis que des robes coûteuses en soie naturelle jouissant d'une faible demande, on en confectionne beaucoup..." (9). Avec ce dernier point, l'on retrouve un effet connu du mode de stimulation. Suit une liste d'exemples de productions superflues, de plans de production qui iront grossir l'amoncellement des invendus; en sens inverse, une autre liste détaillée précise les articles introuvables quoique fort demandés.

Un exemple typique de production démodée est celui des machines à coudre: en 1958, on continue à produire le modèle lancé en 1886 !

(8): Décision du Conseil des ministres du 20.11.1948 "Sur les mesures à prendre pour améliorer le fonctionnement du commerce", Direktivy..., t.III, p. 325.

(9): Id. ibid.

Les machines à laver connaissent la même "résistance à l'innovation" (10).

Si les articles sont en eux-mêmes peu attrayant, les déficiences portent également sur leur conditionnement, sur les emballages et le triage (11).

La difficulté d'écouler certaines marchandises est telle que les magasins multiplient les ventes jumelées, obligeant tout acquéreur d'une denrée prisée à acheter simultanément un article au rebut. Par ailleurs, chaque ministère publie un bulletin des articles qu'il ne peut écouler, instaurant ainsi une forme de marché officieux par petites annonces (12) !

La cause de cet état de choses ? Bien sûr la mentalité productiviste de l'époque. On peut la toucher du doigt au niveau de l'entreprise d'une part, soumise à l'indice de production brute, mais aussi dans les liens entre le commerce et l'industrie.

"Le défaut le plus grave du commerce réside dans la faiblesse des liens directs entre les organismes commerciaux et les entreprises industrielles...." (13). "Les ministères, les départements et les entreprises produisant des marchandises de grande consommation et des aliments pour le marché n'exécutent pas de façon satisfaisante les plans de production des marchandises qui jouissent de la demande la plus forte; ils violent l'assortiment convenue et, dans la course à l'exécution de leur plan global, dépassent les plans de production non demandées par la population; c'est ainsi que les entreprises industrielles touchent des primes pour le dépassement du plan de production d'articles qui ne satisfont le marché ni par leur qualité, ni par leur assortiment..." (14).

Le processus de planification explique le sort du consommateur: dans la logique du système administratif, le plan de distribution des biens de consommation suit le plan de production, celui-ci étant lui-même secondaire par rapport au plan de production des moyens de production, les trois plans relevant au demeurant de trois administrations distinctes.

Cette perspective fait qu'au niveau des contrats, les entreprises commerciales sont tenues d'accepter les livraisons qui leur sont imposées. Leur pouvoir de négociation face à l'industrie est par ailleurs d'autant

(10): Cfr. M. KASER, La vie économique en U.R.S.S., P., Hachette, 1970, p. 140. Sur l'inadéquation de l'offre par rapport à la demande, voir encore la décision du C.C. P.C.U.S. et du C.D.M. du 8.8.1960 "Sur les mesures à prendre pour améliorer le commerce", dans K.P.S.S...., t.VIII, pp. 100 sv.

(11): Cfr. décision du 20.11.1948 précitée.

(12): Sur ce sujet, lire T.D. ALIMOVA, Zakon sprosna i predloženija pri socialisme, Leningrad, 1974, pp. 26,27.

(13): Cfr. décision du 20.11.1948 précitée.

(14): Ibid.

plus réduit qu'elles se situent sur un marché du vendeur. Comme pour les moyens de production, les clients hésitent à faire valoir leur droit à l'encontre de fournisseurs dont ils peuvent craindre les représailles et, somme toute, irresponsables.

Serait-elle armée du courage nécessaire pour affronter l'entreprise industrielle, que l'entreprise de commerce se heurterait bien vite aux règles de procédure en vigueur à l'arbitrage d'Etat.

C'est ainsi qu'un cadre de l'administration du commerce du Gosplan peut écrire que l'action en dommages-intérêts se heurte à de telles conditions que le droit théorique des organismes commerciaux de contrôler la correcte exécution de leurs obligations par leurs fournisseurs en est réduit à une peau de chagrin (15).

On notera par exemple que le demandeur victime d'une livraison de mauvaise qualité peut soit réexpédier la marchandise, soit la conserver; toutefois, dans les deux cas, il se heurte à des difficultés matérielles. Une compensation en valeur, qui eût présenté nettement moins d'obstacles pratiques, est exclue.

A quoi servirait d'ailleurs à l'entreprise commerciale de se retourner contre son fournisseur ? Les entreprises du groupe B de l'industrie ne sont-elles pas elles aussi soumises à l'arbitraire de la planification administrative et tributaires pour leurs matières premières de l'approvisionnement centralisé ? On le constate: la rigidité du marché de la production le dépasse et se transmet à celui de la consommation.

Quelles mesures préconise-t-on pour obvier à cet état de choses ?

On citera en premier lieu les tentatives individuelles de quelques théoriciens précurseurs.

Ainsi, en 1935, L. MIKHAJLOVSKIJ publie une contribution à un ouvrage collectif sous le titre de "Système et méthode d'étude de la demande de biens de consommation" (16). L'auteur y recommande une information permanente de l'industrie sur la demande des consommateurs afin d'influencer les programmes de production. Cependant, malgré la suggestion d'une décentralisation dans l'étude de la demande, ces travaux ne débouchent pas sur les propositions juridiques concrètes susceptibles d'enrayer les blocages constatés.

Parallèlement à ces initiatives isolées, il convient de s'arrêter aux résolutions et décisions officielles. En 1948, le gouvernement re-

(15): V. TJUKOV, chef du département du commerce du Gosplan de l'U.R.S.S., dans Pravda du 9.7.1964, cité par M.C. SPELCHER dans Decentralizing the soviet economy, Soviet studies, 1970, 2, p. 243.

(16): L. MIKHAJLOVSKIJ, Sistema i metody isučenija potrebitel'skogo sprosa, dans XXX, Potreblenie i spros v S.S.S.R., Len., 1935, cité dans T.D. ALIMOVA, op.cit., p. 27.

commande le renforcement des liens entre le commerce et l'industrie, l'instauration d'études de l'offre et de la demande, l'écoulement des surplus par la voie de foires, l'accentuation de la discipline contractuelle; ~~il~~ ~~donne~~ ~~aux~~ ~~organismes~~ clients le droit de refuser des livraisons inadéquates; il affermit la stimulation matérielle des employés des bases commerciales en cas d'accélération de la rotation des marchandises (17). On doit y ajouter le droit de refuser de contracter introduit par une décision de 1963 (18). A quoi se superposent des mesures visant la commercialisation des biens dans le public: les ventes à tempérament sont autorisées en 1958 pour quelques articles; la publicité se développe; une réduction des prix de 15 à 30% est introduite le 1er juillet 1959 pour certains biens de consommation durable.

Toutes ces mesures sont significatives en ce qu'elles sont un hommage que le plan rend au marché. Mesures prémonitoires car moins de vingt ans plus tard, elles seront préconisées pour régulariser cet autre marché qu'est le marché des moyens de production !

Il est vrai qu'on prend aussi d'autres mesures bien caractéristiques du système administratif; ainsi cette obligation faite au ministère du commerce d'élaborer des normes de réserves minimales pour tous les magasins et l'ordre enjoint au ministère du commerce de réaliser désormais son plan.

+++

Douze ans plus tard, les choses ne paraissent cependant pas s'être améliorées substantiellement. Le parti et le gouvernement décident une nouvelle fois un train de mesures énergiques.

C'est la décision importante du C.C. du P.C.U.S. et du Conseil des ministres du 8 août 1960 "Sur les mesures à prendre pour améliorer le commerce" (19) qui les énonce. Outre des critiques touchant à l'organisation interne du système commercial, la décision met une nouvelle fois l'accent sur l'hiatus entre le commerce et l'industrie. "De nombreuses entreprises ne tiennent pas compte de l'évolution de la situation dans le commerce; dans leur course à l'accroissement de la production, elles mettent sur le marché des articles ignorant les requêtes des organismes commerciaux et la demande de la population, elles continuent à sortir des produits vétustes et démodés, se soucient peu de l'assimilation de nouveaux types de marchandises comme de l'amélioration de leur assortiment et de leur qualité". L'éditorial de la Pravda du lendemain surenchérit: "Les organisations commerciales ont misérablement échoué dans leur mission de faire pression sur l'industrie: quant à l'organisation d'une production de biens de consommation de bonne qualité et d'un assortiment correspondant à la demande; elles se sont trompées

(17): Décision du 20.11.1948, op.cit., pp. 328 sv.

(18): Décision du C.D.M. du 22.8.1963, n° 902 "Sur l'amélioration à apporter à la procédure de conclusion des contrats de livraison de biens de consommation aux entreprises et organismes commerciaux", trad. angl. dans Soviet statutes and decisions, 1965, vol. II, n°1, pp. 94 sv.

(19): Cfr. K.P.S.S...., t. VIII, pp. 100 sv.

dans la détermination de la quantité des biens demandée; (...)
elles ont prêté trop peu d'attention au développement d'une publici-
té diversifiée..." (20).

C'est pour pallier cette situation que le texte ouvre la voie à de nouvelles formes de commerce de détail telles que la vente sur échantillons, le libre service, la vente à crédit dans les coopératives, la vente et la livraison à domicile, etc. Il stimule une amélioration de la publicité commerciale ("torgovaja reklama") et il lance un vaste programme de construction de 100.000 points de vente -30.000 seulement seront construits dans les délais- comme de formation de cadres commerciaux.

Mais la réforme la plus notable touche aux rapports entre l'industrie et le commerce: désormais, les plans de production imposés aux entreprises ne pourront être élaborés dans l'ignorance des besoins du marché; ils devront tenir compte des commandes adressées par le commerce à l'industrie et des contrats passés entre eux. Un pont est ainsi jeté entre deux mondes qui jusqu'alors signoraient....

Les Conseils des ministres républicaines sont chargés de régler le mode d'introduction des commandes. Dans la R.S.F.S.R., les organismes de commerce de gros et de détail adressent leurs commandes aux entreprises en tenant compte de la demande de la population (21). Le choix du fournisseur n'est pas libre: il se fait dans le cadre de la mise en relation des parties par une administration -ministère du commerce des républiques autonomes, direction commerciale du comité exécutif de territoire, de région, de ville, etc.- en accord avec les bases commerciales du ministère du commerce de la R.S.F.S.R. La mise en relation doit obtenir l'accord de l'administration de tutelle de l'entreprise.

C'est informées par ces commandes, comparables à des pré-conventions, et surbase du plan annuel de production que les administrations commerciales procèdent à l'allocation des marchandises par des ordres de contracter que les parties peuvent spécifier. Les ministères industriels quant à eux, sont invités à tenir compte de la demande effective dans la confection des plans de production.

Rien, cependant, ne les y oblige dans les faits: le droit ne concrétise pas les pétitions de principe; le plan de production dépend toujours d'une instance et la distribution d'une autre. Ce qui explique les critiques d'une juriste, Mme KHALFINA: "Approuvant le plan (de production, note C.E.L.), les sovnarkhozes ne se conforment pas toujours aux exigences des consommateurs. A la conclusion des contrats, les entreprises refusent parfois de rencontrer les exigences légales des consommateurs, arguant de ce que les plans de production qu'on leur a approuvés ne le leur

(20): Pravda, 9.8.1960.

(21): Voir le règlement d'application du C.D.M. de la R.S.F.S.R., S.P. R.S.F.S.R., 1961, 1, art. 3.

permettent pas" (22).

La décision du 8 août 1960 stimule par ailleurs les contrats directs, les contrats de livraison entre organismes de commerce de gros et entreprises sur base d'échantillons soumis avant le début de l'année ainsi que les foires régionales, républicaines ou inter-républicaines, auxquelles participent entreprises, organismes de commerce de gros et de détail.

Si les réformes successives du commerce marquent une volonté nette de lutter contre les gaspillages inhérents au système administratif, les succès n'en sont pas évidents. Des soldes continuent d'être organisées périodiquement et les personnalités les plus haut placées réitèrent leurs critiques.

Ainsi, traitant de la mauvaise qualité des biens au cours du XXIIe Congrès, N.S. KROUCHTCHEV dénonce la situation paradoxale: "les magasins présentent un choix restreint tandis que les dépôts sont engorgés de produits dits "invendables". De quelle sorte de biens s'agit-il ? Il s'agit de produits de mauvaise qualité dont les consommateurs ne veulent pas" (23).

Les statistiques confirment ses dires: si les ventes du commerce ont crû de 24% entre 1958 et 1961, les réserves d'invendus ont augmenté de 70%. Dans certaines républiques, elles constituent plus du quart du total des biens en circulation dans le commerce. Les ministères du commerce doivent refuser aux entreprises des articles démodé, mal conçus ou dépareillés par des valeurs atteignant des dizaines de millions (24).

Aux critiques des personnalités fait écho l'indignation de la rumeur populaire. La presse abonde de lettres de lecteurs, parfois suivies de l'enquête d'un journaliste, se plaignant de leur triste sort (25).

Les Izvestija publient un éditorial qui, prenant acte de ce que l'Union soviétique est capable de faire des choses admirables, en déplore d'autant plus la pauvreté des magasins qui "regorgent de vétustés". "Une attitude d'indifférence envers la production d'articles ménagers considérée comme affaire de seconde importance est inadmissible (...)" La solution ? "La qualité des biens de consommation, leur dessin et leur conditionnement devraient être placés sous le contrôle du public. C'est le public qui devrait donner son visa d'approbation à la qualité des aspirateurs, des cuisinières à gaz, des articles de vaisselle ou des

(22): R.O. KHALFINA, Pravovoe regulirovanie postavki produkcii v narodnom khozjaistve, Mos., 1964, p. 37.

(23): Cité par A. SMIRNOV dans "Arrêtez la production de biens sans débouchés", Pravda, 12.6.1962, p. 2.

(24): Pour des exemples précis, voir l'article de la Pravda du 12.6.1962 précité. Pour d'autres critiques, lire, notamment, S. TURECKIJ, Realizacija, obščestvennaja poleznost', cena i rentabel'nost', Fin. S.S.S.R., 1966, 2, pp. 47 sv; M.L. ZAK, Rol' sprosa i predloženiya tovarov v socialističeskoj ekonomike, Vestnik Mos. Uni., 1961, 1, pp. 24 sv.

radios avant qu'ils ne soient mis en vente dans les magasins. Il faudrait poser la question des procédures par lesquelles l'influence du public puisse s'exercer sur la variété et la qualité des biens de consommation produits par notre industrie (26). LENINE même est appelé en renfort (27).

Sans doute peut-on parler de sursaut du consommateur, mais il faut bien remarquer que le tempérament et les habitudes de consommation du citoyen russe et soviétique en général ne l'ont pas porté à une attitude critique et exigeante à l'égard de la qualité. La "société de production" soviétique s'explique aussi par l'atavisme.

En attendant des réformes plus fondamentales, on cherche à écouler les productions indésirables. C'est ce souci qui explique -outre les formes de commercialisation précitées- le développement, au demeurant bien timide, de la publicité commerciale. En 1965, le budget global de publicité représente à peine deux centièmes de pourcent du budget du commerce intérieur. Dans le même esprit, il faut signaler l'attention accrue portée aux étalages; on assigne même à une branche du ministère du commerce la responsabilité de la présentation extérieure des magasins.

====

B. LES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES.

Comme pour les moyens de production, le contrat est le lieu où les conditions du marché retentissent sur le droit de l'économie. La pénurie étant ce qu'elle est, acheteurs et vendeurs ne sont pas ces parties égales que le droit postule. C'est elle qui explique à tous les échelons la négligence arrogante des vendeurs et l'appréhension des clients à faire valoir leurs droits.

Tout comme sur le marché de la production, la négligence des fournisseurs prend surtout la forme du refus de livrer, de lacunes quant à la qualité, à l'assortiment ou quant aux délais de livraison.

Sans ambages, le gouvernement dénonce cette situation:

"Les contrats sont systématiquement violés, condamne la décision de 1948 précitée, et les actions que ces violations devraient susciter ne sont pas intentées" (28).

Parmi les nombreux exemples que la presse relève de ce genre de situations, on citera celui d'une centrale de commerce de gros dans l'habillement qui, dans le courant du premier trimestre de

(25): Voir, par exemple, "Affaires de pharmacie", Izvestija, 20.4.1962, p.6; Izvestija, 21.6.1962, p. 4 (des mesures positives ont été prises suite à l'enquête); Izvestija, 24.1.1960, p. 1.

(26): "Faites des biens excellents pour la vie de tous les jours", Izvestija, 7.7.1962, p.1.

(27): Cfr. Pravda, 24.2.1964.

(28): Décision du 20.11.1948, op.cit., p. 326.

1959, a expédié au trust commercial d'ULJANOVSK 107 manteaux de printemps de femme taille 4 au lieu des vingt commandé, 129 manteaux taille 50 au lieu de 20 taille 48 et 30 manteaux longueur 4 au lieu de 80.....(29).

Ce sont ces lacunes qui ont entraîné le gouvernement à prendre une série de mesures réglementaires.

Outre les textes déjà cités, on peut mentionner la circulaire de l'arbitrage d'Etat du 19 novembre 1963 portant application de la décision du Conseil des ministres du 22 août 1963 précitée (30). Il s'agit par ces documents de renforcer le rôle des contrats de livraison comme lien entre la demande et l'offre de biens de consommation. Les arbitres sont appelés à prendre la défense des consommateurs et à résoudre les litiges en faisant prévaloir les relations les plus rationnelles et les plus opportunes d'un point de vue économique.

===

C. LOURDEURS ADMINISTRATIVES

La procédure évoquée plus haut fait intervenir plusieurs organismes: des administrations proprement dites et des organismes autonomes. Le nombre en est variable, mais dès qu'il s'agit d'approvisionner un magasin en produits d'une autre région, l'intervention de cinq organismes au moins se requiert. Si le système des commandes donne la parole à la "demande", ce n'est qu'à titre consultatif et cette consultation, si elle reste souvent de pure forme, n'en allonge pas moins la procédure.

Par conséquent, pour fonctionner correctement, le mécanisme doit reposer sur le strict respect de délais à tous les stades: mise en relation des futurs contractants, formulation et acceptation des commandes, transmission des commandes aux organes supérieurs, approbation et notification du plan de répartition, émission des ordres de contracter, signature du contrat, etc. Or, à la lecture des interventions de l'arbitrage d'Etat, il apparaît que ce respect fait fréquemment défaut (31). Ici encore, la multiplication de contrats directs et de longue durée apparaît comme une solution "rationnelle et économiquement fondée".

L'inefficacité du système de distribution peut se mesurer au volume des réserves accumulées dans le circuit commercial et à la vitesse de rotation des marchandises. Le tableau I décrit l'évolution de ces valeurs entre 1940 et 1963.

(29): Cfr. K. SKOVORODA, dans Plan. Khoz., 1960, 2, citée par Ju. L. FELKER dans Soviet economic controversies. The emerging marketing concept and changes in planning, M.I.T. Presse, 1966, p. 50.

(30): Traduite dans Soviet statutes and decisions, 1965, vol.II, 1, pp.94 sv.

(31): Cfr. instruction de l'arbitrage d'Etat du 19.11.1963 précitée.

TABLEAU I: RESERVES COMMERCIALES ET VITESSE DE ROTATION DES MARCHANDISES.
1940-1963.

années	volume des réserves dans le commerce (en milliards de R)	vitesse de rotation des marchandises (en jours)
1940	1,6	34
1950	6,4	70
1955	9,9	77
1960	18,2	85
1961	20,2	94
1963	* 26	-

source: V.T. KORNIENKO, Ceny i potrebitel'skij spros, Mos., 1964, p.8.

Les manifestations des lenteurs du système administratif, pour être caricaturales, n'en sont pas moins révélatrices: il n'est pas rare, en effet, de voir les commerçants présenter des articles d'hiver en plein été et vice-versa.

Le manque de souplesse est lui aussi caractéristique: voulant corriger les déséquilibres qu'il découvre, le planificateur prend une série de mesures, entraînant par manque de précision un déséquilibre inverse tout aussi grave; phénomène qui ne va pas sans rappeler les cycles des économies de marché....

En 1959, il apparaît ainsi qu'une quantité excessive de vélos, de motos, de tourne-disques et d'appareils de radio s'est accumulée dans le réseau commercial. Le planificateur prend un ensemble de dispositions touchant aussi bien à l'offre qu'à la demande. Mais bientôt, la demande s'accroît et l'offre se contracte à un point tel que plusieurs régions du pays viennent à manquer de ces articles (32).

Conscients de ces inconvénients de la centralisation, des juristes s'attaquent aux intermédiaires inutiles. Le commerce de gros, selon eux, s'il se justifie dans l'approvisionnement des petits magasins de détail, est superflu dans celui des grands (33). La solution réside dans la multiplication de contrats directs entre des magasins de détail et l'industrie. C'est de leurs propositions que se nourrira la réforme des contrats de livraison des années à venir...

=====

(32): V.T. KORNIENKO, Ceny i potrebitel'skij spros, Mos., 1964, p. 69.

(33): N. KLEJN, Organizacija khozjajstvenno-dogovornykh svjazej v promyšlennosti i trgovle, Sovetskaja justicija, 1966, 10, pp. 6 sv; V.A. JAZEV, Pravovye formy optovoj trgovli, S.G.P., 1967, pp. 39 sv; Izvesija, 25.7.1962, p.3.

SECTION II: LES PRIX A LA CONSOMMATION.

Isolés par des barrières administratives, le marché de la consommation et celui de la production le sont également par les mécanismes économiques.

Evoquant au chapitre II la structure interne des prix, on a noté que prix de gros et prix de détail pouvaient évoluer en totale indépendance mutuelle. Après avoir traité des problèmes suscités par les prix des moyens de production, il s'agit à présent de montrer quels principes prévalent dans la fixation des prix des articles de consommation et d'en apprécier les conséquences.

La politique des prix de gros des biens de consommation ne diffère pas fondamentalement de celle suivie pour les moyens de production: la base en est le coût moyen de branche, auquel on ajoute une marge de profit variable selon les branches et selon les époques. Mais alors que les prix du groupe A sont fréquemment sous-évalués, ceux des biens de consommation serrent de plus près la réalité. Aussi, la rentabilité des branches de l'industrie légère est-elle souvent meilleure que dans l'industrie lourde.

Quant aux prix de détail, ils obéissent à des impératifs foncièrement différents. Plusieurs principes régissent la matière:

Le premier est que l'offre (la quantité des biens offerts à la consommation multipliée par leurs prix respectifs) et la demande (la somme des revenus disponibles de la population) doivent dans l'ensemble s'équilibrer. Le chapitre II a montré les succès et les lacunes de cette politique. Mais le même équilibre doit être atteint pour chaque article et la section précédente a donné une idée des progrès qui restent à réaliser sur ce terrain;

Le second principe est que les autorités ont le devoir d'orienter la consommation: en décourageant certains articles (vodka, voitures...) ou en favorisant d'autres (biens de consommation courante, objets culturels).

Le troisième principe est qu'à des produits substituables doivent correspondre des prix comparables.

Le quatrième est la tendance à la baisse des prix de détail, traditionnellement considérée comme le moyen d'accroître les salaires réels des citoyens. Cette baisse est loin d'avoir été régulière. On a noté au chapitre II qu'après 1954, les autorités ont abandonné les baisses annuelles de prix au bénéfice d'une augmentation des salaires, plus sélective et plus propre à stimuler la productivité individuelle.

Reste la question de la souplesse des prix. Si pour certains produits, les prix sont uniformes sur tout le territoire soviétique (thé,

tabac, produits de laine, de soie, textiles en général....) pour d'autres, il existe des zones. Le nombre de ces zones est relativement peu élevé et varie en fonction des articles. A quoi s'ajoute que les prix de détail dans les campagnes sont (jusqu'en 1965) de 7% supérieurs aux prix urbains. Les coopératives de consommation peuvent en outre prélever des marges variables pour le transport. Enfin, certains prix d'articles locaux sont différenciés par république, par région, par territoire ou toute autre circonscription administrative.

Si les prix sont différenciés dans l'espace, ils le sont également dans le temps: à côté des prix stables coexistent des prix saisonniers pour des denrées agricoles et des prix temporaires pour des articles nouveaux ainsi que des prix occasionnels pour des biens dont l'offre n'est pas appelée à se prolonger (marchandises importées ou production exceptionnelle).

Les prix de détail obéissant à des objectifs donnés et les prix de gros à d'autres motivations, il est normal qu'entre les deux se crée un "vide". Un "vide à dimension variable" serait-on tenté d'ajouter. C'est lui que l'impôt sur le chiffre d'affaires est appelé à combler, servant tout à la fois de régulateur de la consommation et de source de l'accumulation productive.

Amortisseur certes, l'impôt sur le chiffre d'affaires est aussi un écran qui isole l'entreprise du marché qu'elle est appelée à desservir. Et c'est là que gît la source de nombreux dysfonctionnements du marché de la consommation. C'est que le volontarisme en matière de prix, même lorsqu'il procède d'une intention de mieux servir le consommateur, s'écarte des voies que la rationalité économique eût recommandées.

par. 1. PRIX ET RATIONALITE.

Comme pour les moyens de production, tout écart entre le prix et l'utilité entraîne des conséquences dommageables pour l'économie: si des prix substituables ont des prix différents, si des marchandises de qualités inégales ont des prix inversement proportionnels à leur qualité, ces leviers mal utilisés vont induire les consommateurs à des attitudes préjudiciables à la correcte utilisation des ressources. Un cas particulier de cette situation est celui de la sous-évaluation "pour raisons sociales ou économiques" de certains articles de consommation courante. Dans de tels cas, où les articles sont vendus à la population en dessous de leur coût de production, l'Etat ne considère pas toujours a priori les conséquences de la sous-évaluation. De même, lorsqu'une entreprise produit des marchandises inégalement rentables, il est compréhensible qu'elle accorde la priorité à celles qui le sont le plus.

On peut citer le cas de la margarine facturée pendant tout un temps 14% moins cher que l'huile végétale entrant dans sa composition; de même, plusieurs variétés de pain ont été vendues moins cher que la farine nécessaire à leur production (34).

Les conséquences dommageables de cette attitude se manifestent en amont comme en aval. Outre l'attitude négative du producteur, on enregistre un comportement du consommateur qui, quoique justifié de son propre point de vue, devient irrationnel du point de vue global. Au même titre que dans le secteur des moyens de production, une sous-évaluation inconsidérée entraîne un gaspillage des ressources. Ainsi, l'exemple du pain servi comme nourriture au bétail car moins cher que le fourrage est typique (35).

Ces prix artificiels sont à l'origine des queues si souvent décrites et expliquent le dénuement des magasins soviétiques. De même que "la mauvaise monnaie chasse la bonne", la marchandise de qualité médiocre dont le prix est sous-évalué a tôt fait de chasser sous les comptoirs les espèces et les marques plus convoitées. Mais le prix de ces dernières est alors sans commune mesure avec les prix officiels. Un marché de "première classe" s'instaure ainsi, fonctionnant en parallèle avec le marché officiel...

par. 2. L'OPACITE DU MARCHE: LES "PRIX MORTS"

Le mode de détermination des prix empêche la demande d'agir sur le producteur. Pour l'essentiel (c'est-à-dire pour 80% des prix à la consommation avant 1957), ce sont les organes fédéraux qui décident. Que ces instances tiennent peu compte de tous les éléments économiques du prix, le fait est manifeste quand on observe les nombreuses productions sans débouché et la pénurie des articles qu'on s'arrache.

Un exemple parmi cent autres: on a vu en 1962 "des entreprises cotonnières moscovites et du sovnarkhoze d'Ivanovo réduire leur production de tissu à linge madapolam déjà déficitaire dans les rayons des magasins et renforcer celle d'indienne de coloris uni dénigrée par la demande. Les entreprises de l'industrie légère de la R.S.F.S.R., de Biélorussie et d'Uzbekistan ne satisfont qu'à 70-80% les commandes des organismes commerciaux quant aux vêtements et chaussures pour enfants. Entretemps, il n'est pas rare d'éprouver de la difficulté dans les magasins à se procurer des articles pour enfants...." (36).

Sur une plus vaste échelle, l'absence de correspondance entre l'offre et la demande s'est traduite entre 1960 et 1964 par une accumulation de biens dans le commerce de détail d'une valeur supérieure à deux milliards de roubles (37).

(34): Sur ces exemples, voir V.T. KORNIENKO, op.cit., pp. 92 sv.

(35): Cfr. V. TIKUNOV, Le pain doit être réévalué, Izvestija, 2.8.1962, p.3.

(36): Cfr. V.T. KORNIENKO, op.cit., p. 102, qui cite d'autres exemples.

(37): Cfr. V.P. D'JACENKO, et al. Naučnye osnovy planovogo cenoobrazovanija, Mos., 1968, p. 107. Voir aussi tableau I ci-avant.

Les méventes ont plusieurs origines: on en a présenté certaines aux pages précédentes. Les prix, quant à eux, interviennent à deux niveaux: d'une part, les prix à la consommation ne traduisent pas suffisamment la qualité, l'utilité et la rareté relative du bien; d'autre part, le jeu du "double prix" isole le producteur du consommateur.

par.3. LA RIGIDITE DES PRIX

Ce défaut est un corollaire du précédent: la rigidité des structures entraîne celle des prix; dans plus d'un cas, ni les changements dans les méthodes de production, ni l'évolution des goûts du consommateur, ni même la raféfaction de certains biens ne sont assez puissants pour provoquer une remise en question des prix en vigueur.

CONCLUSION

En 1939, à la conférence fédérale des coopératives de consommation, le président M.I. KALININE déclarait aux militants du secteur du commerce:

"Vous devez pousser et stimuler l'industrie comme le levain, comme 'un microbe excitant'; vous devez contraindre l'industrie à produire les marchandises les plus variées, les plus nécessaires à la satisfaction de la demande des consommateurs et même créer, susciter l'apparition de nouvelles branches de production" (38).

En dépit de ces déclarations d'intentions, force est de constater qu'elles n'ont pas été suivies d'effets sensibles. A l'aliénation de l'homme en tant que producteur reprochée au capitalisme a succédé son aliénation comme consommateur. C'est que ni l'industrie ni le commerce n'étaient outillés pour se conformer aux voeux précités.

A la source de toutes les manifestations passées en revue ci-avant, on trouve une seule et même cause: l'isolement de l'offre et de la demande.

"Fréquemment, les organismes de commerce de gros qui adressent des commandes à l'industrie et distribuent des lots de marchandises à travers le pays sont isolés de la demande réelle et n'établissent pas de requêtes suffisamment élevées à l'industrie..." (39).

C'est parce qu'ils perçoivent les retombées nocives de l'isolement stériel du monde de la consommation et de celui de la production que les

(38): Cité par V.T. KORNIENKO, dans op.cit., p. 10.

(39): S. PARTIGUL, Demande réelle et offre de marchandises dans la reproduction socialiste, Vop. Ek., 1969, 12.

autorités tentent depuis la fin des années cinquante de pallier l'opacité du marché.

On procède à des enquêtes et à des études du budget des ménages. Des recherches sur l'élasticité de la demande par couche de population et par groupe de produits (69 au total) sont menées grâce au renfort des outils mathématiques les plus perfectionnés (40).

La première étude approfondie de la demande en fonction des différents revenus ne datera cependant que du projet de plan pour la période 1966-1970 (41).

En 1958, KONJUS, qui a été exilé par STALINE pour avoir admis que la demande puisse faire réagir les prix, publie une étude sur la consommation des ménages. Cinq ans plus tard, VOLKONSKIJ approfondira ses recherches (42).

En 1964, on fonde une division "demande et études de marchés" près du Comité d'Etat au commerce; en 1965, on décide l'ouverture d'un Institut de recherche scientifique pour l'étude de la demande des consommateurs. Des "Conférences de consommateurs" sont réunies sous les auspices d'entreprises commerciales: les clients sont invités à y exprimer leurs griefs en présence des délégués des entreprises de production; des magasins expérimentaux doivent permettre tantôt de tester la popularité de nouveaux produits, tantôt, lorsqu'ils dépendent directement d'une entreprise, de sonder la demande en court-circuitant le réseau normal de distribution (43). Toutes mesures qui ne concèdent rien quant à l'essence du système administratif et aux méthodes de planification.... C'est ce système dans son ensemble qui est pourtant de plus en plus remis en question à partir du constat de son inefficacité.

=====

(40): Voir les ouvrages spécialisés cités par Guy CAIRE dans La planification soviétique à la recherche de la rationalité, Revue économique, 1963, 3, pp. 384 sv.

(41): M.Z. BOR, Effektivnost' obščestvennogo proizvodstva i problemy optimal'nogo planirovaniia, Mos., 1972, p. 117.

(42): Cfr. M. KASER, La vie économique en U.R.S.S., P., Hachette, 1970, pp. 138 sv.

(43): Sur ces tentatives diverses, voir Ju.L. FELKER, op.cit., pp. 134 sv.